RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

lozère

LE DÉPARTEMENT

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N°18- 06 - 04

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

n°CD_18_1036 à n°CD_18_1045 du 29 juin 2018
n°CD_18_1047 à n°CD_18_1048 du 29 juin 2018

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Sophie PANTEL, Présidente.

Le quorum étant atteint, la séance s'est ouverte à 15 h 00

Présents à l'ouverture de la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bernard DURAND, Bruno DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Laurent SUAU, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Absents excusés à l'ouverture de la séance :

Pouvoirs : Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET.

Assistaient également à cette réunion :

Thierry	BLACLARD	Directeur général des services
Frédéric	BOUET	Directeur Général Adjoint des Infrastructures Départementales
Patrick	BOYER	Directeur des mobilités, des aménagements numériques et des transports
Eric	FORRE	Directeur des Routes
Frédéric	ALIX	Directeur adjoint des mobilités, des aménagements numériques et des transports
Marie	LAUZE	Directrice générale adjointe des Services de la Solidarité Sociale
Lætitia	FAGES	Directrice du Lien Social
Gilles	CHARRADE	Directeur Général Adjoint des services de la Solidarité Territoriale
Jérôme	LEGRAND	Directeur de l'Ingénierie Départementale
Guillaume	DELORME	Directeur adjoint de l'Ingénierie Départementale
Nadège	FAYOL	Directrice des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique
Martine	PRADEILLES	Directrice des Ressources Humaines, des Assemblées et des Finances

DÉPARTEMENT DE LA LOZERE

SOMMAIRE DU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du Vendredi 29 juin 2018

- 15h00 -

III - Commission Enseignement et jeunesse

Délibération n° CD_18_1036 :	Enseignement : subventions au titre du programme d'investissement 2018 des collèges privés	p.3
Délibération n° CD_18_1037 :	Enseignement : Dispositif « Collège au cinéma » - Année scolaire 2018/2019	p.8
Délibération n° CD_18_1038 :	Transports : Adaptation du règlement départemental du transport scolaire et d'allocations aux familles pour l'année scolaire 2018/2019	p.13

V - Commission Eau, AEP, Environnement

Délibération n° CD_18_1039 :	Rapport annuel sur la situation en matière de développement durable du Département	p.29

VI - Commission Développement

Délibération n° CD_18_1040 :	Lancement d'un nouveau programme d'intérêt général en faveur de la lutte contre la précarité énergétique	p.75

VII - Commission Finances et gestion de la collectivité

Délibération n° CD_18_1041 :	Budget : approbation des comptes de gestion, des comptes administratifs 2017 et affectation du résultat 2017	p.82

Délibération n° CD_18_1042 :	Budget : Modification des autorisations de programmes 2018 et antérieures	p.256
Délibération n° CD_18_1043 :	Budget : Vote de la décision modificative n°1 du budget primitif 2018	p.270
Délibération n° CD_18_1044 :	Finances : vote de la taxe d'aménagement sur le département de la Lozère	p.374
Délibération n° CD_18_1045 :	Gestion de la collectivité : présentation du rapport d'activités 2017 du Département	p.377

VIII - Commission Politiques territoriales et Europe

Délibération n° CD_18_1047 :	Politique territoriale : Approbation du règlement "Animation territoriale"	p.403

V - Commission Eau, AEP, Environnement

Délibération n° CD_18_1048 :	Motion relative à la rédaction des XIèmes programmes des agences de l'eau Adour-Garonne, Loire-Bretagne et Rhône-Méditerranée-Corse	p.407

Délibération n°CD_18_1036

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 29 juin 2018

Commission : Enseignement et jeunesse

Objet : Enseignement : subventions au titre du programme d'investissement 2018 des collèges privés

Dossier suivi par Education et Culture - Enseignement, Vie Associative

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 15h00

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 442-9 du code de l'éducation ;

VU l'article L 1611-4 et L 3212-3 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CD_15_1038 du 17 juin 2016 approuvant le principe des subventions pour 2017 ;

VU la délibération n°CD_17_1037 du 24 mars 2017 approuvant le règlement général d'attribution des subventions d'investissement et de fonctionnement ;

VU la délibération n°CD_17_1050 du 23 juin 2017 approuvant la répartition 2017-2018 ;

VU la délibération n°CD_18_1010 du 30 mars 2018 approuvant la politique départementale 2018 « Enseignement » ;

VU la délibération n°CD_18_1032 du 30 mars 2018 approuvant les modifications des autorisations de programmes antérieures et l'état des autorisations de programmes 2018 votées ;

VU la délibération n°CD_18_1034 du 30 mars 2018 approuvant le budget primitif 2018 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°300 intitulé "Enseignement : subventions au titre du programme d'investissement 2018 des collèges privés" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission « Enseignement et jeunesse » du 22 juin 2018 ;

VU la non-participation au débat et au vote des conseillers sur les dossiers concernant les différents collèges dès lors qu'ils siègent au conseil d'administration ;

ARTICLE 1

Donne un avis favorable de principe à l'octroi des subventions d'investissement des collèges privés pour un montant de 130 635 €, à inscrire sur l'opération 2018 « aide à l'investissement pour les collèges » sur l'autorisation de programme correspondante, réparti comme suit :

Collège privé	Projet	Assiette de dépenses	Aide allouée
Marvejols	Travaux de mise aux normes de sécurité et accessibilité pour l'accès principal du collège	183 292,00 €	18 329,00 €
Mende	Travaux de mise aux normes de sécurité et rénovation énergétique	746 492,00 €	21 653,00 €
Meyrueis	Travaux dans le bâtiment internat garçons comprenant l'amélioration et la généralisation du système de détection incendie dans les bâtiments (principal, internat garçons, salles de cours) comprenant les levées des remarques sur rapport en électricité des sociétés de contrôle.	270 332,00 €	27 033,00 €

Collège privé	Projet	Assiette de dépenses	Aide allouée
Saint Chély d'Apcher	Travaux de mise en sécurité de la surface de la deuxième cour du collège : 2ème et dernière tranche.	521 691,00 €	52 169,00 €
Langogne	Travaux d'économie d'énergie	114 514,00 €	11 451,00 €

ARTICLE 2

Prend acte :

- que ces subventions ne pourront être payées qu'en 2019 puisque le Conseil académique de l'Éducation nationale ne se réunira qu'en fin d'année.
- que ce crédit sera présenté, obligatoirement, au budget primitif 2019, sur l'opération « Aide à l'investissement des collèges publics et privés 2019 » au chapitre 912.

ARTICLE 3

Précise que le collège privé Saint-Régis de Saint-Alban a indiqué qu'il ne sollicitait pas d'aide au titre du programme 2018.

ARTICLE 4

Autorise la signature des conventions, des avenants éventuels et de tous les documents éventuellement nécessaires à la mise en œuvre de ces financements.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_18_1036

Annexe à la délibération n°CD_18_1036 du Conseil Départemental du 29 juin 2018 : rapport n°300 "Enseignement : subventions au titre du programme d'investissement 2018 des collèges privés".

La Loi NOTRe n'impacte pas notre politique départementale « Enseignement » en faveur des collèges. Lors du vote de notre politique «enseignement », nous avons reconduit le programme d'aide à l'investissement des collèges privés.

Ce programme permet d'apporter, dans le respect de l'article L 151-4 du Code de l'éducation, une aide aux collèges pour les travaux de rénovation, de mise aux normes de sécurité, d'isolation et d'aménagement. Sont exclues toutes les dépenses d'acquisition de matériel et de mobilier.

La dépense éligible est calculée, au vu du compte de résultat de l'année n-1, comme suit, sur la base du montant des dépenses de fonctionnement auquel sont soustraits :

- l'équivalent loyer,
- la dotation aux amortissements des investissement immobiliers,
- les reprises sur provisions,
- le transfert de charges,
- les dotations publiques accordées.

L'on ajoute ensuite au résultat obtenu, le montant de l'investissement de l'année n.

La subvention est de **10 % de cette somme** plafonnée au montant de l'investissement.

Par ailleurs, en application de l'article L 234-6 du Code de l'Éducation, je vais saisir Madame la Rectrice d'Académie, Présidente du Conseil académique de l'Éducation nationale, pour solliciter l'avis de cette instance.

Lorsque ce Conseil académique de l'Éducation nationale aura donné son avis officiel sur l'attribution de ces subventions, elles deviendront définitives.

Je vous serais obligée de bien vouloir vous prononcer sur le principe de l'octroi des subventions, telles qu'elles résultent des dossiers présentés par chacun des organismes de gestion de l'enseignement catholique concerné.

Dans la mesure où le Conseil académique de l'Éducation nationale se réunit en fin d'année, ces subventions ne pourront être payées qu'en 2019. De ce fait, je vous informe que, si vous en êtes d'accord, ce crédit de **130 635 €** sera présenté obligatoirement au budget primitif 2019 sur l'opération **« Aide à l'investissement des collèges publics et privés 2019 »** au chapitre 912 BD.

Collège de Marvejols : travaux de mise aux normes de sécurité et accessibilité pour l'accès principal du collège (revêtement de la cour intérieure et changement de portails) et réponses aux exigences de la commission de sécurité (issue de secours réfectoire, changement tuyauteries défectueuses sur réseau de chaleur du bâtiment préfabriqué).

Fonctionnement année n-1	Montant des travaux 2018	Total	Dotations accordées (contrat d'association) + autres remboursements	Assiette de dépenses	**Proposition subvention**
723 421 €	55 996 €	779 417 €	-596 125 €	183 292 €	**18 329 €**

Collège de Mende : travaux de mise aux normes de sécurité et rénovation énergétique avec pose d'une porte d'entrée sécurisée et de robinets thermostatiques anti-vandalisme sur le bâtiment principal et remplacement des rampes d'éclairage du gymnase pour mise aux normes et économie d'énergie

Fonctionnement année n-1	Montant des travaux 2018	Total	Dotations accordées (contrat d'association) + autres remboursements	Assiette de dépenses	**Proposition subvention**
1 475 301 €	21 653 €	1 496 954 €	-750 462 €	746 492 €	**21 653 €**

Collège de Meyrueis : travaux dans le bâtiment internat garçons comprenant l'amélioration et la généralisation du système de détection incendie : prescriptions supplémentaires, installation de ferme-portes supplémentaires avec mise aux normes coupe-feu 1/2 heure et suppression de vitrage, économie d'énergie, travaux dans les bâtiments (principal, internat garçons, salles de cours) comprenant les levées des remarques sur le rapport en électricité des sociétés de contrôle.

Fonctionnement année n-1	Montant des travaux 2018	Total	Dotations accordées (contrat d'association) + autres remboursements	Assiette de dépenses	**Proposition subvention**
479 437 €	28 139 €	507 576 €	-237 244 €	270 332 €	**27 033 €**

Collège de Saint Chély d'Apcher : travaux de mise en sécurité de la surface de la deuxième cour du collège : 2ème et dernière tranche

Fonctionnement année n-1	Montant des travaux 2018	Total	Dotations accordées (contrat d'association) + autres remboursements	Assiette de dépenses	**Proposition subvention**
860 583 €	73 295 €	933 878 €	-412 187 €	521 691 €	**52 169 €**

Collège de Langogne : travaux d'économie d'énergie (chauffage) : remplacement des menuiseries dans 4 salles de classe du bâtiment collège

Fonctionnement année n-1	Montant des travaux 2018	Total	Dotations accordées (contrat d'association) + autres remboursements	Assiette de dépenses	**Proposition subvention**
263 691 €	14 277 €	277 968 €	-163 454 €	114 514 €	**11 451 €**

Par courrier en date du 17 mai 2018, le collège privé Saint-Régis de Saint-Alban nous a indiqué qu'il ne sollicitait pas d'aide au titre du programme 2018.

Je vous demande de bien vouloir délibérer sur ces propositions et m'autoriser à signer les conventions nécessaires à la mise en œuvre de ces financements et les avenants éventuels.

Délibération n°CD_18_1037

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 29 juin 2018

Commission : Enseignement et jeunesse

Objet : Enseignement : Dispositif ' Collège au cinéma ' - Année scolaire 2018/2019

Dossier suivi par Education et Culture - Enseignement, Vie Associative

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 15h00

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 3212-3 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CG_09_2114 du 26 juin 2009 relative à la mise en œuvre du dispositif "collège au cinéma" ;

VU la délibération n°CG_12_3103 du 29 octobre 2012 relative à la modification du dispositif "collège au cinéma" ;

VU la délibération n°CD_17_1037 du 24 mars 2017 approuvant le règlement général d'attribution des subventions d'investissement et de fonctionnement ;

VU la délibération n°CD_17_1051 du 23 juin 2017 approuvant le dispositif pour 2017-2018 ;

VU la délibération n°CD_18_1010 du 30 mars 2018 approuvant la politique départementale 2018 « Enseignement » ;

VU la délibération n°CD_18_1034 du 30 mars 2018 approuvant le budget primitif 2018 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°301 intitulé "Enseignement : Dispositif ' Collège au cinéma ' - Année scolaire 2018/2019" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission « Enseignement et jeunesse » du 22 juin 2018 ;

ARTICLE 1

Approuve la reconduction du dispositif « Collège au cinéma », pour l'année scolaire 2018/2019, suivant le règlement ci-annexé, sachant que le Département finance :

- les places de cinéma des élèves de la 6ème à la 3ème à hauteur de 20 à 25 % du nombre des élèves inscrits au collège ou au minimum 15 places (2,50 € par séance et par élève),
- le transport des collégiens ne disposant pas de cinéma à proximité et l'intervention de CINECO pour les collèges du sud du Département, et ce, dans la limite de l'enveloppe votée annuellement.

ARTICLE 2

Prend acte, qu'à ce titre, un crédit de 13 000,00 € sera présenté au vote du budget primitif 2019, réparti comme suit :

- Transport : *Chapitre 932-221/6245* .....2 000,00 €
- Places de cinéma : *Chapitre 932-221/6288* .....7 766,00 €
- Intervention de CINECO dans ce dispositif : *Chapitre 932-221/6574* .....3 234,00 €
  soit 154,00 € par intervention dans les collèges, sachant que cette subvention sera payée au prorata du nombre d'interventions réalisées.

ARTICLE 3

Autorise la signature de tous les documents éventuellement nécessaires à la mise en œuvre de cette opération.

ARTICLE 4

Précise que la reconduction du dispositif « Collège au cinéma » relève de la compétence partagée « jeunesse ».

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_18_1037

Annexe à la délibération n°CD_18_1037 du Conseil Départemental du 29 juin 2018 : rapport n°301 "Enseignement : Dispositif ' Collège au cinéma ' - Année scolaire 2018/2019".

Depuis la rentrée scolaire 2009-2010, le Conseil départemental s'est engagé dans le dispositif « Collège au cinéma ».

Ce dispositif, qui s'inscrit dans notre politique départementale jeunesse, a pour objectif, dans la continuité du programme « École au cinéma », de sensibiliser les jeunes à l'art cinématographique et de mener un travail pédagogique d'éducation à l'image.

Cette action repose sur le volontariat des chefs d'établissements et des enseignants et consiste en la projection de trois films pendant l'année scolaire accompagnée d'un important travail pédagogique autour des œuvres visionnées.

L'opération « Collège au cinéma » est un dispositif national qui implique le ministère de la Culture et de la Communication, le ministère de l'Éducation Nationale, les Conseils départementaux et les professionnels du cinéma.

Je propose à l'assemblée départementale de bien vouloir renouveler pour l'année scolaire 2018/2019 le dispositif « Collège au cinéma » selon les conditions suivantes : le Département finance les places de cinéma des élèves de la 6e à la 3e à hauteur de 20 à 25 % du nombre des élèves inscrits au collège ou au minimum 15 places (2,50 € par séance et par élève), le transport des collégiens ne disposant pas de cinéma à proximité et l'intervention de CINECO pour les collèges du sud du Département, et ce, dans la limite de l'enveloppe votée annuellement.

A cet effet, si vous êtes d'accord, un crédit de 13 000 € sera présenté au vote du budget primitif 2019, réparti comme suit :

- 2 000 € pour le transport, inscrits au chapitre 932-221, article 6245
- 7 766 € pour les places de cinéma, inscrits au chapitre 932-221, article 6288
- 3 234 €, soit 154 € par intervention dans les collèges, pour financer l'intervention de CINECO dans ce dispositif, inscrits au chapitre 932-221 article 6574

Cette subvention sera payée au prorata du nombre d'interventions réalisées.

DISPOSITIF COLLÈGE AU CINEMA

Dispositions complémentaires au règlement général d'attribution des subventions

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

Places de cinéma, transport vers les salles de cinéma et interventions de CINECO pour les collèges s'inscrivant au dispositif « collège au cinéma »

BÉNÉFICIAIRES

- Cinémas de Lozère
- CINECO
- Transporteurs

SUBVENTION

- 2,5 € par place pour trois séances pour 20 à 25 % des inscrits au collège
- transport du collège à la salle de cinéma
- intervention de CINECO dans les collèges du sud du département
  dans la limite de l'enveloppe budgétaire votée annuellement

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ATTRIBUTION

- Recensement en septembre des classes souhaitant participer

MODALITÉS DE VERSEMENT

- Le paiement de la subvention sera effectué sur présentation des factures

Contact

DGA : Solidarité Territoriale
Développement éducatif et culturel
Tél : 04 66 94 01 04
Fax : 04 66 49 60 95
Courriel : culture@lozere.fr

Règlement validé le

Délibération n°CD_18_1038

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 29 juin 2018

Commission : Enseignement et jeunesse

Objet : Transports : Adaptation du règlement départemental du transport scolaire et d'allocations aux familles pour l'année scolaire 2018/2019

Dossier suivi par Mobilité, numérique et transports - Transports et Déplacements

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 15h00

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;

VU l'article L 213-11 et R 213-3 à R 213-12 du code de l'éducation ;

VU la délibération n°CD_16_1060 du 16 décembre 2016 relative à la convention de tranfert de la compétence Transport de la Région au Département pour 2017 ;

VU la délibération n°CP_17_304 du 24 novembre 2017 relative à l'avenant de prolongation de la délégation de compétence transport de la Région au Département et mise à disposition du personnel pour l'exercer ;

VU la délibération n°CD_17_150 du 23 juin 2017 reconduisant le règlement départemental du transport scolaire et d'allocations aux familles : année 2017-2018 ;

VU la délibération n°CD_18_1006 du 30 mars 2018 approuvant la politique départementale 2018 « mobilités » ;

CONSIDÉRANT le rapport n°302 intitulé "Transports : Adaptation du règlement départemental du transport scolaire et d'allocations aux familles pour l'année scolaire 2018/2019" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission « Enseignement et jeunesse » du 22 juin 2018 ;

ARTICLE 1

Rappelle que le Département est chargé d'organiser et de mettre en place la prochaine campagne de transport scolaire pour l'année 2018/2019, sur la base du règlement départemental des transports scolaires validé avant transfert.

ARTICLE 2

Approuve, pour l'année scolaire 2018/2019, dans le respect des termes de la convention de délégation de compétence :

- l'application du règlement départemental des transports scolaires historique et ses annexes ci-jointes :
    - annexe 1 : règlement relatif à la sécurité et à la discipline des élèves durant les transports scolaires,
    - annexe 2 : tarifs des cartes de transport scolaire pour l'année scolaire 2018/2019,
    - annexe 3 : barème d'exonération de la participation des familles aux frais de transport scolaire,
    - annexe 4 : barème des allocations aux familles,
    - annexe 5 : règlement départemental du transport scolaire et d'allocations aux familles.
- La révision du tarif de la carte d'un élève demi-pensionnaire, passant de 121 € à 90 €, conformément à la volonté de la Région de plafonner à 90 €/élève/an des frais de transport scolaire pour l'année scolaire 2018/2019.

ARTICLE 4

Autorise la mise en œuvre, sauf avis contraire de la Région, autorité délégante, des dispositions sus-visées.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_18_1038

Annexe à la délibération n°CD_18_1038 du Conseil Départemental du 29 juin 2018 : rapport n°302 "Transports : Adaptation du règlement départemental du transport scolaire et d'allocations aux familles pour l'année scolaire 2018/2019".

Dans le cadre de la convention de délégation de compétences d'organisation des transports scolaires entre la Région Occitanie et le Département de la Lozère, et de l'avenant de prolongation pour une année supplémentaire, **nous sommes chargés d'organiser et de mettre en place la prochaine campagne de transport scolaire pour l'année 2018/2019.**

Lors de notre Assemblée départementale du 16 décembre 2016, il a été convenu que les modalités d'exercice de cette compétence s'exerceraient sur la base du règlement validé par notre Assemblée avant transfert.

Par délibération de la Commission Permanente de la Région du 13 avril 2018, la Région a acté le principe de l'harmonisation des règlements départementaux des transports.

En particulier, elle souhaite faire évoluer la tarification scolaire en instituant un plafonnement à 90 €/élève/an des frais de transport scolaire pour l'année scolaire 2018/2019. Dans un souci de cohérence, il est proposé que le Département de la Lozère fasse évoluer sa tarification scolaire dans ce sens.

Cela se traduit par un tarif de la carte d'un élève demi-pensionnaire qui passe de 121 € à 90 €.

Afin de respecter les termes de l'article 5 de la convention de délégation de compétence, c'est au Département de définir l'offre de services de transports et la tarification et de saisir la Région pour validation des propositions retenues.

Ainsi, si vous en êtes d'accord, je vous propose donc :

- de donner un avis favorable pour la prochaine rentrée scolaire de septembre 2018 :

- à l'application du règlement départemental des transports scolaires historique ;
- au plafonnement à 90 €/élève/an des frais de transport scolaire.

- de m'autoriser à mettre en œuvre, sauf avis contraire de la Région, autorité délégante, les dispositions énumérées ci-dessus.

Direction des Mobilités, des Aménagements Numériques et des Transports
Mission Transports et Mobilités

REGLEMENT DEPARTEMENTAL

DU TRANSPORT SCOLAIRE

ET D'ALLOCATIONS AUX FAMILLES

Hôtel du Département
4, rue de la Rovère - B.P 24
48001 MENDE Cedex
Tél.: 04 66 49 66 66
Fax : 04 66 49 66 10
cg48@cg48.fr
lozere.fr

Table des matières

1 - ORGANISATION DU RESEAU DE TRANSPORT SCOLAIRE.....3
1.1 Les circuits de transport quotidien organisés par le Département.....3
1.1 a - Création.....3
1.1 b - Modification.....4
1.1 c - Suppression.....4
1.2 Les transports hebdomadaires organisés par le Département.....4
1.2 a - Création.....4
1.2 b - Suppression.....4
2 – CONDITIONS DE PRISE EN CHARGE ET PARTICIPATIONS FINANCIERES.....5
2.1 Elèves externes et demi-pensionnaires des écoles maternelles, de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.....5
2.2 Elèves internes.....6
2.3 Situations particulières.....6
3 – LES ALLOCATIONS AUX FAMILLES.....6
3.1 Allocation journalière de transport.....6
3.2 Allocation de transport hebdomadaire.....7
3.2 a - Pour les internes lozériens scolarisés en Lozère :.....7
3.2 b - Pour les internes lozériens scolarisés hors Lozère :.....7
3.2 c - Pour les élèves internes disposant d'un transport organisé par une collectivité :.....7
3.3 Bourses départementales aux internes lozériens.....7

REGLEMENT DEPARTEMENTAL DU TRANSPORT SCOLAIRE

ET D'ALLOCATIONS AUX FAMILLES

Objet : Le présent règlement a pour objet de définir l'organisation technique, administrative et les conditions d'accès des élèves aux transports scolaires ainsi que les conditions d'attribution des différentes allocations. Ce règlement ne s'applique pas aux élèves orientés par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées de Lozère et aux circuits organisés pour ces élèves. Le Département organise et finance leur transport, par ailleurs.

1 - ORGANISATION DU RESEAU DE TRANSPORT SCOLAIRE

Le Conseil départemental est organisateur principal des transports scolaires à l'exception des transports organisés dans le périmètre de transport urbain de la commune de Mende.

1.1 Les circuits de transport quotidien organisés par le Département

1.1 a - Création

Ils sont créés avec au minimum trois élèves âgés de plus de trois ans à la date de la rentrée scolaire domiciliés à plus de trois kilomètres de l'établissement scolaire ou du service de transport scolaire le plus proche (principe des 3/3/3).

Des services qui dérogent à la règle des trois kilomètres peuvent être créés dans des agglomérations. Ces services dits « urbains » sont alors financés à 70 % par la commune.

Pour les services primaires, l'école desservie est celle de la commune ou lorsqu'elle est fermée, la plus proche. Un même hameau d'une commune ne peut être desservi sur deux écoles différentes.

La création est décidée par le Conseil départemental sur demande des Communes ou Groupements de communes de résidence des élèves après avis de la Commission Consultative des Transports Scolaires. Une délibération du Conseil municipal ou du Conseil communautaire sera jointe à la demande.

Les services quotidiens sont utilisés en priorité par les élèves lozériens transportés quotidiennement.

Dans la mesure des places disponibles, sont pris en charge les élèves lozériens internes et ensuite des élèves non lozériens.

Certains services de transports scolaires sont réservés à certaines catégories d'élèves (notamment lycéens ou section spéciale).

1.1 b - Modification

Les modifications sont décidées par le Conseil départemental sur demandes des Maires ou Groupements de communes après avis de la Commission Consultative des Transports Scolaires.

Aucune demande de modification (navette, changement de capacité) ou d'extension n'est recevable pour un enfant âgé de moins de trois ans à la date de la rentrée scolaire.

Un avis défavorable pour des demandes de modifications de services est donné notamment dans les cas suivants :

- la durée de trajet du service est trop importante (préconisation : 45 minutes maximun) ;
- la modification demandée pénalise trop les enfants pris en amont, en terme de temps de trajet (cas des « tiroirs » depuis un axe principal ou des navettes) ;
- les caractéristiques des voies et/ou du véhicule utilisé ne permettent pas la modification demandée.

1.1 c - Suppression

Elle est décidée lorsque le service ne correspond plus aux conditions de créations.

1.2 Les transports hebdomadaires organisés par le Département

Le Conseil départemental décide la création de transport scolaire hebdomadaire pour les élèves internes lozériens.

1.2 a - Création

Les conditions minimales de création d'une ligne d'internes sont au minimum cinq élèves et la desserte des chefs lieux de canton ou tout au plus des chefs lieux de communes.

1.2 b - Suppression

Elle est décidée lorsque le service ne correspond plus aux conditions de créations.

2 – CONDITIONS DE PRISE EN CHARGE ET PARTICIPATIONS FINANCIERES

2.1 Elèves externes et demi-pensionnaires des écoles maternelles, de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur

Les élèves externes et demi-pensionnaires des écoles maternelles, de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur bénéficient du transport scolaire à condition d'être âgés de plus de trois ans à la date de la rentrée scolaire et d'être domiciliés à plus de 3 km de l'établissement scolaire.

Toutefois, un enfant de moins de trois ans à la date de la rentrée scolaire peut bénéficier du transport scolaire si le hameau est déjà desservi et sous réserve de places disponibles.

Tous les élèves doivent compléter un imprimé «demande d'utilisation des transports scolaires » auprès de leur établissement ou s'inscrire par internet sur le site **lozere.fr.** Les élèves sont alors soumis au règlement de discipline annexé au présent règlement.

Participation financière :

- Elèves des écoles maternelles et de l'enseignement primaire :

- Participation des communes : les communes de résidence des élèves de l'enseignement primaire participent à hauteur de 20 % du coût moyen d'un élève transporté en zone rurale (à l'exclusion des services dits « urbains » cf. alinéa 2 du 1 – 1.1 a). Le montant de la participation est calculé en fin d'année scolaire.
- Participation des familles : une participation aux frais de dossiers non remboursables est demandée :
  - 40 € pour le 1er enfant
  - 15 € par enfant suivant d'une même famille

Le tarif « zone urbaine » est appliqué aux élèves qui empruntent des services urbains financés à 70% par une commune.

- Elèves de l'enseignement secondaire et supérieur :

Le barème des participations demandées aux familles est défini chaque année par l'Assemblée départementale (voir détail en annexe). Le tarif est mentionné sur la carte de transport.

Le tarif « zone urbaine » est appliqué aux élèves qui empruntent des services urbains financés à 70% par une commune.

Les familles en difficultés financières bénéficient d'une exonération selon la grille annexée.

2.2 Elèves internes

Les élèves lozériens scolarisés en Lozère (collégiens et lycéens) bénéficient d'une carte de transport scolaire sur les lignes hebdomadaires après avoir complété un imprimé «demande d'utilisation d'un transport scolaire hebdomadaire» ou après s'être inscrit par internet sur le site **lozere.fr**. Les élèves sont alors soumis au règlement de discipline annexé au présent règlement.

Les élèves non lozériens peuvent emprunter ces transports sous réserve de places disponibles et aux mêmes conditions que ci-dessus.

Le barème de la participation demandée aux familles est défini chaque année par l'assemblée départementale (voir détail en annexe). Elle est mentionnée sur la carte de transport.

Les familles en difficultés financières bénéficient d'une exonération selon la grille annexée.

2.3 Situations particulières

Pour les correspondants étrangers, les élèves en stages de courte durée, les adultes en formation de courte durée, les journées découvertes, le passage d'examen, le Service des transports et déplacements délivre sur justificatif des autorisations d'accès aux véhicules de transport scolaire à titre gratuit.

3 – LES ALLOCATIONS AUX FAMILLES

Le montant des allocations est fixé en annexe 4.

Les familles doivent compléter un imprimé «demande d'attribution d'une aide financière » auprès de l'établissement.

3.1 Allocation journalière de transport

Cette allocation est attribuée aux familles si les conditions suivantes sont remplies :

- élèves dont la famille est domiciliée en Lozère
- élèves de la maternelle âgés de plus de trois ans à la date de la rentrée scolaire jusqu'en classe de 3è
- élèves externes ou demi-pensionnaires (hors garde alternée) dans un établissement scolaire Lozérien
- élèves résidant à plus de 3 km d'un établissement scolaire le plus proche non desservi par un service de transport scolaire ou à plus de 3 km d'un service de transport scolaire desservant un établissement du même degré

Une seule allocation est attribuée pour quatre élèves du même village ; deux allocations entre 5 et 8 élèves.
Cette allocation est calculée pour deux allers-retours par jour.

3.2 Allocation de transport hebdomadaire

Cette allocation est attribuée aux familles des élèves internes lozériens uniquement (à l'exclusion des élèves de l'enseignement supérieur et de CFA) dans les conditions suivantes :

3.2 a - Pour les internes lozériens scolarisés en Lozère :

- une indemnité kilométrique pour un aller-retour par semaine sans limitation de distance, sous réserve qu'ils ne puissent pas bénéficier d'une ligne de transport, et pour les élèves domiciliés à plus de 6 km d'une ligne de transport lorsqu'ils l'empruntent.

3.2 b - Pour les internes lozériens scolarisés hors Lozère :

- une indemnité kilométrique avec un plafond de 65 kilomètres, lorsque l'enseignement choisi par la famille (public ou privé) n'est pas dispensé en Lozère, ou lorsque la capacité d'accueil est insuffisante.

3.2 c - Pour les élèves internes disposant d'un transport organisé par une collectivité :

Elèves disposant d'un transport organisé par une collectivité ayant reçu délégation de compétence du Conseil départemental, les allocations sont versées à la collectivité.
Le montant des allocations de transport hebdomadaire est plafonné au coût réel du transport supporté par la collectivité organisatrice après déduction de la participation des familles. Cette participation est définie par la collectivité organisatrice après discussion et accord du Conseil départemental.

3.2 c 1 - Véhicule dont la capacité est supérieure à 22 places.

3.2 c 2 - Véhicule dont la capacité est inférieure ou égale à 22 places.

3.3 Bourses départementales aux internes lozériens

Cette bourse forfaitaire est attribuée aux familles des élèves lozériens uniquement qui rentrent pour la première fois en internat dans un collège lozérien. Cette bourse est cumulable avec l'allocation de transport hebdomadaire.

Afin d'éviter aux directeurs ou principaux des collèges des difficultés de recouvrement des frais de pensions auprès des familles, ces bourses sont versées directement aux établissements.

Les élèves qui n'auront pas effectué au moins deux trimestres de l'année scolaire ne peuvent pas bénéficier de cette aide.

ANNEXE 2

ANNEE SCOLAIRE 2018/2019
TARIFS DES CARTES DE TRANSPORT SCOLAIRE

ZONE DE TARIFICATION ENSEIGNEMENT	ZONE RURALE	ZONE URBAINE (pour les communes de : Marvejols, Saint-Chély, Aumont, Langogne et Florac)
1 – ENSEIGNEMENT PRE-ELEMENTAIRE ET ELEMENTAIRE		
- Frais de dossier 1er enfant	**40 €**	**40 €**
- Frais de dossier enfant suivant	**15 €**	**15 €**
2 - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, SUPERIEUR ET AGRICOLE (Elèves externes et demi-pensionnaires)		
CAS GENERAL	**90 €**	**46 €**
FAMILLES NOMBREUSES :		
- 3ème enfant (1/2 tarif)	**45 €**	**23 €**
- 4ème enfant et plus	**GRATUIT**	**GRATUIT**
FREQUENTATION PARTIELLE :		
- Coût par trimestre (élèves partis ou arrivés en cours d'année)	**30 €**	**15 €**
- Coût par trimestre 3ème enfant	**15 €**	**8 €**
- Elève en garde alternée utilisant le service 1 semaine sur 2	**45 €**	**23 €**
3 – ELEVES C.F.A. – FORMATION PROFESSIONNELLE – STAGE EN ENTREPRISE – GRETA	**79 €**	**23 €**
- Coût par trimestre	**27 €**	**-**
- 3ème enfant (½ tarif)	**40 €**	**-**
3 – ELEVES INTERNES	**79 €**	**-**
- Coût par trimestre	**27 €**	**-**
- 3ème enfant (½ tarif)	**40 €**	**-**

ANNEXE 3

BAREME D'EXONERATION DE LA PARTICIPATION DES FAMILLES AUX FRAIS DE TRANSPORT SCOLAIRE

Quotient Familial (*)	% exonération accordée
De 0 € à 500 €	100%
De 501 € à 1 000 €	80%
De 1 001 € à 1 500 €	60%
De 1 501 € à 2 000 €	50%
De 2001 € à 2 500 €	40%
De 2 501 € à 3 000 €	20%

(*) quotient familial : revenu imposable divisé par le nombre de parts

BAREME DES ALLOCATIONS AUX FAMILLES

Référencé dans le règlement / libellé	Barème
3.1 – Allocation journalière de transport	0,20 €/km
3.2 – Allocation de transport hebdomadaire	
3.2 a – Pour les internes lozériens scolarisés en Lozère :	
– une indemnité kilométrique pour un aller-retour par semaine sans limitation de distance, sous réserve qu'ils ne puissent pas bénéficier d'une ligne de transport, et pour les élèves domiciliés à plus de 6 km d'une ligne de transport lorsqu'ils l'empruntent.	0,06 €/km
3.2 b – Pour les internes lozériens scolarisés hors Lozère :	
- une indemnité kilométrique avec un plafond de 65 kilomètres, lorsque l'enseignement choisi par la famille (public ou privé) n'est pas dispensé en Lozère, ou lorsque la capacité d'accueil est insuffisante.	0,03 €/km
3.2 c – Pour les internes disposant d'un transport organisé par une collectivité :	
- élèves disposant d'un transport organisé par une collectivité ayant reçu délégation de compétence du Conseil départemental :	0,02 €/km (avec un plafond de 65 km)
3.2 c 1 – véhicule dont la capacité est supérieure à 22 places.	0,03 €/km (avec un plafond de 65 km)
3.2 c 2 – véhicule dont la capacité est inférieure ou égale à 22 places	0,12 €/km (avec un plafond de 65 km)
3.3 – Bourses départementales aux internes lozériens (1re année d'internat en collège)	183 €/an

ANNEXE 1

Direction des Mobilités, des Aménagements Numériques
et des Transports
Mission Transports et Mobilités

REGLEMENT RELATIF A LA SECURITE ET A LA DISCIPLINE DES ELEVES DURANT LES TRANSPORTS SCOLAIRES

ARTICLE 1 :
Le présent règlement a pour but :
1) d'assurer la discipline et la bonne tenue des élèves à la montée, à la descente et à l'intérieur des véhicules affectés à des circuits de transports scolaires quotidiens.
2) de prévenir les accidents.
3) de rappeler aux parents leurs responsabilités entre leur domicile et le lieu d'arrêt des véhicules de transport.

ARTICLE 2 :
La montée comme la descente des élèves doit s'effectuer avec ordre, à l'arrêt complet du véhicule.
En montant dans le véhicule, les élèves doivent présenter au conducteur leur titre de transport.
Après la descente, **les élèves ne doivent traverser ni devant, ni derrière le car**. Ils ne s'engagent sur la chaussée qu'après le départ du car et après s'être assurés qu'ils peuvent le faire en toute sécurité, notamment lorsque le véhicule est suffisamment éloigné et que la visibilité sur la chaussée est entièrement dégagée.

ARTICLE 3 :
Chaque élève doit rester assis à sa place pendant tout le trajet, ne la quitter qu'au moment de la descente et se comporter de manière à ne pas gêner le conducteur, ni distraire de quelque façon que ce soit son attention, ni mettre en cause la sécurité.

Il est interdit notamment :

- de parler au conducteur sans motif valable,
- de fumer et d'utiliser allumettes ou briquets,
- de jouer, de chahuter, de crier, de projeter quoi que ce soit,
- de toucher les poignées, serrures ou dispositifs d'ouverture des portes ainsi que les issues de secours, avant l'arrêt du véhicule,
- de se pencher au dehors,
- de porter sur soi : bouteilles, objets coupants
- de consommer de l'alcool dans le véhicule ou d'accéder au véhicule en état d'ivresse.

ARTICLE 4 :
- Dans les véhicules dont la capacité est inférieure à 10 places chaque élève doit disposer d'une place et d'un système de retenue :
  - les enfants de plus de 10 ans doivent porter la ceinture de sécurité,
  - les enfants de moins de 10 ans pesant plus de 18 kg doivent être assis sur un réhausseur homologué aux normes en vigueur,
  - les enfants de moins de 10 ans pesant moins de 18 kg doivent être assis sur un siège auto homologué aux normes en vigueur .

  Le transporteur est responsable de la mise en place du système de retenue adéquat.
- Dans les véhicules dont la capacité est supérieure ou égale à 10 places équipés de ceinture de sécurité : tous les enfants doivent porter la ceinture de sécurité. Toutefois, les enfants de moins de trois ans en sont exemptés en raison de l'inadaptation de ce système de retenue à leur morphologie.

ARTICLE 5 :
Les sacs, serviettes, cartables ou paquets de livres doivent être placés sous les sièges ou lorsqu'ils existent, dans les porte-bagages, de telle sorte qu'à tout moment le couloir de circulation ainsi que l'accès à la porte de secours restent libres de ces objets et que ceux-ci ne risquent pas de tomber des porte-bagages placés au dessus des sièges.

ARTICLE 6 :
En cas d'indiscipline d'un enfant, à défaut d'accompagnateur, le conducteur signale les faits au responsable de l'entreprise de transport qui saisit l'autorité organisatrice des faits en question. Cette dernière engage éventuellement la mise en oeuvre de l'une des sanctions prévues à l'article 7.

ARTICLE 7 :
Suivant la gravité des faits les sanctions sont les suivantes :

- Avertissement adressé par lettre recommandée aux parents ou à l'élève majeur par l'autorité organisatrice notamment dans les cas suivants :
    - Désordre, cri, bousculade
    - Refus de rester assis dans le car
    - Refus de boucler la ceinture de sécurité
    - Insulte ou menace verbale envers un autre usager
    - Falsification ou utilisation frauduleuse d'un titre de transport
    - Absence répétée d'un représentant de la famille au point d'arrêt pour les élèves de maternelle
    - Port de bouteilles ou d'objets coupants
- Exclusion temporaire d'une semaine prononcée par l'autorité organisatrice après enquête et avis du Chef d'établissement notamment dans les cas suivants :
    - Insulte ou menace verbale envers le conducteur
    - Jet de projectile dans le véhicule
    - Consommation d'alcool, de tabac ou de stupéfiants
    - Utilisation d'allumettes ou de briquet
    - Etat d'ivresse
    - Vol dans le véhicule
    - Dégradation dans le véhicule
- Exclusion de plus longue durée prononcée par l'autorité organisatrice après enquête et avis du Chef d'établissement notamment dans les cas suivants :
    - Agression physique ou sexuelle
    - Exhibition sexuelle
    - Comportement mettant en péril la sécurité des autres usagers et du conducteur
    - Récidive

ARTICLE 8 :
Toute détérioration commise à l'intérieur d'un car affecté aux transports scolaires engage la responsabilité des parents si les élèves sont mineurs, ou leur propre responsabilité s'ils sont majeurs.
Les parents sont également responsables de leurs enfants sur les trajets matin et soir entre le domicile et le point d'arrêt jusqu'au départ du véhicule le matin et depuis l'arrivée du véhicule le soir.

ARTICLE 9 :
L'accompagnement au point d'arrêt par les parents ou une personne habilitée par la famille est vivement recommandé pour les plus jeunes. **Cet accompagnement est obligatoire pour les élèves de maternelle.**
Le soir, en cas d'absence au point d'arrêt des parents, le transporteur ne doit pas déposer le ou les élèves de maternelle au point d'arrêt. Il appartient alors au conducteur de trouver une solution locale pour mettre le ou les élèves en sécurité.
En cas d'absence répétée d'un représentant de la famille, une des sanctions prévues à l'Article 7 peut être engagée par l'autorité organisatrice.

ARTICLE 10 :
M. le Directeur Général des Services du département,
M. le Directeur des Mobilités, des Aménagements Numériques et des Transports,
sont chargés de l'exécution du présent règlement.

La Présidente du Conseil départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_18_1039

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 29 juin 2018

Commission : Eau, AEP, Environnement

Objet : Rapport annuel sur la situation en matière de développement durable du Département

Dossier suivi par Ingénierie départementale - Transition énergétique

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 15h00

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L.3311-2 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dire loi grenelle ;

VU le décret n° 2011-687 du 17 juin 2011 ;

VU la délibération n°CD_17_1036 du 24 mars 2017 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°500 intitulé "Rapport annuel sur la situation en matière de développement durable du Département" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « Finances et gestion de la Collectivité » du 21 juin 2018 ;

ARTICLE UNIQUE

Prend acte du rapport « Développement durable » et de ces annexes, tel que joint, dont les points principaux sont :

- la convention TEPCV (Territoire Énergie Positive et Croissance Verte) dont la majorité des actions sont achevées (aires de co-voiturage, travaux au collège du Haut Gévaudan, la formation à l'éco-conduite...) ;
- la poursuite des efforts pour une consommation responsable avec la dématérialisation des documents la mise en place des critères de choix de fournitures, de services ou de méthodologie d'intervention pour les travaux ;
- la prévention des déchets au travers l'appel à projet ZDZG (Zéro Déchet Zéro Gaspillage) dont le Département est un des lauréats avec en particulier la lutte contre le gaspillage alimentaire et le soutien au tri et au ré-emploi (chantier d'insertion, ressourcerie L'ARECUP) mais également le choix de pneumatiques pour les véhicules ou la démarche de « chantier exemplaire » pour les routes ;
- la maîtrise de l'énergie avec des travaux dans les bâtiments départementaux permettant d'avoir deux bâtiments au niveau BBC rénovation, des actions de sensibilisation aux économies d'énergie dans les collèges, le soutien au programme « habiter mieux » ;
- la préservation des espaces naturels et de la biodiversité avec le schéma départemental des ENS, l'écotourisme, des plans de fauchage adaptés, réduction du salage des routes en hiver, le soutien à la démarche écotourisme.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_18_1039

Annexe à la délibération n°CD_18_1039 du Conseil Départemental du 29 juin 2018 : rapport n°500 "Rapport annuel sur la situation en matière de développement durable du Département".

Le Département a l'obligation annuelle de produire un rapport sur la situation en matière de développement durable de la collectivité à partir de ses évaluations, documents et bilans.

Le développement durable a été défini en 1987 dans le rapport Brundtland comme étant «un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs».

Le rapport dont le document complet est annexé au présent a été élaboré sur la base des cinq finalités du développement durable du code de l'environnement que sont :

1° La lutte contre le changement climatique ;

2° La préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ;

3° La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;

4° L'épanouissement de tous les êtres humains ;

5° Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Le bilan des actions conduites permet de mettre en évidence la conscience qu'a le Département de ses atouts naturels et de sa volonté de préserver la qualité de son environnement en conservant un lien étroit avec l'économie du territoire et la solidarité sociale. Ces actions ont été réalisées soit en direct par le Conseil Départemental, soit incitées grâce aux politiques de soutien votées par l'Assemblée.

Sont reprises, ci-après, de façon synthétique les seuls points principaux. L'ensemble des actions est détaillé dans l'annexe jointe.

Ce rapport comporte le bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité ou au titre des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur son territoire :

- la convention TEPCV (Territoire Énergie Positive et Croissance Verte) dont la majorité des actions sont achevées (aires de co-voiturage, travaux au collège du Haut Gévaudan, la formation à l'éco-conduite...) ;

- la poursuite des efforts pour une consommation responsable avec la dématérialisation des documents la mise en place des critères de choix de fournitures, de services ou de méthodologie d'intervention pour les travaux ;

- la prévention des déchets au travers l'appel à projet ZDZG (Zéro Déchet Zéro Gaspillage) dont le Département est un des lauréats avec en particulier la lutte contre le gaspillage alimentaire et le soutien au tri et au ré-emploi (chantier d'insertion, ressourcerie L'ARECUP) mais également le choix de pneumatiques pour les véhicules ou la démarche de « chantier exemplaire » pour les routes ;

- la maîtrise de l'énergie avec des travaux dans les bâtiments départementaux permettant d'avoir deux bâtiments au niveau BBC rénovation, des actions de sensibilisation aux économies d'énergie dans les collèges, le soutien au programme « habiter mieux » ;

- la préservation des espaces naturels et de la biodiversité avec le schéma départemental des ENS, l'écotourisme, des plans de fauchage adaptés, réduction du salage des routes en hiver, le soutien à la démarche écotourisme.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de ce rapport et de ces annexes sachant, qu'afin d'agir en cohérence avec les principes qu'il contient et considérant que pour les défendre au mieux, ils doivent commencer par les appliquer, les élus du Conseil départemental se sont engagés dans une démarche d'éco-exemplarité qu'ils entendent à l'avenir amplifier (dématérialisation des données, co-voiturage, etc...).

2018

Rapport sur la situation en matière de développement durable du Conseil départemental de la Lozère

La Lozère, naturellement !

lozère
LE DÉPARTEMENT

1 -INTRODUCTION

2 - FONDEMENTS JURIDIQUES

3 - BILANS DES ACTIONS

A - AU TITRE DE LA GESTION DU PATRIMOINE, DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITÉS INTERNES DE LA COLLECTIVITÉ

1 – Réalisation du Bilan Carbone ″Patrimoine et services″ de la Collectivité

2 –Convention ″Territoire Energie Positive et Croissance Verte″

3 –Consommation responsable

4 –Intégration des critères de développement durable dans les marchés publics

5 –Prévention des déchets

6 –Maîtrise de l'énergie + *guide eco gestes joint en annexe*

7 –Transports et déplacements durables

8 – Réduction de l'impact environnemental pour l'entretien des routes et des bâtiments

9 – Télétravail

B - AU TITRE DES POLITIQUES PUBLIQUES, DES ORIENTATIONS ET DES PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE SUR SON TERRITOIRE

1 – Des actions sociales s'inscrivant dans une démarche de développement durable

3 – Maîtrise de l'énergie

4 – Préservation des espaces naturels et de la biodiversité

5 – Écotourisme : un tourisme durable et responsable

INTRODUCTION

En 1987, le rapport Brundtland a défini le développement durable comme étant ″un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs″.

En 1992 le Sommet de Rio puis en 2002, celui de Johannesbourg, ont fait prendre conscience progressivement aux États les enjeux du développement durable et la nécessité de transformer nos fondamentaux économiques, culturels, sociaux ainsi que nos stratégies de recherche et de développement. L'ensemble des pays a ainsi été appelé à élaborer des stratégies de développement durable afin de pouvoir mettre en œuvre des politiques globales cohérentes.

Pour atteindre cet objectif, la France a élaboré une stratégie nationale de développement durable pour 2003-2008 (SNDD), qui a été actualisée en 2006 pour la mettre en cohérence avec la stratégie européenne (SEDD). Cette stratégie vise à faire du développement durable une composante de l'action publique, déclinable à tous les échelons de compétence.

De plus, le Grenelle de l'environnement en France et la crise économique et financière mondiale ont renforcé la nécessité de considérer le développement durable comme une priorité dans les politiques publiques.

Les objectifs fixés par le chef de l'État à l'issue des travaux du Grenelle de l'environnement et l'instauration du cadre législatif (loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi grenelle) ont fait entrer la France dans une nouvelle dynamique qui s'est formalisée par la stratégie nationale 2010-2013.

Afin d'amener la collectivité à réfléchir sur ces aspects, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi grenelle demande aux collectivités territoriales dans son article 255 d'élaborer un rapport sur leur situation en matière de développement durable. Ce rapport doit être présenté par l'exécutif de la collectivité préalablement aux débats sur le projet de budget.

La loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte, promulguée au Journal Officiel du 18 août 2015, va permettre de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et de renforcer son indépendance énergétique en équilibrant mieux ses différentes sources d'approvisionnement.

Du 30 novembre au 11 décembre 2015, la France a accueilli et présidé la 21ème Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) qui a abouti à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, dans l'objectif de maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C. Les accords de Paris ont été confirmés lors de la COP22 qui s'est tenue à Marrakech au Maroc en novembre 2016.

FONDEMENTS JURIDIQUES

Le Décret n°2011-687 du 17 juin 2011 - art. 1 précise que le rapport prévu à l'article L.3311-2 du Code général des collectivités territoriales décrit, sous forme de synthèse, la situation en matière de développement durable de la collectivité à partir des évaluations, documents et bilans produits par le Département sur une base volontaire ou prévus par un texte législatif ou réglementaire.

Ce rapport est élaboré sur la base des cinq finalités du développement durable du code de l'environnement à savoir :

1° La lutte contre le changement climatique
2° La préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources
3° La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations
4° L'épanouissement de tous les êtres humains
5° Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Il comporte
le bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité; le bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur son territoire.
Ces bilans comportent en outre une analyse des modalités d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des actions, politiques publiques et programmes.

BILAN DES ACTIONS CONDUITES

L'environnement préservé de la Lozère représente un atout essentiel pour la vie de ce territoire puisqu'il :

- permet la production de produits de terroirs de grande qualité (AOC, IGP, label rouge, bio)
- offre un fonds de commerce exceptionnel pour l'activité touristique
- présente une qualité de vie de plus en plus recherchée.

Conscient de ses atouts naturels, le Département souhaite maintenir un lien étroit entre l'économie du territoire, la solidarité sociale et la qualité de son environnement. Pour cela, plusieurs actions ont été réalisées soit en direct par le Conseil départemental soit incitées grâce aux politiques de soutien votées par l'Assemblée.

A - AU TITRE DE LA GESTION DU PATRIMOINE, DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITÉS INTERNES DE LA COLLECTIVITÉ

1 – RÉALISATION DU BILAN CARBONE ˝PATRIMOINE ET SERVICES˝ DE LA COLLECTIVITÉ

Par délibération du 27 juin 2008, le Département de la Lozère s'est engagé dans l'élaboration d'un Bilan Carbone qui a pour objectif de définir la quantité des émissions de gaz à effet de serre émise par les activités des divers services de la collectivité.

En se basant sur les données de l'année de référence 2008, le Département de la Lozère émet 15 600 tonnes équivalent CO2.
Le programme d'action a été validé par délibération du 27 juin 2011 avec les objectifs suivants :

- -3% en 2011 par rapport en 2008 sur la base des différentes initiatives d'ores et déjà engagées au sein de la collectivité
- -10% d'ici 2013 par rapport à 2008
- -15% d'ici 2015 par rapport à 2008
- -20% d'ici 2020 par rapport à 2008.

La réactualisation du Bilan Carbone qui n'a pu être lancée depuis 2014. Il était prévu de faire appel à un stagiaire pour le suivi de cette démarche. La réactualisation n'a pu être engagée en 2017 les services ayant dû faire face à d'autres priorités.

La réactualisation du Bilan Carbone pourrait se faire dans le cadre d'un PCET (Plan Climat Énergie Territoire) deuxième génération (plus allégé en termes de méthodologie), avec un appui technique et financier de l'ADEME sur une période de 3 ans ; ceci dans un contexte de finalisation de la Loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte et d'accompagnement par l'État des Territoires à Énergie Positive pour la Croissance Verte. En Lozère, cette action n'étaitt pas prévue pour l'année 2017.

2 – CONVENTION ˝ TERRITOIRE ENERGIE POSITIVE ET CROISSANCE VERTE ˝

Suite à une candidature déposée en novembre 2014, le Département de la Lozère a vu son projet retenu dans les 500 « Territoire Energie Positive pour la Croissance Verte ». Cela permet de construire un plan stratégique et opérationnel en faveur de la transition énergétique et de pouvoir prétendre à des aides exceptionnelles de l'État au titre du Fonds de Financement de la Transition Énergétique (FFTE). La formalisation des engagements financiers a été formalisée par une convention cadre entre le Département et l'État, dite convention TEP-CV, signée le 29 juin 2015 et les avenants des 7 juillet 2016 et 11 octobre 2016. Ce dernier ayant permis d'ajouter l'action 15 sur la régulation et le pilotage des installations.

Les actions prioritaires retenues dans l'Appel à projet sont les suivantes :

- réduction de la consommation d'énergie dans le bâtiment et espace public
- création d'un guichet unique d'information et de conseil sur la rénovation énergétique des logements
- audits énergétiques de bâtiments publics en vue de leur rénovation
- renouvellement des flottes de véhicules publics par des véhicules propres ;aménagement des espaces publics pour favoriser la mobilité propre (aires de covoiturage, parcs à vélos sécurisés...)
- développement des énergies renouvelables (réseau de chaleur, solaire thermique...).

Les quinze actions actées sont dans la convention. Dix sont réalisées, deux sont réalisées à plus de 90 %, une, après les études faites en 2017, est en cours de réalisation, deux ont été abandonnées.

3 – CONSOMMATION RESPONSABLE

La collectivité a poursuivi ses efforts dans diverses actions de développement durable notamment à travers ses pratiques administratives.
La dématérialisation s'inscrit dans un processus de modernisation des échanges entre les fournisseurs et le secteur public et dans une nouvelle démarche de mutualisation de systèmes d'information entre les acteurs du secteur public.

> la dématérialisation de la chaîne de facturation et des mandats

Depuis début 2014, l'ensemble des mandats sont transférés du Département vers la paierie départementale de manière dématérialisée. En 2015, 45 648 pièces comptables ont ainsi été traitées.
En 2017, en application de la loi, la poursuite du projet de dématérialisation s'est articulé autour :

- du portail de dépôt des factures : la loi imposant au Département d'accepter les factures électroniques des grandes entreprises depuis le 1er janvier 2017. Cette obligation concernera, à terme, toutes les entreprises à partir de 2020
- de l'obligation de transmission des pièces jointes et documents comptables dès 2019 pour les collectivités de plus de 20 000 habitants. L'année 2017 a été une phase test menée par la Direction adjointe informatique et Télécommunication. L'année 2018 sera destinée au déploiement vers les autres directions pour respecter cette obligation en 2019 qui aura pour conséquence à terme, la quasi-disparition des échanges papier relevant de la chaîne comptable.

> la dématérialisation de documents

- Depuis mars 2014, l'ensemble des actes administratifs (délibération, arrêté, marchés...) soumis au contrôle de légalité est télétransmis à la Préfecture pour toutes les directions et les services du Département. Cette procédure, outre le gain de papier, a permis une plus grande souplesse et réactivité dans la transmission des actes et a sécurisé le dépôt.
- Depuis avril 2015, la mise en place d'une plate-forme dématérialisée pour les élus de l'Assemblée départementale a permis de supprimer les versions papier des rapports et autres documents envoyés, des dossiers en commissions d'appel d'offres.
- Ainsi, à titre d'exemple, pour l'année 2017, la dématérialisation des rapports et des délibérations transmis à l'ensemble des 26 élus de l'assemblée pour les réunions de la commission permanente et du Conseil départemental a généré une économie de 60 cartons de papier, soit 300 ramettes.
- Les candidatures et les offres dans le cadre des marchés publics.

> la dématérialisation des échanges

Engagée en 2014, la dématérialisation s'est appuyée sur :

- la création d'un outil de travail collaboratif interne pour réduire les échanges papiers
- le site Télé Recours assurant la gestion des télé-procédures contentieuses
- le site extranet avec téléchargement des rapports d'analyses pour le Laboratoire Départemental d'Analyses
- l'inscription en ligne des élèves dans le cadre du transport scolaire.

En 2017, la dématérialisation des échanges a concerné les fiches projets des contrats territoriaux de deuxième génération en prenant appui sur la plate-forme de démarches en ligne du Conseil départemental.
Pour 2018, le processus de modernisation des échanges se poursuivra à travers 3 projets structurants en matière de dématérialisation :

- la dématérialisation des pièces justificatives du processus financier pour la Direction des Affaires Juridiques de la Commande publique et de la Logistique. (soit 521 mandats en 2017 totalement dématérialisés) . Cette démarche sera étendue à toutes les autres directions en 2018 (en 2017, 29 652 mandats ont été traités)
- la dématérialisation des dossiers de la maison de l'autonomie
- la mise en place d'un socle technique commun et transversal qui permettra de faciliter la gestion dématérialisée des différents domaines métiers de la collectivité.

> la dématérialisation des processus financiers

- l'engagement en 2016 de l'adaptation des processus de gestion des factures et de gestion de commandes a été poursuivi.
- en 2018, il doit aboutir à la généralisation de la dématérialisation des pièces justificatives.

4 – INTÉGRATION DES CRITÈRES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES MARCHÉS PUBLICS

L'intégration des critères de développement durable dans les marchés publics devient la règle dans toutes les prestations de fournitures, services et travaux.

Afin de faciliter cette démarche, des fiches pratiques sont à disposition sur l'intranet du Conseil départemental dans les diverses activités.

Dans les procédures de consultation lancées, le développement durable est pris en compte au niveau de la définition du besoin ou lorsque cela est pertinent, au stade du jugement des candidatures voire des offres. Nous pouvons citer à titre d'exemples :

> Fourniture de véhicules et d'équipements pour les services du Département de la Lozère - programme 2017

Cette procédure comporte plusieurs lots dont certains d'entre eux sont jugés sur la base du critère « coût du cycle de vie du véhicule » comprenant notamment le coût énergétique.

> Fourniture de panneaux, balises et équipements routiers pour le réseau routier départemental

Dans cette consultation le critère «valeur technique et environnementale» est en partie jugé sur la base des moyens mis en oeuvre pour prendre en compte les aspects environnementaux.

> R.D 984 - Remplacement de la Buse de Lune

Dans cette consultation il est notamment demandé aux candidats, afin de juger leur offre, de fournir les informations relatives aux moyens dont ils disposent pour répondre à la problématique du développement durable, à savoir :

- Indication de l'origine des matériaux et formulations des produits posés ou mis en œuvre sur le chantier
- Dispositions prises pour la gestion des déchets, par le biais d'une note expliquant les mesures prévues pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets de chantier dans lequel il expose et s'engage sur les dispositions préparatoires suivantes :
- les modes de transport par lesquels seront acheminés les déchets
- les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage ou lieu de réutilisation où seront acheminés les différents déchets à évacuer
- les méthodes qui seront utilisées pour ne pas mélanger différents types de déchets
- les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pour les travaux et le transport.

5 – PRÉVENTION DES DÉCHETS

> Appel à projet Zéro Déchet Zéro Gaspillage (ZDZG)

Lauréat de l'appel à projet ZDZG fin 2015, le Département a souhaité s'engager avec l'ADEME sur des objectifs concrets sur une période de 3 ans (2017/2019). Ces objectifs portent notamment sur l'encouragement et l'incitation des EPCI à la mise en œuvre de la tarification incitative, sur la baisse des tonnages enfouis sur l'installation de stockage de déchets non dangereux du Redoundel et la promotion de l'économie circulaire sur le territoire. Le Département est accompagné pour ces actions des acteurs départementaux tels que le SDEE de la Lozère, Lozère Développement, AD' OCC (*anciennement MADEELI*, les chambres consulaires et les EPCI de collecte.

> Actions portées par le Département dans le domaine de la prévention des déchets

Dans le cadre de l'appel à projet ZDZG, plusieurs actions ont été réalisées sous maîtrise d'ouvrage du Département :

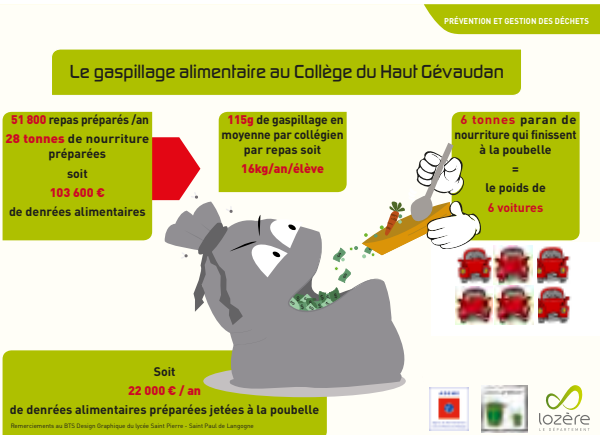
- Etude départementale sur la faisabilité de la filière réemploi : l'activité de ressourcerie est viable sur les 5 bassins de vie du département et permettrait de créer 9 emplois supplémentaires ;
- Voyage d'études Ressourcerie en Creuse : 2 ressourceries ont été visitées par un groupe d'une dizaine de techniciens et élus. Les conditions de réussite de tels projets sont l'accompagnement du projet et le soutien de la collectivité locale notamment pour le bâtiment.

- Conception et diffusion des outils de prévention des déchets de l'assainissement en lien avec le SATESE ; des dépliants et affiches permettent de sensibiliser les usagers sur les bonnes pratiques en matière de rejet dans les canalisations. Ces outils sont diffusés via les factures d'eau, dans les établissements (scolaires, médico-sociaux) et les campings/restaurants.

Guide des 50 eco gestes
document joint en annexe

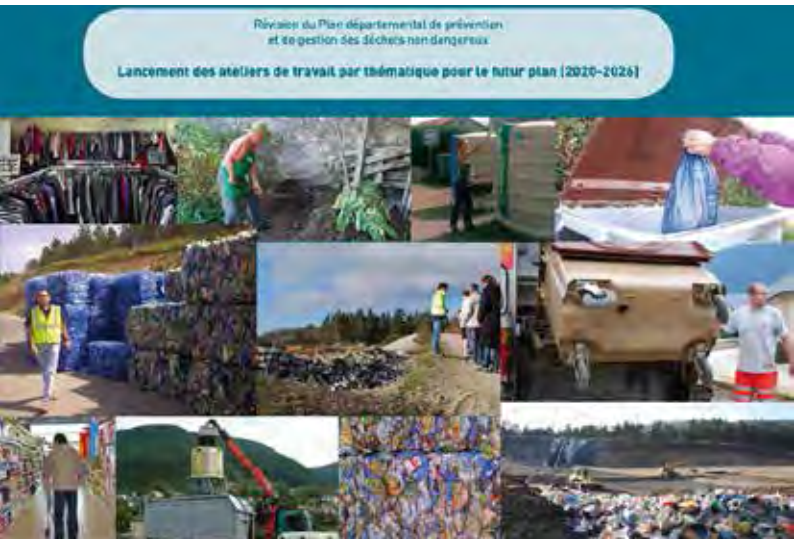
- Organisation de 2 matinées d'information sur les coûts et la tarification incitative à destination des élus locaux, rassemblant une soixantaine de personnes pour chaque édition ; 1er budget des Communautés de communes, l'organisation du service de collecte doit évoluer notamment avec un autre mode de financement récompensant les bonnes pratiques des usagers (réduction et tri des déchets).
- Participation au Salon Artisanature avec l'animation d'ateliers pour enfants autour de la création à partir de matériaux destinés à la poubelle ;

- L'opportunité d'une personne volontaire pour effectuer son service civique sur la mission spécifique de "Lutte contre le gaspillage alimentaire" incluant le lancement d'actions de sensibilisation auprès des collèges (en lien avec l'action Eco-collèges de la politique Jeunesse) et autres établissements assurant la restauration collective .



- Organisation d'une matinée de démonstration de broyage mobile des déchets verts à Gabriac : ce service rendu aux usagers et pour les besoins des services d'entretien des espaces verts permet une valorisation sur place du broyat de végétaux et une baisse des tonnages accueillis en déchèteries.

- Réalisation de l'enquête téléphonique auprès des Lozériens sur les pratiques de prévention et de gestion des déchets :
- Plus de 700 lozériens ont répondu à notre enquête sur les gestes qui permettent de réduire les déchets. Les résultats montrent qu'ils sont de plus en plus inventifs pour jeter moins à la poubelle !
- Exemple : le compostage et le paillage font de plus en plus d'adeptes en Lozère; les achats d'occasion augmentent, ce qui permet de prolonger la durée de vie des produits;enfin les lozériens ont l'oeil dans les rayons puisqu'ils privilégient les produits éco-labellisés qui ont moins d'impact sur l'environnement à la fabrication et à l'utilisation.



> Politique de soutien du Département dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets

- Démarrage et accompagnement (technique et financier) des 2 derniers programmes locaux de prévention des déchets, portés par les communautés de communes du Gévaudan et Cœur de Lozère, représentant une population de 30 000 habitants
- Démarrage et accompagnement (technique et financier) de 2 études de faisabilité de la tarification incitative à l'échelle de ces 2 programmes de prévention des déchets
- Lancement de l'opération Répar'acteurs pilotée par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat

- Soutien des actions pédagogiques réalisées par le REEL dans le cadre de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets (préservation des espaces naturels et biodiversité)

- Soutien de l'animation de la collecte des déchets agricoles réalisée par le COPAGE
- Poursuite du programme de rénovation des déchetteries
- Soutien de la mise en place du chantier d'insertion Ressourcerie L'ARECUP à Mende

> La collectivité a mis en place depuis plusieurs années une politique de tri et de recyclage des déchets

Depuis 2015, les services du Conseil départemental disposent de marchés de prestations de collecte et traitement des déchets générés par les différentes activités :

- déchets des services administratifs : prévention des déchets de papier (avec la proposition au sein de deux directions d'utiliser un bloc notes réalisé avec le papier brouillon), tri et recyclage
- déchets issus de l'entretien des routes : récupération et traitement de divers déchets dans des filières de recyclage avec des prestataires locaux. Par exemple pour les déchets issus du balayage mécanisé (rondelles usagées), avec l'activation d'une filière de recyclage via notre fournisseur SOVB. Nous consommons environ 800 rondelles par an et 1 rondelle usagée pèse 0,930 kg ce qui représente une masse recyclée d'environ 750 kg de PEHD et fibre.

En 2017, le transfert des sacs big bag est réalisé toujours auprès de la filiale de SOVB implantée à Meyrueis. Ce transfert se fait via les agents du CTCD de Meyrueis lors de leur passage au Parc Technique départemental.

> En 2017 poursuite de la mise en œuvre de l'audit du parc de pneumatiques poids lourd. Ce travail permet de mettre l'accent sur

- la réduction des consommations de carburants avec un point précis des pressions
- l'optimisation du rendement kilométrique des pneumatiques en réalisant des opérations de recreusage
- l'optimisation de l'usure régulière des pneumatiques avec des opérations de permutation
- l'optimisation et la réduction des déchets et des coûts avec des opérations de rechapage selon le DOT*.

** Le DOT d'un pneumatique est un marquage qui permet de connaître le n° de la semaine de fabrication ainsi que son année, exemple DOT 0500 = 5ème semaine de l'année 2000). Nous utilisons cette indication notamment lors de nos opérations de rechappage car un pneumatique PL peut être rechappable sur une durée de vie précise en générale 6 ou 8 ans.*

Le 20 juin 2017, nous avons réalisé une demi-journée de sensibilisation avec notre prestataire auprès des chefs d'UTCD et des techniciens sur l'utilisation du pneumatique lamélisé sur les PL VH. Cela nous a permis de passer de trois porteurs VH de la monte cloutée à la monte lamélisée aux CTCD du Pont de Montvert, de Florac et de Meyrueis.

> Depuis 2014, la direction des routes a initié une démarche ˝chantier exemplaire˝

Elle vise à limiter les volumes et quantités de déchets produits, en procédant autant que possible au recyclage sur site, à optimiser les méthodes de tri et les filières d'élimination et à assurer une traçabilité efficace des déchets. Cette démarche généralisée à l'ensemble des nouveaux projets d'aménagement routier conduit notamment, dans la mesure du possible, à rechercher l'équilibre déblais-remblais et à réutiliser les déblais pour la construction des couches de forme et de chaussée.
Ainsi en 2017, pour l'aménagement de la RD 25 au Nord de Langlade, tous les matériaux issus des déblais ont été mis en œuvre. Cela représente 3 908 m³ de déblais qui ont été utilisés en remblais, soit environ 300 rotations de semi-remorque.

En 2017 également, il a été procédé pour le chantier d'aménagement de la RD 906 entre Bouchâtel et Lestèvenès à l'utilisation après concassage de matériaux issus des déblais pour la constitution de la couche de forme en sus de leur emploi en remblai. Cela représente environ 5 678 m³ de matériaux, soit environ 440 semi-remorques qui n'ont pas parcouru 3 960 kilomètres pour aller à la zone de dépôt distant de 4,5 km.

6 – MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

> Recherche systématique d'économies d'énergie dans les bâtiments et collèges

Dans les travaux de maintenance et de remplacement, la collectivité recherche systématiquement la mise en place d'équipements performants ayant de faibles niveaux de consommation.

Il s'agit par exemple de mettre en place des lampes basse consommation pour les luminaires, de remplacer le matériel de cuisine par du matériel moins consommateur en énergie, de rechercher un faible niveau de consommation énergétique et consommation en eau pour le matériel de nettoyage.

Dans tout projet, les maîtres d'œuvre doivent être vigilants à la maîtrise de la consommation d'énergie, d'eau potable ainsi qu'à la gestion des déchets.

> **L'action 6 de la convention TEP-CV:** "Sensibilisation aux économies d'énergie dans les collèges", a été lancée en 2016 avec la mise en place sur un établissement pour 15 classes soit environ 400 élèves. Elle a été poursuivie en 2017 avec 9 classes pour trois collèges ce qui représente environ 250 élèves auquel il convient d'ajouter le commencement de l'action pour 4 classes un quatrième collège soit une centaines d'élèves qui sera achevé au premier trimestre 2018. De plus au vu des bons retour sur l'action 2016 le Département a relancé les établissements publics ce qui permettra l'intervention complémentaire sur quatre classes dans deux collèges supplémentaires soit une centaine d'élèves au premier trimestre 2018. Il est a noter que l'action cible les élèves mais également le personnel volontaire du collège (enseignants, administratif et personnels d'entretien). Au final 850 à 900 personnes qui auront été sensibilisées et qui pourront individuellement mettre en œuvre au quotidien une ou plusieurs actions visant à réduire les besoins.

TERRITOIRE À ÉNERGIE POSITIVE POUR LA CROISSANCE VERTE
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Mon Guide des éco-gestes
à réaliser dans mon collège
document joint en annexe

> En 2016, la réalisation de l'action 12 de la convention TEP-CV, destinée à évaluer l'impact de l'aide du Département depuis 10 ans en matière de bois énergie. En 2017 les recommandations principales de l'étude à savoir d'une part la réduction des besoins en énergie et d'autre part l'atteinte d'un objectif ont été intégrées dans le règlement de contrats territoriaux.

> Le collège Henri Gamala du Collet de Dèze qui a été réhabilité au niveau du label BBC, a eu sa première saison de chauffe complète (2015 – 2016) avec la chaufferie au bois-énergie (en remplacement du FOD*, ce dernier restant pour les pointes et en secours). C'est environ 20 000 litres de FOD qui comme en 2016, n'ont pas été consommés en 2017 soit une réduction 50 tonnes de CO^2 par an qui est maintenant effective.

** FOD = Fuel Oil Domestique*
Il s'agit de l'abréviation sur les factures fournisseur en laguage courant on parle du "mazout"

Engagement de l'action 15 de la convention TEP-CV mise en place de régulation/programmation de chauffage dans les bâtiment départementaux. En 2017 l'étude des travaux a été réalisée ainsi que la consultation des entreprises pour la réalisation des travaux. 10 collèges vont être équipés, sachant que 2 l'ont été dans le cadre des travaux de rénovation, ainsi que 4 bâtiments administratifs. Les premières commandes ont été lancées, les travaux devraient être achevés en juin 2018.

Le système assurera la gestion à distance des équipements des installations suivantes : Électricité, Courants forts, Courants faibles, Chauffage, Climatisation, Plomberie, sanitaire, Remonté d'alarme techniques , Comptage des énergies. Les objectifs de la GTB sont le suivi et la possibilité d'intervention sur les paramètres de régulation, l'optimisation des consommations d'énergie, la pérennité et la fiabilité des installations. Avec pour conséquence directe une réduction de 2 à 5 % des consommations, et de 1à 3 % de la production de CO^2.

7 – TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS DURABLES

Par délégation de la Région Occitanie, le Département a continué à exercer la compétence transports.

A ce titre, le Département a maintenu l'effort de rationalisation du réseau de transport scolaire afin d'avoir une utilisation optimale des véhicules. Le retour à 4 jours de la plupart des écoles primaires entraîne une réduction journalière des trajets effectués de 6200 km.

D'autre part, les navettes estivales initiées en 2016 dans les gorges du Tarn ont été maintenues en 2017 et étendues sur le secteur de Mende pour desservir les sites majeurs du Département. 4700 passagers ont été transportés durant les mois de juillet et août, ce qui a permis de limiter l'utilisation de la voiture individuelle. Enfin, au titre de l'action 1 de la convention TEP-CV, le Département a aménagé un réseau d'aires de covoiturage sur des lieux de pratiques constatés. Il y a à ce jour 19 aires de covoiturage en service sur le Département et signalés, ce qui incite et facilite la pratique.

Pour le Parc Technique Départemental, les véhicules acquis sont équipés de filtre à particules limitant le rejet de CO^2. Sur une partie du parc des poids lourds de déneigement, les pneumatiques lamellisés remplacent les pneus cloutés. Le Parc poursuit également la suppression des solvants au niveau des entités atelier, laboratoire et exploitation.

Action 2 de la convention TEP-CV l'acquisition de vélos à assistance électriques. Les vélos ont été mis en service en 2016. Suite au premier bilan, il a été réalisé le transfert de deux vélos. Celui affecté au LDA à la cité administrative courant 2017 qui a été mis à disposition auprès des agents de la Direction Adjointe de la Solidarité Sociale qui en avaient fait la demande. Celui de Lozère Energie qui a été affecté à l'unité technique de Chanac. C'est au total 545 km qui ont été parcourus avec les vélos depuis leurs mises en service en 2016 soit 65424 gr de CO^2 qui n'ont pas été émis. Pour 2017 c'est 297 Km soit 35652 gr de CO^2 non émis, ce qui représente une augmentation de 20 % de l'usage des vélos à assistance électrique.

> En 2016, lancement et début de réalisation de l'action 3 de la convention TEP-CV consistant en la formation d'environ 300 agents à l'éco conduite, afin de réduire la consommation de carburant et donc l'émission des gaz à effet de serre. En 2017, les formations sur la conduite rationnelle VL et PL se sont poursuivies sur les secteurs : de Mende, de Marvejols et de Florac. Il a été également mis en place des formations de rappel à l'éco-conduite pour les agents des différents CM. Au total c'est 390 agents qui ont été formés. À ce jour, le recul n'est pas suffisant pour constater un impact sur la consommation de carburant ou sur la sinistralité.

> En 2017, action 11 de la convention TEP-CV, un véhicule électrique a été commandé pour le service du courrier. Les agents vont passer d'un véhicule thermique essence vers un véhicule utilitaire électrique adapté à la mission de cette entité. Mise en service de ce véhicule début 2018.

> La collectivité a réalisé l'acquisition de cuves de rétention d'huiles usagées dans certains CTCD (Langogne et Nasbinals) pour limiter les transferts réguliers au parc Technique Départemental ou en déchetterie. Ces cuves sont vidées régulièrement dans le cadre du marché déchets du département de la Lozère.

TERRITOIRE À ÉNERGIE POSITIVE POUR LA CROISSANCE VERTE
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

8 – RÉDUCTION DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL POUR L'ENTRETIEN DES ROUTES ET DES BÂTIMENTS

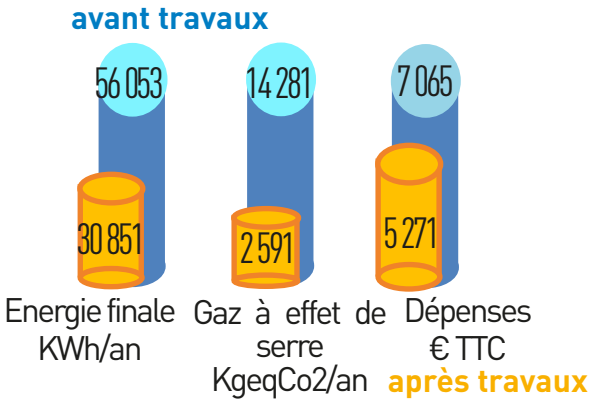
> Routes

En 2013, la collectivité a arrêté l'utilisation de phytosanitaires. Le Plan de fauchage élaboré dans le cadre d'une démarche ˝Qualité de l'Entretien Routier˝ classifie plusieurs itinéraires sur l'ensemble du département en fonction du caractère prioritaire de la sécurité et présente les principes d'un fauchage raisonné. Tous les nouveaux agents bénéficient d'une formation. Le plan de fauchage en cours de révision doit s'orienter vers un fauchage raisonné.
Pour la remise à niveau des chaussées, une attention particulière est portée à l'optimisation des techniques en vue de réduire l'utilisation des matériaux. Il est également fait usage dans la mesure du possible de techniques à froid telles que les graves-émulsion, les enduits superficiels d'usure, les enrobés denses à froid. Ces techniques permettent de réduire les consommations énergétiques et les émissions de dioxyde de carbone. C'est en outre l'objet de chaque campagne annuelle d'enduits en régie.
Pour la viabilité hivernale, l'effort engagé pour une consommation raisonnée pour le salage des routes est poursuivi en 2017 avec :

- le développement de l'usage de la saumure
- l'étalonnage et le réglage des saleuses
- la formation des agents à l'utilisation du sel et de la saumure.

> Bâtiment

Pour la réduction des émissions de CO^2 :
Dès que le réseau de chaleur de Saint Chély d'Apcher a été opérationnel, le collège du Haut Gévaudan y a été raccordé en abandonnant la chaufferie existante au FOD. La production d'énergie du réseau de chaleur étant le bois, une réduction des émissions de CO^2 est effective. Les travaux d'amélioration thermique qui ont été achevés fin 2017 devraient de plus réduire les besoins en énergie à terme.
C'est l'action 5 de la convention TEP-CV qui a pour objet de réaliser une rénovation thermique atteignant un niveau de performance énergétique BBC + qui a été achevé en 2017. C'est une réduction de 166kWhep/an et de 48,6 tCO^2/an qui est attendu.



Opération chantier propre sur le chantier de rénovation thermique du collège de St Chély d'Apcher.

Cette démarche a été initiée pour la première fois sur un chantier réalisé par le Département. L'objectif est de sensibiliser le maître d'ouvrage et les différents corps de métier afin d'assurer la sécurité, la gestion plus durable des déchets et des nuisances occasionnées. Sur le volet déchets, chaque entreprise a rempli un SOGED, précisant les quantités et qualités des déchets produits par l'activité. Un tri précis des types de déchets a été mis en place avec une signalétique associée.

9 – TÉLÉTRAVAIL

A l'automne 2014, le télétravail a été mis en place sous forme d'une expérimentation d'une année avec huit agents volontaires. Cette expérimentation a été poursuivie en 2016, on comptait neuf agents travaillant une journée par semaine en télétravail fin 2016, il y en a dix fin 2017. Le télétravail est réalisé, soit dans des télécentres, soit dans des locaux du conseil départemental. Le dispositif est pérennisé depuis l'automne 2016. Il permet d'améliorer les conditions de travail des agents concernés en réduisant notablement leurs temps et la longueur de leur trajet routier. Cela participe à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'amélioration du bilan carbone. L'extension du dispositif à d'autres personnes est possible, elle pourrait éventuellement être limitée par les capacités d'accueil.

B - AU TITRE DES POLITIQUES PUBLIQUES, DES ORIENTATIONS ET DES PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE SUR SON TERRITOIRE

1 – DES ACTIONS SOCIALES S'INSCRIVANT DANS UNE DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La collectivité soutient des actions dans le secteur de la solidarité et la cohésion sociale

- des actions d'insertion : l'entreprise ˝ Le Relais˝, sous forme de SCOP (société coopérative et participative) qui récupère des vêtements usagés pour les trier et les revendre
- la plate-forme de la mobilité depuis 2012, via deux associations (ALOES et ˝Quoi de 9 ˝) afin de favoriser la mobilité des publics en insertion ; action inscrite dans le Pacte Territorial d'Insertion
- les Jardins de Cocagne : structure qui porte un chantier d'insertion dans le domaine du maraîchage et qui vend des paniers de légumes Bio en circuit court
- Participation au financement des chantiers d'insertion de l'ONF et de l'ASA DFCI qui interviennent dans le domaine de l'entretien de l'espace naturel
- participation au financement de l'étude-action pour la création d'une ressourcerie sur le Département, et mobilisation des agents du département dans le processus d'ingénierie de projets
- mise en œuvre dans le cadre du Plan Local d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PLALHPD), d'une action expérimentale d'accompagnement technico-social de ménages en situation de précarité énergétique dont l'objectif est de prévenir les dettes énergétiques des foyers en les sensibilisant aux gestes permettant de réduire leur facture énergétique.

2 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

En 2018 à la demande de l'ADEME , le SDEE et le Département vont engager une étude de préfiguration pour la signature d'un contrat de développement territorial sur la Lozère.. Cette étude devrait permettre de quantifier le potentiel de développement des ENR en lozère (biomasse, solaire thermique, géothermie) et d'identifier le porteur du contrat de développement territorial à signer avec l'ADEME.

Dans le cadre du plan départemental de prévention des déchets signé avec l'ADEME en 2011, la collectivité réalise sous maîtrise d'ouvrage directe des outils et organise des évènements à destination de différents publics.

L'année 2016 avait été marquée par le 3ème Salon de la Recup' et du Réemploi lors de la semaine européenne de réduction des déchets qui fut une réussite en terme de fréquentation avec un total de plus de 1400 visiteurs. Différentes animations étaient proposées afin de sensibiliser le grand public à la réduction des déchets, au réemploi, à la réparation… Une nouvelle édition aura lieu en 2018.

En 2017 la mise en place du chantier d'insertion Ressourcerie L'ARECUP à Mende a fait l'objet d'un soutien du Département.

Organisation d'une matinée de démonstration de broyage mobile des déchets verts à Gabriac.

Une demi-journée dédiée à la thématique ˝ Zéro Phyto˝ a également été proposée aux élus et techniciens des collectivités lozériennes afin de sensibiliser et démontrer les nouvelles pratiques.

L'opération Crusca Bag (ou Doggy Bag à la lozérienne) a été lancée en mars 2016 et propose à la restauration privée des outils afin de lutter contre le gaspillage alimentaire. Aujourd'hui une cinquantaine de restaurants participe. Une relance est prévu en 2018.

En octobre 2016, le Département a accueilli le réseau A3P, réseau national animé par l'ADEME, sur la thématique ˝Prévention des déchets et tourisme˝. Ce sont quelques 30 participants qui se sont retrouvés à la Ferme des Cévennes à la Borie (La Salle Prunet) sur un vaste corps de ferme entièrement restauré et adhérent à Cévennes Eco Tourisme. Les acteurs du tourisme et de la gestion des déchets ont partagé leurs enjeux respectifs, et trouvé des pistes d'actions communes.

Une exposition sur le compostage et le jardinage au naturel a été réalisée par le service communication et diffusée auprès des programmes locaux de prévention des déchets pour leurs différentes manifestations.

L'étude sur la préfiguration de la filière Réemploi a été lancée fin 2016. Elle vise à initier des démarches permettant de prolonger la durée de vie des objets produits grâce à la seconde main, la réparation, le partage...

La nouvelle politique jeunesse lancée en 2016 intègre le volet éco-citoyenneté des jeunes, avec le maintien des contrats éducation environnement Lozère (CEEL) et des pistes d'actions à destination des collégiens.

Dans le cadre du programme financier d'accompagnement des collectivités, différents projets ont été accompagnés et contribuent à réduire les quantités de déchets produites ou à les gérer dans de bonnes conditions :

- financement des programmes de prévention des déchets, animations pédagogiques de la semaine européenne de réduction des déchets, animation et collecte des plastiques agricoles...
- rénovation du parc de déchèteries avec accueil de nouvelles catégories de déchets notamment le mobilier et la mise en place de protections anti-chute
- réalisation d'une unité de traitement des matières de vidange des assainissements non collectifs.

3 – MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

> Contrat Local d'Engagement (CLE) contre la précarité énergétique

Le Contrat Local d'Engagement (CLE) est une déclinaison opérationnelle du programme national ˝Habiter Mieux˝, permettant à des propriétaires occupants aux revenus modestes de financer des travaux d'amélioration de leur logement, de diminuer leurs dépenses d'énergie et ainsi d'améliorer leurs conditions de vie.

Ce contrat conclu pour la période 2011-2013, a été prorogé sur 2014-2017 par avenant. Dans ce cadre, le Département finance l'animation d'un Programme d'Intérêt Général ˝Habiter mieux˝, confiée à un opérateur agréé pour accompagner les propriétaires occupants dans le montage des dossiers de demande de subventions.

Depuis le début du CLE, et notamment en 2017, le Département a apporté une aide forfaitaire de 500 € par dossier pour les ménages aux ressources très modestes désireux d'améliorer l'efficacité énergétique de leur logement d'au moins 25 %. 129 dossiers ont été accompagnés dans le cadre du PIG Habiter Mieux en 2017. Le bilan du PIG sur la période 2013-2017 identifie des travaux réalisés pour 538 logements d'un montant total de 12,8 millions d'euros accompagnés par plus de 6 millions de subventions des différents financeurs (Etat, Anah, Département, Communautés de communes, Région...).

Un nouveau dispositif est en cours d'élaboration pour un démarrage au cours de l'année 2018.

4 – PRÉSERVATION DES ESPACES NATURELS ET DE LA BIODIVERSITÉ

Par délibération du 27 juillet 2015, le Département a adopté le schéma départemental des espaces naturels sensibles (ENS) de la Lozère ainsi que le dispositif financier de soutien à la préservation et à la valorisation des ENS.

17 sites prioritaires ont été identifiés, répartis sur l'ensemble du territoire départemental et concernant divers milieux naturels avec une prédominance des zones humides, des forêts et des cours d'eau.

Par ailleurs, le Département continue à soutenir la mission d'assistance technique désignée SAGNE 48, sur le bassin Adour-Garonne de la Lozère, pour la préservation des zones humides.

5 – ÉCOTOURISME : UN TOURISME DURABLE ET RESPONSABLE

La collectivité apporte un soutien financier annuel auprès de structures dont l'objectif est de promouvoir des démarches de développement durable auprès de prestataires touristiques. On peut citer l'association « Cévennes Écotourisme » dont les objectifs sont de promouvoir l'écotourisme en Cévennes et de mettre en œuvre les principes du tourisme durable tel que définis dans la Charte Européenne du Tourisme Durable (CETD) dans les espaces protégés.

Depuis 14 ans, l'association accompagne les chefs d'entreprises dans la mise en œuvre de nouvelles pratiques suivant les trois piliers du développement durable : économique, social et environnemental associés au tourisme. Le poids économique et social du réseau de Cévennes Ecotourisme :

- 100 entreprises touristiques générant un chiffre d'affaire annuel de 11,2 M€
- 210 nuitées touristiques au niveau des adhérents, 500 000 entrées de sites et 30 000 sorties de découvertes sur le territoire
- 257 emplois directs et 300 emplois indirects au sein du réseau d'entreprises.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de ce rapport .
Afin d'agir en cohérence avec les principes qu'il contient et considérant que pour les défendre au mieux, il faut continuer à les appliquer, les élus du Conseil départemental se sont engagés dans une démarche d'éco-exemplarité et entendent à l'avenir amplifier la dématérialisation des données, le co-voiturage, etc...

Conseil départemental de la Lozère
Hôtel du Département
4, rue de la Rovère - BP 24
48001 MENDE CEDEX
Tel. 04 66 49 66 66 - Fax. 04 66 49 66 10
lozere.fr

lozère
LE DÉPARTEMENT

Mon guide des éco-gestes à réaliser dans mon collège

Collège Henri Bourrillon

Nom et prénom :

Classe :

Janvier 2017

lozère LE DÉPARTEMENT

TERRITOIRE À ÉNERGIE POSITIVE POUR LA CROISSANCE VERTE

lozère ÉNERGIE

Qu’est-ce qu’un éco-geste ?

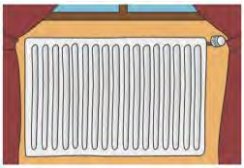
Un éco-geste est un geste quotidien, souvent simple, que chacun d’entre nous peut faire pour réaliser des économies énergétiques et limiter l’impact de nos activités sur l’environnement, ce que l’on appelle aussi notre empreinte écologique. Nous faisons alors preuve d’éco-responsabilité car nous tâchons de préserver l’environnement dans nos comportements de tous les jours. Réaliser des éco-gestes est primordial pour limiter la pollution et lutter, à son échelle, contre le réchauffement climatique.

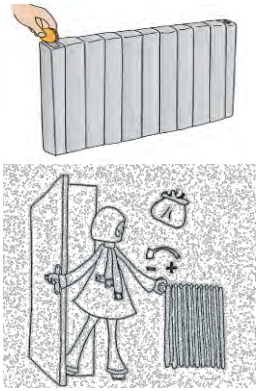
Quels éco-gestes puis-je réaliser ?

Chauffage

Vérifie que les portes et fenêtres du bâtiment sont bien fermées avant de chauffer la pièce. La chaleur ne s’échappera pas par les ouvertures.

Les radiateurs doivent être dégagés pour bien chauffer la salle. Ne pose rien sur les radiateurs et ne mets ni rideau ni meuble devant car cela empêchera le radiateur de diffuser sa chaleur correctement.





Chaque degré coûte! Une température trop élevée dans une pièce est responsable de surconsommations énergétiques inutiles. Si tu le peux, limite la température atteinte dans la salle en choisissant une consigne adaptée sur le thermostat d’ambiance ou sur le robinet thermostatique du radiateur. La consigne de température sera différente suivant le type de salles et suivant le moment de la journée (quand tu arrives, quand tu pars…). Si ces deux systèmes ne sont pas présents, baisse le chauffage dès qu’il fait suffisamment chaud dans la salle en fermant le radiateur grâce au robinet simple.

Thermostat d'ambiance

Robinet thermostatique. Choisir le numéro 3 sur le robinet correspond à une consigne de 20°C dans la pièce.

Robinet simple

Par exemple, dans le cas d'une température de 0°C à l'extérieur, baisser la consigne de chauffage à l'intérieur du collège de 23°C à 21°C permet de faire des économies de 8,7% pendant la durée du chauffage.

Consignes de températures à appliquer dans le collège :

Lieu	Période	
	En période d'inoccupation (de 18h à 5h le lendemain)	En période d'occupation (de 5h à 18h)
Salles de classe	18°C	21°C
Couloirs	18°C	18°C

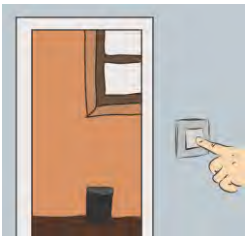
Si tu as besoin d'aérer la salle de classe pour évacuer certaines mauvaises odeurs, pense à arrêter le chauffage dans un premier temps. 5 minutes suffisent pour aérer. Tu pourras ensuite refermer les fenêtres et remettre le chauffage.

Ferme les volets quand tu as fini les cours en fin de journée. Nous évitons ainsi que des courants d'air froid entrent dans la pièce par les défauts des fenêtres.

Eclairage

Ouvre les volets et les rideaux dès que possible pour profiter de la lumière naturelle du soleil. Cela permet aussi de réchauffer ta salle de classe et de réaliser des économies en chauffage.

Lorsque la lumière naturelle provenant de l'extérieur devient suffisante pour éclairer la pièce, pense à demander au professeur d'éteindre les lumières artificielles.

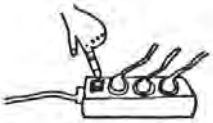


N'oublie pas d'éteindre la lumière en sortant d'une salle qui n'est plus occupée. Dans ta salle de classe où 6 luminaires de 72W chacun sont généralement installés, laisser l'éclairage allumé par oubli entre 12h et 14h, 2 fois par semaine sur l'année scolaire, entraîne une consommation inutile de 62,2 kWh. Si ce phénomène apparait dans 10 classes, des dépenses inutiles de 90€ par an apparaissent.

Utilisation d'appareils électriques

En sortant de cours en fin de journée, vérifie que les appareils électriques (le rétroprojecteur, les écrans d'ordinateur, le photocopieur…) sont éteints. Ne les laisse pas en veille car ils continueront de consommer de l'électricité inutilement.

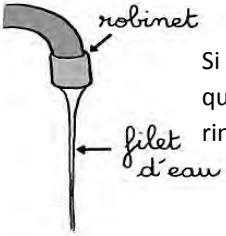
Un ordinateur en veille consomme environ 4Wh d'énergie. Cela signifie que si 50 ordinateurs restent en veille chaque nuit de l'année scolaire du Lundi au Vendredi, 403 kWh sont gaspillés correspondant à des dépenses de 58€. Utilise l'interrupteur d'une multiprise pour éteindre tous les appareils électriques en même temps, cela permet réellement de gagner du temps.



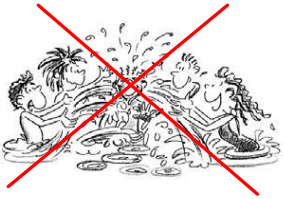
Eau

Si tu découvres une fuite d'eau (chasse d'eau, robinet), n'hésite pas à la signaler auprès d'un professeur ou d'un agent technique.

Ne laisse pas l'eau couler en te savonnant les mains et rince-toi avec un petit filet d'eau. Pour un robinet avec un débit d'eau de 8 litres/minute, tu gaspilles 4 litres d'eau si tu laisses couler l'eau en te savonnnant pendant 30 secondes. Si 20 élèves ont ce même comportement une fois par jour durant l'année scolaire, 20 160 bouteilles d'eau de 1 litre sont gaspillées.



Si ton robinet est ancien et que son débit est important, ouvre que faiblement le robinet pour n'utiliser qu'un filet d'eau en te rinçant les mains.



Ne joue pas avec l'eau, elle est précieuse ! Essaye de te tenir informer des périodes de sécheresse et respecte les consignes d'utilisation de l'eau lors de ces périodes.

Développement durable

Pour venir au collège, essaye de privilégier les transports en commun, les transports propres si tu es proche (marche à pied, vélo) ou bien réalise du covoiturage avec tes amis. La réduction du nombre de voitures sur les routes permet de limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Sois vigilant à ne pas gaspiller la nourriture. En France, dans les cantines, il y a 1,6 millions de tonnes de nourriture jetée par an ! Au-delà de l'aspect moral, de la nourriture gaspillée, c'est de l'énergie utilisée inutilement pour la production des produits et pour leurs transports.

Trie tes déchets dans les bonnes poubelles. Il est primordial de recycler le papier en le plaçant dans la poubelle bleue. La fabrication du papier est énergivore et consitue la première cause de la déforestation. Utiliser du papier recyclé permet de réaliser des économies en bois mais également en énergie : la production du papier recyclé nécessite 40% d'énergie en moins.

Fais tes photocopies et tes impressions en recto verso pour limiter l'utilisation de papiers et utilise du papier recyclé pour tes brouillons…

Récupère les déchets réutilisables pour l'art plastique et les travaux manuels (cartons, plastiques..). Si tu le peux, utilise des fournitures scolaires écologiques comme des cahiers en papiers recyclés, des règles en bois, des chemises en cartons recyclés…

Pourquoi est-il indispensable de réaliser des éco-gestes ?

1- Ne pas épuiser les ressources de la Terre
2- Limiter les émissions de polluants dans l'atmosphère (gaz à effet de serre) pour lutter contre le réchauffement climatique
3- Réduire ses dépenses en énergie car l'énergie est de plus en plus chère

Mémo…

Page 6

Agence Locale de l'Energie
et du Climat de la Lozère (ALEC) -
LOZÈRE ÉNERGIE

5 Ter BD Lucien ARNAULT
48 000 MENDE
04 66 49 60 93 / 06 84 95 87 29
contact@energie.lozere.fr
Site Internet : energie.lozere.fr

lozère
ÉNERGIE

lozère
LE DÉPARTEMENT

TERRITOIRE À ÉNERGIE POSITIVE POUR LA
CROISSANCE VERTE
MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Familles à énergie positive
engagées pour le climat !

guide des 50 éco-gestes

©ADEME

Pour faire perdre du poids à ses poubelles

lozère
ÉNERGIE

Bienvenue !

Le document que vous tenez entre les mains a pour but de vous aider à découvrir tous les trucs et astuces pour réduire vos émissions de déchets chez vous.

En tant que participant à ¨ Familles à Énergie Positive ¨, vous connaissez déjà votre mission :
essayer d'atteindre en équipe au moins 8% d'économies d'énergie. Et bien pour les déchets, on remet ça !

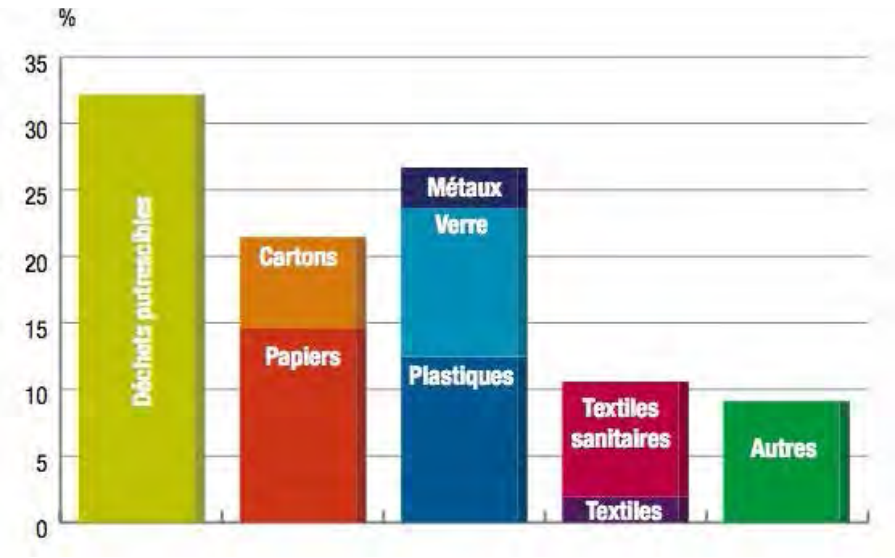
Déchets des ménages : quelques chiffres

Ils pèsent combien les français ?
588 kg par habitant en moyenne ! C'est le poids de déchets que nous jetons **chaque année**. Il se décompose de la façon suivante :

En kg/hab./an	
Ordures ménagères résiduelles (OMR)	298,3
Matériaux secs	45,9
Verre	29,0
Biodéchet et/ou déchets verts	18,1
Encombrants	12,3
Déchèteries	184,0
TOTAL	587,6

Source ADEME 2009

Composition des ordures ménagères (Collecte des ordures ménagères et collectes séparées)



Source ADEME - MODECOM™ - Campagne nationale de caractérisation

** En cas de difficultés, aidez-vous des explications «lecture de factures» sur le site internet*

Et si on compte vraiment tout...

Chaque produit que l'on consomme - et que l'on jette - a d'abord du être fabriqué en utilisant des matières premières (minerai, eau, végétaux, pétrole, etc.). Alors, si on se met à compter tout ce qu'il a fallu consommer pour fabriquer chaque produit, **l'addition devient beaucoup plus salée !**

À titre d'exemple voici la quantité de matière première utilisée pour fabriquer quelques produits :

- Une brosse à dents => 1,5 kg
- Un téléphone portable => 75 kg
- Un ordinateur => 1500 kg
- Une voiture => 70 tonnes
- 1L de jus d'orange => 100 kg

¨ Chaque geste compte ¨... avec ces quelques chiffres, on comprend mieux le slogan !

Par où faut-il commencer ?

Pour réduire l'impact environnemental de sa consommation - et donc son poids de déchets - il est possible d'agir en 4 étapes successives :

1. Vérifier qu'il est vraiment nécessaire d'acheter. En clarifiant ses besoins, en examinant les possibilités d'emprunt, de location, de dématérialisation...

2. Définir les critères pour l'achat : l'achat d'occasion est-il envisageable ? Est-ce solide ? Est ce ¨éco-conçu ¨ ? etc.

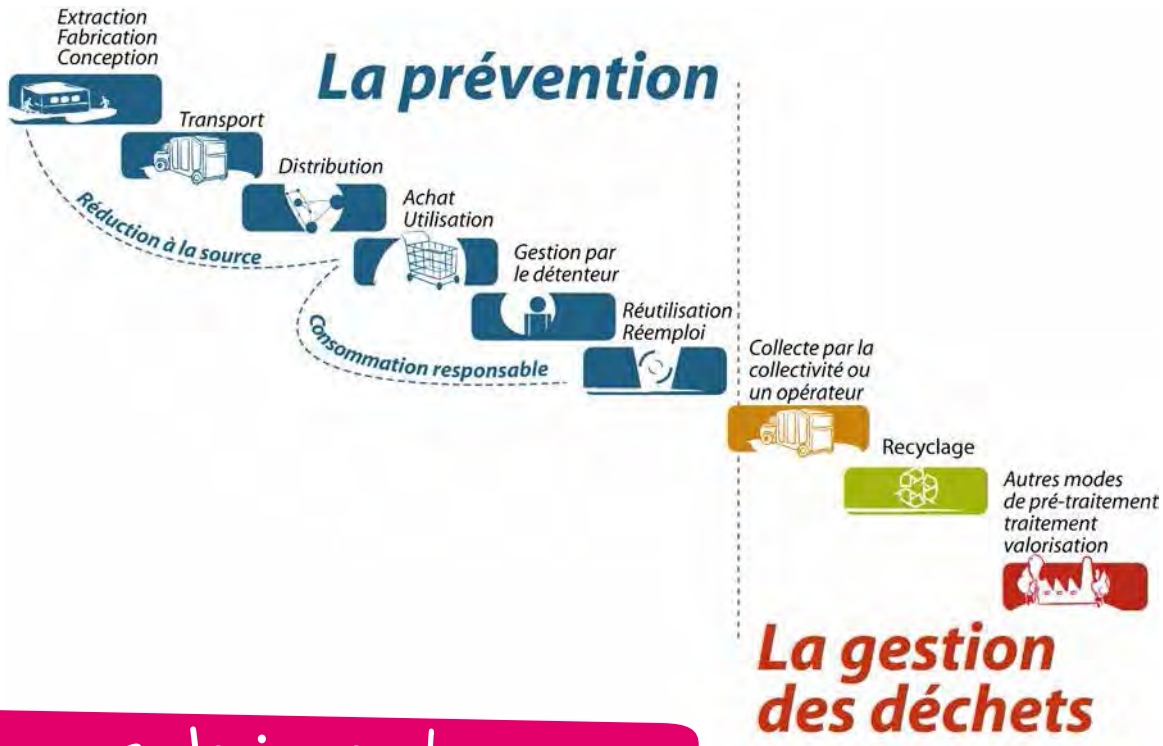
3. Optimiser l'usage du produit en pensant aux réparations possibles, à la réutilisation par d'autres personnes ou avec un autre usage.
4. Trouver la meilleure solution pour la fin de vie du produit en favorisant le recyclage.

Ces étapes sont parfois résumées avec ¨ les 4 R ¨ : Réduire – Réparer – Réutiliser – Recycler.
Les 50 éco-gestes que nous vous proposons dans les pages à venir suivent cette même logique.

Une question de cohérence...

Dans le schéma ci-contre, les actions possibles au niveau du consommateur sont résumées dans la partie ¨ Consommation responsable ¨. En tant que consommateur, nos gestes, nos choix, s'intègrent dans une chaine plus vaste. Il est important d'en être conscient car cela permet réellement de faire changer les choses à l'échelle de la société :

- en amont cela incite les industriels à proposer une offre adaptée à une demande ¨ écocitoyenne ¨ ;
- en aval car cela facilite la valorisation optimale des produits en fin de vie.
... et c'est ainsi qu'on créé les conditions de développement d'une ¨ économie circulaire ¨ (OK, il reste encore pas mal à faire pour y arriver !)



À vous de jouer ! Place aux bonnes idées :

Dans les pages suivantes, nous vous proposons 50 gestes qu'il est possible de faire pour réduire le poids de ses poubelles.

Attention
il est impossible de tout mettre en place d'un seul coup ! Vous allez pouvoir identifier quelques actions prioritaires... quand celles-ci seront bien intégrées revenez piocher dans le guide de nouvelles idées.

Un geste proposé – même important – vous semble impossible à réaliser chez vous ? Ne vous y attardez pas ! Le but du jeu reste bien d'apprendre en se faisant plaisir...

Vous avez des trucs et astuces qui ne sont pas listés dans ce guide ? **Cela nous intéresse !** En effet vous tenez entre les mains la toute première version du ¨ guide 50 écogestes ¨ ! Donc n'hésitez pas à faire part de vos remarques auprès de votre animateur... et même chose pour les possibles fautes d'orthographe...

Les courses (le quotidien)

1. Je fais une liste de courses.

Pas toujours facile de garder à l'esprit la question des déchets quand on est en train de faire les courses... En préparant au calme une liste - pourquoi pas avec des menus pour la semaine - avant de se lancer dans les rayons, vous mettez toutes les chances de votre côté !

2. Je me tiens à ma liste de courses !

Autant avoir de la suite dans les idées... Objectif : réduire les achats compulsifs. En plus, c'est bon pour votre portefeuille !

3. Je choisis des produits en vrac plutôt que préemballés.

Favoriser les produits en vrac présente au moins deux avantages :
- cela permet d'acheter juste la quantité dont on a besoin ;
- cela génère moins d'emballages.

4. Je favorise les produits à la coupe plutôt que préemballés.

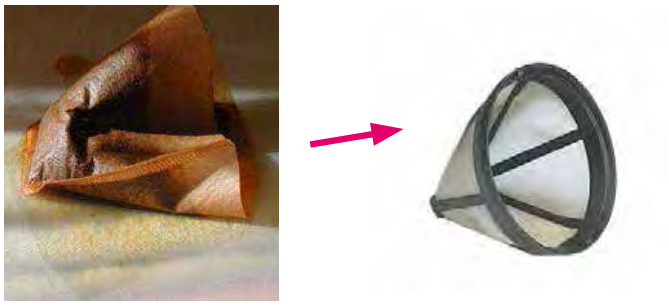
Non seulement les produits à la coupe comportent moins d'emballage que ceux en rayonnage mais en plus ils coutent la plupart du temps moins cher ! Normal : vous ne payez pas le suremballage. CQFD.

5. Je choisis le conditionnement en grand volume plutôt qu'en petites portions

Les produits en grands volumes comportent moins d'emballages. Donc pour les produits impérissables, pas d'hésitation ! Pour le périssable, faites attention à bien tenir compte des dates limites de consommation (DLC) et de votre rythme de consommation.

6. Je favorise le réutilisable au jetable.

Chiffons versus lingettes jetables, cabas versus sacs de caisse, piles rechargeables versus piles jetables... les exemples sont nombreux où en optant pour du durable, vous diminuez de manière significative les quantités de déchets produites tout en faisant des économies !



7. Dès que possible je choisis les emballages rechargeables.

Pour les produits nettoyants (javel, shampoing, lessive...) et aussi pour certains produits alimentaires (sucre, farine...) il est possible de choisir des formats ¨ écorecharges¨ plus économiques et moins encombrants dans le sac de courses puisqu'ils ont 50 à 70 % d'emballages en moins que les formats classiques. Alors pourquoi hésiter ? Et en plus, en achetant des éco-recharges, je peux réduire mes déchets d'emballages !

8. Pour les produits de lavage, je choisis des produits concentrés.

Un produit plus concentré est plus efficace, car il comporte tout simplement moins d'eau dedans.

À efficacité équivalente, vous aurez donc un produit qui générera moins de déchets d'emballages. Son transport aura aussi été plus économe : moins lourd donc moins de carburant, moins de volume de stockage, etc.

Par exemple, en utilisant la version concentrée du gel douche (un pain de savon de 250g au lieu d'un gel douche de 250ml), vous obtenez 216 lavages au lieu de 50 et vous générez en terme de déchets annuels, 3g de plastique (ou 30g de papier ou 65g de carton) au lieu des 680g de plastique avec les gels douches.

Quel conditionnement choisir ? Deux types d'emballages nous semblent à favoriser : les sachets plastiques, car ils produisent peu de déchets, et les cartons, un peu plus lourds mais complètement recyclables.

Et attention à respecter le bon dosage !
(geste n°28)

9. Je préfère les produits non suremballés.

Stop aux emballages individuels !

Si emballage il y a, mieux vaut préférer ceux qui proviennent de matières recyclées ou qui sont facilement valorisables : par exemple, les emballages « blister » comportant du plastique et du carton sont plus difficiles à valoriser qu'un emballage ¨ monomatière ¨ car il faut auparavant séparer les deux matériaux.

Pour un même produit : Emballage ¨tout carton ¨ plutôt que ¨ blister ¨

10. Je n'achète pas d'eau en bouteille.

En une année, chaque personne consommant habituellement de l'eau en bouteille pourra ainsi réduire ses déchets de 12 kg.

Fan d'eau gazeuse ? Il est possible de s'équiper d'une **fontaine à eau gazeuse** chez soi. Ça fonctionne sans pile ou prise électrique, une bonbonne de gaz permet de gazéifier une soixantaine de litres de boisson. Et ça marche aussi pour les sodas !

Pour plus d'information, reportez-vous à un article très détaillé sur le sujet dans **www. consoglobe.com**

11. Je choisis les produits avec des labels environnementaux.

Pas toujours facile de s'y retrouver !

D'abord, simplifions. Les deux logos les plus courants auxquels vous pouvez vous fier sont les suivants :

Éco-label européen *Éco-label français*

Les produits portant l'un de ces deux labels officiels ont un impact limité sur l'environnement. Ces deux logos sont uniquement apposés sur les produits non alimentaires.

Pour aller plus loin : nous vous avons préparé un petit ¨quizz des logos ¨, votre animateur vous fera découvrir cela.

12. Je dis non aux sacs plastiques dans les magasins.

Positivons un peu : les progrès réalisés par la grande distribution et leur clientèle (nous tous !) sont très sensibles. En quelques années, le nombre de sacs distribués aux caisses en France est passé de 15 milliards à environ 1 milliard par an aujourd'hui.

Bonne nouvelle donc autant ne pas faire machine arrière sur ce point !

Les courses (l'exceptionnel)

13. Avant de choisir du neuf, j'essaie d'acheter d'occasion.

Que ce soit des vêtements, des articles de sport, de la vaisselle ou des meubles, de nombreux produits se trouvent maintenant assez facilement d'occasion : certains sont quasiment neufs mais à un prix bien inférieur au marché !

De plus, saviez-vous que de nombreux meubles neufs émettent divers polluants à l'intérieur de la maison (émanations de colles, vernis, peintures...) ? Et qu'il faudrait normalement les ¨aérer¨ quelques temps avant de les installer dans votre logis ?
En achetant d'occasion, vous achetez des meubles déjà ¨aérés¨ !

15. Pour les appareils électriques, je favorise ceux fonctionnant sur le secteur.

Ça fera moins de piles à jeter !

Pour les appareils avec des batteries (les téléphones portables par exemple), au moment de choisir un nouveau modèle, pensez au type de batterie et de chargeur. En choisissant un modèle standard, vous pourrez plus facilement trouver une pièce de rechange... et éviter de devoir racheter un appareil complet juste pour une batterie fatiguée.

14. Quand le choix est possible, je favorise les objets qui n'ont pas de piles.

Plusieurs solutions existent : rechargement mécanique, solaire...

Anecdotique mais sympathique : connaissez vous le « webike » ? La SNCF installe dans certaines gares ces drôles de bureaux équipés de pédales. Celles-ci permettent de recharger les portables grâce à un bon vieux système de dynamo !

http://gares-connexions.tumblr.com

16. Je choisis des piles ou des batteries rechargeables

Plutôt que des piles jetables : ça coute moins cher et c'est plus écologique.

On en trouve de moins en moins mais pensez-y : n'achetez pas de batterie contenant du cadmium, c'est très polluant et ça vieillit mal.

Et n'oubliez pas la consigne pour le tri : les piles sont collectées en déchèterie ou dans les magasins. Cela fera autant de produits dangereux qui ne seront pas jetés !

Déchets dangereux : attention à la collecte !

Rappelez vous bien que certains déchets doivent être collectés avec soin car ils constituent un risque sanitaire particulièrement important. Pour mémoire :

- Le petit **électronique**, les **piles** et **accumulateurs** : direction la déchetterie ou le distributeur qui est tenu de les reprendre.
- **Peintures, détergeants, phytosanitaire** : déchetterie aussi !
- **Lampes à économies d'énergie** : idem !

17. Je rapporte les cartouches d'encre au fournisseur pour les faire re-remplir.

Différents fournisseurs proposent ce type de service. Cela permet la réutilisation complète des cartouches d'encre.

18. Je préfère les produits ¨allégés¨ ! (Papier à faible grammage...)

Moins de poids dans les produits de consommation, cela permet de baisser le poids de vos déchets. Cela est aussi gagnant en amont dans la filière de production du produit en nécessitant moins de ressources pour le fabriquer et moins de carburant pour l'acheminer jusqu'au magasin.

19. J'opte pour des produits à durée de vie plus longue.

Le produit que vous vous apprêtez à acheter est-il facilement réparable ? Des pièces de rechange existent-elles ? Le modèle est-il suivi sur des périodes assez longues ? Quelle est la durée de la garantie (certaines marques proposent maintenant des garanties à vie) ? Va-t-il se démoder rapidement ?

Du côté de la cuisine...

20. Je composte mes déchets de cuisine et de jardin.

Le compostage individuel permet de réduire son volume d'ordures ménagères de 30 à 50%. Et maintenant, avec le lombricompostage, cette technique est également adaptable aux appartements.

Pour plus d'informations :
- Notre fiche sur le compostage vous expliquera plus en détail comment s'y mettre.
- Demandez à votre animateur qui connaît bien ce sujet.

21. Je favorise les recettes ¨fait maison¨ plutôt que les produits industriels.

Pâte à pizza, riz au lait, soupes... autant de recettes qu'il est possible de préparer soimême. D'un point de vue économique c'est gagnant quasiment à tous les coups.
Bien sûr ça demande souvent plus de temps...

22. Dans mon réfrigérateur, je surveille les dates limites de consommation.

Selon l'ADEME, nous jetons en moyenne 20 kg de nourriture par an et par personne dont 7 kg de produits non déballés. Cela représente de l'ordre de 400€ de gaspillage par an pour une famille de 4 personnes !

Mieux vaut donc bien surveiller les dates limites de consommation (DLC).
Et pour optimiser la conservation des produits, n'oubliez de bien organiser votre réfrigérateur :

23. Je conserve les aliments entamés dans des boîtes réutilisables

... Plutôt que de les emballer dans du film plastique ou de l'aluminium. En plus ça améliore la conservation !

24. J'apprends à cuisiner les restes.

Si vous manquez d'idées, vous en trouverez plein sur internet ! On pense aussi au petit guide ¨ À vos tabliers ! ¨ réalisé par France Nature Environnement.

25. Plutôt que de la jeter dans l'évier, je réutilise l'huile alimentaire.

Le saviez-vous ? Une huile de cuisson - de friture - peut être réutilisée de 10 à 15 fois. Entre chaque usage stockez-là dans son récipient d'origine.

26. Si je ne peux pas réutiliser l'huile, je la dépose à la déchèterie.

Ne jetez surtout pas d'huile dans votre évier : cela est très mauvais pour les stations d'épurations et risque aussi d'encrasser voire de boucher vos canalisations.

Si vous en avez de grandes quantités, il vous est aussi possible de vous renseigner pour voir si quelqu'un peut l'exploiter comme carburant.

27. J'achète et j'utilise des contenants réutilisables (Tupperware...)

Hygiène et nettoyage

28. Je respecte les doses prescrites (détergents, lessive...)

Inutile de surdoser vos produits ménagers et d'hygiène (gel douche, shampoings...). On trouve aujourd'hui beaucoup de produits concentrés. Il faut donc changer ses habitudes et diminuer les quantités comme l'indique le mode d'emploi. C'est notamment le cas des lessives, nettoyants pour le sol, mais aussi des shampoings.

29. J'évite d'utiliser des lingettes nettoyantes et dépoussiérantes jetables.

Cf. geste n°6

30. J'achète du savon plutôt que du gel douche.

Cela fera moins d'emballage à mettre à la poubelle. De plus le savon en bloc est beaucoup plus durable que l'équivalent en gel douche.

31. J'opte pour les couches lavables.

De 0 à 2,5 ans, un enfant utilisera environ 5000 couches... si vous avez envie de creuser le sujet, on vous a préparé une fiche complète à ce sujet ! Demandez la à votre animateur ou téléchargez-la sur www.prioriterre.org/ong/centreressources.html

32. Je fabrique moi-même mes produits d'entretien.

Vinaigre blanc, huile essentielle, savon noir. Avec quelques produits de base il est assez simple de faire ses propres produits d'entretien.

Pour connaître les bonnes recettes, les livrets ¨Le Grand Ménage¨ sont une ressource de référence téléchargeable gratuitement : http://raffa.grandmenage.info/

Ailleurs dans la maison...

33. J'appose un autocollant ¨STOP PUB¨ sur ma boîte aux lettres.

Vous manifestez ainsi votre souhait de ne plus recevoir de documents publicitaires et vous évitez de jeter environ 35 kg de déchets par famille et par an, soit environ 15 kg par personne.

34. Plutôt que de les jeter à la poubelle, j'épands les cendres de cheminée dans le jardin.

Les cendres sont un excellent amendement pour le sol, alors pourquoi ne pas les valoriser ?

35. Pour les plantes, je préfère celles qui durent !

Parfois, une belle azalée en pot aura plus de succès qu'un bouquet de fleurs coupées que l'on jettera quelques jours plus tard...

36. Je jette le moins de sacs plastiques possible.

Si vous n'avez pas complètement mis en place le geste n°12 ¨ Je dis non aux sacs plastiques dans les magasins ¨, essayez de donner une 2ème vie à ceux-ci... En sac poubelle par exemple.

37. J'achète une poule !

Ce sympathique animal est très doué pour finir vos restes alimentaires : végétaux, produits laitiers, viande... Jusqu'à 150 kg de déchets évités par an et par poule ! Sans compter les oeufs frais produits !

On en profite pour vous faire connaître la belle initiative d'une petite commune de la Sarthe, Pincé, qui a décidé d'offrir à ses habitants des poules pour réduire les déchets de chaque ménage. L'idée était de réduire la quantité des déchets de chaque famille, de produire de bons oeufs, tout en jouant un rôle pédagogique auprès des enfants et en favorisant la convivialité entre voisins.

Au travail à l'école

38. Je limite mes impressions.

¨Avant d'imprimer, pensez à l'environnement ¨... Vous connaissez sans doute ce genre de petits messages qui ponctuent les e-mails.

Ensuite, pour l'impression à vous de choisir votre style :
- optimisation d'abord : vous imprimez en ¨ 4 feuilles sur 1¨ en recto-verso pour optimiser au maximum chaque feuille de papier (attention à vos yeux quand même !)
- réutilisation d'abord : vous gardez les versos vierges pour en faire des carnets ou des brouillons.

Bien sûr ces deux écoles peuvent se combiner ! À vous de voir...

Attention ! Selon le modèle d'imprimante, il est plus ou moins facile de configurer les options les plus économes par défaut... voilà donc un sujet très important à aborder avec votre vendeur avant d'en acheter une !

39. Pour les déjeuners au travail, j'évite les plats à emporter suremballés.

Cf. geste n°21

40. Au bureau, j'opte pour un mug perso plutôt que des gobelets jetables.

La plupart des machines à café proposent désormais cette possibilité. Si ce n'est pas encore le cas dans votre entreprise... c'est qu'il est sans doute temps de reprendre contact avec le prestataire qui est chargé de l'entretien de la machine.

41. Pour les goûters des enfants : j'achète une grosse boite de gâteau (ou mieux encore, je les fais) et utilise de petites boites réutilisables pour les glisser dans les cartables.

Les sorties

42. Pour les pique-niques et les réceptions, j'évite les couverts jetables.
... Certes, cela oblige à faire la vaisselle après (profitez de vos invités avant qu'ils partent ?!) Si vous faites appel à un traiteur ou que vous louez une salle, il est possible de louer la vaisselle avec. Pensez-y !

43. Lors des balades ou ramène mes déchets à la maison.

Ainsi je peux les trier et j'évite d'encombrer les poubelles publiques (impact coût, paysage et carburant).

Autres idées

44. Avant de jeter, j'essaie de réparer ou de faire réparer les objets.

Pourquoi ne pas réparer vos appareils électroménagers plutôt que d'en racheter ?
Chaque habitant jette en une année entre 16 et 20 kg d'équipements électriques et électroniques (réfrigérateurs, téléphones, ordinateurs, etc.).

Bien des objets pourraient être rénovés plutôt que de finir à la poubelle. Il suffit parfois de changer un joint...
Bénéfices : des déchets en moins et vous favorisez les emplois de proximité comme les retoucheurs, les cordonniers, les réparateurs...

Vous n'êtes pas bricoleur ? Consultez votre entourage ou adressez-vous à un professionnel. N'oubliez pas les écoles d'apprentissage qui ont parfois besoin de ¨ se faire la main ¨ sur des petites réparations et ce, souvent à prix réduit. Les Systèmes d'Echange Locaux (SEL) permettent également d'échanger des compétences via un système de points faisant office de monnaie. Ainsi, Yves réparera votre machine à laver tandis que vous préparerez des confitures pour Jeanne qui elle-même gardera le chat de Paul, etc.
(http://selidaire.org/spip/).

45. Je favorise la location ou l'emprunt à l'achat des objets.

Pour faire vivre ce qu'on appelle la ¨consommation collaborative ¨. Un exemple : le temps moyen d'utilisation d'une perceuse pendant toute sa durée de vie s'élève à...12 minutes !

De la location de voiture entre particuliers au partage de machine à laver, de nombreuses solutions se développent... il reste juste à y penser avant d'investir dans l'achat d'un objet.

46. Je demande des versions dématérialisées pour ¨les papiers¨.

Relevés bancaires, factures, salaires, impôts... la plupart de ces documents sont désormais disponibles en versions dématérialisées avec des systèmes de stockage informatiques fiables et durables dans le temps. À partir de là, les raisons objectives de rester au papier tendent à disparaître...

47. J'essaie de donner une seconde vie à ce qui n'est plus utilisable dans sa fonction d'origine.

Les vieux tissus en chiffons, les pots de confiture pour les desserts maison, les restes alimentaires en nouvelles recettes...

48. Je favorise les solutions immatérielles (loisirs, presse, culture, sport, cadeaux...).

Et si vous remplaciez le rameur par un abonnement à un club de sport ? C'est plus convivial et vous aurez plus de chances de tenir vos résolutions. On n'y pense pas assez souvent mais de nombreux produits peuvent être remplacés par des services : un abonnement à la bibliothèque, à la ludothèque, des soirées au bar à jeux... C'est autant d'achats en moins.

Et pour les idées de cadeaux immatériels, n'oubliez pas de consulter notre fiche dédiée !

49. Je donne mes vieux vêtements.

Pensez à donner / échanger vos biens en bon état (vêtements trop petits, meubles, électroménager...), vous ferez sûrement des heureux ! Certains produits cassés peuvent également être donnés à des organismes comme les ressourceries qui les réparent puis les donnent ou les revendent à prix modique.

50. Je prête mes affaires !

¨Prête tes affaires ! ¨ : cette rengaine qu'on a tous entendue enfants reste aussi valable pour les adultes !

Sources - Ressources

http://ecocitoyens.ademe.fr : le site de référence de l'ADEME pour disposer d'avis indépendants sur toutes les questions d'éco-citoyenneté.

http://prioriterre.org : le centre de ressource en ligne de l'association présente de nombreuses fiches techniques dont une dizaine concernant l'éco-consommation et la prévention des déchets pour compléter les informations présentées dans ce guide.

www.energie-environnement.ch : on adore ce site pour toutes ses petites animations et la quantité de conseils fiables disponibles.

www.mtaterre.fr : un site web développé par l'ADEME avec plein de ressources pour les jeunes.

http://mescoursespourlaplanete.com : un site très complet sur la consommation responsable. ¨ Actualités ¨, ¨trucs verts ¨, ¨ fiches produits ¨, ¨ labels ¨ : une véritable mine d'information à portée de clic !

http://consoglobe.com : un magasine web sur la consommation et le développement durable. De très nombreux articles disponibles.

http://www.ekologeek.org : « C'est simple mais fallait le savoir ! » voilà un slogan qui nous va bien, n'hésitez pas à passer faire un tour pour découvrir les 119 actes ekolo[geek] enregistrés à ce jour.

http://consocollaborative.com : un blog présentant les dernières actualités de la consommation collaborative.

Familles à énergie positive
engagées pour le climat !

Familles à Energie Positive
est un projet conçu et coordonné par prioriterre
www.prioriterre.org
avec le soutien de :

Contact

LOZERE ENERGIE
Agence Locale de l'Energie et du Climat
5 ter Boulevard Lucien Arnault
48 003 Mende cedex

contact@energie.lozere.fr
Tél. : 04 66 49 60 93 / 06 84 95 87 29

lozère
ÉNERGIE

Délibération n°CD_18_1040

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 29 juin 2018

Commission : Développement

Objet : Lancement d'un nouveau programme d'intérêt général en faveur de la lutte contre la précarité énergétique

Dossier suivi par Ingénierie départementale -

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 15h00

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la délibération n°CP_17_279 du 23 octobre 2017 approuvant l'évaluation du PIG Habiter Mieux et l'étude pré-opérationnelle en vue d'un futur dispositif ;

VU l'article L 301-5-2 et R 327-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

VU la délibération n°CD_18_1019 du 30 mars 2018 approuvant la politique départementale 2018 « Logement » ;

CONSIDÉRANT le rapport n°600 intitulé "Lancement d'un nouveau programme d'intérêt général en faveur de la lutte contre la précarité énergétique" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « Développement » du 22 juin 2018 ;

ARTICLE 1

Rappelle que de 2013 à 2017, un programme d'intérêt général (PIG) labellisé « Habiter Mieux » a été mis en œuvre en Lozère sous maîtrise d'ouvrage du Département de la Lozère.

ARTICLE 2

Prend acte que les PIG labellisés « habiter mieux » n'existent désormais plus mais qu'il est toutefois possible de mettre en œuvre un PIG portant sur la thématique « Lutte contre la précarité énergétique ».

ARTICLE 3

Décide de mettre en œuvre d'un programme d'intérêt général « Lutte contre la précarité énergétique » suivant les modalités suivantes :

- échelle territoriale : ensemble du territoire départemental à l'exception des territoires couverts par des OPAH (Communautés de communes Cœur de Lozère et Gévaudan),
- période de mise en œuvre : dès 2018 jusqu'à fin 2021,
- financements des dossiers de travaux par l'Anah et l'État, la Région (dispositif éco-chèque), par le Département, par les Communautés de communes qui le souhaitent.

ARTICLE 4

Approuve :

- le règlement d'aides ci-joint définissant les modalités de financement des projets par le Département,
- la sollicitation des Communautés de communes non porteuses d'une OPAH pour leur éventuelle participation au programme.

ARTICLE 5

Autorise la Présidente :

- à engager toutes les démarches relative à la mise en œuvre de ce programme et notamment à solliciter le concours financier de l'ANAH,
- à signer l'ensemble des documents nécessaires.

ARTICLE 6

Délègue à la Commission Permanente le suivi de ce programme et de sa mise en œuvre.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_18_1040 du Conseil Départemental du 29 juin 2018 : rapport n°600 "Lancement d'un nouveau programme d'intérêt général en faveur de la lutte contre la précarité énergétique".

Rappel du contexte :

De 2013 à 2017, un programme d'intérêt général (PIG) labellisé « Habiter Mieux » a été mis en œuvre en Lozère sous maîtrise d'ouvrage du Département de la Lozère.

Ce programme a permis de financer 538 logements de propriétaires occupants pour des travaux d'amélioration énergétique, représentant 12,7 M€ de travaux TTC réalisés, 4,3 M€ de subventions de l'Anah, 1,3 M€ de subventions de l'État, 243 000 € d'aides du Département (pour les ménages modestes (jusqu'en 2016) et très modestes) et 270 000 € d'aides d'autres financeurs (Communautés de communes, caisses de retraites...).

Pour animer ce PIG, le Département a missionné un opérateur pour 470 000 €, financés à 80 % par l'Anah et l'État.

Ce dispositif dynamise la rénovation énergétique et permet à des ménages modestes et très modestes d'apporter des solutions pérennes pour améliorer leur confort thermique mais également l'impact de leurs consommations énergétiques sur leur budget. Ainsi, ce programme contribue à minimiser le recours à des aides de secours sur des impayés d'énergie, notamment via le FSL. Cette opération permet une animation et un accompagnement des porteurs de projets ; sans ce cadre du PIG, les bénéficiaires devraient avoir recours à un opérateur avec un reste à charge entre 120 et 250 € suivant le type de dossier.

Ce programme permet également indirectement de soutenir l'activité économique dans le secteur du bâtiment.

Evolution du dispositif :

Les PIG labellisés « habiter mieux » n'existent désormais plus. Il est toutefois possible de mettre en œuvre un PIG portant la thématique « Lutte contre la précarité énergétique », ce qui est équivalent. La bonification apportée du fait de la labellisation est supprimée mais celle-ci était majoritairement écrêtée par le taux maximum d'aides publiques ce qui laisse envisager tout de même un taux de financement assez élevé.

A noter également que le cadre du PIG ne s'applique qu'au dispositif « Habiter Mieux sérénité » (ensemble de travaux capables d'apporter un gain énergétique d'au moins 25 %). Un nouveau dispositif « Habiter Mieux agilité » a été créé pour permettre d'étaler les travaux et de bénéficier d'aides même si le gain énergétique n'est pas de 25 % (cette mesure cible les ménages très modestes qui n'arrivaient pas à avoir suffisamment d'autofinancement pour des projets plus ambitieux.

L'intégration du PIG au sein du Contrat Local d'Engagement permettait d'impliquer les communautés de communes non porteuses d'OPAH dans le financement des dossiers. La non reconduction du Contrat Local d'Engagement ne limite pas cette participation puisque les collectivités peuvent apporter un financement via la convention du PIG qui sert de support juridique.

Vers un nouveau PIG « Lutte contre la précarité énergétique » :

Il vous est proposé la mise en œuvre d'un PIG « Lutte contre la précarité énergétique » suivant les modalités suivantes :

- échelle territoriale : ensemble du territoire départemental à l'exception des territoires couverts par des OPAH (Communautés de communes Cœur de Lozère et Gévaudan)

- période de mise en œuvre : dès 2018 jusqu'à fin 2021
- financements des dossiers de travaux : par l'Anah et l'État, la Région (dispositif éco-chèque), par le Département (Cf. règlement joint à ce rapport : ménages très modestes à 500 € / dossier et ménages modestes à 250 € / dossier), par les Communautés de communes qui le souhaitent.

Il est envisagé de financer 370 dossiers « Habiter Mieux sérénité » durant la période de mise en œuvre du PIG. Ces objectifs seront précisés dans la convention de mise en œuvre du programme qui sera finalisée dans les prochaines semaines. Pour plus de réactivité, il vous est proposé de déléguer à la Commission Permanente l'approbation de cette convention.

Aussi, je vous demande :

- **d'approuver le principe de mise en œuvre d'un nouveau PIG « Lutte contre la précarité énergétique » pour 2018-2021,**
- **d'engager une demande en ce sens auprès de l'Anah, y compris de solliciter son concours financier et de m'autoriser à faire toutes les démarches nécessaires,**
- **d'approuver le règlement d'aides ci-joint quant au financement des projets par le Département,**
- **d'approuver la sollicitation des Communautés de communes non porteuses d'une OPAH pour leur éventuelle participation au programme,**
- **de donner délégation à la Commission Permanente pour toutes les décisions relatives à la mise en œuvre de ce futur PIG.**

AIDE AUX TRAVAUX DANS LE CADRE DU PIG « LUTTE CONTRE LA PRECARITE ENERGETIQUE » ET DES OPAH

NATURE DE L'AIDE

Aide consentie afin d'améliorer l'efficacité énergétique des logements des ménages dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG) « Lutte contre la précarité énergétique » et des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).

Ce programme permet de bénéficier d'une aide financière complémentaire aux aides de l'Anah (Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat).

Cette aide est forfaitaire par dossier, elle est conditionnée à la réalisation de travaux permettant un gain d'au moins 25% de la consommation énergétique, pour :

- les propriétaires occupants, dont les revenus sont dans la tranche « très modeste », l'aide est de 500 €,
- les propriétaires occupants, dont les revenus sont dans la tranche «modeste », l'aide est de 250 €.

BÉNÉFICIAIRES

Les particuliers propriétaires occupants résidant en Lozère et remplissant les conditions pour bénéficier des aides Anah (sous condition de revenu).

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

Les travaux à entreprendre doivent :

- être compris dans la liste des travaux recevables listés par l'Anah
- garantir une amélioration de la performance énergétique du logement d'au moins 25%
- être intégralement réalisés par des professionnels du bâtiment
- débuter après le dépôt de la demande d'aide auprès de l'Anah

MODALITÉS DE L'AIDE

Attribution de l'aide :

Il est demandé au pétitionnaire d'adresser une demande d'aide dans le cadre du PIG « Lutte contre la précarité énergétique » ou de l'OPAH concernée à l'attention de la Présidente du Conseil départemental au moment du dépôt du dossier à l'Anah.

A l'issue de sa commission technique, l'Anah informe le bénéficiaire de l'aide attribuée. Le Département s'appuiera sur cette attribution (notification) pour individualiser son aide lors d'une Commission permanente suivante.

A l'issue de la Commission permanente, une notification d'aide départementale sera adressée par les services du Département au bénéficiaire.

Versement de l'aide :

Les services de l'Anah vérifient au versement du solde de leurs aides que les travaux réalisés sont bien conformes aux travaux préconisés lors du dépôt du dossier et permettent bien un gain d'au moins 25% de la consommation énergétique.

L'aide forfaitaire du Département sera versée en une seule fois dès lors que l'Anah soldera sa subvention.

Engagement du bénéficiaire :

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Département ou à l'opérateur en charge de l'animation du PIG le cas échéant tous éléments nécessaires à l'évaluation a posteriori (après une année complète) des gains énergétiques et économiques de la mise en œuvre du projet (factures d'énergie notamment).

COMPOSITION DU DOSSIER À PRÉSENTER

- - une lettre de demande de subvention à l'attention de la Présidente à déposer à l'Anah
- - relevé d'identité bancaire au nom du propriétaire (ou de la tutelle)
- - toutes les autres pièces du dossier (Diagnostic Performance Énergétique, ...) seront déposées auprès de l'Anah

Ces dispositions complètent le règlement général d'attribution des subventions.

Contact
Service responsable :
Direction de l'Ingénierie Départementale
Mission Ingénierie de projet, Urbanisme, Contractualisation et Aides aux collectivités
Tél. : 04 66 49 66 66 (poste 4204)
Courriel : collectivites@lozere.fr

Règlement validé le 29/06/2018

Délibération n°CD_18_1041

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 29 juin 2018

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Budget : approbation des comptes de gestion, des comptes administratifs 2017 et affectation du résultat 2017

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 15h00

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CD_15_1067 du 18 décembre 2015 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_17_1042 du 24 mars 2017 approuvant le budget primitif 2017,

VU la délibération n°CD_17_1082 du 22 décembre 2017 approuvant les modifications des autorisations de programmes antérieures et l'état des autorisations de programmes 2017 votées ;

VU la délibération n°CD_17_1062 du 23 juin 2017 approuvant la DM1, la délibération n°CD_17_1069 du 23 octobre 2017 approuvant la DM2, la délibération n°CD_17_1083 du 22 décembre 2017 approuvant la DM3 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°700 intitulé "Budget : approbation des comptes de gestion, des comptes administratifs 2017 et affectation du résultat 2017" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 21 juin 2018 ;

Madame Sophie PANTEL, ayant quitté la séance et n'ayant pris part ni au débat ni au vote sur le compte administratif ;

VU le compte rendu par Monsieur PEYRE, Payeur départemental, des recettes et dépenses pour l'exercice 2017 comprenant l'excédent des recettes du compte administratif de l'exercice 2016, les recettes et les dépenses faites au titre de l'exercice 2017 pendant l'année 2017, les pièces justificatives rapportées à l'appui dudit compte,

L'examen de ces comptes n'ayant donné lieu à aucune observation.

VU les abstentions de Jean-Paul POURQUIER, Valérie FABRE, Bruno DURAND, Valérie VIGNAL, Sabine DALLE, Patrice SAINT LEGER, Christine HUGON, Michel THEROND sur le vote du compte administratif ;

ARTICLE 1

Statuant sur les opérations de l'exercice 2017, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre régionale des comptes, admet les opérations effectuées pendant la gestion 2017, à savoir :

Budget Principal :

- Recettes.....170 272 806,65 €
- Dépenses.....166 063 309,89 €
- D'où il résulte un excédent de recettes de :.....4 209 496,76 €

Le résultat définitif de l'exercice 2017 s'établit comme suit :

- résultat définitif de l'exercice 2016 : .....1 590 466,92 €
- excédent de recettes 2017 : ..... 4 209 496,76 €
- part de l'excédent de fonctionnement 2017 affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement :..- 5 040 730,27 €
- Total.....759 233,41 €

Le résultat définitif de l'exercice 2016 ayant présenté un excédent de recettes de 1 590 466,92 €, après couverture du besoin de financement de la section d'investissement, le résultat définitif de l'exercice 2017, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 759 233,41 €.

Budget annexe Laboratoire Départemental d'Analyses :

- Recettes :.....2 034 460,46 €
- Dépenses :.....2 076 660,17 €
- D'où il résulte un déficit de recettes de :..... - 42 199,71 €

Le résultat définitif de l'exercice 2016 ayant présenté un excédent de recettes de 711 734,07 €, le résultat définitif de l'exercice 2017, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 669 534,36 €.

Budget annexe Aire de la Lozère :

- Recettes :.....1 069 947,61 €
- Dépenses :.....865 150,27 €
- D'où il résulte un excédent de recettes de :.....204 797,40 €

Le résultat définitif de l'exercice 2016 ayant présenté un excédent de recettes de 1 405 283,99 €, le résultat définitif de l'exercice 2017, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 1 610 081,39 €.

Budget annexe Domaine de Boissets :

- Recettes :.....101 540,52 €
- Dépenses :.....71 378,02 €
- D'où il résulte un excédent de recettes de :.....30 162,50 €

Le résultat définitif de l'exercice 2016 ayant présenté un excédent de recettes de 546 702,45 €, le résultat définitif de l'exercice 2017, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 576 864,95 €.

ARTICLE 2

Demande qu'il plaise à la Chambre régionale des comptes de faire droit aux motifs ci-dessus énoncés, exigés du comptable, à savoir : Néant

ARTICLE 3

Approuve les comptes administratifs 2017 du Département qui se résument comme suit :

Budget principal

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	125 466 972,61 €	44 805 834,04 €	170 272 806,65 €
Dépenses de l'exercice	122 338 627,78 €	43 724 682,11 €	166 063 309,89 €
Résultat de l'exercice	3 128 344,83 €	1 081 151,93 €	4 209 496,76 €
Résultats reportés 2016	1 590 466,92 €	-5 040 730,27 €	-3 450 263,35 €
Résultat de clôture 2017	4 718 811,75 €	-3 959 578,34 €	759 233,41 €

Budgets annexes :

Laboratoire départemental d'analyses

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	1 892 062,45 €	142 398,01 €	2 034 460,46 €
Dépenses de l'exercice	1 892 062,45 €	184 597,72 €	2 076 660,17
Résultat de l'exercice		-42 199,71 €	-42 199,71 €
Résultats reportés 2016		711 734,07 €	711 734,07 €
Résultat de clôture 2017		669 534,36 €	669 534,36 €

Aire de la Lozère

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	726 976,61 €	342 971,00 €	1 069 947,61 €
Dépenses de l'exercice	726 976,61 €	138 173,60 €	865 150,21 €
Résultat de l'exercice		204 797,40 €	204 797,40 €
Résultats reportés 2016		1 405 283,99 €	1 405 283,99 €
Résultat de clôture 2017		1 610 081,39 €	1 610 081,39 €

Domaine des Boissets

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	57 333,52 €	44 207,00 €	101 540,52 €
Dépenses de l'exercice	57 333,52 €	14 044,50 €	71 378,02 €
Résultat de l'exercice		30 162,50 €	30 162,50 €
Résultats reportés 2016		546 702,45 €	546 702,45 €
Résultat de clôture 2017		576 864,95 €	576 864,95 €

ARTICLE 4

Décide d'affecter à la décision modificative n° 1 de l'exercice 2018, sur la base du solde du compte administratif 2017 du budget principal qui se traduit par un excédent de fonctionnement de 4 718 811,75 € et un déficit d'investissement de 3 959 578,34 €, le résultat de clôture de la section de fonctionnement d'un montant de 4 718 811,75 € comme suit :

- sur le budget principal :
  - 3 959 578,34 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement (inscription en recettes d'investissement au chapitre 923, article 1068 : Excédents de fonctionnement capitalisés),
  - 759 233,41 € en report à la section de fonctionnement, soit une recette à l'article budgétaire 002 : Résultat de fonctionnement reporté.
- Sur les 3 budgets annexes, les excédents d'investissement de clôture sont reportés en recette d'investissement.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_18_1041

Annexe à la délibération n°CD_18_1041 du Conseil Départemental du 29 juin 2018 : rapport n°700 "Budget : approbation des comptes de gestion, des comptes administratifs 2017 et affectation du résultat 2017".

I – Comptes de gestion 2017

Etabli par le Payeur Départemental, le compte de gestion retrace l'ensemble des opérations de l'exercice en dépenses et recettes. Il comporte une balance générale de tous les comptes tenus par le Payeur (comptes budgétaires et compte de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la collectivité) ainsi que le bilan comptable de la collectivité décrivant l'actif et le passif de la collectivité.

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen puis validation les comptes de gestion 2017 du budget principal et des budgets annexes établis par Monsieur PEYRE Payeur Départemental.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le compte rendu par Monsieur PEYRE, Payeur départemental, des recettes et dépenses pour l'exercice 2017 comprenant :

1) l'excédent des recettes du compte administratif de l'exercice 2016,

2) les recettes et les dépenses faites au titre de l'exercice 2017 pendant l'année 2017,

VU les pièces justificatives rapportées à l'appui dudit compte,

VU le budget principal, les budgets annexes et les décisions modificatives desdits budgets de l'exercice 2017 présentés par Mme PANTEL, Présidente du Conseil Départemental de la Lozère,

CONSIDERANT que l'examen de ces comptes n'a donné lieu à aucune observation.

D E L I B E R E :

ARTICLE 1 - Statuant sur les opérations de l'exercice 2017, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre régionale des comptes, le Conseil Départemental admet les opérations effectuées pendant la gestion 2017, à savoir :

Budget Principal :

- Recettes 170 272 806,65 €

- Dépenses 166 063 309,89 €

D'où il résulte un excédent de recettes de : 4 209 496,76 €

Le résultat définitif de l'exercice 2017 s'établit comme suit :

- .résultat définitif de l'exercice 2016 : .....1 590 466,92 €
- .excédent de recettes 2017 : ..... 4 209 496,76 €
- .part de l'excédent de fonctionnement 2017 affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement :..- 5 040 730,27 €
- Total.....759 233,41 €

Le résultat définitif de l'exercice 2016 ayant présenté un excédent de recettes de 1 590 466,92 €, après couverture du besoin de financement de la section d'investissement, le résultat définitif de l'exercice 2017, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 759 233,41 €.

Budget annexe Laboratoire Départemental d'Analyses :

Recettes :	2 034 460,46 €
Dépenses :	2 076 660,17 €

D'où il résulte un déficit de recettes de : - 42 199,71 €

Le résultat définitif de l'exercice 2016 ayant présenté un excédent de recettes de 711 734,07 €, le résultat définitif de l'exercice 2017, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 669 534,36 €.

Budget annexe Aire de la Lozère :

Recettes :	1 069 947,61 €
Dépenses :	865 150,27 €

D'où il résulte un excédent de recettes de : 204 797,40 €

Le résultat définitif de l'exercice 2016 ayant présenté un excédent de recettes de 1 405 283,99 €, le résultat définitif de l'exercice 2017, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 1 610 081,39 €.

Budget annexe Domaine de Boissets :

Recettes :	101 540,52 €
Dépenses :	71 378,02 €

D'où il résulte un excédent de recettes de : 30 162,50 €

Le résultat définitif de l'exercice 2016 ayant présenté un excédent de recettes de 546 702,45 €, le résultat définitif de l'exercice 2017, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 576 864,95 €.

ARTICLE 2 - Le Conseil Départemental demande qu'il plaise à la Chambre régionale des comptes de faire droit aux motifs ci-dessus énoncés, exigés du comptable, à savoir : Néant.

II – Comptes administratifs 2017

Conformément à l'article L.1612-12 - 1er alinéa du code général des collectivités territoriales, j'ai l'honneur de soumettre à votre examen les comptes administratifs 2017 du Département qui se résument ainsi qu'il suit :

Délibération n°CD_18_1041

Budget principal

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	125 466 972,61 €	44 805 834,04 €	170 272 806,65 €
Dépenses de l'exercice	122 338 627,78 €	43 724 682,11 €	166 063 309,89 €
Résultat de l'exercice	3 128 344,83 €	1 081 151,93 €	4 209 496,76 €
Résultats reportés 2016	1 590 466,92 €	-5 040 730,27 €	-3 450 263,35 €
Résultat de clôture 2017	4 718 811,75 €	-3 959 578,34 €	759 233,41 €

Budgets annexes :

Laboratoire départemental d'analyses

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	1 892 062,45 €	142 398,01 €	2 034 460,46 €
Dépenses de l'exercice	1 892 062,45 €	184 597,72 €	2 076 660,17
Résultat de l'exercice		-42 199,71 €	-42 199,71 €
Résultats reportés 2016		711 734,07 €	711 734,07 €
Résultat de clôture 2017		669 534,36 €	669 534,36 €

Aire de la Lozère

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	726 976,61 €	342 971,00 €	1 069 947,61 €
Dépenses de l'exercice	726 976,61 €	138 173,60 €	865 150,21 €
Résultat de l'exercice		204 797,40 €	204 797,40 €
Résultats reportés 2016		1 405 283,99 €	1 405 283,99 €
Résultat de clôture 2017		1 610 081,39 €	1 610 081,39 €

Domaine des Boissets

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	57 333,52 €	44 207,00 €	101 540,52 €
Dépenses de l'exercice	57 333,52 €	14 044,50 €	71 378,02 €
Résultat de l'exercice		30 162,50 €	30 162,50 €
Résultats reportés 2016		546 702,45 €	546 702,45 €
Résultat de clôture 2017		576 864,95 €	576 864,95 €

Les résultats, détaillés par nature de dépenses, sont présentés dans le dossier annexé au présent rapport, document auquel vous pouvez vous reporter avant de statuer définitivement.

En concordance avec les comptes de gestion du Payeur Départemental, tels sont les chiffres des comptes administratifs 2017 du budget principal et des 3 budgets annexes soumis à votre vérification et que je vous propose de bien vouloir approuver.

III – Affectation du résultat de fonctionnement 2017

Après validation du compte administratif, l'assemblée doit procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement.

L'affectation du résultat concerne le seul budget principal ; les budgets annexes se soldant en équilibre de fonctionnement par ajustement de la subvention d'équilibre.

Comme présenté ci-dessus le compte administratif 2017 du budget principal se solde par :

- un excédent de fonctionnement de : + 4 718 811,75 €
- un déficit d'investissement de : - 3 959 578,34 €

L'instruction comptable M52 prévoit que le résultat excédentaire de la section de fonctionnement doit servir en premier lieu à couvrir le déficit d'investissement.

Je vous propose donc d'affecter le résultat de clôture de la section de fonctionnement d'un montant de 4 718 811,75 € ainsi qu'il suit :

- 3 959 578,34 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement. Ce montant sera inscrit en décision modificative n°1 en recettes d'investissement au chapitre 923, article 1068 : Excédents de fonctionnement capitalisés.
- 759 233,41 € en report à la section de fonctionnement, soit une recette à l'article budgétaire 002 : Résultat de fonctionnement reporté, qui sera employée pour le financement de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2018.

Pour les 3 budgets annexes les excédents d'investissement de clôture sont reportés en recette d'investissement à la décision modificative n° 1 de l'exercice 2018.

01000 - DEP LOZERE - DEPARTEMENT

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	83 143 025,71	126 883 559,60	210 026 585,31
Titres de recettes émis (b)	44 895 794,54	125 692 160,76	170 587 955,30
Réductions de titres (c)	89 960,50	225 188,15	315 148,65
Recettes nettes (d = b - c)	44 805 834,04	125 466 972,61	170 272 806,65
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	83 143 025,71	126 883 559,60	210 026 585,31
Mandats émis (f)	43 777 153,15	127 922 386,85	171 699 540,00
Annulations de mandats (g)	52 471,04	5 583 759,07	5 636 230,11
Dépenses nettes (h = f - g)	43 724 682,11	122 338 627,78	166 063 309,89
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	1 081 151,93	3 128 344,83	4 209 496,76
(h - d) Déficit			

01000 - DEP LOZERE - DEPARTEMENT

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2016	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2017	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2017	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2017
I - Budget principal					
Investissement	-5 040 730,27	0,00	1 081 151,93	0,00	-3 959 578,34
Fonctionnement	6 631 197,19	5 040 730,27	3 128 344,83	0,00	4 718 811,75
TOTAL I	1 590 466,92	5 040 730,27	4 209 496,76	0,00	759 233,41
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
DEPARTEMENT LOZERE - LABORATOI					
Investissement	711 734,07	0,00	-42 199,71	0,00	669 534,36
Fonctionnement					
Sous-Total	711 734,07	0,00	-42 199,71	0,00	669 534,36
DEP DE LA LOZERE - AIRE DE LA					
Investissement	1 405 283,99	0,00	204 797,40	0,00	1 610 081,39
Fonctionnement					
Sous-Total	1 405 283,99	0,00	204 797,40	0,00	1 610 081,39
DEPARTEMENT LOZERE - DOMAINE D					
Investissement	546 702,45	0,00	30 162,50	0,00	576 864,95

01000 - DEP LOZERE - DEPARTEMENT

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2016	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2017	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2017	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2017
Fonctionnement					
Sous-Total	546 702,45	0,00	30 162,50	0,00	576 864,95
TOTAL II	2 663 720,51	0,00	192 760,19	0,00	2 856 480,70
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	4 254 187,43	5 040 730,27	4 402 256,95	0,00	3 615 714,11

01001 - DEPARTEMENT LOZERE - LABORATOIRE

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	884 118,16	2 050 827,28	2 934 945,44
Titres de recettes émis (b)	142 398,01	1 895 492,71	2 037 890,72
Réductions de titres (c)	0,00	3 430,26	3 430,26
Recettes nettes (d = b - c)	142 398,01	1 892 062,45	2 034 460,46
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	464 324,00	2 050 827,28	2 515 151,28
Mandats émis (f)	184 597,72	1 901 053,45	2 085 651,17
Annulations de mandats (g)	0,00	8 991,00	8 991,00
Dépenses nettes (h = f - g)	184 597,72	1 892 062,45	2 076 660,17
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		0,00	
(h - d) Déficit	42 199,71	0,00	42 199,71

01001 - DEPARTEMENT LOZERE - LABORATOIRE

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2016	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2017	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2017	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2017
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
DEPARTEMENT LOZERE - LABORATOI					
Investissement	711 734,07	0,00	-42 199,71	0,00	669 534,36
Fonctionnement					
Sous-Total	711 734,07	0,00	-42 199,71	0,00	669 534,36
TOTAL II	711 734,07	0,00	-42 199,71	0,00	669 534,36
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	711 734,07	0,00	-42 199,71	0,00	669 534,36

01002 - DEP DE LA LOZERE - AIRE DE LA LO

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 754 254,99	827 202,45	2 581 457,44
Titres de recettes émis (b)	342 971,00	726 976,61	1 069 947,61
Réductions de titres (c)	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (d = b - c)	342 971,00	726 976,61	1 069 947,61
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	160 132,00	827 202,45	987 334,45
Mandats émis (f)	138 173,60	726 976,61	865 150,21
Annulations de mandats (g)	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (h = f - g)	138 173,60	726 976,61	865 150,21
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	204 797,40	0,00	204 797,40
(h - d) Déficit		0,00	

01002 - DEP DE LA LOZERE - AIRE DE LA LO

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2016	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2017	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2017	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2017
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
DEP DE LA LOZERE - AIRE DE LA					
Investissement	1 405 283,99	0,00	204 797,40	0,00	1 610 081,39
Fonctionnement					
Sous-Total	1 405 283,99	0,00	204 797,40	0,00	1 610 081,39
TOTAL II	1 405 283,99	0,00	204 797,40	0,00	1 610 081,39
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	1 405 283,99	0,00	204 797,40	0,00	1 610 081,39

01003 - DEPARTEMENT LOZERE - DOMAINE DE

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	590 909,45	68 821,00	659 730,45
Titres de recettes émis (b)	44 207,00	57 333,52	101 540,52
Réductions de titres (c)	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (d = b - c)	44 207,00	57 333,52	101 540,52
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	30 000,00	68 821,00	98 821,00
Mandats émis (f)	14 044,50	58 291,79	72 336,29
Annulations de mandats (g)	0,00	958,27	958,27
Dépenses nettes (h = f - g)	14 044,50	57 333,52	71 378,02
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	30 162,50	0,00	30 162,50
(h - d) Déficit		0,00	

01003 - DEPARTEMENT LOZERE - DOMAINE DE

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2016	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2017	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2017	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2017
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
DEPARTEMENT LOZERE - DOMAINE D					
Investissement	546 702,45	0,00	30 162,50	0,00	576 864,95
Fonctionnement					
Sous-Total	546 702,45	0,00	30 162,50	0,00	576 864,95
TOTAL II	546 702,45	0,00	30 162,50	0,00	576 864,95
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	546 702,45	0,00	30 162,50	0,00	576 864,95

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

lozère
LE DÉPARTEMENT

lozere.fr

Table des matières

INTRODUCTION....7

LES PRINCIPAUX CHIFFRES 2017....9

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT....19

INTRODUCTION....20

ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT....22

A - Ressources internes....25

A.1 - Direction adjointe des Ressources Humaines....25

A.2 - Direction des Affaires Juridiques, de la Commande publique et de la Logistique :....29

A.3 - Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications 34

B - Direction du Cabinet, de la Communication et du Protocole....35

C - Solidarité Territoriale....36

C.1 - Enseignement, culture, sport et jeunesse....36

C.2 - Développement....43

C.3 - Aménagement et environnement....45

D - Solidarité Sociale....46

D.1 - Direction Enfance Famille....51

D.2 - Direction du Lien Social....56

D.3 - Direction Maison de l'Autonomie....59

D.4 - Services généraux....67

E - Infrastructures Départementales....68

E.1 - Transports....68

E.2 - Réseaux et infrastructures....72

E.3 - Technologies de l'information et de la communication....73

F - Subventions Plan d'Equipement Départemental (PED)....74

G - La contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)....75

LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT....76

A - Les dotations globalisées (DGF, DGD, Compensations fiscales) : 43 726 K€....79

A.1 - La Dotation Globale de Fonctionnement : 41 325 K€....79

A.2 - La Dotation Globale de Décentralisation : 1 543 K€....81

A.3 - Compensations des exonérations et dégrèvements fiscaux : 858 K€....81

B - Les concours et fonds spécifiques (CNSA, FMDI, FSE): 5 879 K€....82

B.1 - La Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie : 5 389 K€....82

B.2 - Le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) : 490 K€....84

C - La fiscalité indirecte de compensation : 18 160 K€....84

C.1 - Compensations RMI RMA – RSA : 3 152 K€....85

C.2 - Compensations transferts de compétences : 15 008 K€....86

D - La fiscalité directe : 29 597 K€ (hors Part État DMTO)....88

E - La fiscalité indirecte classique : 12 377 K€....91

E.1 - Les droits et taxes départementaux d'enregistrement et taxe additionnelle : 5 310 K€. 92

E.2 - Le Fonds départemental de péréquation des DMTO : 5 373 K€....93

E.3 - Le Fonds départemental de péréquation CVAE : 324 K€....95

E.4 - La taxe sur l'électricité : 1 060 K€....95
E.5 - La taxe d'aménagement : 301 K€....95
E.6 - Les autres taxes : 9 K€....96
F - Autres recettes : 10 115 K€....96
F.1 - Les anciens fonds académiques de rémunérations des personnels d'internat (FARPI) : 289 K€....97
F.2 - Les transports : 3 372 K€....97
F.3 - Recouvrements spécifiques : 857 K€....97
F.4 - Autres : 5 597 K€....97
LA SECTION D'INVESTISSEMENT....99
ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT....101
A - Les subventions d'équipement....105
A.1 - Direction de l'Ingénierie Départementale....108
A.2 - Direction de l'attractivité et du développement....109
A.3 - Direction du développement éducatif et culturel....110
A.4 - Médiathèque départementale de Lozère....111
B - Services généraux....112
C - Enseignement....114
D - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs....118
E - Action sociale....121
F - Réseaux et infrastructures....122
F.1 - Les investissements liés au réseau routier, à son entretien et à son exploitation :....123
F.2 - Les autres réseaux de voirie :....124
F.3 - Les "autres réseaux" :....124
G - Transports....127
H - Aménagement et environnement....128
I - Développement local....130
LES RECETTES D'INVESTISSEMENT....132
A - La D.D.E.C. et les amendes de radars automatiques....134
A.1 - La Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (D.D.E.C)....134
A.2 - Les amendes de radars automatiques....135
B - La Dotation Globale d'Équipement (D.G.E.)....136
C - Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (F.C.T.V. A.)....137
D - Les subventions et participations....138
E - Les autres recettes....141
F - Les emprunts....142
G - L'autofinancement....143
H - L'endettement....145
LA TRÉSORERIE....148
BUDGETS ANNEXES....151
LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES....152

AIRE DE LA LOZÈRE.....155
DOMAINE DES BOISSETS.....158
RÉSULTATS D'ACTIVITÉ DES BUDGETS ANNEXES (EN RECETTES ET DÉPENSES RÉELLES).....160

INTRODUCTION

La gestion 2017 fait ressortir de bons équilibres budgétaires :

- la forte maîtrise de nos dépenses de fonctionnement notamment sur les coûts de fonctionnement de notre administration, de nos satellites et sur l'enveloppe consacrée aux élus nous ont permis de dégager une épargne brute d'un niveau élevé 17 935 K€ qui finance près de la moitié de nos dépenses réelles d'investissement (17 935 K€/36 584 K€).

Les aides au fonctionnement des associations et les participations versées aux organismes ont été globalement maintenues permettant ainsi à ces structures de continuer à animer une vie locale sur tout le territoire lozérien.

- la dette reste maîtrisée. L'encours de dette s'élève au 31/12/2017 à 48 143 K€ soit 1 550 K€ de plus que l'année 2016 avec une faible capacité de désendettement de 2,68 années.

Cette évolution de dette contenue s'explique par une meilleure exécution de notre budget Investissement. En effet, le taux d'exécution atteint cette année 90,22 % soit + 10 points par rapport à l'année 2014. Les crédits « routiers » ont été consommés à hauteur de 99 %.

Parallèlement, le Département de la Lozère a pu réaliser une section d'investissement conséquente d'un montant de 36 584 K€ pour un taux d'exécution de 90,22 %. Elle se décompose de la manière suivante :

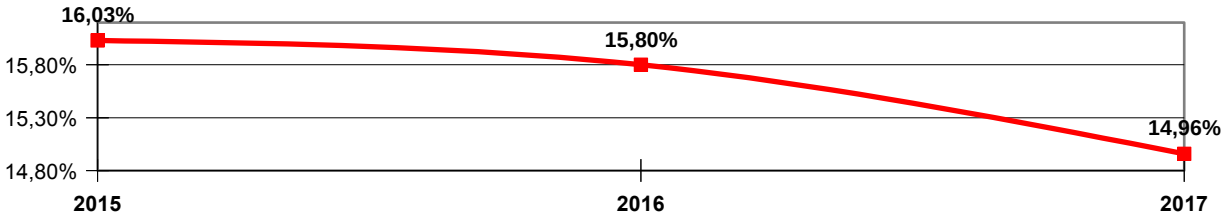
- 17 553 K€ en équipements départementaux,
- 13 519 K€ en équipements non départementaux,
- 5 512 K€ opérations non ventilées (emprunts sauf revolving, opérations patrimoniales).

LES PRINCIPAUX CHIFFRES 2017

L'épargne brute

La hausse modérée des dépenses de 2,53 % a été partiellement compensée par une hausse des recettes de 1,53 % et a ainsi permis de maintenir un taux d'épargne brute important (14,96 %).

L'évolution du taux d'épargne brute est la suivante :



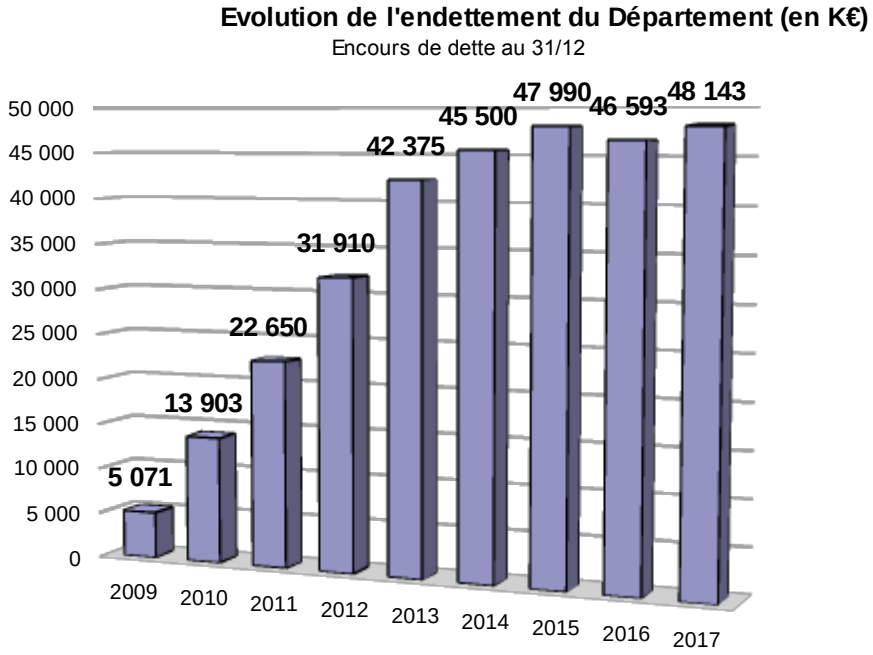
L'épargne brute s'établit en 2017 à 17 935 K€ contre 18 649 K€ en 2016, soit une diminution de - 3,83 %.

La dette

Encours au 31/12/2017 48 143 240,98 €

Capacité de désendettement au 31/12/2017 2,68 années

La capacité de désendettement moyenne des départements de – 250 000 habitants est en 2016 supérieure à 4 années.



Au 31/12/2017, 59 % de la dette du Département est à taux fixe, 30 % à taux variable et 11 % indexés sur le livret A.

Taxes et impôts en 2017

Impôts directs :

Le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties est de 19,94 %.

Engagements externes

Garanties d'emprunts	
Encours au 31/12/2017 en K€	21 239 K€
Dont organismes œuvrant dans le logement social	16 443K€
Nombre d'organismes garantis	11
Dont organismes œuvrant dans le logement social	6

Le ratio Galland qui compare les annuités de dette propre et de dette garantie aux recettes réelles de fonctionnement ne doit pas excéder 50 % de ces dernières.

(en K€)	2017
Annuité de la dette propre au 31/12	6 306
Annuité de la dette garantie au 31/12	1 671
Recettes réelles de fonctionnement	119 854
Ratio Galland	**6,66%**

Ratios légaux

	2014	2015	2016	2017
Dépenses réelles de fonctionnement en euros par habitant	1 174,62	1 189,66	1 231,57	1 334,73
Produit des impositions directes en euros par habitant	261,08	271,94	277,33	266,16
Recettes réelles de fonctionnement en euros par habitant	1 426,56	1 416,78	1 462,62	1 569,60
Dépenses d'équipement (art.20+21+23) en euros par habitant	410,16	410,82	364,70	391,31
Encours de la dette en euros par habitant	577,06	591,73	577,27	630,48
Dotation globale de fonctionnement en euros par habitant	559,57	543,46	558,31	541,18
Part des dépenses de personnel dans les dépenses de fonctionnement	0,29	0,28	0,28	0,29
Dépenses d'équipement brut / recettes de fonctionnement	0,29	0,29	0,28	
Encours de la dette rapporté aux recettes réelles de fonctionnement	0,39	0,42	0,39	0,40

Répartition de la population par tranches d'âge (source INSEE)

Départements		Ensemble					
		0 à 19 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans et +	**Total**
09	Ariège	31 628	28 659	41 209	31 723	19 102	**152 321**
11	Aude	79 993	70 820	97 872	77 364	44 196	**370 245**
12	Aveyron	57 741	52 287	74 924	57 658	38 472	**281 082**
30	Gard	173 604	156 234	197 938	142 219	78 241	**748 236**
31	Haute-Garonne	336 088	401 893	355 459	189 792	105 161	**1 388 393**
32	Gers	38 946	33 518	52 547	40 802	25 519	**191 332**
34	Hérault	266 109	287 506	291 527	202 998	111 903	**1 160 043**
46	Lot	32 534	29 094	45 653	39 482	24 700	**171 463**
48	Lozère	15 913	14 906	20 671	14 896	9 077	**75 463**
65	Hautes-Pyrénées	46 388	41 827	60 997	47 046	31 234	**227 492**
66	Pyrénées-Orientales	107 617	96 219	123 503	95 688	59 104	**482 131**
81	Tarn	87 834	76 686	104 673	74 825	48 389	**392 407**
82	Tarn-et-Garonne	64 335	54 033	70 038	46 610	27 566	**262 582**

Source : Insee - Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2017).

Les chiffres du compte administratif 2017 (en K€)

Budget principal	2015	2016	**2017**
Dépenses de fonctionnement	115 615	118 682	**122 339**
Recettes de fonctionnement	121 972	125 313	**127 057**
Dépenses d'investissement	70 866	53 090	**48 765**
Recettes d'investissement	66 425	48 049	**44 806**
Résultat	1 916	1 590	**759**

Budget annexe Laboratoire Départemental	2015	2016	**2017**
Dépenses de fonctionnement	1 666	1 796	**1 892**
Recettes de fonctionnement	1 666	1 796	**1 892**
Dépenses d'investissement	58	106	**184**
Recettes d'investissement	457	143	**142**
Résultat	399	37	**-42**

Budget annexe Aire de la Lozère	2015	2016	**2017**
Dépenses de fonctionnement	809	733	**727**
Recettes de fonctionnement	809	733	**727**
Dépenses d'investissement	119	135	**138**
Recettes d'investissement	340	356	**343**
Résultat	221	221	**205**

Budget annexe domaine des Boissets	2015	2016	**2017**
Dépenses de fonctionnement	58	66	**57**
Recettes de fonctionnement	58	66	**57**
Dépenses d'investissement	16	0	**14**
Recettes d'investissement	44	44	**44**
Résultat	28	44	**30**

Structure du Compte Administratif 2017 par fonctions (budget principal)

	DEPENSES			RECETTES		
INVESTISSEMENT	Services généraux	3 153 355		Services généraux	169 917	
	Sécurité	200 000				
	Enseignement	3 681 531		Enseignement	1 232 872	
	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	490 218				
	Action sociale	1 030 982				
	Réseaux et infrastructures	14 600 056		Réseaux et infrastructures	1 060 973	
	Aménagement et environnement	3 710 416		Aménagement et environnement	4 830 696	
	Transports	220 874				
	Développement	3 984 684		Développement	982 597	
	TOTAL EQUIPEMENTS	*31 072 116*		*TOTAL EQUIPEMENTS*	*8 277 055*	
	Dotations et participations	0		Dotations et participations	2 544 856	
	Dettes et autres opérations financières	6 406 723		Dettes	7 956 077	
	Opérations pour compte de tiers	104 711		Opérations pour compte de tiers	39 765	
	Opérations patrimoniales	528 523		Opérations patrimoniales	528 523	
	Transferts entre les sections	5 612 609		Transferts entre les sections	20 418 827	
	Déficit reporté	5 040 730	(1)	Financement de la section D"investissement 2016	5 040 730	(2)
	TOTAL EXECUTION	**48 765 412**		**TOTAL EXECUTION**	**44 805 833**	
				Déficit de clôture 2017	3 959 579	(3)
	TOTAL	**48 765 412**		**TOTAL**	**48 765 412**	

FONCTIONNEMENT	Services généraux	9 067 319		Services généraux	1 056 352	
	Sécurité	3 519 020		Sécurité	8 330	
	Enseignement	6 367 660		Enseignement	510 644	
	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	3 628 103		Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	133 040	
	Prévention médico-sociale	262 613		Prévention médico-sociale	35 242	
	Action sociale	48 595 408		Action sociale	7 939 937	
	Réseaux et infrastructures	14 974 308		Réseaux et infrastructures	744 392	
	Aménagement et environnement	713 906		Aménagement et environnement	199 306	
	Transports	7 362 034		Transports	3 371 598	
	Développement	6 135 497		Développement	1 772 876	
	TOTAL EQUIPEMENTS	*100 625 868*		*TOTAL EQUIPEMENTS*	*15 771 717*	
				Impositions directes	28 639 879	
	Impositions directes	298 505		Autres impôts et taxes	30 461 287	
	Charges d'intérêts	888 981		Dotations et participations	44 714 235	
	Transferts entre les sections	20 418 827		Opérations financières	86 445	
	Fonctionnement des groupes d'élus	71 546		Transferts entre les sections	5 612 609	
	Provisions	34 901		Reprises sur provisions	180 801	
				Résultat fonctionnement reporté	1 590 467	(4)
	TOTAL EXECUTION	**122 338 628**		**TOTAL EXECUTION**	**127 057 440**	
	Excédent de clôture 2017	4 718 812	(5)			
	TOTAL	**127 057 440**		**TOTAL**	**127 057 440**	

Section d'investissement

En dépenses, le déficit reporté de – 5 040 730,27 € **(1)** correspond au résultat de clôture de l'exercice 2016 (recettes d'investissement – dépenses d'investissement).

Il est financé par un prélèvement sur la section de fonctionnement pour un montant équivalent, inscrit en recettes d'investissement **(2)**.

Il en résulte un déficit de clôture de l'exercice 2017 de – 3 959 579 € **(3)**.

Section de fonctionnement

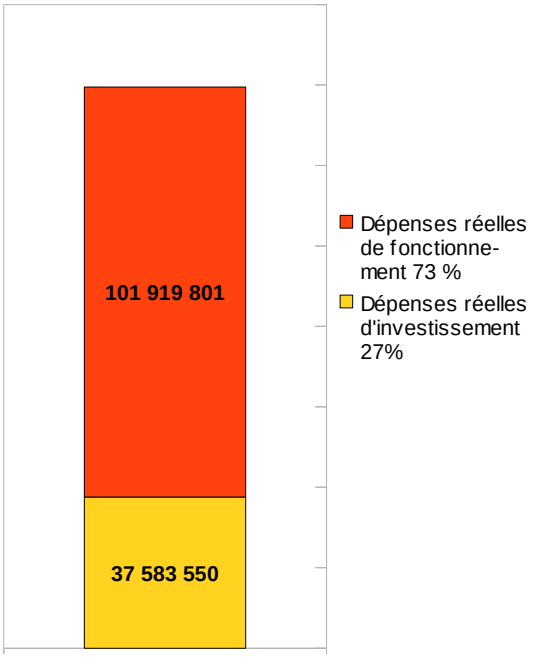
Le résultat d'exécution de la section de fonctionnement 2016 dégage un excédent de 6 631 197,19 € qui permet de financer le déficit total de la section d'investissement 2016 par prélèvement de 5 040 730,27 € sur la section de fonctionnement (inscrit en recettes d'investissement **(2)**.

Le solde de 1 590 466,92 € (6 631 K€ - 5 041 K€) correspond au résultat de fonctionnement reporté, inscrit en recettes de fonctionnement **(4)**.

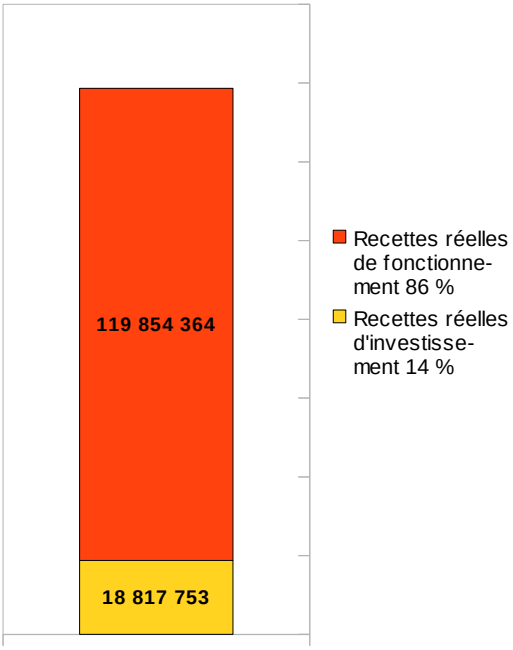
L'excédent de clôture 2017 d'un montant de 4 718 811,75 € **(5)** correspond au résultat de fonctionnement 2017 (recettes de fonctionnement – dépenses de fonctionnement). Il permet de solder le déficit d'investissement de 3 959 578,34 € et induit donc **un résultat pour l'année 2017 de 759 233,41 €** (4 718 811,75 € - 3 959 578,34 €).

Les grandes masses budgétaires 2017 (budget principal)

DEPENSES

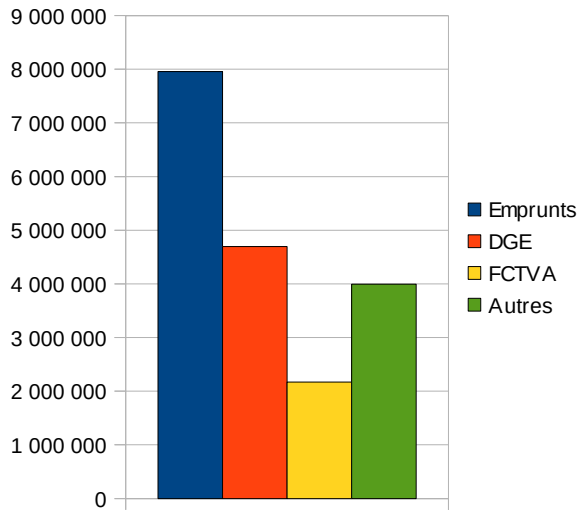


RECETTES

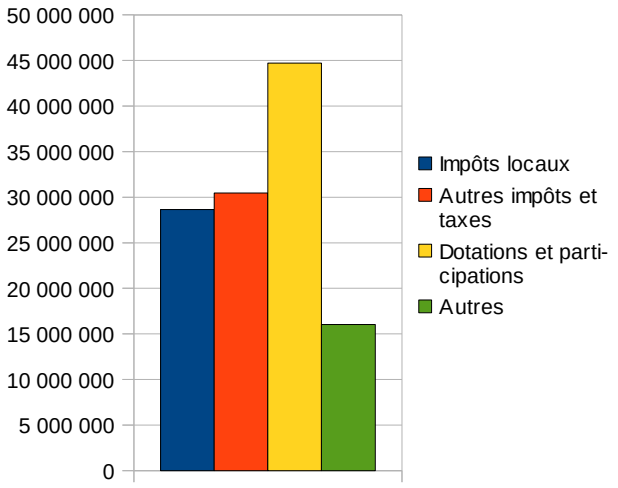


Les montants d'investissement, en dépenses et en recettes, incluent les mouvements de tirages et de remboursements sur emprunt revolving. Retraitées, les dépenses d'investissement atteignent 36 584 K€ pour 14 318 K€ de recettes d'investissement.

RECETTES INVESTISSEMENT

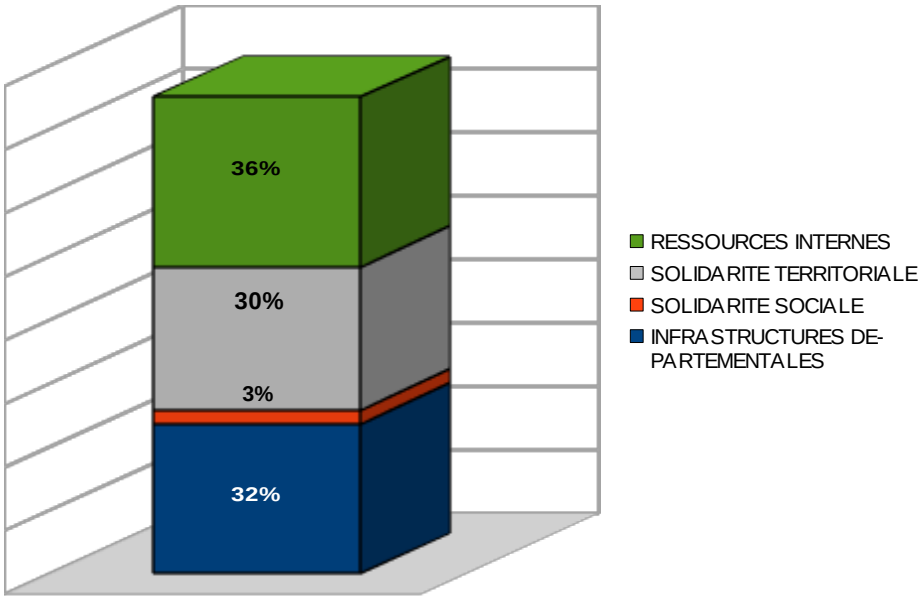


RECETTES FONCTIONNEMENT

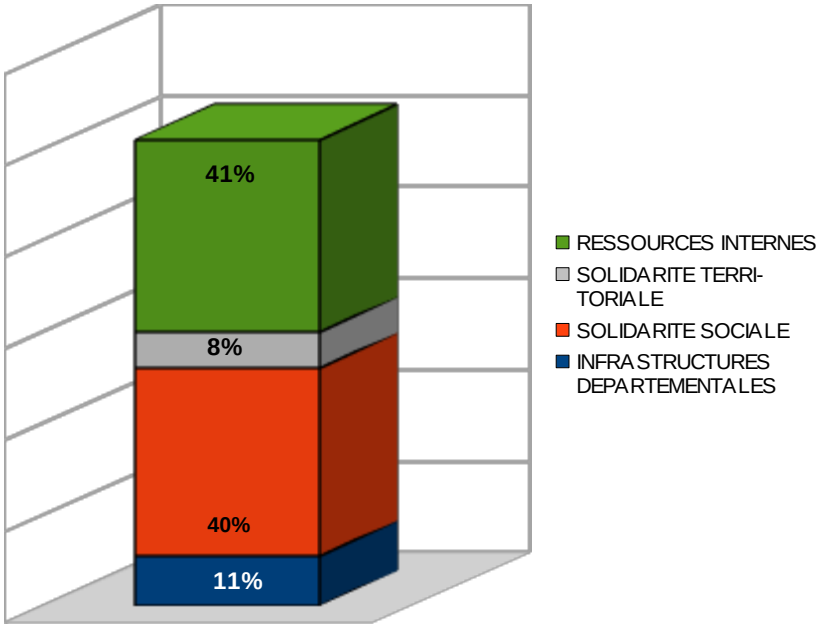


Répartition des dépenses réelles par pôle

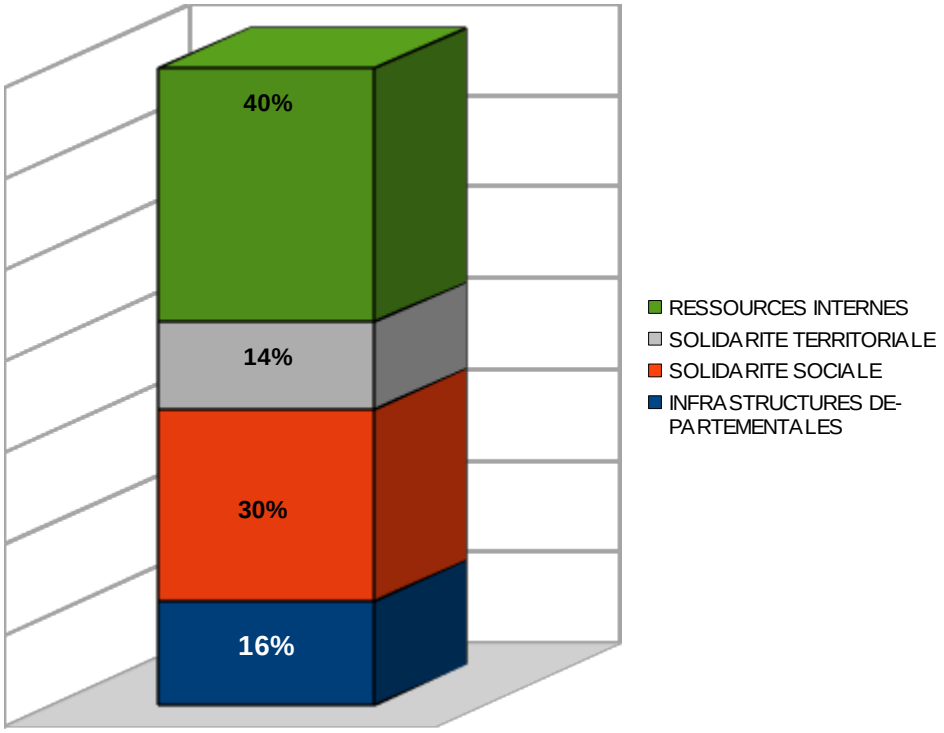
INVESTISSEMENT (37 584 K€)



FONCTIONNEMENT (101 920 K€)



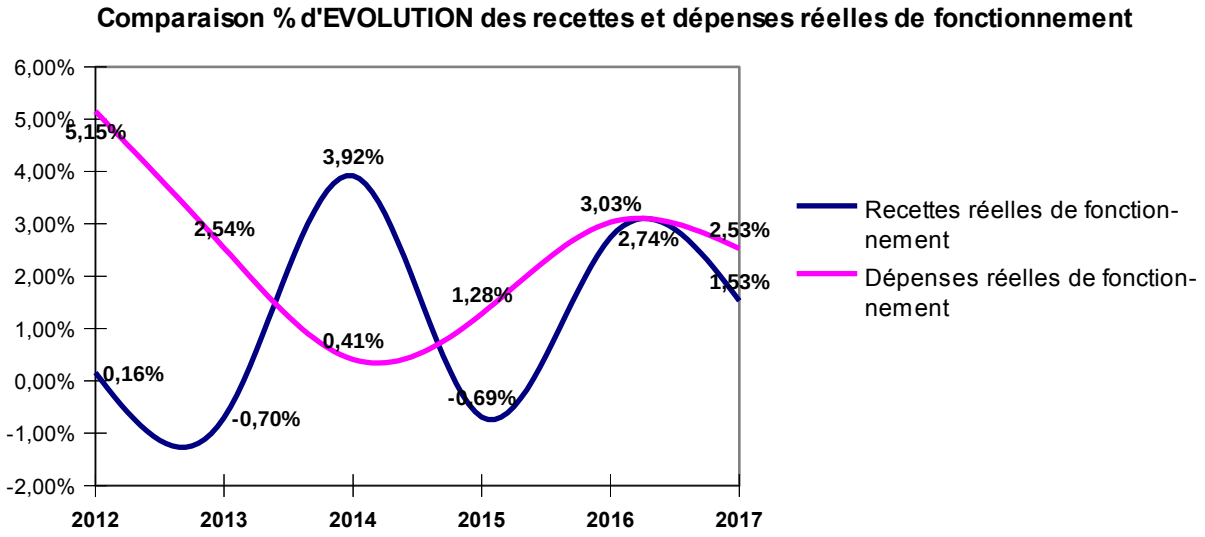
BUDGET TOTAL (139 503 K€)



LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

INTRODUCTION

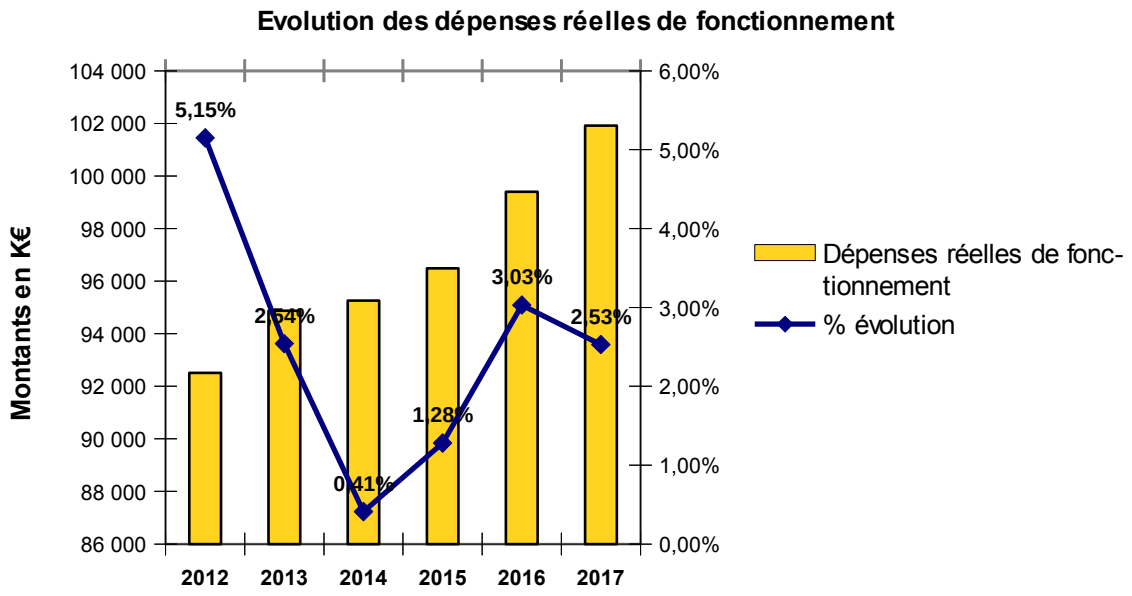
Les recettes de fonctionnement réelles progressent entre 2016 et 2017 de + 1,53 %, les dépenses de fonctionnement augmentant elles de + 2,53 %, soit un différentiel de 1 %.



Dans le cadre de la procédure de rattachements 6,298 M€ de charges ont été rattachées à l'exercice 2017 dont 4,405 M€ au titre de la Solidarité Sociale.

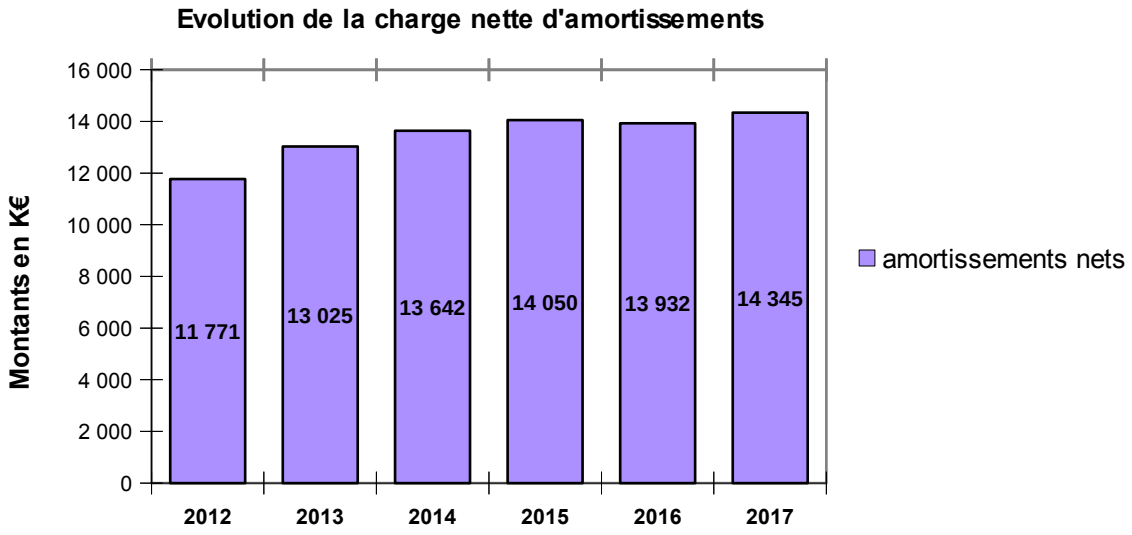
Mise en place en 2012, cette procédure, effectuée en application du principe d'indépendance des exercices, vise à faire apparaître dans le résultat d'un exercice donné seulement les charges qui s'y rapportent. Cette opération comptable entraîne une augmentation des charges correspondant aux services réalisés en 2017 mais payés en 2018.

Le taux d'épargne brute est de 14,96 % en 2017. Son montant est de 17 935 K€.



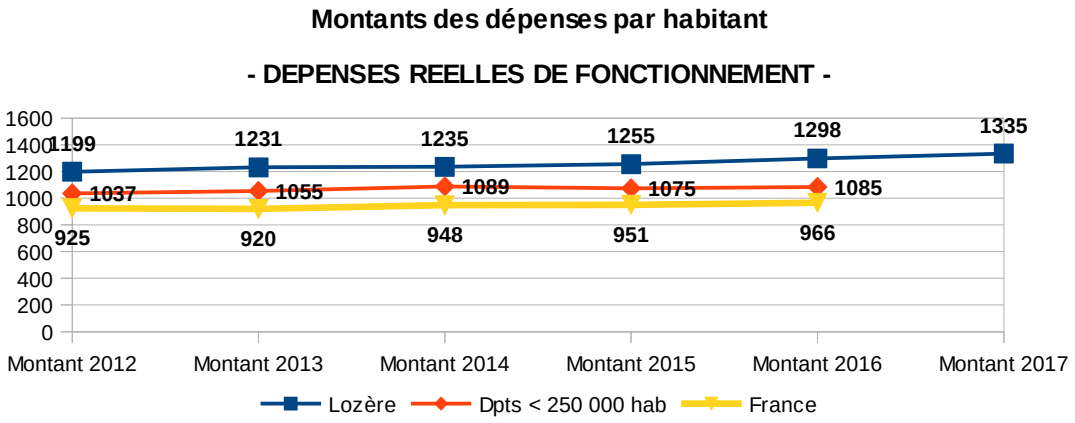
L'analyse de l'effet ciseau sur une période assez longue 2012 à 2017 fait ressortir une progression forte des dépenses + 10,17 % par rapport à des recettes qui évoluent de manière moins dynamique + 6,90 %.

Dépenses et recettes d'ordre : les amortissements

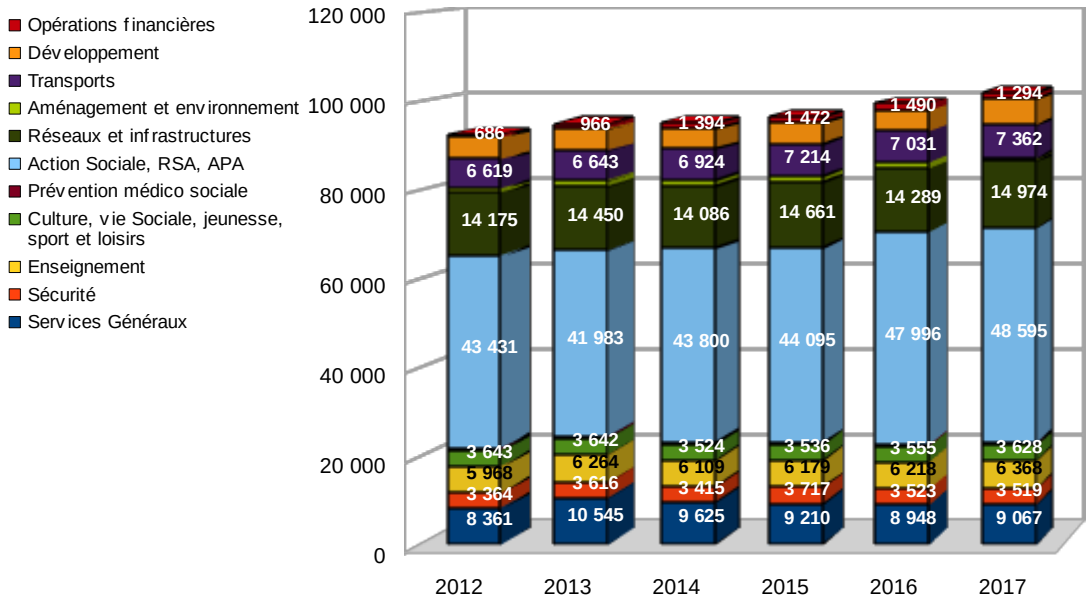


ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT.

Le montant des dépenses réelles de fonctionnement atteint en 2017, **101,92 M€**, soit 1 335 € par habitant (population : 76 360 hab.)



DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT PAR FONCTION (en K€)



Par fonction, le montant des dépenses réelles de fonctionnement, soit **101 919 801 €**, se décompose comme suit :

Dépenses réelles de fonctionnement (en K€)	2015	2016	2017	Evolution 2016/2017 en K€
Action Sociale, RSA, APA	44 095	47 996	48 595	599
Réseaux et infrastructures	14 661	14 289	14 974	685
Services Généraux	9 210	8 948	9 067	119
Transports	7 214	7 031	7 362	331
Enseignement	6 179	6 218	6 368	150
Développement	4 710	4 681	6 136	1 455
Culture, vie Sociale, jeunesse, sport et loisirs	3 536	3 555	3 628	73
Sécurité	3 717	3 523	3 519	-4
Opérations financières	1 472	1 490	1 294	-196
Aménagement et environnement	1 433	1 397	714	-683
Prévention médico sociale	254	275	263	-12
Total	**96 481**	**99 403**	**101 920**	2 517

En volume, les principales fonctions qui ont subi des variations importantes, sont :

- le développement avec 1 455 K€ d'augmentation (+ 737 K€ hors part salariale) impactée par le transfert partiel de la part salariale de la fonction « aménagement et environnement » et par le renouvellement de la DSP de l'établissement thermal de Bagnols les Bains. Cette dépense supplémentaire est entièrement compensée en recette.
- les réseaux et infrastructures avec 685 K€ d'augmentation (+ 273 K€ hors part salariale), concernant la Direction des Routes pour + 496 K€ (transfert cartes accréditives, VH défavorable, optimisation des rattachements, évolution du coût de location du train d'enduit), la Solidarité Territoriale pour + 28 K€, la mission Achats et Moyens pour + 1 K€, le service des Bâtiments pour – 45 K€ et la Mission Technologies de l'Information et de la Communication pour – 207 K€.

- l'aménagement et l'environnement – 683 K€ (+ 2 K€ hors part salariale) qui s'explique par un transfert partiel de la part salariale vers la fonction « développement » .

Les taux d'exécution des dépenses réelles de fonctionnement (hors provision pour imprévus) sont les suivants :

	2014	2015	2016	2017
Montant des dépenses de fonctionnement en K€	95 262	96 481	99 403	101 920
Taux d'exécution dépenses réelles de fonctionnement	95,56%	96,71%	97,30%	98,16%

Par direction ou service, les dépenses et leurs taux d'exécution se présentent ainsi :

(classement par % d'évolution)

Direction ou service	Crédits consommés 2016	Crédits inscrits 2017	Crédits consommés 2017	% d'évolution consommation	Taux d'exécution
Marchés Publics et Contentieux	57 079	1 355 807	1 345 211	2256,75%	99,22%
Cabinet - Communication	364 693	604 823	591 584	62,21%	97,81%
Routes	3 147 008	3 615 280	3 601 787	14,45%	99,63%
Solidarité Sociale – ASE	4 498 723	4 955 646	4 911 795	9,18%	99,12%
Transports et Mobilités	6 866 387	7 153 880	7 149 878	4,13%	99,94%
Ressources Humaines	29 251 131	30 471 434	30 389 506	3,89%	99,73%
Systèmes Information - Télécommunications	672 434	744 000	697 901	3,79%	93,80%
SDIS	3 400 000	3 450 000	3 400 000	0,00%	98,55%
Solidarité Sociale	27 948 665	27 870 161	27 803 882	-0,52%	99,76%
DID – DAD	3 876 506	4 136 443	3 849 899	-0,69%	93,07%
Enseignement, Sports et Culture	3 722 928	3 710 807	3 686 962	-0,97%	99,36%
Solidarité Sociale – Lien social	8 301 097	8 187 628	8 147 231	-1,85%	99,51%
Solidarité Sociale – PMI	274 950	280 022	262 613	-4,49%	93,78%
Assemblées comptabilité-affaires financières	3 899 496	4 752 916	3 683 484	-5,54%	77,50%
Achats et Moyens	1 162 565	1 139 064	1 096 763	-5,66%	96,29%
Médiathèque	158 758	145 160	145 088	-8,61%	99,95%
Solidarité Sociale – MAIA	17 541	14 800	13 537	-22,83%	91,47%
Bâtiments départementaux	1 341 792	1 011 600	962 859	-28,24%	95,18%
Archives	45 385	23 050	22 852	-49,65%	99,14%
Technologies Information Communication	395 431	212 170	156 969	-60,30%	73,98%
	99 402 569	**103 834 691**	**101 919 801**	**2,53%**	**98,16%**

A - Ressources internes

A.1 - Direction adjointe des Ressources Humaines

Ventilation des dépenses de personnel

Les dépenses de personnel (toutes dépenses confondues) ont évolué, par fonction, de la manière suivante :

BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET DU LDA	Total consommé 2014	Total consommé 2015	Total consommé 2016	Total consommé 2017
TOTAL	29 548 134	29 565 915	30 385 044	31 559 346

A effectif constant, la masse salariale (budget principal) a quant à elle progressé entre 2016 et 2017 de + 3,99 %.

La masse salariale correspond principalement aux rémunérations et charges patronales. Elle exclut les dépenses liées aux formations, les indemnités des élus, aux frais de déplacement, etc...

Plusieurs éléments ont affecté l'évolution de la masse salariale :

- Revalorisation du point d'indice de +0,6 % au 01/02/2017 (115 K€),
- Revalorisation des grilles indiciaires en application également du Parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) qui a généré un coût supplémentaire estimé à 180 K€,
- Avancement de grade pour 75 K€,
- Augmentation des charges sociales pour **400 K€** suite à la hausse des taux de cotisations (+4,5 % contre + 2,64 % en 2016) et de la base de cotisations liée à la revalorisation du point d'indice, des grilles indiciaires et l'impact du PPCR (transfert primes-points).
- ASFAM : l'accroissement du nombre de mesures de placements, de mineurs non accompagnés ainsi que de la prise en charge de plus en plus fréquente d'enfants ayant des troubles de comportement a eu pour conséquence une augmentation du nombre d'assistants familiaux qui est passé en moyenne de 38 en 2016 à 44 en 2017 pour un montant de rémunération en hausse de +76 K€,

Ces données sont à mettre en parallèle avec les montants remboursés par d'autres structures au titre de la mise à disposition des agents du Département :

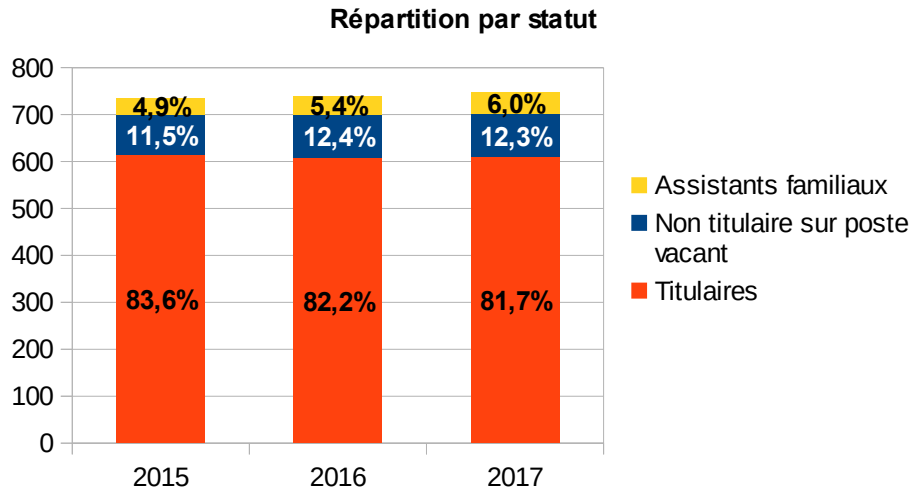
Au 31 décembre 2017, 27 agents (13,2 ETP) étaient mis à disposition du GIP de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (mise à disposition en moyenne pour 1/3 du temps de tra-

vail). Leurs salaires ont fait l'objet d'un remboursement au Département pour un montant global de **568 499 €** en 2017 (429 607 € en 2015, 450 956 € en 2016).

Il en est de même pour 8 ETP mis à disposition de l'Agence Lozère Ingénierie et d'un ETP auprès de l'Entente Interdépartementale Causses et Cévennes. Leurs salaires font l'objet respectivement d'un remboursement au Département pour un montant global de **366 999 €** en 2017 (285 827 € en 2015, 316 398 € en 2016), et de 51 129 € en 2017 pour trois trimestres (contre 64 545 € en 2016 sur 12 mois).

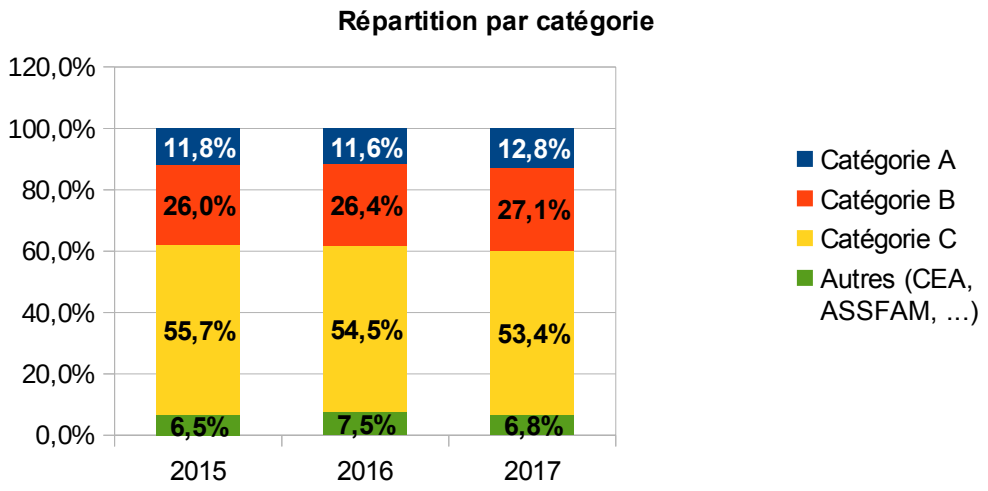
Au total, entre les remboursements des indemnités journalières des agents absents et des rémunérations des agents mis à disposition, 1 635 354 € de recettes ont été encaissées au titre des ressources humaines.

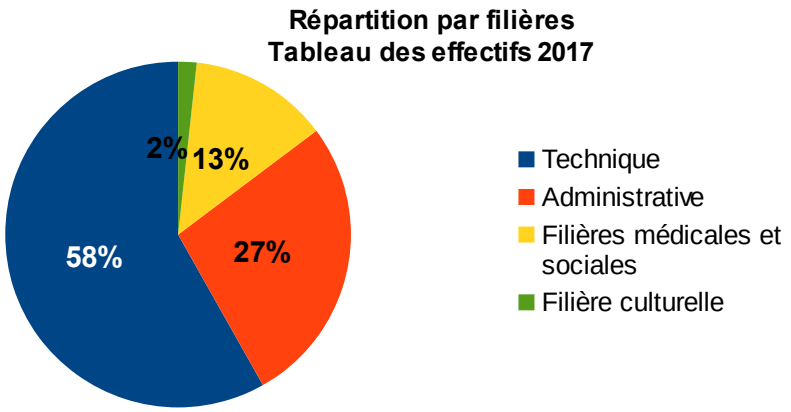
Au 31 décembre 2017, le nombre d'agents rémunérés (y compris les remplacements d'agents titulaires) est de 747 agents contre 740 au 31 décembre 2016, évolution principalement due à l'augmentation du nombre d'ASFAM.



Répartition de l'effectif du Département au 31 décembre 2017

(hors remplacement des agents titulaires)





Personnel œuvrant pour le Département (y compris les non titulaires sur remplacement ou besoin occasionnel) :

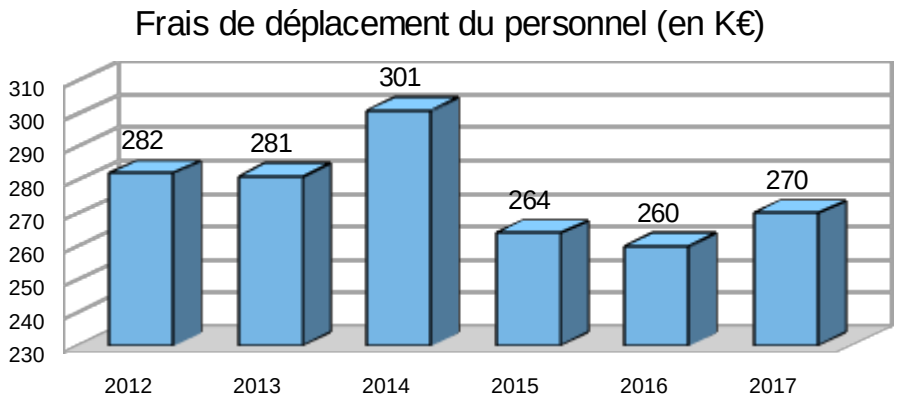
Ce tableau reprend le total des fiches de payes émises au 31 décembre de l'année. Il s'agit d'une photo de l'effectif, le nombre de personnel rémunéré pouvant varier en fonction du nombre d'agents remplacés par des non titulaires (congés maternité, congé longue maladie…).

	2016	2017
Personnel rémunéré par le Département au 31 décembre	740	747
Personnel mis à disposition à titre gratuit ou OPA	7	2
Total personnel œuvrant pour le Département	**747**	**749**

L'augmentation de 2016-2017 résulte :

- de l'intégration de droit de 2 Ouvriers des Parcs et Ateliers (OPA) : à noter que les OPA font l'objet d'un remboursement spécifique à la Direction Départementale des Territoires qui s'est élevé en 2017 à 93 281€ (451 262€ en 2014, 190 616€ en 2015, 124 205€ en 2016).
- du nombre d'ASFAM : + 5 fiches de payes émises en décembre 2017 par rapport à décembre 2016.

Evolution des frais de déplacement



Les frais de déplacement des agents rattachés au budget principal, après avoir diminué entre 2014 et 2016, progressent de + 4 % en 2017 tout en restant à un niveau très inférieur aux années antérieures à 2014.

Cette augmentation est due aux frais de déplacement des ASFAM dont le nombre est en augmentation, mais également liée à l'éloignement des services publics (ex. transfert de la Région à Toulouse au lieu de Montpellier antérieurement).

Quant aux frais de déplacement des élus, ils ont baissé pour la troisième année consécutive depuis 2015, passant de 54 430 € à 39 328 € en 2016 et 37 187€ en 2017 (-31 % en 3 ans).

frais de formation des agents

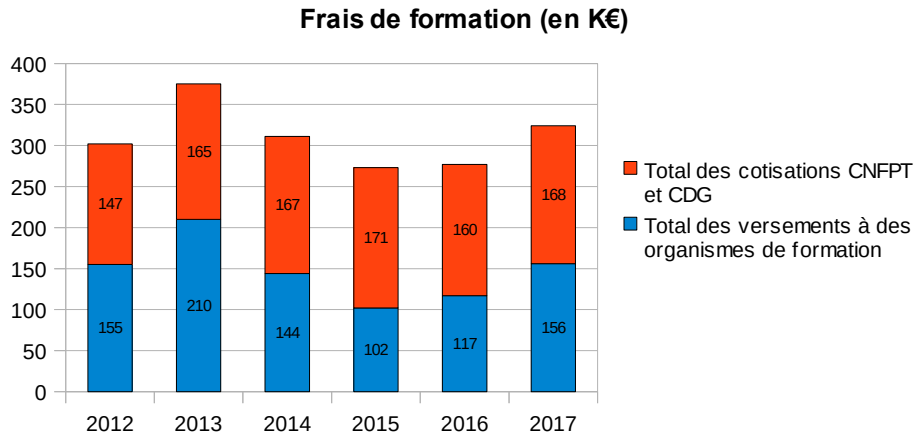
(en K€)	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Total des versements à des organismes de formation	155	210	144	102	117	156
Total des cotisations CNFPT et CDG	147	165	167	171	160	168
Total	**302**	**375**	**311**	**273**	**276**	**324**

Le taux de cotisation assis sur le traitement brut global de chaque agent a été abaissé en 2016 à 0,9 % au lieu de 1 % en 2015.

Ont été réalisés en 2017 :

- - 2 756 jours de formations, soit +11 % (contre 1 964 jours en 2015 et 2 475 en 2016),
- - Si le nombre de jours de formations est en augmentation, le nombre de stages quant à lui diminue. En effet, 247 stages ont été organisés en 2017 contre 298 stages en 2016.

La difficulté à organiser tous les stages sur l'année du fait d'un calendrier contraint (aucune formation est organisée pendant les 16 semaines de vacances scolaires hormis pour les agents des collèges, ni pendant la période de Viabilité Hivernale pour les agents de la DGAID), ont conduit à proposer un plan de formation biennal au lieu d'annuel comme les années précédentes.



A.2 - Direction des Affaires Juridiques, de la Commande publique et de la Logistique :

Mission Affaires Juridiques

La Mission Affaires Juridiques est chargée de gérer les procédures contentieuses.

A ce titre, elle a supporté les charges inhérentes à cette mission dont notamment les frais de représentation, les condamnations, les recours indemnitaires, et les protocoles transactionnels pour un montant de 5 736 €.

Elle est également chargée du suivi des délégations de service public : renouvellement de la DSP de l'établissement thermal de Bagnols les Bains : 19 300 € de frais d'acte et 1 262 307 € de droits de sortie compensés par une recette de droits d'entrée du même montant.

Service de la Commande publique

Mission Marchés publics

Les frais d'annonces et d'insertion s'élèvent à 57 868 €.

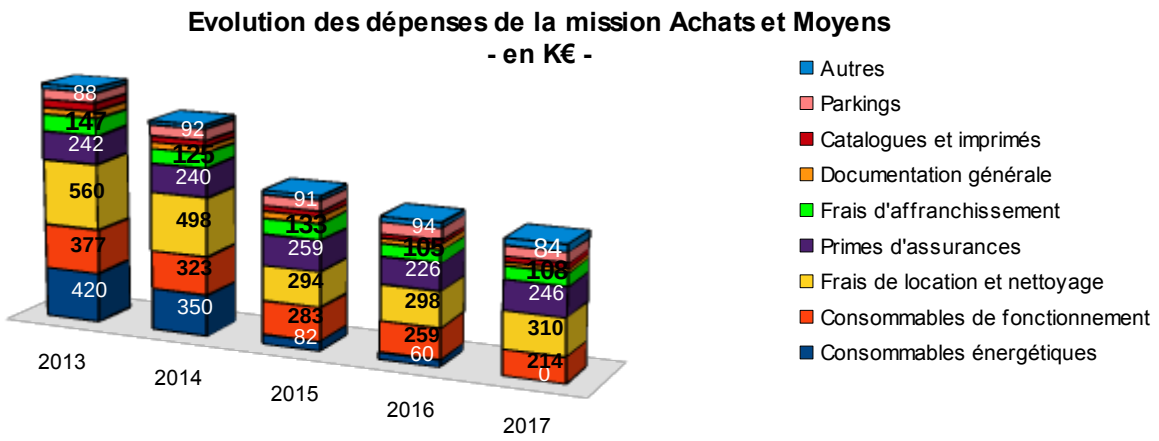
Mission Achats et Moyens

Le budget total de la mission Achats et Moyens atteint au 31 décembre 2017, 1 097 K€ soit une baisse de 5,66 % par rapport à 2016 qui correspond au transfert des dépenses de combustible, locations, eau, assainissement et carburant).

Les différents postes gérés par la mission Achats et Moyens évoluent de la manière suivante :

En grisé, les compétences qui ont été transférées vers le service des Bâtiments départementaux en 2015 (combustible, locations, eau, assainissement) et le Parc Technique en 2017 (carburant).

en K€	2013	2014	2015	2016	2017
Fournitures non stockables	**189**	**156**	**0**	**0**	**0**
Eau et assainissement	11	10	0	0	0
Energie – Electricité	178	146	0	0	0
Fournitures non stockées	**335**	**292**	**141**	**109**	**0**
Combustibles	231	194	82	60	
Carburants	104	98	59	49	0
Fournitures d'entretien et de petit équipement	**194**	**179**	**167**	**149**	**162**
Fournitures d'entretien	9	16	11	10	9
Fournitures de petit équipement	111	85	88	92	93
Habillement et vêtements de travail	74	78	68	47	60
Fournitures administratives	**88**	**62**	**68**	**71**	**61**
Contrats de prestations de services	**16**	**17**	**17**	**25**	**20**
Locations	**214**	**181**	**0**	**0**	**0**
Locations immobilières	214	181	0	0	0
Locations mobilières	0	0	0	0	0
Charges locatives et de copropriété	**33**	**24**	**0**	**0**	**0**
Entretien et réparations	**3**	**5**	**5**	**5**	**3**
Maintenance	3	5	5	5	3
Primes d'assurances	**242**	**240**	**259**	**226**	**246**
Divers	**57**	**55**	**58**	**44**	**32**
Documentation générale et technique	49	46	50	41	29
Autres frais divers	8	9	8	3	3
Publicité, publications, relations publiques	**86**	**61**	**56**	**42**	**52**
Annonces et insertions	15	9	10	8	8
Catalogues et imprimés et publications	71	52	46	34	44
Transports de biens	**1**	**1**	**1**	**3**	**26**
Frais d'affranchissement	**147**	**125**	**133**	**105**	**108**
Frais de nettoyage des locaux	**304**	**277**	**283**	**288**	**301**
Autres charges – Parkings	**88**	**92**	**91**	**95**	**85**
Autres charges exceptionnelles	**3**	**1**	**1**	**1**	**1**
TOTAL	**2 000**	**1 768**	**1 280**	**1 163**	**1 097**



- **Consommables de fonctionnement :**

  Carburant : gestion transférée au PTD en janvier 2017, d'où une diminution de 60 000 €,
- **Autres :**

  Frais de parking : diminution des abonnements souscrits auprès de la ville de Mende grâce aux places de parking du bâtiment Olympe de Gouges (- 10 000 €),
- **Primes d'assurances :** augmentation de 15 000 € de la prime d'assurance auto, due à la forte sinistralité de 2016,
- **Fournitures administratives :** forte baisse de ce poste de dépenses.

Service des Bâtiments départementaux

Les différents postes gérés par le service des Bâtiments évoluent de la manière suivante :

en euros	2014	2015	2016	2017
Consommables énergétiques	103 248	337 297	579 057	732 264
Prestations de services	35 728	34 497	28 244	18 358
Locations mobilières et immobilières	248 818	431 539	442 447	3 634
Charges locatives	27 924	66 644	41 895	0
Entretiens et réparations	219 800	229 906	206 790	198 143
Taxes et autres impôts locaux	25 278	28 019	33 228	0
Autres	21 728	30 526	10 131	10 460
Total	**682 524**	**1 158 428**	**1 341 792**	**962 859**

Le budget total du service des Bâtiments atteint 963 K€ au 31 décembre 2017, soit une baisse de – 28,24 % par rapport à 2016.

L'importante hausse constatée en 2015 était due au transfert de compétences en octobre 2014, de certains postes et des crédits y afférents du service des Moyens généraux, Achats/Logistiques vers le service des Bâtiments départementaux : eau et assainissement, énergie-électricité, combustibles (réseau de chaleur et gaz), locations immobilières et charges locatives.

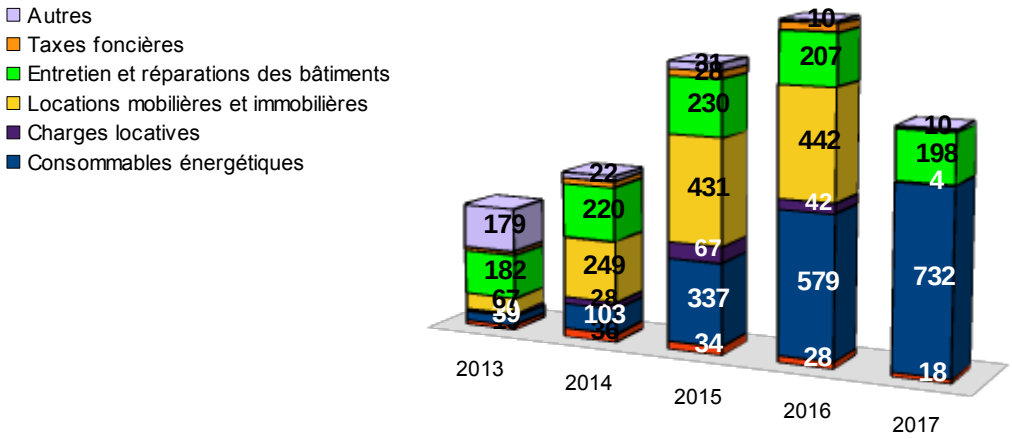
La hausse constatée en 2016 se justifie par l'intégration de la gestion en direct des coûts de fourniture d'énergie électrique des différents collèges du Département.

La hausse constatée en 2017 des crédits pour les consommables énergétiques se justifie par l'intégration de la gestion en direct des coûts de fourniture de fioul et de granulés bois des différents bâtiments du Département.

La gestion des locations mobilières et immobilières, les charges locatives ainsi que les impôts locaux et taxes a été transférée en 2017 à la DID.

En 2017, 31 % des dépenses concernent les bâtiments de l'administration générale, 48 % les bâtiments scolaires et 21 % les bâtiments liés à la route.

Evolution des dépenses du service des Bâtiments
- en K€ -



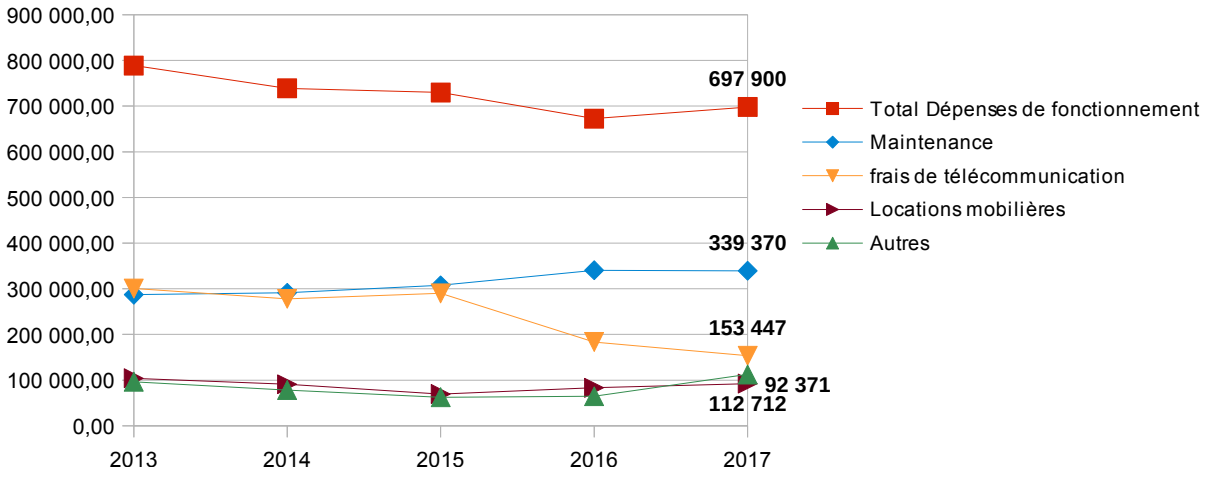
A.3 - Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télé-communications

La mise en place de la fibre optique (réseau MAN haut débit) sur Mende a permis de réaliser une nouvelle économie de – 16,42 % sur les frais de télécommunications, après celle de 36,72 % réalisée l'année précédente.

En revanche, les lignes maintenance et location mobilière continuent d'augmenter compte tenu de la hausse régulière du coût des contrats de maintenance et de la mise en place de nouveaux logiciels et équipements informatiques.

Sur l'ensemble du budget de fonctionnement du service informatique, les dépenses 2017 sont en hausse de 3,79 % et s'élèvent à 698 K€.

Dépenses Direction adjointe SIT (en euros)



B - Direction du Cabinet, de la Communication et du Protocole

	2017	2017
Dépenses cabinet et protocole	53 547 €	
Dépenses communication et attractivité	438 037 €	100 000 €
		Dotation pour Le Tour de France 2018

A noter que le Cabinet comme la Communication restent en dessous des enveloppes votées en début d'année au BP :

- - enveloppe de 60 000 € pour le Cabinet,
- - enveloppe de 475 000 € pour la Communication.

Pour le cabinet, cette année a été marquée par :

- - le renouvellement des stocks pour 2017-2018, l'achat de livres et cadeaux protocolaires,
- - l'accueil de la délégation du Guizhou et déplacement en Chine.

Pour la Communication, les points marquants sont :

- - la manifestation la Lozère à Lyon a généré plus de dépenses notamment en terme de gardiennage et de sécurité à cause du risque élevé d'attentat,
- - la mise en place de la nouvelle campagne d'affichage à Toulouse et Marseille,
- - une augmentation des besoins en signalétique (qui pourrait relever de l'AP Bâtiment mais co-internalisé donc pris en charge par la Communication) : signalétique pour le nouveau bâtiment Olympe de Gouges, panneaux de chantiers de routes en carlène (renouvellement des stocks pour les UT), plaques pour identifier les projets ayant bénéficié de financement dans le cadre des Contrats territoriaux V1,
- - la dotation exceptionnelle pour les Assises nationales de la Randonnée et des Activités de pleine nature à Mende,
- - l'extension des lignes touristiques : réhabillage des navettes de 2016 + 2 véhicules de plus en 2017 + réimpression de flyers pour répondre aux demandes de la Région,
- - l'augmentation de la surface de la Lozère au Salon de l'Agriculture à Paris.

C - Solidarité Territoriale

C.1 - Enseignement, culture, sport et jeunesse

Les collèges, écoles et universités

Le montant des dotations de fonctionnement des collèges est attribué en fonction du nombre d'élèves inscrits mais également de la surface des bâtiments et des enseignements dispensés.

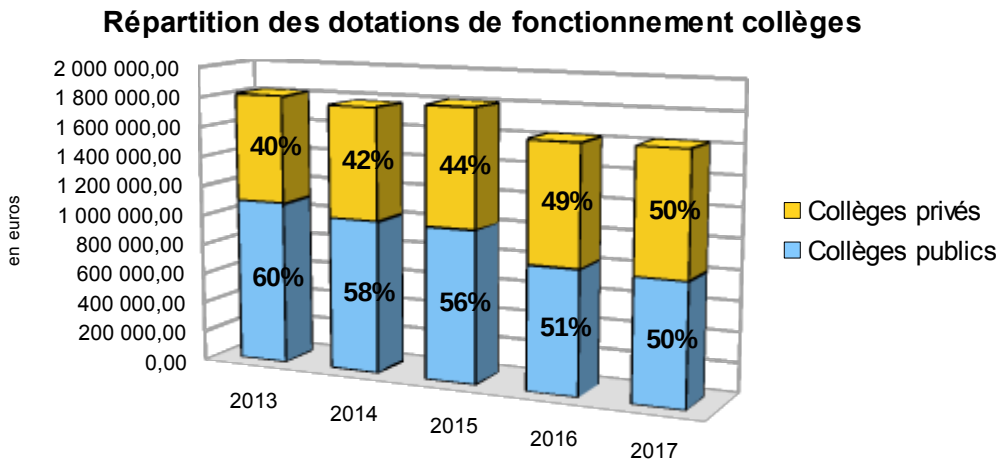
En 2017, le nombre d'élèves dans les collèges publics a augmenté de 47, alors que celui des collèges privés a diminué de 36.

	2013	2014	2015	2016	2017
Nbre d'élèves dans les collèges publics	2 629	2 559	2 486	2 450	2 497
Nbre d'élèves dans les collèges privés	1 094	1 135	1 130	1 144	1 108
TOTAL	3 723	3 694	3 616	3 594	3 605

La dotation globale de fonctionnement des collèges n'a pas subi de diminution. La baisse constatée des dotations accordées aux collèges publics **découle uniquement** de la prise en charge de plus en plus importante par le Département de certains contrats (sécurité-incendie, contrôle des monte-charges, chauffage,…) auxquels s'ajoute la prise en charge des dépenses d'électricité depuis le 1er janvier 2016, qui sont alors déduites du montant de la dotation accordée.

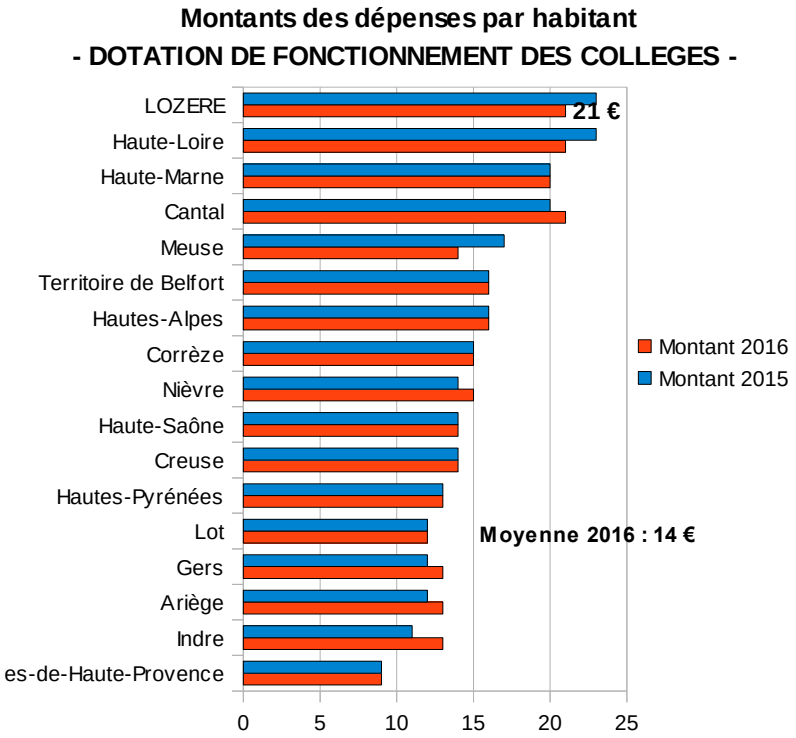
Les dotations de fonctionnement des collèges publics et privés évoluent de la manière suivante :

en K€	2013	2014	2015	2016	2017
Collèges publics	1 094	1 021	1 016	823	810
Evolution	-2,23%	-6,67%	-0,49%	-19,00%	-1,58%
Collèges privés	720	748	786	796	810
Evolution	-8,28%	3,89%	5,08%	1,27%	1,76%
Total	**1 814**	**1 769**	**1 802**	**1 619**	**1 620**
Evolution	-4,73%	-2,48%	1,87%	-10,16%	0,06%



La dotation moyenne par élève en 2017 s'élève à 451,12 € (435,32 € en 2016) hors prise en charge des contrats.

En moyenne, les dotations versées aux collèges publics et privés représentent un coût par habitant de 21 € contre 14 € par habitant pour les départements métropolitains de la même strate, soit un tiers de plus.



Le Département accompagne également les projets pédagogiques des collèges et des écoles comme notamment :

51 274 €	Subventions pour les projets culturels, scientifiques, sportifs, de voyages et d'éducation à la citoyenneté mis en œuvre par les collèges publics et privés dans le cadre de leurs projets d'établissements	
28 199 €	Transport des élèves de 15 collèges publics et privés aux équipements sportifs	9 collèges publics 6 collèges privés
9 426 €	Subventions dans le cadre du dispositif « Collège au cinéma »	739 collégiens

Le Département a également une action forte auprès de l'enseignement supérieur : 244 000 € ont été accordés en 2017 aux antennes universitaires présentes sur le territoire de la Lozère (Université Perpignan Via Domitia pour l'antenne de Mende dont l'échange avec la province de Guizhou en Chine, Université de Montpellier pour l'antenne d'Orfeuillette et la faculté d'Education (ex.IUFM), Fondation Université Grenoble Alpes pour la chaire territorialisation).

La culture

La structure des dépenses pour la culture, toutes directions confondues, se présente comme suit :

en K€	**2017**
Activités artistiques et actions culturelles	1 256
Patrimoine	75
Bibliothèques, médiathèques	145
Musées	51
Service d'Archives	23
TOTAL	**1 550**

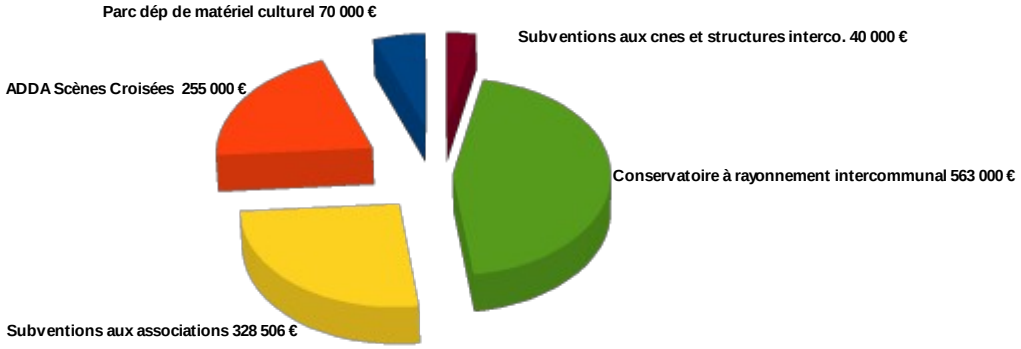
81 % des crédits alloués concernent les activités artistiques et les actions culturelles pour un montant total de 1 256 K€.

Les dépenses « Musées » correspondent principalement à la prise en charge du déficit du budget annexe du domaine des Boissets.

S'agissant des archives, il convient de noter que l'enveloppe budgétaire prévue au BP s'élevait à 55 000 euros. Une annulation de crédits à hauteur de 31 950 € a été demandée en DM2. La consommation de crédits s'élève à 23 050 euros.

Structure des subventions activités artistiques et action culturelle

1 256 506 €



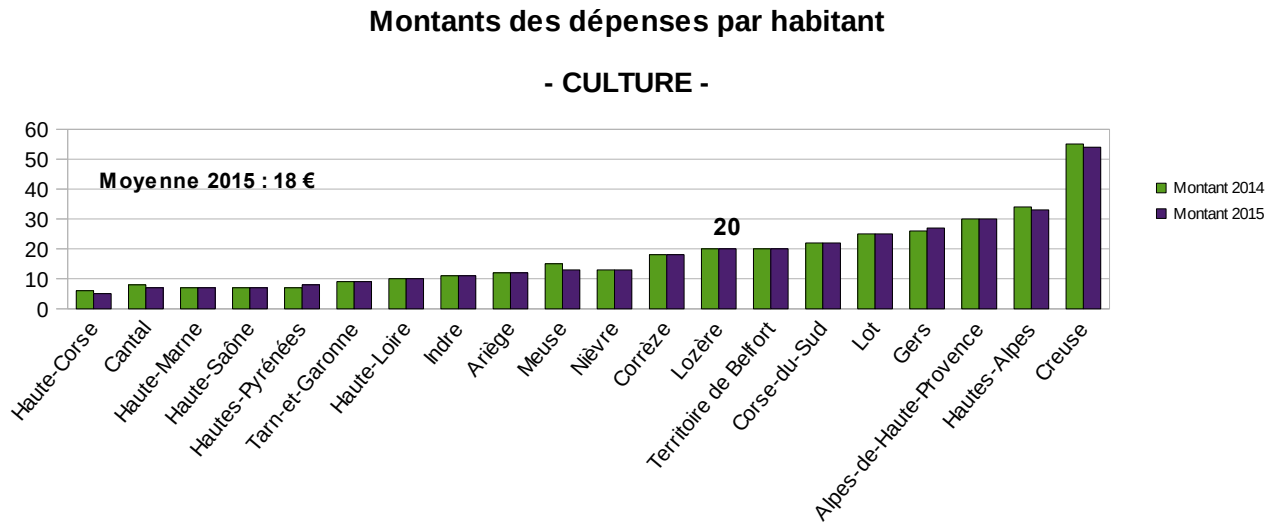
Parmi les organismes aidés, la participation du Conseil départemental au conservatoire à rayonnement intercommunal (école départementale de musique de Lozère) est stable par rapport à 2016 et s'élève à 563 000 €. Les interventions en milieu scolaire ont été transférées à l'EDML. La participation à ADDA Scènes croisées a diminué de 6,56 % mais une avance sur 2018 de 70 000 € a été versée.

En 2017, le Département a financé de nombreuses structures dont notamment Logistique Scénique (70 000 €), la Fédération Départementale des Foyers Ruraux (62 000 €), la Fédération des Hauts Gardons (34 000 €), le Ciné Théâtre (20 000 €) la ville de Mende (10 000 €) et la Genette verte (10 000 €). Il a accompagné également de nombreux festivals, notamment, Détours du Monde (10 000 €), Festival d'Olt (10 000 €), Festiv Allier (6 000 €), et Culture du Monde (6 000 €).

Participation du Département	2013	2014	2015	2016	2017
Ecole départementale de Musique de Lozère	560 948 €	554 900 €	563 059 €	563 059 €	563 000 €
ADDA Scènes Croisées	222 542 €	211 031 €	199 000 €	198 000 €	255 000 € *

* dont 70 000 € avance sur 2018

En 2015, le Conseil départemental de la Lozère a consacré 20 €/hab à la culture pour une moyenne des départements métropolitains de la même strate de 18 €/hab.



Le sport

En 2017, 761 563 € de crédits (toutes directions confondues) ont été consacrés au sport.

Il est à noter qu'en 2017, la subvention pour la station de ski du Mont Lozère, d'un montant de 100 000 €, ne figure plus dans les subventions « Sport », mais se retrouve dans les subventions « développement touristique » paragraphe C2. De ce fait, les subventions Sport ont donc augmenté entre 2016 et 2017 de + 8,15 %, soit 57 377 €.

Cette hausse porte principalement sur les subventions aux équipes sportives niveau national (+ 150 000 €). Elle s'explique à la fois par l'augmentation de 2 à 4 du nombre d'équipes ayant un niveau national et par la réalisation de 60 000 € d'avance sur le budget 2018. De plus, le club de Mende Volley-Ball a, compte tenu de ses résultats lors de la saison 2016-2017, la possibilité d'accéder au niveau professionnel Pro B. Cela nécessite la professionnalisation de l'équipe et un budget de 530 000 €. Afin de soutenir ce club, le Département a décidé de lui accorder une aide de 100 000 €.

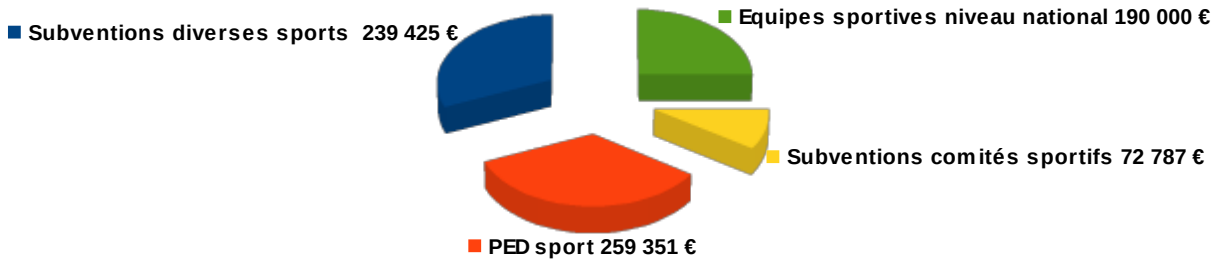
	2013	2014	2015	2016	2017
Montant des subventions Sport	802 681 €	765 872 €	796 191 €	804 186 €	761 563 €

2016 : dont 35 000 € avances sur 2017

2017 : dont 60 000 € avances sur 2018

Structures des subventions sports

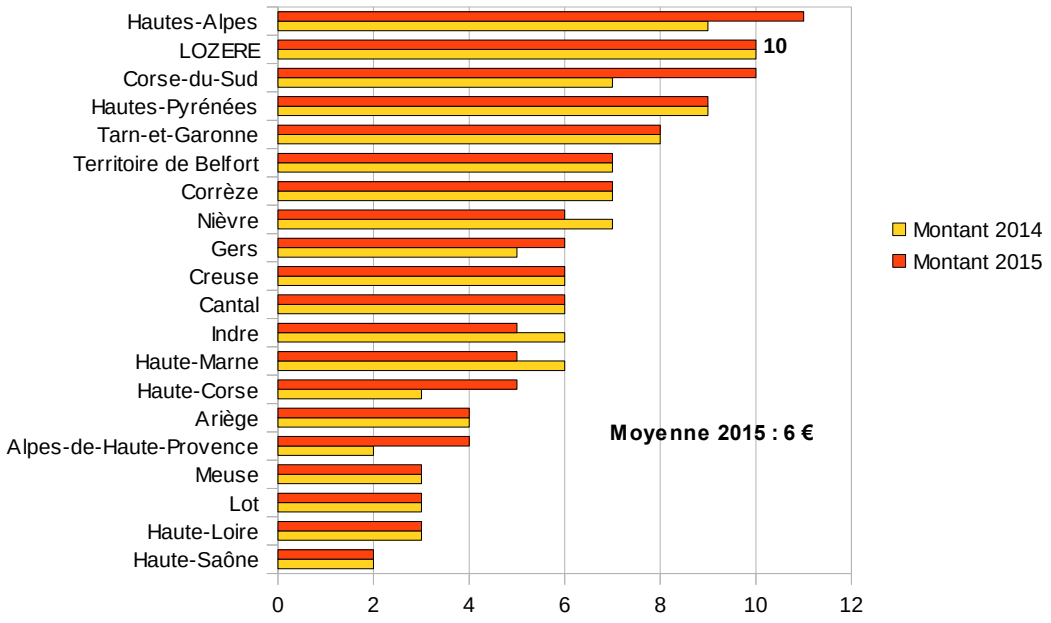
761 563 €



Le Département accompagne les associations sportives, notamment le CDOS (27 000 €), l'UNSS et l'USEP (28 870 €), l'UGSEL (27 370 €), le centre omnisports de Lozère (30 400 €), le semi-marathon (20 000 €), le Tour du Gévaudan (15 000 €) et Lozère endurance équestre (15 000 €). En 2015, 10 €/hab ont été consacrés aux activités sportives en Lozère contre en moyenne 6 €/hab pour les départements métropolitains de la même strate.

Montants des dépenses par habitant

- SPORT -



La jeunesse

169 866 € ont été consacrés à la mise en œuvre de la politique jeunesse décidée en 2017, dont :

- 61 250 € pour la conduite accompagnée,
- 30 228 € pour l'apprentissage de la natation,
- 40 348 € pour le pass jeunesse,
- 38 040 € pour diverses actions aux bénéfices des associations œuvrant pour la jeunesse.

C.2 - Développement

En 2017, les dépenses consacrées au développement (hors charges de personnel, déficits des budgets annexes et droits d'entrée DSP Bagnols les Bains entièrement compensés en recette) atteignent un montant de 2 929 K€ contre 3 424 K€ en 2016.

Les dépenses de la fonction Développement présentent une diminution de 495 K€ par rapport à l'année 2016 en particulier dans les secteurs « agriculture » et « structures d'animation et développement ». **La loi NOTRe limite aussi nos interventions.**

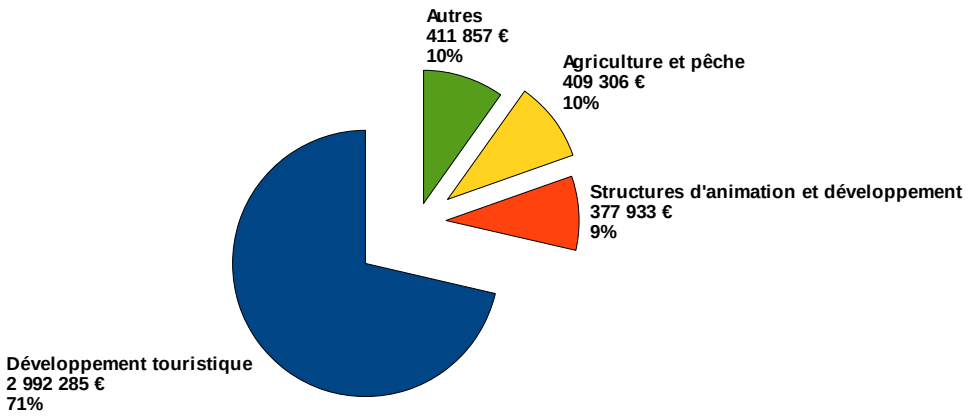
En 2017, aucune aide au fonctionnement n'a été attribuée à l'association « De Lozère » (45 000 € en 2016), ni à Lozère Développement (aide de 180 800 € votée en 2016). Par ailleurs en 2016, 200 000 € avaient été votés pour venir en aide aux agriculteurs touchés par la sécheresse, 25 000 € pour le congrès de la race brune, 20 000 € pour l'étude de l'abattoir de Marvejols. Ces aides liées à un événement ou à une situation spécifique, n'ont pas été reprises en 2017.

Il est à noter une augmentation des dépenses du secteur développement touristique de 207 K€. Certaines opérations financées en 2016 ont été payées en 2017, notamment sur les stations de ski et les offices de tourisme. Par ailleurs, certainement actions prévues dans la stratégie touristique 2017-2021 ont été réalisées.

	2013	2014	2015	2016	2017
Développement	3 948 157	3 603 785	3 569 142	3 423 921	2 929 074

59,06 % des dépenses, soit 1 730 K€, ont été consacrés au développement touristique.

Répartition des dépenses de développement



Les principaux organismes financés dans le cadre de ces enveloppes au titre des participations et programmes divers ont été en 2017 :

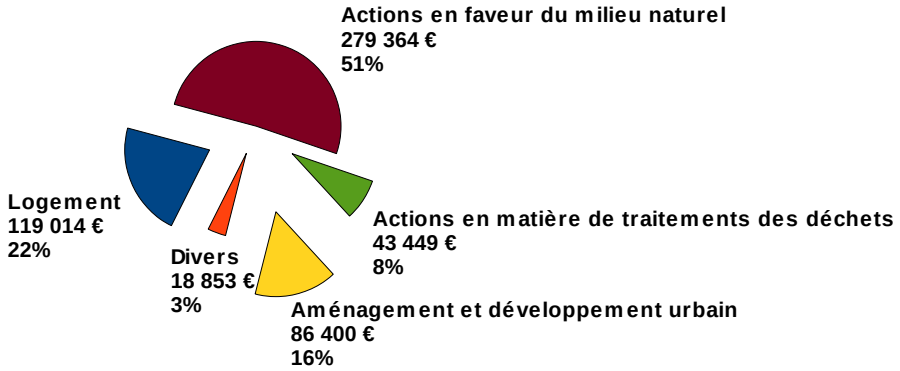
- Le Comité Départemental de Tourisme à hauteur de 1 194 000 € (1 234 K€ en 2016), participation fixée après étude de leur situation financière,
- la Chambre de Commerce et d'Industrie pour 60 000 € (mission bois énergie, programme d'animation économique),
- 38 912 € pour la participation aux frais de gestion de l'aérodrome,
- la Chambre d'Agriculture pour 126 600 € (dotation fonctionnement, divers programmes),
- la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (60 000 €),
- la SELO pour 100 306 € (DSP Les Bouviers et Sainte Lucie),
- 178 800 € pour les stations de ski du Mont Lozère, du Mas de la Barque, Les Bouviers, Laubert, Nasbinals et Bonnecombe,
- 60 000 € pour la réserve des bisons,
- 103 594 € en faveur du Fonds de Développement et l'économie sociale et solidaire,
- 65 000 € pour l'entente Vallée du Lot,
- 120 074 € en faveur de la politique territoriale,
- 137 500 € en faveur des offices de tourisme,
- 30 618 € en faveur de l'attractivité et de l'accueil en complément aux crédits gérés par la Communication.

C.3 - Aménagement et environnement

Les dépenses liées à l'aménagement et l'environnement (hors charges de personnel) atteignent 547 K€.

	2013	2014	2015	2016	2017
Aménagement et environnement	632 284	591 820	567 992	544 556	547 080

Répartition des dépenses d'aménagement et d'environnement



Les principales actions financées sont :

- 70 K€ pour l'Entente interdépartementale Causses Cévennes,
- 112 K€ pour le PIG Habiter Mieux,
- 108 K€ pour le fonctionnement de l'Agence locale de l'Energie et du Climat de la Lozère,
- diverses subventions pour les activités de pleine nature, l'éducation à l'environnement, etc...

D - Solidarité Sociale

L'année 2017 a été marquée par la poursuite de la mise en place de différentes lois comme la loi d'adaptation de la société au vieillissement dite ASV impactant l'ensemble des champs de l'autonomie (tarification, maintien à domicile, renforcement des actions de prévention) ou comme la loi Meunier de renforcement de la protection de l'enfance.

Ces évolutions ont impacté le budget de fonctionnement de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité Sociale, qui passe de 41 041 K€ en 2016 à 41 139 K€ en 2017, soit une augmentation de 98 K€.

La principale hausse de consommation des crédits (+ 10,34%) se retrouve ainsi à la Direction de l'Enfance Famille, que ce soit pour l'hébergement ou les prestations individuelles, en raison de l'accueil de nouvelles populations et l'adaptation des dispositifs à l'accueil des mineurs non accompagnés.
On note également une augmentation de 48,75 % pour les dispositifs et actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées ; ces dépenses sont compensées par des recettes versées par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

L'augmentation de + 0,24 % des dépenses reflètent, malgré l'évolution des compétences départementales, de la structure de la population et de la réglementation, une politique volontariste de maîtrise du budget.

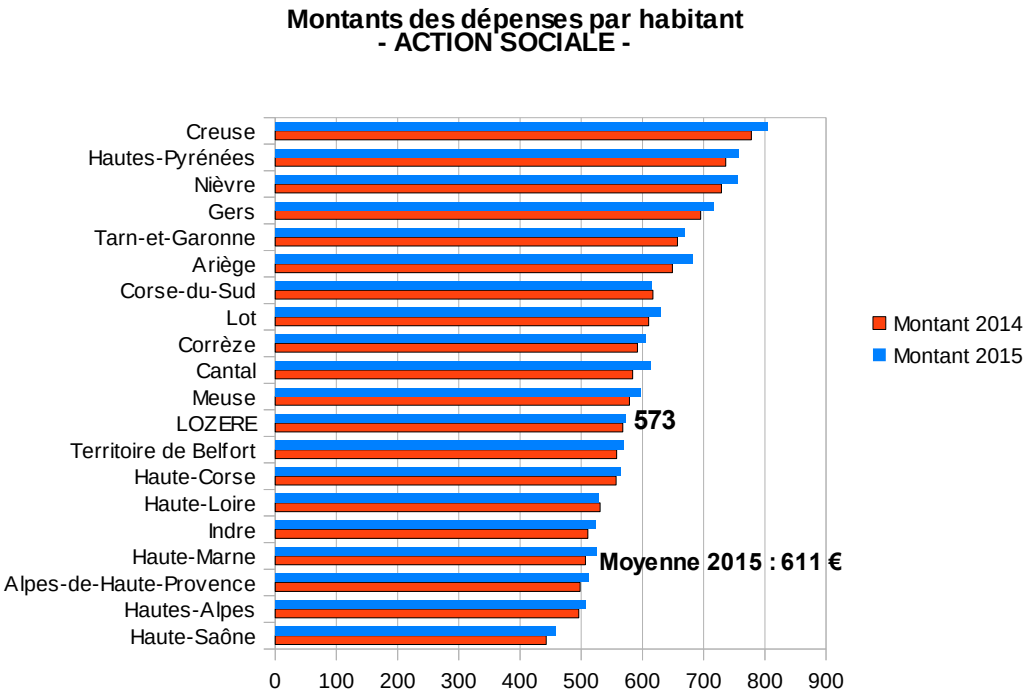
Les dépenses d'aides sociales, charges de personnel comprises et toutes directions confondues

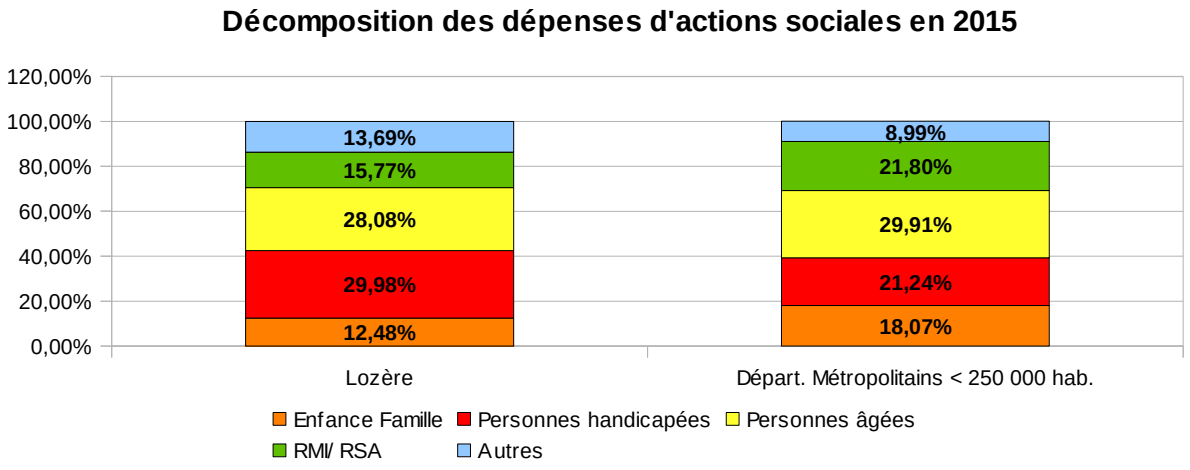
Les dépenses d'aides sociales représentent un montant total de 48 858 K€, soit 47,94 % du total des dépenses de fonctionnement 2017 du Département et se décomposent ainsi :

- 41 139 K€ au titre de l'action sociale portée par la Direction Générale Adjointe de la Solidarité Sociale : enfance-famille, personnes âgées, personnes en situation de handicap, RSA, insertion, etc...,
- 379 K€ au titre des actions portées par la Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances pour des créances éteintes, des titres annulés, le Programme d'Équipement Départemental aux associations Personnes âgées et diverses, le reversement de la dotation au titre de la Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie,
- 7 340 K€ au titre des Ressources Humaines.

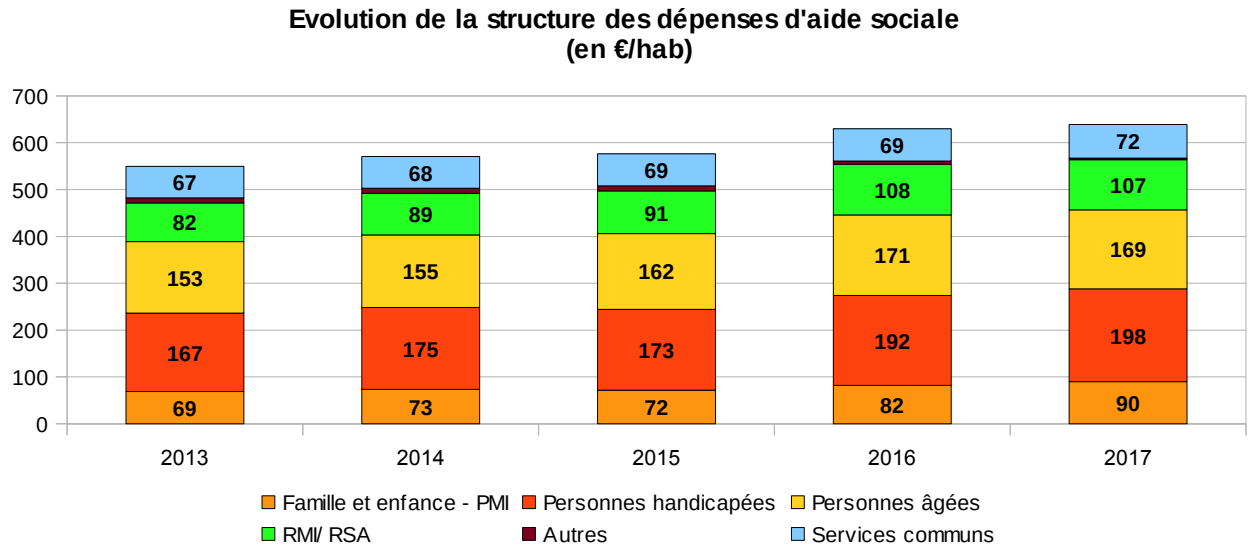
Elles sont en hausse de 1,22 % par rapport à 2016.

En plus de l'augmentation des différentes prestations, les rattachements 2017 représentent un volume beaucoup plus important soit 4,405 M€ au lieu de 3,983 M€ en 2016, impactant d'autant le compte administratif 2017.


Montants des dépenses par habitant
- ACTION SOCIALE -
Creuse
Hautes-Pyrénées
Nièvre
Gers
Tarn-et-Garonne
Ariège
Corse-du-Sud
Lot
Corrèze
Cantal
Meuse
LOZERE
Territoire de Belfort
Haute-Corse
Haute-Loire
Indre
Haute-Marne
Alpes-de-Haute-Provence
Hautes-Alpes
Haute-Saône
573
Moyenne 2015 : 611 €
0
100
200
300
400
500
600
700
800
900
Montant 2014
Montant 2015


Décomposition des dépenses d'actions sociales en 2015
120,00%
100,00%
80,00%
60,00%
40,00%
20,00%
0,00%
13,69%
15,77%
28,08%
29,98%
12,48%
8,99%
21,80%
29,91%
21,24%
18,07%
Lozère
Départ. Métropolitains < 250 000 hab.
Enfance Famille
Personnes handicapées
Personnes âgées
RMI/ RSA
Autres

Par habitant, les dépenses d'aide sociale (charges de personnel incluses) ont évolué de la manière suivante :



Les dépenses d'aides sociales, hors charges de personnel

Hors charges de personnel, les dépenses de fonctionnement consacrées à l'action sociale départementale s'élèvent à 41 139 K€, y compris les rattachements, soit 40,36 % du total des dépenses de fonctionnement 2017.

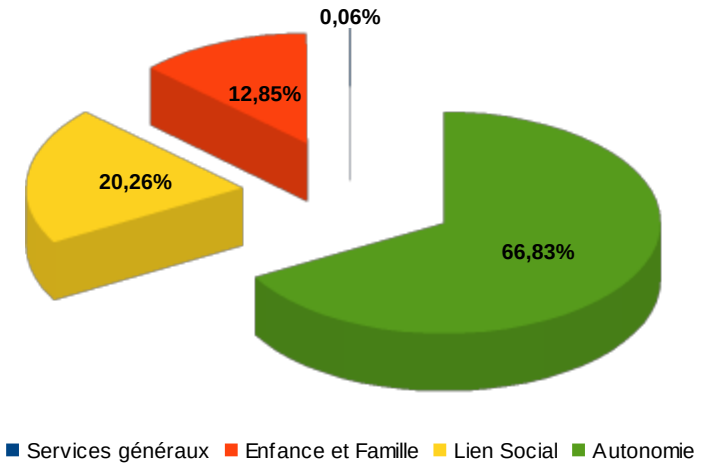
Elles se décomposent de la manière suivante dans une présentation classique par chapitre budgétaire :

Secteur Personnes âgées :		12 905 K€
	dont APA	9 716 K€
	dont Personnes âgées	3 189 K€
Secteur Personnes Handicapées :		14 586 K€
RSA :		8 147 K€
Famille et Enfance :		5 025 K€
PMI :		263 K€
Services Communs :		24 K€
Autres :		189 K€
TOTAL		**41 139 K€**

Dans une présentation plus conforme à l'organisation de la Direction de la Solidarité Départementale, les dépenses se répartissent ainsi :

Présentation par directions et par missions			
	2016	2017	Évolution 16/17
Direction Enfance Famille	**4 800 K€**	**5 288 K€**	**10,14%**
Prestations individuelles	1 102 K€	1 202 K€	9,07 %
Hébergements	3 315 K€	3 706 K€	11,79 %
Subventions et participations	94 K€	117 K€	24,47 %
Protection Maternelle Infantile	289 K€	263 K€	-9,00%
Direction du Lien Social	**8 737 K€**	**8 336 K€**	**-4,59%**
Prestations individuelles	7 285 K€	6 955 k€	-4,53%
Subventions aux associations	854 K€	820 k€	-3,98%
Marchés Fond social Européen	210 K€	208 k€	-0,95%
Subventions contrats	180 K€	164 K€	-8,61%
Action sociale	208 K€	189 k€	-9,13%
Direction Maison de l'Autonomie	**27 449 K€**	**27 491 K€**	**0,15%**
Les personnes âgées	13 111 K€	12 906 K€	-1,60%
APA à domicile	*4 634 K€*	*4 628 K€*	-0,13%
APA en établissement	*5 272 K€*	*5 089 K€*	-3,47%
Prestations de services – Aides ménagères	*75 K€*	*51 K€*	- 46,48 %
Aide sociale à l'Hébergement	*2 978 K€*	*2 899 K€*	-2,65%
Prévention et accompagnement des publics	*107 K€*	*212 K€*	98,13 %
Les subventions et autres dépenses	*45 K€*	*27 K€*	-40,00%
Les personnes en situation de handicap	14 338 K€	14 586 K€	1,73%
Prestations individuelles (dont PCH et ACTP)	*4 487 K€*	*4 310 K€*	-3,94%
Aide sociale à l'Hébergement	*9 300 K€*	*9 787 K*	5,23 %
Subventions et participations	*440 K€*	*485 K€*	10,23%
Autres dépenses	*111 K€*	*4 K€*	
Services généraux	**56 K€**	**24 K€**	**-57,14%**
Services Communs	21 K€	22 K€	4,76%
Démographie médicale	33 K€		
Subventions	2 K€	2 K€	
TOTAL	**41 041 K€**	**41 139 K€**	**+ 0,24%**

Répartition des dépenses d'action sociale en 2017



La répartition par politique sociale diffère de la plupart des départements qui, en général, ont leurs budgets les plus importants sur l'action sociale et l'insertion (rSa) en première position ou l'enfance et la famille.

En Lozère, conformément à la démographie de la population, c'est le secteur de l'autonomie qui arrive en tête avec 66,83 % des crédits consommés. L'augmentation des dépenses est liée mécaniquement aux revalorisations nationales des différentes prestations individuelles comme le rSa, la PCH ou l'APA à domicile.

Evolution des AIS

Concernant les 3 allocations individuelles de solidarité le reste à charge pour le Département évolue entre 2016 et 2017 dans les conditions suivantes :

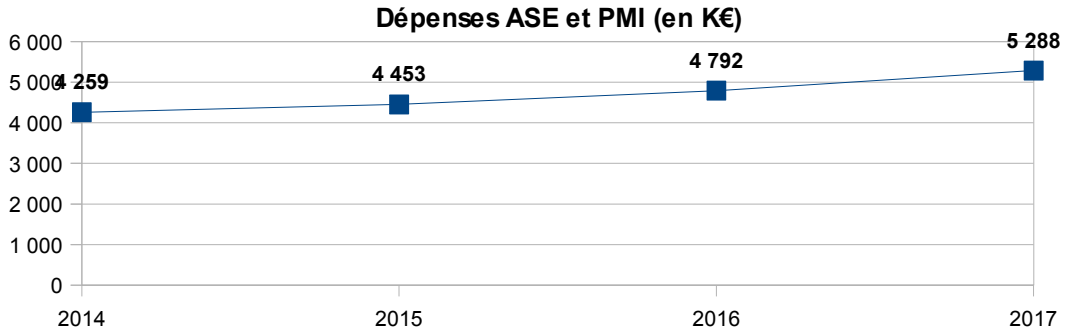
	2016	2017
RSA	7 248 775 €	6 896 134 €
APA	9 905 507 €	9 716 269 €
PCH	4 483 294 €	4 301 572 €
Dépenses	**21 637 576 €**	**20 913 975 €**
RSA	3 518 222 €	3 641 676 €
APA	3 877 360 €	3 996 254 €
PCH	948 109 €	958 810 €
Recettes	**8 343 691 €**	**8 596 740 €**
RSA	3 730 553 €	3 254 458 €
APA	6 028 147 €	5 720 015 €
PCH	3 535 185 €	3 342 762 €
Reste à charge	**13 293 885 €**	**12 317 235 €**

D.1 - Direction Enfance Famille

Les dépenses du service continuent d'augmenter en 2017 + 10,34 %.

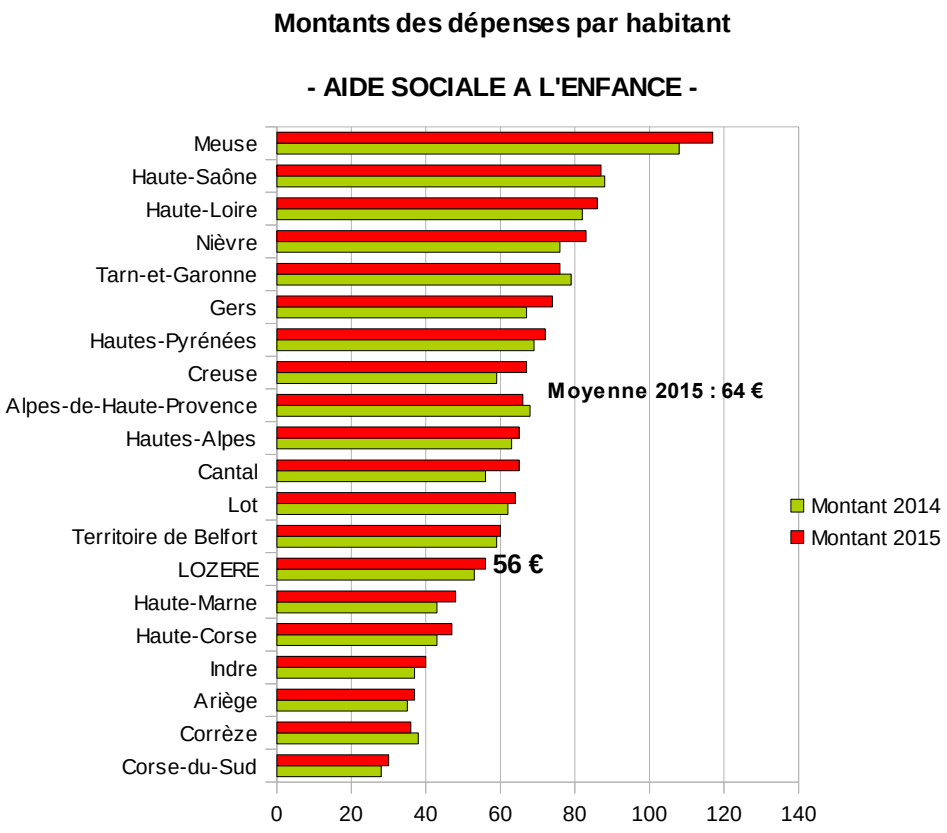
Ces principales variations de dépenses s'expliquent par la hausse des dépenses d'hébergement d'aide sociale à l'enfance (+ 11,78 %) et des prestations individuelles accordées dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance (+9,06 %).

Évolution des dépenses de la Direction Enfance Famille



Structure des dépenses de la Direction Enfance Famille

	2014	2015	2016	2017
Frais d'accueil en Établissements (Maisons d'enfants à caractère social ...)	2 933 052	3 021 949	3 315 521	3 706 033
Aides Financières (AMT, secours,AJM)	95 338	121 625	148 242	186 682
Mesures d'accompagnement éducatif (AEMO, AED, TISF)	733 035	753 540	780 002	818 884
Actions de prévention	235 979	302 755	273 558	313 467
PMI	262 019	253 597	274 950	262 613
TOTAL	**4 259 423**	**4 453 466**	**4 792 273**	**5 287 679**


Montants des dépenses par habitant
- AIDE SOCIALE A L'ENFANCE -
Meuse
Haute-Saône
Haute-Loire
Nièvre
Tarn-et-Garonne
Gers
Hautes-Pyrénées
Creuse
Alpes-de-Haute-Provence
Hautes-Alpes
Cantal
Lot
Territoire de Belfort
LOZERE
Haute-Marne
Haute-Corse
Indre
Ariège
Corrèze
Corse-du-Sud
Moyenne 2015 : 64 €
56 €
0
20
40
60
80
100
120
140
Montant 2014
Montant 2015

L'aide sociale à l'enfance

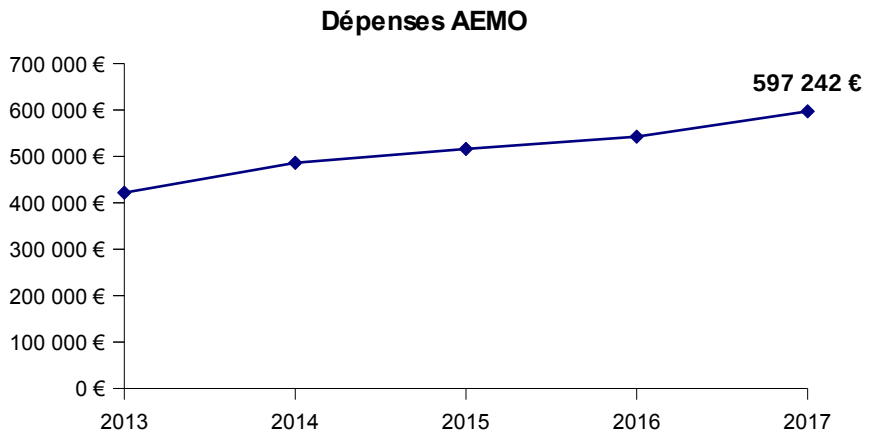
5 025 267 € en fonctionnement

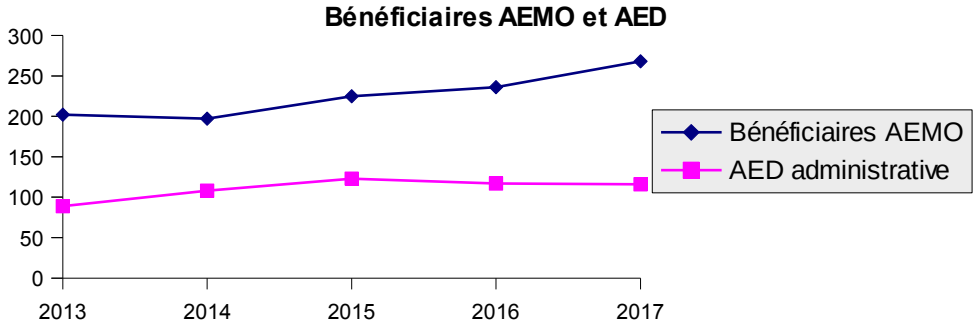
Les prestations individuelles : 1 201 710 €

- Aides Éducative en Milieu Ouvert et à Domicile (AEMO/AED) (597 242 €)

On constate une hausse des dépenses sur les mesures d'Actions Éducatives. Ce coût plus important cette année s'explique par l'augmentation du nombre de bénéficiaires d'AEMO malgré la stabilité du prix de journée du service prestataire (9,86 € en 2017 contre 9,85 € en 2016).

	2013	2014	2015	2016	2017
Dépense AEMO en €	421 617 €	486 154 €	515 972 €	542 434 €	597 242 €
Bénéficiaires AEMO	202	197	225	236	268
AED administrative	89	108	123	117	116





- Technicien d'Intervention Sociale et Familiale (TISF) (221 642 €)

En 2017, le Département a maintenu la dotation versée au service de TISF porté en Lozère par un service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) tarifé. Le montant est identique à celui de 2016, pour un total de 4 197 heures d'intervention en prévention auprès des familles (contre 4 145 heures en 2016).

- Allocation Mensuelle Temporaire (AMT) (114 099 €)

On constate une augmentation de + 12,75 %, soit 12 907 € de dépenses supplémentaires par rapport à 2016, s'expliquant mécaniquement par la hausse du nombre d'enfants accueillis.

- Secours d'urgence (72 583 €)

Les aides alloués pour satisfaire les besoins primaires et immédiats sont en hausse de + 54,26 %, soit 25 533 € de dépenses supplémentaires par rapport à 2016.

- Bourses Jeunes Majeurs (13 799 €)

Les dépenses diminuent de 9 856 €, cette baisse s'explique par la diminution des durées des contrats jeunes majeurs et par l'évolution de la typologie des jeunes majeurs : augmentation de la représentation des Mineurs Non Accompagnés au sein des jeunes majeurs qui continuent à être accueillis dans des structures d'hébergement et par conséquent qui ne relèvent pas de cette prestation.

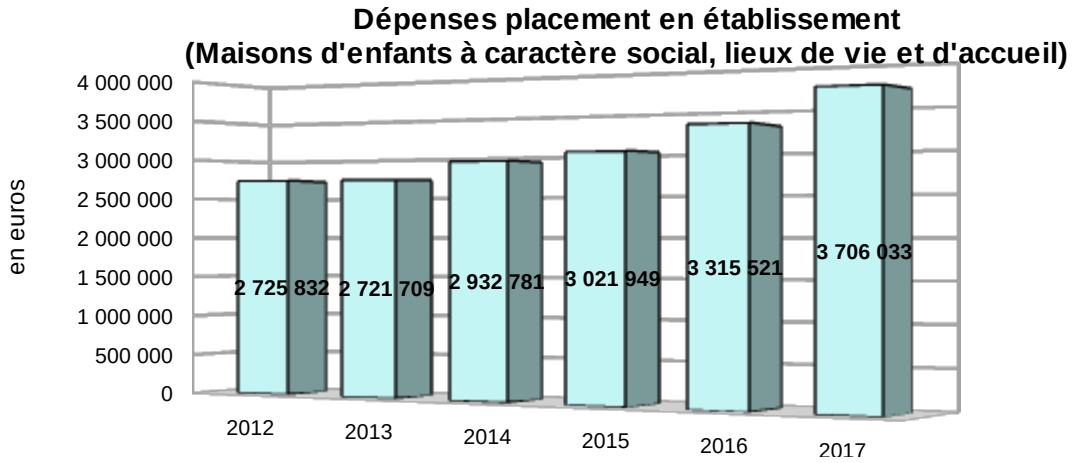
- Visites médiatisées (61 706 €)

On constate une baisse – 7 95 % de la dotation en 2017. On note une augmentation du nombre d'ordonnances du juge. En 2016, 81 ordonnances de visites médiatisées mises en place par le service de médiation pour renouer le lien entre les parents et les enfants (contre 57 l'année précédente).

- Autres prestations individuelles (120 639 €)

Les aides individuelles permettant de financer les actes usuels des enfants pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance, ces dépenses augmentent de + 45,37 %.

L'hébergement : 3 706 033 €



	2013	2014	2015	2016	2017
MECS (Pouponnière, Accueil d'urgence, MIE, Accueil Mère-enfant)	2 585 599 €	2 692 137 €	2 704 429 €	2 810 203 €	2 996 849 €
Lieux de vie et d'accueil	136 111 €	240 644 €	317 520 €	505 318 €	709 184 €
TOTAL	2 721 709 €	2 932 781 €	3 021 949 €	3 315 521 €	3 706 033 €

Les dépenses de l'hébergement augmentent de + 11,78 %, en passant de 3 315 521 € en 2016 à 3 706 033 € en 2017. A noter que les variations d'une année sur l'autre sont totalement imprévisibles (nombre d'enfants placés et durée du placement).

L'évolution des dépenses liées aux frais d'hébergement au titre de l'aide sociale à l'enfance peut s'expliquer par la prise en charge de mineurs non accompagnés (MNA) en application de la circulaire du 31 mai 2013. En 2017, 33 mineurs non accompagnés sont arrivés en Lozère parmi lesquels 25 ont été pris en charge dans le cadre d'un placement.

Près de 74 % du budget de fonctionnement de la Direction Enfance Famille est consommé par l'hébergement au titre de l'ASE.

En 2017, 146 enfants ont été placés : 71 en MECS, 58 en famille d'accueil, 11 en lieu de vie, et 6 dans d'autres lieux (familles, hôtel, auberge de jeunesse).

Ce poste ne prend pas en compte la rémunération des assistants familiaux qui accueillent des enfants à leurs domiciles, celle ci étant intégrée aux dépenses des Ressources Humaines (pour un montant de 1 618 K€ en 2017).

Les subventions et participations : 117 324 €

En 2017, le montant des subventions et des participations est de 117 324 € et concernent les subventions accordées dans le cadre de la prévention de la marginalisation, facilitation de l'insertion et

promotion sociale, de la prévention en faveur des familles et de l'enfance, et le soutien à la parentalité, et de la participation au 119 Allo-Enfance.

La Protection Maternelle Infantile

262 613 € en fonctionnement

Cette mission regroupe toutes les actions de prévention et de promotion de la santé exercées par les professionnels médicaux et para-médicaux du Département, ainsi que les dépenses liées à l'offre d'accueil de la petite enfance (formations des assistantes maternels et aides aux crèches).

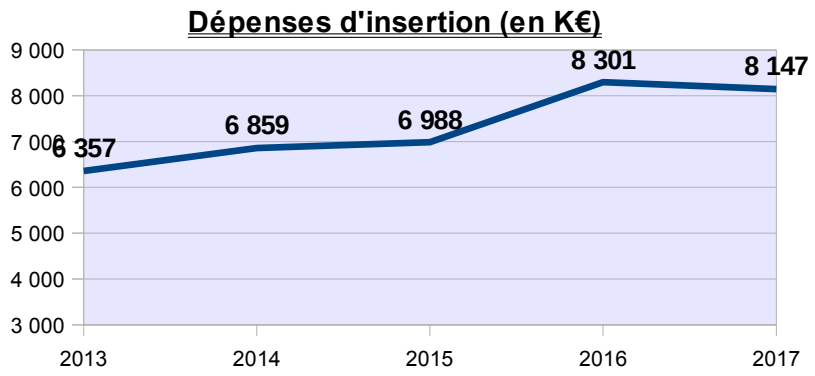
L'évolution de – 0,97 % (pour un volume de 19 169 €) provient principalement d'une diminution de la capacité de certaines crèches résultant de la suppression des contrats aidés et d'une diminution du nombre de naissances.

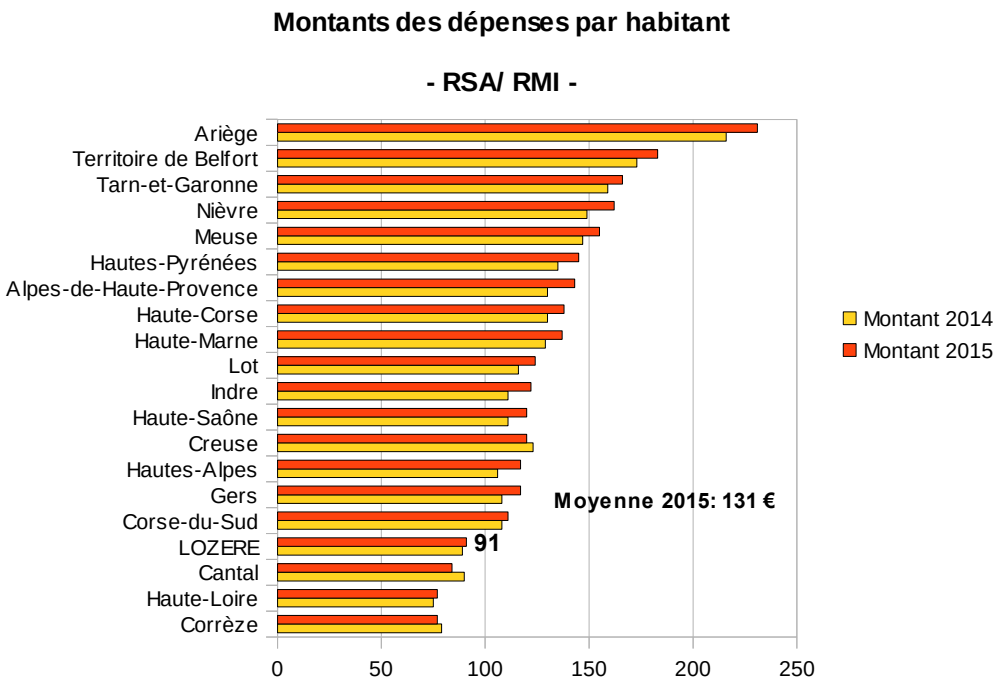
Au titre de la politique en faveur des structures petite enfance, 131 K€ ont été versés en 2017 pour l'aide au fonctionnement des crèches et l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH), soit 26 K€ de moins qu'en 2016.

On note le maintien de la participation du Département au fonctionnement du Centre d'Action Médico-Social Précoce (CAMSP) soit 87 697 €, participation dont les critères d'attribution sont fixés par arrêté.

D.2 - Direction du Lien Social

Les dépenses de la fonction 56 sont cette année en diminution de – 1,85 % . Sur la période 2013 – 2017, elles ont augmenté de 28,16 %.



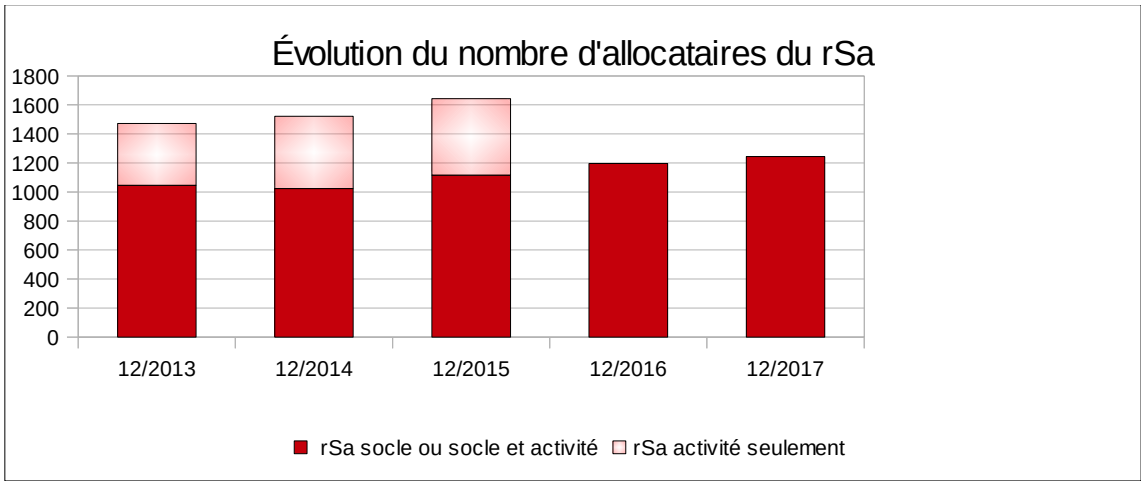


L'insertion

8 147 231 € en fonctionnement

Le Revenu de Solidarité Active (rSa) : 6 896 134 €

Depuis le 1er janvier 2016, le gouvernement a supprimé le RSA activité ainsi que la prime pour l'emploi pour laisser place à un nouveau dispositif : la prime d'activité.



Le nombre d'allocataires du RSA a progressé de 1 024 en 2014 à 1 115 fin 2015 pour atteindre 1 197 en 2016 et 1 244 fin 2017, soit une augmentation de + 21 % en quatre ans. Les dépenses 2017 relatives au rSa ont été directement impactées par les récentes évolutions législatives (prise en compte des travailleurs indépendants, arrêts des contrats aidés, dématérialisation…), et ce sans compensation complémentaire de l'État.

Participation de l'Etat aux dépenses RSA (en €)

	2013	2014	2015	2016	2017
Allocations RSA	5 246 562	5 785 883	5 856 294	7 248 775	6 896 134
Participation Etat (TICPE -TICPE RSA- FMDI)	3 503 340	3 481 897	3 517 278	3 518 222	3 641 676
Ecart dép. / part. Etat	-1 743 222	-2 303 986	-2 339 016	-3 730 553	-3 254 458
Solde cumulé depuis 2008	**-9 019 728**	**-11 323 714**	**-13 662 730**	**-17 393 283**	**-20 647 741**

Depuis 2013, on note une augmentation constante des charges de RSA, soit une évolution de + 31 % en 5 ans pour un montant total de 1 649 572 €. Cette augmentation est liée aux différentes revalorisations du montant de cette prestation et à l'évolution du nombre de bénéficiaires.

Les dépenses liées à l'accompagnement des démarches liées à l'insertion (1 251 097 €)

- Les aides financières individuelles (AFI) : 39 557 €

Les AFI ont augmenté de + 8,67%. Le nombre d'aides financières individuelles est passé de 98 en 2017 contre 92 en 2016.

- Les subventions contrats :164 425 €

Le financement des contrats aidés : Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE), Contrat Initiative Emploi (CIE) et Contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI), est en légère diminution de – 0,09 %.

En 2017, le nombre de contrats aidés financés par le Département a diminué de près de 26 %, soit – 12 contrats. Cette baisse s'explique par des difficultés d'accès aux contrats aidés pour les bénéficiaires du rSa, difficultés liées aux évolutions réglementaires et la réduction drastique du nombre de contrats aidés.

- Les subventions aux associations : 819 760 €

On constate une diminution – 3,97 %, sur les subventions versées aux associations promouvant des actions d'insertion par l'activité économique, l'accompagnement professionnel et social, le soutien dans l'accès aux soins, au logement et à la mobilité.

- Les marchés – Fond social Européen : 207 841 €

Les dépenses liées aux marchés en cours diminuent de – 1,17 % en 2017, ils concernent principalement l'aide à la mobilité et l'accès à l'emploi.

- Autres dépenses : 19 424 €

Ce montant correspond à l'annulation de titres d'indus RSA.

L'action sociale

188 694 € en fonctionnement

Les Mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) : 14 307 €

Les MASP diminuent de – 46,54 % soit 7 081 €, en raison de la diminution du nombre de demandes d'accompagnement (14 MASP validées en 2017, dont 11 en cours au 31 décembre 2017).

Les différents secours et frais de transport : 29 387 €

Les dépenses liées aux secours diminuent globalement de 19,16 %. Le nombre de secours accordés est passé de 194 en 2016 à 151 en 2017.

Les subventions aux associations : 20 000 €

Le montant des subventions accordées est stable par rapport à 2016 et correspond aux besoins.

Le Fonds solidarité Logement (FSL) : 125 000 €

Outils de solvabilité du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALPHD), le FSL permet le financement d'aides aux ménages (accès et maintien dans le logement) sous forme de prêts ou de subventions mais également le financement de mesures d'accompagnement. La participation du Département au FSL en 2017 est identique à celle de 2016. Le FSL a accordé 716 aides au profit de 684 ménages.

D.3 - Direction Maison de l'Autonomie

Les dépenses liées à l'Autonomie, l'aide aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap constituent le poste le plus important avec 27 491 K€, soit 66,83 % des dépenses d'aide sociale.

La hausse constatée entre 2014 et 2016 se poursuit mais ne représente qu'une évolution de + 0,15 % entre 2016 et 2017 contre + 8,58 % entre 2015 et 2016.

Les personnes âgées

12 905 543 € en fonctionnement

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) : 9 716 563 €

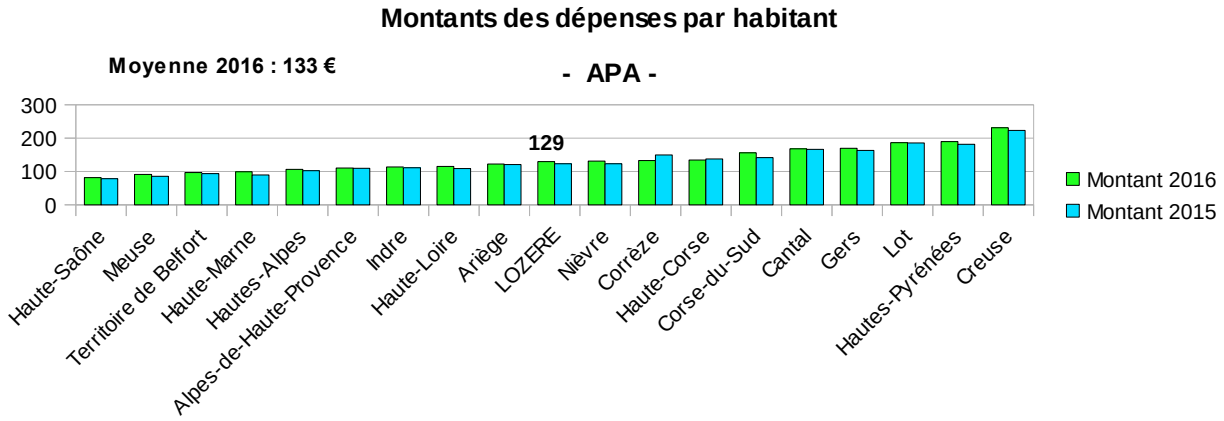
L'APA à domicile et en établissement représente 23,62 % des dépenses totales d'aide sociale. Elle diminue globalement de – 1,91 %.

- L'APA à domicile diminue de - 0,14 %. La dépense passe ainsi de 4 634 K€ en 2016 à 4 628 K€ en 2017.

- APA en établissement diminue de – 3,47 % pour un montant de 5 272 K€ en 2016 et 5 089 K€ en 2017. Cette baisse résulte de la diminution du montant de l'APA en établissement hors Lozère (baisse de – 140 K€) et de la diminution de l'APA versée aux établissements de la Lozère sous forme de dotation globale (- 42 K€). A noter que la réforme de prise en charge de la dépendance va impacter directement cette prestation.

Montants en K€	2013	2014	2015	2016	2017
APA à domicile	4 234	4 371	4 398	4 634	4 628
APA versée à l'établissement	4 865	4 964	5 083	5 272	5 089
Créances irrécouvrables et titres annulés	3				
Total dépenses	**9 102**	**9 335**	**9 481**	**9 906**	**9 717**
Titres émis sur recouvrement	23	21	19	32	45
Dépense effective (1)	**9 079**	**9 314**	**9 462**	**9 874**	**9 672**
(1) Dépense effective : mandats – mandats annulés – titres émis conformément à l'état transmis à la CNSA					
Nombre de bénéficiaires au 31 décembre	**2520**	**2737**	**2882**	**2920**	**2940**
taux d'évolution	1,69%	8,61%	5,30%	1,32%	0,68%

Nombre de bénéficiaires	2013	2014	2015	2016	2017
Bénéficiaires à domicile	1 106	1 235	1 291	1 320	1 340
Bénéficiaires en établissement	1 414	1 502	1 592	1 600	1 600
Total	**2 520**	**2 737**	**2 883**	**2 920**	**2 940**



Prestations de services – Aide ménagères : 50 817 €

Synthèse des dépenses et nombre de bénéficiaires à domicile (au 31/12 de l'année) :

	2015	2016	2017
Dépenses en €	81 862	74 435	50 817
Bénéficiaires	32	30	25

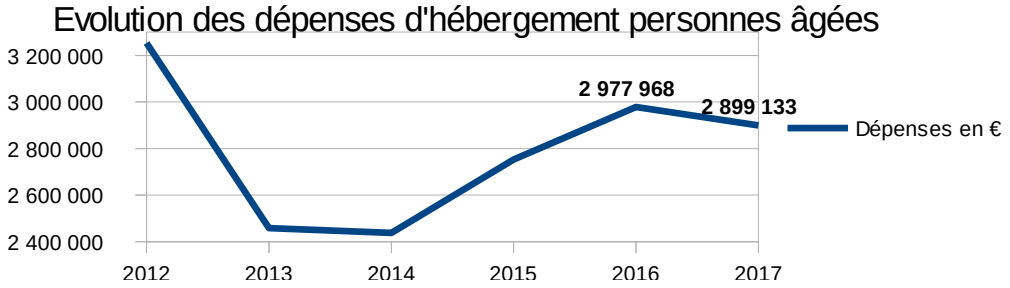
Depuis 2014, on remarque une baisse du nombre de bénéficiaires des aides ménagères personnes âgées, ce résultat est dû à un travail de régulation sur l'éligibilité des personnes.

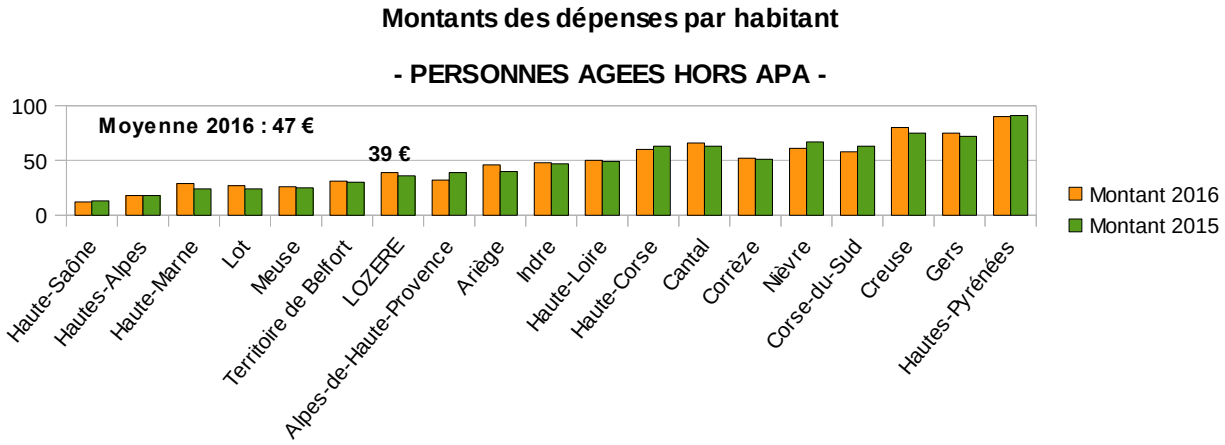
L'aide sociale à l'hébergement : 2 899 133 €

Frais de séjours en établissement personnes âgées hors APA :

	2012*	2013	2014	2015	2016	2017
Dépenses en €	3 253 158	2 458 939	2 437 940	2 752 527	2 977 968	2 899 133
% d'évolution	20,67%	-24,41%	-0,85%	12,90%	8,19%	-2,65%
Bénéficiaires payés en moyenne des 4 trimestres	268	240	241	242	230	215

* 2012 : l'augmentation est due à l'impact de la procédure de rattachement de charges





La prévention et l'accompagnement des publics : 211 992 €

La prévention et l'accompagnement du public âgé, de leurs aidants ainsi que les services d'aides à domicile se renforcent au travers des différents dispositifs réglementaires qui ont vu le jour :

- La Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie et le CLIC : 198 455 €

Cette dépense a permis de cofinancer diverses actions permettant :

- la modernisation des services d'aide à domicile,

- l'attribution d'un forfait d'autonomie,

- la mise en place de diverses actions visant à soutenir les aidants familiaux s'occupant dans les actes de la vie quotidienne d'une personne âgée dépendante.

Ce poste de dépenses, intégralement compensé par des recettes de la CNSA, a augmenté de + 118 %.

- La MAIA : 13 537 €

Ce dispositif vise à améliorer l'accueil, l'orientation et la prise en charge des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée et des personnes âgées en perte d'autonomie. Ce dispositif est entièrement financé par l'ARS.

Les subventions et dépenses diverses : 27 038 €

Le montant total des dépenses est en baisse de – 40 %, s'expliquant par la renégociation des conventions avec les centre hospitaliers des frais liés à la mise à disposition de deux référentes gérontologiques (établissements de Florac et Marvejols).

Les personnes en situation de handicap

14 586 092 € en fonctionnement

Les prestations individuelles : 4 310 259 €

4 310 K€ ont été consacrés en 2017 au titre des prestations, ce qui correspond à une diminution de – 177 K€, soit – 4,11 %.

- ACTP : 675 847 €

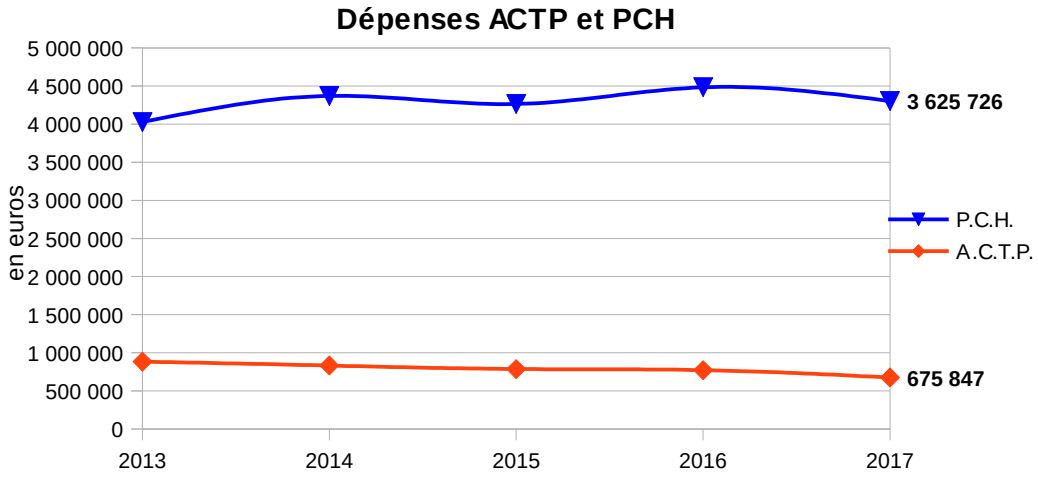
Les dépenses d'ACTP baissent en 2017 de – 96 603 €, soit – 12,51 %, avec 5 bénéficiaires en moins. Cependant, ceux qui en bénéficient encore aujourd'hui sont ceux qui touchent l'allocation la plus élevée ; c'est pourquoi ils n'ont pas opté pour la PCH.

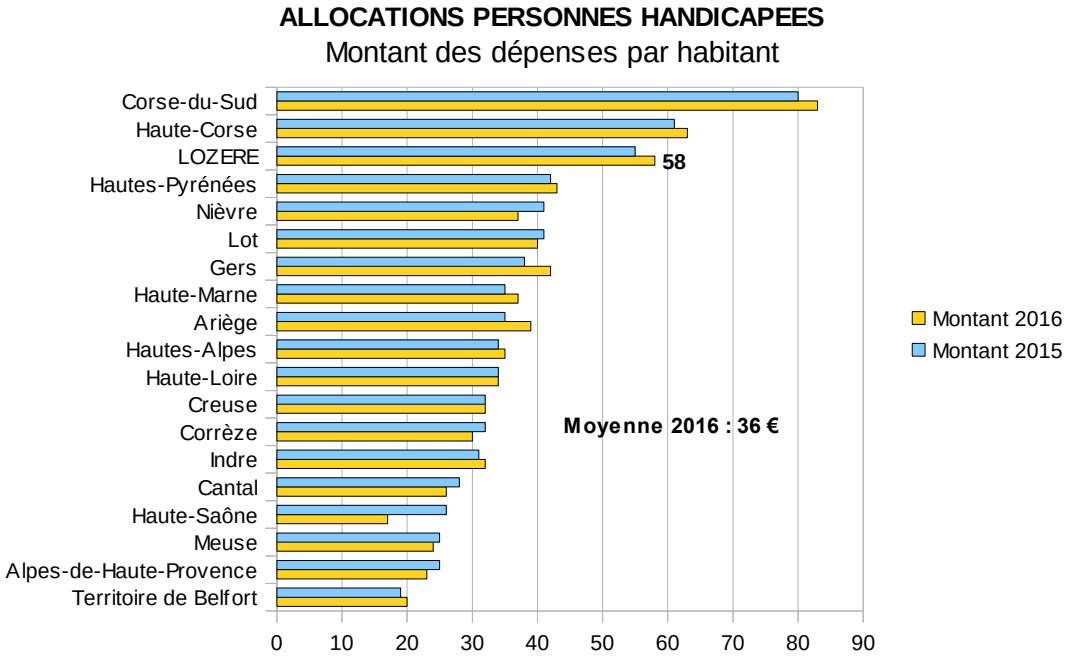
- PCH : 3 625 726 €

Les dépenses de PCH sont en baisse par rapport à l'année précédente avec – 2,29 % pour l'ensemble des dépenses PCH :

- pour les plus de 20 ans : - 2,75 % entre 2016 et 2017 (+ 5,55 % entre 2015 et 2016),
- pour les moins de 20 ans : + 3,79 % entre 2016 et 2017 (+ 24,80 % entre 2015 et 2016).

	2013	2014	2015	2016	2017
Dépenses ACTP	883 752	832 948	786 383	772 450	675 847
Bénéficiaires ACTP	122	117	109	104	96
Dépenses PCH	3 143 560	3 536 884	3 478 226	3 710 844	3 625 726
Bénéficiaires PCH	470	517	545	571	550
Droits ouverts	675	732	736	778	774
TOTAL DEPENSES	4 027 312	4 369 832	4 264 609	4 483 294	4 301 573





- Prestations de services – Aide ménagères *: 8 686 €*

En 2017, les dépenses concernent 4 bénéficiaires de l'aide sociale à domicile contre 3 en 2016, soit + 4 689 € par rapport à 2016.

L'aide sociale à l'hébergement : 9 786 597 €

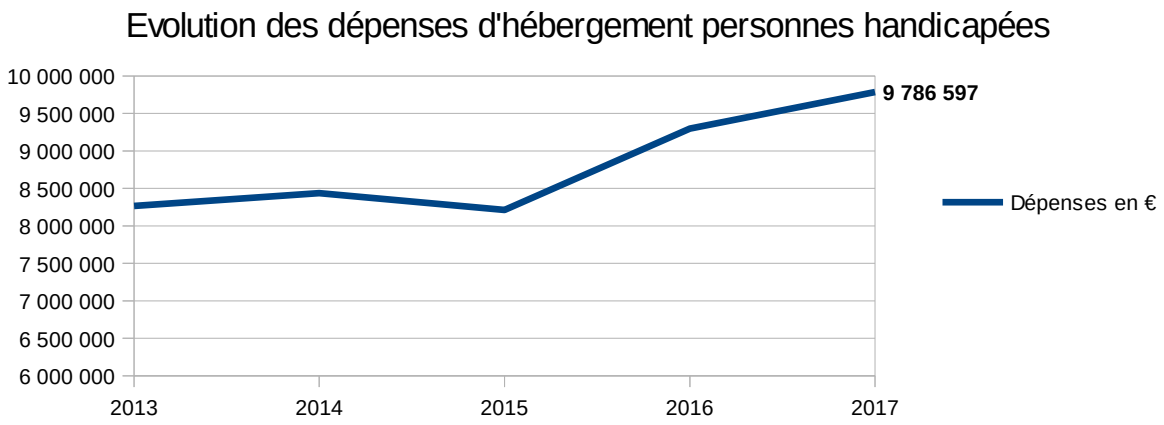
Cette mission recouvre la prise en charge de l'hébergement des personnes handicapées, y compris l'accueil de jour et les personnes handicapées en EHPAD.

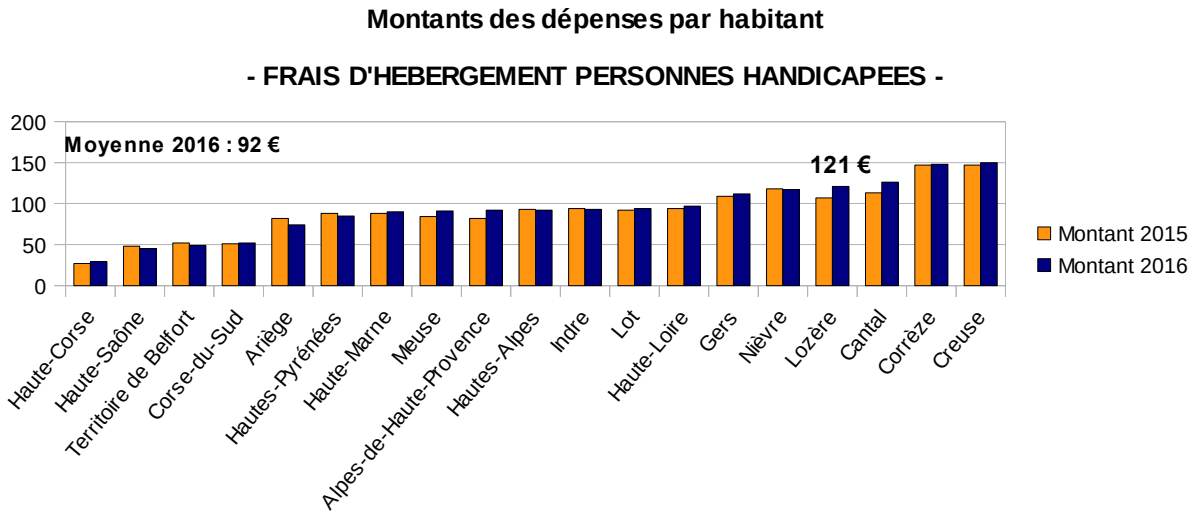
Globalement, les dépenses de cette mission augmentent de + 5,24 %, soit + 487 041 € par rapport à l'année 2016.

Il convient de noter que l'année 2017 est la 1ère année pour laquelle des résidents sont pris en charge par le Département de la Lozère au titre de l'aide sociale au sein de l'UPHV (unité pour personnes en situation de handicap vieillissantes), pour un montant de 17 551 €.

On compte en 2017 13 bénéficiaires supplémentaires de l'aide sociale à l'hébergement.

	2013	2014	2015	2016	2017
Dépenses en €	8 266 554	8 436 686	8 213 763	9 299 556	9 786 597
% d'évolution	-9,04%	2,06%	-2,64%	13,22%	5,24%
Bénéficiaires	242	251	247	258	271
dont Accueil de jour	96 914	91 358	74 053	131 652	96 881





Les subventions et participations : 485 507 €

- Le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés – SAMSAH

La participation pour le SAMSAH en 2017 est de 260 592 €, contre 230 442 € en 2016, compte tenu de l'augmentation de l'activité de ce service.

- Le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale – SAVS

En 2017, la participation a été augmentée de 13 %, soit 129 915 €, compte tenu de l'augmentation de l'activité de ce service.

- Le Groupement d'Entraide Mutuelle – GEM

La participation aux 2 GEM est identique à celle de 2016, soit 40 000 €.

- Les subventions aux associations

Le montant des subventions aux associations menant des actions en faveur des personnes en situation de handicap a été maintenu, soit 5 000 €.

- Participation MDPH

La participation pour la MDPH est identique à celle de 2016 soit 50 000 €.

Autres dépenses : 3 730 €

Ce montant correspond à l'annulation de titres.

D.4 - Services généraux

La supervision des travailleurs sociaux : 22 166 €

Le Département a mis en place une supervision des travailleurs sociaux selon une modélisation systémique. Cet espace vise à améliorer les conditions de prise en charge des usagers, apporter de nouveaux modèles de compréhension des réalités sociales et familiales et soutenir les professionnels dans leur pratique quotidienne.

Subventions : 1 650 €

Le montant est identique à celui de 2016 et concerne des subventions versées dans le cadre des domaines transversaux, notamment la cotisation versée à l'ODAS (Observatoire national de l'action sociale et décentralisée).

Frais divers : 295,40 €

Ce poste recouvre les frais d'alimentation pour un montant de 49,40 € et les frais d'actes et de contentieux pour un montant de 246 €. Il est en diminution de – 27 % par rapport à 2016.

E - Infrastructures Départementales

E.1 - Transports

Les transports scolaires (hors personnel)

Depuis 2013, les dépenses liées au transport ont augmenté de + 9,70 %.

L'assujettissement du service à la TVA a permis d'atténuer le coût des transports scolaires sur le budget du Département : en 2017, la TVA récupérée a représenté un montant de 507 K€.

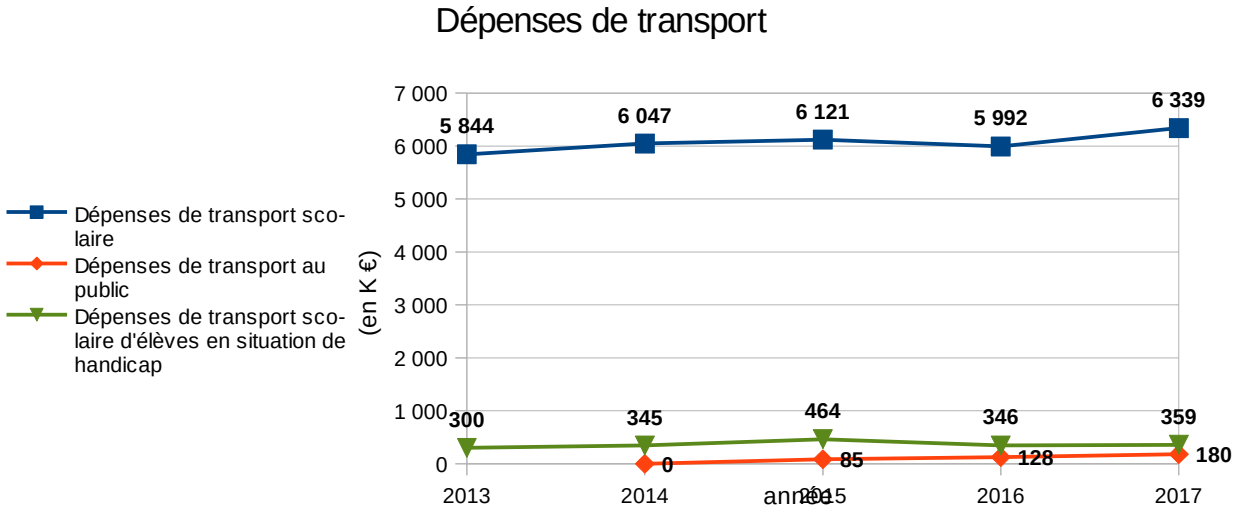
L'augmentation du coût par rapport à 2016 s'explique par un rattachement des dépenses à l'exercice qui ne se faisait pas jusque-là (411 860,43 €).

Dans le cadre de la loi NOTRe, en 2017, la compétence Transports (hors personnes handicapées) a basculé à la Région Occitanie qui toutefois en a délégué, par convention, la gestion au Département.

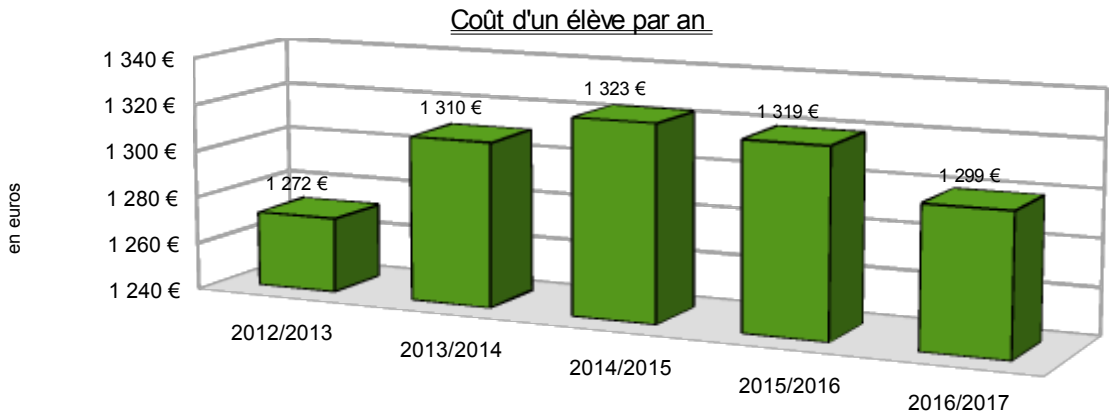
Pour le Département cette gestion 2017 s'est traduite par :

- un effet au : 1er janvier pour les transports interurbains et lignes touristiques
  1er septembre pour les transports scolaires
- une compensation des dépenses à l'euro prés par la Région, soit une recette de 2 420 K€ perçue sur l'exercice.

	2013	2014	2015	2016	2017
Transports scolaires (Chapitres 932 et 938)	6 517 441 €	6 776 681 €	7 045 117 €	6 866 387 €	7 149 878 €



Année Scolaire	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017
Coût d'un élève du Primaire	1 310 €	1 530 €	1 782 €	1 744 €	1 789 €
Coût d'un élève du Secondaire	1 395 €	1 430 €	1 419 €	1 389 €	1 416 €
Coût d'un élève Interne	695 €	710 €	662 €	648 €	611 €
Coût /élève/an	**1 272 €**	**1 310 €**	**1 323 €**	**1 319 €**	**1 299 €**

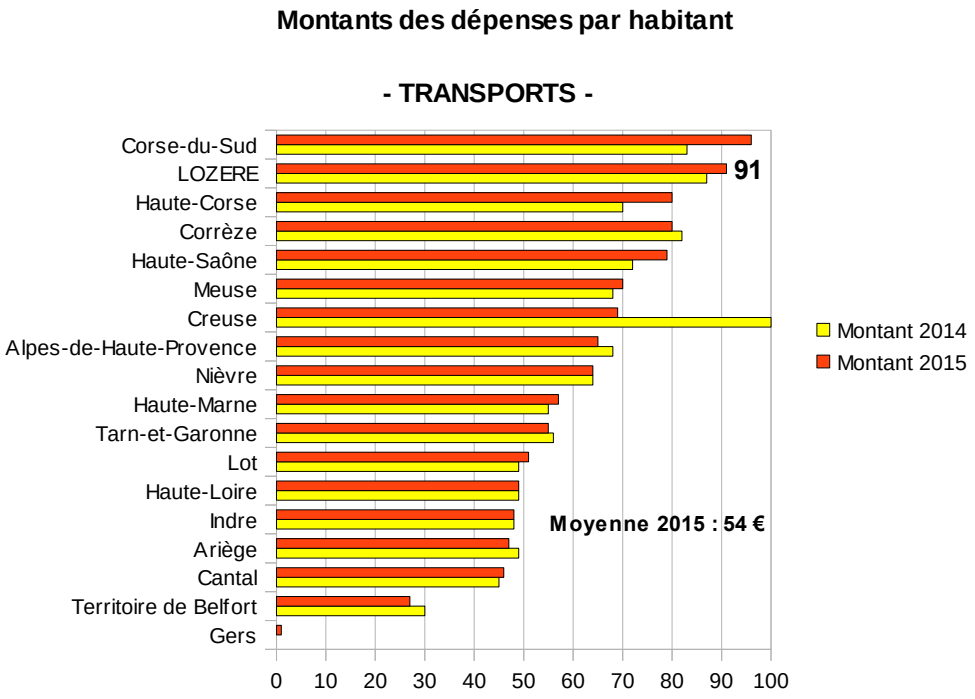


- 250 circuits de transports scolaires sont utilisés par 4 581 élèves en 2016/2017.

- 359 036 € ont été consacrés au transport de 60 élèves en situation de handicap.

	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017
Nbre de circuits scolaires	250	247	243	254	250
Nbre total d'élèves transportés	**4801**	**4494**	**4548**	**4543**	**4581**
Elèves du Primaire	1804	1541	1482	1438	1436
Elèves du Secondaire	2376	2423	2567	2554	2551
Elèves Internes	621	530	499	551	594

Les transports scolaires ont représenté en 2015 un coût par habitant de 91 € (89 € en 2016) contre une moyenne pour les départements de la même strate de 54 €.



Les allocations de transports :

L'allocation journalière de transport est versée aux familles des enfants de plus de 3 ans qui résident à plus de 3 km de l'école la plus proche ou à plus de 3 km d'un service de transport scolaire. Pour les 177 élèves concernés, 88 885 € ont été dépensés en 2016/2017 au titre de cette allocation.

L'allocation de transport hebdomadaire est attribuée aux élèves internes lozériens qui ne bénéficient pas d'un service de transport ou qui sont domiciliés à plus de 6 km d'un point d'arrêt s'ils empruntent une ligne. Pour les 228 élèves concernés, 30 423 € ont été versés aux familles en 2016/2017. 26 275 € ont été versés directement aux autorités organisatrices de transport scolaire hebdomadaire (communes ou communautés de communes) pour acheminer des élèves de l'extérieur du Département vers des établissements lozériens, ce qui représente une dépense totale pour l'allocation de transport hebdomadaire de 56 698 €.

Bourses scolaires :

La bourse de premier internat (183 €), qui s'adresse aux élèves entrant pour la première fois en collège, a bénéficié à 38 élèves, pour un coût de 6 954 € en 2016/2017.

Transport urbain Mendois :

Le Département a contribué comme chaque année au transport des élèves du Périmètre de Transport Urbain Mendois (PTU) à hauteur de 74 587 € en 2017. Cette dépense est stable.

Les transports hors scolaires

- 160 638 € ont été consacrés au fonctionnement des lignes régulières. Dans le détail, 65 123 € pour la ligne Florac - Mende, 22 474 € pour la ligne Florac - Alès et 73 041 € pour les lignes estivales expérimentales (4 800 personnes transportées au cours de l'été),
- 11 807 € ont été consacrés au cofinancement des transports à la demande en 2017,
- le Département a également soutenu le covoiturage en finançant l'Agence Lozérienne de la Mobilité à hauteur de 10 000 €.

E.2 - Réseaux et infrastructures

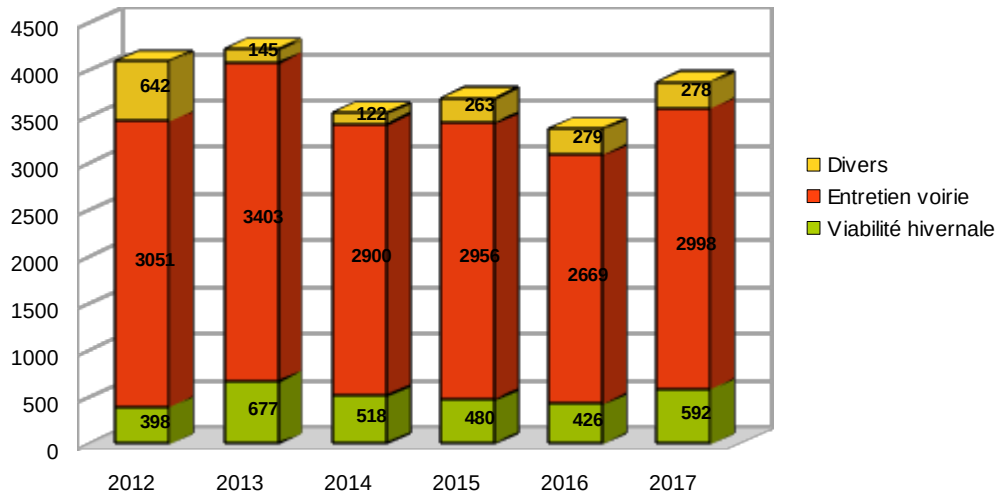
Les dépenses de voirie (hors dépenses de personnel) s'élèvent en 2017 à **3 868 614 €** pour **2 262 Km** de voirie, soit un coût de 1 710 €/km.

En incluant les dépenses de personnel, les dépenses concernant les routes et la voirie s'élèvent à **14 348 862 €** (hors compensations), soit un coût de 6 343 €/km.

Les dépenses de fonctionnement liées aux routes se répartissent principalement entre l'entretien de la voirie (**2 998 K€**) et la viabilité hivernale (**592 K€**).

S'y ajoutent les charges de fonctionnement et d'entretien des bâtiments liés à la route pour 278 K€, pris en charge par la Direction des Affaires Juridiques, de la Commande publique et de la Logistique et la Direction de l'Ingénierie Départementale.

Répartition des dépenses de fonctionnement Voirie (en K€)



Entretien de la voirie : 2 998 K€

- Les crédits d'entretien sont gérés par les UTCD et le Parc Technique Départemental.
- En 2017, 1 290 K€ de crédits GPER (gestion prévisionnelle de l'entretien routier) ont été consacrés à :
  - la location de matériel pour les travaux d'entretien du réseau assurés en régie par les agents de la route : 336 K€,
  - l'achat de fournitures et des prestations d'entretien réalisées par des entreprises : 954 K€.
- Un montant de 1 685 K€ a été dépensé par le Parc Technique Départemental pour l'entretien des véhicules et matériels et leur fonctionnement, dont 712 K€ pour le poste carburant.

  Les principaux postes de dépenses concernent l'achat de pièces de rechange, de pneumatiques, d'huiles et lubrifiants, les frais de réparation des engins et véhicules effectués par des professionnels, les frais de contrôle technique, les taxes et impôts sur véhicules et le carburant.
- Les charges exceptionnelles, d'honoraires et de conseil ont été de 22 K€.

Viabilité hivernale : 592 K€

Ces crédits ont majoritairement permis de financer les fournitures de consommables : sel, pouzzolane, dont les commandes sont effectuées par les UTCD.

La convention avec Météo France, le déneigement de l'Aire de la Lozère qui est externalisé, ainsi que le paiement de prestations aux communes ou groupements de communes dont les interventions sont conventionnées, sont pris en charge sur les crédits de fonctionnement de la viabilité hivernale.

E.3 - Technologies de l'information et de la communication

Les dépenses s'élèvent en 2017 à 157 K€ et se répartissent comme suit :

- 120 K€ pour les frais de mission de contrôle de la Délégation de Service Public, honoraires de notaire, convention de servitude Pylône WIMAX et téléphonie mobile, plan de prévention pylônes de téléphonie mobile, assistance à maîtrise d'ouvrage (Syndicat Mixte, groupement de commande,…),
- 24 K€ pour la maintenance des pylônes TDF pour la téléphonie mobile, de l'IRU ARTERIA, de l'IRU A75 Networks,
- 13 K€ pour le paiement des redevances DIR ,ONF, SNCF, location pylônes TDF Téléphonie mobile.

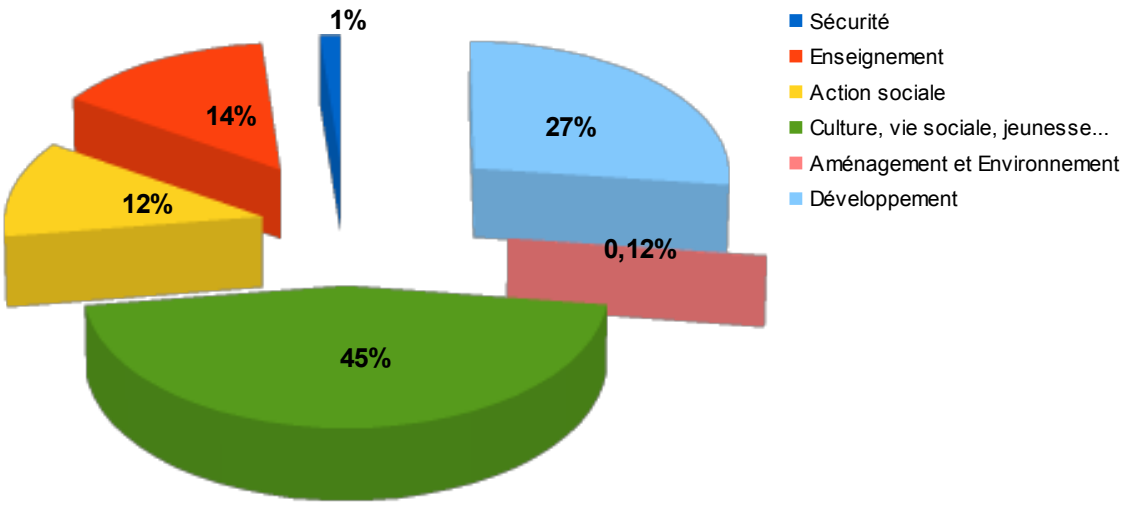
F - Subventions Plan d'Equipement Départemental (PED)

En 2017, ces crédits ont permis d'apporter une aide au fonctionnement des associations (967 dossiers) pour un montant total de 820 409 €.

Ils se répartissent de la manière suivante :

- Sécurité : 11 040 €
- Enseignement : 117 145 €
- Action sociale : 96 081 €
- Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs : 373 059 €
- Aménagement et environnement : 1 000 €
- Développement : 222 084 €

Répartition des subventions PED



G - La contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

La contribution annuelle du Département au SDIS, Fonctionnement et Investissement, est fixée lors du vote du budget primitif dans le cadre :

- - de l'évolution prévisionnelle des recettes du Département,
- - de la mise en place d'un moyen aérien de secours pour la période estivale,
- - du plan pluriannuel d'investissement 2018/2028 du SDIS ,

et ce conformément à la convention définissant les relations entre le Conseil départemental et le SDIS.

En 2017, la participation du Département au SDIS a représenté un montant de :

- - 3 400 K€ en section de Fonctionnement,
- - 200 K€ en section d'Investissement (aide à l'achat d'équipements de protections individuels, de véhicules et engins).

LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

En 2017, l'ensemble des recettes réelles de fonctionnement s'élève à 119 854 364 €, soit une augmentation de + 1 803 146 € (+ 1,53 %) par rapport à l'année 2016.

Cette augmentation s'explique par les évolutions suivantes :

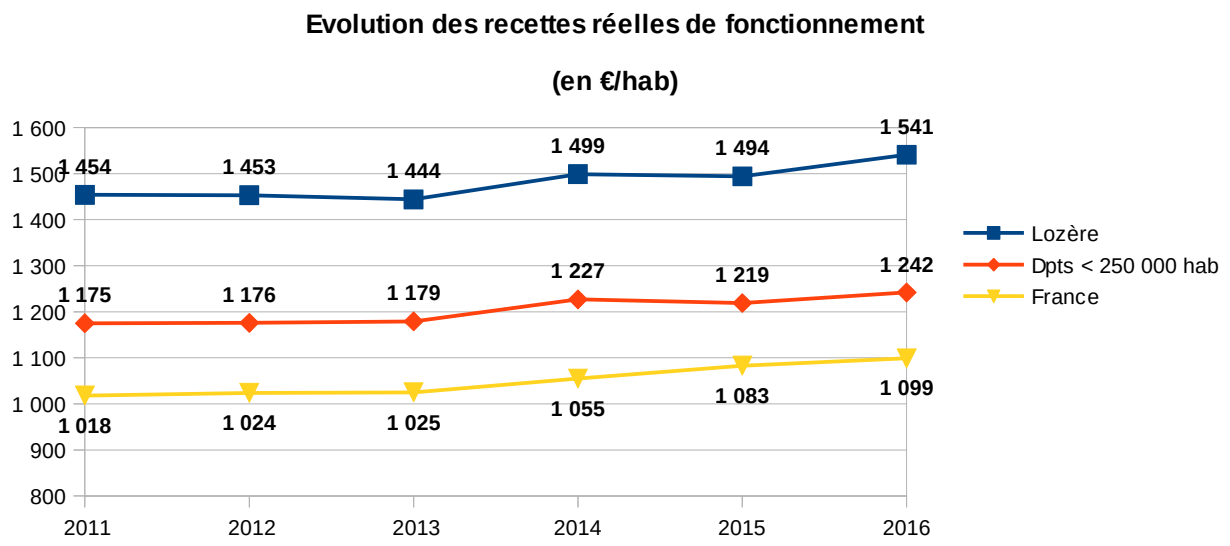
Evolutions à la baisse		
DGF	1 445	
Compensations exonérations	251	
TSCA	941	
DCRTP	226	
CVAE	2 271	50 % transféré à la Région
IFER	3	
Recouvrement sur aides sociales	1 067	
TOTAL K€	**-6 204**	

Evolutions à la hausse		
Dotation CNSA	302	
FMDI	124	
Taxe foncière	214	
Compensation péréquée	48	
DMTO	1 942	
Péréquation CVAE	19	
Taxe électricité	112	
Taxe aménagement	13	
FARPI	8	
Transport	2 452	Compensation Région
Autres	2 773	dont 1 235 K€ DSP Bagnols
TOTAL K€	**8 007**	

Elles se répartissent comme suit :

FONCTIONNEMENT	2016	2017
SERVICES GENERAUX (remboursements sur rémunération de personnel, sur charges, revenus des immeubles, produits exceptionnels...)	621 028,66 €	1 056 350,93 €
SECURITE	571,02 €	8 330,07 €
ENSEIGNEMENT (FARPI, participations autres départements remboursements sur rémunérations)	617 939,81 €	510 644,20 €
CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS (subventions Région, DRAC...)	140 013,97 €	133 040,33 €
PREVENTION MEDICO SOCIALE (remboursements sur rémunération de personnel ; recouvrement sur SS...)	34 045,01 €	35 242,35 €
ACTION SOCIALE (APA, PCH, MDPH, FMDI, recouvrements sur bénéficiaires, tiers payants et successions , remboursements sur rémunération de personnel...)	7 543 762,39 €	7 939 936,85 €
RESEAUX ET INFRASTRUCTURES (participations agences de l'eau, redevances EDF, France Télécom, usage parc, remboursements sur rémunération de personnel...)	522 217,77 €	744 392,39 €
AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT (participation, subventions PIG, remboursements sur rémunération de personnel)	428 941,54 €	199 306,17 €
TRANSPORTS (participation Région, communes, familles aux transports scolaires...)	919 380,83 €	3 371 598,27 €
DEVELOPPEMENT (participations, subventions numérisation du cadastre, pays...)	568 412,36 €	1 772 875,90 €
IMPOSITIONS DIRECTES	30 826 911,80 €	28 639 878,42 €
AUTRES TAXES (publicité foncière, TADE, TSCA, TICPE, aménagement, électricité ...)	29 216 609,88 €	30 461 286,76 €
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS (DGF, DGD, compensations,...)	46 606 803,00 €	44 714 235,00 €
OPERATIONS FINANCIERES (produits parts sociales, cession actions Soridec)	4 580,31 €	86 445,18 €
REPRISE SUR PROVISIONS		180 800,96 €
TOTAL	118 051 218,35 €	119 854 363,78 €

En 2016, le département de la Lozère a perçu près de 1 541 € de recettes par habitant, pour une moyenne des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants de 1 242 €, et de 1 099 € pour l'ensemble des départements.

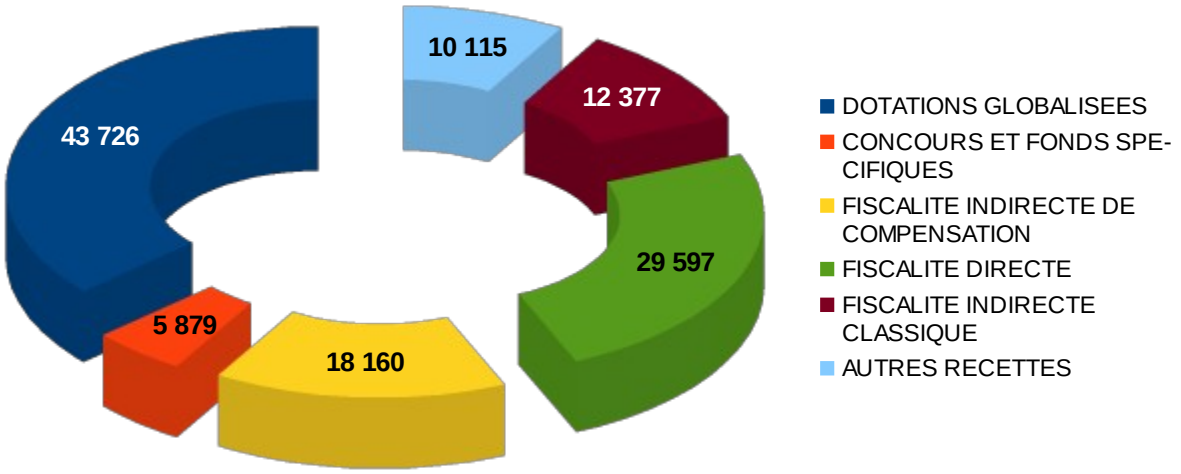


Elles ont été regroupées en trois catégories :

- Les dotations globalisées : 43 726 K€ soit 36,48 % des recettes réelles de fonctionnement,
- Les concours et fonds spécifiques : 5 879 K€ soit 4,91 % des recettes réelles de fonctionnement (CNSA, FSE, etc, …),
- La fiscalité indirecte de compensation : 18 160 K€ soit 15,15 % des recettes réelles de fonctionnement (TSCA, TICPE).

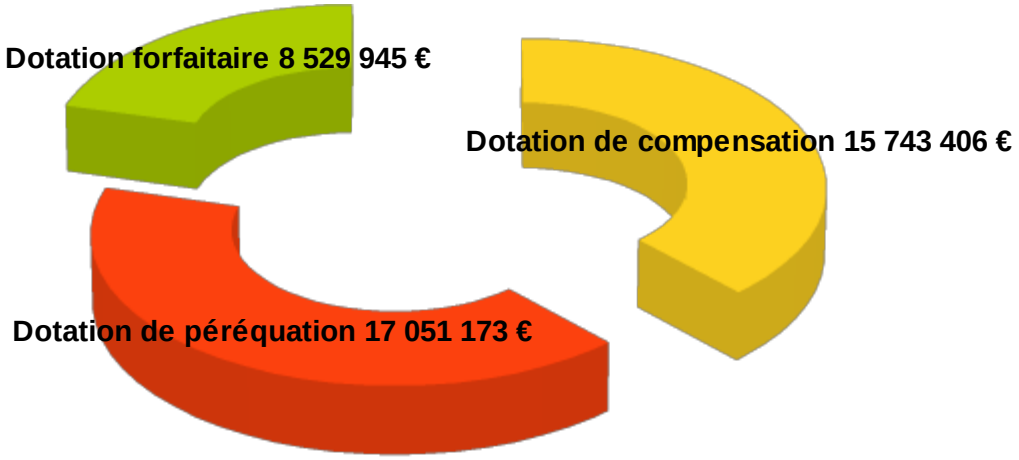
Le solde, soit 52 089 K€, regroupe :

- La fiscalité directe : 29 597 K€ soit 24,69 % des recettes réelles de fonctionnement,
- La fiscalité indirecte classique : 12 377 K€ soit 10,33 % des recettes réelles de fonctionnement,
- Les autres recettes : 10 115 K€ soit 8,44 % des recettes réelles de fonctionnement.



A - Les dotations globalisées (DGF, DGD, Compensations fiscales) : 43 726 K€

A.1 - La Dotation Globale de Fonctionnement : 41 325 K€



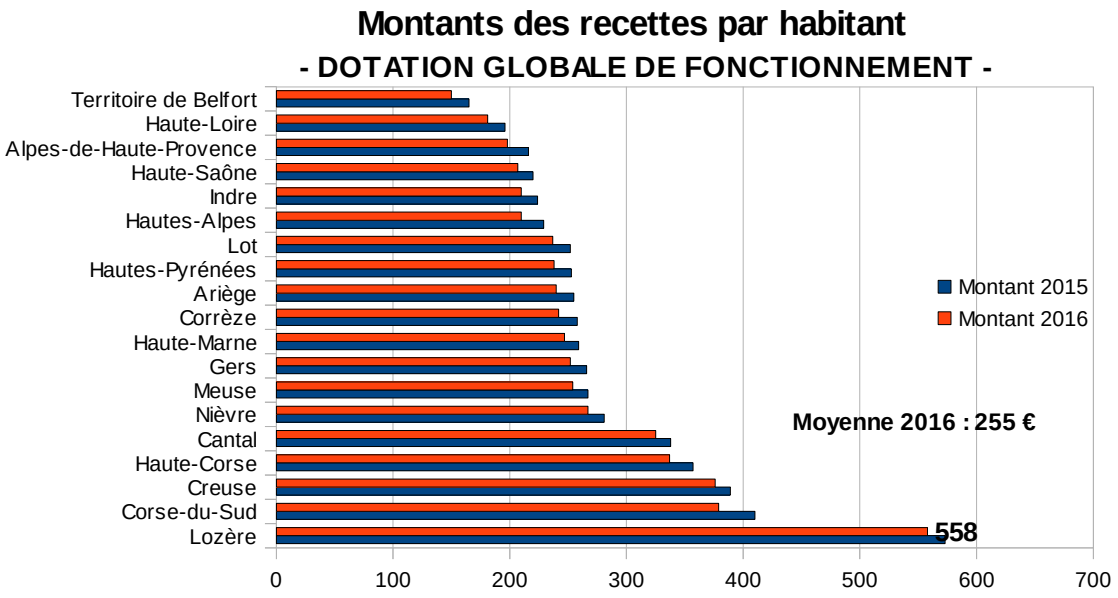
La DGF du département de la Lozère diminue en 2017 de - 1 445 753 €, ceci dans le cadre de la mise en place de la contribution des collectivités à l'effort de redressement des comptes publics.

Évolution de 2015 à 2017 :

Dotation forfaitaire	11 154 188 €	9 849 895 €	8 529 945 €
Dotation de péréquation (DFM)	17 051 173 €	17 051 173 €	17 051 173 €
Dotation de compensation	15 869 209 €	15 869 209 €	15 743 406 €
TOTAL	44 074 570 €	42 770 277 €	41 324 524 €
Evolution en euros		-1 304 293 €	-1 445 753 €
Evolution N-1 en %		-2,96%	-3,38%

Au titre de l'année 2017, la DGF totale représente 34,48 % des recettes réelles de fonctionnement.

En 2016, le département de la Lozère a perçu 558 € par habitant de dotation globale de fonctionnement pour une moyenne de la strate des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants de 255 €/hab. Ainsi notre département continue d'être le département de – 250 000 habitants le mieux doté en DGF. Le 2ème département est la Corse du Sud avec 379 € par habitant.



A.2 - La Dotation Globale de Décentralisation : 1 543 K€

Destinée à compenser en partie les charges résultant des transferts de compétences intervenus entre l'État et les collectivités territoriales, la DGD a été intégrée pour 95% à la dotation forfaitaire.

Chaque département perçoit depuis une DGD résiduelle égale à 5% de la DGD 2003.

Le montant perçu est figé depuis 2008 à hauteur de 1 543 322 €.

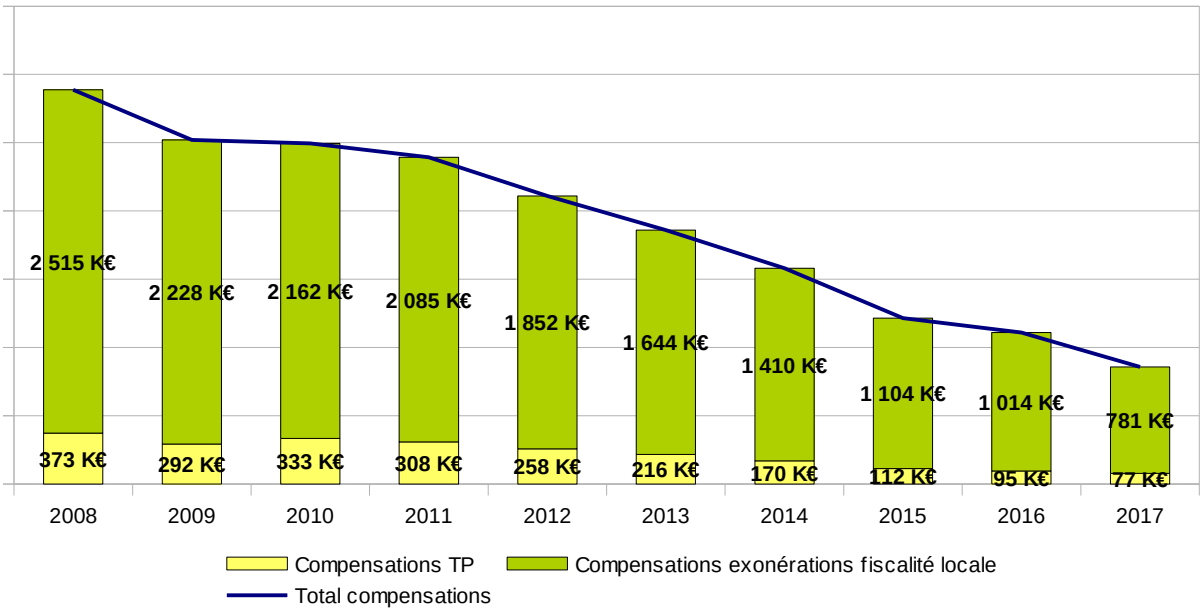
A.3 - Compensations des exonérations et dégrèvements fiscaux : 858 K€

En contrepartie des pertes de recettes subies par le Département du fait des exonérations et dégrèvements qu'il instaure, le législateur a prévu le versement de compensations au titre des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de l'ancienne taxe professionnelle.

Intégrées à l'enveloppe normée, ces compensations servent de variables d'ajustement permettant la maîtrise de cette enveloppe qui ne doit pas dépasser une certain montant fixé tous les ans dans la Loi de Finances.

Compensation au titre de	2015	2016	2017
Taxe professionnelle	112 233 €	95 181 €	77 016 €
Exonérations fiscalité directe	999 137 €	923 509 €	751 919 €
Exonérations taxes foncières	87 839 €	65 767 €	24 974 €
Contribution économique territoriale	16 508 €	24 956 €	3 720 €
TOTAL	**1 215 717 €**	**1 109 413 €**	**857 629 €**
Evolution année n/n-1		-8,74%	-22,70%

Toujours dans le cadre de la mise en place de la contribution des collectivités à l'effort de redressement des comptes publics au même titre que la DGF, **la baisse des allocations compensatrices s'élève à -22,70 % (-251 784 €) en 2017 par rapport à 2016**.



B - Les concours et fonds spécifiques (CNSA, FMDI, FSE): 5 879 K€

B.1 - La Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie : 5 389 K€

La caisse nationale de solidarité pour l'autonomie contribue au financement des allocations dans le cadre de l'accompagnement de la perte d'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.

L'ensemble des concours versés représente 4,5 % du budget de fonctionnement.

La dotation versée aux départements concerne l'allocation pour l'autonomie APA, la prestation de compensation du handicap PCH et le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées MDPH.

A.P.A. : 3 996 K€

	Comptes administratifs				
	2013	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Dépenses APA	9 099 087 €	9 334 698 €	9 480 719 €	9 905 507 €	9 716 269 €
Dotation CNSA	3 091 103 €	3 395 524 €	3 207 341 €	3 877 360 €	3 996 254 €
Reste à charge	**6 007 984 €**	**5 939 174 €**	**6 273 378 €**	**6 028 147 €**	**5 720 015 €**

La charge nette du Département au titre de l'APA est toujours très importante et pèse ainsi considérablement sur la section de fonctionnement avec un montant de 5 720 K€ en 2017.

L'année 2017 enregistre néanmoins une baisse du reste à charge pour le Département de -308 132 € (-5,11%) par comparaison à l'année 2016. Cette baisse s'explique par une dépense globale moins élevée.

P.C.H. : 959 K€

	Comptes administratifs				
	2013	2014	2015	2016	2017
Dépenses ACTP	883 752 €	832 948 €	786 383 €	772 450 €	675 847 €
Dépenses PCH	3 143 560 €	3 536 884 €	3 478 226 €	3 710 844 €	3 625 726 €
TOTAL DEPENSES	**4 027 312 €**	**4 369 832 €**	**4 264 609 €**	**4 483 294 €**	**4 301 572 €**
Dotation CNSA	949 011 €	939 420 €	940 284 €	948 109 €	958 810 €
Reste à charge	**3 078 301 €**	**3 430 412 €**	**3 324 325 €**	**3 535 185 €**	**3 342 762 €**

Le reste à charge pour le Département concernant la PCH enregistre également une baisse en 2017 (-192 423 € soit -5,44%) compte tenu d'une diminution de la dépense (ACTP - 96 603 € / PCH - 85 118 € Total - 181 721 €).

M.D.P.H. : 257 K€

	Comptes administratifs				
	2013	2014	2015	2016	2017
Dotation CNSA	247 314 €	251 659 €	278 250 €	260 928 €	256 513 €

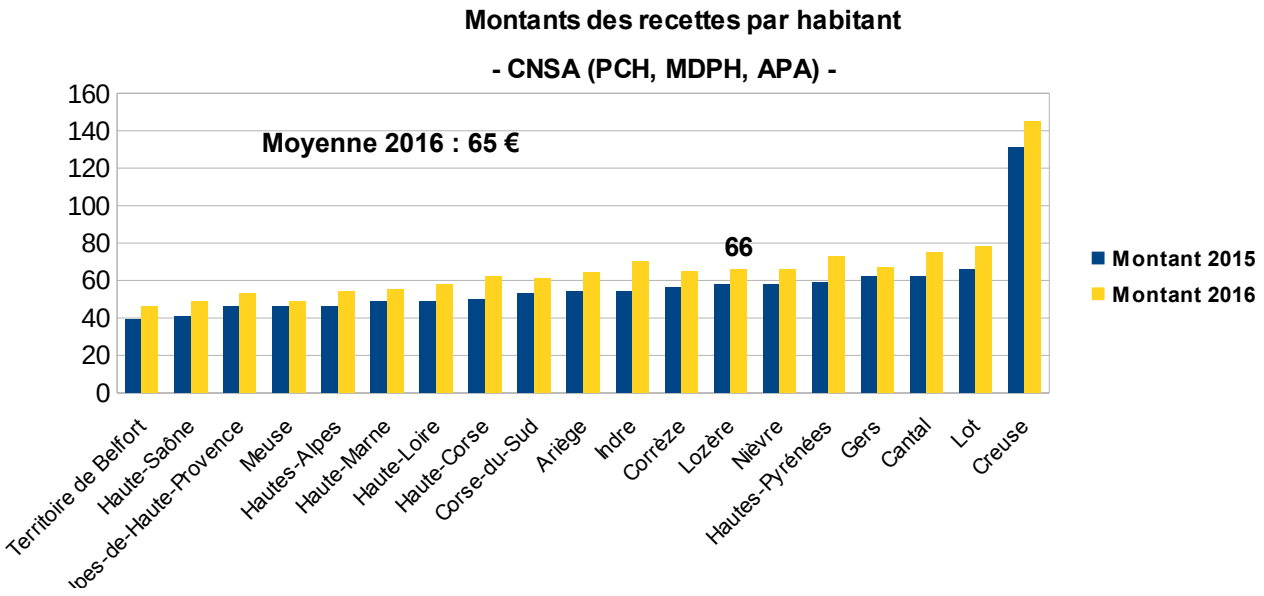
Ce concours est intégralement reversé à la MDPH soit 256 513 € en 2017. Pour information, en complément, la participation du Département à la MDPH est de 50 000 €.

Conférence des financeurs : 177 K€

La conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées est l'un des dispositifs phares de la loi ° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement. Il a pour objectif de coordonner dans chaque département les financements de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 et plus, autour d'une stratégie commune,

Le montant de ce concours est de 177 000 € pour l'année 2017.

Les dotations versées par la CNSA au titre de l'APA, de la PCH et de la MDPH, ont représenté en 2016 un montant de 66€/hab pour une moyenne des départements métropolitains de la même strate de 65€/hab.



B.2 - Le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) : 490 K€

Le FMDI a été créé par l'article 14 de la L.F.R. 2006 pour compenser une partie de l'écart entre les dépenses de R.M.I des départements et la compensation versée par l'État. Mis en place pour une durée initiale de trois ans (2005-2007), il a été modifié tant dans sa durée que dans son montant.

Comptes administratifs				
2013	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
319 877 €	329 802 €	365 183 €	366 127 €	489 581 €

C - La fiscalité indirecte de compensation : 18 160 K€

Elle représente 15,15 % du budget réel de fonctionnement soit un montant de 18 160 K€, et diminue de - 742 K€, soit – 3,93 % par rapport à 2016 (18 902 K€).

C.1 - Compensations RMI RMA – RSA : 3 152 K€

La TICPE : 2 841 K€

Pour faire face à leurs nouvelles charges, liées à la décentralisation de la gestion du revenu minimum d'insertion et à la création du revenu minimum d'activité, le département bénéficie, depuis 2004, d'une fraction du produit de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques.

Ce montant est figé depuis 2008 à hauteur de 2 841 122 €.

La TICPE au titre du RSA : 311 K€

La généralisation du revenu de solidarité active (RSA), qui s'est substitué au revenu minimum d'insertion (RMI) et à l'allocation de parent isolé (API) à compter du 1er juillet 2009, a constitué une extension de compétence pour les départements.

L'article 51 de la loi de finances pour 2009 a institué un dispositif de financement du RSA calqué sur celui du RMI, le montant définitif du droit à compensation étant arrêté au vu des dépenses constatées dans les comptes administratifs 2014 des départements.

Ce montant est figé depuis 2014 à hauteur de 310 973 €.

Tableau récapitulatif :

	Comptes administratifs			
	2014	2015	2016	2017
DEPENSES RMI-RSA-RSA	**5 785 883 €**	**5 856 294 €**	**7 248 775 €**	**6 896 134 €**
TICPE + TICPE RSA	3 152 095 €	3 152 095 €	3 152 095 €	3 152 095 €
FMDI	329 802 €	365 183 €	366 127 €	489 581 €
Total recettes	**3 481 897 €**	**3 517 278 €**	**3 518 222 €**	**3 641 676 €**
Reste à charge	**2 303 986 €**	**2 339 016 €**	**3 730 553 €**	**3 254 458 €**

C.2 - Compensations transferts de compétences : 15 008 K€

(hors TICPE-Part RSA : cf paragraphe précédent)

L'article 52 de la loi de finances pour 2005 a prévu l'attribution aux départements d'une fraction de tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TICPE Complémentaire), ainsi que d'une fraction de taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA) afin de financer les transferts de compétences prévus par la loi « libertés et responsabilités locales » du 13 août 2004, **notamment le transfert du personnel de l'équipement des routes et des collèges.**

	Comptes administratifs				
	2013	2014	2015	2016	2017
TSCA	10 271 232 €	10 731 605 €	9 961 636 €	11 331 329 €	10 633 315 €
TICPE COMPLEMENTAIRE	2 673 494 €	2 855 433 €	2 582 404 €	2 763 616 €	2 787 702 €
TICPE - PART RSA		310 973 €	310 973 €	310 973 €	310 973 €
TOTAL COMPENSATIONS	12 944 726 €	13 898 011 €	12 855 013 €	14 405 918 €	13 731 990 €
EVOLUTION		7,36%	-7,50%	12,06%	-4,68%

La Taxe spéciale sur les contrats d'assurances (T.S.C.A) : 10 633 K€

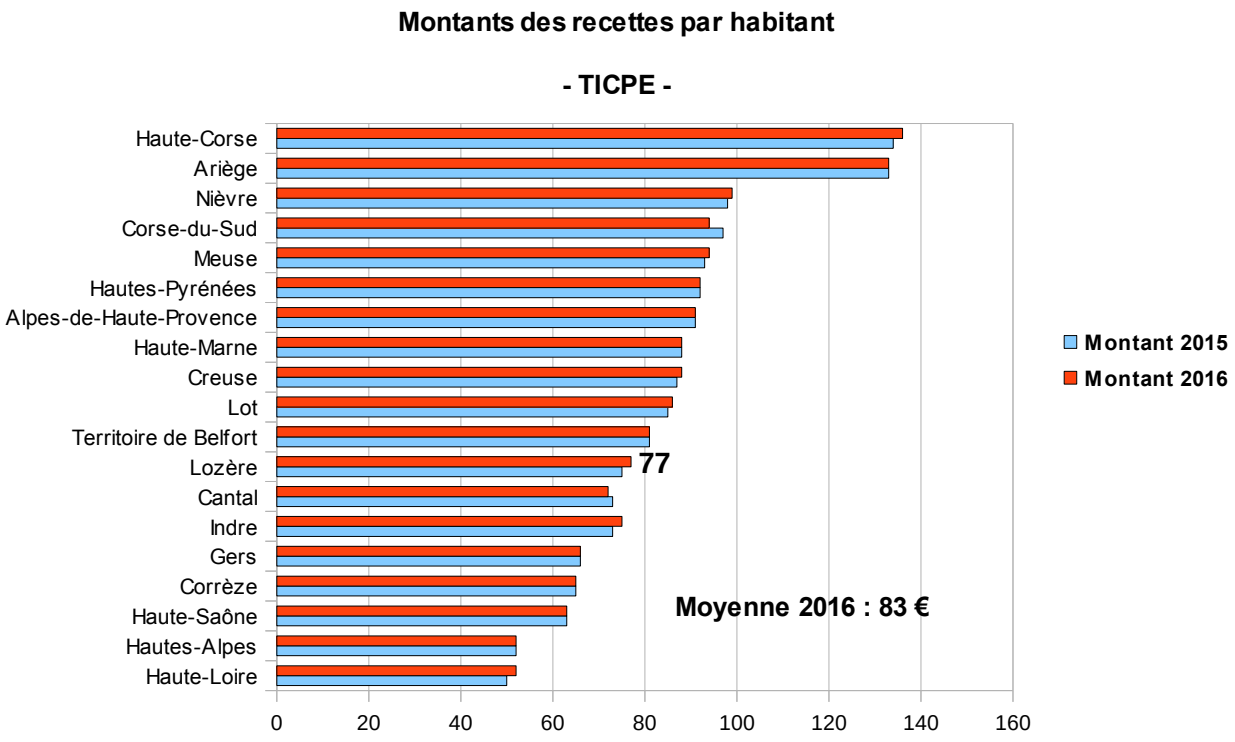
En 2017, le montant total perçu au titre de la TSCA s'élève à 10 633 315 €, contre 11 331 329 € en 2016 soit une diminution de - 698 014 € (- 6,16 %).

La TICPE complémentaire : 2 788 K€

L'assiette de la TSCA ne suffisant pas à financer le droit de compensation, il a été prévu, à compter de 2008, d'attribuer aux départements un financement complémentaire sous la forme d'une part supplémentaire du produit de la TICPE. Cette part de TICPE dite « complémentaire » est totalement distincte de la TICPE de base (2 841 K€ voir page précédente).

En 2017, le montant perçu au titre de la TICPE complémentaire s'élève à 2 787 702 € contre 2 763 616 € en 2016 soit + 24 086 € (+ 0,87%).

En 2016, la TICPE représentait une recette de 77 € par habitant contre 75 € en 2015 pour une moyenne des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants de 83 €.

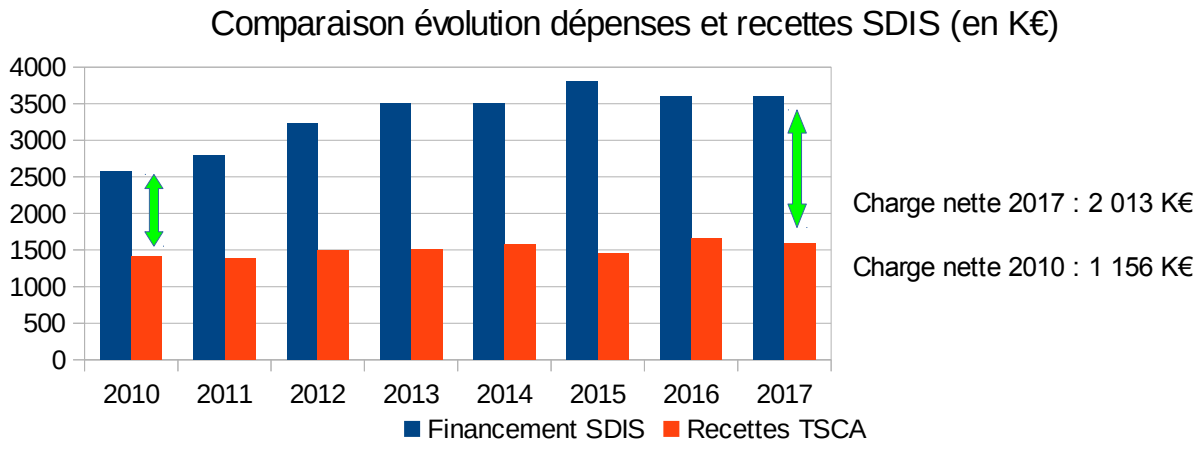


La T.S.C.A – SDIS (article 53) : 1 587 K€

L'article 53 de la loi de finances pour 2005 a prévu pour les départements l'attribution d'une deuxième fraction de TSCA, en contrepartie d'une réfaction opérée sur leur dotation globale de fonctionnement (DGF), destinée à contribuer au financement des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).

Elle est distincte de celle attribuée au titre des transferts de compétences prévus par la loi « libertés et responsabilité locales » du 13 août 2004 (article 52).

Au titre de l'année 2017, le montant perçu s'élève à 1 586 821 €.



Au titre de la TICPE (ex-RMI + Complémentaire), le département de la Lozère a perçu en 2017 un montant total de 5 629 K€ contre 5 605 K€ en 2016 soit + 24 000 € (+ 0,43%).

D - La fiscalité directe : 29 597 K€ (hors Part État DMTO)

L'ensemble des recettes fiscales directes représente 24,69 % du budget réel de fonctionnement et affiche une baisse de - 2 413 K€ soit – 7,54 % par rapport à l'année 2016, soit un montant de 29 597 K€ pour l'année 2017 (contre 32 010 K€ en 2016).

La fiscalité 2017 est en diminution de - 2 461 123 € qui s'explique de la manière suivante :

- transfert à la Région d'une part de la CVAE (- 2 271 386 €) pour le financement de la compétence transports ;

- baisse de la DCRTP (- 225 920 €), dotation intégrée dans l'enveloppe normée et qui sert avec les allocations compensatrices de variable d'ajustement ;

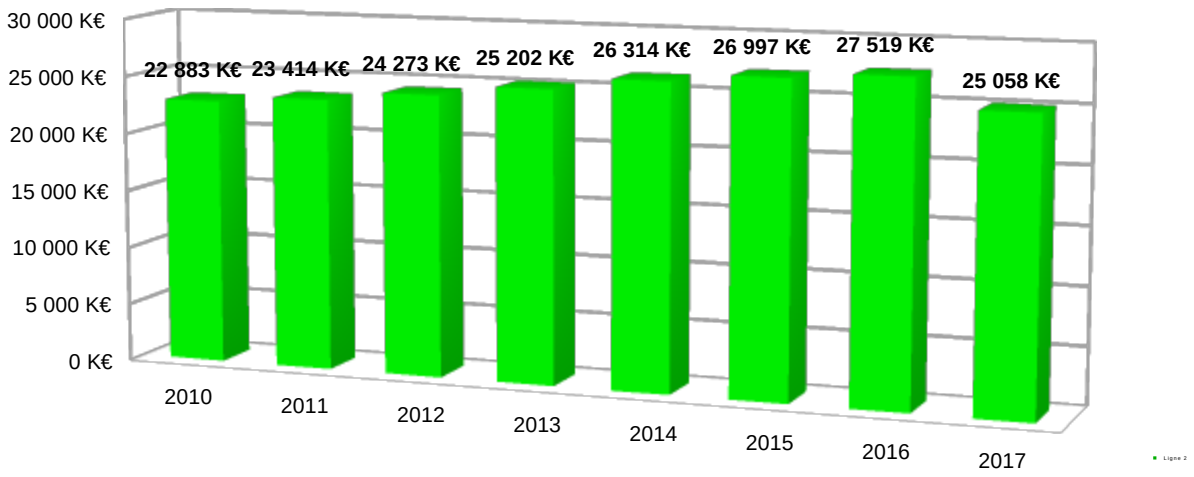
- baisse de la part Etat de la TSCA (- 175 233 €).

La fiscalité directe : 24 806 K€

	COMPTES ADMINISTRATIFS				
	2013	2014	2015	2016	2017
FONCIER BATI	15 348 809 €	16 404 989 €	16 964 937 €	17 312 077 €	17 525 594 €
FNGIR	918 061 €	918 061 €	918 061 €	918 061 €	918 061 €
DCRTP	1 183 791 €	1 183 791 €	1 183 791 €	1 183 791 €	957 871 €
CVAE	4 377 482 €	4 305 515 €	4 620 420 €	4 544 438 €	2 273 052 €
IFER	464 030 €	465 494 €	468 722 €	527 736 €	525 635 €
PART ETAT TSCA	2 657 532 €	2 784 281 €	2 589 059 €	2 781 223 €	2 605 990 €
TOTAL	24 949 705 €	26 062 131 €	26 744 990 €	27 267 326 €	24 806 203 €
PART ETAT DMTO	251 967 €	251 967 €	251 967 €	251 967 €	251 967 €

Le point de fiscalité 2017 s'élève à 175 414 € contre 173 642 € en 2016. L'augmentation des bases génère à elle seule + 213 517 € entre les deux mêmes exercices.

Évolution du produit fiscal y compris part État DMTO



Le Dispositif de Compensation Péréquée (DCP) : 4 791 K€

Deux nouvelles recettes ont été créées par la loi de finances de 2014 :

Frais de gestion de la taxe sur le foncier bâti :

L'article 26 de la Loi de finances 2014 dans le premier volet de la mise en œuvre du pacte de confiance et de responsabilité État-Collectivités locales dans sa dimension relative au financement des trois **allocations individuelles de solidarité (AIS)**, a transféré aux départements des frais de gestion de la taxe foncière sur le bâti.

Ces frais de gestion correspondent à un taux de 3 % soit :

- - 2 % au titre des frais de dégrèvement et de non-valeurs,
- - 1 % pour les frais d'assiette et de recouvrement.

La somme ainsi levée, soit 906 M€, est répartie entre les départements afin d'améliorer le financement des trois AIS sur la base de deux parts :

- 70 % soit 578,9 M€ sont distribués sur la base de la part du reste à charge total du département dans le reste à charge total national ;
- 30 % soit 248,1 M€ sont distribués en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges qui s'avère être celui utilisé pour répartir la première section du fonds de soutien de l'article 48 de la LFR 2012 soit la somme de :
    - la part des bénéficiaires de l'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA pondérée par 0,3) ;
    - la part des bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH) et de l'attribution de compensation pour tierce personne (ACTP pondéré par 0,2) ;
    - la part des bénéficiaires du revenu de solidarité active (pour la partie « socle », RSA, pondérée par 0,2) ;
    - du ratio revenu par habitant de l'ensemble des départements sur revenu par habitant du département (pondéré par 0,3).

La somme des deux reversements ainsi obtenue est ensuite pondérée par le ratio du revenu par habitant de l'ensemble des départements sur le revenu par habitant du département.

Au titre de l'année 2017, le Département de la Lozère a perçu un montant de 4 791 546 €.

Relèvement du taux des DMTO

En complément de l'aide versée au titre de la DCP, l'article 77 de la LFI 2014 a ouvert la faculté pour les conseils départementaux de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) de 3,8 % à 4,5 % (taux maximum).

Sur ces 0,70 % d'augmentation des taux, 0,35 % sont reversés pour alimenter le fonds de solidarité pour lequel le département de la Lozère contribue en 2017 à hauteur de 298 505 € (330 528 € en 2016).

Cette disposition a été pérennisée dans le cadre de la Loi de Finances 2016.

E - La fiscalité indirecte classique : 12 377 K€

Elle représente 10,33 % du budget de fonctionnement pour un montant total de 12 377 K€, soit une augmentation de + 19,99 % par rapport à 2017 (10 315 K€).

Elle comprend :

E.1 - Les droits et taxes départementaux d'enregistrement et taxe additionnelle : 5 310 K€

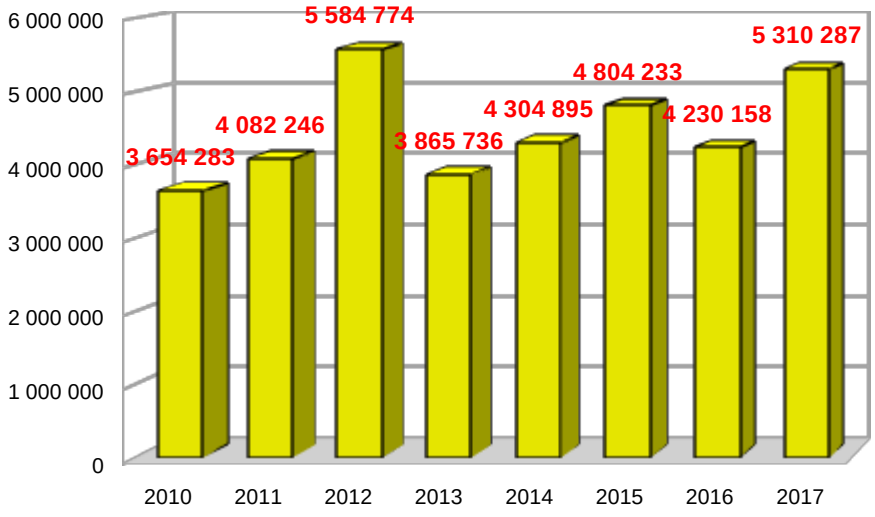
La taxe départementale de publicité foncière ou droit départemental d'enregistrement sur les mutations d'immeubles est un impôt perçu par les départements sur les ventes et sur tous les actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux.

Évolution des droits d'enregistrement :

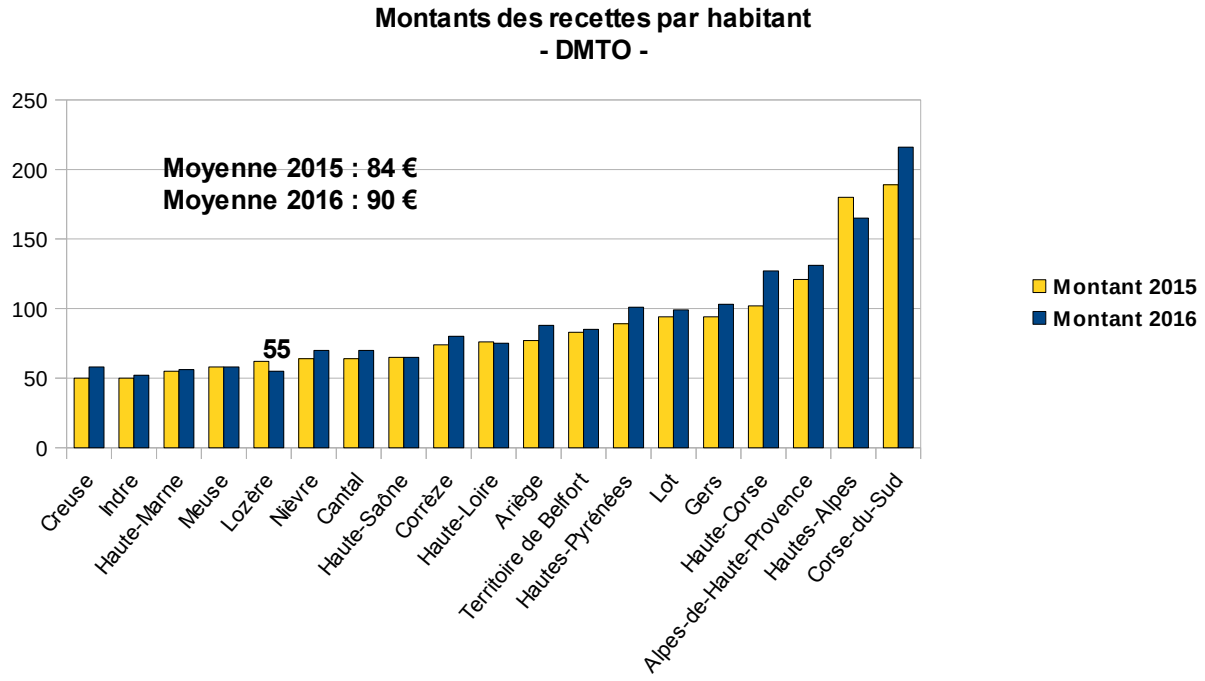
	Comptes administratifs				
Taxe départementale	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
de publicité foncière	3 798 940 €	4 228 072 €	4 769 098 €	4 209 870 €	5 236 868 €
additionnelle à certains droits d'enregistrement **TADE**	66 795 €	76 823 €	35 135 €	20 288 €	73 419 €
TOTAL	**3 865 735 €**	**4 304 895 €**	**4 804 233 €**	**4 230 158 €**	**5 310 287 €**
Evolution année n/n-1		11,36%	11,60%	-11,95%	25,53%
Evolution 2013/2017	37,37%				

Après une baisse de - 11,95 % (- 574 075 €) en 2016, le produit 2017 est en hausse de + 25,53 % (+ 1 080 129 €).

Évolution des droits de mutations à titre onéreux :



Les droits de mutation à titre onéreux associés à la taxe additionnelle représentaient en 2016 un montant de 55 € par habitant, contre 62 € en 2015. La moyenne pour les départements métropolitains de moins de 250 000 habitants se situe quant à elle à 90 € par habitant en 2016 contre 84 € en 2015.



E.2 - Le Fonds départemental de péréquation des DMTO : 5 373 K€

La péréquation : 4 949 K€

Les ressources de ce fonds sont réparties, chaque année, entre les départements dont le potentiel financier par habitant est inférieur à la moyenne des potentiels financiers par habitant de l'ensemble des départements, de la manière suivante :

- pour 1/3 au prorata du rapport entre le potentiel financier par habitant de l'ensemble des départements et le potentiel financier par habitant du département ;
- pour 1/3 au prorata du rapport entre le potentiel financier par habitant de l'ensemble des départements et le potentiel financier par habitant du département, multiplié par la population du département ;

- pour 1/3 au prorata du rapport entre le montant par habitant des droits de mutation à titre onéreux perçus par l'ensemble des départements et le montant par habitant de ces mêmes droits perçus par le département.

L'introduction du critère du revenu par habitant au niveau de l'éligibilité et de la population au niveau de la répartition a pénalisé les départements ruraux mais a également réduit l'effet péréquateur visant à diminuer les écarts de richesse.

Le Département a perçu au titre de ce fonds un montant de 4 949 397 € pour 2017. Aucune réserve n'a été constituée en 2017. Cette décision n'a été connue qu'assez tardivement et n'a pu être prise en compte lors du vote du budget primitif.

Le fonds de solidarité : 424 K€

Par ailleurs, dans le cadre de la loi de finances pour 2014 qui met en œuvre les conclusions du Pacte de confiance et de responsabilité établi entre l'État et les collectivités territoriales, il a été décidé la mise en place d'un fonds de solidarité alimenté par un prélèvement correspondant à 0,35 % des bases des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) des départements en 2013 (827 millions d'euros).

En 2017, le département de la Lozère a perçu au titre de ce fonds de solidarité un montant de 424 099 € correspondant au 0,7 % d'augmentation de taux, pour un écrêtement de 298 505 €, soit les 0,35 % d'augmentation de taux, **soit une recette réelle de 125 594 €.**

		Comptes administratifs				
DMTO	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Fds national de péréquation	5 411 352 €	1 989 957 €	1 872 187 €	1 877 001 €	4 021 719 €	4 949 397 €
Fonds de solidarité			582 940 €	506 409 €	489 227 €	424 099 €
TOTAL	**5 411 352 €**	**1 989 957 €**	**2 455 127 €**	**2 383 410 €**	**4 510 946 €**	**5 373 496 €**
Evolution année n/n-1		-63,23%	23,38%	-2,92%	89,26%	19,12%
Evolution 2013/2017	170,03%					

En 2012 et 2013, l'introduction de deux nouveaux critères :

- l'un concernant l'éligibilité sur la base du revenu par habitant ;
- l'autre concernant la répartition avec pondération par la population.

ont été grandement défavorables aux départements ruraux dont La Lozère.

La perte cumulée du fonds national de péréquation de 2013 à 2017 s'élève à 12,346 M€.

Le Fonds de solidarité créé par la loi de finance de 2014 est donc loin de compenser le manque à gagner.

La hausse constatée respectivement en 2016 puis 2017 résulte du déblocage du fonds de réserve redistribué à tous les Départements.

E.3 - Le Fonds départemental de péréquation CVAE : 324 K€

Les ressources du fonds sont réparties au bénéfice de la moitié des départements de métropole classés en fonction décroissante d'un indice synthétique de ressources et de charges, ainsi que de tous les départements d'Outre-mer. Cet indice est constitué de quatre critères :

- - le potentiel financier par habitant,
- - le revenu par habitant,
- - la proportion de personnes âgées de plus de 75 ans dans le département,
- - la proportion de bénéficiaires du RSA dans le département.

Le montant perçu en 2017 est de 324 321 €, soit + 19 344 € comparé au produit 2016 (304 977 €).

E.4 - La taxe sur l'électricité : 1 060 K€

Cette taxe, assise sur la consommation d'électricité, est mise en recouvrement par les distributeurs (EDF, GDF, POWEO, ENERCOP, etc) puis reversée au Département.

	2013	2014	2015	2016	2017
PRODUIT GLOBAL	**1 005 833 €**	**1 065 434 €**	**1 035 054 €**	**1 068 775 €**	**1 060 130 €**
COMMUNE DE MENDE	113 605 €	0 €	91 000 €	91 000 €	
SDEE	427 000 €	427 000 €	342 000 €	342 000 €	
TOTAL VERSEMENTS	**540 605 €**	**427 000 €**	**433 000 €**	**433 000 €**	
PRODUIT NET	**465 228 €**	**638 434 €**	**602 054 €**	**635 775 €**	**1 060 130 €**

E.5 - La taxe d'aménagement : 301 K€

Le 1er janvier 2012, la taxe d'aménagement s'est substituée à toutes les taxes d'urbanismes existantes. Elle est assise sur toutes les surfaces de planchers, des combles et sous-sols au-delà de 1,80 m de hauteur et également les surfaces aménagées en vue du stationnement des véhicules.

Par délibération du 17 octobre 2011, le Conseil Général a institué sur l'ensemble du territoire départemental la taxe d'aménagement au taux de 0,6 % porté par nouvelle délibération du 31 octobre 2013 à 1 %.

La répartition du taux est déclinée à hauteur de :

- - 0,6 % pour le financement des espaces naturels sensibles
- - 0,4 % pour le financement du conseil d'urbanisme et d'environnement (CAUE)

Le produit de la taxe d'aménagement a évolué ainsi qu'il suit :

Comptes administratifs				
2013	2014	2015	2016	2017
48 862 €	203 166 €	309 180 €	288 249 €	300 872 €

E.6 - Les autres taxes : 9 K€

D' un montant de 9 419,91 € elles correspondent aux redevances sur l'énergie produite par les usines hydroélectriques. L'exercice 2017 intègre des régularisations de l'année 2016.

Comptes administratifs				
2013	2014	2015	2016	2017
6 196 €	7 040 €	7 601 €	623 €	9 420 €

F - Autres recettes : 10 115 K€

Elles représentent 8,44 % du budget de fonctionnement pour un montant de 10 116 K€, soit une augmentation de + 70,02 %par rapport à 2016 (5 950 K€)

Elles comprennent les participations versées par l'Europe, l'État, la Région, mais aussi les autres recettes diverses telles que les recouvrements de dépenses sociales, les participations des communes aux transports, le FARPI.

F.1 - Les anciens fonds académiques de rémunérations des personnels d'internat (FARPI) : 289 K€

Depuis le 1er janvier 2006, les régions et les départements perçoivent la participation des familles antérieurement versée aux FARP . Cette participation contribue au financement (40 % environ) de la rémunération des personnels techniciens, ouvriers et de service affectés aux services de restauration et d'internat (40 % environ).

Un conventionnement Département/Collège fixe les modalités de reversement au Département. Le taux fait l'objet d'une délibération annuelle.

Ces reversements évoluent de la manière suivante :

Comptes administratifs				
2013	2014	2015	2016	2017
267 673 €	284 961 €	264 125 €	280 756 €	288 789 €

F.2 - Les transports : 3 372 K€

L'ensemble des recettes perçues au titre des transports s'élève à 3 371 K€ :

Région : 2 420 K€ - compensation dans le cadre de la compétence transférée

Communes : 566 K€

Familles : 355 K€

Etat : 30 K€ guichet unique navettes touristiques

Mandats annulés : 1 K€

F.3 - Recouvrements spécifiques : 857 K€

Les recouvrements sur dépenses d'aide sociale (sur bénéficiaires, tiers-payants, successions, indus APA, RSA) s'élèvent en 2017 à 857 K€.

F.4 - Autres : 5 597 K€

Les autres recettes d'un montant de 2 826 K€ correspondent aux remboursements sur rémunérations et charges de personnel, aux produits des services, revenus des immeubles, produits exceptionnels divers.

- **les remboursements sur rémunérations et charges de personnels : 1 097 K€** indemnités journalières sur rémunérations et charges, remboursement consultation PMI

Comptes administratifs				
2013	2014	2015	2016	2017
701 056 €	817 167 €	1 617 236 €	1 350 260 €	1 097 424 €

- **le produit des services et de gestion** : **1 026 K€**
  - redevances pour occupation du domaine départemental : 336 K€ (Ste Lucie, Les Bouviers, relais, pylônes téléphonie mobile)
  - remboursement de frais par des tiers : 677 K€ (SDIS, LDA, CDOS – Communauté de Communes Coeur de Lozère – Mission Locale – Office tourisme St Alban – autres redevables),
  - produit des régies : 13 K€ (4,6 K€ archives, 2,4 K€ tickets restaurant, 6 K€ Pass jeunesse).

- **les subventions et participations** : **1 368 K€**
  - Etat : : 366 K€ ANAH, DRAC (plan objet d'art, actions MDL), fonds prévention délinquance, Fapi….)
  - Etat : 31 K€ FCTVA de fonctionnement
  - Région : 5 K€ - inventaire patrimoine
  - Départements (07,30,34) : 150 K€ - fonctionnement collèges
  - Communes/Cté Cnes : 82 K€ (57 K€ SATESE/SATEP - 25 K€ protect° ressource eau)
  - Autres organismes : 712 K€ (340 K€ ARS MAIA – 64 K€ Lozère Ingénierie, 7K€ Ademe, 230 K€ Agences de l'Eau – 14 K€ Etat plan numérique - 57 K€ ASPCUI)
  - Particuliers : 22 K€ - La Lozère Pousse le Bouchon
- **les produits de gestion courante** : **1 346 K€**
  - revenu des immeubles : 60 K€ (ALEC - CAUE - Maison de la Lozère Montpellier - Hôpital St Alban - CDT - Lozère Ingénierie – POLEN),
  - redevances concessions : 1 266 K€ DSP Bagnols Les Bains,
  - autres : 20 K€ vente certificat d'énergie.
- **les produits de cession de biens : 461 K€** (390 K€ matériel, 71 K€ actions SORIDEC),
- **les produits exceptionnels : 111 K€** (remboursement de sinistres, vente enchères, remboursement de frais, avoirs …),
- **les produits financiers : 7 K€** (parts sociales),
- **les reprises sur provisions constituées : 181 K€.**

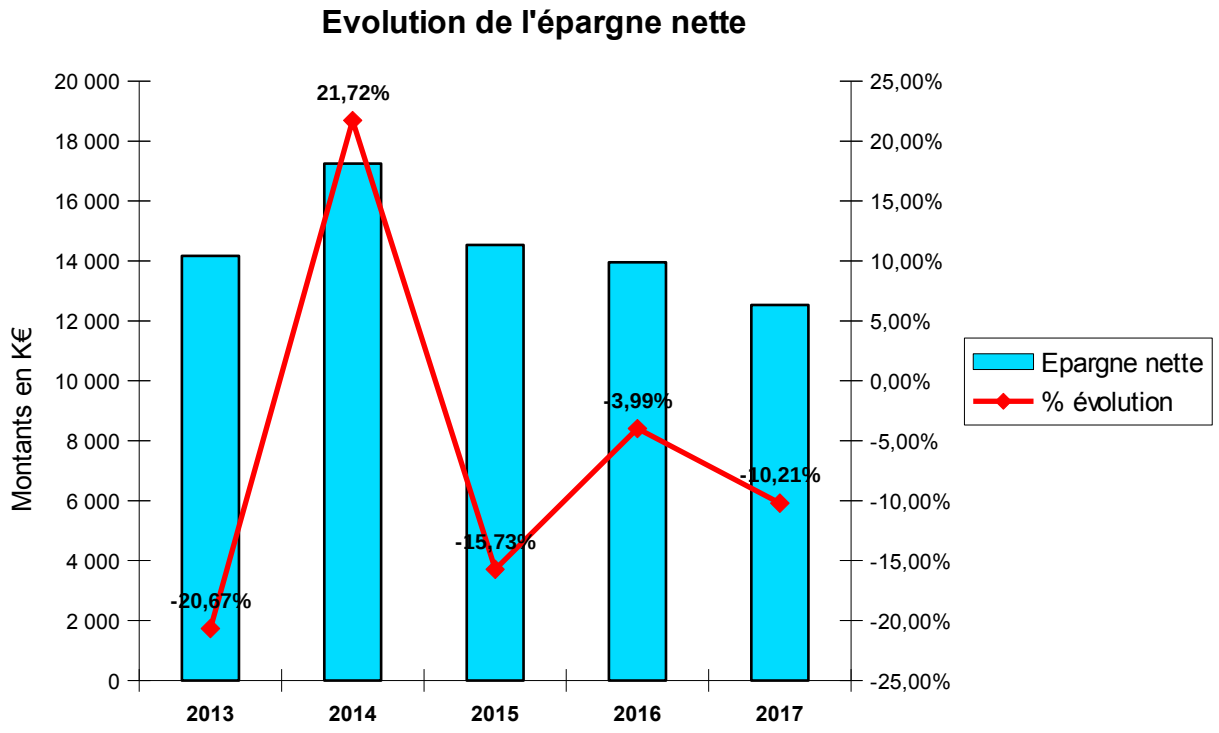
LA SECTION D'INVESTISSEMENT

L'épargne nette constitue l'épargne disponible pour l'investissement après remboursement du capital de la dette.

L'épargne nette d'un montant de 12 528 K€ en 2017 diminue de 10,21 % entre 2016 et 2017.

Cette évolution négative s'explique par l'augmentation du capital d'emprunts remboursés (+ 15,11 %) et de la baisse de l'épargne brute de – 3,83 % (hausse des dépenses plus importante que celle des recettes).

Le taux d'épargne nette atteint 10,45 % en 2017. Il était de 11,82 % en 2016.



ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT

Les taux d'exécution des dépenses réelles d'investissement (hors remboursements sur emprunts revolving et provisions pour imprévus), se situent à 90,22 % en 2017 contre 86,07 % en 2016.

	2014	2015	2016	2017
Taux d'exécution dépenses réelles d'investissement	80,81%	84,40%	86,07%	90,22%

Le montant des dépenses réelles d'investissement 2017 se répartit comme suit :

par fonction :

Investissement (en €)	Total consommé 2017
Dettes - autres opérations financières *	5 511 435
Développement	3 984 684
Réseaux et infrastructures	14 600 056
Enseignement	3 681 531
Sécurité	200 000
Transports	220 874
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	490 218
Services généraux	3 153 355
Action sociale	1 030 982
Aménagement et environnement	3 710 415
TOTAL	**36 583 550**

* N'est pas comptabilisée à hauteur de 1 M€ la mobilisation temporaire sur emprunt revolving (encaissement 29/12/2016 et remboursement 11/01/2017).

par direction :

Solidarité Territoriale – Médiathèque	4 688	66,74%
Archives	9 968	97,73%
DAJCL – Marchés publics	50 634	77,90%
DAJCL – Achats et Moyens	55 160	78,80%
SDIS	200 000	100,00%
Infrastructures Départementales – Transports	220 874	97,73%
DMNT – Techno. Information et Communication	243 558	11,86%
Solidarité Territoriale – DDEC	470 036	99,28%
DAJCL – Information et Télécommunications	708 412	96,04%
Solidarité Sociale	1 055 088	73,67%
DAJCL – Bâtiments	4 548 531	92,74%
DRHAF – Affaires Financières et Assemblées	6 840 404	88,49%
Solidarité Territoriale – DID et DAD	10 788 290	96,85%
Infrastructures Départementales – Routes	11 387 907	99,03%
TOTAL	**36 583 550**	**90,22%**

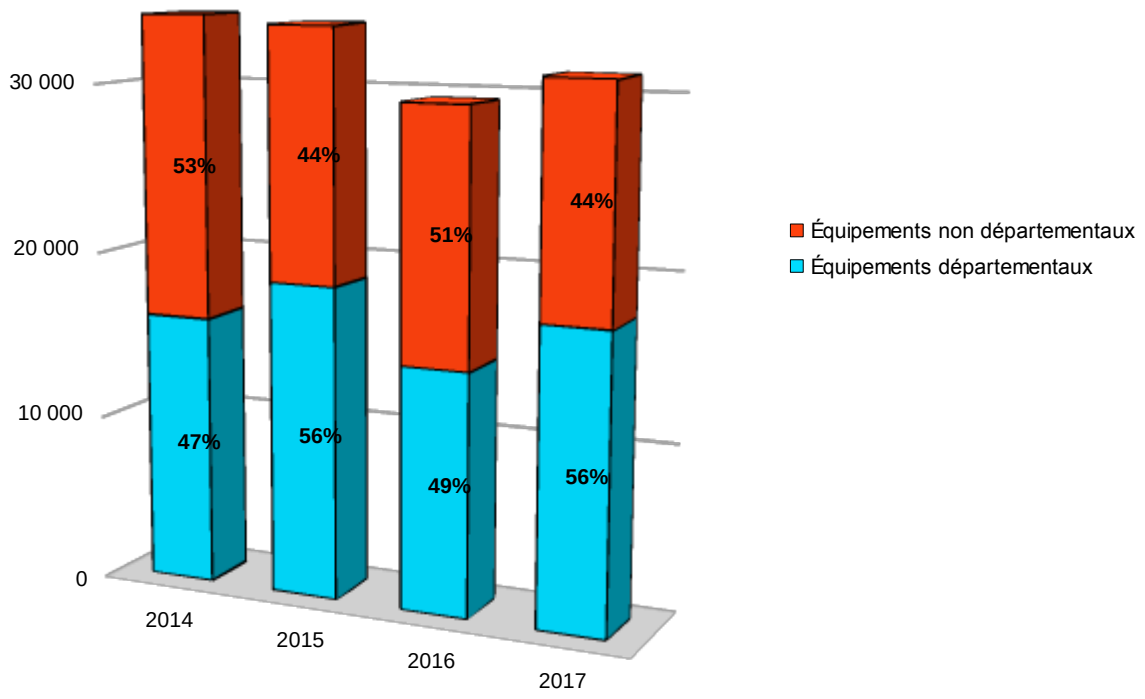
par nature d'investissements :

En K€	2016	2017
Équipements départementaux	14 450	17 553
Équipements non départementaux	14 986	13 519
Opérations non ventilées*	4 801	5 512
TOTAL	34 237	36 584

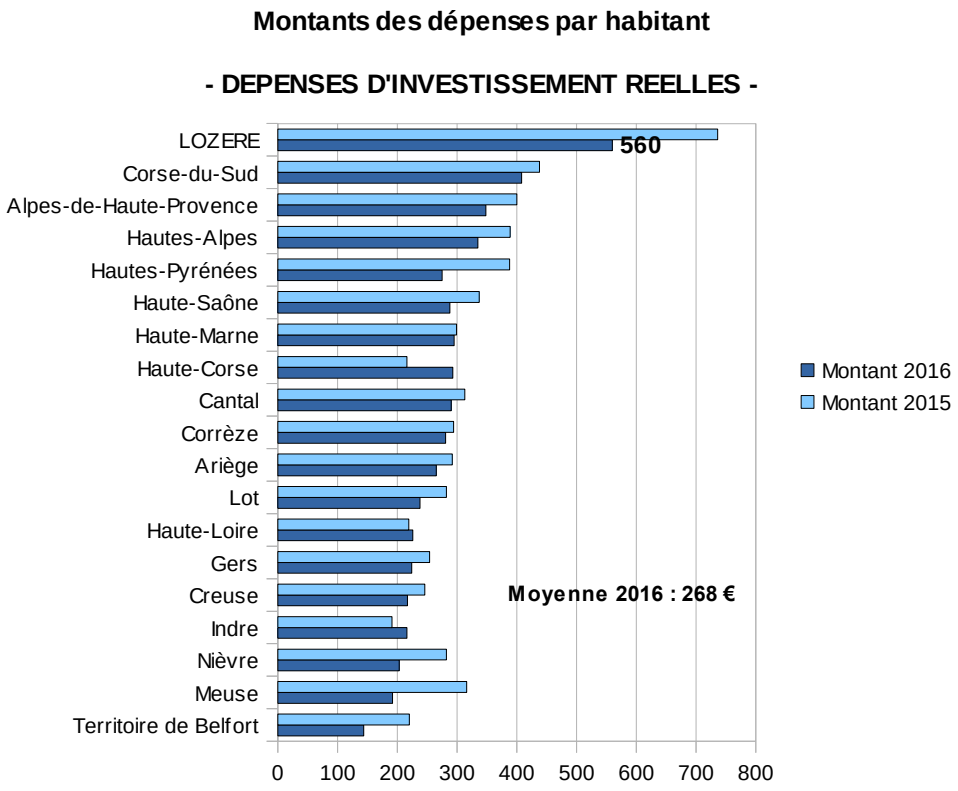
* Capital emprunts, opérations patrimoniales, …

En 2017, les équipements non départementaux représentent 44 % du total de la section d'investissement (en dépenses réelles hors opérations non ventilées) contre 56 % pour les équipements directs.

Evolution des dépenses réelles d'investissement (en K€)



Sur la base du compte administratif 2016, la Lozère a investi un montant de 560 € par habitant contre 268 € par habitant en moyenne pour les départements métropolitains de la même strate (492 € en 2017).



Au 31/12/17, le Conseil départemental disposait d'un stock d'autorisations de programmes (AP) de 66 217 K€ pour les années 2018 et suivantes.

29 857 K€ de crédits de paiement sur AP ont été consommés en 2017 sur un total de 32 934 K€ de crédits de paiement inscrits lors du BP et des différentes DM en 2017, d'où un ratio de capacité de couverture des AP de 2,22 années.

Ce ratio demeure inférieur à la durée de vie moyenne des AP, qui est de 3 ans.

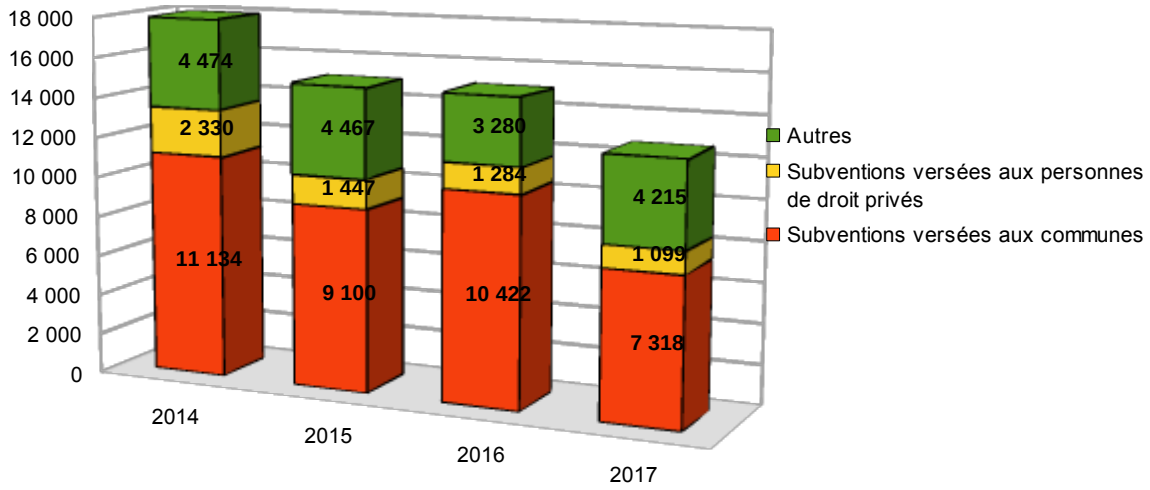
A - Les subventions d'équipement

	2016	2017
Montant total en K€ des subventions d'équipement	**14 986**	**12 632**
Subventions versées aux communes	10 422	7 318
Subventions versées aux personnes de droit privé	1 284	1 099
Autres	3 280	4 215

Les subventions d'équipement représentent 35 % des dépenses réelles d'investissement hors emprunts revolving et 41 % des dépenses d'équipements départementaux et non départementaux.

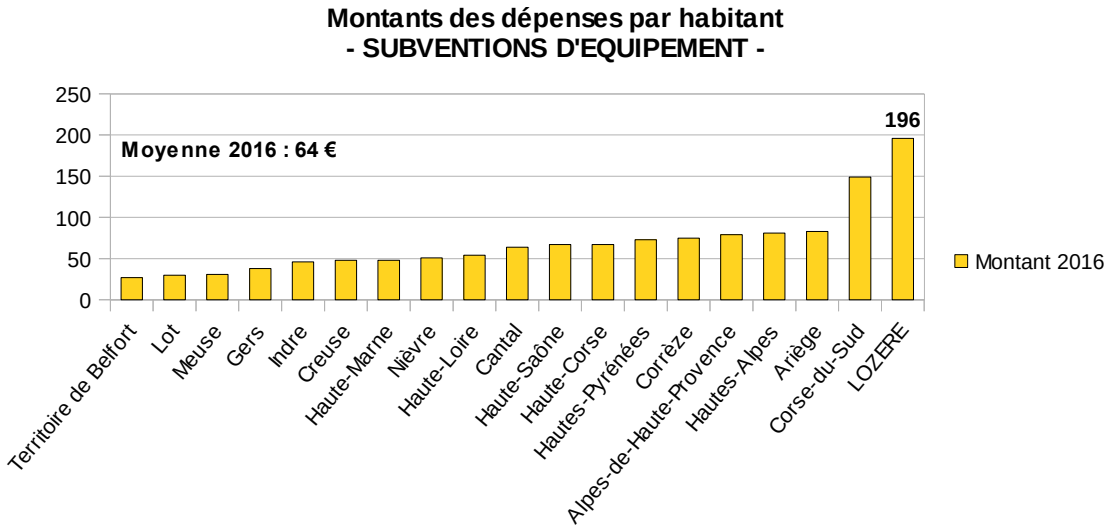
Cette diminution s'explique principalement par la volonté de préserver la capacité d'endettement du Département et donc sa capacité future d'investissement.

Evolution des subventions d'équipement (en K€)

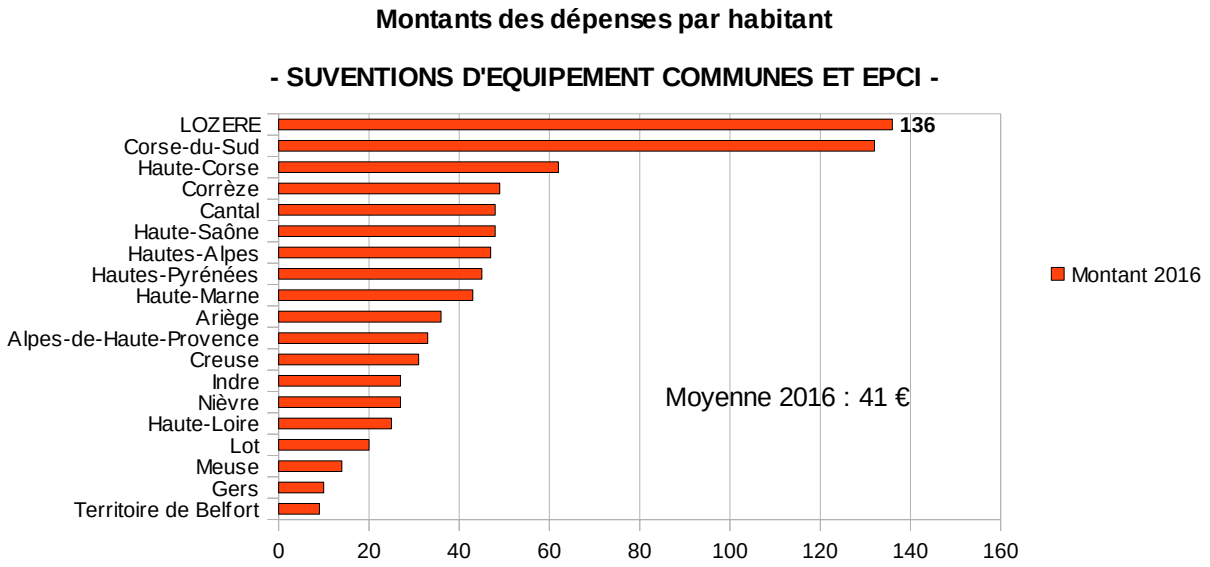


En moyenne, en 2015, les départements de moins de 250 000 habitants ont versé en subvention d'équipement de 73 € par habitant. En 2016, cette moyenne par habitant passe à 64 € soit une diminution de – 12,33 %.

En 2016, 196 € par habitant de subvention d'équipement ont été versés par le Département, soit 3 fois la moyenne des départements de la même strate, confirmant la participation très importante du Département.



Le Département de la Lozère a versé en 2017, 95 € par habitant aux communes et EPCI sous forme de subventions à l'investissement soulignant la forte implication de celui-ci dans le développement local. En 2016, la moyenne pour les départements de la même strate était de 41 €, contre 136 € pour le Département de la Lozère, soit 3,3 fois moins que la Lozère.



Les subventions d'un montant de **12 632 K€** se décomposent comme suit :

Direction générale adjointe de la Solidarité territoriale : 11 049 K€

- PED → 307 K€
- Autres réseaux de voirie → 2 606 K€
- Développement touristique → 2 626 K€
- Maintien et développement des services publics → 100 K€
- Patrimoine → 303 K€
- Ecoles Primaires → 665 K€
- Autres actions diverses → 239 K€
- Logement → 106 K€
- Développement → 145 K€
- Industrie, commerce et artisanat → 15 K€
- Agriculture → 9 K€
- Déchets → 29 K€
- Actions en faveur du milieu naturel → 57 K€
- Aménagement et développement rural → 3 492 K€
- Collèges → 308 K€
- Équipements sportifs → 35 K€
- Lycées→ 2 K€
- Bibliothèques → 5 K€

Direction générale adjointe de la Solidarité Sociale : 1 055 K€

- Travaux maisons de retraite → 1 031 K€
- Travaux crèches → 24 K€

Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances : 202 K€

- Taxe d'électrification → 114 K€
- Subventions → 88 K€

Direction des Mobilités, des Aménagements Numériques et des Transports : 126 K€

- Très haut débit → 126 K€

SDIS : 200 K€

A.1 - Direction de l'Ingénierie Départementale

Contrats Territoriaux

Sur l'année 2017, **5 564 248 €** de crédits de paiements ont été consommés au titre de l'AP CONTRAT répartis comme suit :

- **251 575 €** pour des projets de restructuration ou de confortement d'adductions en eau potable, des créations de réseaux d'assainissement, des protections de captages ou pose de compteurs dans 15 collectivités,
- **3 889 €** pour les travaux sur les rivières en faveur de 2 syndicats,
- **576 768 €** pour l'agrandissement, la construction ou l'aménagement d'écoles publiques primaires dans 12 communes dont les plus importantes opérations sont sur Mende, Balsièges, Bagnols les Bains, Vialas, Le Massegros et Grandrieu,
- **65 588 €** pour la réhabilitation de logements dans 11 communes,
- **1 650 103 €** pour les projets :

  - d'aménagements de places, parkings, rues, murs de soutènement, enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques et traversées de villages dans 38 communes,

  - de rénovation ou création d'équipements sportifs ou de loisirs (tennis, gymnase, stade, terrains de sports, aires de jeux) dans 5 communes,

  - de construction, rénovation et mise aux normes d'accessibilité de bâtiments communaux (mairie, salle des fêtes, maisons des services, gîtes, centres d'accueil, garages communaux) dans 35 communes,

  - de rénovation de ponts desservant des hameaux ou des villages dans 5 communes.
- **195 233 €** au titre du patrimoine pour les travaux de restauration :

  - d'éléments du petit patrimoine rural (fours, fontaines, métiers à ferrer, moulin à vent) dans 5 communes,

  - d'édifices classés ou inscrits (églises, temples, remparts) dans 8 communes,
- **100 000 €** pour la création ou d'aménagements de structures d'accueil de la petite enfance dans 2 collectivités,
- **86 001 €** pour des projets visant à améliorer l'accueil touristique dans 6 communes,
- **1 444 940 €** pour des projets d'aménagement et d'entretien de la voirie communale dans 121 collectivités,
- **150 000 €** pour divers projets au titre des Travaux exceptionnels en faveur de 20 collectivités,
- **943 609 €** pour des projets d'envergure départementale notamment la rocade de Mende, l'enfouissement des lignes électriques par le SDEE, la halle couverte de Cans et Cévennes,
- **96 542 €** au titre du Fonds de Réserve Appels à Projets au bénéfice de 2 communes pour la contrepartie du Département dans le cadre de l'appel à projets pour la résorption des fuites d'eaux sur les réseaux.

Autres dispositifs ou dispositifs antérieurs à la mise en place des contrats

Sur l'année 2017, 2 256 185 € de crédits de paiement ont été consommés au titre de diverses opérations mises en place antérieurement aux contrats ou en complément des contrats et ont concerné les dispositifs suivants :

- **142 071 €** pour l'aménagement et l'entretien de la voirie communale en faveur de 18 collectivités,
- **306 578 €** au titre du Plan d'Equipement Départemental (PED) pour la réfection de voirie, la création, l'entretien et la mise aux normes de bâtiments communaux, l'achat de mobilier et matériel divers, l'achat de matériel informatique, divers aménagements de villages, l'achat de matériel de déneigement ou de matériel pour les services techniques dans 44 collectivités,
- **85 383 €** pour la construction ou l'aménagement d'écoles publiques primaires dans 5 communes,
- **922 917 €** en faveur des loisirs, aménagements de villages, des bâtiments communaux et divers équipements dans 38 collectivités,
- **144 782 €** pour la restauration du patrimoine en faveur de 8 collectivités et de 2 particuliers pour les monuments historiques classés ou inscrits,
- **15 305 €** pour des travaux sur les déchetteries ou achat de matériel pour la collecte des déchets en faveur de 6 collectivités,
- **58 522 €** pour des projets de restructuration ou de confortement de réseaux d'adduction en eau potable, des créations de réseaux d'assainissement, des protections de captages ou poses de compteurs dans 17 collectivités,
- **344 471 €** correspondant pour 21 collectivités aux échéances de versement de subvention dans le cadre du programme exceptionnel d'eau potable et d'assainissement structurant et/ou prioritaire d'intérêt départemental,
- **6 972 €** en faveur de 4 agriculteurs pour la construction ou l'aménagement de leur maison d'habitation,
- **40 000 €** en faveur de 80 particuliers pour des travaux d'amélioration énergétique de leur résidence principale,
- **78 083 €** pour divers projets en faveur de 9 collectivités,
- **111 101 €** en faveur de 17 collectivités pour la remise en état des dégâts provoqués par les inondations 2014 et 2015.

A.2 - Direction de l'attractivité et du développement

2 539 472 € de crédits de paiement ont été consommés au titre du **Développement touristique** et ont concerné :

- 179 585 € en faveur de 3 collectivités et une association pour la réhabilitation du village de La Bastide Puylaurent, le centre du Ventouzet, la piscine de Saint Chély d'Apcher et le Centre Pierre Monestier à Saint Rome de Dolan,
- 2 335 884 € pour la rénovation et l'extension de l'espace de bien être et de remise en forme de la station thermale de Bagnols les Bains et la restructuration complète du parc à loups de Sainte Lucie,
- 24 003 € en faveur de 6 entreprises pour l'aménagement de structures d'accueil touristiques.

160 033 € de crédits de paiement ont été consommés au titre du **Développement** et ont concerné :

- 15 393 € en faveur de 5 sociétés pour l'investissement en matériels ou l'aménagement de vitrines
- 144 640 € en faveur d'organismes pour la réalisation d'investissements pour le développement local.

137 267 € de crédits de paiement ont été consommés au titre des **aménagements fonciers, forestiers et de l'agriculture** et ont concerné :

- 39 645 € en faveur de 8 communes pour des travaux de plantations, nettoyages dans les forêts sectionnales,
- 64 946 € pour les échanges amiables de parcelles agricoles ou forestières en faveur de la SAFER, du CRPF et de 11 particuliers,
- 23 346 € pour la réalisation d'études de mobilisation de la propriété sectionnale, la revitalisation agricole et forestière et la maîtrise de l'eau en agriculture,
- 9 330 € en faveur de l'agriculture.

13 144 € de crédits de paiement ont été consommés en faveur des activités de pleine nature et des espaces naturels sensibles.

A.3 - Direction du développement éducatif et culturel

309 983 € de crédits de paiement ont été consommés au titre de l'**Enseignement**, pour les biens mobiliers et bâtiments :

- 283 306 € - Collèges privés,
- 24 652 € - Collèges publics,
- 2 025 € - Lycées.

63 441 € de crédits de paiement ont été consommés au titre du **patrimoine et du sport** :

- 28 447 € pour la restauration d'objets d'art dans les communes,
- 34 994 € pour le programme d'équipements sportifs des associations.

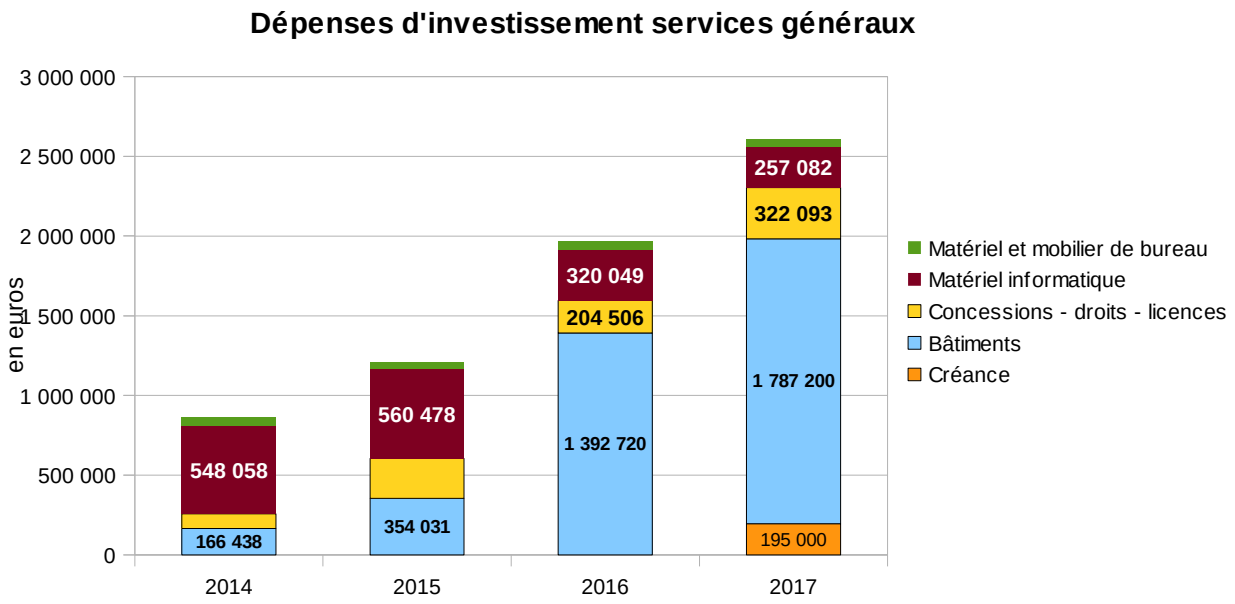
A.4 - Médiathèque départementale de Lozère

4 688 € de crédits de paiement ont été consommés au titre des aides aux bibliothèques.

B - Services généraux

Les dépenses d'investissements liées aux services généraux atteignent en 2017, 2 608 K€, en hausse de 32,5 % par rapport à 2016.

En €	2014	2015	2016	2017
Bâtiments	166 438	354 031	1 392 720	1 787 200
Concessions-droits-licences	91 765	250 964	204 506	322 093
Matériel informatique	548 058	560 478	320 049	257 082
Matériel, outillage et mobilier du bureau	56 022	39 996	50 693	46 240
Créance sur collectivité publique				195 000
TOTAL	862 283	1 205 469	1 967 968	2 607 615



68,54 % de ces investissements concernent les bâtiments du Département pour un montant de 1 787 200 € qui se décomposent ainsi :

- 1 303 232 € pour l'AP du bâtiment Olympe de Gouges,
- 441 100 € pour divers travaux sur les différents bâtiments institutionnels,
- 42 868 € pour des frais d'études ou d'insertion (31 481 € pour l'aménagement de l'immeuble Olympe de Gouges et 11 387 € pour divers bâtiments).

Dans le poste « concessions, droits, licences » 25 200 € concernent les licences ARCGIS pour le SIG et 296 893 € qui se décomposent comme suit :

- Informatisation de la Maison de l'Autonomie au travers d'un outil de Gestion Electronique Documentaire,
- Démarrage du chantier Gestion Relation Usagers avec le Pass Jeunesse,
- Chantier domaine Social : Evolution technique et réglementaire de l'outil IODAS (MDA, PA, insertion),
- Intégration de nouveaux logiciels métiers,
- Garantie de la cohérence du Système d'Information.

Dans le poste « matériel informatique », 257 082 € qui se décomposent comme suit :

- Renouvellement des équipements de sécurité
- Renouvellement des postes de travail des agents et des serveurs
- Acquisition d'une infrastructure et du matériel Wifi

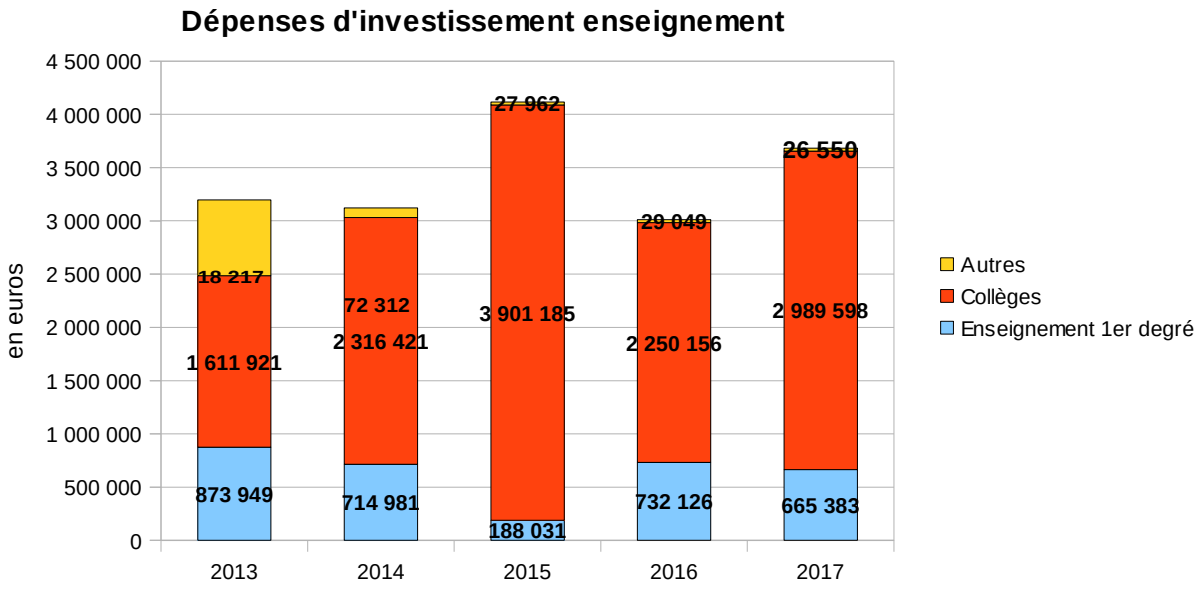
La créance sur collectivité publique correspond au 2ème acompte et solde de la vente du terrain de Valcroze qui sera perçu en 2018.

C - Enseignement

Les dépenses d'investissement liées à l'enseignement atteignent en 2017, 3 682 K€, en hausse de 22,26 % par rapport à 2016.

81,2 % de ces investissements concernent les collèges du département pour un montant de 2 990 K€.

En €	2013	2014	2015	2016	2017
Enseignement 1er degré	873 949	714 981	188 031	732 126	665 383
Collèges	1 611 921	2 316 421	3 901 185	2 250 156	2 989 598
Autres	711 051	90 061	27 962	29 049	26 550
TOTAL	3 196 921	3 121 463	4 117 178	3 011 331	3 681 531



Les principaux nouveaux investissements réalisés ont été :

- au titre des écoles primaires : subventions écoles de Mende et Chabrits, Le Massegros, Balsièges, Vialas, Bagnols les Bains, St Etienne Vallée Française, Rimeize, Saint André de Capcèze, Le Buisson, Badaroux, Meyrueis, Saint Amans, Saint Germain de Calberte, Grandrieu et Barre des Cévennes,
- au titre des lycées : dans le cadre du conventionnement avec la Région subvention pour les travaux communs lycée Chaptal et collège Henri Bourrillon à Mende,

- Concernant les collèges, il convient de distinguer :

  - les travaux, les subventions pour l'achat de matériel pédagogique, l'entretien et les équipements (mobiliers,..) effectués sur les collèges publics du département,

  - des subventions aux organismes de gestion de l'enseignement catholique (OGEC) pour des travaux de mise en sécurité et d'acquisition de matériel pédagogique pour les collèges privés sous contrat.

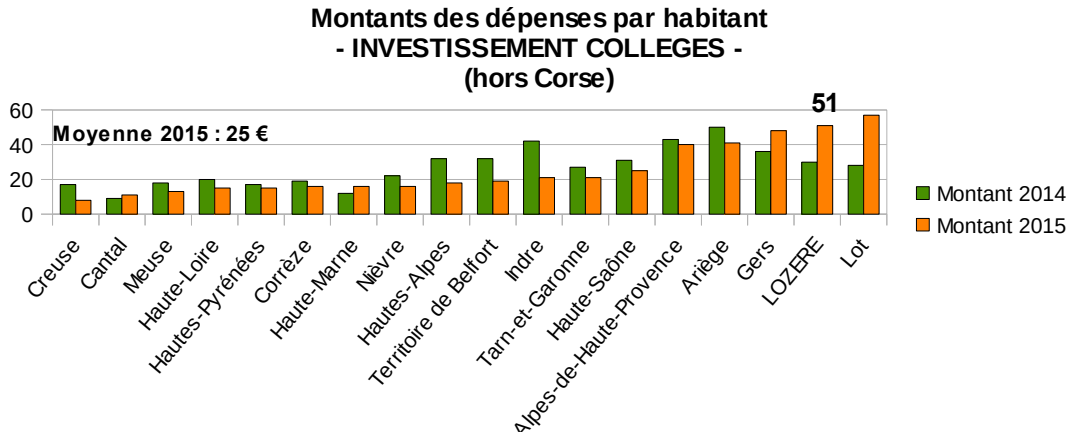
En €	2013	2014	2 015	2 016	2 017
Collèges publics	1 377 913	2 091 343	3 648 463	2 095 876	2 706 292
Collèges privés – subventions	234 008	225 078	252 722	154 280	283 306
Total Collèges	1 611 921	2 316 421	3 901 185	2 250 156	2 989 598

Les principales dépenses (travaux, études, matériel informatique , mobilier, subventions) concernant les collèges publics pour un montant de 2 706 292 € portent sur :

- la fin de la réhabilitation du collège Henri Gamala du Collet de Dèze,
- la 2eme tranche de travaux de rénovation des sanitaires du collège de Mende,
- la rénovation thermique et la création d'un préau au collège de Saint Chély d'Apcher,
- les études relatives à la mise en accessibilité PMR (AD'Ap) des collèges de Langogne, de Mende, de Marvejols, du Bleymard, de Saint Etienne Vallée Française, de Florac, de Sainte-Enimie, de La Canourgue, de Villefort, de Vialas et de Meyrueis,
- les travaux de maintenance dans divers collèges,
- la fourniture de matériels et mobiliers principalement pour les collèges de Langogne, Marvejols, Le Bleymard, Mende, Sainte Enimie, Florac, Saint Etienne Vallée Française, Villefort, Vialas,
- le matériel informatique scolaire : renouvellement de 200 postes de travail et poursuite du Plan Numérique des Collèges (Le Collet de Dèze et Le Bleymard),
- diverses subventions pour un montant de 24 651 € dans le cadre du programme d'achat de matériel pédagogique.

Le Département a accordé 283 306 € de subventions aux collèges privés dont 47 603 € pour l'achat de matériel informatique et 235 703 € pour des travaux de mise en sécurité dans les 6 collèges privés du Département.

En 2015, le Conseil départemental a consacré environ 51 € par habitant d'investissement dans ses collèges (contre 30 € par habitant en 2014 et 21 € en 2013). En moyenne en 2015, les départements de la même strate ont investi 25 € par habitant dans les collèges départementaux.



En 2017, l'activité de l'équipe mobile mise en place en 2012, composée de cinq agents, représente 7 004 heures, réparties comme suit :

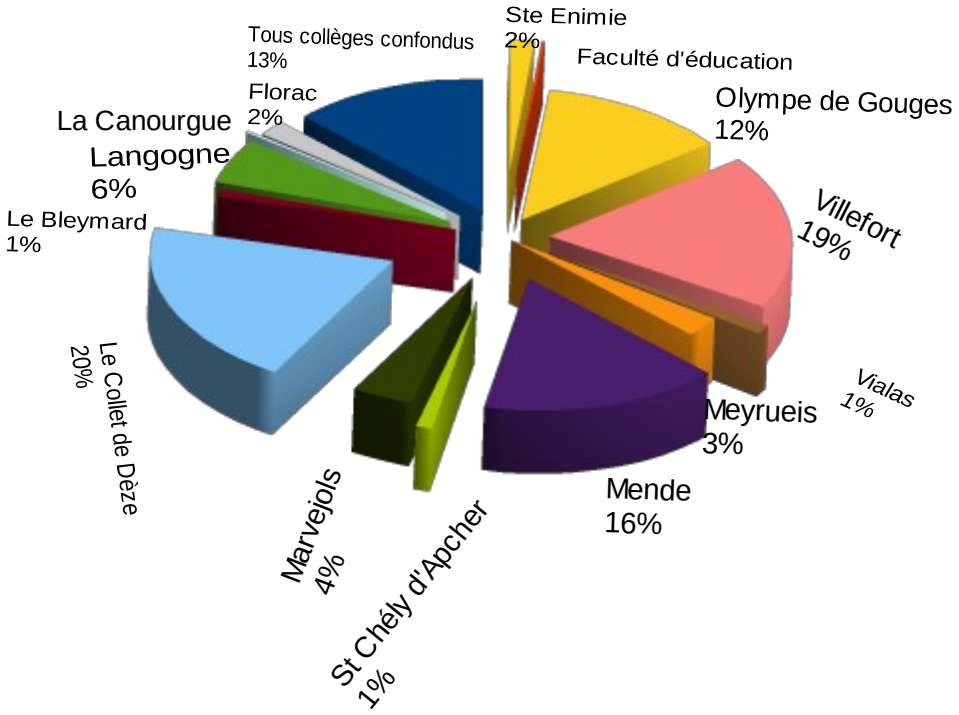
Etablissement	Nb Heures
Tous collèges confondus (1)	921,2
3 vallées - Florac	137,3
André Chamson - Meyrueis	180,5
Henri Bourillon - Mende	1131,0
Henri Gamala - Le Collet de Dèze	1406,5
Henri Rouvière - Le Bleymard	61,3
Haut Gévaudan - St Chély d'Apcher	77,0
Faculté d'Education - Mende	16,5
Marthe Dupeyron - Langogne	393,0
Marcel Pierrel - Marvejols	283,8
Odilon Barrot - Villefort	1321,5
Sport et Nature - La Canourgue	15,5
Le Trenze - Vialas	81,5
UPP Pierre Delmas - Ste Enimie	114,3
Olympe de Gouges	863,6
Total	**7004**

(1) Heures ne pouvant pas être attribuées à un seul collège : organisation de chantiers, achats de matériaux, réunions,....

ACTIVITES	Nb heures
Transport	1141,8
Activités du chef d'équipe (2)	900,9
Électricité	376,5
Plomberie	524,0
Peinture	1561,8
Sols et murs	575,5
Cloisonnement et plafonds	263,3
Autres travaux	1463,1
Divers	197,5
Total	**7 004**

(2) Temps consacré aux tâches administratives : préparation de chantiers, devis, commandes gestion du personnel, achats de matériaux

REPARTITION DES HEURES PAR ETABLISSEMENT



D - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

490 K€ ont été consacrés aux dépenses d'investissement culture, vie sociale, jeunesse et sports, soit un montant en baisse de 46,15 % par rapport à 2016.

Elles se répartissent comme suit :

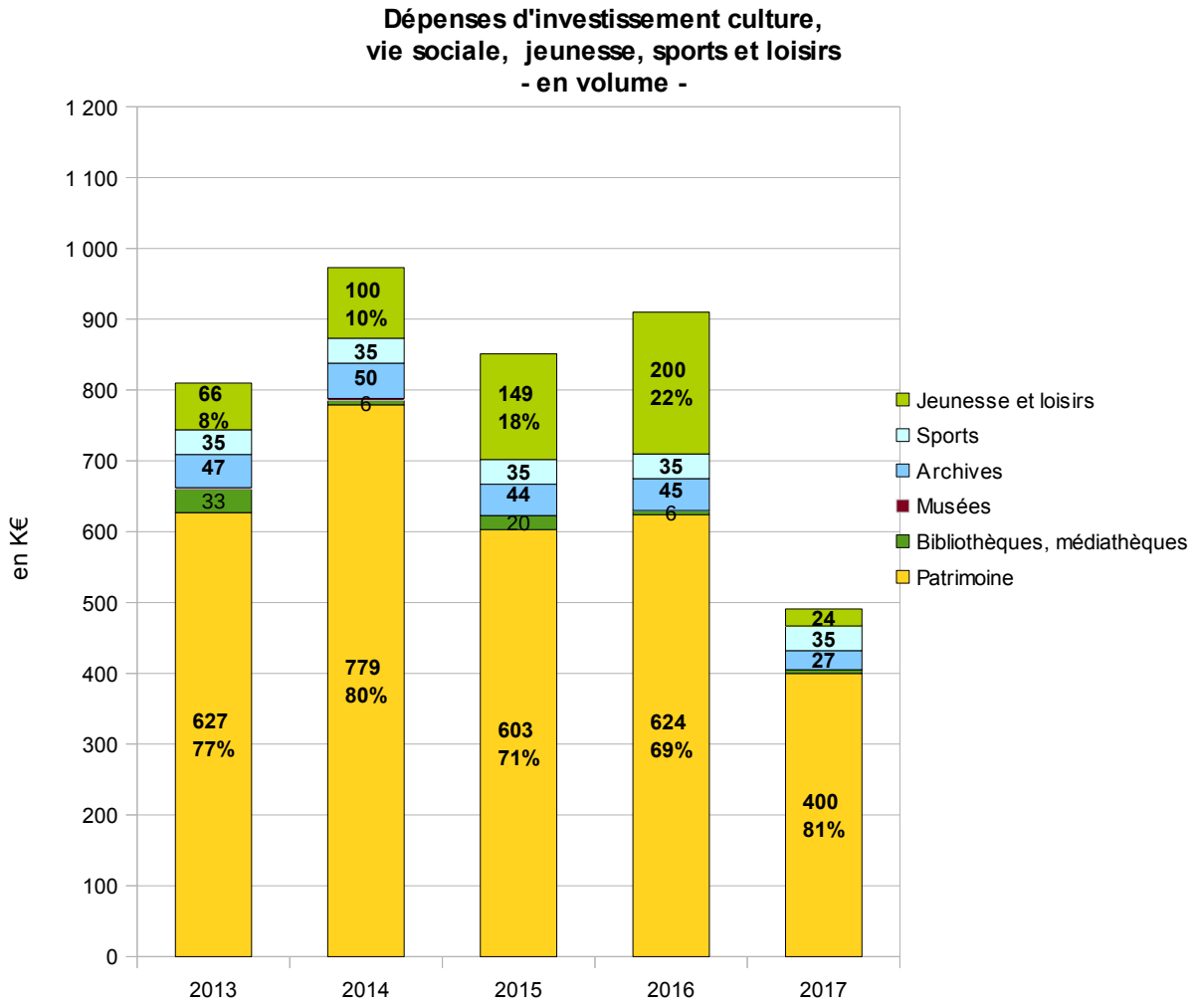
En €	2015	2016	2017
Patrimoine	602 802	624 193	399 842
Bibliothèques, médiathèques	20 378	5 981	4 688
Archives	44 295	44 948	26 588
Sports	34 938	34 897	34 994
Jeunesse et loisirs	149 164	200 367	24 106
TOTAL	851 577	910 386	490 218

La principale baisse des dépenses se situe dans le secteur Patrimoine (- 35,94 %) qui représente 81,56 % des dépenses d'investissement pour un montant de 399 842 €. Cette baisse s'explique principalement par la fin des travaux de l'église Saint Flour du Pompidou (165 755 € en 2016)

Elles recouvrent pour :

- 78 % les aides accordées dans le cadre des programmes « monuments historiques et patrimoine » permettant la restauration du patrimoine (réhabilitation de fours, fontaines, chapelles, églises, ponts, temples, châteaux…) pour un montant de 274 783 €. La restauration des églises de Chirac, Saint-Sauveur-de-Ginestoux, Saint-André-Capcèze, Rieutort-de-Randon, Pied-de-Borne et les Monts-Verts, des portes d'entrée du site historique du Malzieu-Ville et de la tour de l'horloge au Pont-de-Montvert sont les principales opérations subventionnées à ce titre.
- 22 % la rénovation et la conservation des collections et oeuvres d'art du patrimoine des communes, pour un montant de 125 059 € (programme subventionné annuellement par la DRAC pour 70 000 €).

Dans le secteur Jeunesse et loisirs, la baisse des subventions versées en 2017 s'explique principalement par la fin du programme de construction de crèches et de Maisons d'Assistants Maternels et d'Accueil de Loisirs sans Hébergement.



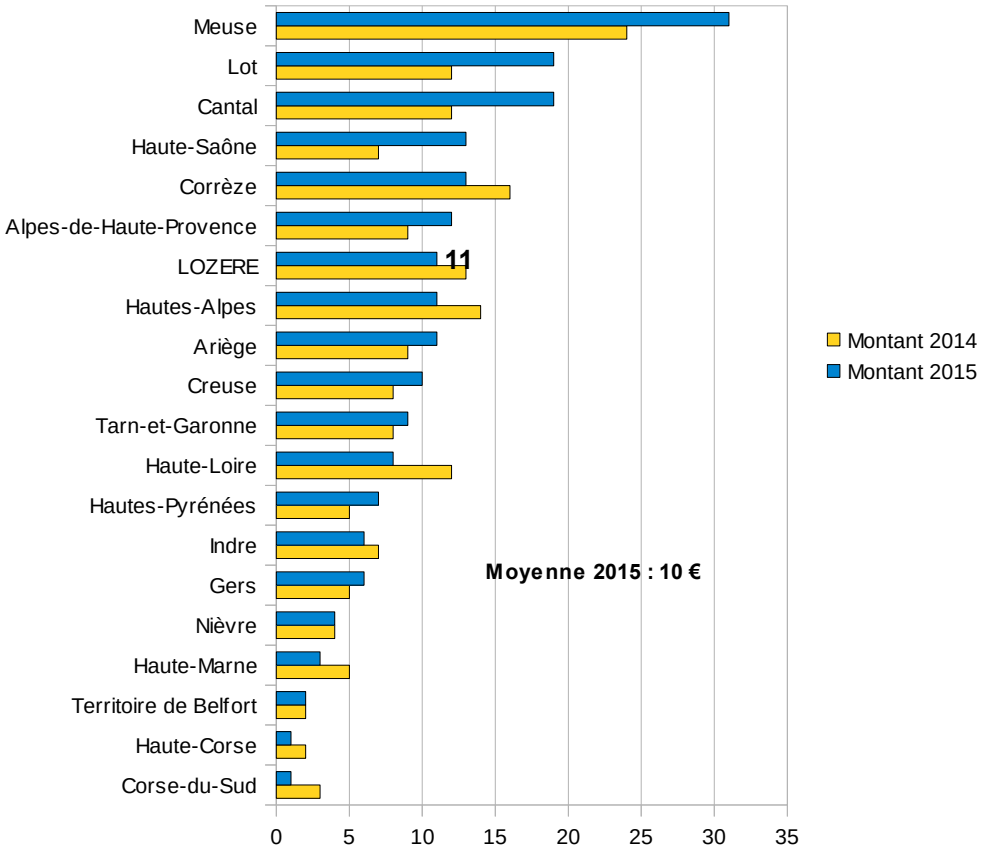
En 2017, 74,87 % des investissements de culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs ont été réalisés sous forme de subventions (367 K€ en 2017 contre 584 K€ en 2016) dont :

- 328 K€ au titre des communes et structures intercommunales, CCAS et organismes publiques divers (soit 89,37 % des subventions),
- 39 K€ au titre des associations ou clubs sportifs (soit 10,63 % des subventions).

En 2015, les départements de moins de 250 000 habitants ont consacré 10 € par habitant en investissement lié à la culture, la vie sociale, la jeunesse et les sports contre 11 € pour le département de la Lozère.

Montants des dépenses par habitant

- INVESTISSEMENT CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS -



E - Action sociale

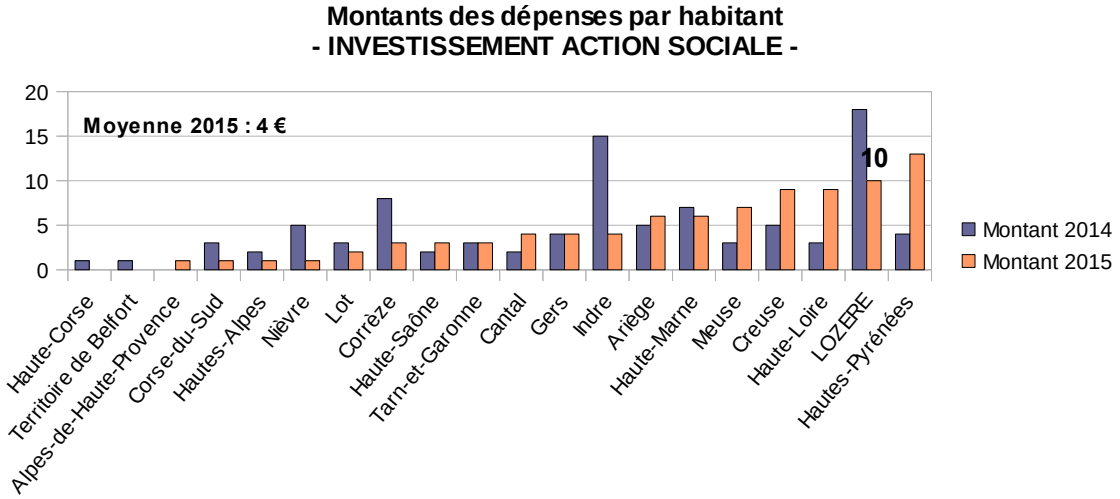
1 031 K€ ont été consacrés aux dépenses d'investissement Action sociale.

Les subventions allouées par la direction de la solidarité sociale concernent pour l'essentiel le programme de réhabilitation des Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes – EHPAD.

En €	2013	2014	2015	2016	2017
EHPAD	2 575 594	1 422 066	774 492	1 529 348	1 030 982

En 2017, 6 établissements ont vu leurs investissements subventionnés :

- - EHPAD du Bleymard : 23 K€,
- - EHPAD d'Aumont Aubrac : 500 K€,
- - EHPAD Hôpital de Langogne : 341 K€,
- - EHPAD de Nasbinals : 60 K€,
- - EHPAD de Chanac : 57 K€,
- - Hôpital de Mende : 50 K€ pour l'IRM



F - Réseaux et infrastructures

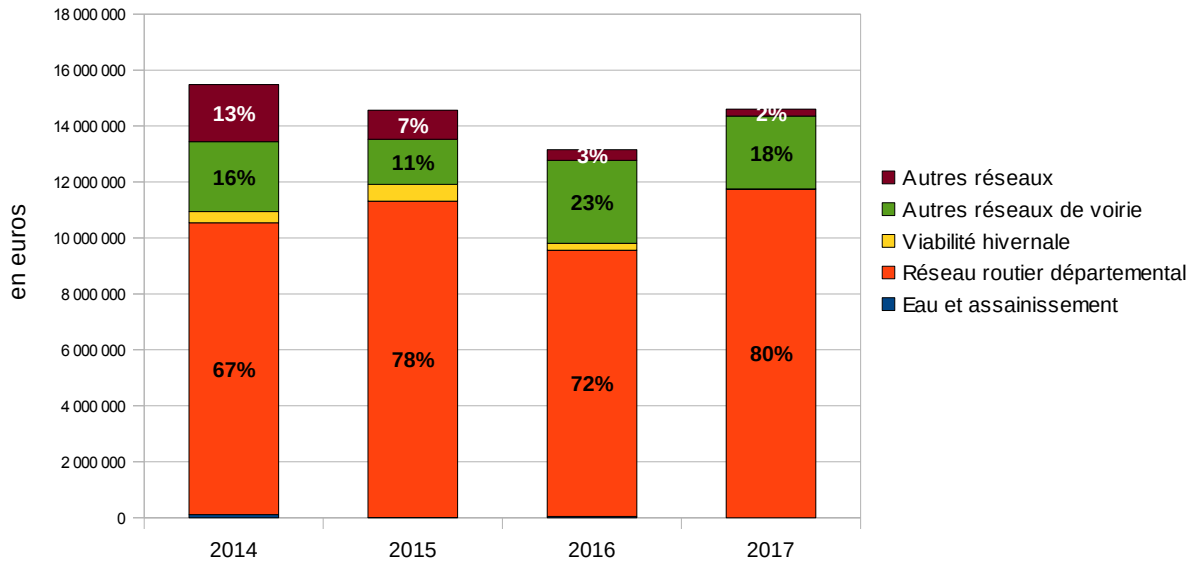
En 2017, prés de 31 % des dépenses réelles d'investissement du Département ont été consacrés aux réseaux et infrastructures, dont 76,04 % de dépenses directes qui correspondent à des acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs et grosses réparations..

	2015	2016	2017
Eau et assainissement	2 246	47 785	0
Réseau routier départemental	11 315 284	9 514 898	11 732 179
Viabilité hivernale – matériel	594 000	242 760	18 000
Autres réseaux de voirie	1 613 402	2 966 181	2 606 342
Autres réseaux	1 037 461	376 542	243 535
TOTAL	**14 562 393**	**13 148 166**	**14 600 056**

En 2017, la part des investissements réalisés sur le réseau routier départemental représente 80,36 % du budget global consacré aux réseaux et infrastructures.

Les aides et subventions représentent quant à elles 18,72 % des dépenses globales réseaux et infrastructures.

Dépenses d'investissement réseaux et infrastructures



F.1 - Les investissements liés au réseau routier, à son entretien et à son exploitation :

Amélioration de la route

Les dépenses induites par les travaux d'amélioration du réseau départemental (frais d'études et travaux neufs) ont été de 1 416 717 €

Il convient d'ajouter à ces dépenses 46 281 € de frais liés aux interventions de géomètres, d'acquisitions foncières et de frais notariés.

Entretien des 2 262 km de voirie départementale (chaussées et ouvrages d'art) :

8 543 017 € de crédits d'investissement ont été mobilisés pour l'entretien des chaussées :

- - 218 143 € de travaux urgents,
- - 894 318 € pour des réfections de chaussées liées aux projets en agglomération sous maîtrise d'ouvrage communale,
- - 5 193 506 € pour les chantiers de renforcement et grosses réparations de chaussées,
- - 244 141 € de travaux de sécurisation liés à la stabilisation de talus et glissements,
- - 1 860 285 € pour l'entretien des murs et ponts,
- - 132 624 € au titre du programme TIL à des Travaux d'Initiative Locale, pour des aménagements ponctuels de sécurité ou dégagements de visibilité.

Exploitation de la route :

451 958 € ont été consacrés à l'acquisition de dispositifs de protection (en dehors des glissières financées sur opérations de travaux), de panneaux de signalisation.

Entretien et acquisition de matériel

L'acquisition de véhicules et matériel (camions, véhicules utilitaires ou légers, étraves, saleuses, etc...) pour les directions et services du Département a mobilisé en 2017 un budget de 929 933 €.

Travaux réalisés dans les centres techniques du Conseil départemental (CTCD)

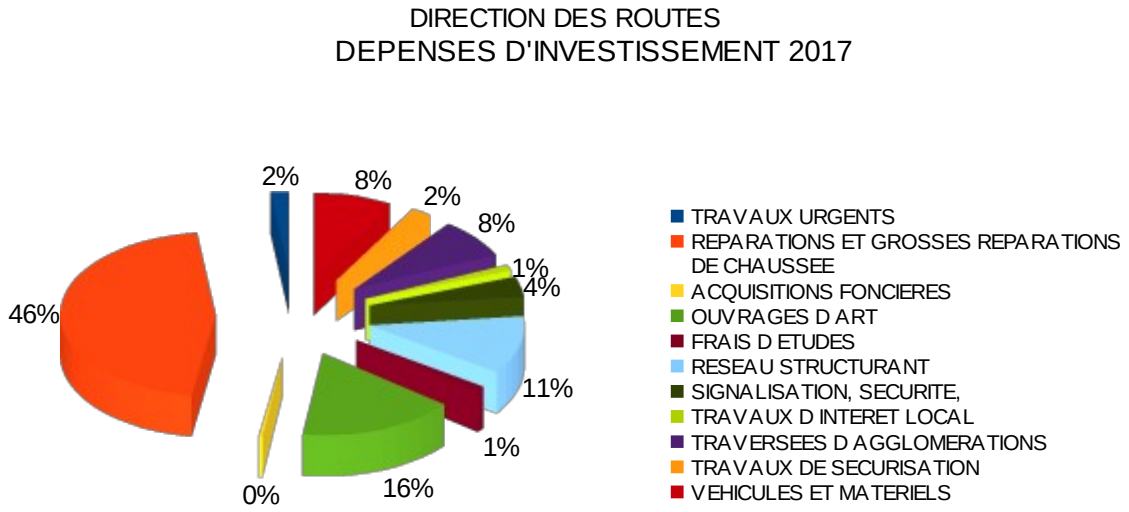
En 2017, 209 748 € de dépenses ont été consacrées aux bâtiments liés aux infrastructures dont :

- - la mise aux normes des installations électriques ainsi que celle des portes et portails du CT de Fournels,
- - la rénovation du CT de Grandrieu,
- - la fin des travaux de rénovation des locaux du 1er étage du CT de Langogne,
- - la mise aux normes des installations électriques de l'UT/CT de Saint-Chély d'Apcher,

- l'installation d'un pont ciseaux au Parc Technique Départemental,
- le solde de l'enveloppe a été consacré à divers petits travaux d'investissement sur les autres centres techniques.

Marchés Publics

Il convient de rajouter aux dépenses de voirie 35 457 € de dépenses d'investissement liées à la passation des marchés.



F.2 - Les autres réseaux de voirie :

2 606 K€ de subventions d'équipement ont été versées aux organismes publics, dont 1 698 K€ aux communes et structures intercommunales, 802 K€ à la DREAL pour la rocade ouest de Mende et 106 K€ au SDEE pour le programme d'enfouissement des réseaux.

F.3 - Les "autres réseaux" :

243 K€ ont été attribués au titre des autres réseaux qui regroupent les programmes liés au très haut débit et à la résorption des zones blanches.

Le programme Très Haut Débit pour 117 K€ :

Ce programme s'inscrit dans un objectif à long terme d'amener la fibre optique au plus près de l'usager afin de proposer aux particuliers et aux professionnels de nouveaux services à très haut débit et à des prix compétitifs.

L'année 2017 a vu le lancement des études et l'élaboration d'un schéma d'ingénierie à l'échelle départementale pour la construction d'un réseau de fibre optique jusqu'à l'habitant (réseau FTTH) pour 117 278,40 €.

L'activité de la Mission TIC s'est ensuite essentiellement portée sur la mise en place du projet Très Haut Débit en association avec les Départements du Lot et de l'Aveyron et par la création du Syndicat Mixte Lozère Numérique.

Cela se traduit par l'analyse des offres, des réunions de négociations avec les divers candidats et la finalisation du projet en négociation exclusive avec l'opérateur Orange pour aboutir à une couverture totale du Département en fibre optique.

Les principales dates de l'année 2017 sont :

- Le 10/02/2017 remise des offres initiales,
- Les 15/02/2017 et 31/03/2017 réunions de la CDSP pour retenir 4 candidats admis à négocier,
- Les 18 et 19 avril négociation sur les offres de base,
- Les 18 et 19/05/2017 négociations sur les offres optimisées,
- Le 10 juillet 2017 remise des offres définitives,
- Le 24 juillet 2017 analyse des offres définitives,
- Le 26 et 27 septembre 2017, les 11, 17, 18 et 19 octobre 2017 négociations exclusives avec Orange,
- le 10 novembre 2017 délibération du Conseil Départemental sur la DSP avec l'opérateur Orange,
- le 1er décembre 2017 signature du contrat de DSP.

Parallèlement, plusieurs réunions de travail ont eu lieu avec le cabinet IDATE assistant à la maîtrise d'ouvrage sur les questions juridiques et financières pour la création d'un Syndicat Mixte destiné à regrouper les communes lozériennes et le Département afin de porter le projet Très Haut Débit.

Le programme Zones Blanches pour 126 K€ :

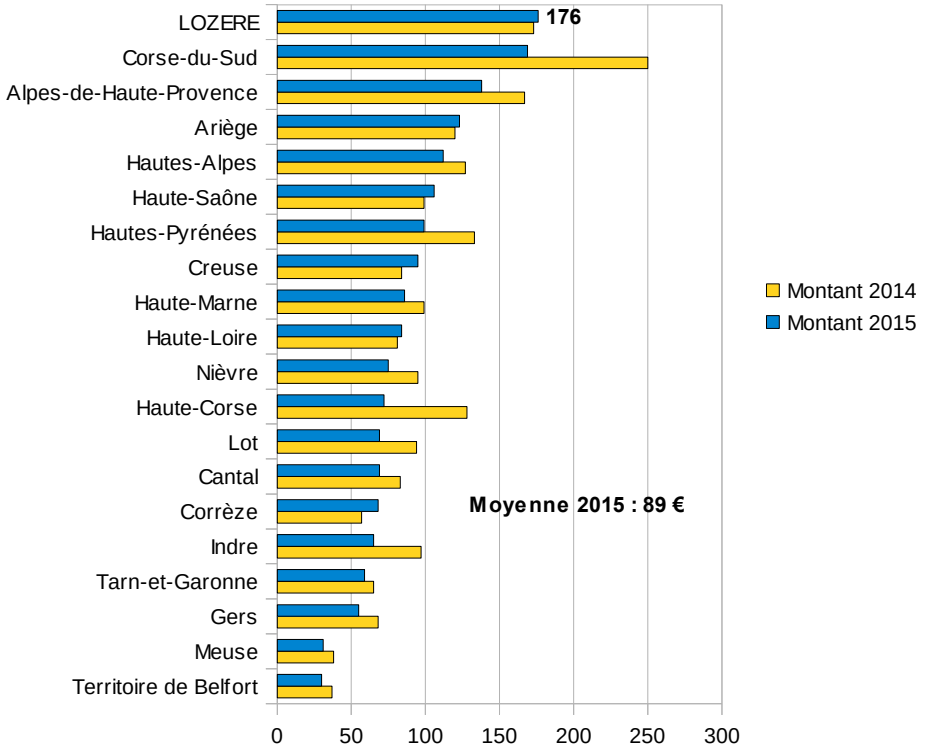
Les montants versés au titre de ce programme représentent la participation versée à la Région Occitanie au titre de l'investissement pour la résorption des zones blanches ADSL (126 257 €).

En 2015, les routes et voiries représentaient un montant de 176 € par habitant pour une moyenne des départements de moins de 250 000 habitants de 89 € par habitant.

A noter que la moyenne des départements de moins de 250 000 habitants a diminué de – 15,23 % entre 2014 et 2015 (+ 1,73 % pour la Lozère).

Montants des dépenses par habitant

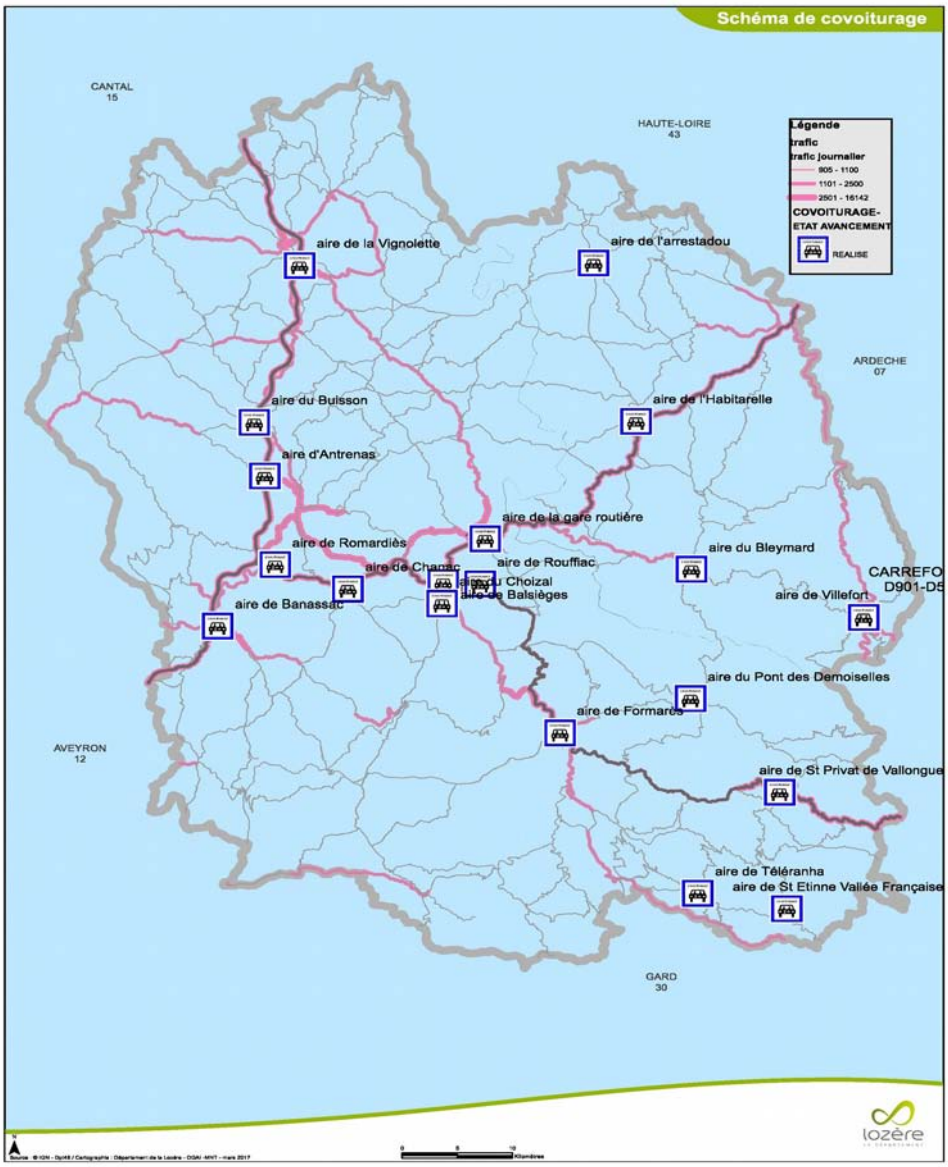
- INVESTISSEMENT ROUTES ET RESEAUX DE VOIRIE -



G - Transports

Aménagement d'un réseau d'aires de covoiturage pour un montant de 220 874 €.

En complément des 3 aires aménagées depuis 2015, 16 aires de covoiturage supplémentaires ont été créées en 2017. Ces aires ont été cofinancées par l'État à hauteur de 80 % dans le cadre de la convention Territoire à Énergie Positive Croissance Verte (TEPOSCV).



H - Aménagement et environnement

Les montants consacrés en investissement à l'aménagement et l'environnement atteignent 3 710 K€ en 2017.

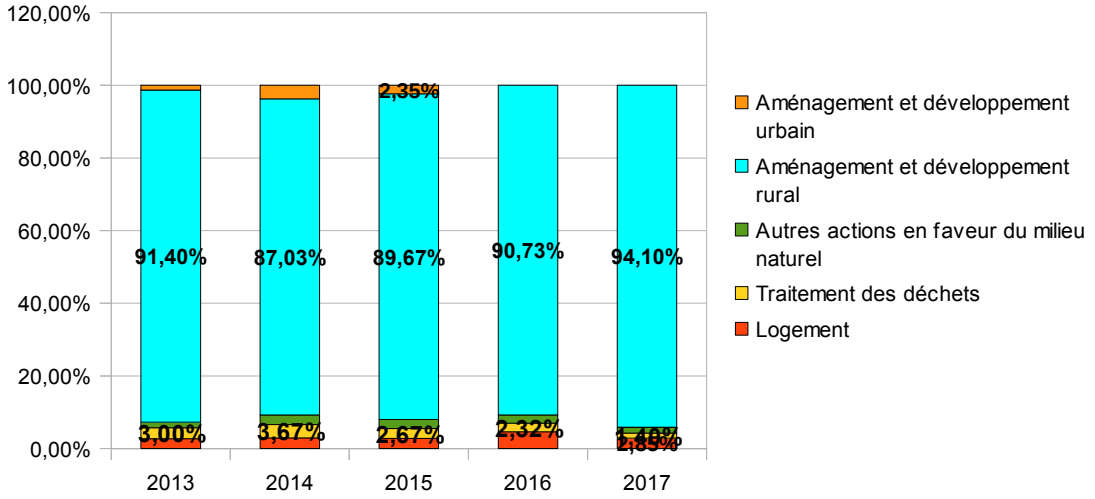
94,10 % des crédits consacrés à l'aménagement et à l'environnement concernent le développement rural.

	2015	2016	2017
Logement	136 762	268 224	105 674
Traitement des déchets	129 420	133 214	51 867
Autres actions en faveur du milieu naturel	121 013	131 293	61 398
Aménagement et développement rural	4 353 547	5 214 483	3 491 477
Aménagement et développement urbain	114 108	0	0
TOTAL	**4 854 850**	**5 747 214**	**3 710 416**

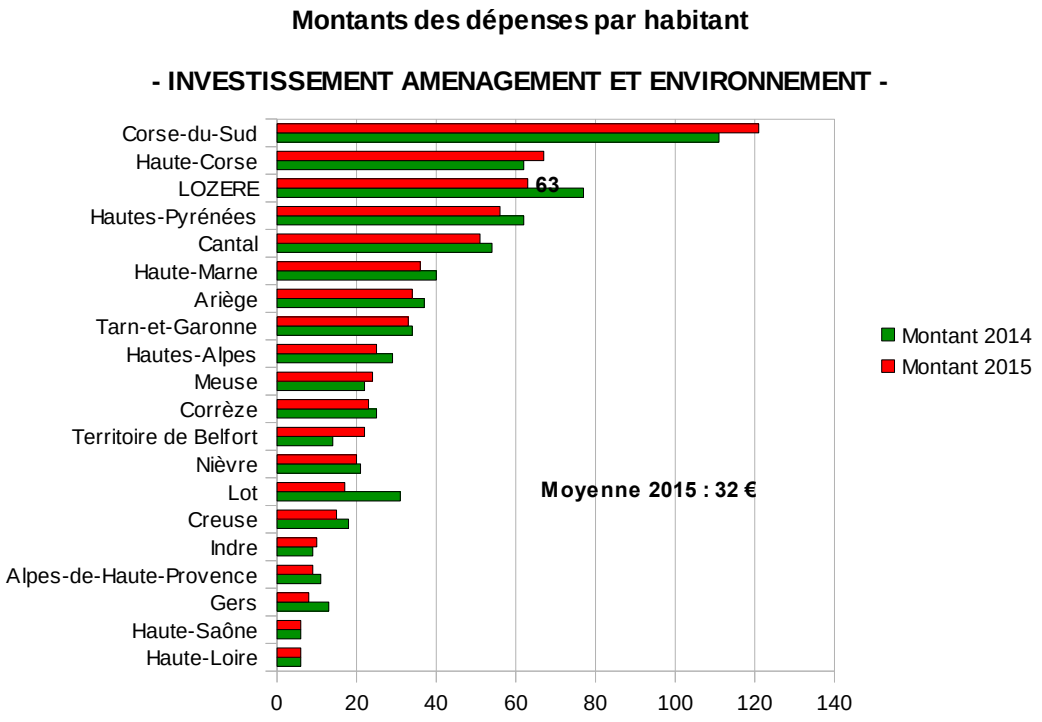
3 683 K€, soit près de la totalité des crédits alloués à l'aménagement et l'environnement, sont versés sous forme de subventions d'équipement, dont 98,34 %, soit 3 622 K€ pour les communes et structures intercommunales dans les domaines suivants :

- AEP/Assainissement : 724 K€
- Loisirs et aménagements de villages : 2 623 K€,
- Patrimoine : 67 K€,
- Logement : 113 K€,
- Traitement des déchets : 29 K€,
- Aménagements fonciers : 127 K€.

Répartition des dépenses d'investissement aménagement et environnement



En 2015, le département de la Lozère a consacré 63 € par habitant de crédits d'investissement au titre de l'aménagement et de l'environnement (75 € par habitant en 2016), pour une moyenne de 32 € par habitant pour les départements métropolitains de moins de 250 000 habitants.



I - Développement local

Les dépenses liées au développement local représentent en 2017 un montant de 3 985 K€ contre 1 531 K€ en 2016.

en euros	2015	2016	2017
Services communs	506 351	148 800	144 663
Agriculture et pêche	775 625	110 760	67 663
Industrie, commerce et artisanat	317 732	262 864	15 393
Développement touristique	3 122 078	564 085	3 542 965
Maintien et développement des services publics non départementaux	461 333	444 190	214 000
TOTAL	**5 183 119**	**1 530 699**	**3 984 684**

Le poste « services communs » correspond uniquement des dépenses au titre du Fonds d'Aide au Développement.

Les dépenses «maintien et développement des services publics non départementaux» correspondent principalement au solde 2016 du reversement de la taxe départementale d'électricité pour 114 K€ au SDEE et à une subvention pour la construction d'un bâtiment à Châteauneuf de Randon.

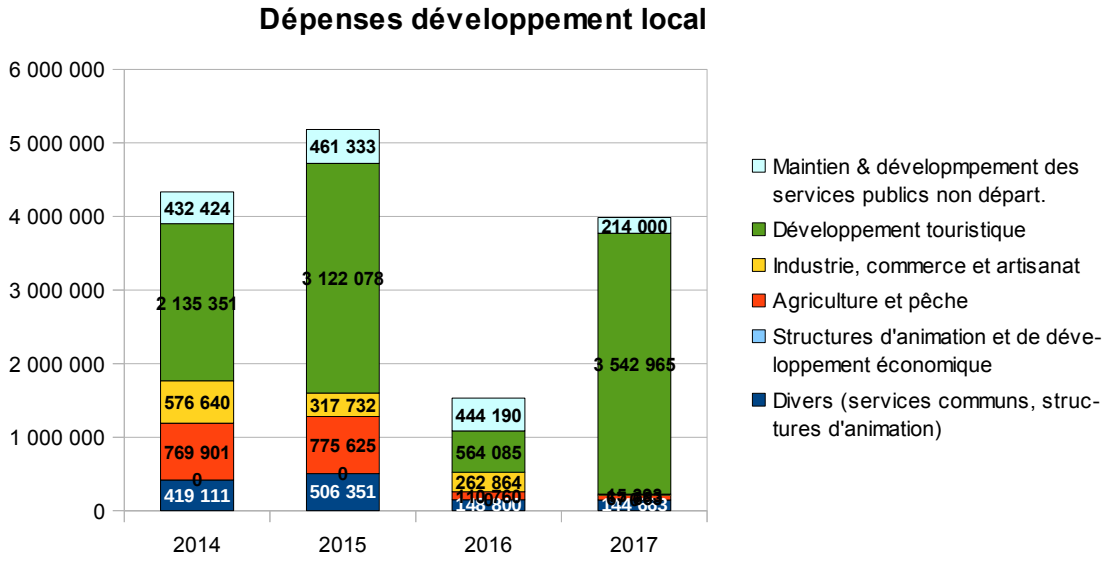
La baisse en matière d'Industrie, commerce et artisanat est due au fait que depuis le vote de la Loi NOTRe, le Département n'a plus la compétence dans ce domaine. Ainsi depuis 2014, aucune aide n'est votée. Les paiements 2017 correspondent à des reliquats de subventions votées en 2013.

Le poste Développement Touristique augmente entre 2016 et 2017 de 2 979 K€.

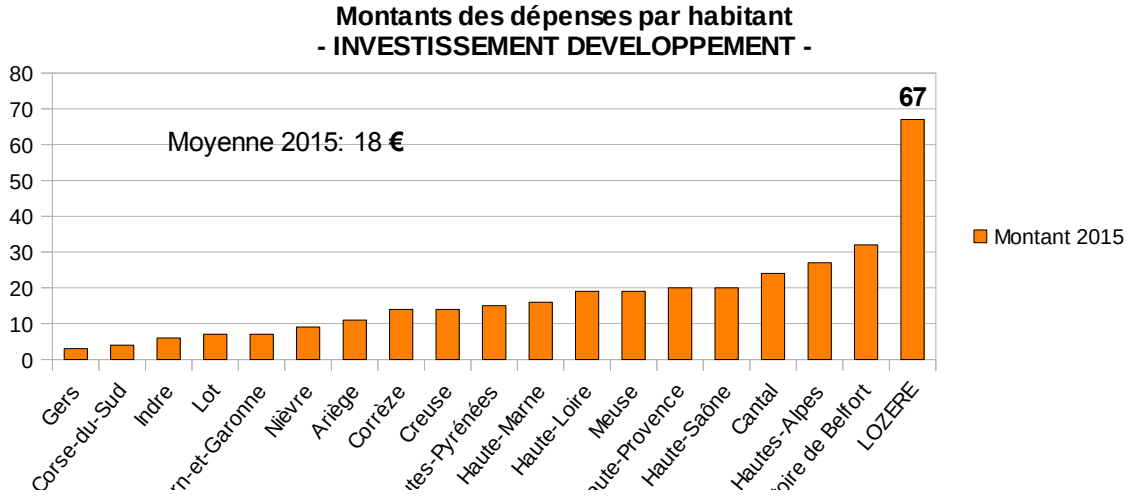
En 2015, les dépenses avaient progressé de + de 46 % en raison de paiements plus importants sur les sites touristiques départementaux (établissement thermal de Bagnols les Bains, Parc à loups Ste Lucie, gîtes ruraux), les projets touristiques structurants et les aides en faveur des entreprises touristiques.

En 2016, la baisse des paiements était induite par ces grosses opérations arrivées à leur terme. En 2017, la hausse est due notamment aux paiements de créances de 916 848 € et d'une avance de 1 500 000 € pour la Délégation de Service Public de l'établissement thermal de Bagnols les Bains, de 700 000 € pour le parc à loups de Sainte Lucie,….

A noter que les créances de 916 848 € pour la DSP de l'établissement thermal de Bagnols les Bains sont compensées à l'identique en recettes.



En 2015, le Conseil départemental de la Lozère a consacré 67 € par habitant aux investissements liés au développement local contre une moyenne de 18 € par habitant pour les départements de la même strate, soit 3,7 fois plus.



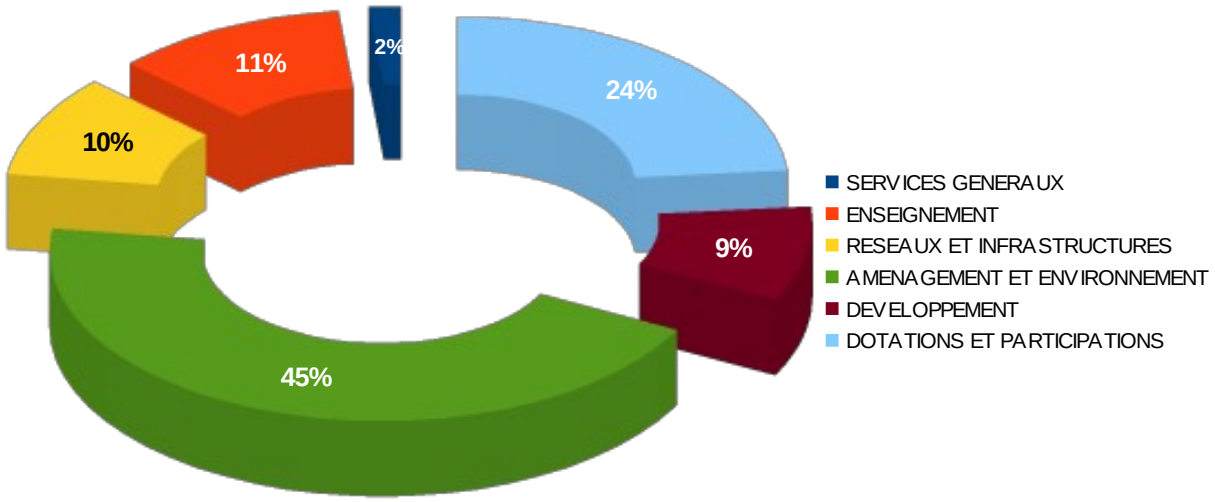
LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

En 2017 les recettes réelles d'investissement (hors emprunt) s'élèvent à 10 861 676 € contre 11 962 606 € en 2016 soit - 1 100 930 € (- 9,20 %).

Cette baisse concerne la DGE 2 (- 75 836 €), le FCTVA (- 689 242 €), les subventions (- 1 244 572 €). En revanche le produit des « autres recettes » sont de + 908 720 €, hausse principalement liée à l'encaissement de la TVA sur la DSP de Bagnols les Bains (830 489 €).

RECETTE D'INVESTISSEMENT	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
SERVICES GENERAUX			180 333,06	169 917,35
ENSEIGNEMENT (DDEC, ...)	834 974,00	835 040,64	835 419,07	1 232 871,98
RESEAUX / INFRASTRUCTURES (sub. voirie...)	1 281 643,99	3 201 969,17	2 819 198,26	1 060 972,81
AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT (DGE)	5 322 917,41	5 892 007,00	4 891 796,00	4 830 696,18
DEVELOPPEMENT	179 816,84	44 298,89	58,20	982 597,24
DOTATIONS / PARTICIPATIONS (FCTVA ...)	3 337 888,00	2 684 229,00	3 235 801,00	2 544 856,00
OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS				39 764,87
TOTAL RECETTES REELLES	10 957 240,24	12 657 544,70	11 962 605,59	10 861 676,43
EMPRUNTS	18 400 000,00	25 449 152,00	12 000 000,00	7 956 077,00
TOTAL GENERAL RECETTES avec emprunts	29 357 240,24	38 106 696,70	23 962 605,59	18 817 753,43

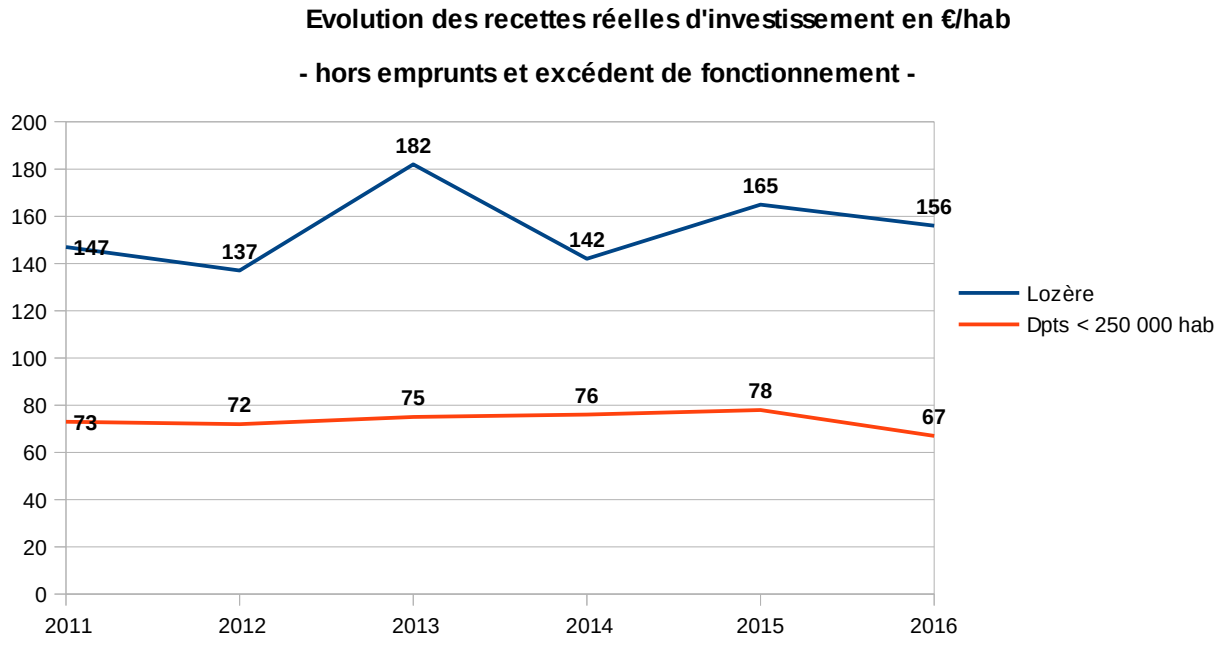
- Répartition des recettes réelles d'investissement 2017 (hors emprunt) -



Le taux de recouvrement des recettes réelles d'investissement (hors emprunt) est passé de 93,96 % en 2012 à 97,26 % en 2017.

(En K€)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes budgétées	11 251	14 107	12 031	13 160	12 205	11 168
Recettes recouvrées	10 571	13 970	10 957	12 658	11 963	10 862
Taux de recouvrement	**93,96%**	**99,03%**	**91,07%**	**96,19%**	**98,02%**	**97,26%**

En 2016, les recettes d'investissement hors emprunts et excédent de fonctionnement, représentent un montant de **156 €** par habitant pour une moyenne des départements métropolitains de la même strate de **67 €** par habitant. En 2015, elles représentaient un montant de 165 € par habitant.



Les recettes réelles d'investissement se déclinent en 6 groupes :

- - la dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) et les amendes des radars automatiques,
- - la dotation globale d'équipement (DGE),
- - le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (F.C.T.V.A),
- - les subventions et participations
- - les autres recettes,
- - les emprunts.

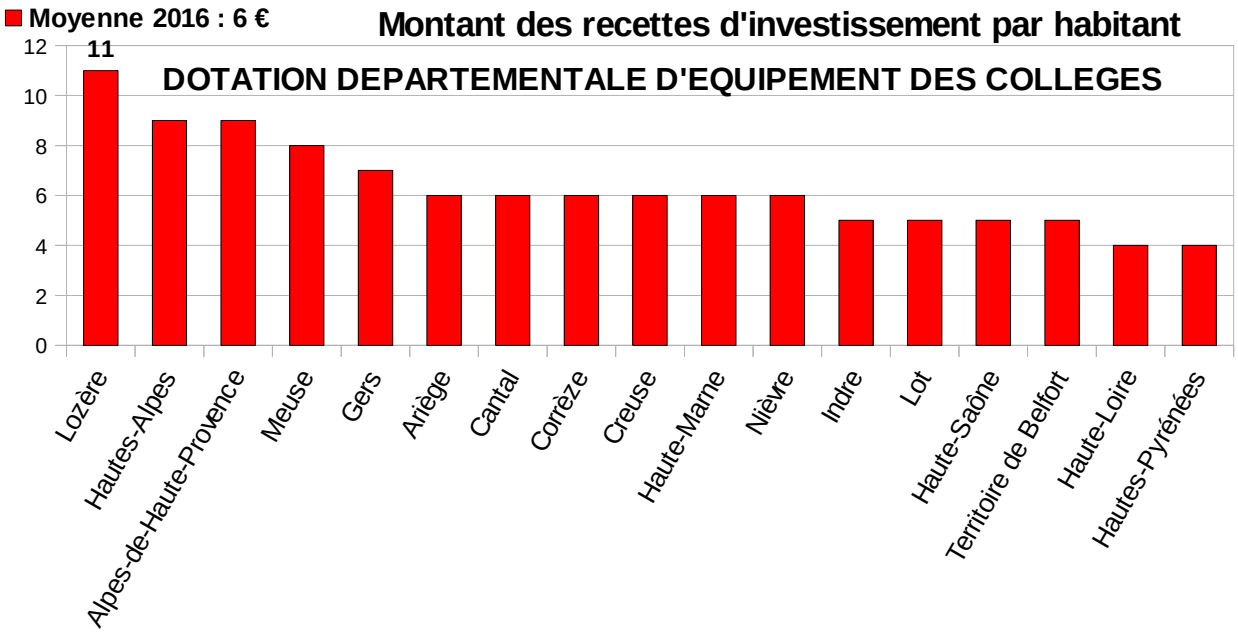
A - La D.D.E.C. et les amendes de radars automatiques

Ces recettes d'un montant de 1 211 K€ représentent 11,15 % des recettes réelles d'investissement hors emprunt en 2017 (10,14 % en 2016).

A.1 - La Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (D.D.E.C)

Le montant de la DDEC est figé depuis 2009 à 834 974 €.

Le montant de la DDEC représente en 2016, comme en 2015, une recette de 11 € par habitant, la moyenne pour les départements métropolitains de moins de 250 000 habitants étant de 6 €.



A.2 - Les amendes de radars automatiques

L'article 40 de la LFI 2008 a réservé aux départements une part du produit des amendes dressées par voie de radars automatiques afin de financer des opérations contribuant à la sécurisation de leur réseau routier.

Une valeur unitaire du produit des amendes de police reversé aux départements est définie par le comité des finances locales (CFL) et est appliquée au nombre de kilomètres de voirie appartenant à chaque département pour déterminer le montant des attributions à verser.

Un montant de dotation de 376 165 € a été perçu en 2017 montant sensiblement identique aux années antérieures.

2014	2015	2016	2017
379 115 €	378 923 €	377 868 €	376 165 €

B - La Dotation Globale d'Équipement (D.G.E.)

Principale recette d'investissement, elle représente 43,25 % des recettes réelles d'investissement hors emprunt pour un montant de 4 698 K€.

Conformément à l'article L 3334-10 du code général des collectivités territoriales, cette dotation est répartie entre les départements :

- pour 76 % de son montant au prorata de dépenses d'aménagement foncier effectuées et des subventions versées pour la réalisation des travaux d'équipement rural par chaque département,

- **pour 9 % de son montant afin de majorer les attributions versées aux départements au titre de leurs dépenses d'aménagement foncier du dernier exercice connu (l'exercice 2014 pour la DGE 2016), soit 46 K€ perçus,**

- pour 15 % de son montant afin de majorer la dotation des départements dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur d'au moins 40 % au potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des départements ou dont le potentiel fiscal par kilomètre carré est inférieur d'au moins 50 % au potentiel fiscal moyen par kilomètre carré de l'ensemble des départements. A été perçu par le Département un montant de 3 628 K€ au titre de cette majoration pour insuffisance du potentiel fiscal.

Le taux de concours applicable à la fraction principale de la DGE des départements en 2017 est égal **à 29,30 %** (contre 27,45 % en 2016).

Le montant de la DGE perçu en 2017 diminue de 75 836 € (-1,59 %) par rapport à 2016.

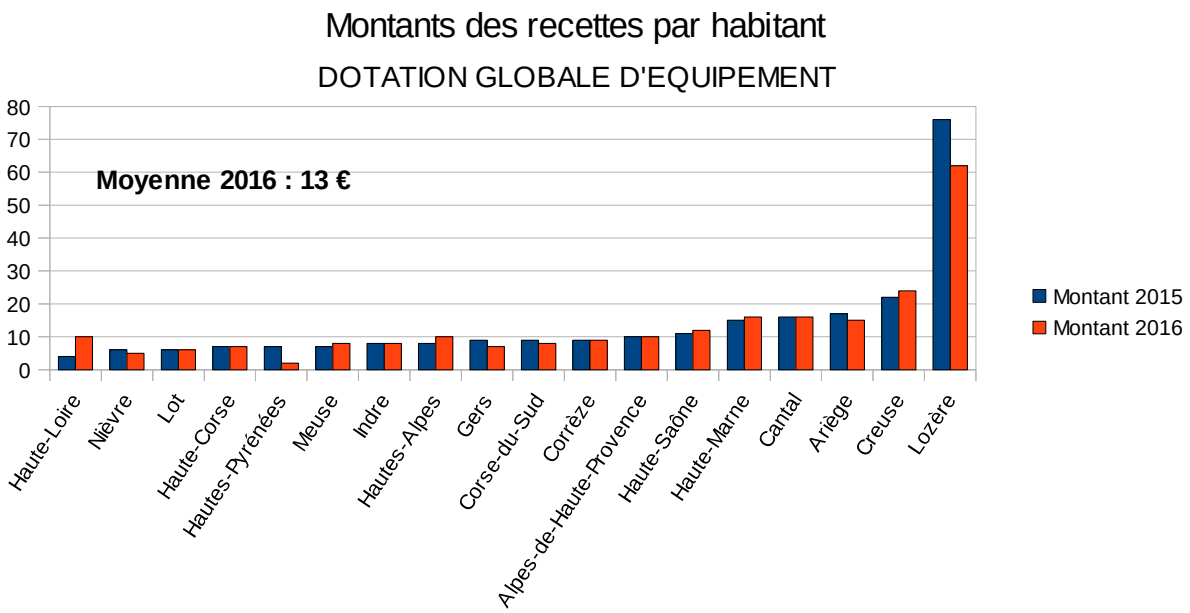
Les produits réellement encaissés annuellement (compte administratif) font apparaître les décalages de versement de la DGE 2.

Evolution de la DGE 2

		2015	2016	2017
15%	Investissements Département	7 223 760 €	4 856 007 €	2 526 925 €
	Taux	26,02%	27,45%	29,30%
	Produit	1 879 622 €	1 332 974 €	740 389 €
76%	Insuffisance potentiel fiscal	3 296 621 €	3 628 027 €	3 485 979 €
9%	Aménagement foncier	31 054 €	45 887 €	54 321 €
	TOTAL PRODUIT	**5 207 297 €**	**5 006 888 €**	**4 280 689 €**
	Produits encaissés CA	**5 814 517 €**	**4 773 347 €**	**4 697 511 €**

En 2016, la DGE représente une recette de 62 € par habitant pour une moyenne des départements métropolitains de la même strate de 13 €.

Pour rappel, en 2015 la DGE par habitant en Lozère était de 76 €, soulignant ainsi l'effort d'investissement du département de la Lozère en matière d'équipement rural (infrastructures publiques en milieu rural, tourisme vert ou encore habitat rural).

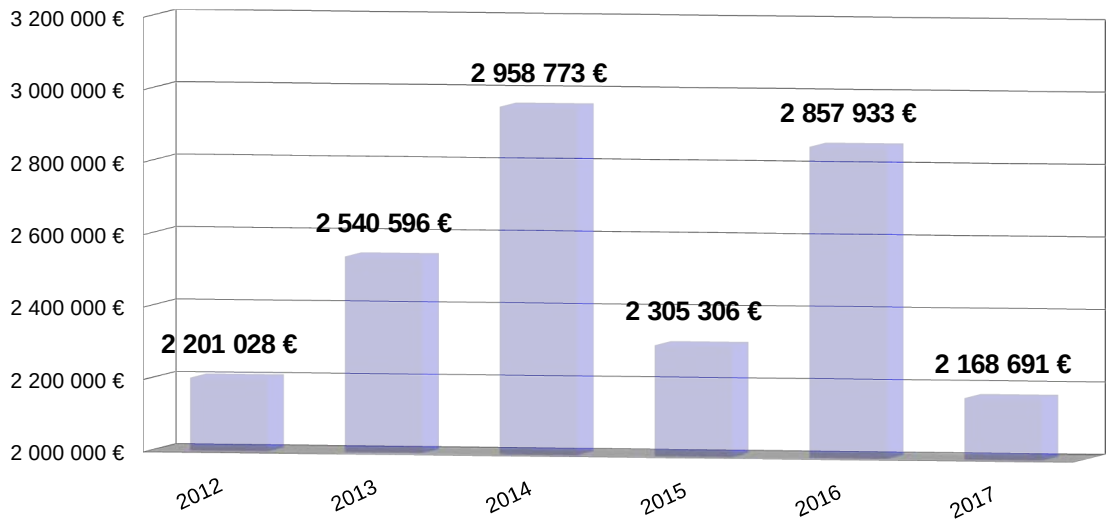


C - Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (F.C.T.V. A.)

Le fonds de compensation de la TVA est une dotation de l'État qui assure aux collectivités bénéficiaires, la compensation, à un taux forfaitaire, de la TVA qu'elles acquittent sur leurs dépenses réelles d'investissement et qu'elles ne peuvent pas récupérer par la voie fiscale. Le taux a été fixé pour les dépenses éligibles à compter du 1er janvier 2016 à **16,404 %** contre 15,761 % précédemment.

Le FCTVA représente 19,97 %des recettes réelles d'investissement hors emprunt, soit un montant de 2 169 K€ (2 858 K€ en 2016).

Évolution 2012-2016 du FCTVA



Calculé sur la base des investissements directs réalisés en 2016 (14,450 M€), il diminue de 24,12 % par rapport au montant perçu en 2016 (investissements 2015 : 18,671 M€).

L'augmentation conséquente des investissements directs 2017 (17,53 M€) générera un produit FCTVA 2018 bien supérieur.

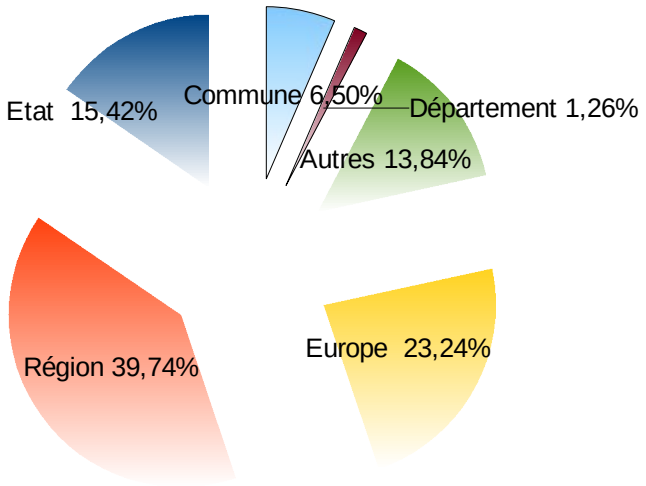
	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Assiette - année n-1	19 111 050 €	14 626 651 €	17 422 171 €	13 220 501 €
Montant	2 958 773 €	2 305 306 €	2 857 933 €	2 168 691 €
Evolution n / n-1		-22,09%	23,97%	-24,12%

D - Les subventions et participations

Elles s'élèvent à 1 696 990 K€ et représentent 15,62 % des recettes réelles d'investissement hors emprunt.

Elles concernent les subventions et participations de l'Europe, de l'État, de la Région, autres départements, communes et établissements publics dont la répartition s'établit ainsi qu'il suit :

	2014	2015	2016	2017
Etat	638 997 €	463 020 €	1 510 086 €	261 760 €
Région	660 953 €	725 996 €	1 364 511 €	674 353 €
Département			16 363 €	21 367 €
Communes		65 474 €	27 898 €	110 324 €
Autres	225 708 €			234 838 €
Europe		2 000 000 €	21 000 €	394 348 €
TOTAL	**1 525 658 €**	**3 254 490 €**	**2 939 858 €**	**1 696 990 €**



Ces subventions et participations ont participé au financement des opérations suivantes :

Organismes	Objet	Montants
ETAT	Église St Flour de Pompidou	73 010,50 €
	Réparation dégâts inondations	55 564,68 €
	ADEME : Prévention des Déchets	133 185,18 €
	TOTAL ETAT	**261 760,36 €**
REGION	Église St Flour de Pompidou	40 407,50 €
	Diverses RD (901 ; 808 ; …)	633 945,02 €
	TOTAL REGION	**674 352,52 €**
DEPARTEMENT	Département Haute-Loire : Pont de Jonchères	21 367,49 €
	TOTAL DEPARTEMENT	**21 367,49 €**
COMMUNES	Mende : pont Roupt	65 473,81 €
	Langogne : pont du Langouyrou	25 337,60 €
	Bagnols les Bains : pont sur le Lot	2 560,00 €
	Massegros : site des baumes	1 381,52 €
	Bédouès Cocurés : RD 998	15 571,00 €
	TOTAL COMMUNES	**110 323,93 €**
EUROPE	**FEDER** : Collège Collet de Dèze réhabilitation énergétique et chaufferie	394 347,67 €
	TOTAL EUROPE	**394 347,67 €**
AUTRES	**Agence Eau** : Protection ressource en eau Accord cadre stations épuration	234 838,39 €
	TOTAL AUTRES	**234 838,39 €**
	TOTAL GENERAL SUBVENTIONS	**1 696 990,36 €**

La baisse significative des subventions Etat et Région entre 2016 et 2017 est en lien avec la réalisation des investissements routiers :

- Etat : travaux sur la RD 806 (Rocade St Chély – Ponges – Tranche 1 Can de la Roche),

- Région : RD 808 (Mende/Marvejols + Recoulettes) et RD 901 (entre Valat de Chauberte et Altier)

Objet	2016	2017
Routes	1 092 481 €	
Église St Flour de Pompidou	110 707 €	73 010 €
Réparation dégâts inondations	192 550 €	55 565 €
ADEME : Prévention des Déchets	114 348 €	133 185 €
TOTAL ETAT	**1 510 086 €**	**261 760 €**
Routes	1 336 023 €	633 945 €
Église St Flour de Pompidou	28 488 €	40 408 €
TOTAL REGION	**1 364 511 €**	**674 353 €**

E - Les autres recettes

2014	2015	2016	2017
10 803 €	69 335 €	178 625 €	1 087 345 €

D'un montant de 1 087 345 € en 2017 elles concernent pour :

- 56 499 € le remboursement de la MDPH au titre des investissements informatique,
- 65 750 € le remboursement des avances accordées à la Fromagerie des Cévennes et à la Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Javols,
- 39 765 € la participation de l'État pour des réparations de chaussée secteur de Vielbougue (opération sous mandat),
- 86 358 € les droits d'entrée de la SELO pour la DSP de l'établissement thermal de Bagnols les Bains,
- 830 489 € la récupération de la TVA sur la DSP de Bagnols les Bains,
- 8 484 € les régularisations pour des trop versés sur marchés ou subventions.

F - Les emprunts

7 956 077 € de recettes d'emprunt ont été réalisées sur l'exercice 2017 :

- - 456 077 € solde sur emprunt CDC 2016 de 2 456 077 €, fléché Collège St Chély,
- - 3 M€ mobilisation en totalité de l'emprunt Société Générale souscrit en 2016,
- - 4,5 M€ de tirage en fin d'année sur les emprunts revolving 2010.

En Novembre 2017 une consultation a été lancée pour 5 M€ d'emprunts nouveaux. Au terme de la procédure, la banque Crédit Agricole a été retenue. La signature du contrat de prêt et la mobilisation des fonds concerneront l'exercice 2018.

G - L'autofinancement

Solde de la section de fonctionnement, **l'épargne brute** conditionne le degré de solvabilité de la collectivité : c'est un i**ndicateur fondamental d'indépendance financière reflétant la capacité du Département à rembourser ses emprunts et à autofinancer ses investissements.**

L'épargne brute enregistre une diminution en 2017 de – 3,83 % et s'établit à 17,935 M€.

	2015	2016	2017
Recettes réelles de fonctionnement	114 900 681	118 051 218	119 854 364
Dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts	95 443 444	98 423 833	101 037 017
Epargne de gestion	19 457 237	19 627 385	18 817 347
Intérêts de la dette	1 037 861	978 736	882 784
Epargne brute	**18 419 376**	**18 648 649**	**17 934 563**

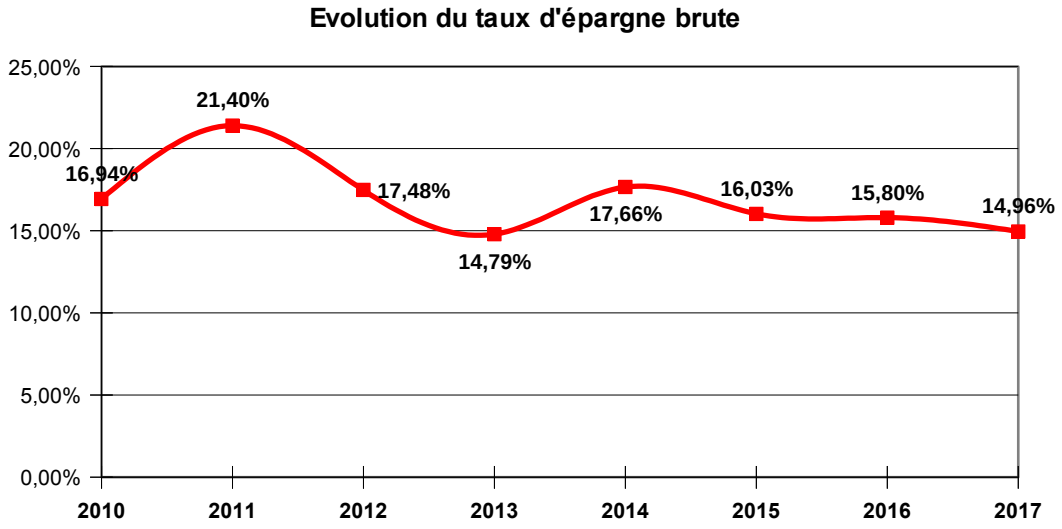
Cette évolution négative de l'épargne, après une année 2016 de progression, est due à des dépenses de fonctionnement qui ont progressé à un rythme supérieur à celui des recettes de fonctionnement (+ 2 517 K€ de dépenses contre + 1 803 K€ de recettes).

L'épargne brute reste l'indicateur le plus pertinent de l'endettement de la collectivité en mettant en évidence sa capacité à se désendetter. Afin de préserver la situation financière du département, il convient de maintenir un taux d'épargne brute (à savoir le rapport épargne brute sur recettes réelles de fonctionnement) supérieur à 12 %.

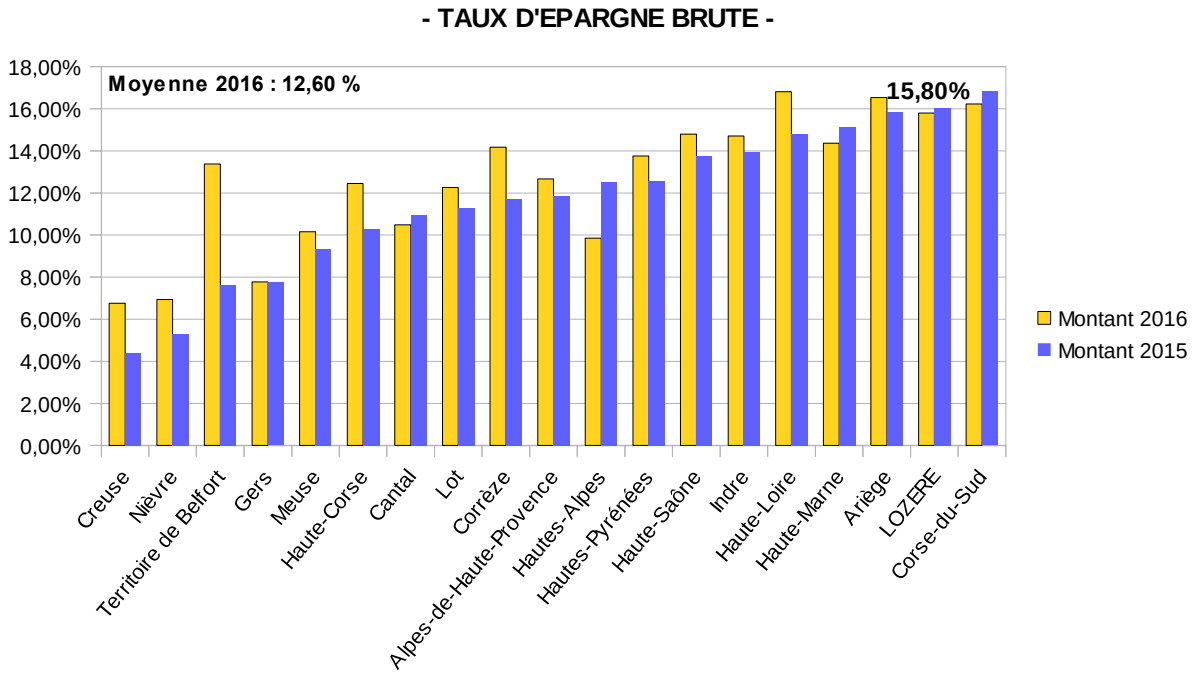
Un taux inférieur à 12 % exposerait la collectivité à un risque de déséquilibre à court terme l'entraînant dans une spirale de surendettement.

En 2017, le taux d'épargne brute atteint 14,96 %, soit un niveau légèrement inférieur à 2016.

En K€	2013	2014	2015	2016	2017
Montant de l'épargne brute	16 460	20 432	18 420	18 649	17 935
Taux d'épargne brute	14,79%	17,66%	16,03%	15,80%	14,96%



En 2016 alors que le taux d'épargne brute du Conseil départemental de la Lozère se situait à 15,80 %, il était en moyenne autour de 12,60 % pour les départements métropolitains de la même strate (moins de 250 000 habitants).



H - L'endettement

Réalisations de l'exercice 2017 :

Les investissements 2017 ont été financés par l'emprunt de 5 M€, souscrit auprès de la Société Générale sur une période de 12 ans à un taux de 0,95 %.

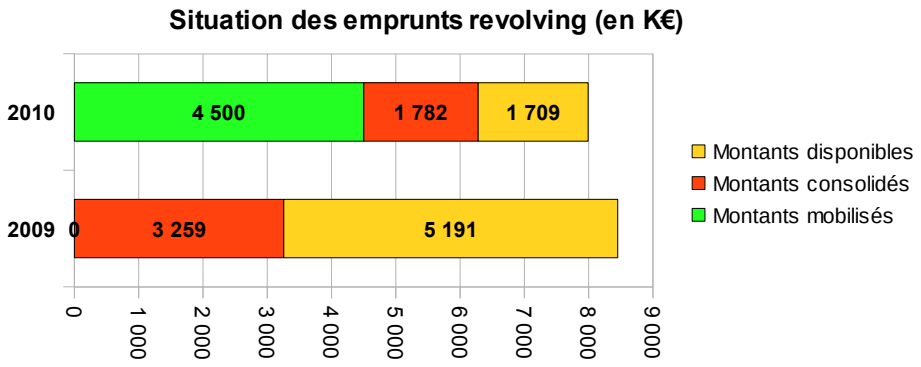
Début janvier les 1 M€ mobilisés fin 2016 sur emprunts revolving ont été remboursés.

Fin d'année, 4 500 K€ sur emprunts revolving (taux variable) ont été mobilisés pour solder la ligne de trésorerie et faire face aux besoins de financement ponctuels de fin d'exercice.

Ces 4 500 K€ seront remboursés en début d'exercice 2018.

Au 31/12/2017, le Département disposait d'une capacité de mobilisation d'emprunts de 11 901 M€ incluant :

► 6,901 M€ sur emprunts revolving



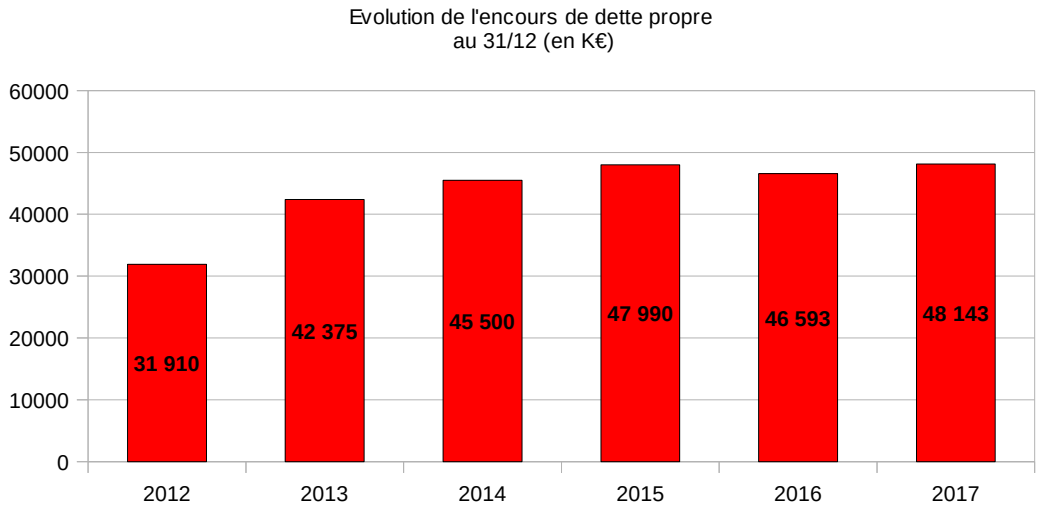
► 5 M€ d'emprunt nouveau négocié fin 2017 auprès du Crédit Agricole.

Signé en janvier 2018 ce nouvel emprunt bénéficiera aux financements des investissements 2017 reportés en 2018 (restes à réaliser) et des investissements 2018.

L'encours de la dette

Le ratio, encours de dette sur épargne brute, indique en nombre d'années le temps nécessaire pour rembourser le capital restant dû en consacrant toute l'épargne disponible.

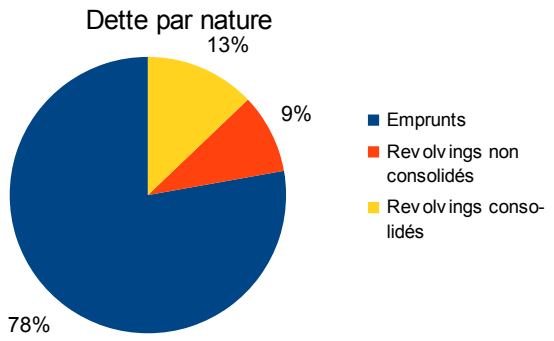
En K€	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Encours de dettes au 31/12	31 910	42 375	45 500	47 990	46 593	48 143
Épargne brute	19 599	16 460	20 432	18 420	18 649	17 934
Capacité de désendettement	1,63	2,57	2,23	2,61	2,5	2,68

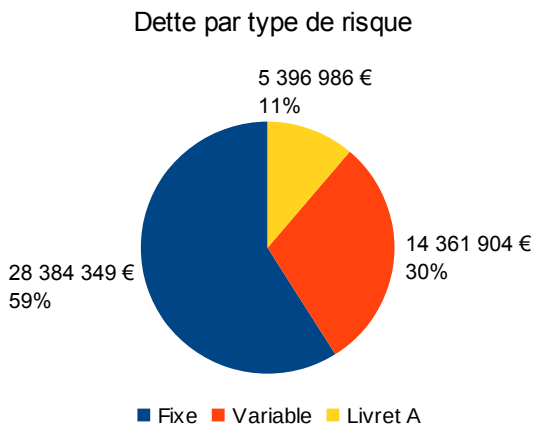


L'encours de la dette au 31/12/2017 est de 48 143 K€ pour une capacité de désendettement de 2,68 années.

58,96 % de cette dette est à taux fixe.

L'encours total de dette au 31/12/2017 se décompose comme suit :





Par prêteur, l'encours de dette se répartit comme suit :

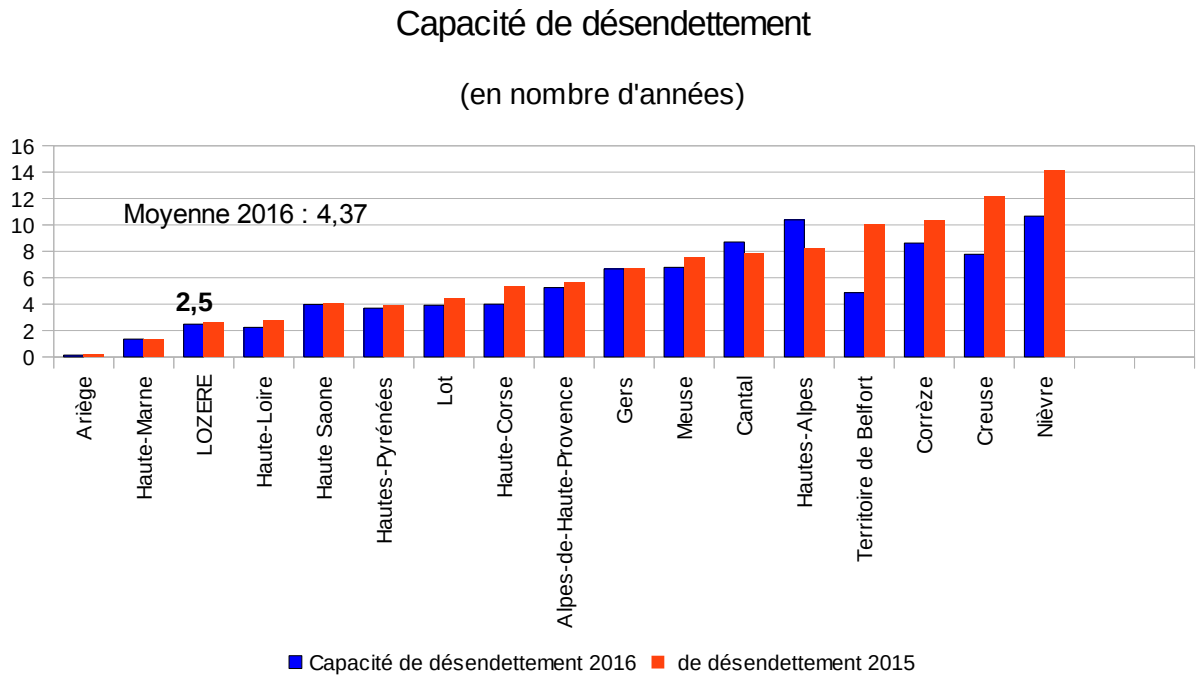
Prêteur	Capital restant dû	% de l'encours
CREDIT AGRICOLE	12 246 091,09 €	25,44%
BANQUE POSTALE	11 949 404,63 €	24,82%
SOCIETE GENERALE	8 604 166,70 €	17,87%
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	7 730 259,54 €	16,06%
CAISSE D'EPARGNE	3 041 666,59 €	6,32%
CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	1 350 000,00 €	2,80%
CREDIT FONCIER DE FRANCE	2 250 000,00 €	4,67%
DEXIA CL	971 652,43 €	2,02%
total	**48 143 240,98 €**	

La durée de vie résiduelle des emprunts est de 10 ans et 1 mois pour un taux moyen de 1,77 %.

La capacité de désendettement moyenne des départements de – 250 000 habitants est en 2016 supérieure à 4 années.

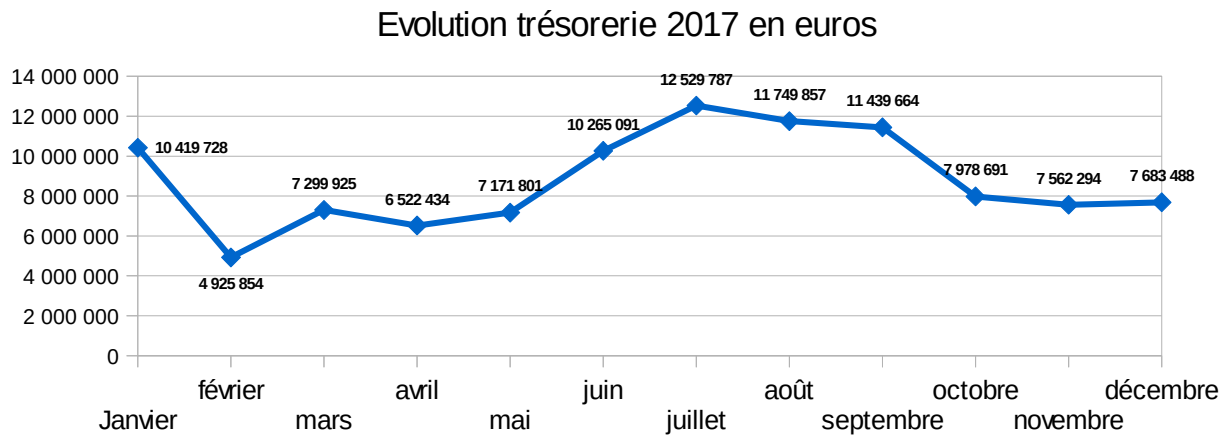
Pour la Lozère la capacité de désendettement passe de 2,5 années en 2016 à 2,68 années en 2017.

Cette diminution de la capacité de désendettement résulte de la baisse de 3,83 % de l'épargne brute.



LA TRÉSORERIE

Compte au trésor :



Soldes compte au trésor début et fin de période:

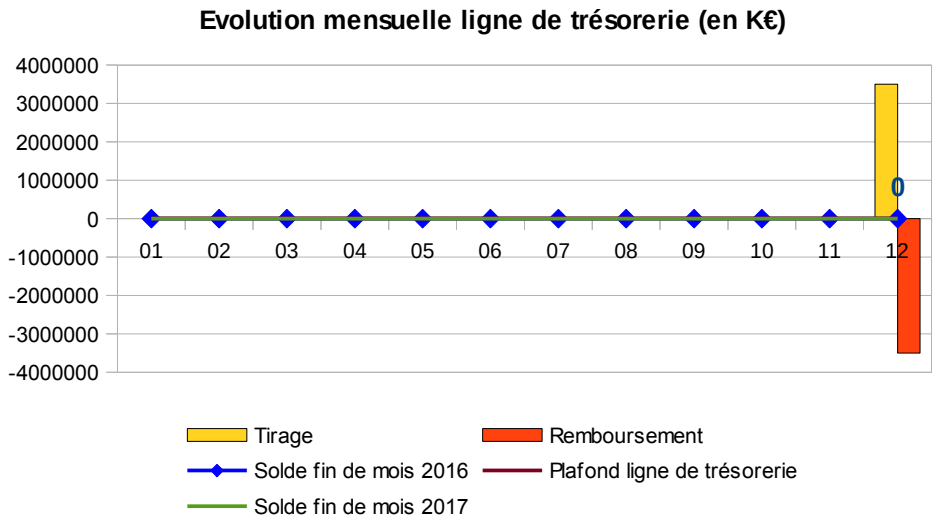
Solde trésorerie (en K€)	2013	2014	2015	2016	2017
Solde initial	4 323	1 920	4 999	5 954	10 420
Solde final	1 920	4 999	5 954	6 290	7 684

Pour financer les besoins de trésorerie à court terme et couvrir les décalages entre le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes, le Conseil départemental dispose d'une ligne de trésorerie de 7 M€, ainsi que de lignes d'emprunts revolving auprès du Crédit Agricole (cf. partie sur l'endettement, section d'investissement).

Cette ligne de trésorerie est détenue auprès de la Société Générale à hauteur de 7 M€ sur la base euribor 3 mois + 0,54 % depuis le 28 avril 2016 et sur la base euribor 1 mois + 0,40 % à compter du 28 avril 2017.

En 2017, la ligne de trésorerie n'a été utilisée qu'en fin de gestion, reflétant ainsi une situation de trésorerie confortable.

En moyenne, elle a été mobilisée à hauteur de 0,07 M€ sur 2 semaines, contre 0,3 M€ en 2016 sur 8 semaines.



La ligne de trésorerie a été totalement remboursée au 31/12/2017.

BUDGETS

ANNEXES

LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES

Évolution des dépenses réelles

Dépenses réelles	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Investissement	73 903 €	102 611 €	171 410 €	57 696 €	95 491 €	173 968 €
Fonctionnement	1 623 687 €	1 553 256 €	1 556 422 €	1 528 068 €	1 653 485 €	1 749 678 €
TOTAL	**1 697 590 €**	**1 655 867 €**	**1 727 832 €**	**1 585 764 €**	**1 748 976 €**	**1 923 646 €**

Fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement augmentent entre 2016 et 2017 de 5,82 % (+ 96 K€) :

- 66,86 % des dépenses de fonctionnement sont liées aux charges de personnel pour un montant de 1 170 K€ contre 1 134 K€ en 2016, soit une hausse de 3,17 % (+ 36 K€). Les rémunérations des titulaires ont progressé de 14,72 % (+ 65 441 €), mais sont compensées par une baisse des rémunérations des non titulaires (- 64 722 €). Les frais de déplacements ont diminué de – 22,53 %,
- 8,91 % des dépenses de fonctionnement sont liées à l'achat de produits pharmaceutiques pour un montant de 156 K€,
- les autres dépenses de fonctionnement sont en hausse de + 18,15 % : principalement le combustible (car le COFRAC a fait obligation au laboratoire de poursuivre des tests sur un appareil fort consommateur de combustibles) et l'électricité, la maintenance, les fournitures de petit équipement et les prestations effectuées par des laboratoires extérieurs (en raison de l'audit COFRAC de renouvellement de toutes les accréditations du laboratoire, représentant une dépense de 27 415 € HT)

Investissement

Les dépenses d'investissement sont en hausse de 82,18 % entre 2016 et 2017, après une hausse de 65,51 % en 2016.

Les dépenses courantes d'investissement du LDA ,d'un montant de 50 000 € HT sont directement liées aux besoins de renouvellement d'appareils techniques vieillissants ou défectueux, ces besoins pouvant être variables d'une année sur l'autre. D'autre part, en 2017, il a été nécessaire d'investir dans un appareil de haute technologie dédié aux analyses d'eaux, pour un montant de

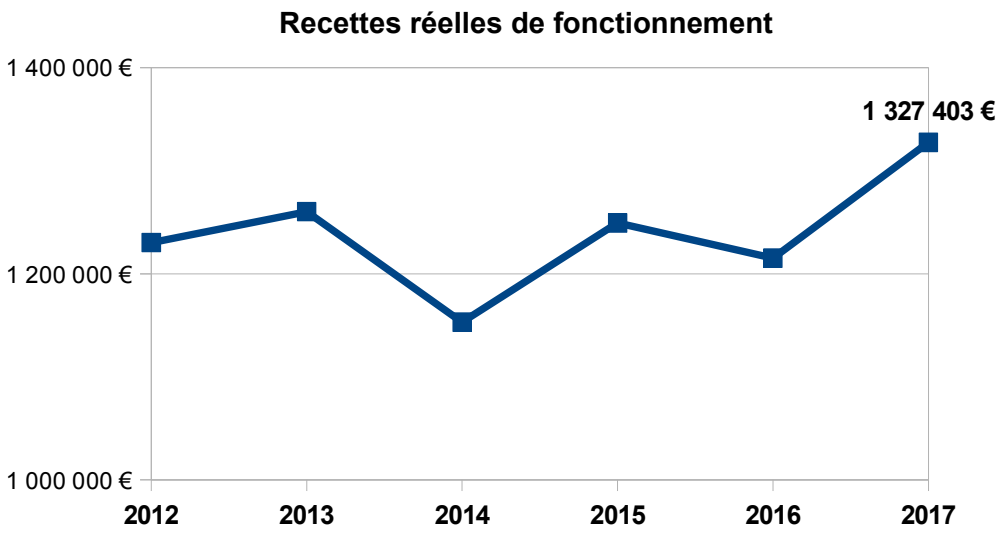
61 810 € HT. Cependant, le début de l'année 2017 a été marqué au laboratoire par la survenue d'incidents électriques majeurs, responsables de la détérioration imprévisible et irrémédiable de nombreux appareils, qu'il a fallu remplacer de toute urgence, ce qui a fortement impacté les dépenses d'investissement du LDA.

Évolution des recettes réelles

Recettes réelles	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Investissement				318 500 €		
Fonctionnement	1 230 210 €	1 260 220 €	1 153 025 €	1 249 320 €	1 215 029 €	1 327 403 €
TOTAL	**1 230 210 €**	**1 260 220 €**	**1 153 025 €**	**1 567 820 €**	**1 215 029 €**	**1 327 403 €**

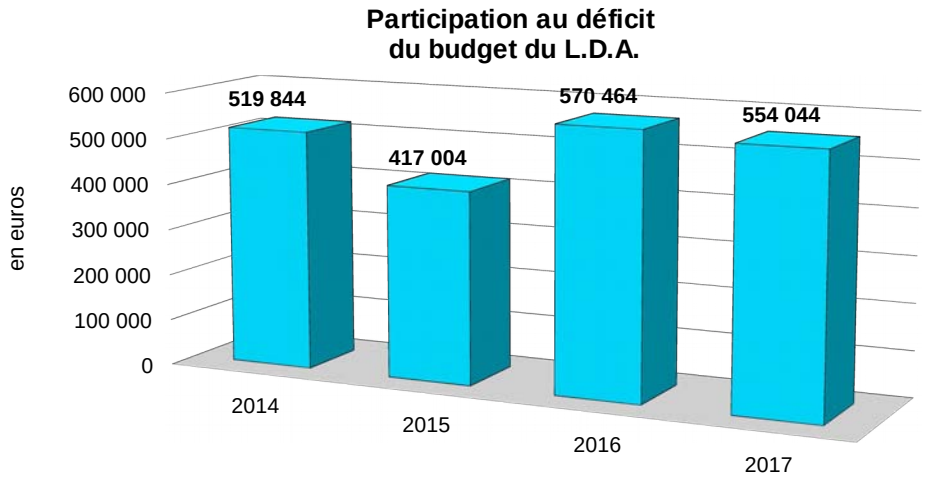
Les recettes de fonctionnement sont en hausse de 9,24 % entre 2016 et 2017 (+ 112 K€).

En 2016, la légère baisse des recettes de fonctionnement du LDA n'est pas significative car correspond à un décalage des facturations de fin d'année sur l'exercice suivant.



Subvention d'équilibre :

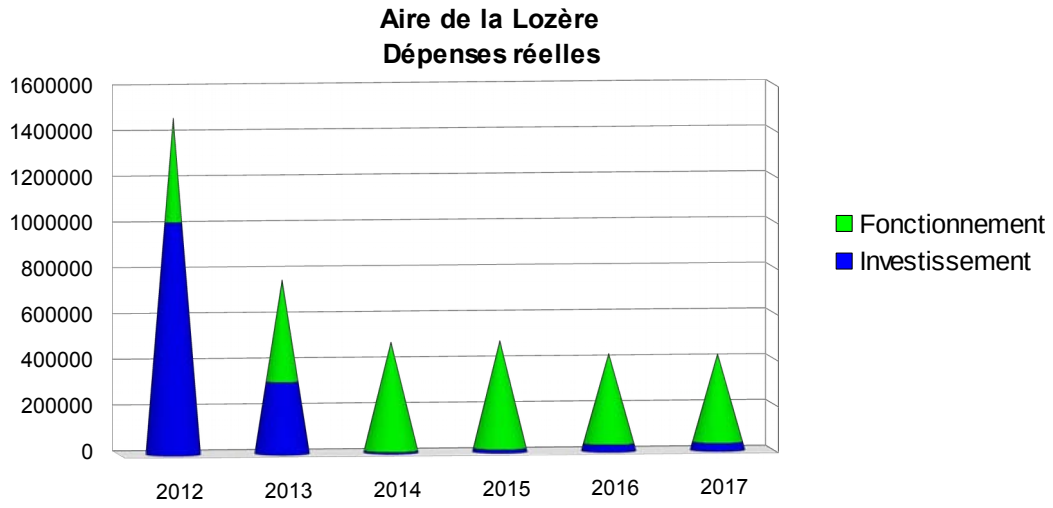
L'évolution de la participation du Département étant inversement proportionnelle à celle des recettes du laboratoire et liée à l'augmentation des dépenses, elle diminue en 2017 et représente un montant de 554 043,74 € (contre 570 463,90 € en 2016).



AIRE DE LA LOZÈRE

Évolution des dépenses réelles

Dépenses réelles (en €)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Investissement	1 015 242	313 492	9 130	15 882	32 312	35 542
Fonctionnement	455 315	445 331	473 450	468 954	391 616	384 006
TOTAL	**1 470 557**	**758 823**	**482 580**	**484 836**	**423 928**	**419 548**



Fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement diminuent en 2017 de – 1,94 %. Elles se décomposent comme suit :

- 25 % des charges de fonctionnement sont liés à l'entretien des espaces extérieurs et au déneigement, soit 96 K€,
- 21,87 % des charges de fonctionnement sont liés aux coûts de nettoyage, soit 84 K€,
- 20,31 % concernent la participation versée au Comité Départemental du Tourisme, soit 78 K€ (au lieu de 125 K€ jusqu'en 2015),

- 10,42 % pour l'énergie, le combustible, les impôts et assurances (40 K€),
- 9,96 % concernent l'eau et l'assainissement, dont le coût évolue à la baisse de – 10,87 % entre 2016 et 2017, soit 38 K€,
- 3,94 % pour la participation au traitement des eaux usées , soit 15 K€,
- 5 % pour la redevance domaniale d'occupation de service public versée à l'État (19 K€),
- 3,5 % pour l'entretien et les réparations du bâtiment, soit 14 K€.

Investissement

Les dépenses d'investissement en 2017 représentent un montant de 35 542 € (contre 32 312 € en 2016).

Cette hausse de 10 % des dépenses d'investissement s'explique principalement par les remplacements de tapis dans le sas d'entrée et d'un ballon ECS, s'ajoutant à la poursuite de la remise en état des éclairages publics extérieurs et des travaux d'entretien extérieur.

Évolution des recettes réelles d'exploitation

Années	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Recettes réelles en €	342 524 €	273 637 €	494 627 €	290 708 €	262 106 €	269 340 €

Les recettes réelles concernent les redevances perçues dans le cadre des délégations de services publics ainsi que la part des charges communes assumée par le Conseil départemental et refacturée aux délégataires (cafétéria, boutique des produits locaux et maison du tourisme).

Elles se décomposent comme suit :

	2012	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Redevance cafétéria (6 % du CA n-1)	138 880 €	112 767 €	118 452 €	116 006 €	119 170 €	114 737 €
Redevance boutique produits locaux (3 % du CA n-1)	13 314 €	12 112 €	12 799 €	16 557 €	16 565 €	17 159 €
Loyer maison du tourisme	12 659 €	12 659 €	12 617 €	12 617 €	12 617 €	12 617 €
Autres (remboursement charges communes, produits exceptionnels)	177 671 €	136 099 €	350 759 €	145 528 €	113 754 €	124 827 €
Total recettes réelles	**342 524 €**	**273 637 €**	**494 627 €**	**290 708 €**	**262 106 €**	**269 340 €**

Le montant correspondant aux charges communes 2016 remboursées par les sous-concessionnaires en 2017 (124 827 €), est en augmentation de 9,6 % en raison d'une hausse des dépenses d'eau et de nettoyage. Un hausse importante avait été constatée en 2012 s'expliquant principalement par l'agrandissement des sanitaires (plus de WC à nettoyer, plus d'eau utilisée et pression des chasses d'eau augmentée, plus de fréquence de passages pour le nettoyage).

La participation à l'entretien aux espaces verts et au déneigement reste stable à 33 763 €, celle-ci étant révisable annuellement selon une indexation de l'indice de l'évolution des salaires de la Fonction Publique.

En 2014, un produit exceptionnel de 180 105 € avait été perçu. Il correspondait à une récupération de TVA, suite à l'assujettissement à la TVA des dépenses et des recettes, portant sur les années 2011 à 2013.

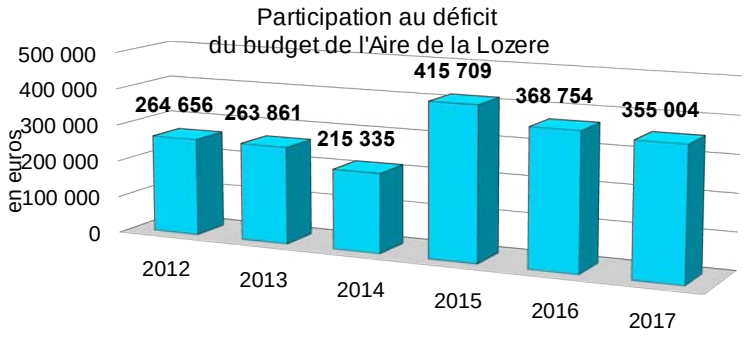
En 2017, les redevances de la cafétéria et de la Boutique des produits locaux (131 896 €) ont diminué de – 2,83 %, étant précisé que le calcul de ces dernières est basé sur les chiffres d'affaires de l'année n-1 qui évoluent de la manière suivante :

C.A. HT	**2013**	évolution	**2014**	évolution	**2015**	évolution	**2016**	évolution
Cafétéria	**1 974 202 €**	5,04%	**1 933 430 €**	-2,07%	**1 986 165 €**	2,72%	**1 912 288 €**	-3,72%
Boutique produits locaux	**426 641 €**	5,67%	**551 891 €**	29,36%	**552 161 €**	0,05%	**571 955 €**	3,58%

Le chiffre d'affaires 2016 de la cafétéria s'était légèrement dégradé (– 3,72 %) en raison de l'implantation d'installations concurrentielles à proximité de l'Aire, de la conjoncture économique globale et d'un moindre nombre de jours fériés en semaine.

A noter le changement de sous-concessionnaire (Lozère Authentique) pour la boutique des produits depuis le 1er juillet 2013 qui avait redynamisé le chiffre d'affaires (+ 29,36 %). Après une stabilisation en 2015, il progresse de 3,58 % en partie grâce à une recherche de valorisation des productions lozériennes.

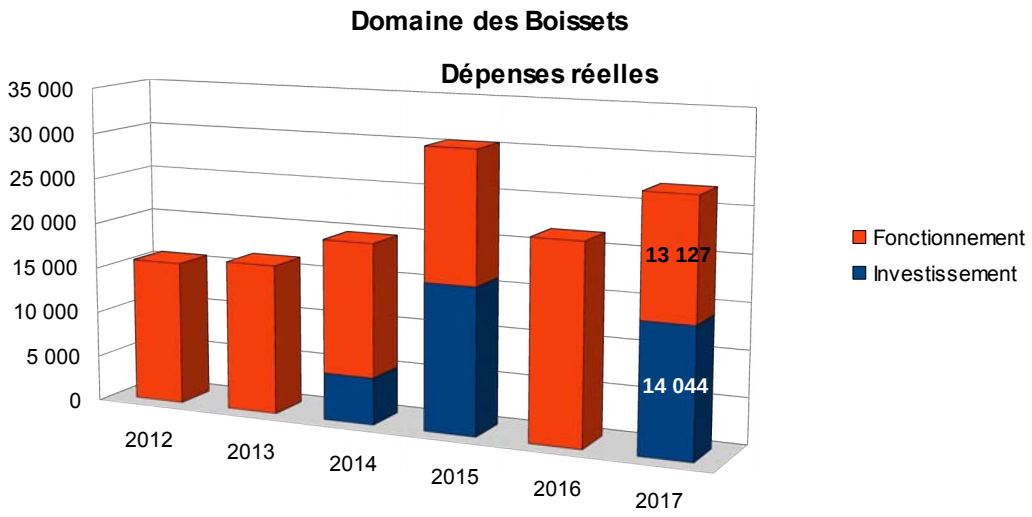
La participation du Conseil départemental au déficit du budget de l'Aire de la Lozère, en raison d'une baisse des dépenses et d'une hausse des recettes, évolue de la manière suivante :



DOMAINE DES BOISSETS

Évolution des dépenses réelles :

en euros	2012	2013	2014	2015	2015	2016
Investissement	0 €	0 €	5 123 €	16 003 €	0 €	14 044 €
Fonctionnement	15 733 €	16 398 €	14 583 €	14 414 €	21 684 €	13 127 €
TOTAL	**15 733 €**	**16 398 €**	**19 706 €**	**30 417 €**	**21 684 €**	**27 171 €**



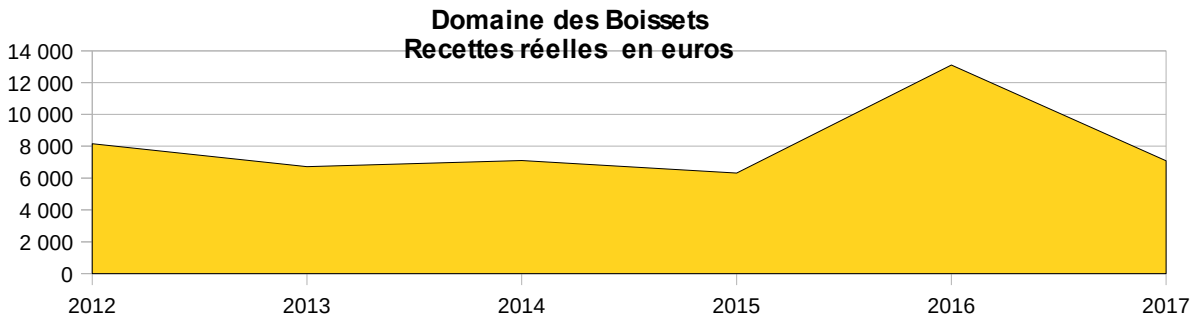
Les dépenses réelles de fonctionnement diminuent de 10,57 % par rapport aux dépenses de 2016 hors régularisation de la taxe foncière 2015 de 7 006 € qui avait impacté le budget 2016.

Ces dépenses correspondent aux coûts d'électricité, d'eau et assainissement, de taxe foncière, d'assurance, d'entretien et maintenance des bâtiments.

Les dépenses réelles d'investissement correspondent à des travaux de réfection des toitures.

Évolution des recettes réelles d'exploitation

en euros	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes réelles	8 160 €	6 709 €	7 100 €	6 310 €	13 096 €	7 085 €

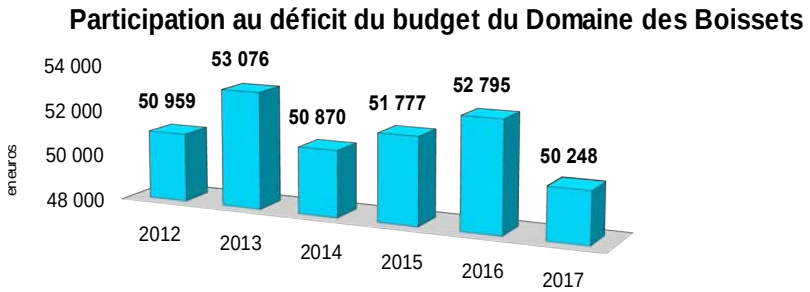


Les recettes réelles de fonctionnement diminuent de – 2,38 % par rapport aux recettes de 2016 hors régularisation de la taxe foncière 2015 de 5 838 € qui avait impacté le budget 2016.

Les seules recettes perçues par le Département (7 085 €) correspondent à :

- la redevance d'affermage versée par Monsieur PARADAN (3 508 €),
- à l'indemnité d'occupation du domaine public versée pour l'utilisation à l'année du four à pain (1 680 €),
- au remboursement des charges d'eau et d'électricité par Madame SEMON, utilisatrice du four à pain (1 605 €),
- une location ponctuelle pour 292 €.

Le montant de la participation du Conseil départemental au déficit du budget du domaine des Boissets s'établit en 2017 à 50 248 € contre 52 795 € en 2016 soit une baisse de – 4,82 %, qui s'explique par une diminution des dépenses plus élevée que celle des recettes.



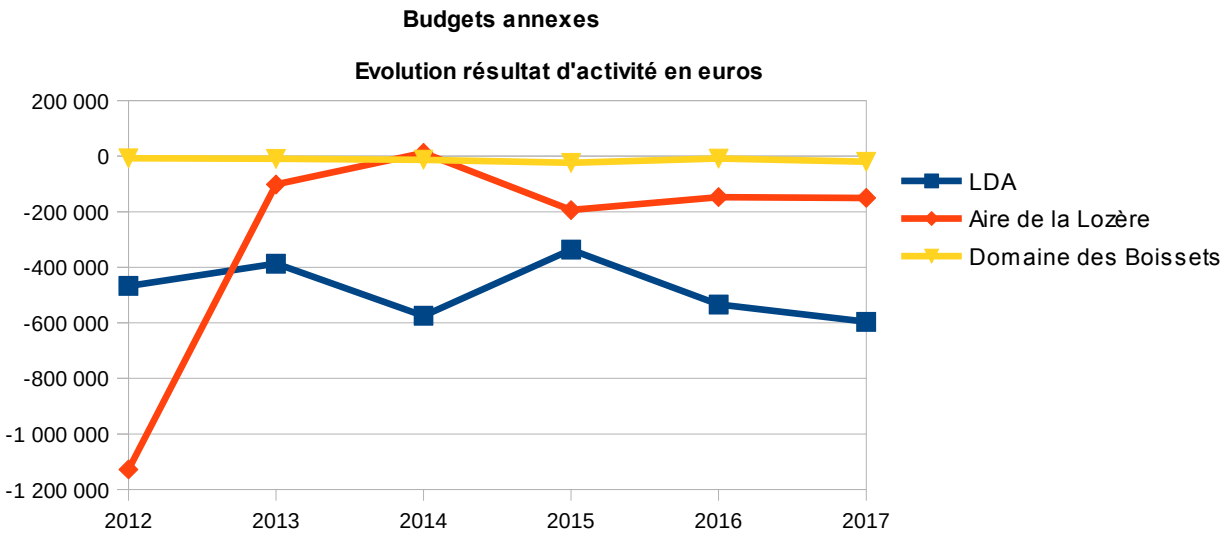
RÉSULTATS D'ACTIVITÉ DES BUDGETS ANNEXES (EN RECETTES ET DÉPENSES RÉELLES)

Les résultats d'activité (hors subventions d'équilibre) des budgets annexes évoluent de la manière suivante :

en euros	2012	2013	2014	2015	2016	2017
LDA	-467 381	-387 161	-574 807	-336 444	-533 947	-596 244
Aire de la Lozère	-1 128 033	-101 671	12 047	-194 128	-147 474	-150 207
Domaine des Boissets	-7 573	-9 689	-12 606	-24 106	-8 588	-20 086
TOTAL	**-1 602 987**	**-498 521**	**-575 366**	**-554 678**	**-690 009**	**-766 537**

A noter que le résultat d'activité de l'Aire de la Lozère est positif en 2014 en raison d'une récupération de TVA sur les années 2011 à 2013. Sans ce remboursement, on enregistrerait un déficit de 168 058 €.

Les déficits sont pris en charge par le budget principal dans les dépenses de fonctionnement.



Délibération n°CD_18_1042

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 29 juin 2018

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Budget : Modification des autorisations de programmes 2018 et antérieures

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 15h00

Présents : Eve BREZET.

Pouvoirs : Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU le livre VI du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CD_15_1067 du 18 décembre 2015 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_18_1032 du 30 mars 2018 approuvant les modifications des autorisations de programmes antérieures et l'état des autorisations de programmes 2018 votées ;

CONSIDÉRANT le rapport n°701 intitulé "Budget : Modification des autorisations de programmes 2018 et antérieures" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 21 juin 2018 ;

ARTICLE UNIQUE

Décide de procéder aux mouvements budgétaires sur le budget principal, tels que détaillés en annexe, modifiant les autorisations de programmes comme suit :

- 2013.....129 140,67 €
- 2014.....-3 147 570,88 €
- 2015.....275 911,43 €
- 2016.....-6 715 016,30 €
- 2017.....540 790,65 €
- Total.....-8 916 744,43 €

ARTICLE 2

Prend acte que le montant du solde des autorisations de programmes, à la suite de ces modifications, porte les besoins en crédits de paiement, sur le budget principal, comme suit :

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021 et plus
2011	1 056 872,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	660 545,00 €
2012	1 098 956,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	732 638,00 €
2013	743 975,67 €	253 894,67 €	54 454,00 €	54 454,00 €	381 173,00 €
2014	3 353 303,20 €	2 132 396,66 €	590 884,54 €	70 003,00 €	560 019,00 €
2015	17 407 131,77 €	8 535 167,33 €	8 738 284,44 €	13 368,00 €	120 312,00 €

Délibération n°CD_18_1042

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021 et plus
2016	12 095 163,91 €	2 985 951,84 €	4 641 326,07 €	3 146 130,00 €	1 321 756,00 €
2017	17 994 071,92 €	9 075 377,94 €	5 768 145,10 €	1 180 559,50 €	1 969 989,38 €
2018	55 350 758,00 €	10 637 486,00 €	21 599 517,00 €	11 819 357,00 €	11 294 398,00 €
Total	109 100 232,47 €	33 874 489,44 €	41 646 826,15 €	16 538 086,50 €	17 040 830,38 €

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_18_1042

Annexe à la délibération n°CD_18_1042 du Conseil Départemental du 29 juin 2018 : rapport n°701 "Budget : Modification des autorisations de programmes 2018 et antérieures".

Préalablement au vote de la décision modificative n° 1 de 2018, il convient de procéder à la régularisation des AP 2018 et antérieures sur le budget principal.

En effet, l'article 2 du règlement financier adopté par le Département le 19 décembre 2015 prévoit que la modification des autorisations de programmes ne peut intervenir que lors d'une assemblée du Conseil départemental.

L'annexe ci-jointe récapitule par millésime d'autorisations de programmes les mouvements les affectant.

2011	0,00 €
2012	0,00 €
2013	129 140,67 €
2014	-3 147 570,88 €
2015	275 911,43 €
2016	-6 715 016,30 €
2017	540 790,65 €
2018	0,00 €
Total	-8 916 744,43 €

	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021 et plus
Bilan AP avant DM	118 016 976,90 €	33 133 280,61 €	50 256 990,79 €	16 747 479,50 €	17 879 226,00 €
Bilan Mouvements	-8 916 744,43 €	741 208,83 €	-8 610 164,64 €	-209 393,00 €	-838 395,62 €
Bilan AP après DM	109 100 232,47 €	33 874 489,44 €	41 646 826,15 €	16 538 086,50 €	17 040 830,38 €

Vous trouverez par ailleurs en annexe le détail avant et après la décision modificative n° 1 par autorisation de programmes.

Je vous propose d'approuver ces régularisations à inscrire lors de la décision modificative n° 1, le montant du solde des autorisations de programmes, sur le budget principal qui porteront les besoins en crédits de paiement comme suit :

Budget principal

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021 et plus
2011	1 056 872,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	660 545,00 €
2012	1 098 956,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	732 638,00 €
2013	743 975,67 €	253 894,67 €	54 454,00 €	54 454,00 €	381 173,00 €
2014	3 353 303,20 €	2 132 396,66 €	590 884,54 €	70 003,00 €	560 019,00 €
2015	17 407 131,77 €	8 535 167,33 €	8 738 284,44 €	13 368,00 €	120 312,00 €
2016	12 095 163,91 €	2 985 951,84 €	4 641 326,07 €	3 146 130,00 €	1 321 756,00 €
2017	17 994 071,92 €	9 075 377,94 €	5 768 145,10 €	1 180 559,50 €	1 969 989,38 €
2018	55 350 758,00 €	10 637 486,00 €	21 599 517,00 €	11 819 357,00 €	11 294 398,00 €
Total	109 100 232,47 €	33 874 489,44 €	41 646 826,15 €	16 538 086,50 €	17 040 830,38 €

1/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2011

le montant du solde sur AP 2011 avant la DM est de : 1 056 872,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2011 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2011 après modification est de : 1 056 872,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2018	2019	2020	2021 et +
MONTANT AP 2011 AVANT DM	1 056 872,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	660 545,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2011 APRES DM	1 056 872,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	660 545,00 €

2/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2012

le montant du solde sur AP 2012 avant la DM est de : 1 098 956,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2012 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2012 après modification est de : 1 098 956,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2018	2019	2020	2021 et +
MONTANT AP 2012 AVANT DM	1 098 956,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	732 638,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2012 APRES DM	1 098 956,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	732 638,00 €

3/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2013

le montant du solde sur AP 2013 avant la DM est de : 614 835,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2013 est de : 129 140,67 €

le montant du solde des AP 2013 après modification est de : 743 975,67 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2018	2019	2020	2021 et +
MONTANT AP 2013 AVANT DM	614 835,00 €	124 754,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	381 173,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	129 140,67 €	129 140,67 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2013 APRES DM	743 975,67 €	253 894,67 €	54 454,00 €	54 454,00 €	381 173,00 €

4/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2014

le montant du solde sur AP 2014 avant la DM est de : 6 500 874,08 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2014 est de : -3 147 570,88 €

le montant du solde des AP 2014 après modification est de : 3 353 303,20 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2018	2019	2020	2021 et +
MONTANT AP 2014 AVANT DM	6 500 874,08 €	2 078 527,73 €	3 792 324,35 €	70 003,00 €	560 019,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	-3 147 570,88 €	53 868,93 €	-3 201 439,81 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2014 APRES DM	3 353 303,20 €	2 132 396,66 €	590 884,54 €	70 003,00 €	560 019,00 €

5/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2015

le montant du solde sur AP 2015 avant la DM est de : 17 131 220,34 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2015 est de : 275 911,43 €

le montant du solde des AP 2015 après modification est de : 17 407 131,77 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2018	2019	2020	2021 et +
MONTANT AP 2015 AVANT DM	17 131 220,34 €	8 298 768,40 €	8 698 771,94 €	13 368,00 €	120 312,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	275 911,43 €	236 398,93 €	39 512,50 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2015 APRES DM	17 407 131,77 €	8 535 167,33 €	8 738 284,44 €	13 368,00 €	120 312,00 €

6/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2016

le montant du solde sur AP 2016 avant la DM est de : 18 810 180,21 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2016 est de : -6 715 016,30 €

le montant du solde des AP 2016 après modification est de : 12 095 163,91 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2018	2019	2020	2021 et +
MONTANT AP 2016 AVANT DM	18 810 180,21 €	2 832 569,51 €	11 520 374,70 €	3 135 480,00 €	1 321 756,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	-6 715 016,30 €	153 382,33 €	-6 879 048,63 €	10 650,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2016 APRES DM	12 095 163,91 €	2 985 951,84 €	4 641 326,07 €	3 146 130,00 €	1 321 756,00 €

7/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2017

le montant du solde sur AP 2017 avant la DM est de : 17 453 281,27 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2017 est de : 540 790,65 €

le montant du solde des AP 2017 après modification est de : 17 994 071,92 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2018	2019	2020	2021 et +
MONTANT AP 2017 AVANT DM	17 453 281,27 €	8 997 959,97 €	5 407 950,80 €	1 180 559,50 €	1 866 811,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	540 790,65 €	77 417,97 €	360 194,30 €	0,00 €	103 178,38 €
MONTANT AP 2017 APRES DM	17 994 071,92 €	9 075 377,94 €	5 768 145,10 €	1 180 559,50 €	1 969 989,38 €

8/ Autorisations de Programmes 2018 sur le budget principal

le montant du solde sur AP 2018 avant la DM est de : 55 350 758,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2018 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2018 après modification est de : 55 350 758,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes se décompose comme suit :

	MONTANT AP	2018	2019	2020	2021 et +
MONTANT AP 2018 AVANT DM	55 350 758,00 €	10 546 486,00 €	20 528 900,00 €	12 039 400,00 €	12 235 972,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	0,00 €	91 000,00 €	1 070 617,00 €	-220 043,00 €	-941 574,00 €
MONTANT AP 2018 APRES DM	55 350 758,00 €	10 637 486,00 €	21 599 517,00 €	11 819 357,00 €	11 294 398,00 €

	SOLDE SUR AP	2018	2019	2020	2021 et +
BILAN AP AVANT INTEGRATION DM	**118 016 976,90 €**	**33 133 280,61 €**	**50 256 990,79 €**	**16 747 479,50 €**	**17 879 226,00 €**
BILAN MOUVEMENTS	**-8 916 744,43 €**	**741 208,83 €**	**-8 610 164,64 €**	**-209 393,00 €**	**-838 395,62 €**
BILAN AP APRES INTEGRATION DM	**109 100 232,47 €**	**33 874 489,44 €**	**41 646 826,15 €**	**16 538 086,50 €**	**17 040 830,38 €**

PHASAGE AP DM1 2018

AP 2011

LIBELLE AP	AVANT DM CP 2018	AVANT DM CP 2019	AVANT DM CP 2020	AVANT DM CP 2021 et +	AVANT DM TOTAL SOLDE AP AVANT DM	APRES DM CP 2018	APRES DM CP 2019	APRES DM CP 2020	APRES DM CP 2021 et +	APRES DM TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
AEP ASSAINISSEMENT	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	660 545,00 €	**1 056 872,00 €**	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	660 545,00 €	**1 056 872,00 €**	**0,00**
Total DEAE	***132 109,00 €***	***132 109,00 €***	***132 109,00 €***	***660 545,00 €***	***1 056 872,00 €***	***132 109,00 €***	***132 109,00 €***	***132 109,00 €***	***660 545,00 €***	***1 056 872,00 €***	**0,00**
AMENAGEMENT DE VILLAGE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00**
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00**
ENTREPRISES TOURISTIQUES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00**
HABITAT JEUNES AGRICULTEURS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00**
LOGEMENT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00**
PATRIMOINE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00**
PED INVESTISSEMENT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00**
PROJETS TOURISTIQUES STRUCTURANTS & OTSI					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00**
MAISONS MEDICALES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00**
Total DATE	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	**0,00**
TRAVAUX TOUS BATIMENTS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00**
Total DRTB Bâtiments	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	**0,00**
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00**
Total DSD	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	**0,00**
INTERNET					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00**
Total SI	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	**0,00**
TOTAL AP 2011	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**660 545,00 €**	**1 056 872,00 €**	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**660 545,00 €**	**1 056 872,00 €**	**0,00**
						0,00 €	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	

AP 2012

LIBELLE AP	AVANT DM CP 2018	AVANT DM CP 2019	AVANT DM CP 2020	AVANT DM CP 2021 et +	AVANT DM TOTAL SOLDE AP AVANT DM	APRES DM CP 2018	APRES DM CP 2019	APRES DM CP 2020	APRES DM CP 2021 et +	APRES DM TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
AEP ASSAINISSEMENT	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	732 638,00 €	**1 098 956,00 €**	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	732 638,00 €	**1 098 956,00 €**	**0,00 €**
AMÉLIORATIONS FONCIÈRES ET FORESTIÈRES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
MAÎTRISE DES DÉCHETS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
DÉFENSE DES FORÊTS CONTRE L'INCENDIE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
REPRISE DES LIGNES HORS AP/DEAE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
CRÉDITS RMC					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
ENERGIE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DEAE	***122 106,00 €***	***122 106,00 €***	***122 106,00 €***	***732 638,00 €***	***1 098 956,00 €***	***122 106,00 €***	***122 106,00 €***	***122 106,00 €***	***732 638,00 €***	***1 098 956,00 €***	**0,00 €**
AMENAGEMENT DE VILLAGE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
BOIS ENERGIE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
ECOLES PRIMAIRES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
HABITAT JEUNES AGRICULTEURS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
HABITER MIEUX					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
ENTREPRISES TOURISTIQUES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
LOGEMENT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
MAISONS MEDICALES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PATRIMOINE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PED INVESTISSEMENT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PER 1ERE VAGUE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PROG EQUIPEMENT VOIRIE COMMUNALE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PROJETS TOURISTIQUES STRUCTURANTS & OTSI					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
FIE INVESTISSEMENT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
REPRISE DES LIGNES DATE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DATE	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	**0,00 €**
TRAVAUX TOUS BATIMENTS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
COLLEGE DU COLLET DE DEZE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DRTB Bâtiments	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	**0,00 €**
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DSD	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	**0,00 €**
REPRISE DES LIGNES HORS AP/BDP					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total MDL	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	**0,00 €**
TRAVAUX DE VOIRIE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DRTB Routes	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	**0,00 €**
TOTAL AP 2012	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**732 638,00 €**	**1 098 956,00 €**	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**732 638,00 €**	**1 098 956,00 €**	**0,00 €**
						0,00 €	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	

AP 2013

	AVANT DM					APRES DM					
LIBELLE AP	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
AEP ASSAINISSEMENT	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	381 173,00 €	**544 535,00 €**	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	381 173,00 €	**544 535,00 €**	**0,00 €**
AMÉLIORATIONS FONCIÈRES ET FORESTIÈRES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
CIRQUE DES BAUMES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
DÉFENSE DES FORÊTS CONTRE L'INCENDIE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
ÉQUIPEMENTS ÉNERGIES RENOUVELABLES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
EQUIPEMENTS AGRICOLES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
SUBVENTIONS ENVIRONNEMENT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
ACTIVITÉS DE PLEINE NATURE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DEAE	***54 454,00 €***	***54 454,00 €***	***54 454,00 €***	***381 173,00 €***	***544 535,00 €***	***54 454,00 €***	***54 454,00 €***	***54 454,00 €***	***381 173,00 €***	***544 535,00 €***	***0,00 €***
AMENAGEMENT DE VILLAGE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
BOIS ENERGIE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
ECOLES PRIMAIRES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
FIE INVESTISSEMENT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
HABITAT JEUNES AGRICULTEURS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
HABITER MIEUX					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
ENTREPRISES TOURISTIQUES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
LOGEMENT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
MATERIEL SIG					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PATRIMOINE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PED INVESTISSEMENT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PER					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PROG EQUIPEMENT VOIRIE COMMUNALE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
INFRASTRUCTURES SDEE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PROJETS TOURISTIQUES STRUCTURANTS & OTSI					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DATE	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
BATIMENTS ENSEIGNEMENT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
BATIMENTS INSTITUTIONNELS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
BATIMENTS ROUTES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
COLLEGE SAINT-CHELY RENOVATION THERMIQUE	70 300,00 €				**70 300,00 €**	199 440,67 €				**199 440,67 €**	**129 140,67 €**
DSP LES BOUVIERS STE LUCIE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
EGLISE SAINT-FLOUR DU POMPIDOU RENOVATION					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DRTB Bâtiments	**70 300,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**70 300,00 €**	**199 440,67 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**199 440,67 €**	***129 140,67 €***
CRÈCHES CRÉATION ET INV. COURANT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DSD	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
FRAIS INSERTION					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total Marchés	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
INFORMATIQUE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
RESEAU HAUT DEBIT MENDE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
SALLE INFO					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total Informatique	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total Archives	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total MDL	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total Moyens Généraux	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
PARTICIPATIONS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total Finances	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
PATRIMOINE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DESC	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
TELEPHONIE MOBILE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
DTICP					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DTICP	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
TRAVAUX SERVICE DES TRANSPORTS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DRTB Transports	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
TXVOIRIE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DRTB Routes	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
TOTAL AP 2013	**124 754,00 €**	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**381 173,00 €**	**614 835,00 €**	**253 894,67 €**	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**381 173,00 €**	**743 975,67 €**	**129 140,67 €**
						129 140,67 €	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***129 140,67 €***	

AP 2014

LIBELLE AP	AVANT DM CP 2018	AVANT DM CP 2019	AVANT DM CP 2020	AVANT DM CP 2021 et +	AVANT DM TOTAL SOLDE AP AVANT DM	APRES DM CP 2018	APRES DM CP 2019	APRES DM CP 2020	APRES DM CP 2021 et +	APRES DM TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
POLITIQUE DE L'EAU	313 020,00 €	70 003,00 €	70 003,00 €	560 019,00 €	**1 013 045,00 €**	278 301,76 €	108 120,54 €	70 003,00 €	560 019,00 €	**1 016 444,30 €**	**3 399,30 €**
DIVERSIFICATION AGRICOLE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
AMELIORATIONS FONCIERES ET FORESTIERES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
ENERGIE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX	8 386,00 €				**8 386,00 €**	8 386,00 €				**8 386,00 €**	**0,00 €**
ACTION EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
ACTIVITES DE PLEINE NATURE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
SOUTIEN A L'INSTALLATION EN AGRICULTURE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
CIRQUE DES BAUMES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DEAE	***321 406,00 €***	***70 003,00 €***	***70 003,00 €***	***560 019,00 €***	***1 021 431,00 €***	***286 687,76 €***	***108 120,54 €***	***70 003,00 €***	***560 019,00 €***	***1 024 830,30 €***	***3 399,30 €***
BOIS ENERGIE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	26 967,00 €				**26 967,00 €**	26 967,00 €				**26 967,00 €**	**0,00 €**
ECOLES PUBLIQUES PRIMAIRES	0,00 €				**0,00 €**	0,00 €				**0,00 €**	**0,00 €**
HABITAT DES JEUNES AGRICULTEURS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
AIDES AUX COMMUNES	913 894,00 €				**913 894,00 €**	913 285,50 €				**913 285,50 €**	**-608,50 €**
LOGEMENT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PATRIMOINE	114 475,00 €				**114 475,00 €**	122 603,00 €				**122 603,00 €**	**8 128,00 €**
PED INVESTISSEMENT	160 955,41 €				**160 955,41 €**	160 955,41 €				**160 955,41 €**	**0,00 €**
PROGRAMME EQUIPEMENT DE LA VOIRIE	35 000,00 €				**35 000,00 €**	35 000,00 €				**35 000,00 €**	**0,00 €**
INFRASTRUCTURES SDEE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PROJETS TOURISTIQUES STRUCTURANTS ET OTSI	180 000,00 €				**180 000,00 €**	194 147,18 €				**194 147,18 €**	**14 147,18 €**
FIE INVESTISSEMENTS	15 880,00 €				**15 880,00 €**	15 880,00 €				**15 880,00 €**	**0,00 €**
HABITER MIEUX	3 000,00 €				**3 000,00 €**	6 500,00 €				**6 500,00 €**	**3 500,00 €**
Total DATE	***1 450 171,41 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***1 450 171,41 €***	***1 475 338,09 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***1 475 338,09 €***	***25 166,68 €***
INVESTISSEMENTS ROUTIERS ET MOYENS MATERIELS	642,56 €				**642,56 €**	1 512,85 €				**1 512,85 €**	**870,29 €**
Total DRTB Routes	***642,56 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***642,56 €***	***1 512,85 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***1 512,85 €***	***870,29 €***
BATIMENTS ENSEIGNEMENT					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
BATIMENTS INSTITUTIONNELS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
BATIMENTS ROUTES	6 307,76 €				**6 307,76 €**	18 857,96 €				**18 857,96 €**	**12 550,20 €**
BATIMENTS DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DRTB Bâtiments	***6 307,76 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***6 307,76 €***	***18 857,96 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***18 857,96 €***	***12 550,20 €***
FRAIS D'INSERTION					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total Marchés	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
INFORMATIQUE 2015					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total Informatique	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
COLLEGES PRIVES ET LYCEE CHAPTAL					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DESC	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
TRES HAUT DEBIT	300 000,00 €	3 722 321,35 €			**4 022 321,35 €**	350 000,00 €	482 764,00 €			**832 764,00 €**	**-3 189 557,35 €**
Total DTICP	***300 000,00 €***	***3 722 321,35 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***4 022 321,35 €***	***350 000,00 €***	***482 764,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***832 764,00 €***	***-3 189 557,35 €***
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total MDL	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total Moyens Généraux	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
SDIS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total SDIS	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
REVERSEMENT TAXE ELECTRICITE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PARTICIPATION CAPITAL					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
SUBVENTION SEM ABATTOIR					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total Finances	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
											0,00 €
TOTAL AP 2014	**2 078 527,73 €**	**3 792 324,35 €**	**70 003,00 €**	**560 019,00 €**	**6 500 874,08 €**	**2 132 396,66 €**	**590 884,54 €**	**70 003,00 €**	**560 019,00 €**	**3 353 303,20 €**	**-3 147 570,88 €**
						53 868,93 €	**-3 201 439,81 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**-3 147 570,88 €**	

AP 2015

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021 et +	TOTAL SOLDE AVANT DM
SCHEMA ENS/APN	5 000,00 €				5 000,00 €
DIVERSIFICATION AGRICOLE					0,00 €
AMELIORATIONS FONCIERES ET FORESTIERES	26 869,52 €				26 869,52 €
POLITIQUE DE L'EAU	13 368,00 €	13 368,00 €	13 368,00 €	120 312,00 €	160 416,00 €
GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX					0,00 €
ENERGIE					0,00 €
SOUTIEN A L'INSTALLATION EN AGRICULTURE	0,00 €				0,00 €
CONTRAT	619 026,50 €	909 598,31 €			1 528 624,81 €
Total DEAE	**664 264,02 €**	**922 966,31 €**	**13 368,00 €**	**120 312,00 €**	**1 720 910,33 €**
CONTRAT	5 616 197,73 €	6 865 642,78 €			12 481 840,51 €
AUTRES DISPOSITIFS PRIVES	29 510,00 €	20 354,00 €			49 864,00 €
ECONOMIE ET TOURISME	720 000,00 €	708 500,00 €			1 428 500,00 €
AIDES AUX COMMUNES	181 871,65 €	176 508,85 €			358 380,50 €
MATERIEL SIG	8 577,00 €	4 800,00 €			13 377,00 €
Total DATE	**6 556 156,38 €**	**7 775 805,63 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**14 331 962,01 €**
INVESTISSEMENT ROUTIERS ET MOYENS MATERIELS	90 000,00 €				90 000,00 €
Total DRTB ROUTES	**90 000,00 €**				**90 000,00 €**
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD	988 348,00 €	0,00 €			988 348,00 €
CRECHES CREATION ET INVESTISSEMENT COURANT					0,00 €
Total DSD	**988 348,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**988 348,00 €**
FRAIS D'INSERTION					0,00 €
Total MARCHES PUBLICS					**0,00 €**
INFORMATIQUE 2015					0,00 €
Total INFORMATIQUE	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS					0,00 €
ENSEIGNEMENT					0,00 €
AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS					0,00 €
Total DESC					**0,00 €**
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES					0,00 €
Total ARCHIVES					**0,00 €**
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES					0,00 €
Total MDL					**0,00 €**
MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE					0,00 €
Total MOYENS GENERAUX					**0,00 €**
SDIS					0,00 €
Total SDIS					**0,00 €**
REVERSEMENT TAXE ELECTRICITE					0,00 €
Total FINANCES					**0,00 €**
TOTAL AP 2015	**8 298 768,40 €**	**8 698 771,94 €**	**13 368,00 €**	**120 312,00 €**	**17 131 220,34 €**

APRES DM

CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
5 000,00 €				5 000,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
52 246,69 €				52 246,69 €	**25 377,17 €**
13 368,00 €	13 368,00 €	13 368,00 €	120 312,00 €	160 416,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
0,00 €				0,00 €	**0,00 €**
627 026,50 €	893 736,31 €			1 520 762,81 €	**-7 862,00 €**
697 641,19 €	**907 104,31 €**	**13 368,00 €**	**120 312,00 €**	**1 738 425,50 €**	**17 515,17 €**
5 539 197,73 €	6 890 899,24 €			12 430 096,97 €	**-51 743,54 €**
29 518,00 €	20 016,00 €			49 534,00 €	**-330,00 €**
737 292,00 €	708 500,00 €			1 445 792,00 €	**17 292,00 €**
244 151,64 €	206 964,89 €			451 116,53 €	**92 736,03 €**
8 577,00 €	4 800,00 €			13 377,00 €	**0,00 €**
6 558 736,37 €	**7 831 180,13 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**14 389 916,50 €**	**57 954,49 €**
90 038,13 €				90 038,13 €	**38,13 €**
90 038,13 €				**90 038,13 €**	**38,13 €**
1 188 751,64 €	0,00 €			1 188 751,64 €	**200 403,64 €**
				0,00 €	**0,00 €**
1 188 751,64 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 188 751,64 €**	**200 403,64 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
				0,00 €	**0,00 €**
8 535 167,33 €	**8 738 284,44 €**	**13 368,00 €**	**120 312,00 €**	**17 407 131,77 €**	**275 911,43 €**
236 398,93 €	**39 512,50 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**275 911,43 €**	

AP 2016

LIBELLE AP	AVANT DM CP 2018	AVANT DM CP 2019	AVANT DM CP 2020	AVANT DM CP 2021 et +	AVANT DM TOTAL SOLDE AP AVANT DM	APRES DM CP 2018	APRES DM CP 2019	APRES DM CP 2020	APRES DM CP 2021 et +	APRES DM TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
OPERATION SCHEMA ENS	790,00				790,00	5 289,00				5 289,00	**4 499,00 €**
DIVERSIFICATION AGRICOLE	5 000,00				5 000,00	5 000,00				5 000,00	**0,00 €**
AMELIORATIONS FONCIERES ET FORESTIERES	40 042,93				40 042,93	53 246,18				53 246,18	**13 203,25 €**
POLITIQUE DE L'EAU	74 475,00	24 825,00	24 825,00	248 256,00	372 381,00	74 475,00	24 825,00	24 825,00	248 256,00	372 381,00	**0,00 €**
GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX	3 312,00				3 312,00	3 312,00				3 312,00	**0,00 €**
Total DEAE	**123 619,93**	**24 825,00**	**24 825,00**	**248 256,00**	**421 525,93**	**141 322,18**	**24 825,00**	**24 825,00**	**248 256,00**	**439 228,18**	**17 702,25 €**
AUTRES DISPOSITIFS PRIVES	2 500,00	2 500,00	,00	,00	5 000,00	7 500,00	2 500,00	,00	,00	10 000,00	**5 000,00 €**
ECONOMIE ET TOURISME	20 420,07	10 000,00			30 420,07	48 027,47	8 389,80			56 417,27	**25 997,20 €**
PROLONGATION AP 2010/2011	130 000,00				130 000,00	140 929,80				140 929,80	**10 929,80 €**
EVENEMENTS CLIMATIQUES	25 000,00	30 710,50	,00	,00	55 710,50	25 000,00	30 710,50	,00	,00	55 710,50	**0,00 €**
Total DATE	**177 920,07**	**43 210,50**	**,00**	**,00**	**221 130,57**	**221 457,27**	**41 600,30**	**,00**	**,00**	**263 057,57**	**41 927,00 €**
INVESTISSEMENT ROUTIERS ET MOYENS MATERIELS		6 882 564,20			6 882 564,20		,00			0,00	**-6 882 564,20 €**
VEHICULES ET MOYENS MATERIELS	,00				0,00	,00				0,00	**0,00 €**
Total DRTB Routes	**,00**	**6 882 564,20**	**,00**	**,00**	**6 882 564,20**	**,00**	**,00**	**,00**	**,00**	**0,00**	**-6 882 564,20 €**
CRECHES CREATION ET INVESTISSEMENT COURANT	6 000,00				6 000,00	12 893,84				12 893,84	**6 893,84 €**
Total DSD	**6 000,00**	**,00**	**,00**	**,00**	**6 000,00**	**12 893,84**	**,00**	**,00**	**,00**	**12 893,84**	**6 893,84 €**
MOBILITE – AIRES DE COVOITURAGE	20 000,00				20 000,00	20 000,00	5 125,77			25 125,77	**5 125,77 €**
Total DRTB Transports	**20 000,00**	**,00**	**,00**	**,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**5 125,77**	**,00**	**,00**	**25 125,77**	**5 125,77 €**
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	1 871 526,84	569 275,00	273 425,00		2 714 226,84	1 875 704,80	569 275,00	273 425,00		2 718 404,80	**4 177,96 €**
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	151 297,68				151 297,68	155 987,32				155 987,32	**4 689,64 €**
BATIMENTS ROUTES	24 460,00				24 460,00	33 152,51				33 152,51	**8 692,51 €**
PROJET BATIMENT ADMINISTRATIF	147 000,00	1 507 000,00	660 730,00		2 314 730,00	203 473,19	1 507 000,00	671 380,00		2 381 853,19	**67 123,19 €**
DELEGATION SERVICE PUBLIC SITE DES BOUVIERS ET STE LUCIE	,00				0,00	,00				0,00	**0,00 €**
CONSTRUCTION COLLEGE DE MEYRUEIS	256 500,00	2 493 500,00	2 176 500,00	1 073 500,00	6 000 000,00	256 500,00	2 493 500,00	2 176 500,00	1 073 500,00	6 000 000,00	**0,00 €**
Total DRTB Bâtiments	**2 450 784,52**	**4 569 775,00**	**3 110 655,00**	**1 073 500,00**	**11 204 714,52**	**2 524 817,82**	**4 569 775,00**	**3 121 305,00**	**1 073 500,00**	**11 289 397,82**	**84 683,30 €**
INFORMATIQUE 2016	48 444,99				48 444,99	59 660,73				59 660,73	**11 215,74 €**
Total Informatique	**48 444,99**	**,00**	**,00**	**,00**	**48 444,99**	**59 660,73**	**,00**	**,00**	**,00**	**59 660,73**	**11 215,74 €**
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	5 800,00				5 800,00	5 800,00				5 800,00	**0,00 €**
ENSEIGNEMENT					0,00					0,00	**0,00 €**
AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS					0,00					0,00	**0,00 €**
Total DESC	**5 800,00**	**,00**	**,00**	**,00**	**5 800,00**	**5 800,00**	**,00**	**,00**	**,00**	**5 800,00**	**0,00 €**
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES					0,00					0,00	**0,00 €**
Total Archives					**0,00**					**0,00**	**0,00 €**
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES					0,00					0,00	**0,00 €**
Total MDL					**0,00**					**0,00**	**0,00 €**
MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE					0,00					0,00	**0,00 €**
Total Moyens Généraux					**0,00**					**0,00**	**0,00 €**
SDIS					0,00					0,00	**0,00 €**
Total SDIS					**0,00**					**0,00**	**0,00 €**
REVERSEMENT TAXE ELECTRICITE					0,00					0,00	**0,00 €**
Total Finances					**0,00**					**0,00**	**0,00 €**
TOTAL AP 2016	**2 832 569,51**	**11 520 374,70**	**3 135 480,00**	**1 321 756,00**	**18 810 180,21**	**2 985 951,84**	**4 641 326,07**	**3 146 130,00**	**1 321 756,00**	**12 095 163,91**	**-6 715 016,30 €**
						153 382,33 €	**-6 879 048,63 €**	**10 650,00 €**	**0,00 €**	**-6 715 016,30 €**	

AP 2017

LIBELLE AP	AVANT DM CP 2018	AVANT DM CP 2019	AVANT DM CP 2020	AVANT DM CP 2021 et +	AVANT DM TOTAL SOLDE AP AVANT DM	APRES DM CP 2018	APRES DM CP 2019	APRES DM CP 2020	APRES DM CP 2021 et +	APRES DM TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
PROLONGATION AUTORISATIONS PROGRAMMES ANTERIEURES DID	132 420,29 €	90 718,05 €			223 138,34 €	132 420,29 €	90 379,05 €			222 799,34 €	-339,00 €
HABITER MIEUX URBANISME ET RESERVES FONCIERES	25 000,00 €	18 500,00 €	10 000,00 €		53 500,00 €	25 000,00 €	18 500,00 €	10 000,00 €		53 500,00 €	0,00 €
GESTION DES DECHETS	11 500,00 €	0,00 €			11 500,00 €	11 500,00 €	0,00 €			11 500,00 €	0,00 €
AEP ET ASSAINISSEMENT EXCEPTIONNEL	9 222,00 €	499 906,50 €	169 709,50 €	1 866 811,00 €	2 545 649,00 €	9 222,00 €	499 906,50 €	169 709,50 €	1 866 811,00 €	2 545 649,00 €	0,00 €
Total DID	**178 142,29 €**	**609 124,55 €**	**179 709,50 €**	**1 866 811,00 €**	**2 833 787,34 €**	**178 142,29 €**	**608 785,55 €**	**179 709,50 €**	**1 866 811,00 €**	**2 833 448,34 €**	**-339,00 €**
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	441 420,00 €	417 437,00 €	428 750,00 €		1 287 607,00 €	449 846,00 €	417 437,00 €	428 750,00 €		1 296 033,00 €	8 426,00 €
AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS	78 537,70 €	55 000,00 €			133 537,70 €	84 315,70 €	54 820,44 €			139 136,14 €	5 598,44 €
SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE	11 488,20 €	0,00 €			11 488,20 €	14 347,20 €	0,00 €			14 347,20 €	2 859,00 €
Total DAD	**531 445,90 €**	**472 437,00 €**	**428 750,00 €**	**0,00 €**	**1 432 632,90 €**	**548 508,90 €**	**472 257,44 €**	**428 750,00 €**	**0,00 €**	**1 449 516,34 €**	**16 883,44 €**
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	4 712 953,00 €	2 883 647,00 €			7 596 600,00 €	4 667 953,00 €	2 928 647,00 €		43 301,44 €	7 639 901,44 €	43 301,44 €
VEHICULES ET MOYENS MATERIELS	701 304,44 €	399 642,25 €	410 000,00 €		1 510 946,69 €	705 304,44 €	395 642,25 €	410 000,00 €	59 876,94 €	1 570 823,63 €	59 876,94 €
AMENAGEMENT LAC NAUSSAC	240 000,00 €				240 000,00 €	240 000,00 €				240 000,00 €	0,00 €
Total Direction des Routes	**5 654 257,44 €**	**3 283 289,25 €**	**410 000,00 €**	**0,00 €**	**9 347 546,69 €**	**5 613 257,44 €**	**3 324 289,25 €**	**410 000,00 €**	**103 178,38 €**	**9 450 725,07 €**	**103 178,38 €**
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD	337 000,34 €	337 000,00 €			674 000,34 €	337 000,34 €	656 712,86 €			993 713,20 €	319 712,86 €
HOPITAL DE MENDE					0,00 €					0,00 €	0,00 €
Total Solidarité Sociale	**337 000,34 €**	**337 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**674 000,34 €**	**337 000,34 €**	**656 712,86 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**993 713,20 €**	**319 712,86 €**
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	793 000,00 €	363 100,00 €	162 100,00 €		1 318 200,00 €	829 873,92 €	363 100,00 €	162 100,00 €		1 355 073,92 €	36 873,92 €
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	126 063,00 €				126 063,00 €	126 063,00 €				126 063,00 €	0,00 €
BATIMENTS ROUTES	20 000,00 €				20 000,00 €	43 434,81 €				43 434,81 €	23 434,81 €
GESTION CENTRALISEE DES BATIMENTS	508 600,00 €				508 600,00 €	521 646,00 €				521 646,00 €	13 046,00 €
Total Bâtiments départementaux	**1 447 663,00 €**	**363 100,00 €**	**162 100,00 €**	**0,00 €**	**1 972 863,00 €**	**1 521 017,73 €**	**363 100,00 €**	**162 100,00 €**	**0,00 €**	**2 046 217,73 €**	**73 354,73 €**
PROJETS SYSTEMES INFORMATIONS ET TELECOMMUNICATIONS	523 000,00 €	213 000,00 €			736 000,00 €	539 725,33 €	213 000,00 €			752 725,33 €	16 725,33 €
Total Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications	**523 000,00 €**	**213 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**736 000,00 €**	**539 725,33 €**	**213 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**752 725,33 €**	**16 725,33 €**
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	91 651,00 €				91 651,00 €	91 873,40 €				91 873,40 €	222,40 €
ENSEIGNEMENT					0,00 €					0,00 €	0,00 €
AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS					0,00 €					0,00 €	0,00 €
Total DDEC	**91 651,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**91 651,00 €**	**91 873,40 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**91 873,40 €**	**222,40 €**
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES	89 800,00 €				89 800,00 €	89 800,00 €				89 800,00 €	0,00 €
Total Archives	**89 800,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**89 800,00 €**	**89 800,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**89 800,00 €**	**0,00 €**
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES	5 000,00 €				5 000,00 €	5 000,00 €				5 000,00 €	0,00 €
Total MDL	**5 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**5 000,00 €**	**5 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**5 000,00 €**	**0,00 €**
MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE	70 000,00 €	70 000,00 €			140 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €			140 000,00 €	0,00 €
Total Achats et Moyens	**70 000,00 €**	**70 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**140 000,00 €**	**70 000,00 €**	**70 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**140 000,00 €**	**0,00 €**
SDIS					0,00 €					0,00 €	0,00 €
Total SDIS	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
FRAIS D'INSERTION 2017	70 000,00 €	60 000,00 €			130 000,00 €	81 052,51 €	60 000,00 €			141 052,51 €	11 052,51 €
Total Commande publique	**70 000,00 €**	**60 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**130 000,00 €**	**81 052,51 €**	**60 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**141 052,51 €**	**11 052,51 €**
TOTAL AP 2017	***8 997 959,97 €***	***5 407 950,80 €***	***1 180 559,50 €***	***1 866 811,00 €***	***17 453 281,27 €***	***9 075 377,94 €***	***5 768 145,10 €***	***1 180 559,50 €***	***1 969 989,38 €***	***17 994 071,92 €***	**540 790,65 €**
						77 417,97 €	**360 194,30 €**	**0,00 €**	**103 178,38 €**	**540 790,65 €**	

AP 2018

LIBELLE AP	AVANT DM CP 2018	AVANT DM CP 2019	AVANT DM CP 2020	AVANT DM CP 2021 et +	AVANT DM TOTAL SOLDE AP AVANT DM	APRES DM CP 2018	APRES DM CP 2019	APRES DM CP 2020	APRES DM CP 2021 et +	APRES DM TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
ACHAT MATERIEL POUR SIG	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €		90 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €		90 000,00 €	0,00 €
URBANISME ET LOGEMENT	10 000,00 €	14 000,00 €	14 000,00 €	2 000,00 €	40 000,00 €	10 000,00 €	14 000,00 €	14 000,00 €	2 000,00 €	40 000,00 €	0,00 €
GESTION DES DECHETS	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €		45 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €		45 000,00 €	0,00 €
CONTRATS V2	1 500 000,00 €	5 000 000,00 €	7 500 000,00 €	11 000 000,00 €	25 000 000,00 €	1 500 000,00 €	6 101 617,00 €	7 389 957,00 €	10 008 426,00 €	25 000 000,00 €	0,00 €
Total DID	**1 555 000,00 €**	**5 059 000,00 €**	**7 559 000,00 €**	**11 002 000,00 €**	**25 175 000,00 €**	**1 555 000,00 €**	**6 160 617,00 €**	**7 448 957,00 €**	**10 010 426,00 €**	**25 175 000,00 €**	0,00 €
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	45 000,00 €	135 000,00 €	920 000,00 €	533 972,00 €	1 633 972,00 €	45 000,00 €	135 000,00 €	920 000,00 €	533 972,00 €	1 633 972,00 €	0,00 €
AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS	61 000,00 €	81 000,00 €	50 000,00 €		192 000,00 €	61 000,00 €	81 000,00 €	50 000,00 €		192 000,00 €	0,00 €
SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE	22 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €		62 000,00 €	22 000,00 €	30 000,00 €	10 000,00 €		62 000,00 €	0,00 €
Total DAD	**128 000,00 €**	**236 000,00 €**	**990 000,00 €**	**533 972,00 €**	**1 887 972,00 €**	**128 000,00 €**	**246 000,00 €**	**980 000,00 €**	**533 972,00 €**	**1 887 972,00 €**	0,00 €
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	4 981 100,00 €	9 518 900,00 €			14 500 000,00 €	5 026 100,00 €	9 473 900,00 €			14 500 000,00 €	0,00 €
VEHICULES ET MOYENS MATERIELS	514 000,00 €	986 000,00 €			1 500 000,00 €	510 000,00 €	990 000,00 €			1 500 000,00 €	0,00 €
Total Direction des Routes	**5 495 100,00 €**	**10 504 900,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**16 000 000,00 €**	**5 536 100,00 €**	**10 463 900,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**16 000 000,00 €**	0,00 €
TELEPHONIE MOBILE ET TRES HAUT DEBIT HORS DSP	450 000,00 €	1 250 000,00 €	1 250 000,00 €	50 000,00 €	3 000 000,00 €	250 000,00 €	1 250 000,00 €	1 250 000,00 €	250 000,00 €	3 000 000,00 €	0,00 €
DSP TRES HAUT DEBIT	250 000,00 €	600 000,00 €	500 000,00 €	650 000,00 €	2 000 000,00 €	400 000,00 €	600 000,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €	2 000 000,00 €	0,00 €
Total Direction des Mobilités, des aménagements numériques et des Transports	**700 000,00 €**	**1 850 000,00 €**	**1 750 000,00 €**	**700 000,00 €**	**5 000 000,00 €**	**650 000,00 €**	**1 850 000,00 €**	**1 750 000,00 €**	**750 000,00 €**	**5 000 000,00 €**	0,00 €
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	375 000,00 €	375 000,00 €	375 000,00 €		1 125 000,00 €	475 000,00 €	375 000,00 €	275 000,00 €		1 125 000,00 €	0,00 €
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	450 000,00 €	300 000,00 €	300 000,00 €		1 050 000,00 €	450 000,00 €	300 000,00 €	300 000,00 €		1 050 000,00 €	0,00 €
BATIMENTS ROUTES	527 500,00 €	780 000,00 €	330 000,00 €		1 637 500,00 €	527 500,00 €	780 000,00 €	330 000,00 €		1 637 500,00 €	0,00 €
Total Bâtiments départementaux	**1 352 500,00 €**	**1 455 000,00 €**	**1 005 000,00 €**	**0,00 €**	**3 812 500,00 €**	**1 452 500,00 €**	**1 455 000,00 €**	**905 000,00 €**	**0,00 €**	**3 812 500,00 €**	0,00 €
PROJETS SYSTEMES INFORMATIONS ET TELECOMMUNICATIONS	490 681,00 €	794 000,00 €	690 400,00 €		1 975 081,00 €	490 681,00 €	794 000,00 €	690 400,00 €		1 975 081,00 €	0,00 €
Total Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications	**490 681,00 €**	**794 000,00 €**	**690 400,00 €**	**0,00 €**	**1 975 081,00 €**	**490 681,00 €**	**794 000,00 €**	**690 400,00 €**	**0,00 €**	**1 975 081,00 €**	0,00 €
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	35 000,00 €	95 000,00 €			130 000,00 €	35 000,00 €	95 000,00 €			130 000,00 €	0,00 €
ENSEIGNEMENT	260 000,00 €				260 000,00 €	260 000,00 €				260 000,00 €	0,00 €
AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS	35 000,00 €				35 000,00 €	35 000,00 €				35 000,00 €	0,00 €
Total DDEC	**330 000,00 €**	**95 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**425 000,00 €**	**330 000,00 €**	**95 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**425 000,00 €**	0,00 €
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES		45 000,00 €	45 000,00 €		90 000,00 €		45 000,00 €	45 000,00 €		90 000,00 €	0,00 €
Total Archives	**0,00 €**	**45 000,00 €**	**45 000,00 €**	**0,00 €**	**90 000,00 €**	**0,00 €**	**45 000,00 €**	**45 000,00 €**	**0,00 €**	**90 000,00 €**	0,00 €
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES	15 205,00 €	10 000,00 €			25 205,00 €	15 205,00 €	10 000,00 €			25 205,00 €	0,00 €
COLLECTIONS NOUVELLES	80 000,00 €	80 000,00 €			160 000,00 €	80 000,00 €	80 000,00 €			160 000,00 €	0,00 €
Total Médiathèque	**95 205,00 €**	**90 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**185 205,00 €**	**95 205,00 €**	**90 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**185 205,00 €**	0,00 €
SDIS	400 000,00 €	400 000,00 €			800 000,00 €	400 000,00 €	400 000,00 €			800 000,00 €	0,00 €
Total SDIS	**400 000,00 €**	**400 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**800 000,00 €**	**400 000,00 €**	**400 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**800 000,00 €**	0,00 €
											0,00 €
TOTAL AP 2018	**10 546 486,00 €**	**20 528 900,00 €**	**12 039 400,00 €**	**12 235 972,00 €**	**55 350 758,00 €**	**10 637 486,00 €**	**21 599 517,00 €**	**11 819 357,00 €**	**11 294 398,00 €**	**55 350 758,00 €**	**0,00 €**
						91 000,00 €	**1 070 617,00 €**	**-220 043,00 €**	**-941 574,00 €**	**0,00 €**	

TOTAL GENERAL DES AP BUDGET PRINCIPAL

DETAIL PAR DIRECTIONS	AVANT DM CP 2018	AVANT DM CP 2019	AVANT DM CP 2020	AVANT DM CP 2021 et +	AVANT DM TOTAL SOLDE AP AVANT DM	DETAIL PAR DIRECTIONS	APRES DM CP 2018	APRES DM CP 2019	APRES DM CP 2020	APRES DM CP 2021 et +	APRES DM TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
DEAE (Solidarité Territoriale)	1 417 958,95 €	1 326 463,31 €	416 865,00 €	2 702 943,00 €	5 864 230,26 €	DEAE (Solidarité Territoriale)	1 434 320,13 €	1 348 718,85 €	416 865,00 €	2 702 943,00 €	5 902 846,98 €	38 616,72 €
DATE (Solidarité Territoriale)	8 184 247,86 €	7 819 016,13 €	0,00 €	0,00 €	16 003 263,99 €	DATE (Solidarité Territoriale)	8 255 531,73 €	7 872 780,43 €	0,00 €	0,00 €	16 128 312,16 €	125 048,17 €
DID (Solidarité Territoriale)	1 733 142,29 €	5 668 124,55 €	7 738 709,50 €	12 868 811,00 €	28 008 787,34 €	DID (Solidarité Territoriale)	1 733 142,29 €	6 769 402,55 €	7 628 666,50 €	11 877 237,00 €	28 008 448,34 €	-339,00 €
DAD (Solidarité Territoriale)	659 445,90 €	708 437,00 €	1 418 750,00 €	533 972,00 €	3 320 604,90 €	DAD (Solidarité Territoriale)	676 508,90 €	718 257,44 €	1 408 750,00 €	533 972,00 €	3 337 488,34 €	16 883,44 €
DGASOS (Solidarité Sociale)	1 331 348,34 €	337 000,00 €	0,00 €	0,00 €	1 668 348,34 €	DGASOS (Solidarité Sociale)	1 538 645,82 €	656 712,86 €	0,00 €	0,00 €	2 195 358,68 €	527 010,34 €
Bâtiments départementaux (DAJCL)	5 327 555,28 €	6 387 875,00 €	4 277 755,00 €	1 073 500,00 €	17 066 685,28 €	Bâtiments départementaux (DAJCL)	5 716 634,18 €	6 387 875,00 €	4 188 405,00 €	1 073 500,00 €	17 366 414,18 €	299 728,90 €
Direction des Routes (Infrastructures Départementales)	11 240 000,00 €	20 670 753,45 €	410 000,00 €	0,00 €	32 320 753,45 €	Direction des Routes (Infrastructures Départementales)	11 240 908,42 €	13 788 189,25 €	410 000,00 €	103 178,38 €	25 542 276,05 €	-6 778 477,40 €
Transports et mobilités (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports)	20 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	20 000,00 €	Transports et mobilités (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports)	20 000,00 €	5 125,77 €	0,00 €	0,00 €	25 125,77 €	5 125,77 €
Médiathèque (Solidarité Territoriale)	100 205,00 €	90 000,00 €	0,00 €	0,00 €	190 205,00 €	Médiathèque (Solidarité Territoriale)	100 205,00 €	90 000,00 €	0,00 €	0,00 €	190 205,00 €	0,00 €
Archives Départementales (Solidarité Territoriale)	89 800,00 €	45 000,00 €	45 000,00 €	0,00 €	179 800,00 €	Archives Départementales (Solidarité Territoriale)	89 800,00 €	45 000,00 €	45 000,00 €	0,00 €	179 800,00 €	0,00 €
Marchés Publics (DAJCL – Service de la commande publique)	70 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €	0,00 €	130 000,00 €	Marchés Publics (DAJCL – Service de la commande publique)	81 052,51 €	60 000,00 €	0,00 €	0,00 €	141 052,51 €	11 052,51 €
Informatique (DAJCL – Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications)	1 062 125,99 €	1 007 000,00 €	690 400,00 €	0,00 €	2 759 525,99 €	Informatique (DAJCL – Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications)	1 090 067,06 €	1 007 000,00 €	690 400,00 €	0,00 €	2 787 467,06 €	27 941,07 €
Achats et Moyens (DAJCL – Service de la commande publique)	70 000,00 €	70 000,00 €	0,00 €	0,00 €	140 000,00 €	Achats et Moyens (DAJCL – Service de la commande publique)	70 000,00 €	70 000,00 €	0,00 €	0,00 €	140 000,00 €	0,00 €
Direction du Développement Educatif et Culturel (Solidarité Territoriale)	427 451,00 €	95 000,00 €	0,00 €	0,00 €	522 451,00 €	Direction du Développement Educatif et Culturel (Solidarité Territoriale)	427 673,40 €	95 000,00 €	0,00 €	0,00 €	522 673,40 €	222,40 €
Technologies de l'information et de la communication (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports)	1 000 000,00 €	5 572 321,35 €	1 750 000,00 €	700 000,00 €	9 022 321,35 €	Technologies de l'information et de la communication (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports)	1 000 000,00 €	2 332 764,00 €	1 750 000,00 €	750 000,00 €	5 832 764,00 €	-3 189 557,35 €
SDIS	400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €	0,00 €	400 000,00 €	SDIS	400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €	0,00 €	800 000,00 €	400 000,00 €
	33 133 280,61 €	**50 256 990,79 €**	**16 747 479,50 €**	**17 879 226,00 €**	**118 016 976,90 €**		**33 874 489,44 €**	**41 646 826,15 €**	**16 538 086,50 €**	**17 040 830,38 €**	**109 100 232,47 €**	**-8 916 744,43 €**
							741 208,83 €	**-8 610 164,64 €**	**-209 393,00 €**	**-838 395,62 €**	**-8 916 744,43 €**	

Délibération n°CD_18_1043

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 29 juin 2018

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Budget : Vote de la décision modificative n°1 du budget primitif 2018

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 15h00

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU le livre VI du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CD_15_1067 du 18 décembre 2015 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_18_1003 du 9 février 2018 relative au débat des orientations budgétaires 2018 ;

VU la délibération n°CD_18_1032 du 30 mars 2018 approuvant les modifications des autorisations de programmes antérieures et l'état des autorisations de programmes 2018 votées ;

VU la délibération n°CD_18_1034 du 30 mars 2018 approuvant le budget primitif 2018 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°702 intitulé "Budget : Vote de la décision modificative n°1 du budget primitif 2018" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 21 juin 2018 ;

ARTICLE 1

Vote, chapitre par chapitre, sachant que le budget principal est présenté par fonction et les budgets annexes présentés par nature, la décision modificative n°1 au budget primitif de 2018 présentée en annexe.

ARTICLE 2

Prend acte que le total des mouvements budgétaires votés s'établit en conséquence comme suit :

En dépenses

- Budget principal : dépenses d'investissement

Chapitre		BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
Solde d'exécution de la SI reporté		0,00	0,00	3 959 578,34	3 959 578,34
900	Services Généraux	1 556 763,67	16 728,61	-31 089,44	1 542 402,84
902	Enseignement	4 138 926,84	129 852,87	164 626,04	4 433 405,75
903	Culture, Vie Sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs	444 054,00	0,00	100 000,00	544 054,00
904	Prévention Médico-sociale	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
905	Action Sociale	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
906	Réseaux et Infrastructures	12 112 267,76	42 078,49	-93 215,67	12 061 130,58
907	Aménagement et Environnement	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00

Chapitre		BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
908	Transports	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
909	Développement	515 000,00	0,00	-50 000,00	465 000,00
910	Services Généraux	780 105,91	1 637,50	47 754,50	829 497,41
911	Sécurité	463 014,90	31 450,97	0,00	494 465,87
912	Enseignement	506 949,50	2 547,99	- 2 547,99	506 949,50
913	Culture, Vie Sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs	526 652,00	15 053,84	190,40	541 896,24
915	Action Sociale (Hors 9154 Rmi)	1 325 348,34	0,00	200 403,64	1 525 751,98
916	Réseaux et Infrastructures	3 134 701,65	0,00	162 279,99	3 296 981,64
917	Aménagement et Environnement	5 118 189,75	39 443,60	-112 759,39	5 044 873,96
918	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00
919	Développement	2 460 641,45	24 047,98	-39 887,67	2 444 801,67
923	Dettes et autres opérations financières	36 416 413,00	0,00	500 000,00	36 916 413,00
924	Opérations pour compte de Tiers	120 946,00	0,00	6 978,00	127 924,00
925	Opérations patrimoniales	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
926	Transferts entre les sections	5 892 885,76	0,00	1 260,42	5 894 146,18
950	Dépenses Imprévues	192 664,84	0,00	1 231 659,51	1 424 324,35
953	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
		76 787 525,37	302 841,85	6 045 230,09	83 135 597,31

- <u>Budget principal : dépenses de fonctionnement</u>

Chapitre		BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
Résultat de fonctionnement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00
930	Services Généraux	9 496 992,00	2 200,00	-133 016,00	9 368 376,00
931	Sécurité	3 570 000,00	0,00	0,00	3 570 000,00
932	Enseignement	6 320 149,00	0,00	6 000,00	6 326 149,00
933	Culture, Vie Sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs	3 523 866,00	0,00	5 000,00	3 528 866,00
934	Prévention Médico-sociale	368 241,00	0,00	0,00	368 241,00

Chapitre		BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
935	Action Sociale	49 256 244,00	38 813,59	16 500,00	49 350 371,18
936	Réseaux et Infrastructures	15 095 733,00	0,00	529 300,00	15 625 033,00
937	Aménagement et Environnement	771 083,00	0,00	-10 234,00	760 849,00
938	Transports	10 105 259,00	0,00	5 300,00	10 110 559,00
939	Développement	5 373 109,28	0,00	89 481,00	5 462 590,28
940	Impositions Directes	298 505,00	0,00	0,00	298 505,00
943	Opérations Financières	1 220 222,72	0,00	0,00	1 220 222,72
944	Frais de fonctionnement des Groupes d'élus	83 000,00	0,00	0,00	83 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	155 432,00	0,00	0,00	155 432,00
946	Transferts entre les sections	20 092 885,76	0,00	362 688,60	20 455 574,36
952	Dépenses imprévues	234 410,00	0,00	857 352,64	1 091 762,64
953	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
		125 965 131,76	41 013,59	1 728 372,24	127 734 517,59

- Budget annexe du Laboratoire départemental - Dépenses

	BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
Investissement	270 616,00	159 243,12	1 053,00	430 912,12
Fonctionnement	2 100 162,84	0,00	29 500,00	2 129 662,84

- Budget annexe Aire de la Lozère - Dépenses

	BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
Investissement	157 882,00	0,00	0,00	157 882,00
Fonctionnement	813 873,44	0,00	33 000,00	846 873,44

Délibération n°CD_18_1043

- Budget annexe du Domaine des Boissets - Dépenses

	BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
Investissement	28 750,00	9 672,20	0	38 422,00
Fonctionnement	70 253,00	0	0	70 253,00

En recettes

- Budget principal : recettes d'investissement

Chapitre		BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
Résultat d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00
900	Services Généraux	206 700,00	0,00	0,00	206 700,00
902	Enseignement	1 184 874,00	0,00	0,00	1 184 874,00
903	Culture, Vie Sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Réseaux et Infrastructures	1 631 096,61	0,00	9 651,00	1 640 747,61
907	Aménagement et Environnement	0,00	0,00	16 154,00	16 154,00
908	Transports	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
909	Développement	0,00	0,00	0,00	0,00
910	Services Généraux	0,00	0,00	0,00	0,00
916	Réseaux et Infrastructures	0,00	0,00	0,00	0,00
917	Aménagement et Environnement	5 070 000,00	0,00	0,00	5 070 000,00
946	Transferts entre les sections	5 892 885,76	0,00	1 260,42	5 894 146,18
919	Développement	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
922	Dotations et participations	2 878 923,00	0,00	0,00	2 878 923,00
923	Dettes et opérations financières	44 500 000,00	2 000 000,00	3 959 578,34	50 459 578,34
924	Opérations pour compte de tiers	64 946,00	0,00	0,00	64 946,00
925	Opérations patrimoniales	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00

Chapitre		BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
926	Transferts entre les sections	20 092 885,76	0,00	362 688,00	20 455 573,76
951	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
		76 787 525,37	2 000 000,00	4 348 071,94	83 135 597,31

- Budget principal : recettes de fonctionnement

Chapitre		BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
Résultat de fonctionnement reporté		0,00	0,00	759 233,41	759 233,41
930	Services Généraux	764 000,00	0,00	-32 600,00	731 400,00
931	Sécurité	2 000,00	0,00	32 600,00	34 600,00
932	Enseignement	491 996,00	0,00	100 000,00	591 996,00
933	Culture, Vie Sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs	160 987,00	0,00	0,00	160 987,00
934	Prévention Médico-sociale	33 200,00	0,00	0,00	33 200,00
935	Action Sociale	7 996 112,00	0,00	47 200,00	8 043 312,00
936	Réseaux et Infrastructures	561 233,00	0,00	65 165,00	626 398,00
937	Aménagement et Environnement	262 500,00	0,00	134 916,00	397 416,00
938	Transports	6 309 002,00	0,00	0,00	6 309 002,00
939	Développement	520 660,00	0,00	0,00	520 660,00
940	Impositions Directes	31 798 751,00	0,00	257 352,00	32 086 103,00
941	Autres impôts et taxes	26 717 789,00	0,00	- 81 300,00	26 636 489,00
942	Dotations et participations	44 298 584,00	0,00	455 559,00	44 754 143,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	155 432,00	0,00	0,00	155 432,00
946	Transferts entre les sections	5 892 885,76	0,00	1 260,42	5 894 146,18

Délibération n°CD_18_1043

Chapitre		BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
		125 965 131,76	0,00	1 769 385,83	127 734 517,59

- Budget annexe du Laboratoire départemental - Recettes

	BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
Investissement	270 616,00	0,00	583 899,20	854 515,20
Fonctionnement	2 100 162,84	0,00	29 500,00	2 129 662,84

- Budget annexe Aire de la Lozère - Recettes

	BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
Investissement	350 784,44	0	1 610 081,39	1 960 865,83
Fonctionnement	813 873,44		33 000,00	846 876,44

- Budget annexe du Domaine des Boissets - Recettes

	BP 2018	Report	Voté en DM	TOTAL CRÉDITS APRÈS DM
Investissement	44 675,00	0	576 864,95	621 539,95
Fonctionnement	70 253,00	0	0	70 253,00

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_18_1043

Annexe à la délibération n°CD_18_1043 du Conseil Départemental du 29 juin 2018 : rapport n°702 "Budget : Vote de la décision modificative n°1 du budget primitif 2018".

La décision modificative n°1 nous permet :

► en premier lieu, **d'affecter le résultat de la gestion 2017** calculé de la manière suivante :

Résultat de la gestion 2017 :

- Fonctionnement : Excédent : .....+ 4 718 811,75 €
- Investissement : Déficit : ..... - 3 959 578,34 €

Affectation du résultat :

→ Couverture du déficit d'investissement : .....3 959 578,34 €

→ Report en recette de fonctionnement : .....759 233,41 €

► en deuxième lieu, **d'intégrer les reports 2017 qui s'élèvent à 3 027 715,36 €**.

Un montant de 1 952 732,91 € est annulé. Ces crédits concernent principalement le solde à la baisse de certains projets (diversification agricole, travaux dans les bâtiments et collèges…).

Reste un solde de 1 074 982,45 € (3 027 715,36 € - 1 952 732,91 €) utilisé de la manière suivante :

- 602 448,17 € sont intégrés à la gestion 2018
- 472 534,28 € sont rephasés sur les années suivantes :

2019 → 358 705,90 €
2020 → 10 650,00 €
2021 et + → 103 178,38 €

► en troisième lieu, des crédits à hauteur de 500 000 € sont prévus pour permettre **le remboursement de manière anticipée et sans pénalité du solde (1,125 M€) de l'emprunt Crédit Coopératif** contracté en 2011 au taux Euribor 3 mois + marge 1,80 (à titre indicatif les marges actuelles sont autour de 0,55).

En tenant compte des remboursements en capital intervenus depuis le début de l'année et du remboursement de cet emprunt l'encours de dette de 48,143 M€ au BP 2018 sera ramené fin Mai 2018 à 44,210 M€.

►enfin, à couvrir des dépenses nouvelles en fonctionnement qui sont principalement :

+ 390 000 € DGAI Routes - viabilité hivernale,

+ 120 000 € DGAI Syndicat Numérique.

L'ensemble des mouvements relatifs à cette première décision modificative vous est présenté ci-après dans le détail.

Délibération n°CD_18_1043

BUDGET PRINCIPAL

En section d'investissement, le total des mouvements budgétaires (dépenses et recettes) de cette DM1 atteint 6 348 071,94 € sur le budget 2018.

Autorisations de Programme	Intégration	Mouvements	**Total mouvements**
Reports 2017	3 027 K€	-1 953 K€	**1 074 K€**
Crédits hors reports		- 9 991 K€	**-9 991 K€**
Total mouvements de la DM1	3 027 K€	- 11 944 K€	**- 8 917 K€**

Crédits de Paiement 2018	Intégration	Mouvements	**Total mouvements**
Reports 2017	302 K€	300 K€	**602 K€**
Crédits hors reports		138 K€	**138 K€**
Total mouvements de la DM1	302 K€	438 K€	**741 K€**

En section de fonctionnement, après intégration des crédits nouveaux en recettes et dépenses la DM n°1 modifie ainsi qu'il suit la situation budgétaire et financière du budget principal du Département :

	BP 2018	**REPORTS + DM1**	**TOTAL**
Dépenses réelles	105 872 246,00 €	1 406 697,23 €	107 278 943,23 €
Recettes réelles	120 072 246,00 €	1 768 125,41 €	121 840 371,41 €
Épargne Brute	14 200 000,00 €		13 802 194,77 €
Épargne Nette	7 803 587,00 €		6 905 781,77 €
Taux Épargne Nette	6,49 %		5,70 %

Le taux d'épargne nette diminue du fait du remboursement anticipé de l'emprunt du Crédit Coopératif (1,125 M€).

I – INVESTISSEMENT

A – Dépenses

Les dépenses de la section d'investissement prévues dans cette DM1 pour le budget principal s'élèvent à **6 348 071,94 €**.

Elles se répartissent comme suit :

1) INTÉGRATION DES REPORTS 2017 A L'EXERCICE 2018 : ***CP 2018 : + 302 841,85 €***

Au titre des opérations 2017 et antérieures, 3 028 K€ de crédits de paiement 2017 sur AP ont été affectés/engagés et non réalisés.

Conformément au règlement financier adopté lors de notre réunion du 15 décembre 2015, ces restes à réaliser ont été reportés sur la dernière année de l'opération.

Reports au 31/12/2017	Total reports	2018	2019	2020	2021 et +
	3 027 715,36 €	**302 841,85 €**	**499 253,89 €**	**1 692 242,29 €**	**533 377,33 €**

2) INTÉGRATION DES MOUVEMENTS SUR REPORTS : ***CP 2018 : + 299 606,32 €***

Au vu des besoins en termes de réalisation, il convient de procéder à divers ajustements ou annulations modifiant la ventilation des reports de la manière suivante :

	Total	2018	2019	2020	2021 et +
Mouvements sur reports	**- 1 952 732,91 €**	**299 606,32 €**	**-140 547,99 €**	**- 1 681 592,29 €**	**-430 198,95 €**
Situation des reports après ajustements	*1 074 982,45 €*	*602 448,17 €*	*358 705,90 €*	*10 650,00 €*	*103 178,38 €*

Le total des reports 2017 sur AP s'élève à 3 027 715,36 €.

Le montant total des annulations sur les reports à hauteur de **– 1 953 K€** concerne principalement le solde à la baisse de certains projets (Diversification agricole, travaux dans les bâtiments et collèges, ...).

Le total des reports à intégrer sur le budget 2018 s'élève à **299 606,32 €.**

3) AJUSTEMENTS DE CRÉDITS (hors écritures d'ordre et reports) : CP2018 : + 138 760,66€

Pour tenir compte au mieux des besoins des directions, des rephasages et des annulations sur AP sont effectués. Le détail par direction est annexé au présent rapport. Le vote de ces mouvements vous a été proposé dans le rapport précédent (rapport : Modification des AP).

	Total	2018	2019	2020	2021 et +
Mouvements sur AP	**-9 991 726,88 €**	**138 760,66 €**	**-8 968 870,54 €**	**-220 043,00 €**	**-941 574,00 €**

Détail des ajustements des directions ci-dessous :

Direction générale Adjointe de la Solidarité Sociale : ..... + 150 000,00 €

Lors de la Commission Permanente du 1er mars 2018, une avance remboursable de 150 000 € a été accordée à l'EHPAD d'Auroux. Cette somme prise sur les crédits des travaux dans les EHPAD, est à intégrer à cette DM1 afin de payer les opérations en cours.

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique : ..... + 100 000,00 €

Service des Bâtiments Départementaux :

Ce début d'année le bâtiment de la Faculté d'Education (ex IUFM) a subi un dégât des eaux. 100 000 € sont inscrits pour réparer les dommages, ces travaux étant entièrement remboursés par l'assurance.

Direction générale Adjointe de la Solidarité Territoriale :..... - 111 239,34 € €

Le rephasage de crédits de paiement 2018 sur diverses opérations s'élève à -111 239,34 €.

Vous trouverez ci-dessous le tableau récapitulant par année le total des mouvements sur AP pris en compte à cette DM1 :

	Total	2018	2019	2020	2021 et +
Total des mouvements	**-8 916 744,43 €**	**741 208,83 €**	**-8 610 164,64 €**	**-209 393,00 €**	**-838 395,62 €**

Crédits annulés sur Reports : .....- 1 952 732,91 €

Crédits annulés sur AP : ..... - 9 991 726,88 €

Total des crédits annulés sur AP (toutes années confondues) :..... - 11 944 459,79 €

4) AJUSTEMENTS DRHAF : ***CP 2018 : + 5 606 863,11 €***

Les ajustements pris en compte sont :

> **+ 500 000 € pour le remboursement anticipé de l'emprunt du Crédit Coopératif de 2011 ;**

> **- 85 635,16 €** : suppression de la subvention d'équilibre d'investissement du Laboratoire Départemental d'Analyses (subvention prévue au BP dans l'attente de l'intégration du résultat 2017 du LDA),

> **+ 1 231 659,51 €** pour la recherche de désendettement,

Déficit de clôture de l'exercice 2017 :**+ 3 959 578,34 €**

Mouvements d'ordres : **+ 1 260,42 €.**

Je vous propose d'intégrer en décision modificative n°1, sur le budget principal, un montant de 6 348 071,94 € portant la section d'investissement de 46,7 M€ (BP 2018) à 53,1 M€ (+ 13,6 %).

_ Intégration des reports :.....+ 302 841,85 €

_ Ajustement des AP :.....+ 438 366,98 €

_ Ajustement d'écritures DRHAF : .....+ 5 606 863,11 €

Total :.....+ 6 348 071,94 €

B – Recettes

Les recettes de la section d'investissement pour le budget principal s'élèvent à **6 348 071,94 €** qui se répartissent comme suit :

- Affectation du résultat de Fonctionnement 2017 :.....+ 3 959 578,34 €
- Intégration des reports de recettes 2017 : .....+ 2 000 000,00 €
- Ajustements des crédits en fonction des notifications (Détail ci dessous) :..... + 388 493,60 €

.....6 348 071,94 €

Détail des ajustements :

Subventions encaissées :

Routes : Bonus écologique voiture électrique :.....	+ 9 651,00 €
ADEME Etude réemploi des déchets :	+ 16 154,00 €
Ajustement opérations d'ordres :	+ 362 688,60 €
.....	388 493,60 €

II – FONCTIONNEMENT

A – Dépenses : .....+ 1 769 385,83 €

Au titre des dépenses de fonctionnement, je vous propose les mouvements suivants :

Direction Adjointe des Ressources Humaines : .....+ 11 513,59 €

- Reports 2017 : + 41 013,59 €

Les dépenses de l'exercice 2017 engagées à reporter s'élèvent à 41 013,59 €. Ces crédits reportés correspondent à des marchés de formation engagés en cours d'exécution.

- Mouvements de crédits : - 29 500,00€

Le coût de l'assurance des agents du LDA (29 500 €) est transféré du budget principal sur le budget annexe du LDA.

Direction générale Adjointe de l'Infrastructure : .....+ 510 000,00 €

Routes :

+ 390 000 € sont inscrits pour :

- les fournitures de sel/pouzzolane pour la viabilité hivernale : + 220 000 €,
- le carburant en lien avec le surcroît de viabilité hivernale : + 90 000 €,
- les fournitures pour la Gestion Prévisionnelle de l'Entretien Routier (grave émulsion, enrobés à froid ...) afin de réparer les désordres suite à la rigueur de l'hiver : + 80 000 €.

TIC :

+ 120 000 € sont inscrits pour le fonctionnement du Syndicat Lozère Numérique : frais financiers , mission de contrôle de la DSP, remboursement du coût des personnels du Département mis à disposition.

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique : .....+ 8 384,00 €

Mission Achat et Moyens :

Le montant de + 384 € correspond au nettoyage des locaux de la Faculté d'Education (ex IUFM) suite au dégât des eaux de début d'année.

POLEN :

Suite à la reprise du bâtiment POLEN un complément de crédits de + 8 000 € est nécessaire pour les fournitures de bureaux, l'affranchissement, le nettoyage des locaux.

Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances :

Budget et Finances : ..... + 1 239 488,24 €

Les ajustements de crédits concernent pour **+ 876 799,64 €** :

- les subventions d'équilibre des budgets annexes : .....+ 19 447 €
  - *LDA : + 28 447 €*
  - *Aire de la Lozère : - 9 000 €,*
- les provisions pour dépenses imprévues : + 857 352,64 €.

Les écritures d'amortissement sont régularisées à hauteur de: **+ 362 688,60 €.**

B – Recettes + 1 769 385,83 €

Les recettes nouvelles correspondent à :

- ➔ l'intégration du résultat de fonctionnement 2017 : + 759 233,41 €,
- ➔ l'ajustement, suite à la notification de l'état fiscal 2018 :

  . - de la fiscalité : Taxe foncière sur les propriétés bâties + 204 292 €, CVAE + 82 564 €
  IFER + 496 €, DCRTP + 217 832 €

  . - des allocations compensatrices au titre de : CVAE/CFE + 76 817 €, TFPB + 5 273 €,
  TH/TFNB + 157 414 €
- ➔ l'indemnité de l'assurance suite au sinistre dégâts des eaux à l'IUFM : + 100 000 €,
- ➔ le remboursement par Lozère Numérique du personnel mis à disposition : + 60 000 €,
- ➔ des subventions et autres participations complémentaires : ANAH PIG + 53 616 €, fonds d'appui aux politiques d'insertion + 31 492 €, assistance technique Satèse/Satep + 5 165 €, autres + 1 656 €,
- ➔ la régularisation de la DGF : – 1 777 €,
- ➔ des recettes d'ordre + 1 260,42 € et mandats annulés : + 14 052 €.

RECAPITULATIF DE LA DM 1

DÉPENSES RÉELLES

	BP	DM1	Total Budgétaire	%
Investissement	39 895 K€	6 347 K€	46 242 K€	+ 15,91
Fonctionnement	105 872 K€	1 407 K€	107 279 K€	+ 1,33

RECETTES RÉELLES

	BP	DM1	Total Budgétaire	%
Investissement	25 695 K€	5 985 K€	31 680 K€	+ 23,29
Fonctionnement	120 072 K€	1 768 K€	121 840 K€	+ 1,47

****

DÉPENSES D'ORDRE

	BP	DM1	Total Budgétaire
Investissement	6 893 K€	1 K€	6 894 K€
Fonctionnement	20 093 K€	363 K€	20 456 K€

RECETTES D'ORDRE

	BP	DM1	Total Budgétaire
Investissement	21 093 K€	363 K€	21 456 K€
Fonctionnement	5 893 K€	1 K€	5 894 K€

La liste des mouvements de crédits en recettes et en dépenses pour le budget principal de cette décision modificative n°1 est jointe en annexe au présent document.

BUDGETS ANNEXES

Laboratoire Départemental d'Analyses

I - Section investissement

- Dépenses :.....160 296,12 €
- Recettes :.....583 899,20 €

Il est proposé d'inscrire en dépenses d'investissement :

- + 159 243,12 € de crédits reportés de l'exercice 2017 pour les travaux électriques et l'achat de matériel,
- + 1 053 € pour l'ajustement des dépenses d'ordre.

Recettes :

Les dépenses sont financées par l'excédent de la section d'investissement de 669 534,36 €.

La subvention d'équilibre votée au budget primitif 2018 (85 635,16 €) est supprimée.

II - Section de fonctionnement

- Dépenses :.....29 500,00 €
- Recettes :.....29 500,00 €

En dépenses, + 29 500 € prélevés sur le budget principal sont inscrits pour le paiement de l'assurance des personnels du LDA.

Les recettes sont ajustées de + 1 053 € pour les ordres et de + 28 447 € pour la subvention d'équilibre.

Aire de la Lozère

I - Section investissement

- Dépenses :.....0,00 €
- Recettes :.....1 610 081,39 €

L'excédent 2017 de la section d'investissement est intégré.

II - Section de fonctionnement

- Dépenses :.....33 000,00 €
- Recettes :.....33 000,00 €

En dépenses, 33 000 € correspondent aux 30 % des crédits prévus dans le BP et non saisis dans le logiciel Coriolis (frais de nettoyage des locaux, fournitures d'entretien et assurance pour l'année entière).

La recette équivalente correspond à :

- **au produit supplémentaire de 42 000 € généré par le relèvement de 6 à 10 % du pourcentage sur le chiffre d'affaires dû par le sous-concessionnaire Méga Investissement dans le cadre de la redevance annuelle,**
- à la diminution de - 9 000 € de la subvention d'équilibre.

Domaine des Boissets

I - Section investissement

- Dépenses :.....9 672,20 €
- Recettes :.....576 864,95 €

Ces montants correspondent :

- en dépenses : aux crédits reportés de l'exercice 2017 pour les travaux sur les bâtiments
- en recettes : à l'excédent de la section d'investissement 2017

Telles sont les données de ce projet de décision modificative n°1 au budget primitif 2018 du budget principal et des trois projets de budgets annexes sur lesquels je vous demande de bien vouloir vous prononcer.

ANNEXE AU RAPPORT DE LA DM1 / 2018

Récapitulatifs des mouvements détaillés par budget :

DEPENSES	BP VOTE	Propositions DM1	TOTAL 2018
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Budget principal	76 787 525,37 €	6 348 071,94 €	83 135 597,31 €
Budget annexe L.D.A.	270 616,00 €	160 296,12 €	430 912,12 €
Budget annexe Aire de la Lozère	157 882,00 €	0,00 €	157 882,00 €
Budget annexe Dom. des Boissets	28 750,00 €	9 672,20 €	38 422,20 €
Total INVESTISSEMENT	**77 244 773,37 €**	**6 518 040,26 €**	**83 762 813,63 €**
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
Budget principal	125 965 131,76 €	1 769 385,83 €	127 734 517,59 €
Budget annexe L.D.A.	2 100 162,84 €	29 500,00 €	2 129 662,84 €
Budget annexe Aire de la Lozère	813 873,44 €	33 000,00 €	846 873,44 €
Budget annexe Dom. des Boissets	70 253,00 €	0	70 253,00 €
Total FONCTIONNEMENT	**128 949 421,04 €**	**1 831 885,83 €**	**130 781 306,87 €**
TOTAL GENERAL	**206 194 194,41 €**	**8 349 926,09 €**	**214 544 120,50 €**
Total mouvements budget principal	**202 752 657,13 €**	**8 117 457,77 €**	**210 870 114,90 €**

RECETTES	BP VOTE	Propositions DM1	TOTAL 2018
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Budget principal	76 787 525,37 €	6 348 071,94 €	83 135 597,31 €
Budget annexe L.D.A.	270 616,00 €	583 899,20 €	854 515,20 €
Budget annexe Aire de la Lozère	350 784,44 €	1 610 081,39 €	1 960 865,83 €
Budget annexe Dom. des Boissets	44 675,00 €	576 864,95 €	621 539,95 €
Total INVESTISSEMENT	**77 453 600,81 €**	**9 118 917,48 €**	**86 572 518,29 €**
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
Budget principal	125 965 131,76 €	1 769 385,83 €	127 734 517,59 €
Budget annexe L.D.A.	2 100 162,84 €	29 500,00 €	2 129 662,84 €
Budget annexe Aire de la Lozère	813 873,44 €	33 000,00 €	846 873,44 €
Budget annexe Dom. des Boissets	70 253,00 €	0	70 253,00 €
Total FONCTIONNEMENT	**128 949 421,04 €**	**1 831 885,83 €**	**130 781 306,87 €**
TOTAL GENERAL	**206 403 021,85 €**	**10 950 803,31 €**	**217 353 825,16 €**
Total mouvements budget principal	**202 752 657,13 €**	**8 117 457,77 €**	**210 870 114,90 €**

I – INVESTISSEMENT

Dépenses

1) Reports répartis par directions au 31/12/2017

Directions	Total reports	2018	2019	2020	2021 et +
DGAST – DID/DAD	309 500,18 €	104 708,05 €	113 447,26 €	40 193,45 €	51 151,42 €
DGAST – DDEC	3 679,79 €	2 579,99 €	1 099,80 €	0,00 €	0,00 €
DGASOS	377 010,34 €	6 893,84 €	50 403,64 €	0,00 €	319 712,86 €
DAJCL – Moyens généraux	14 839,72 €	0,00 €	14 839,72 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Bâtiments	356 030,61 €	174 608,45 €	36 480,81 €	85 606,68 €	59 334,67 €
DAJCL – Informatique	27 941,07 €	11 215,74 €	16 725,33 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Marchés Publics	11 052,51 €	0,00 €	11 052,51 €	0,00 €	0,00 €
DGAI – Routes	112 093,21 €	2 835,78 €	6 079,05 €	0,00 €	103 178,38 €
DGAI – DMNT/TIC	1 810 442,16 €	0,00 €	244 000,00 €	1 566 442,16 €	0,00 €
DGAI – Transports	5 125,77 €	0,00 €	5 125,77 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL	**3 027 715,36 €**	**302 841,85 €**	**499 253,89 €**	**1 692 242,29 €**	**533 377,33 €**

2) Mouvements sur reports :

Directions	Total	2018	2019	2020	2021 et +
DGAST – DID/DAD	-59 685,52 €	111 239,34 €	-79 579,99 €	-40 193,45 €	-51 151,42 €
DGAST – DDEC	-3 457,39 €	-2 357,59 €	-1 099,80 €	0,00 €	0,00 €
DGASOS	0,00 €	50 403,64 €	269 309,22 €	0,00 €	-319 712,86 €
DAJCL – Moyens généraux	-14 839,72 €	0,00 €	-14 839,72 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Bâtiments	-56 301,71 €	114 470,45 €	-36 480,81 €	-74 956,68 €	-59 334,67 €
DAJCL – Informatique	0,00 €	16 725,33 €	-16 725,33 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Marchés Publics	0,00 €	11 052,51 €	-11 052,51 €	0,00 €	0,00 €
DGAI – Routes	-8 006,41 €	-1 927,36 €	-6 079,05 €	0,00 €	0,00 €
DGAI – DMNT/TIC	-1 810 442,16 €	0,00 €	-244 000,00 €	-1 566 442,16 €	0,00 €
DGAI – Transports	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL Crédits annulés sur reports	**-1 952 732,91 €**	**299 606,32 €**	**-140 547,99 €**	**-1 681 592,29 €**	**-430 198,95 €**

3) Ajustements de crédits (hors écritures d'ordre)

Montant des annulations / rephasage en DM1/2018

Directions	Total annulations + rephasage	2018	2019	2020	2021 et +
DGAST – DID/DAD	-69 605,33 €	-111 239,34 €	1 153 251,01 €	-120 043,00 €	-991 574,00 €
DGAST – DDEC	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DGASOS	150 000,00 €	150 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Moyens généraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Bâtiments	0,00 €	100 000,00 €	0,00 €	-100 000,00 €	0,00 €
DAJCL – Informatique	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Marchés Publics	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DGAI – Routes	-6 882 564,20 €	0,00 €	-6 882 564,20 €	0,00 €	0,00 €
DGAI – DMNT/TIC	-3 189 557,35 €	0,00 €	-3 239 557,35 €	0,00 €	50 000,00 €
DGAI – Transports	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL Crédits annulés sur AP	**-9 991 726,88 €**	**138 760,66 €**	**-8 968 870,54 €**	**-220 043,00 €**	**-941 574,00 €**

Récapitulatif du total des mouvements de la DM1 sur les Autorisations de Programme :

Directions	Total reports + annulations	2018	2019	2020	2021 et +
DGAST – DID/DAD	180 209,33 €	104 708,05 €	1 187 118,28 €	-120 043,00 €	-991 574,00 €
DGAST – DDEC	222,40 €	222,40 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DGASOS	527 010,34 €	207 297,48 €	319 712,86 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Moyens généraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Bâtiments	299 728,90 €	389 078,90 €	0,00 €	-89 350,00 €	0,00 €
DAJCL – Informatique	27 941,07 €	27 941,07 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Marchés Publics	11 052,51 €	11 052,51 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DGAI – Routes	-6 778 477,40 €	908,42 €	-6 882 564,20 €	0,00 €	103 178,38 €
DGAI – DMNT/TIC	-3 189 557,35 €	0,00 €	-3 239 557,35 €	0,00 €	50 000,00 €
DGAI – Transports	5 125,77 €	0,00 €	5 125,77 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL	**-8 916 744,43 €**	**741 208,83 €**	**-8 610 164,64 €**	**-209 393,00 €**	**-838 395,62 €**
Crédits annulés sur AP	**-9 991 726,88 €**				
Crédits annulés sur reports	**-1 952 732,91 €**				
Total Crédits annulés	**-11 944 459,79 €**				

BUDGET PRINCIPAL DEPENSES FONCTIONNEMENT

Fonctionnement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
		002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				Somme :		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
930	020	6132	Locations immobilières	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	60623	Alimentation	BFH	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	-300,00	200,00
	0201	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	62 700,00	0,00	0,00	62 700,00	0,00	-15 000,00	47 700,00
	0201	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	0201	6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	0201	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BMP	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	0201	6227	Frais d'actes et de contentieux	BMP	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	0201	6231	Annonces et insertions	BFH	F	68 000,00	0,00	0,00	68 000,00	0,00	0,00	68 000,00
	0201	6231	Annonces et insertions	BMP	F	68 000,00	0,00	0,00	68 000,00	0,00	0,00	68 000,00
	0201	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	24 700,00	0,00	0,00	24 700,00	0,00	0,00	24 700,00
	0201	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	6331	Versement de transport	BFH	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	0201	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	14 500,00	0,00	0,00	14 500,00	0,00	0,00	14 500,00
	0201	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	59 600,00	0,00	0,00	59 600,00	0,00	0,00	59 800,00
	0201	64111	Rémunération principale	BFH	F	2 200 000,00	0,00	0,00	2 200 000,00	0,00	-126 100,00	2 073 700,00
	0201	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	0201	64113	NBI	BFH	F	22 000,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	22 000,00
	0201	64118	Autres indemnités	BFH	F	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	-4 000,00	496 000,00
	0201	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00
	0201	64131	Rémunérations	BFH	F	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	4 000,00	304 000,00
	0201	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	430 000,00	0,00	0,00	430 000,00	0,00	-4 900,00	425 100,00
	0201	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	725 000,00	0,00	0,00	725 000,00	0,00	0,00	725 000,00
	0201	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	0201	6455	Cotisations pour assurance du personnel	BFH	F	750 000,00	0,00	0,00	750 000,00	0,00	4 900,00	754 900,00
	0201	6456	Versement au F.N.C du supplément familial	BFH	F	5 400,00	0,00	0,00	5 400,00	0,00	0,00	5 400,00
	0201	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	0201	6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	BFH	F	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
	0201	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	105 000,00	0,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00	105 000,00
	0201	6488	Autres charges	BFH	F	59 000,00	0,00	0,00	59 000,00	0,00	0,00	59 000,00

	0202	60611	Eau et assainissement	POLEN	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	0202	60611	Eau et assainissement	RB	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	0202	60612	Energie - Electricité	POLEN	F	62 640,00	0,00	0,00	62 640,00	0,00	0,00	61 640,00
	0202	60612	Energie - Electricité	RB	F	62 640,00	0,00	0,00	62 640,00	0,00	0,00	61 640,00
	0202	60621	Combustibles	BMG	F	55 102,00	0,00	0,00	55 102,00	0,00	0,00	56 102,00
	0202	60621	Combustibles	POLEN	F	55 102,00	0,00	0,00	55 102,00	0,00	0,00	56 102,00
	0202	60621	Combustibles	RB	F	55 102,00	0,00	0,00	55 102,00	0,00	0,00	56 102,00
	0202	60622	Carburants	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	60623	Alimentation	B	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	0202	60623	Alimentation	BB	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	0202	60628	Autres fournitures non stockées	CAB	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	0202	60631	Fournitures d'entretien	BMG	F	12 250,00	0,00	0,00	12 250,00	0,00	0,00	12 250,00
	0202	60631	Fournitures d'entretien	CAB	F	12 250,00	0,00	0,00	12 250,00	0,00	0,00	12 250,00
	0202	60632	Fournitures de petit équipement	BMG	F	23 000,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00	23 000,00
	0202	60632.1	Autres fournitures - Informatique	BFI	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	0202	60632.20	Acquisition petit matériel - Conseil général	CAB	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	0202	60636	Habillement et vêtements de travail	BFH	F	72 000,00	0,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00	72 000,00
	0202	60636	Habillement et vêtements de travail	BMG	F	72 000,00	0,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00	72 000,00
	0202	6064	Fournitures administratives	BMG	F	61 000,00	0,00	0,00	61 000,00	0,00	0,00	61 000,00
	0202	6064	Fournitures administratives	DID	F	61 000,00	0,00	0,00	61 000,00	0,00	0,00	61 000,00
	0202	6064	Fournitures administratives	POLEN	F	61 000,00	0,00	0,00	61 000,00	0,00	1 000,00	62 000,00
	0202	6065	Livres, disques, cassettes (bibliothèques, médiathèques)	CAB	F	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00
	0202	60668	Autres produits pharmaceutiques	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	0202	611	Contrats de prestations de services	BB	F	25 530,00	0,00	0,00	25 530,00	0,00	0,00	25 530,00
	0202	611	Contrats de prestations de services	BMG	F	25 530,00	0,00	0,00	25 530,00	0,00	0,00	25 530,00
	0202	611	Contrats de prestations de services	POLEN	F	25 530,00	0,00	0,00	25 530,00	0,00	0,00	25 530,00
	0202	611	Contrats de prestations de services	RB	F	25 530,00	0,00	0,00	25 530,00	0,00	0,00	25 530,00
	0202	6132	Locations immobilières	DID	F	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	0,00	279 876,67
	0202	6135	Locations mobilières	BFI	F	105 800,00	0,00	0,00	105 800,00	0,00	0,00	105 800,00
	0202	6135	Locations mobilières	POLEN	F	105 800,00	0,00	0,00	105 800,00	0,00	0,00	105 800,00
	0202	614	Charges locatives et de copropriété	DID	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	0202	61521	Terrains (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	CAB	F	5 400,00	0,00	0,00	5 400,00	0,00	0,00	5 300,00
	0202	61521	Terrains (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	POLEN	F	5 400,00	0,00	0,00	5 400,00	0,00	0,00	5 300,00
	0202	61521	Terrains (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	RB	F	5 400,00	0,00	0,00	5 400,00	0,00	0,00	5 300,00
	0202	615221	BATIMENTS PUBLICS	POLEN	F	15 860,00	0,00	0,00	15 860,00	0,00	0,00	16 260,00
	0202	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	15 860,00	0,00	0,00	15 860,00	0,00	0,00	16 260,00
	0202	61558	Autres biens mobiliers	BMG	F	2 240,00	0,00	0,00	2 240,00	0,00	0,00	2 440,00
	0202	61558	Autres biens mobiliers	POLEN	F	2 240,00	0,00	0,00	2 240,00	0,00	0,00	2 440,00
	0202	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	2 240,00	0,00	0,00	2 240,00	0,00	0,00	2 440,00
	0202	61558.1	Entretien du matériel informatique	BFI	F	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
	0202	6156	Maintenance	BFI	F	507 600,00	0,00	0,00	507 600,00	0,00	0,00	506 200,00
	0202	6156	Maintenance	BMG	F	507 600,00	0,00	0,00	507 600,00	0,00	0,00	506 200,00
	0202	6156	Maintenance	BN	F	507 600,00	0,00	0,00	507 600,00	0,00	0,00	506 200,00

	0202	6156	Maintenance	POLEN	F	507 600,00	0,00	0,00	507 600,00	0,00	0,00	506 200,00
	0202	6156	Maintenance	RB	F	507 600,00	0,00	0,00	507 600,00	0,00	0,00	506 200,00
	0202	6156.3	Maintenance SIT	POLEN	F	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00
	0202	6156.4	Maintenance MAG	POLEN	F	700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
	0202	6156.5	Maintenance BAT	POLEN	F	2 100,00	0,00	0,00	2 100,00	0,00	0,00	2 100,00
	0202	6161	MULTIRISQUES	BMG	F	216 900,00	0,00	0,00	216 900,00	0,00	0,00	216 900,00
	0202	6161	MULTIRISQUES	POLEN	F	216 900,00	0,00	0,00	216 900,00	0,00	0,00	216 900,00
	0202	6168	AUTRES	BMG	F	33 000,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00	33 000,00
	0202	6182	Documentation générale et technique	BMG	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	0202	6188	Autres frais divers	BB	F	35 620,00	0,00	0,00	35 620,00	0,00	0,00	35 620,00
	0202	6188	Autres frais divers	BFI	F	35 620,00	0,00	0,00	35 620,00	0,00	0,00	35 620,00
	0202	6188	Autres frais divers	BMG	F	35 620,00	0,00	0,00	35 620,00	0,00	0,00	35 620,00
	0202	6188	Autres frais divers	CAB	F	35 620,00	0,00	0,00	35 620,00	0,00	0,00	35 620,00
	0202	6188	Autres frais divers	RB	F	35 620,00	0,00	0,00	35 620,00	0,00	0,00	35 620,00
	0202	6188.113	Autres frais divers - étude logement jeunes	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
	0202	6231	Annonces et insertions	BMG	F	8 300,00	0,00	0,00	8 300,00	0,00	0,00	8 300,00
	0202	6233	Foires et expositions	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6236	Catalogues et imprimés et publications	BMG	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	0202	6241	Transports de biens	BMG	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	0202	6241.2	Frêts et transports administratifs - Informatique	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	CAB	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 500,00
	0202	6247	Transports collectifs du personnel	BMG	F	700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
	0202	6247	Transports collectifs du personnel	CAB	F	700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
	0202	6251	Voyages, déplacements et missions	CAB	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	0202	6261	Frais d'affranchissement	BMG	F	119 000,00	0,00	0,00	119 000,00	0,00	0,00	119 000,00
	0202	6261	Frais d'affranchissement	POLEN	F	119 000,00	0,00	0,00	119 000,00	0,00	2 000,00	121 000,00
	0202	6262	Frais de télécommunications	BFI	F	215 000,00	0,00	0,00	215 000,00	0,00	0,00	215 000,00
	0202	6262	Frais de télécommunications	POLEN	F	215 000,00	0,00	0,00	215 000,00	0,00	0,00	215 000,00
	0202	6281	Concours divers (cotisations)	BB	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	0202	6281	Concours divers (cotisations)	BC	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	0202	6281	Concours divers (cotisations)	BFI	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	0202	6281	Concours divers (cotisations)	DID	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	0202	6281.1	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS...)	BB	F	7 300,00	0,00	0,00	7 300,00	0,00	0,00	7 300,00
	0202	6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG	F	302 000,00	0,00	0,00	302 000,00	0,00	384,00	303 284,00
	0202	6283	Frais de nettoyage des locaux	POLEN	F	302 000,00	0,00	0,00	302 000,00	0,00	5 000,00	307 900,00
	0202	6288	Autres	BMG	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	0202	6288	Autres	CAB	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	0202	63512	Taxes foncières	DID	F	47 300,00	0,00	0,00	47 300,00	0,00	0,00	47 300,00
	0202	63512	Taxes foncières	POLEN	F	47 300,00	0,00	0,00	47 300,00	0,00	0,00	47 300,00
	0202	63513	Autres impôts locaux	DID	F	700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
	0202	6488	Autres charges	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6488.58	Autres charges - Parkings	BMG	F	84 900,00	0,00	0,00	84 900,00	0,00	0,00	84 900,00
	0202	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	0202	6568	Autres participations	BFI	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	0202	65734	Communes et structures intercommunales	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	65734	Communes et structures intercommunales	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
	0202	6574.41	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES DE FONCTIONNEMENT	BB	F	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	97 500,00
	0202	6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	678	Autres charges exceptionnelles	BMG	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 623,33
	0202	678	Autres charges exceptionnelles	DID	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 623,33
	021	60623	Alimentation	CAB	F	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	10 500,00
	021	611	Contrats de prestations de services	BB	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	021	6232	Fêtes et cérémonies	CAB	F	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00
	021	6234	Réceptions	CAB	F	21 625,00	0,00	0,00	21 625,00	0,00	0,00	21 625,00
	021	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	CAB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	021	6261	Frais d'affranchissement	CAB	F	25,00	0,00	0,00	25,00	0,00	0,00	25,00
	021	6281	Concours divers (cotisations)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	021	6531	Indemnités	BFH	F	560 000,00	0,00	0,00	560 000,00	0,00	0,00	560 000,00
	021	6532	Frais de mission et de déplacement	BFH	F	54 000,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00	0,00	54 000,00
	021	6533	Cotisations de retraite	BFH	F	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00
	021	6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	BFH	F	113 000,00	0,00	0,00	113 000,00	0,00	0,00	113 000,00
	021	6535	Formation	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	4 200,00
	023	60623	Alimentation	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	60632	Fournitures de petit équipement	COM	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	023	611	Contrats de prestations de services	COM	F	18 600,00	0,00	0,00	18 600,00	0,00	0,00	18 600,00
	023	6135	Locations mobilières	COM	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	023	61558	Autres biens mobiliers	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6188	Autres frais divers	BC	F	25 700,00	0,00	0,00	25 700,00	0,00	0,00	25 700,00
	023	6188	Autres frais divers	COM	F	25 700,00	0,00	0,00	25 700,00	0,00	0,00	25 700,00
	023	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6188.97	AUTRES FRAIS DIVERS MAGAZINE DEPARTEMENTAL	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6231	Annonces et insertions	COM	F	77 000,00	0,00	0,00	77 000,00	0,00	0,00	77 000,00
	023	6231.1	ANNONCES ET INSERTIONS	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6233	Foires et expositions	COM	F	172 000,00	0,00	0,00	172 000,00	0,00	0,00	172 000,00
	023	6234	Réceptions	COM	F	13 200,00	0,00	0,00	13 200,00	0,00	0,00	13 200,00
	023	6236	Catalogues et imprimés et publications	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6236.1	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	COM	F	49 500,00	0,00	0,00	49 500,00	0,00	0,00	49 500,00
	023	6236.2	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS - IMPRESSION MAGAZINE	COM	F	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00
	023	6238.21	Objets promotionnels	COM	F	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00
	023	6241	Transports de biens	COM	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00

	023	65734	Communes et structures intercommunales	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	COM	F	22 000,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	22 000,00
	023	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
930				**Somme :**		**9 496 992,00**	**0,00**	**0,00**	**9 496 992,00**	**2 200,00**	**-133 016,00**	**9 368 376,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
931	12	6553	Services d'incendie	BB	F	1 020 000,00	0,00	0,00	1 020 000,00	0,00	0,00	3 400 000,00
	12	6553	Services d'incendie	I01	F	1 020 000,00	0,00	0,00	1 020 000,00	0,00	0,00	3 400 000,00
	12	6553.1	SERVICE D'INCENDIE	BB	F	2 380 000,00	0,00	0,00	2 380 000,00	0,00	0,00	0,00
	12	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BB	F	47 000,00	0,00	0,00	47 000,00	0,00	0,00	47 000,00
	12	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DAD	F	47 000,00	0,00	0,00	47 000,00	0,00	0,00	47 000,00
	12	65734	Communes et structures intercommunales	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00
	18	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
	18	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DAD	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
	18	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	18	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00
	18	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	R	F	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00
931				**Somme :**		**3 570 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 570 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 570 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
932	20	60621	Combustibles	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	611	Contrats de prestations de services	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6156	Maintenance	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	6 000,00	11 000,00
	20	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	7 700,00	0,00	0,00	7 700,00	0,00	0,00	7 700,00
	20	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	20	6331	Versement de transport	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	20	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00
	20	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	23 000,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00	23 000,00
	20	64111	Rémunération principale	BFH	F	1 880 000,00	0,00	0,00	1 880 000,00	0,00	56 000,00	1 920 900,00
	20	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00
	20	64113	NBI	BFH	F	5 500,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	1 300,00	6 800,00
	20	64118	Autres indemnités	BFH	F	228 000,00	0,00	0,00	228 000,00	0,00	0,00	228 000,00
	20	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	23 100,00
	20	64131	Rémunérations	BFH	F	270 000,00	0,00	0,00	270 000,00	0,00	-15 900,00	254 100,00
	20	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	20 200,00	0,00	0,00	20 200,00	0,00	-4 100,00	16 100,00
	20	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	397 000,00	0,00	0,00	397 000,00	0,00	-30 000,00	367 000,00
	20	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	676 000,00	0,00	0,00	676 000,00	0,00	-15 300,00	660 700,00
	20	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	20	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	20	6473	Allocations de chômage	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	20	6488	Autres charges	BFH	F	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
	20	6568.3	Participation Frais Services Publics - C.D.D.P.	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	65738	Organismes publics divers	BD	F	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00
	20	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	12 500,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00	0,00	12 500,00
	21	6132	Locations immobilières	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	6568.31	Participation Frais Services Publics - Ecole annexe	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	60612	Energie - Electricité	RB	F	207 410,00	0,00	0,00	207 410,00	0,00	0,00	207 410,00
	221	60621	Combustibles	RB	F	57 300,00	0,00	0,00	57 300,00	0,00	0,00	57 300,00
	221	60632	Fournitures de petit équipement	BMG	F	55 200,00	0,00	0,00	55 200,00	0,00	0,00	55 200,00
	221	60632	Fournitures de petit équipement	RB	F	55 200,00	0,00	0,00	55 200,00	0,00	0,00	55 200,00
	221	611	Contrats de prestations de services	RB	F	20 923,00	0,00	0,00	20 923,00	0,00	0,00	20 923,00
	221	6132	Locations immobilières	DID	F	10 500,00	0,00	0,00	10 500,00	0,00	0,00	10 500,00
	221	6135	Locations mobilières	RB	F	3 570,00	0,00	0,00	3 570,00	0,00	0,00	3 570,00
	221	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	38 320,00	0,00	0,00	38 320,00	0,00	0,00	37 020,00
	221	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	8 670,00	0,00	0,00	8 670,00	0,00	0,00	9 970,00
	221	6156	Maintenance	RB	F	49 060,00	0,00	0,00	49 060,00	0,00	0,00	49 060,00
	221	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DID	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	221	6227	Frais d'actes et de contentieux	DID	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	221	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	RB	F	4 001,00	0,00	0,00	4 001,00	0,00	0,00	4 001,00
	221	6241	Transports de biens	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	221	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	BD	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	221	6288	Autres	BD	F	7 766,00	0,00	0,00	7 766,00	0,00	0,00	7 766,00
	221	6288.1	AUTRES - PLACES DE CINEMA	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	63513	Autres impôts locaux	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	65511	DOTATION FONCTIONNEMENT COLLEGES - ETBS PUBLICS	BD	F	815 000,00	0,00	0,00	815 000,00	0,00	0,00	815 000,00
	221	65512	DOTATION FONCTIONNEMENT COLLEGES - ETBS PRIVES	BD	F	505 000,00	0,00	0,00	505 000,00	0,00	0,00	511 069,00
	221	65512.1	DOT.FONC.COLLEGES ETB PRIVES - FORFAIT EXTERNAT	BD	F	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	0,00	273 931,00
	221	6568	Autres participations	BD	F	93 000,00	0,00	0,00	93 000,00	0,00	0,00	93 000,00
	221	6568	Autres participations	BFI	F	93 000,00	0,00	0,00	93 000,00	0,00	0,00	93 000,00
	221	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BD	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	22 746,00
	221	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	15 734,00	0,00	0,00	15 734,00	0,00	0,00	15 734,00
	221	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	15 734,00	0,00	0,00	15 734,00	0,00	0,00	15 734,00
	221	6574.36	Subvention voyages linguistiques	BD	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	17 254,00
	221	6574.37	Subvention sections sportives	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	222	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	60612	Energie - Electricité	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	60621	Combustibles	RB	F	41 140,00	0,00	0,00	41 140,00	0,00	0,00	41 140,00
	23	60628	Autres fournitures non stockées	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	611	Contrats de prestations de services	RB	F	2 430,00	0,00	0,00	2 430,00	0,00	0,00	2 430,00
	23	615221	BATIMENTS PUBLICS	R	F	6 175,00	0,00	0,00	6 175,00	0,00	0,00	6 175,00
	23	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	6 175,00	0,00	0,00	6 175,00	0,00	0,00	6 175,00
	23	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	1 020,00	0,00	0,00	1 020,00	0,00	0,00	1 020,00
	23	6156	Maintenance	RB	F	5 700,00	0,00	0,00	5 700,00	0,00	0,00	5 700,00
	23	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	RB	F	1 530,00	0,00	0,00	1 530,00	0,00	0,00	1 530,00
	23	6281	Concours divers (cotisations)	BB	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	23	6558	Autres contributions obligatoires	BD	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	23	6568	Autres participations	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	6568.2	Participation Frais Services Publics - I.U.P.	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	6568.6	Participation Frais Services Publics - I.U.F.M.	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	65738	Organismes publics divers	BD	F	222 500,00	0,00	0,00	222 500,00	0,00	0,00	222 500,00
	23	6574.40	SUBVENTION C.D.T. - ECHANGE GUIZHOU	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6513	Bourses	RT	F	7 300,00	0,00	0,00	7 300,00	0,00	0,00	7 300,00
	28	65734	Communes et structures intercommunales	BD	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	28	65734	Communes et structures intercommunales	DAD	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00

	28	65738.36	Subvention voyages linguistiques	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	146 000,00	0,00	0,00	146 000,00	0,00	0,00	146 000,00
	28	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	146 000,00	0,00	0,00	146 000,00	0,00	0,00	146 000,00
	28	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	146 000,00	0,00	0,00	146 000,00	0,00	0,00	146 000,00
	28	6574.10	EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT - ASSOCIATIONS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574.31	AIDE TRANSPORTS APPRENTISSAGE NATATION	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574.36	Subvention voyages linguistiques	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932				**Somme :**		**6 320 149,00**	**0,00**	**0,00**	**6 320 149,00**	**0,00**	**6 000,00**	**6 326 149,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
933	30	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00
	30	6188	Autres frais divers	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	6233	Foires et expositions	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00
	30	6331	Versement de transport	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	200,00	3 200,00
	30	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	3 700,00	0,00	0,00	3 700,00	0,00	0,00	3 700,00
	30	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00
	30	64111	Rémunération principale	BFH	F	640 000,00	0,00	0,00	640 000,00	0,00	3 000,00	641 140,00
	30	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
	30	64113	NBI	BFH	F	4 600,00	0,00	0,00	4 600,00	0,00	0,00	4 600,00
	30	64118	Autres indemnités	BFH	F	135 000,00	0,00	0,00	135 000,00	0,00	0,00	135 000,00
	30	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	500,00	1 300,00
	30	64131	Rémunérations	BFH	F	75 000,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	25 000,00	101 500,00
	30	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	-15 000,00	360,00
	30	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	127 000,00	0,00	0,00	127 000,00	0,00	-5 000,00	122 000,00
	30	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	207 000,00	0,00	0,00	207 000,00	0,00	-8 900,00	198 100,00
	30	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00
	30	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	30	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	200,00	700,00
	30	6488	Autres charges	BFH	F	15 500,00	0,00	0,00	15 500,00	0,00	0,00	15 500,00
	30	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	7 250,00
	311	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BD	F	563 000,00	0,00	0,00	563 000,00	0,00	0,00	563 000,00
	311	65734	Communes et structures intercommunales	BD	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	41 000,00
	311	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	532 500,00	0,00	0,00	532 500,00	0,00	0,00	531 500,00

	311	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	532 500,00	0,00	0,00	532 500,00	0,00	0,00	531 500,00
	311	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	60611	Eau et assainissement	RB	F	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	312	60612	Energie - Electricité	RB	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	312	60632	Fournitures de petit équipement	BD	F	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00
	312	6068	Autres matières et fournitures	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	611	Contrats de prestations de services	RB	F	250,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	660,00
	312	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	250,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	450,00
	312	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	80,00	0,00	0,00	80,00	0,00	0,00	80,00
	312	6156	Maintenance	RB	F	400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	400,00
	312	6188	Autres frais divers	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	183,72
	312	6568	Autres participations	BD	F	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
	312	65734	Communes et structures intercommunales	BD	F	19 000,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	19 000,00
	312	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	35 750,00
	312	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BC	F	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	35 750,00
	312	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	5 000,00	40 750,00
	313	60611	Eau et assainissement	RB	F	125,00	0,00	0,00	125,00	0,00	0,00	125,00
	313	60612	Energie - Electricité	RB	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	313	60621	Combustibles	RB	F	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
	313	60623	Alimentation	BI	F	300,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	556,20
	313	6065	Livres, disques, cassettes (bibliothèques, médiathèques)	BI	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	313	6065	Livres, disques, cassettes (bibliothèques, médiathèques)	DID	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	313	611	Contrats de prestations de services	BI	F	39 000,00	0,00	0,00	39 000,00	0,00	0,00	39 000,00
	313	611	Contrats de prestations de services	RB	F	39 000,00	0,00	0,00	39 000,00	0,00	0,00	39 000,00
	313	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	313	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	70,00	0,00	0,00	70,00	0,00	0,00	70,00
	313	61558.3	ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE	BI	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	313	6156	Maintenance	RB	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	313	6188	Autres frais divers	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6234	Réceptions	BI	F	1 700,00	0,00	0,00	1 700,00	0,00	0,00	1 443,80
	313	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	314	60611	Eau et assainissement	RB	F	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	314	60612	Energie - Electricité	RB	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	314	611	Contrats de prestations de services	RB	F	250,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	250,00
	314	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	250,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	250,00

	314	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	70,00	0,00	0,00	70,00	0,00	0,00	70,00
	314	6156	Maintenance	RB	F	800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
	314	6161	MULTIRISQUES	BMG	F	600,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	600,00
	314	6188	Autres frais divers	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	183,72
	314	65821	Déficit des budgets annexes à caractère administratif	BB	F	63 141,00	0,00	0,00	63 141,00	0,00	0,00	63 141,00
	315	605	Achats de matériel, équipements et travaux	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	60611	Eau et assainissement	RB	F	700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
	315	60612	Energie - Electricité	RB	F	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00
	315	60621	Combustibles	RB	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	315	60623	Alimentation	BH	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	315	60632	Fournitures de petit équipement	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	6064	Fournitures administratives	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	611	Contrats de prestations de services	BH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	1 051,56
	315	611	Contrats de prestations de services	RB	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	1 051,56
	315	6135	Locations mobilières	BH	F	340,00	0,00	0,00	340,00	0,00	0,00	340,00
	315	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 027,00
	315	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	280,00	0,00	0,00	280,00	0,00	0,00	224,00
	315	61558.3	ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE	BH	F	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
	315	6156	Maintenance	BH	F	6 800,00	0,00	0,00	6 800,00	0,00	0,00	6 800,00
	315	6156	Maintenance	RB	F	6 800,00	0,00	0,00	6 800,00	0,00	0,00	6 800,00
	315	6182	Documentation générale et technique	BH	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	315	6188	Autres frais divers	BH	F	1 660,00	0,00	0,00	1 660,00	0,00	0,00	1 660,00
	315	6188.106	AUTRES FRAIS DIVERS -EXPO CLIMATOLOGIE ITINERANTE 2008	BH	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	315	6188.107	AUTRES FRAIS DIVERS - PUBLICATIONS OUVRAGES D'ART	BH	F	22 000,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	22 000,00
	315	6234	Réceptions	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	6241	Transports de biens	BH	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	32	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	360 000,00	0,00	0,00	360 000,00	0,00	0,00	337 140,00
	32	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	360 000,00	0,00	0,00	360 000,00	0,00	0,00	337 140,00
	32	6574.14	AIDE AUX COMITES SPORTIFS	BD	F	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	93 360,00
	32	6574.18	EQUIPES SPORTIVES EVOLUANT AU NIVEAU NATIONAL	BD	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	32	6574.20	Politique de formation des jeunes sportifs	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	6574.45	SUBVENTIONS MANIFESTATIONS SPORTIVES	BD	F	115 000,00	0,00	0,00	115 000,00	0,00	0,00	114 500,00
	33	6188	Autres frais divers	DAD	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	33	6236	Catalogues et imprimés et publications	DAD	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00

	33	627	Services bancaires et assimilés	DAD	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	33	6513	Bourses	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
	33	6568.20	Autres participations - Pass Jeunesse	DAD	F	151 000,00	0,00	0,00	151 000,00	0,00	0,00	141 000,00
	33	65734	Communes et structures intercommunales	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	47 900,00	0,00	0,00	47 900,00	0,00	0,00	47 900,00
	33	6574.15	Subvention politique départementale pour la jeunesse	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	6574.87	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - EDUCAT.ENVIRO	DAD	F	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00
933				**Somme :**		**3 523 866,00**	**0,00**	**0,00**	**3 523 866,00**	**0,00**	**5 000,00**	**3 528 866,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
934	40	60611	Eau et assainissement	RB	F	1 537,00	0,00	0,00	1 537,00	0,00	0,00	1 537,00
	40	60612	Energie - Electricité	RB	F	17 938,00	0,00	0,00	17 938,00	0,00	0,00	17 938,00
	40	60621	Combustibles	RB	F	42 500,00	0,00	0,00	42 500,00	0,00	0,00	42 500,00
	40	611	Contrats de prestations de services	RB	F	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	2 500,00
	40	61522	BATIMENTS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	3 800,00	0,00	0,00	3 800,00	0,00	0,00	4 425,00
	40	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	375,00
	40	6156	Maintenance	RB	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 500,00
	40	6188	Autres frais divers	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	60632	Fournitures de petit équipement	BLPMI	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	41	60661	Médicaments	BLPMI	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	41	611	Contrats de prestations de services	BLPMI	F	4 900,00	0,00	0,00	4 900,00	0,00	0,00	4 900,00
	41	6184	Versements à des organismes de formation	BLPMI	F	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00
	41	6184.2	Formation assistantes maternelles	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	6188	Autres frais divers	BLPMI	F	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
	41	62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	BLPMI	F	5 500,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	5 500,00
	41	64128	Autres indemnités	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	65734.17	Subvention gestionnaires centres loisirs-garderies enfants	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	65734.29	Subvention fonctionnement structures accueil petite enfance	BLPMI	F	27 948,00	0,00	0,00	27 948,00	0,00	0,00	27 948,00
	41	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	BLPMI	F	72 000,00	0,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00	72 000,00
	41	65738	Organismes publics divers	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	6574.17	Subvention gestionnaires centres loisirs-garderies enfants	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	6574.29	Subvention fonctionnement structures accueil petite enfance	BLPMI	F	59 918,00	0,00	0,00	59 918,00	0,00	0,00	59 918,00
	41	6574.30	Subvention CAMSP	BLPMI	F	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00
	41	6574.32	SUBVENTION ASSOCIATION ALAMA	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	41	6574.69	SUBV.FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ...	BLPMI	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	41	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	42	60662	Vaccins et sérums	BLPMI	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
934				**Somme :**		**368 241,00**	**0,00**	**0,00**	**368 241,00**	**0,00**	**0,00**	**368 241,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
935	50	60611	Eau et assainissement	RB	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	50	60612	Energie - Electricité	RB	F	2 560,00	0,00	0,00	2 560,00	0,00	0,00	2 560,00
	50	60621	Combustibles	RB	F	8 200,00	0,00	0,00	8 200,00	0,00	0,00	8 200,00
	50	60623	Alimentation	BL	F	300,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	70,00
	50	611	Contrats de prestations de services	RB	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 075,00
	50	61522	BATIMENTS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
	50	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	200,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	50	6156	Maintenance	RB	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	2 925,00
	50	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	23 000,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	-8 500,00	16 313,59
	50	6188	Autres frais divers	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	6 200,00	11 200,00
	50	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BL	F	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00
	50	6227	Frais d'actes et de contentieux	BL	F	800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	1 150,00
	50	6231	Annonces et insertions	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	20 000,00	100 000,00
	50	6331	Versement de transport	BFH	F	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	200,00	8 200,00
	50	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	50	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	30 500,00	0,00	0,00	30 500,00	0,00	0,00	30 500,00
	50	64111	Rémunération principale	BFH	F	2 390 000,00	0,00	0,00	2 390 000,00	0,00	105 000,00	2 488 014,00
	50	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	42 000,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	42 000,00
	50	64113	NBI	BFH	F	32 000,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	0,00	32 000,00
	50	64118	Autres indemnités	BFH	F	435 000,00	0,00	0,00	435 000,00	0,00	8 200,00	443 200,00
	50	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	800,00	7 800,00
	50	64131	Rémunérations	BFH	F	600 000,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	-60 000,00	540 000,00
	50	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	580 000,00	0,00	0,00	580 000,00	0,00	-55 400,00	524 600,00
	50	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	820 000,00	0,00	0,00	820 000,00	0,00	0,00	820 000,00
	50	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	37 000,00	0,00	0,00	37 000,00	0,00	0,00	37 000,00
	50	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	50	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
	50	6488	Autres charges	BFH	F	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00

	50	651128	AUTRES	BB	F	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00
	50	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	9 645,00	0,00	0,00	9 645,00	0,00	0,00	12 645,00
	50	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BL	F	9 645,00	0,00	0,00	9 645,00	0,00	0,00	12 645,00
	50	6574.91	Subv fonctionnement aux personnes, aux association APSD	BB	F	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00
	50	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	60631	Fournitures d'entretien	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22,00
	51	60632	Fournitures de petit équipement	BLASE	F	300,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	278,00
	51	60636	Habillement et vêtements de travail	BLASE	F	200,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	51	60661	Médicaments	BLASE	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 600,00
	51	6067	Fournitures scolaires	BLASE	F	200,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	51	611	Contrats de prestations de services	BLASE	F	2 422,00	0,00	0,00	2 422,00	0,00	0,00	2 422,00
	51	611.3	FRAIS T.I.S.F.	BLASE	F	221 642,00	0,00	0,00	221 642,00	0,00	0,00	221 642,00
	51	611.5	SERVICE DE MEDIATION FAMILIALE	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	66 000,00	0,00	0,00	66 000,00	0,00	-800,00	102 200,00
	51	6184	Versements à des organismes de formation	BLASE	F	66 000,00	0,00	0,00	66 000,00	0,00	0,00	103 000,00
	51	62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	BLASE	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	51	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	BLASE	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	51	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	80 100,00	0,00	0,00	80 100,00	0,00	50 000,00	130 100,00
	51	6251	Voyages, déplacements et missions	BLASE	F	80 100,00	0,00	0,00	80 100,00	0,00	0,00	80 100,00
	51	6331	Versement de transport	BFH	F	200,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	250,00
	51	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00
	51	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	9 100,00	0,00	0,00	9 100,00	0,00	0,00	9 100,00
	51	64121	Rémunération principale	BFH	F	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	-72 000,00	928 000,00
	51	64123	Indemnités d'attente	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	51	64126	Indemnités de licenciement	BFH	F	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	-10 000,00	6 000,00
	51	64128	Autres indemnités	BFH	F	270 000,00	0,00	0,00	270 000,00	0,00	30 000,00	300 000,00
	51	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	262 000,00	0,00	0,00	262 000,00	0,00	1 000,00	263 000,00
	51	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	1 000,00	41 000,00
	51	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	51 000,00	0,00	0,00	51 000,00	0,00	0,00	51 000,00
	51	65111	Famille et enfance	BLASE	F	115 000,00	0,00	0,00	115 000,00	0,00	0,00	115 000,00
	51	65111.7	ALLOCATIONS HABILLEMENT ET ARGENT DE POCHE	BLASE	F	52 000,00	0,00	0,00	52 000,00	0,00	0,00	52 000,00
	51	6512	Secours d'urgence	BLASE	F	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00
	51	6513.1	BOURSES- ETUDES PROFESSIONNELS SANTE	BLASE	F	16 500,00	0,00	0,00	16 500,00	0,00	0,00	16 500,00
	51	6518	Autres (primes, dots¿)	BLASE	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	51	6518.1	AUTRES FRAIS ACTIONS EDUCATIVES	BLASE	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	51	6518.2	AUTRES FRAIS ENFANTS	BLASE	F	700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	1 900,00
	51	6522	Accueil familial	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	6523	Frais d'hospitalisation	BLASE	F	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	5 557,90

	51	652411	Foyers de l'enfance, centres et hôtels maternels	BLASE	F	115 000,00	0,00	0,00	115 000,00	0,00	0,00	155 000,00
	51	652412	Maisons d'enfants à caractère social	BLASE	F	1 900 000,00	0,00	0,00	1 900 000,00	0,00	0,00	1 818 926,70
	51	652412.1	Maisons d'enfants à caractère social - Pouponnière	BLASE	F	535 437,00	0,00	0,00	535 437,00	0,00	0,00	575 016,00
	51	652412.2	Maisons d'enfants à caractère social - Accueil d'urgence	BLASE	F	127 122,00	0,00	0,00	127 122,00	0,00	0,00	127 144,10
	51	652412.3	Maisons d'enfants à caractère social - Visites médiatisées	BLASE	F	61 709,00	0,00	0,00	61 709,00	0,00	0,00	63 203,30
	51	652412.4	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - MIE	BLASE	F	800 000,00	0,00	0,00	800 000,00	0,00	0,00	770 000,00
	51	652413	Lieux de vie et d'accueil	BLASE	F	830 000,00	0,00	0,00	830 000,00	0,00	0,00	830 000,00
	51	652415	Etablissements scolaires	BLASE	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	51	652416	Services d'aide éducative en milieu ouvert et à domicile	BLASE	F	600 000,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	600 000,00
	51	652418.1	MNA HEBERGEMENT	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
	51	652418.2	MNA DIVERS	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
	51	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	65734.16	Subvention actions de prévention délinquance	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BL	F	93 272,00	0,00	0,00	93 272,00	0,00	0,00	93 272,00
	51	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLASE	F	93 272,00	0,00	0,00	93 272,00	0,00	0,00	93 272,00
	52	611	Contrats de prestations de services	BL	F	9 100,00	0,00	0,00	9 100,00	0,00	0,00	9 099,33
	52	6183.1	FRAIS DE FORMATION FAMILLE ACCUEIL (PERSONNEL EXTERIEUR COLL	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	800,00	2 600,00
	52	6331	Versement de transport	BFH	F	1 600,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	1 600,00
	52	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	52	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	3 800,00	0,00	0,00	3 800,00	0,00	0,00	3 800,00
	52	64111	Rémunération principale	BFH	F	360 000,00	0,00	0,00	360 000,00	0,00	0,00	360 000,00
	52	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	2 600,00	0,00	0,00	2 600,00	0,00	0,00	2 600,00
	52	64113	NBI	BFH	F	5 200,00	0,00	0,00	5 200,00	0,00	0,00	5 200,00
	52	64118	Autres indemnités	BFH	F	73 000,00	0,00	0,00	73 000,00	0,00	0,00	73 000,00
	52	64131	Rémunérations	BFH	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	26 720,00
	52	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	-200,00	69 800,00
	52	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	116 500,00	0,00	0,00	116 500,00	0,00	0,00	116 500,00
	52	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 716,00
	52	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	52	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	150,00	0,00	0,00	150,00	0,00	200,00	350,00
	52	6488	Autres charges	BFH	F	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00
	52	6511211	PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - PLUS DE 20 ANS	BL	F	2 265 000,00	0,00	0,00	2 265 000,00	0,00	0,00	2 265 000,00
	52	6511211.1	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - + 20 ANS - PRESTATAIRE	BL	F	1 080 000,00	0,00	0,00	1 080 000,00	0,00	0,00	1 074 700,00

	52	6511211.2	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - + 20 ANS - MANDATAIRE	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6511212	PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - MOINS DE 20 ANS	BL	F	255 000,00	0,00	0,00	255 000,00	0,00	0,00	255 000,00
	52	6511212.1	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - - 20 ANS - PRESTATAIRE	BL	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	20 300,00
	52	6511212.2	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - - 20 ANS - MANDATAIRE	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	651122	ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE	BL	F	697 000,00	0,00	0,00	697 000,00	0,00	0,00	697 000,00
	52	65242	Frais séjour établiss.et services pour adultes handicapés	BL	F	8 921 650,00	0,00	0,00	8 921 650,00	0,00	0,00	8 921 650,00
	52	65242.1	Fr.séjour établis.services adulte handicap - Accueil de jour	BL	F	98 400,00	0,00	0,00	98 400,00	0,00	0,00	98 400,00
	52	65242.2	Fr.séjour établis.services adulte handicap - PH en EHPAD	BL	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	52	65242.3	Fr.séjour établis.services adulte handicap - Famille accueil	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	65242.4	FR.SEJOUR ETABLIS.SERVICES ADULTES HANDICAP-PHV EHPAD	BL	F	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00
	52	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6568	Autres participations	BL	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	52	6568.11	AUTRES PARTICIPATIONS - SAVS	BL	F	143 895,00	0,00	0,00	143 895,00	0,00	0,00	143 895,20
	52	6568.12	AUTRES PARTICIPATIONS - SAMSAH	BL	F	273 629,00	0,00	0,00	273 629,00	0,00	0,00	273 629,47
	52	6568.13	AUTRES PARTICIPATIONS - GROUPE ENTRAIDE MUTUELLE	BL	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	52	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BL	F	5 350,00	0,00	0,00	5 350,00	0,00	0,00	5 350,00
	52	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	14 500,00
	52	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	14 500,00
	53	60622	Carburants	BLMAIA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6068	Autres matières et fournitures	BLMAIA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	611	Contrats de prestations de services	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	611	Contrats de prestations de services	BLMAIA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6135	Locations mobilières	BLMAIA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6161	MULTIRISQUES	BLMAIA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6188	Autres frais divers	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6227	Frais d'actes et de contentieux	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6234	Réceptions	BLMAIA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	62878	REMBOURSEMENT DES FRAIS A DES TIERS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	62878.1	REMBOURSEMENT DE FRAIS A DES TIERS - CLIC	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	65243.1	Frais séjour établissements personnes âgées - hébergement	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6525	Frais d'inhumation	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	53	65737.3	SUBV. ACCOMPAGNEMENT P.A. EN ETBS - NTIC	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	65738	Organismes publics divers	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6574.4	SUBV. ACCOMPAGNEMENT P.A. EN ETS - NTIC	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6748	AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	531	6188	Autres frais divers	BL	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	14 500,00
	532	6188	Autres frais divers	BL	F	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	149 900,00
	532	62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	BL	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 400,00
	532	62878.1	REMBOURSEMENT DE FRAIS A DES TIERS - CLIC	BL	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	4 600,00
	538	60622	Carburants	BLMAIA	F	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
	538	6068	Autres matières et fournitures	BLMAIA	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	538	611	Contrats de prestations de services	BL	F	66 900,00	0,00	0,00	66 900,00	0,00	0,00	66 900,00
	538	611	Contrats de prestations de services	BLMAIA	F	66 900,00	0,00	0,00	66 900,00	0,00	0,00	66 900,00
	538	6132	Locations immobilières	BLMAIA	F	125,00	0,00	0,00	125,00	0,00	0,00	125,00
	538	6135	Locations mobilières	BLMAIA	F	29 875,00	0,00	0,00	29 875,00	0,00	0,00	29 875,00
	538	6161	MULTIRISQUES	BLMAIA	F	2 200,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	2 200,00
	538	6188	Autres frais divers	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
	538	6227	Frais d'actes et de contentieux	BL	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	538	6234	Réceptions	BLMAIA	F	400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	400,00
	538	62878	REMBOURSEMENT DES FRAIS A DES TIERS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	65243.1	Frais séjour établissements personnes âgées - hébergement	BL	F	3 018 170,00	0,00	0,00	3 018 170,00	0,00	0,00	3 018 170,00
	538	6525	Frais d'inhumation	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	37 900,00	0,00	0,00	37 900,00	0,00	0,00	37 900,00
	538	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BL	F	37 900,00	0,00	0,00	37 900,00	0,00	0,00	37 900,00
	538	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
	538	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
	541	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	53 000,00	0,00	0,00	53 000,00	0,00	0,00	50 500,00
	550	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	550	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	551	651141.1	APA A DOMICILE VERSEE SERVICE D'AIDE DOMICILE - PRESTATAIRE	BL	F	4 155 000,00	0,00	0,00	4 155 000,00	0,00	0,00	4 155 000,00
	551	651141.2	APA A DOMICILE VERSEE SERVICE D'AIDE DOMICILE - MANDATAIRE	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	551	651142	APA à domicile versée au bénéficiaire	BL	F	510 000,00	0,00	0,00	510 000,00	0,00	0,00	510 000,00
	551	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	300,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00
	553	651144.1	APA versée à l'établissement - Dotation globale	BL	F	4 898 285,00	0,00	0,00	4 898 285,00	0,00	0,00	4 898 285,00
	553	651144.2	APA versée à l'établissement - Hors département	BL	F	360 000,00	0,00	0,00	360 000,00	0,00	0,00	360 000,00
	561	611	Contrats de prestations de services	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	561	611.6	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BLRSA	F	257 446,00	0,00	0,00	257 446,00	0,00	0,00	257 446,00
	561	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	124 360,00	0,00	0,00	124 360,00	0,00	0,00	124 360,00
	562	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00
	563	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	15 800,00	0,00	0,00	15 800,00	0,00	0,00	15 800,00
	564	6188	Autres frais divers	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	564	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	564	6512	Secours d'urgence	BLRSA	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	564	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	670 600,00	0,00	0,00	670 600,00	0,00	0,00	670 600,00
	565	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	65171	RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BLRSA	F	6 129 854,00	0,00	0,00	6 129 854,00	0,00	0,00	6 129 854,00
	567	65172	RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES MAJOREES	BLRSA	F	760 146,00	0,00	0,00	760 146,00	0,00	0,00	760 146,00
	567	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	6542	Créances éteintes	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	65661	CONTRATS D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI	BLRSA	F	156 400,00	0,00	0,00	156 400,00	0,00	0,00	156 400,00
	567	65662	CONTRATS D'INITIATIVE-EMPLOI	BLRSA	F	3 600,00	0,00	0,00	3 600,00	0,00	0,00	3 600,00
	567	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BLRSA	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	568	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	568	6542	Créances éteintes	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	611	Contrats de prestations de services	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	58	6233	Foires et expositions	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6245.1	Frais de transport - Personnes défavorisées	BL	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	58	6512	Secours d'urgence	BL	F	21 000,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	21 000,00
	58	6512.4	SECOURS ACTIONS CULTURELLES ET SPORTIVES	BL	F	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00
	58	6513	Bourses	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6518	Autres (primes, dots¿)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6556	Contributions à des fonds	BL	F	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
	58	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	58	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6574.68	SUBVENTIONS COMMISSION ACTION SOCIALE	BL	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
935				**Somme :**		**49 256 244,00**	**0,00**	**0,00**	**49 256 244,00**	**38 813,59**	**16 500,00**	**49 350 371,18**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
936	60	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6232	Fêtes et cérémonies	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6331	Versement de transport	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	64111	Rémunération principale	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	64118	Autres indemnités	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	64131	Rémunérations	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6488	Autres charges	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	60632	Fournitures de petit équipement	BS1	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	61	60632	Fournitures de petit équipement	BS2	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	61	60636	Habillement et vêtements de travail	BS1	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	61	60636	Habillement et vêtements de travail	BS2	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	61	6132	Locations immobilières	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	614	Charges locatives et de copropriété	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	61558	Autres biens mobiliers	BS1	F	600,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	600,00
	61	61558	Autres biens mobiliers	BS2	F	600,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	600,00
	61	6182	Documentation générale et technique	BS1	F	400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	400,00
	61	6182	Documentation générale et technique	BS2	F	400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	400,00
	61	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	15 000,00	19 500,00
	61	6188.105	AUTRES FRAIS DIVERS - SUIVI RIVIERE INDICE PISCICOLE	BS	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00

	61	6188.105	AUTRES FRAIS DIVERS - SUIVI RIVIERE INDICE PISCICOLE	DID	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	61	6188.80	AUTRES FRAIS DIVERS - ANALYSES SUIVI RIVIERES	BS	F	9 500,00	0,00	0,00	9 500,00	0,00	0,00	9 500,00
	61	6188.80	AUTRES FRAIS DIVERS - ANALYSES SUIVI RIVIERES	DID	F	9 500,00	0,00	0,00	9 500,00	0,00	0,00	9 500,00
	61	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BS1	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	61	6228.3	FRAIS ANALYSES LDA - SUIVI RIVIERES	BS	F	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	61	6228.3	FRAIS ANALYSES LDA - SUIVI RIVIERES	DID	F	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	61	6231	Annonces et insertions	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
	61	6251	Voyages, déplacements et missions	BS1	F	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
	61	6251	Voyages, déplacements et missions	BS2	F	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
	61	6331	Versement de transport	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	61	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	1 100,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00	100,00	1 200,00
	61	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	2 200,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	2 200,00
	61	64111	Rémunération principale	BFH	F	210 000,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	-1 000,00	209 000,00
	61	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	2 700,00	0,00	0,00	2 700,00	0,00	300,00	3 000,00
	61	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	64118	Autres indemnités	BFH	F	52 000,00	0,00	0,00	52 000,00	0,00	0,00	52 000,00
	61	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	64131	Rémunérations	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 900,00	19 205,01
	61	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	17 800,00	0,00	0,00	17 800,00	0,00	0,00	4 494,99
	61	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	-1 000,00	34 000,00
	61	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	66 000,00	0,00	0,00	66 000,00	0,00	0,00	66 000,00
	61	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 300,00	0,00	0,00	1 300,00	0,00	0,00	1 300,00
	61	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	61	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	200,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	61	6488	Autres charges	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	61	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BS	F	52 075,00	0,00	0,00	52 075,00	0,00	0,00	52 085,00
	61	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DAD	F	52 075,00	0,00	0,00	52 075,00	0,00	0,00	52 085,00
	61	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DID	F	52 075,00	0,00	0,00	52 075,00	0,00	0,00	52 085,00
	61	65733	Départements	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	65734	Communes et structures intercommunales	DID	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	29 990,00
	61	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	DID	F	6 600,00	0,00	0,00	6 600,00	0,00	0,00	6 600,00
	61	65735.55	SUBVENTIONS GESTION INTEGREE COURS D'EAU	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	65735.55	SUBVENTIONS GESTION INTEGREE COURS D'EAU	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	61	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BS1	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	60611	Eau et assainissement	RB	F	9 200,00	0,00	0,00	9 200,00	0,00	0,00	9 200,00
	621	60612	Energie - Electricité	RB	F	76 500,00	0,00	0,00	76 500,00	0,00	0,00	66 500,00
	621	60621	Combustibles	RB	F	57 426,00	0,00	0,00	57 426,00	0,00	0,00	67 426,00
	621	60622	Carburants	R	F	650 000,00	0,00	0,00	650 000,00	0,00	90 000,00	834 450,00
	621	60628	Autres fournitures non stockées	R	F	600 000,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	535 000,00
	621	60632	Fournitures de petit équipement	BMG	F	32 945,00	0,00	0,00	32 945,00	0,00	0,00	32 945,00
	621	60632	Fournitures de petit équipement	RB	F	32 945,00	0,00	0,00	32 945,00	0,00	0,00	32 945,00
	621	60633	Fournitures de voirie	R	F	395 324,40	0,00	0,00	395 324,40	0,00	80 000,00	792 000,00
	621	611	Contrats de prestations de services	R	F	8 850,00	0,00	0,00	8 850,00	0,00	0,00	7 850,00
	621	611	Contrats de prestations de services	RB	F	8 850,00	0,00	0,00	8 850,00	0,00	0,00	7 850,00
	621	6132	Locations immobilières	DID	F	43 000,00	0,00	0,00	43 000,00	0,00	0,00	43 000,00
	621	6135	Locations mobilières	R	F	284 600,00	0,00	0,00	284 600,00	0,00	0,00	347 500,00
	621	6135	Locations mobilières	RB	F	284 600,00	0,00	0,00	284 600,00	0,00	0,00	347 500,00
	621	614	Charges locatives et de copropriété	DID	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	621	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	9 690,00	0,00	0,00	9 690,00	0,00	0,00	9 690,00
	621	615231	VOIRIES	R	F	483 175,60	0,00	0,00	483 175,60	0,00	0,00	35 000,00
	621	615232	RESEAUX	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	61551	Matériel roulant	R	F	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	0,00	216 000,00
	621	61558	Autres biens mobiliers	R	F	7 272,00	0,00	0,00	7 272,00	0,00	0,00	6 272,00
	621	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	7 272,00	0,00	0,00	7 272,00	0,00	0,00	6 272,00
	621	6156	Maintenance	RB	F	38 475,00	0,00	0,00	38 475,00	0,00	0,00	38 475,00
	621	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	621	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	63 000,00	0,00	0,00	63 000,00	0,00	0,00	63 000,00
	621	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	R	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 500,00
	621	6248	Divers	R	F	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	621	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	53 000,00	0,00	0,00	53 000,00	0,00	0,00	53 000,00
	621	6331	Versement de transport	BFH	F	7 700,00	0,00	0,00	7 700,00	0,00	0,00	7 700,00
	621	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	29 000,00	0,00	0,00	29 000,00	0,00	0,00	29 000,00
	621	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
	621	63513	Autres impôts locaux	DID	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	621	6353	Impôts indirects	R	F	17 000,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	16 000,00
	621	6355	Taxes et impôts sur les véhicules	R	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	1 800,00
	621	64111	Rémunération principale	BFH	F	5 400 000,00	0,00	0,00	5 400 000,00	0,00	0,00	5 400 000,00
	621	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	82 000,00	0,00	0,00	82 000,00	0,00	0,00	82 000,00
	621	64113	NBI	BFH	F	29 000,00	0,00	0,00	29 000,00	0,00	0,00	29 000,00
	621	64118	Autres indemnités	BFH	F	880 000,00	0,00	0,00	880 000,00	0,00	18 000,00	898 000,00
	621	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	450 000,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	25 000,00	475 000,00
	621	64131	Rémunérations	BFH	F	272 000,00	0,00	0,00	272 000,00	0,00	0,00	272 000,00

	621	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	36 000,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00	-22 000,00	14 000,00
	621	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	990 000,00	0,00	0,00	990 000,00	0,00	-21 000,00	969 000,00
	621	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	1 770 000,00	0,00	0,00	1 770 000,00	0,00	0,00	1 770 000,00
	621	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	621	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	621	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	621	6488	Autres charges	BFH	F	148 000,00	0,00	0,00	148 000,00	0,00	0,00	148 000,00
	621	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
	621	678	Autres charges exceptionnelles	R	F	15 400,00	0,00	0,00	15 400,00	0,00	0,00	36 450,00
	621	678	Autres charges exceptionnelles	RB	F	15 400,00	0,00	0,00	15 400,00	0,00	0,00	36 450,00
	622	60633	Fournitures de voirie	R	F	207 287,00	0,00	0,00	207 287,00	0,00	220 000,00	729 300,00
	622	611	Contrats de prestations de services	R	F	8 500,00	0,00	0,00	8 500,00	0,00	0,00	17 000,00
	622	615231	VOIRIES	R	F	222 713,00	0,00	0,00	222 713,00	0,00	0,00	0,00
	622	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	628	6231	Annonces et insertions	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	628	6331	Versement de transport	BFH	F	800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
	628	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	900,00	0,00	0,00	900,00	0,00	0,00	900,00
	628	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00
	628	64111	Rémunération principale	BFH	F	170 500,00	0,00	0,00	170 500,00	0,00	2 000,00	172 070,00
	628	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	628	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	64118	Autres indemnités	BFH	F	57 500,00	0,00	0,00	57 500,00	0,00	-2 000,00	55 500,00
	628	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	600,00	0,00	0,00	600,00	0,00	2 000,00	3 030,00
	628	64131	Rémunérations	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	28 800,00	0,00	0,00	28 800,00	0,00	-2 100,00	26 700,00
	628	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00
	628	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	628	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	628	6488	Autres charges	BFH	F	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	100,00	3 600,00
	628	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BN	F	130 500,00	0,00	0,00	130 500,00	0,00	0,00	129 750,00
	68	6281	Concours divers (cotisations)	BN	F	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	3 250,00
	68	6514	Cotisations, adhésions et autres prestations (pour le compte	DID	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	68	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BN	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	120 000,00	170 000,00
	68	65732	Régions	BN	F	140 000,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	140 000,00

	68	6745	Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	BN	F	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
936				**Somme :**		**15 095 733,00**	**0,00**	**0,00**	**15 095 733,00**	**0,00**	**529 300,00**	**15 625 033,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
937	70	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	70	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6231	Annonces et insertions	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6233	Foires et expositions	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6236	Catalogues et imprimés et publications	BS	F	7 200,00	0,00	0,00	7 200,00	0,00	0,00	7 200,00
	70	6236	Catalogues et imprimés et publications	DID	F	7 200,00	0,00	0,00	7 200,00	0,00	0,00	7 200,00
	70	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	70	6331	Versement de transport	BFH	F	250,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	250,00
	70	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	400,00
	70	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
	70	64111	Rémunération principale	BFH	F	64 000,00	0,00	0,00	64 000,00	0,00	-10 100,00	53 900,00
	70	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	100,00	1 300,00
	70	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	64118	Autres indemnités	BFH	F	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	-5 000,00	30 000,00
	70	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	70	64131	Rémunérations	BFH	F	16 100,00	0,00	0,00	16 100,00	0,00	0,00	16 100,00
	70	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00
	70	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	21 000,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	21 000,00
	70	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 100,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00	0,00	1 100,00
	70	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	70	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	70	6488	Autres charges	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	70	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	65731	ETAT	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	19 000,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	19 000,00
	71	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	71	6574.70	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - CAUE	BB	F	86 400,00	0,00	0,00	86 400,00	0,00	0,00	86 400,00
	72	6188	Autres frais divers	BC	F	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00
	72	6188	Autres frais divers	DID	F	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00
	72	6188.69	AUTRES FRAIS DIVERS - OPAH	BC	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	72	6188.69	AUTRES FRAIS DIVERS - OPAH	DID	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00

	72	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BC	F	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00
	72	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DID	F	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00
	731	60632	Fournitures de petit équipement	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6231	Annonces et insertions	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6233	Foires et expositions	DID	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	731	6234	Réceptions	DID	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	731	65541	Compensation versée à la région dans le cadre loi NOTRe	BB	F	15 341,00	0,00	0,00	15 341,00	0,00	0,00	15 341,00
	731	65734	Communes et structures intercommunales	BS	F	12 800,00	0,00	0,00	12 800,00	0,00	0,00	12 800,00
	731	65734	Communes et structures intercommunales	DID	F	12 800,00	0,00	0,00	12 800,00	0,00	0,00	12 800,00
	731	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	611	Contrats de prestations de services	BS	F	4 490,00	0,00	0,00	4 490,00	0,00	0,00	4 490,00
	738	611	Contrats de prestations de services	DID	F	4 490,00	0,00	0,00	4 490,00	0,00	0,00	4 490,00
	738	617	Etudes et recherches	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	617	Etudes et recherches	BS3	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 766,00	4 766,00
	738	6188.301	AUTRES FRAIS DIVERS - APN	BS3	F	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00
	738	65541	Compensation versée à la région dans le cadre loi NOTRe	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BS	F	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00
	738	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DAD	F	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00
	738	6568	Autres participations	BS	F	327,00	0,00	0,00	327,00	0,00	0,00	327,00
	738	6568	Autres participations	DID	F	327,00	0,00	0,00	327,00	0,00	0,00	327,00
	738	6568.10	AUTRES PARTICIPATIONS - PLATE FORME DEVELOPPEMENT DURABLE	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	65734.300	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - ENS	BS3	F	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
	738	65734.301	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - APN	BS3	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	738	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	DID	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	738	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DID	F	8 775,00	0,00	0,00	8 775,00	0,00	0,00	8 775,00
	738	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6574.300	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - ENS	BS3	F	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00
	738	6574.301	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES - APN	BS3	F	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00

	738	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6574.65	SUBVENTIONS DIVERSES ENVIRONNEMENT (PRIVES)	BS	F	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
	738	6574.65	SUBVENTIONS DIVERSES ENVIRONNEMENT (PRIVES)	DID	F	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
	738	6574.72	SIG LR fonctionnement	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6574.76	Subv. fonct. A.L.E.	BS	F	108 000,00	0,00	0,00	108 000,00	0,00	0,00	108 000,00
	738	6574.76	Subv. fonct. A.L.E.	DID	F	108 000,00	0,00	0,00	108 000,00	0,00	0,00	108 000,00
	738	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
	74	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937				**Somme :**		**771 083,00**	**0,00**	**0,00**	**771 083,00**	**0,00**	**-10 234,00**	**760 849,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
938	80	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	300,00	1 300,00
	80	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
	80	6331	Versement de transport	BFH	F	150,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	150,00
	80	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	200,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	80	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	250,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	250,00
	80	64111	Rémunération principale	BFH	F	5 724,00	0,00	0,00	5 724,00	0,00	0,00	0,00
	80	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	64118	Autres indemnités	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	64131	Rémunérations	BFH	F	17 576,00	0,00	0,00	17 576,00	0,00	5 000,00	28 200,00
	80	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	7 800,00
	80	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	1 300,00	0,00	0,00	1 300,00	0,00	0,00	1 300,00
	80	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 300,00	0,00	0,00	1 300,00	0,00	0,00	1 600,00
	80	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	80	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	80	6488	Autres charges	BFH	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	81	6188	Autres frais divers	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	RT	F	5 906 500,00	0,00	0,00	5 906 500,00	0,00	0,00	5 890 500,00
	81	6245.2	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES HANDICAPEES	RT	F	455 740,00	0,00	0,00	455 740,00	0,00	0,00	442 115,00
	81	6245.3	Transport de personnes extérieures à la collectivité	RT	F	89 000,00	0,00	0,00	89 000,00	0,00	0,00	89 000,00
	81	6245.9	FRAIS DE TRANSPORTS SCOLAIRES - LIGNES REGULIERES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	81	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	6542	Créances éteintes	BB	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	81	65541	Compensation versée à la région dans le cadre loi NOTRe	BB	F	3 165 657,00	0,00	0,00	3 165 657,00	0,00	0,00	3 165 657,19
	81	65733	Départements	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 625,00
	81	65734	Communes et structures intercommunales	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	65734.3	SUBV.CNES ET STRUCT.INTERCOM. - CNE MENDE - PART.TS - TUM	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	RT	F	1 260,00	0,00	0,00	1 260,00	0,00	0,00	1 260,00
	81	6574.12	Subvention Allocations journalières	RT	F	89 000,00	0,00	0,00	89 000,00	0,00	0,00	89 000,00
	81	6574.22	Subvention Allocations transports hebdomadaires	RT	F	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
	81	65888	AUTRES	BB	F	2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00
	81	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	114 200,00	0,00	0,00	114 200,00	0,00	0,00	130 199,81
	81	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	RT	F	114 200,00	0,00	0,00	114 200,00	0,00	0,00	130 199,81
	821	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	RT	F	173 000,00	0,00	0,00	173 000,00	0,00	0,00	173 000,00
	821	65734.1	SUBVENTIONS COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - TAD	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	65734.2	SUBV.CNES ET STRUCTURES INTERCOM. - CNE MENDE - NAVETTE	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	822	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	RT	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
938				**Somme :**		**10 105 259,00**	**0,00**	**0,00**	**10 105 259,00**	**0,00**	**5 300,00**	**10 110 559,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
939	90	60612	Energie - Electricité	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	60623	Alimentation	DAD	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	90	6132	Locations immobilières	BN	F	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00
	90	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	-2 000,00	3 000,00
	90	6188	Autres frais divers	BC	F	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00
	90	6188	Autres frais divers	DAD	F	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00
	90	6188.2	APPEL A PROJET 2018 ATTRACTIVITE	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	90	6233	Foires et expositions	DAD	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	90	6234	Réceptions	DAD	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	90	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	900,00	0,00	0,00	900,00	0,00	6 000,00	9 600,00
	90	6331	Versement de transport	BFH	F	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	200,00	2 700,00
	90	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	2 900,00	0,00	0,00	2 900,00	0,00	100,00	3 000,00
	90	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	8 900,00	0,00	0,00	8 900,00	0,00	0,00	8 900,00

	90	64111	Rémunération principale	BFH	F	462 000,00	0,00	0,00	462 000,00	0,00	52 000,00	511 300,00
	90	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	9 400,00	0,00	0,00	9 400,00	0,00	400,00	9 800,00
	90	64113	NBI	BFH	F	3 900,00	0,00	0,00	3 900,00	0,00	1 100,00	5 000,00
	90	64118	Autres indemnités	BFH	F	160 000,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	12 000,00	172 000,00
	90	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	2 200,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	2 200,00
	90	64131	Rémunérations	BFH	F	103 000,00	0,00	0,00	103 000,00	0,00	-200,00	102 800,00
	90	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	109 000,00	0,00	0,00	109 000,00	0,00	0,00	109 000,00
	90	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	153 000,00	0,00	0,00	153 000,00	0,00	10 000,00	163 000,00
	90	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	90	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	200,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	90	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	200,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00	400,00
	90	6488	Autres charges	BFH	F	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00
	90	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	65734	Communes et structures intercommunales	DAD	F	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00
	90	65734.90	SUBVENTION FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	BC	F	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
	90	65734.90	SUBVENTION FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DAD	F	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
	90	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DAD	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	90	65738	Organismes publics divers	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	90	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BC	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	90	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	90	6574.52	SUBVENTIONS DIVERSES AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6574.90	SUBVENTIONS FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	BC	F	101 000,00	0,00	0,00	101 000,00	0,00	0,00	101 000,00
	90	6574.90	SUBVENTIONS FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DAD	F	101 000,00	0,00	0,00	101 000,00	0,00	0,00	101 000,00
	90	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
	91	6188	Autres frais divers	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	6561.13	ORGANISMES DE REGROUPEMENT - SM PNR AUBRAC	DAD	F	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00
	91	6561.3	Participation Syndicat Mixte RN88	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	6561.3	Participation Syndicat Mixte RN88	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	65734.13	SUBV. CNES-CNTES : POLITIQUES TERRITORIALES PAYS	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BB	F	141 225,00	0,00	0,00	141 225,00	0,00	0,00	138 991,00

	91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BC	F	141 225,00	0,00	0,00	141 225,00	0,00	0,00	138 991,00
	91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DAD	F	141 225,00	0,00	0,00	141 225,00	0,00	0,00	138 991,00
	91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DID	F	141 225,00	0,00	0,00	141 225,00	0,00	-4 766,00	134 225,00
	91	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	132 500,00	0,00	0,00	132 500,00	0,00	0,00	132 500,00
	91	6574.43	SUBVENTIONS - POLITIQUES TERRITORIALES PAYS	BC	F	78 000,00	0,00	0,00	78 000,00	0,00	0,00	78 000,00
	91	6574.43	SUBVENTIONS - POLITIQUES TERRITORIALES PAYS	DAD	F	78 000,00	0,00	0,00	78 000,00	0,00	0,00	78 000,00
	91	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	65821	Déficit des budgets annexes à caractère administratif	BB	F	441 239,44	0,00	0,00	441 239,44	0,00	-9 000,00	432 239,44
	921	65821	Déficit des budgets annexes à caractère administratif	BB	F	784 894,84	0,00	0,00	784 894,84	0,00	28 447,00	813 341,84
	928	611	Contrats de prestations de services	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	611.1	Aide ménagère - Frais travailleuses familiales	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6188	Autres frais divers	BC	F	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00
	928	6188	Autres frais divers	BS	F	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00
	928	6188	Autres frais divers	DAD	F	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00
	928	62268.1	AUTRES HONORAIRES - CDAF	BS	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	928	62268.1	AUTRES HONORAIRES - CDAF	DAD	F	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	928	6281	Concours divers (cotisations)	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	65734	Communes et structures intercommunales	DAD	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	928	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BS	F	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00
	928	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DAD	F	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00
	928	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	158 000,00	0,00	0,00	158 000,00	0,00	0,00	158 000,00
	928	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BC	F	158 000,00	0,00	0,00	158 000,00	0,00	0,00	158 000,00
	928	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BS	F	158 000,00	0,00	0,00	158 000,00	0,00	0,00	158 000,00
	928	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	158 000,00	0,00	0,00	158 000,00	0,00	0,00	158 000,00
	928	6574.25	SUBV. - VALORISATION EMPLOI DANS AGRICULTURE	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6574.26	Subvention Fonds d'aide diversification agricole	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6574.27	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS - NTIC	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	928	6574.67	SUBV.ANIMATION MOBILISATION FONCIERE (PRIVES)	BS	F	17 000,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	17 000,00
	928	6574.67	SUBV.ANIMATION MOBILISATION FONCIERE (PRIVES)	DAD	F	17 000,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	17 000,00
	928	6574.71	Subvention Fonctio. Ass De Lozère	BS	F	140 000,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	140 000,00
	928	6574.71	Subvention Fonctio. Ass De Lozère	DAD	F	140 000,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	140 000,00
	928	6574.74	Subv. Agriculteurs - PDE	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6574.77	SUBVENTION BGS	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6574.83	SUBVENTIONS DIVERSES FORESTIERES	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6574.84	SUBVENTIONS FDCUMA	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6574.85	SUBVENTIONS ANIMATION SAFER	BS	F	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00
	928	6574.85	SUBVENTIONS ANIMATION SAFER	DAD	F	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00
	928	6574.86	SUBV.FONCT.AUX PERSONNES ASSOCIATIONS - SECHERESSE 2015	BS	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	928	6574.86	SUBV.FONCT.AUX PERSONNES ASSOCIATIONS - SECHERESSE 2015	DAD	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	-5 000,00	45 000,00
	928	6745	Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6745.1	SUBV. DE FONCTION. - INSTANCE FONCIERE DPTLE	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	678	Autres charges exceptionnelles	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6188	Autres frais divers	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6188.99	AUTRES FRAIS DIVERS - ACCUEIL PORTEURS PROJETS	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6574.54	SUBVENTIONS PROMOTION ECONOMIQUE	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6713	Dots et prix	BB	F	750,00	0,00	0,00	750,00	0,00	0,00	750,00
	94	6188	Autres frais divers	BC	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	94	6188	Autres frais divers	DAD	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	94	6188.111	AUTRES FRAIS DIVERS - ETUDE SCHEMA TOURISME	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	6227	Frais d'actes et de contentieux	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	6227	Frais d'actes et de contentieux	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	6233	Foires et expositions	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	6234	Réceptions	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DAD	F	3 600,00	0,00	0,00	3 600,00	0,00	0,00	3 600,00
	94	6568	Autres participations	DAD	F	100 500,00	0,00	0,00	100 500,00	0,00	0,00	101 561,91
	94	65734	Communes et structures intercommunales	BC	F	72 800,00	0,00	0,00	72 800,00	0,00	0,00	72 800,00
	94	65734	Communes et structures intercommunales	DAD	F	72 800,00	0,00	0,00	72 800,00	0,00	0,00	72 800,00
	94	65734.19	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - OTSI	DAD	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	61 175,00

	94	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	DAD	F	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
	94	65738	Organismes publics divers	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	65738	Organismes publics divers	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	1 351 000,00	0,00	0,00	1 351 000,00	0,00	0,00	1 351 000,00
	94	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BC	F	1 351 000,00	0,00	0,00	1 351 000,00	0,00	0,00	1 351 000,00
	94	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	1 351 000,00	0,00	0,00	1 351 000,00	0,00	0,00	1 351 000,00
	94	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	6574.73	Démarche qualité entreprise touristiques	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	6574.88	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - OTSI	DAD	F	95 000,00	0,00	0,00	95 000,00	0,00	0,00	74 997,09
	94	6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	6233	Foires et expositions	DAD	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	9 500,00
	95	6236	Catalogues et imprimés et publications	DAD	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	95	6513	Bourses	DAD	F	45 000,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	40 500,00
	95	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
939				**Somme :**		**5 373 109,28**	**0,00**	**0,00**	**5 373 109,28**	**0,00**	**89 481,00**	**5 462 590,28**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
940		73918	AUTRES REVERSEMENTS SUR IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		739262	PRELEVEMENTS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE EN FAVEUR DPTS	BB	F	298 505,00	0,00	0,00	298 505,00	0,00	0,00	298 505,00
940				**Somme :**		**298 505,00**	**0,00**	**0,00**	**298 505,00**	**0,00**	**0,00**	**298 505,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
943		627	Services bancaires et assimilés	BB	F	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00
		6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		66111	INTERETS REGLES A L'ECHEANCE	BB	F	1 033 222,72	0,00	0,00	1 033 222,72	0,00	0,00	1 033 222,72
		66112	INTERETS - RATTACHEMENTS DES ICNE	BB	F	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00
		6615	Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs	BB	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
		6616	Intérêts bancaires et sur opérations de financement (escompt	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		6618	Intérêts des autres dettes	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943				**Somme :**		**1 220 222,72**	**0,00**	**0,00**	**1 220 222,72**	**0,00**	**0,00**	**1 220 222,72**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
944		65861	Frais de personnel	BFH	F	83 000,00	0,00	0,00	83 000,00	0,00	0,00	83 000,00
944				**Somme :**		**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**83 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
945		6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonction	BB	F	150 432,00	0,00	0,00	150 432,00	0,00	0,00	150 432,00
		6817	Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circul	BB	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
945				**Somme :**		**155 432,00**	**0,00**	**0,00**	**155 432,00**	**0,00**	**0,00**	**155 432,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
946		673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		675	Valeurs comptables des immobilisations cédées		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en inve		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6811	Dotations aux amortissements IMMO.INCORPORELLES		F	20 092 885,76	0,00	0,00	20 092 885,76	0,00	362 688,60	20 455 574,36
946				**Somme :**		**20 092 885,76**	**0,00**	**0,00**	**20 092 885,76**	**0,00**	**362 688,60**	**20 455 574,36**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
952		022	Dépenses imprévues	BB	F	234 410,00	0,00	0,00	234 410,00	0,00	857 352,64	1 091 762,64
952				**Somme :**		**234 410,00**	**0,00**	**0,00**	**234 410,00**	**0,00**	**857 352,64**	**1 091 762,64**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
953		023	Virement à la section d'investissement		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
953				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

				Somme :		**125 965 131,76**	**0,00**	**0,00**	**125 965 131,76**	**41 013,59**	**1 728 372,24**	**127 734 517,59**
									Total :	**1 769 385,83**		

BUDGET PRINCIPAL DEPENSES INVESTISSEMENT

Investissement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
		001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 959 578,34	3 959 578,34
				Somme :		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 959 578,34**	**3 959 578,34**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
900	0202	165	Dépôts et cautionnements reçus	BB	I	1 700,00	0,00	0,00	1 700,00	0,00	0,00	1 700,00
	0202	165	Dépôts et cautionnements reçus	POLEN	I	1 700,00	0,00	0,00	1 700,00	0,00	0,00	1 700,00
	0202	2031	Frais d'études	RB	I	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	2 963,00	21 028,64	35 991,64
	0202	2031.4	Frais d'étude DSP Les Bouviers	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2031.5	Frais d'étude DSP Ste Lucie	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2033	Frais d'insertion	BMP	I	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	2 810,94	11 810,94
	0202	2033	Frais d'insertion	RB	I	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
	0202	2033.5	Frais d'insertion DSP Ste Lucie	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BC	I	581 702,99	0,00	0,00	581 702,99	9 585,60	0,00	591 288,59
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI	I	581 702,99	0,00	0,00	581 702,99	9 585,60	6 552,16	597 840,75
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	DID	I	581 702,99	0,00	0,00	581 702,99	9 585,60	0,00	591 288,59
	0202	205.11	Acquisition logiciels - SIG Divers domaines	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21311	Bâtiments administratifs	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21311	Bâtiments administratifs	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2157	Matériel et outillage technique	BFI	I	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	0202	2157	Matériel et outillage technique	BMG	I	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	0202	21838	Autre matériel informatique	BC	I	172 000,00	0,00	0,00	172 000,00	917,94	0,00	172 917,94
	0202	21838	Autre matériel informatique	BFI	I	172 000,00	0,00	0,00	172 000,00	917,94	4 609,70	177 527,64
	0202	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BC	I	78 063,00	0,00	0,00	78 063,00	0,00	0,00	66 063,00
	0202	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	78 063,00	0,00	0,00	78 063,00	0,00	0,00	66 063,00
	0202	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	78 063,00	0,00	0,00	78 063,00	0,00	834,75	66 897,75
	0202	2188	Autres	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	231312	Bâtiments scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	231351	Bâtiments publics	RB	I	626 297,68	0,00	0,00	626 297,68	3 262,07	-36 925,63	628 634,12
	0202	231351.4	Bâtiments publics DSP les bouviers	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	231351.5	Bâtiments publics DSP Ste Lucie	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2314	Constructions sur sol d'autrui	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	0202	23181	Installations générales, agencements et aménagements divers	RB	I	66 000,00	0,00	0,00	66 000,00	0,00	-30 000,00	12 000,00
	0202	27634	Communes et structures intercommunales	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900				**Somme :**		**1 556 763,67**	**0,00**	**0,00**	**1 556 763,67**	**16 728,61**	**-31 089,44**	**1 542 402,84**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
902	20	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	2033	Frais d'insertion	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	2317312	Bâtiments scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
	21	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	2317312	Bâtiments scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2031	Frais d'études	RB	I	690 526,84	0,00	0,00	690 526,84	17 837,93	3 826,00	712 190,77
	221	2033	Frais d'insertion	BMP	I	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	4 964,69	16 964,69
	221	2033	Frais d'insertion	RB	I	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
	221	2111	Terrains nus	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2157	Matériel et outillage technique	BMG	I	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	221	2157	Matériel et outillage technique	RB	I	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	221	21831	Matériel informatique scolaire	BFI	I	347 000,00	0,00	0,00	347 000,00	712,20	5 563,47	327 275,67
	221	21838	Autre matériel informatique	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	209,06	56 113,78
	221	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00
	221	231312	Bâtiments scolaires	RB	I	155 000,00	0,00	0,00	155 000,00	0,00	0,00	155 000,00
	221	23153	Réseaux divers	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2317312	Bâtiments scolaires	BMG	I	2 837 400,00	0,00	0,00	2 837 400,00	111 302,74	0,00	2 944 798,02
	221	2317312	Bâtiments scolaires	RB	I	2 837 400,00	0,00	0,00	2 837 400,00	111 302,74	50 062,82	2 994 860,84
	221	231735.05	MAINTENANCE DES COLLEGES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	238	Avances versées sur commandes immobilisations corporelles	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	23	2317312	Bâtiments scolaires	RB	I	22 000,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	100 000,00	122 000,00
902				**Somme :**		**4 138 926,84**	**0,00**	**0,00**	**4 138 926,84**	**129 852,87**	**164 626,04**	**4 433 405,75**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
903	312	2031	Frais d'études	RB	I	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	312	2033	Frais d'insertion	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	216.5	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART - PATRIMOINE COMMUNES	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
	312	2188	Autres	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	312	231314	Bâtiments culturels et sportifs	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	231351	Bâtiments publics	RB	I	7 500,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	7 500,00
	312	2316	Restauration des collections et ¿uvres d'art	BD	I	97 254,00	0,00	0,00	97 254,00	0,00	0,00	97 254,00
	313	2031	Frais d'études	RB	I	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	10 000,00	11 000,00
	313	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	1 250,00	0,00	0,00	1 250,00	0,00	0,00	1 250,00
	313	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	1 250,00	0,00	0,00	1 250,00	0,00	0,00	1 250,00
	313	2188	Autres	BI	I	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00
	313	231351	Bâtiments publics	RB	I	3 750,00	0,00	0,00	3 750,00	0,00	90 000,00	93 750,00
	314	2031	Frais d'études	RB	I	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	314	216.1	Restauration oeuvres d'art - Musée	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	1 250,00	0,00	0,00	1 250,00	0,00	0,00	1 250,00
	314	231351	Bâtiments publics	RB	I	3 750,00	0,00	0,00	3 750,00	0,00	0,00	3 750,00
	314	2314.19	Réaménagement Château de St Alban	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	2031	Frais d'études	RB	I	148 000,00	0,00	0,00	148 000,00	0,00	0,00	148 000,00
	315	2157	Matériel et outillage technique	BH	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	216	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART - RESTAURATION	BH	I	88 600,00	0,00	0,00	88 600,00	0,00	0,00	88 600,00
	315	216.2	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART-ACQUISITIONS	BH	I	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00
	315	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BH	I	1 250,00	0,00	0,00	1 250,00	0,00	0,00	1 250,00
	315	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	1 250,00	0,00	0,00	1 250,00	0,00	0,00	1 250,00
	315	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	1 250,00	0,00	0,00	1 250,00	0,00	0,00	1 250,00
	315	231314	Bâtiments culturels et sportifs	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	231351	Bâtiments publics	RB	I	3 750,00	0,00	0,00	3 750,00	0,00	0,00	3 750,00
903				**Somme :**		**444 054,00**	**0,00**	**0,00**	**444 054,00**	**0,00**	**100 000,00**	**544 054,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
904	40	2031	Frais d'études	RB	I	3 600,00	0,00	0,00	3 600,00	0,00	0,00	3 600,00
	40	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	40	231351	Bâtiments publics	RB	I	15 800,00	0,00	0,00	15 800,00	0,00	0,00	15 800,00
	40	23181	Installations générales, agencements et aménagements divers	RB	I	5 600,00	0,00	0,00	5 600,00	0,00	0,00	5 600,00
904				**Somme :**		**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
905	50	2031	Frais d'études	RB	I	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	50	21838	Autre matériel informatique	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	50	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	50	231351	Bâtiments publics	RB	I	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
905				**Somme :**		**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
906	61	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2188	Autres	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1313	Départements	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1313	Départements	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1314	Communes et structures intercommunales	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1314	Communes et structures intercommunales	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2031	Frais d'études	R	I	241 388,74	0,00	0,00	241 388,74	1 402,86	0,00	273 791,60
	621	2031	Frais d'études	RB	I	241 388,74	0,00	0,00	241 388,74	1 402,86	6 585,95	280 377,55
	621	2033	Frais d'insertion	BMP	I	49 000,00	0,00	0,00	49 000,00	0,00	3 276,88	52 276,88
	621	2033	Frais d'insertion	RB	I	49 000,00	0,00	0,00	49 000,00	0,00	0,00	49 000,00
	621	2111	Terrains nus	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2115	Terrains bâtis	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	21318	Autres bâtiments publics	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2151	Réseaux de voirie	R	I	56 200,00	0,00	0,00	56 200,00	590,00	-590,00	80 200,00
	621	2157	Matériel et outillage technique	BMG	I	555 600,00	0,00	0,00	555 600,00	189,80	0,00	555 789,80
	621	2157	Matériel et outillage technique	R	I	555 600,00	0,00	0,00	555 600,00	189,80	-4 189,80	551 600,00
	621	2157	Matériel et outillage technique	RB	I	555 600,00	0,00	0,00	555 600,00	189,80	0,00	555 789,80
	621	2182	Matériel de transport	R	I	190 000,00	0,00	0,00	190 000,00	0,00	4 000,00	194 000,00
	621	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	21 129,69	0,00	0,00	21 129,69	6 142,45	0,00	25 772,14
	621	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	21 129,69	0,00	0,00	21 129,69	6 142,45	-8 085,95	17 686,19
	621	231318	Autres bâtiments publics	R	I	122 689,33	0,00	0,00	122 689,33	29 489,79	0,00	161 679,12
	621	231318	Autres bâtiments publics	RB	I	122 689,33	0,00	0,00	122 689,33	29 489,79	-23 012,22	138 666,90
	621	23151	Réseaux de voirie	R	I	9 568 095,56	0,00	0,00	9 568 095,56	2 055,98	-1 147,56	9 489 003,98
	621	23157	Matériel et outillage technique	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2317318	Autres bâtiments publics	R	I	317 500,00	0,00	0,00	317 500,00	1 195,99	0,00	337 695,99
	621	2317318	Autres bâtiments publics	RB	I	317 500,00	0,00	0,00	317 500,00	1 195,99	30 847,03	368 543,02
	621	231757	Matériel et outillage techniques	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	23181	Installations générales, agencements et aménagements divers	R	I	35 960,00	0,00	0,00	35 960,00	1 011,62	0,00	34 971,62
	621	23181	Installations générales, agencements et aménagements divers	RB	I	35 960,00	0,00	0,00	35 960,00	1 011,62	-900,00	34 071,62
	621	238	Avances versées sur commandes immobilisations corporelles	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	622	2157	Matériel et outillage technique	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	622	2182	Matériel de transport	R	I	479 704,44	0,00	0,00	479 704,44	0,00	0,00	479 704,44
	622	23151	Réseaux de voirie	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2031	Frais d'études	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	204122	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	68	2111	Terrains nus	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	23153	Réseaux divers	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	231753	Réseaux divers	BN	I	475 000,00	0,00	0,00	475 000,00	0,00	-100 000,00	375 000,00
906				**Somme :**		**12 112 267,76**	**0,00**	**0,00**	**12 112 267,76**	**42 078,49**	**-93 215,67**	**12 061 130,58**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
907	731	2031	Frais d'études	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	2031	Frais d'études	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2031	Frais d'études	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2031	Frais d'études	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	208	Autres immobilisations incorporelles	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2128	Autres agencements et aménagements	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2157	Matériel et outillage technique	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2157.301	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES - APN	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2257	Matériel et outillage techniques	BS3	I	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	74	2031	Frais d'études	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907				**Somme :**		**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
908	80	2031	Frais d'études	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	23151	Réseaux de voirie	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	2031	Frais d'études	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	2152	Installations de voirie	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	231752	Installations de voirie	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	2128	Autres agencements et aménagements	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	2188	Autres	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	23151	Réseaux de voirie	RT	I	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
908				**Somme :**		**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
909	90	2031	Frais d'études	BN	I	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	-50 000,00	0,00
	90	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	2111	Terrains nus	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	231785	Matériel de téléphonie	BN	I	225 000,00	0,00	0,00	225 000,00	0,00	0,00	225 000,00
	91	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	921	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	261	Titres de participation	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	261.1	Titres de participation	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	928	266.1	PARTICIPATION CAPITAL SOCIAL SEM ABATTOIR	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	23151	Réseaux de voirie	R	I	240 000,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00	0,00	240 000,00
909				**Somme :**		**515 000,00**	**0,00**	**0,00**	**515 000,00**	**0,00**	**-50 000,00**	**465 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
910	0202	204141.328	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - PED	BC	I	22 878,21	0,00	0,00	22 878,21	0,00	10 000,00	32 878,21
	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	579 150,50	0,00	0,00	579 150,50	1 637,50	-2 246,00	578 542,00
	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	579 150,50	0,00	0,00	579 150,50	1 637,50	0,00	580 788,00
	0202	204142.328	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PED	BC	I	178 077,20	0,00	0,00	178 077,20	0,00	40 000,00	218 077,20
	0202	204142.328	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PED	DID	I	178 077,20	0,00	0,00	178 077,20	0,00	0,00	178 077,20
	0202	2041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
910				**Somme :**		**780 105,91**	**0,00**	**0,00**	**780 105,91**	**1 637,50**	**47 754,00**	**829 497,41**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
911	12	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	12	204142.24	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DFCI	BS	I	38 014,90	0,00	0,00	38 014,90	31 450,97	0,00	69 465,87
	12	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I01	I	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
	12	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	I01	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
911				**Somme :**		**463 014,90**	**0,00**	**0,00**	**463 014,90**	**31 450,97**	**0,00**	**494 465,87**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
912	21	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	246 949,50	0,00	0,00	246 949,50	0,00	0,00	246 949,50
	21	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	246 949,50	0,00	0,00	246 949,50	0,00	0,00	246 949,50
	221	20421.218	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-OGEC coll.Priv.info.Péda	BD	I	26 763,00	0,00	0,00	26 763,00	396,56	-396,56	26 763,00
	221	20422.63	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-OGEC collèges privés	BD	I	193 237,00	0,00	0,00	193 237,00	1 802,90	-1 802,90	193 237,00
	221	20431.206	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Collèges publics	BD	I	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	348,53	-348,53	25 000,00
	222	20431	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BD	I	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	222	20432	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

912				**Somme :**		**506 949,50**	**0,00**	**0,00**	**506 949,50**	**2 547,99**	**-2 547,99**	**506 949,50**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
913	312	204122	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	68 025,00	0,00	0,00	68 025,00	0,00	0,00	68 025,00
	312	204141.12	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Restau.objets mobiliers	BD	I	35 197,00	0,00	0,00	35 197,00	0,00	222,40	35 419,40
	312	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	352 351,00	0,00	0,00	352 351,00	8 128,00	0,00	360 479,00
	312	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	352 351,00	0,00	0,00	352 351,00	8 128,00	0,00	360 479,00
	312	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	9 874,00	0,00	0,00	9 874,00	0,00	0,00	9 874,00
	313	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BI	I	20 205,00	0,00	0,00	20 205,00	0,00	0,00	20 205,00
	313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	26,00	0,00	26,00
	313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	26,00	-26,00	0,00
	313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	26,00	0,00	26,00
	32	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	20421.167	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-equipements sportifs ass	BD	I	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	6,00	-6,00	35 000,00
	33	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèche halte garderies publique	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèche halte garderies publique	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	2041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	204182.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	20421.2	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Crèches halte garderie	BLASE	I	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	6 893,84	0,00	12 893,84
	33	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèches halte garderies privées	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèches halte garderies privées	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
913				**Somme :**		**526 652,00**	**0,00**	**0,00**	**526 652,00**	**15 053,84**	**190,40**	**541 896,24**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
915	50	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèche halte garderies publique	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	204182.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	51	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèches halte garderies privées	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	204142.3	communes et structures intercommunales - EHPAD publiques	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	2041722.3	Centre communal d'action sociale - EHPAD publiques	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	2041782.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD publiques	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	204182.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	20422.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD Privés	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	204142.3	communes et structures intercommunales - EHPAD publiques	BL	I	405 433,36	0,00	0,00	405 433,36	0,00	200 403,64	455 837,00
	538	2041782.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD publiques	BL	I	50 403,64	0,00	0,00	50 403,64	0,00	0,00	50 403,64
	538	204182.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	337 000,34	0,00	0,00	337 000,34	0,00	0,00	337 000,34
	538	20422.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD Privés	BL	I	532 511,00	0,00	0,00	532 511,00	0,00	0,00	532 511,00
	538	2748	Autres prêts	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
	58	2041782.1	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AIRDIE	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
915				**Somme :**		**1 325 348,34**	**0,00**	**0,00**	**1 325 348,34**	**0,00**	**200 403,64**	**1 525 751,98**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
916	61	204141.217	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - RMC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	204142.217	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - RMC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204114	VOIRIES	BC	I	715 728,00	0,00	0,00	715 728,00	0,00	0,00	715 728,00
	628	204114	VOIRIES	DID	I	715 728,00	0,00	0,00	715 728,00	0,00	0,00	715 728,00
	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	1 970 203,65	0,00	0,00	1 970 203,65	0,00	12 279,99	1 975 236,45
	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	1 970 203,65	0,00	0,00	1 970 203,65	0,00	0,00	1 962 956,46
	628	204142.14	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Inondation 2008	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142.7	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Programme urbain	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142.78	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PEVC	BC	I	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	12 247,19
	628	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	193 770,00	0,00	0,00	193 770,00	0,00	0,00	193 770,00

	628	2041782.78	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PEVC	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	204123	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	150 000,00	400 000,00
	68	204143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	20423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
916				**Somme :**		**3 134 701,65**	**0,00**	**0,00**	**3 134 701,65**	**0,00**	**162 279,99**	**3 296 981,64**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
917	70	2041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	71	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	151 979,00	0,00	0,00	151 979,00	0,00	0,00	151 979,00
	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	151 979,00	0,00	0,00	151 979,00	0,00	0,00	151 979,00
	72	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	46 500,00	0,00	0,00	46 500,00	3 500,00	5 008,00	55 008,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	46 500,00	0,00	0,00	46 500,00	3 500,00	0,00	50 000,00
	731	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DID	I	26 500,00	0,00	0,00	26 500,00	0,00	0,00	26 500,00
	731	204141.216	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Déchets ménager	BS	I	3 312,00	0,00	0,00	3 312,00	0,00	0,00	3 312,00
	731	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204142.216	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Déchets ménager	BS	I	118 017,00	0,00	0,00	118 017,00	0,00	0,00	118 017,00
	731	204142.216	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Déchets ménager	DID	I	118 017,00	0,00	0,00	118 017,00	0,00	0,00	118 017,00
	731	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	20421.216	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Déchets ménager	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.30	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Ges.integrée cours eau	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.300	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - ENS	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	5 289,00	0,00	5 289,00

	738	204141.31	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Act.pleine nature public	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.41	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Mobili.fonciere public	BS	I	1 750,00	0,00	0,00	1 750,00	0,00	0,00	1 750,00
	738	204141.42	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Sub.envir.diverse public	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	39 719,50	0,00	0,00	39 719,50	0,00	0,00	39 719,50
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	39 719,50	0,00	0,00	39 719,50	0,00	8 000,00	47 719,50
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	39 719,50	0,00	0,00	39 719,50	0,00	0,00	39 719,50
	738	204142.19	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Sylviculture	BS	I	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	13 092,60	-15 862,60	17 230,00
	738	204142.19	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Sylviculture	DID	I	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	13 092,60	0,00	33 092,60
	738	204142.30	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Gest.intégrée cours eau public	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142.300	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENS	BS3	I	21 313,20	0,00	0,00	21 313,20	0,00	7 922,50	29 235,70
	738	204142.301	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - APN	BS3	I	5 790,00	0,00	0,00	5 790,00	0,00	-790,00	5 000,00
	738	204142.31	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-Act.pleine nature public	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204181.10	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Circuit rando topo-guide	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20421.24	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Act.pleine nature privés	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20421.300	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - ENS	BS3	I	8 175,00	0,00	0,00	8 175,00	0,00	-5 063,50	3 111,50
	738	20421.301	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - APN	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20421.42	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Sub.envir.diverse privés	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20422.300	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENS	BS3	I	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	74	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	11 370,20	0,00	0,00	11 370,20	0,00	-1 200,00	10 170,20
	74	204141.199	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - DGE	BS	I	2 700,00	0,00	0,00	2 700,00	0,00	0,00	2 700,00
	74	204141.22	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Foncières pastorales	BS	I	4 597,55	0,00	0,00	4 597,55	8 800,00	-3 400,55	9 997,00
	74	204141.41	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Mobili.fonciere public	BS	I	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00	4 500,00	0,00	6 300,00
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	3 004 952,80	0,00	0,00	3 004 952,80	4 262,00	-72 655,00	2 936 559,80
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	3 004 952,80	0,00	0,00	3 004 952,80	4 262,00	0,00	3 009 214,80
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	3 004 952,80	0,00	0,00	3 004 952,80	4 262,00	0,00	3 009 214,80

	74	204142.199	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DGE équipement rural	BC	I	78 844,00	0,00	0,00	78 844,00	0,00	0,00	78 844,00
	74	204142.199	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DGE équipement rural	BS	I	78 844,00	0,00	0,00	78 844,00	0,00	3 399,30	82 243,30
	74	204142.200	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Programme exceptionnel	BS	I	652 087,00	0,00	0,00	652 087,00	0,00	-38 117,54	613 969,46
	74	204142.22	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Amélioration foncière pastorale	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204142.83	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Aménagements de villages	BC	I	903 146,50	0,00	0,00	903 146,50	0,00	0,00	903 146,50
	74	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204182.32	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-Amélioration foncière pastorale	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20422.10	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Habitat jeunes agriculteurs	BC	I	13 636,00	0,00	0,00	13 636,00	0,00	0,00	13 636,00
917				**Somme :**		**5 118 189,75**	**0,00**	**0,00**	**5 118 189,75**	**39 443,60**	**-112 759,39**	**5 044 873,96**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
918	821	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
918				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
919	90	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204142.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 102,50
	90	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	17 292,00	49 189,50
	90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	8 726,00	40 623,50
	90	20422.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	23 109,00	0,00	0,00	23 109,00	0,00	1 610,20	23 109,00
	921	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	85 635,16	0,00	0,00	85 635,16	0,00	-85 635,16	0,00
	928	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204141.162	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Diversification agricole	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204141.28	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Energies renouvelables	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204142.162	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - diversification agricole	BS	I	5 022,00	0,00	0,00	5 022,00	0,00	0,00	5 022,00
	928	204142.28	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Energies renouvelables	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	23 099,50	0,00	0,00	23 099,50	0,00	0,00	23 099,50
	928	204181.26	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Maitrise eau agriculture	BS	I	750,00	0,00	0,00	750,00	0,00	0,00	750,00
	928	204182.26	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Maitrise eau agriculture	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	46 420,00	0,00	0,00	46 420,00	0,00	0,00	46 420,00
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	46 420,00	0,00	0,00	46 420,00	0,00	0,00	46 420,00
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	46 420,00	0,00	0,00	46 420,00	0,00	-300,00	46 120,00
	928	20421.86	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Ident.Elect.Ovins	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20421.95	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Diversification agricole	BS	I	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422.17	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Bâtiments élevage	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422.28	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Energies renouvelables	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422.95	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - diversification agricole	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	2748	Autres prêts	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	2748	Autres prêts	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204141.6	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Zones d'activité	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	416 734,63	0,00	0,00	416 734,63	0,00	0,00	416 734,63
	93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	416 734,63	0,00	0,00	416 734,63	0,00	0,00	416 734,63

	93	204142.235	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Aide au commerce rural	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142.37	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-Programme immobilier d'entreprise	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142.45	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIIA	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142.6	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Zones d'activité	BC	I	26 967,00	0,00	0,00	26 967,00	0,00	0,00	26 967,00
	93	20421.33	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - PME	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	26 871,85	0,00	0,00	26 871,85	0,00	0,00	26 871,85
	93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	26 871,85	0,00	0,00	26 871,85	0,00	0,00	26 871,85
	93	20422.235	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Commerce rural	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	20422.31	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Opération vitrine	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	20422.45	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIIA	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	20422.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204122.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204141.75	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - O.T.S.I.	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	303 400,60	0,00	0,00	303 400,60	9 900,80	-7 578,00	305 723,40
	94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	303 400,60	0,00	0,00	303 400,60	9 900,80	0,00	313 301,40
	94	204142.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Projet touristique structurant	BC	I	263 960,64	0,00	0,00	263 960,64	14 147,18	0,00	278 107,82
	94	204142.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Projet touristique structurant	DID	I	263 960,64	0,00	0,00	263 960,64	14 147,18	0,00	278 107,82
	94	204142.48	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Tourisme rural communes	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	1 100 000,00	0,00	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	1 100 000,00
	94	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	1 100 000,00	0,00	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	1 100 000,00
	94	204182.15	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SELO rénovation Bagnols	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20421.75	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - O.T.S.I.	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	94	20422.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Pôles touristiques	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20422.48	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Tourisme rural privés	BC	I	13 191,07	0,00	0,00	13 191,07	0,00	25 997,20	40 798,47
	94	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2111	Terrains nus	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2761	Créances pour avances en garanties d'emprunt	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2762	Créances sur transfert de droit à déduction de T.V.A	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	27638	Autres établissements publics	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	94	2764	Créances sur particuliers et autres personnes de droit privé	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	70 480,00	0,00	0,00	70 480,00	0,00	0,00	70 480,00
	95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	70 480,00	0,00	0,00	70 480,00	0,00	0,00	70 480,00
	95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	70 480,00	0,00	0,00	70 480,00	0,00	0,00	70 480,00
	95	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	2041782.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SDEE électrification	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
919				**Somme :**		**2 460 641,45**	**0,00**	**0,00**	**2 460 641,45**	**24 047,98**	**-39 887,76**	**2 444 801,67**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
923		1641	Emprunts en euros	BB	I	6 396 413,00	0,00	0,00	6 396 413,00	0,00	500 000,00	6 896 413,00
		16441	Opérations afférentes à l'emprunt		I	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00
		16441	Opérations afférentes à l'emprunt	BB	I	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00
		16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trés	BB	I	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00
		1678	Autres emprunts et dettes	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2761	Créances pour avances en garanties d'emprunt	BB	I	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
923				**Somme :**		**36 416 413,00**	**0,00**	**0,00**	**36 416 413,00**	**0,00**	**500 000,00**	**36 916 413,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
924		204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	64 946,00	0,00	0,00	64 946,00	0,00	0,00	64 946,00
		20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	64 946,00	0,00	0,00	64 946,00	0,00	0,00	64 946,00
		454213	Remembrement lié aménagement de l'A75	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45441.1	ANIMATIONS FONCIERES - ECHANGES AMIABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45441.1	ANIMATIONS FONCIERES - ECHANGES AMIABLES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45441.2	ANIMATIONS FONCIERES - FRAIS D'ECHANGES AMIABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45441.2	ANIMATIONS FONCIERES - FRAIS D'ECHANGES AMIABLES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454412	Animations foncières - ECHANGES AMIABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454416	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	DAD	I	45 000,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	5 920,00	50 920,00
		454417	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	DAD	I	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	1 058,00	12 058,00

		454418	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454418	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454419	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454419	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		4581.1	DEPENSES - VOIRIES COMMUNALES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
924				**Somme :**		**120 946,00**	**0,00**	**0,00**	**120 946,00**	**0,00**	**6 978,00**	**127 924,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
925		16441	Opérations afférentes à l'emprunt		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	Frais d'études		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2033	Frais d'insertion		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		204411	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		204412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2151	Réseaux de voirie		I	265 000,00	0,00	0,00	265 000,00	0,00	0,00	265 000,00
		2157	Matériel et outillage technique		I	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		2182	Matériel de transport		I	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		I	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231311	Bâtiments administratifs		I	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
		231314	Bâtiments culturels et sportifs		I	54 000,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00	0,00	54 000,00
		231318	Autres bâtiments publics		I	160 000,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	0,00	160 000,00
		231351	Bâtiments publics		I	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
		2314	Constructions sur sol d'autrui		I	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
		23151	Réseaux de voirie		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		23153	Réseaux divers		I	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
		2317312	Bâtiments scolaires		I	210 000,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00	210 000,00
		2317318	Autres bâtiments publics		I	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
		231735	Installations générales, agencements, aménagements des const		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231753	Réseaux divers		I	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
		231785	Matériel de téléphonie		I	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
		23181	Installations générales, agencements et aménagements divers		I	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
		248	Autres mises en affectations		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925				**Somme :**		**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
926		13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX		I	166 872,00	0,00	0,00	166 872,00	0,00	0,00	166 872,00

		13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-REGION		I	88 448,00	0,00	0,00	88 448,00	0,00	0,00	88 448,00
		13914	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - COMMUNES		I	2 471,00	0,00	0,00	2 471,00	0,00	0,00	2 471,00
		13916	SUBV.INVESTIS.TRANSFEREES AU C.R.-AUTRES ETBS PUBLICS LOC.		I	136 547,00	0,00	0,00	136 547,00	0,00	0,00	136 547,00
		139172	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-FEDER		I	23 144,00	0,00	0,00	23 144,00	0,00	0,00	23 144,00
		139178	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - FONDS EUROPEENS AUTRES		I	94 200,00	0,00	0,00	94 200,00	0,00	0,00	94 200,00
		13931	DGE		I	4 066 324,60	0,00	0,00	4 066 324,60	0,00	0,00	4 066 324,60
		13932	Dotation départementale d'équipement des collèges		I	834 974,00	0,00	0,00	834 974,00	0,00	0,00	834 974,00
		192	PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		198	Neutralisation des amortissements		I	479 905,16	0,00	0,00	479 905,16	0,00	1 260,42	481 165,58
		21311	Bâtiments administratifs		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28033	Amortissement des frais d'insertion		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
926				**Somme :**		**5 892 885,76**	**0,00**	**0,00**	**5 892 885,76**	**0,00**	**1 260,42**	**5 894 146,18**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
950		020	Dépenses imprévues	BB	I	192 664,84	0,00	0,00	192 664,84	0,00	1 231 659,51	1 424 324,35
950				**Somme :**		**192 664,84**	**0,00**	**0,00**	**192 664,84**	**0,00**	**1 231 659,51**	**1 424 324,35**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
953		1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
953				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0**

				Somme :		**76 787 525,37**	**0,00**	**0,00**	**76 787 525,37**	**302 841,85**	**6 045 230,09**	**83 135 597,31**
									Total :	**6 348 071,94**		

Fonctionnement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
		002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	759 233,41	759 233,41
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**759 233,41**	**759 233,41**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
930	0201	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	510 000,00	0,00	0,00	510 000,00	0,00	0,00	510 000,00
	0201	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	0201	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7588	Autres produits divers de gestion courante	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	0202	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	70323	Redevance d'occupation du domaine public départemental	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	70323	Redevance d'occupation du domaine public départemental	BN	F	6 200,00	0,00	0,00	6 200,00	0,00	0,00	6 200,00
	0202	70848	Aux autres organismes	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	70848	Aux autres organismes	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	70878	Par des tiers	BFI	F	41 200,00	0,00	0,00	41 200,00	0,00	-32 600,00	8 600,00
	0202	70878	Par des tiers	BMG	F	42 000,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	42 000,00
	0202	70878	Par des tiers	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	70878	Par des tiers	POLEN	F	15 900,00	0,00	0,00	15 900,00	0,00	0,00	15 900,00
	0202	70878	Par des tiers	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7398	AUTRES REVERSEMENTS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	752	Revenus des immeubles	BMG	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00

	0202	752	Revenus des immeubles	POLEN	F	45 000,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	45 000,00
	0202	7588	Autres produits divers de gestion courante	RB	F	12 700,00	0,00	0,00	12 700,00	0,00	0,00	12 700,00
	0202	7711	Dédit et pénalités perçus	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7711	Dédit et pénalités perçus	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	775	Produits des cessions d'immobilisations	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BMG	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	021	775	Produits des cessions d'immobilisations	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	021	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	74788	Autres	COM	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	023	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**764 000,00**	**0,00**	**0,00**	**764 000,00**	**0,00**	**-32 600,00**	**731 400,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
931	12	70848	Aux autres organismes	BB	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	12	70878	Par des tiers	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 600,00	32 600,00
					Somme :	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**32 600,00**	**34 600,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
932	20	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	20	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	BFH	F	300,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00
	20	74712	Emplois d'avenir	BFH	F	1 124,00	0,00	0,00	1 124,00	0,00	0,00	1 124,00
	20	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	221	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	74712	Emplois d'avenir	BD	F	3 372,00	0,00	0,00	3 372,00	0,00	0,00	3 372,00
	221	74718	Autres	BD	F	23 000,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00	23 000,00
	221	7473.2	Départements - Fonctionnement collèges	BD	F	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
	221	7474	Communes et structures intercommunales	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	RB	F	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00
	221	74881	PARTIC. FAMILLES AU TITRE RESTAURATION-HEBERG.SCOLAIRES	BD	F	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00
	221	752	Revenus des immeubles	BD	F	5 200,00	0,00	0,00	5 200,00	0,00	0,00	5 200,00
	221	752	Revenus des immeubles	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	7711	Dédit et pénalités perçus	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	7711	Dédit et pénalités perçus	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	70878	Par des tiers	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
					Somme :	**491 996,00**	**0,00**	**0,00**	**491 996,00**	**0,00**	**100 000,00**	**591 996,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
933	30	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	30	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	311	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	311	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	74718.5	AUTRES - PARTICIPATION DRAC-PROG CONSERV PREV CNES	BD	F	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00
	312	7472	Régions	BH	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	312	7472.32	PARTICIPATIONS REGION - FOUILLES ARCHEOLOGIQUES JAVOLS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	70878	Par des tiers	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	7472	Régions	BD	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	314	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	70878	Par des tiers	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	315	7088	Autres produits d'activités annexes (abts ventes ouvrages)	BH	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	315	74712	Emplois d'avenir	BFH	F	1 124,00	0,00	0,00	1 124,00	0,00	0,00	1 124,00
	315	74712	Emplois d'avenir	BH	F	12 363,00	0,00	0,00	12 363,00	0,00	0,00	12 363,00
	315	74718	Autres	BH	F	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00
	315	74718.28	AUTRES - ETAT - DRAC - PROG.NATIONAL NUMERISATION 2009	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	74718.56	AUTRES - DRAC - EXPO COULEURS LOZERE 2009	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	7711	Dédit et pénalités perçus	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	74718	Autres	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	7068	Autres redevances et droits	DAD	F	25 500,00	0,00	0,00	25 500,00	0,00	0,00	25 500,00
					Somme :	**160 987,00**	**0,00**	**0,00**	**160 987,00**	**0,00**	**0,00**	**160 987,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
934	40	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	70878	Par des tiers	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	752	Revenus des immeubles	BL	F	3 200,00	0,00	0,00	3 200,00	0,00	0,00	3 200,00
	40	752.1	REVENUS DES IMMEUBLES - ST ALBAN	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale et organismes mutualistes	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	42	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**33 200,00**	**0,00**	**0,00**	**33 200,00**	**0,00**	**0,00**	**33 200,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
935	50	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00
	50	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	BFH	F	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	50	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	70878	Par des tiers	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	70878	Par des tiers	BL	F	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
	50	74718	Autres	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	74771	Fonds social européen	BL	F	137 700,00	0,00	0,00	137 700,00	0,00	0,00	137 700,00
	50	747813	DOTATION VERSEE AU TITRE DES MDPH	BL	F	257 000,00	0,00	0,00	257 000,00	0,00	0,00	257 000,00

	50	7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 052,00	14 052,00
	50	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	70878	Par des tiers	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	74718	Autres	BL	F	290 000,00	0,00	0,00	290 000,00	0,00	0,00	290 000,00
	51	7511	Recouvrements sur départements autres collectivités publique	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-payants et successions	BL	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	51	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 656,00	1 656,00
	52	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	70848	Aux autres organismes	BL	F	605 000,00	0,00	0,00	605 000,00	0,00	0,00	605 000,00
	52	70848.1	AUX AUTRES ORGANISME - REMB MDPH	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	747812	DOTATION VERSEE AU TITRE DE LA PCH	BL	F	980 000,00	0,00	0,00	980 000,00	0,00	0,00	980 000,00
	52	7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-payants et successions	BL	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	52	7518	Recouvrements sur autres redevables	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	7535	PCH	BL	F	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00
	52	7538	Autres	BL	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	52	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	7475.1	AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLIC	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	7476	Sécurité sociale et organismes mutualistes	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-payants et successions	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	531	7478141	PART AUTONOMIE	BL	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	532	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BL	F	5 500,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	5 500,00
	532	7478141	PART AUTONOMIE	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	532	7478142	PART PREVENTION	BL	F	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
	538	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BL	F	340 000,00	0,00	0,00	340 000,00	0,00	0,00	340 000,00
	538	7475.1	AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLIC	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	7476	Sécurité sociale et organismes mutualistes	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	7478142	PART PREVENTION	BL	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	538	74788	Autres	BL	F	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00

	538	7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-payants et successions	BL	F	538 912,00	0,00	0,00	538 912,00	0,00	0,00	538 912,00
	538	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	541	74718	Autres	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 492,00	31 492,00
	544	74771	Fonds social européen	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	5471	74783	FONDS DE MOBILISATION DPTAL POUR L'INSERTION	BL	F	360 000,00	0,00	0,00	360 000,00	0,00	0,00	360 000,00
	5471	7531	RMI	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	550	747811	DOTATION VERSEE AU TITRE DE L'APA	BL	F	3 900 000,00	0,00	0,00	3 900 000,00	0,00	0,00	3 900 000,00
	550	747811.1	DOTATION VERSEE AU TITRE DE l'APA - LOI ASV	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	550	7533	APA	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	564	74718	Autres	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	7518	Recouvrements sur autres redevables	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	75342	ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	567	75342	ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	75343	ALLOCATIONS FORFAITAIRES MAJOREES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	568	74888	AUTRES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	568	74888	AUTRES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	7588	Autres produits divers de gestion courante	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**7 996 112,00**	**0,00**	**0,00**	**7 996 112,00**	**0,00**	**47 200,00**	**8 043 312,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
936	60	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	60	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	7474	Communes et structures intercommunales	DID	F	57 000,00	0,00	0,00	57 000,00	0,00	3 942,00	60 942,00
	61	7474.1	CNES ET STRUCT.INTERCOMMUNALES - PROTECTION RESSOURCE EN EAU	DID	F	25 500,00	0,00	0,00	25 500,00	0,00	1 223,00	26 723,00
	61	7475.24	AUTRES GRPTS COLLECTIVITES PARTICIPATION AGENCE EAU - SATESE	DID	F	95 000,00	0,00	0,00	95 000,00	0,00	-95 000,00	0,00
	61	7475.25	AUTRES GRPTS COLLECTIVITES PARTICIPATION AGENCE EAU - SATEP	DID	F	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	95 000,00	155 000,00
	61	7475.26	AUTRES GRPTS COLLECTIVITES AGENCE EAU - RESEAU MESURE EAU	DID	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	621	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00

	621	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	70323	Redevance d'occupation du domaine public départemental	R	F	159 333,00	0,00	0,00	159 333,00	0,00	0,00	159 333,00
	621	7038	Autres redevances et recettes	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	70388	AUTRES	R	F	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00
	621	7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	70848	Aux autres organismes	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	70878	Par des tiers	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	70878	Par des tiers	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	74712	Emplois d'avenir	BFH	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	621	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7711	Dédit et pénalités perçus	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	775	Produits des cessions d'immobilisations	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	R	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	621	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	622	7088	Autres produits d'activités annexes (abts ventes ouvrages)	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	BH	F	2 400,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	2 400,00
	628	7088	Autres produits d'activités annexes (abts ventes ouvrages)	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	70878	Par des tiers	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00
	68	7711	Dédit et pénalités perçus	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**561 233,00**	**0,00**	**0,00**	**561 233,00**	**0,00**	**65 165,00**	**626 398,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
937	70	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	72	74718	Autres	DID	F	47 500,00	0,00	0,00	47 500,00	0,00	53 616,00	101 116,00
	72	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	731	7475.28	Autres grpts collect. établiss.public ademe dechets menagers	DID	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	738	7351	Taxe sur la consommation finale d'électricité	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	7351	Taxe sur la consommation finale d'électricité	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 300,00	81 300,00
	738	74718	Autres	DID	F	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
	738	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**262 500,00**	**0,00**	**0,00**	**262 500,00**	**0,00**	**134 916,00**	**397 416,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
938	81	7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7472	Régions	RT	F	5 374 000,00	0,00	0,00	5 374 000,00	0,00	0,00	5 374 000,00
	81	7474	Communes et structures intercommunales	RT	F	565 000,00	0,00	0,00	565 000,00	0,00	0,00	565 000,00
	81	74888	AUTRES	RT	F	355 000,00	0,00	0,00	355 000,00	0,00	0,00	355 000,00
	81	74888.1	Autres	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7588	Autres produits divers de gestion courante	RT	F	2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00
	81	7711	Dédit et pénalités perçus	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	74718	Autres	RT	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
					Somme :	**6 309 002,00**	**0,00**	**0,00**	**6 309 002,00**	**0,00**	**0,00**	**6 309 002,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
939	90	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	90	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	7038	Autres redevances et recettes	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	7038	Autres redevances et recettes	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	70388	AUTRES	BN	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	90	74718	Autres	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	7711	Dédit et pénalités perçus	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	7711	Dédit et pénalités perçus	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	370 000,00	0,00	0,00	370 000,00	0,00	0,00	370 000,00
	91	74718	Autres	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	DID	F	64 000,00	0,00	0,00	64 000,00	0,00	0,00	64 000,00
	91	74772	FEDER	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	752	Revenus des immeubles	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	91	752	Revenus des immeubles	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	775	Produits des cessions d'immobilisations	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	921	70872	Par les budgets annexes	BB	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	928	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	74778	Autres	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	70323	Redevance d'occupation du domaine public départemental	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	70323.4	Redevance occupation domaine publics Les Bouviers	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	70323.4	Redevance occupation domaine publics Les Bouviers	DAD	F	1 510,00	0,00	0,00	1 510,00	0,00	0,00	1 510,00
	94	70323.5	Redevance occupation domaine publics Ste lucie	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	70323.5	Redevance occupation domaine publics Ste lucie	DAD	F	30 150,00	0,00	0,00	30 150,00	0,00	0,00	30 150,00
	94	757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	7038	Autres redevances et recettes	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	70388	AUTRES	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**520 660,00**	**0,00**	**0,00**	**520 660,00**	**0,00**	**0,00**	**520 660,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
940		7311	Contributions directes	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		73111	Taxe foncière sur les propriétés bâties	BB	F	20 470 690,00	0,00	0,00	20 470 690,00	0,00	204 292,00	20 674 982,00
		73112	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	BB	F	2 200 000,00	0,00	0,00	2 200 000,00	0,00	82 564,00	2 282 564,00
		73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	BB	F	530 000,00	0,00	0,00	530 000,00	0,00	496,00	530 496,00
		73121	F.N.G.I.R.	BB	F	918 061,00	0,00	0,00	918 061,00	0,00	0,00	918 061,00
		73125	FRAIS DE GESTION DE LA TAXE FONCIERE SUR PROPRIETES BATIES	BB	F	5 100 000,00	0,00	0,00	5 100 000,00	0,00	0,00	5 100 000,00
		73128	AUTRES - PART ETAT TSCA	BB	F	2 580 000,00	0,00	0,00	2 580 000,00	0,00	0,00	2 580 000,00
		7318	AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**31 798 751,00**	**0,00**	**0,00**	**31 798 751,00**	**0,00**	**287 352,00**	**32 086 103,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
941		73122	Fonds de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée	BB	F	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
		7321	TAXE DPTLE PUB.FONCIERE ET DROIT DPTAL ENREGIS.	BB	F	4 000 000,00	0,00	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	4 000 000,00
		7322	TAXE DPTLE ADDITION.A CERTAINS DROITS ENREGIS.	BB	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
		73261	ATTRIBUTIONS AU TITRE DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DMTO	BB	F	3 000 000,00	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00	3 000 000,00
		73262	ATTRIBUTIONS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE EN FAVEUR DPTS	BB	F	598 000,00	0,00	0,00	598 000,00	0,00	0,00	598 000,00
		7327	Taxe d'aménagement	BB	F	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
		7342	TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE	BB	F	10 400 000,00	0,00	0,00	10 400 000,00	0,00	0,00	10 400 000,00
		7342.1	TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE - SDIS	BB	F	1 484 000,00	0,00	0,00	1 484 000,00	0,00	0,00	1 484 000,00
		7351	Taxe sur la consommation finale d'électricité	BB	F	1 081 290,00	0,00	0,00	1 081 290,00	0,00	-81 300,00	999 990,00
		7352	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES (TICPE)	BL	F	2 841 122,00	0,00	0,00	2 841 122,00	0,00	0,00	2 841 122,00
		7352.1	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES COMPLEMEN	BB	F	2 582 404,00	0,00	0,00	2 582 404,00	0,00	0,00	2 582 404,00
		7352.2	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES RSA	BL	F	310 973,00	0,00	0,00	310 973,00	0,00	0,00	310 973,00
		7388	AUTRES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**26 717 789,00**	**0,00**	**0,00**	**26 717 789,00**	**0,00**	**-81 300,00**	**26 636 489,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
942		7411	Dotation forfaitaire	BB	F	8 529 942,00	0,00	0,00	8 529 942,00	0,00	-1 774,00	8 528 168,00
		74121	DOTATION DE FONCTIONNEMENT MINIMALE	BB	F	17 051 173,00	0,00	0,00	17 051 173,00	0,00	0,00	17 051 173,00
		74123	DOTATION DE COMPENSATION	BB	F	15 743 409,00	0,00	0,00	15 743 409,00	0,00	-3,00	15 743 406,00
		744	FCTVA	BB	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
		7461.09	DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	BB	F	1 543 322,00	0,00	0,00	1 543 322,00	0,00	0,00	1 543 322,00
		74831	Compensation des pertes de bases d'imposition à la CET	BB	F	58 000,00	0,00	0,00	58 000,00	0,00	0,00	58 000,00
		74832	DCRTP	BB	F	737 561,00	0,00	0,00	737 561,00	0,00	217 832,00	955 393,00
		74833	ETAT - COMPENSATION TITRE CONTRIBUTION ECO TERRITORIALE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 817,00	76 817,00
		74834	ETAT - COMPENSATION TITRE EXO TAXE FONCIERE PROP BATIES	BB	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	5 273,00	25 273,00
		74835	ETAT - DOT TRANSF COMPENSATIONS EXO FISCALITE DIRECTE LOCALE	BB	F	585 177,00	0,00	0,00	585 177,00	0,00	157 414,00	742 591,00
		761	Produits de participations	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

					Somme :	**44 298 584,00**	**0,00**	**0,00**	**44 298 584,00**	**0,00**	**455 559,00**	**44 754 143,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
943		761	Produits de participations	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		768	Autres produits financiers	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		775	Produits des cessions d'immobilisations	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
945		7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionn	BB	F	150 432,00	0,00	0,00	150 432,00	0,00	0,00	150 432,00
		7817	Reprises sur provisions pour dépréciation des actifs circula	BB	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
					Somme :	**155 432,00**	**0,00**	**0,00**	**155 432,00**	**0,00**	**0,00**	**155 432,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
946		773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		775	Produits des cessions d'immobilisations		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7761	Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7768	Neutralisation des amortissements		F	479 905,16	0,00	0,00	479 905,16	0,00	1 260,42	481 165,58
		777	Quote-part des subventions investissement transférées au CR		F	5 412 980,60	0,00	0,00	5 412 980,60	0,00	0,00	5 412 980,60
		7811	Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelle		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**5 892 885,76**	**0,00**	**0,00**	**5 892 885,76**	**0,00**	**1 260,42**	**5 894 146,18**

					Somme :	**125 965 131,76**	**0,00**	**0,00**	**125 965 131,76**	**0,00**	**1 769 385,83**	**127 734 517,59**
									Total :	**1 769 385,83**		

BUDGET PRINCIPAL RECETTES INVESTISSEMENT

Investissement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
		001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
900	0202	1311	Etat et établissements nationaux	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	1311	Etat et établissements nationaux	BFI	I	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
	0202	1311	Etat et établissements nationaux	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	1312	REGIONS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	165	Dépôts et cautionnements reçus	POLEN	I	1 700,00	0,00	0,00	1 700,00	0,00	0,00
	0202	165.1	DEPOTS ET CAUTIONNEMENT RECUS - POLEN	POLEN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	231311	Bâtiments administratifs	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	231351	BATIMENTS PUBLICS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	27634	Communes et structures intercommunales	BB	I	195 000,00	0,00	0,00	195 000,00	0,00	0,00
					Somme :	**206 700,00**	**0,00**		**206 700,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
902	20	2317312	Bâtiments scolaires	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	2317312	Bâtiments scolaires	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	13172	FEDER	RB	I	350 000,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00
	221	1332	Dotation départementale d'équipement des collèges	BB	I	834 974,00	0,00	0,00	834 974,00	0,00	0,00
	221	1332.10	D.D.E.C.	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2317312	Bâtiments scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations c	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**1 184 974,00**	**0,00**		**1 184 974,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
903	312	1311	Etat et établissements nationaux	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
906	621	1311	Etat et établissements nationaux	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 651,00
	621	1313	Départements	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1314	Communes et structures intercommunales	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1321.16	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX - RD 806	R	I	838 124,61	0,00	0,00	838 124,61	0,00	0,00
	621	1321.35	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX - CATASTROPHES NATURELLES	R	I	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00
	621	1322	Régions	R	I	562 972,00	0,00	0,00	562 972,00	0,00	0,00
	621	1322.09	SUBVENTION REGION - PROGRAMME 2009	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1322.11	SUBVENTIONS REGION PROGRAMME 2011	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1322.18	SUBVENTION REGION - PROGRAMME 2008	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1323	Départements	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1323	Départements	R	I	160 000,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	0,00
	621	1324	Communes et structures intercommunales	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1324	Communes et structures intercommunales	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2031	Frais d'études	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2115	Terrains bâtis	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	231318	Autres bâtiments publics	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	231318	Autres bâtiments publics	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	23151	Réseaux de voirie	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	23151	Réseaux de voirie	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2317318	Autres bâtiments publics	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	1312.110	SUBVENTIONS REGION - TRES HAUT DEBIT	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	13178	Autres fonds européens	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	13178.32	PARTICIPATION EUROPE - EQUIPEMENT EN FIBRE OPTIQUE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	13178.32	PARTICIPATION EUROPE - EQUIPEMENT EN FIBRE OPTIQUE	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2111	Terrains nus	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**1 631 096,61**	**0,00**		**1 631 096,61**	**0,00**	**9 651,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1

907	731	1381	Etat et établissements nationaux	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 154,00
	74	1311	Etat et établissements nationaux	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**16 154,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
908	821	1311	Etat et établissements nationaux	RT	I	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00
					Somme :	**150 000,00**	**0,00**		**150 000,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
909	90	1311.11	ETAT ETBS NATIONAUX - ZONE BLANCHE TELEPHONIE MOBILE PHASE 3	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	231785	Matériel de téléphonie	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	1312	REGIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	266.1	REMBOURSEMENT PARTICIPATION	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2761	Créances pour avances en garanties d'emprunt	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
910	0202	2042	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
916	61	1312.3	SUBV REGION PROSPEC 3 SOURCES CARBO GAZ	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	1316.11	PARTICIPATION AGENCE DE L'EAU RMC	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	1316.20	AUTRES ETS PUBLICS LOCAUX - RMC - SCHEMA AEP ASSAINISSEMENT	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	1386	Autres établissements publics locaux	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	204142.217	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - RMC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	1321	Etat et établissements nationaux	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1

917	731	1322.34	REGIONS - ETUDE CARACTERISATION DECHETS MENAGERS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	1381	Etat et établissements nationaux	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	1381.216	SUBV ADEME - ETUDE CARACTERISATION DECHETS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	1321	Etat et établissements nationaux	DID	I	270 000,00	0,00	0,00	270 000,00	0,00	0,00
	74	1331	DGE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	1331.10	DGE	BB	I	4 800 000,00	0,00	0,00	4 800 000,00	0,00	0,00
					Somme :	**5 070 000,00**	**0,00**		**5 070 000,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
919	928	2748	Autres prêts	BB	I	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
	93	2042.235	AIDE AU COMMERCE RURAL	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	1311.12	ETAT ETS NATIONAUX - FNADT - BAGNOLS SAN.TRANCHE 2 - PHASE 2	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	1322.15	PARTICIPATION REGION-RENOVATION RESEAUX DIST.EAU BAGNOLS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2042.125	PROGRAMME AMENAGEMENT POLES TOURISTIQUES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2111	Terrains nus	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2761	Créances pour avances en garanties d'emprunt	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2762	Créances sur transfert de droit à déduction de T.V.A	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	27638	Autres établissements publics	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2764	Créances sur des particuliers	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204172	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**8 000,00**	**0,00**		**8 000,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
922		10222	F.C.T.V.A	BB	I	2 500 000,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00
		1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	BB	I	378 923,00	0,00	0,00	378 923,00	0,00	0,00
		1348.10	AUTRES - AMENDES DE POLICE RADARS AUTOMATIQUES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**2 878 923,00**	**0,00**		**2 878 923,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
923		1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 959 578,34
		1641.07	PRODUITS EMPRUNTS GLOBALISES 2007	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		1641.08	PRODUITS EMPRUNTS GLOBALISES 2008	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.09	EMPRUNTS EN EUROS - 2009	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.10	EMPRUNTS EN EUROS - 2010	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.11	EMPRUNTS EN EUROS 2011	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.12	EMPRUNTS EN EUROS 2012	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.13	EMPRUNTS EN EUROS 2013	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.14	EMPRUNTS EN EUROS 2014	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.15	EMPRUNT EN EUROS 2015	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.16	EMPRUNTS EN EUROS 2016	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.17	EMPRUNTS EN EUROS 2017	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00
		1641.18	EMPRUNTS EN EUROS 2018	BB	I	14 500 000,00	0,00	0,00	14 500 000,00	0,00	0,00
		16441	Opérations afférentes à l'emprunt	BB	I	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00
		16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trés	BB	I	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00
		2761	Créances pour avances en garanties d'emprunt	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**44 500 000,00**	**0,00**		**44 500 000,00**	**2 000 000,00**	**3 959 578,34**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
924		454223	ETAT - REMEMBREMENT A75	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454428	AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454428	AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES	DAD	I	53 773,00	0,00	0,00	53 773,00	0,00	0,00
		454429	AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES - FRAIS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454429	AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES - FRAIS	DAD	I	11 173,00	0,00	0,00	11 173,00	0,00	0,00
		4582.1	RECETTES - VOIRIES COMMUNALES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		4582.1	RECETTES - VOIRIES COMMUNALES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**64 946,00**	**0,00**		**64 946,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
925		16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trés		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	Frais d'études		I	794 000,00	0,00	0,00	794 000,00	0,00	0,00
		2033	Frais d'insertion		I	206 000,00	0,00	0,00	206 000,00	0,00	0,00
		21311	Bâtiments administratifs		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21314	Bâtiments culturels et sportifs		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21328	Autres bâtiments privés		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21351	Bâtiments publics		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21838	Autre matériel informatique		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231311	Bâtiments administratifs		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		231351	BATIMENTS PUBLICS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations c		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**1 000 000,00**	**0,00**		**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
926		192	Réalisations postérieures au 01/01/2004		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2111	Terrains nus		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2157	Matériel et outillage techniques		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2182	Matériel de transport		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		266	Autres formes de participation		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28031	Frais d'études		I	104 703,52	0,00	0,00	104 703,52	0,00	50 000,00
		28033	Frais d'insertion		I	6 742,14	0,00	0,00	6 742,14	0,00	0,00
		280411	Etat		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804111	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	20 050,00	0,00	0,00	20 050,00	0,00	0,00
		2804112	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	215 619,00	0,00	0,00	215 619,00	0,00	0,00
		2804113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	950,00	0,00	0,00	950,00	0,00	0,00
		2804114	VOIRIES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804115	MONUMENTS HISTORIQUES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804121	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	777,00	0,00	0,00	777,00	0,00	0,00
		2804122	BATIMENTS ET INSTALLATION		I	5 906,00	0,00	0,00	5 906,00	0,00	0,00
		2804123	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	42 739,00	0,00	0,00	42 739,00	0,00	0,00
		2804141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	368 983,75	0,00	0,00	368 983,75	0,00	0,00
		2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	10 254 469,00	0,00	0,00	10 254 469,00	0,00	1 629,00
		2804143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	183,00	0,00	0,00	183,00	0,00	0,00
		2804151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	4 360,00	0,00	0,00	4 360,00	0,00	0,00
		2804152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	24 324,00	0,00	0,00	24 324,00	0,00	0,00
		28041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	1 887,00	0,00	0,00	1 887,00	0,00	0,00
		28041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	69 476,00	0,00	0,00	69 476,00	0,00	0,00
		28041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	1 784 576,00	0,00	0,00	1 784 576,00	0,00	0,00
		28041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	1 920,00	0,00	0,00	1 920,00	0,00	0,00

		2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	174 422,00	0,00	0,00	174 422,00	0,00	0,00
		2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	668 851,00	0,00	0,00	668 851,00	0,00	0,00
		280421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	213 505,89	0,00	0,00	213 505,89	0,00	0,00
		280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	1 004 132,00	0,00	0,00	1 004 132,00	0,00	0,00
		280423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	74 693,00	0,00	0,00	74 693,00	0,00	0,00
		280431	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	22 782,01	0,00	0,00	22 782,01	0,00	0,00
		280432	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	54 596,00	0,00	0,00	54 596,00	0,00	0,00
		2804411	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	6 715,15	0,00	0,00	6 715,15	0,00	0,00
		2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	19 593,00	0,00	0,00	19 593,00	0,00	0,00
		2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28051	Concessions et droits similaires		I	312 098,91	0,00	0,00	312 098,91	0,00	0,00
		281311	Bâtiments administratifs		I	61 552,00	0,00	0,00	61 552,00	0,00	0,00
		281312	Bâtiments scolaires		I	47 936,00	0,00	0,00	47 936,00	0,00	0,00
		281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux		I	30 617,00	0,00	0,00	30 617,00	0,00	0,00
		281314	Bâtiments culturels et sportifs		I	83 440,00	0,00	0,00	83 440,00	0,00	0,00
		281318	Autres bâtiments publics		I	215 453,00	0,00	0,00	215 453,00	0,00	0,00
		281351	Bâtiments publics		I	147 507,69	0,00	0,00	147 507,69	0,00	0,00
		2814	Constructions sur sol d'autrui		I	96 809,00	0,00	0,00	96 809,00	0,00	0,00
		28152	Installations de voirie		I	151 343,00	0,00	0,00	151 343,00	0,00	0,00
		28153	Réseaux divers		I	57 505,00	0,00	0,00	57 505,00	0,00	0,00
		28157	Matériel et outillage techniques		I	526 732,11	0,00	0,00	526 732,11	0,00	0,00
		2817	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28172	Agencements et aménagements de terrains		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281728	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS		I	4 633,38	0,00	0,00	4 633,38	0,00	0,00
		2817312	Bâtiments scolaires		I	1 610 474,53	0,00	0,00	1 610 474,53	0,00	311 059,60
		2817314	Bâtiments culturels et sportifs		I	6 076,00	0,00	0,00	6 076,00	0,00	0,00
		2817318	Autres bâtiments publics		I	19 543,00	0,00	0,00	19 543,00	0,00	0,00
		281735	Installations générales, agencements, aménagements des const		I	85 496,52	0,00	0,00	85 496,52	0,00	0,00
		281752	Installations de voirie		I	2 245,00	0,00	0,00	2 245,00	0,00	0,00
		281753	Réseaux divers		I	287 716,00	0,00	0,00	287 716,00	0,00	0,00
		281785	Matériel de téléphonie		I	78 009,00	0,00	0,00	78 009,00	0,00	0,00
		2818	Autres immobilisations corporelles		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28181	Installations générales, agencements et aménagements divers		I	2 075,00	0,00	0,00	2 075,00	0,00	0,00
		28182	Matériel de transport		I	431 322,70	0,00	0,00	431 322,70	0,00	0,00
		281831	Matériel informatique scolaire		I	118 163,47	0,00	0,00	118 163,47	0,00	0,00

		281838	Autre matériel informatique		I	406 275,52	0,00	0,00	406 275,52	0,00	0,00
		281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		I	106 552,99	0,00	0,00	106 552,99	0,00	0,00
		281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		I	44 110,44	0,00	0,00	44 110,44	0,00	0,00
		28185	Matériel de téléphonie		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28188	Autres		I	12 243,04	0,00	0,00	12 243,04	0,00	0,00
					Somme :	**20 092 885,76**	**0,00**		**20 092 885,76**	**0,00**	**362 688,60**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
951		021	Virement de la section de fonctionnement		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1
954		024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

				Somme :	**Somme :**	**76 787 525,37**	**0,00**		**76 787 525,37**	**2 000 000,00**	**4 348 071,94**
									Total :	**6 348 071,94**	

Total crédits inscrits après DM
0,00
0,00

Total crédits inscrits après DM
0,00
10 000,00
0,00
0,00
1 700,00
0,00
0,00
0,00
0,00
195 000,00
206 700,00

Total crédits inscrits après DM
0,00
0,00
350 000,00
834 974,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
1 184 974,00

Total crédits inscrits après DM
0,00
0,00

Total crédits inscrits après DM
9 651,00
0,00
0,00
838 124,61
70 000,00
562 972,00
0,00
0,00
0,00
0,00
160 000,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
1 640 747,61

Total crédits inscrits après DM

16 154,00
0,00
16 154,00

Total crédits inscrits après DM
150 000,00
150 000,00

Total crédits inscrits après DM
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00

Total crédits inscrits après DM
0,00
0,00

Total crédits inscrits après DM
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00

Total crédits inscrits après DM

0,00
0,00
0,00
270 000,00
0,00
4 800 000,00
5 070 000,00

Total crédits inscrits après DM
8 000,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
8 000,00

Total crédits inscrits après DM
2 500 000,00
378 923,00
0,00
2 878 923,00

Total crédits inscrits après DM
3 959 578,34
0,00

0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
2 000 000,00
14 500 000,00
15 000 000,00
15 000 000,00
0,00
50 459 578,34

Total crédits inscrits après DM
0,00
0,00
53 773,00
0,00
11 173,00
0,00
0,00
64 946,00

Total crédits inscrits après DM
0,00
794 000,00
206 000,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00

0,00
0,00
1 000 000,00

Total crédits inscrits après DM
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
154 703,52
6 742,14
0,00
20 050,00
215 619,00
950,00
0,00
0,00
777,00
5 906,00
42 739,00
368 983,75
10 256 098,00
183,00
4 360,00
24 324,00
1 887,00
69 476,00
0,00
1 784 576,00
1 920,00

174 422,00
668 851,00
213 505,89
1 004 132,00
74 693,00
22 782,01
54 596,00
6 715,15
19 593,00
0,00
312 098,91
61 552,00
47 936,00
30 617,00
83 440,00
215 453,00
147 507,69
96 809,00
151 343,00
57 505,00
526 732,11
0,00
0,00
4 633,38
1 921 534,13
6 076,00
19 543,00
85 496,52
2 245,00
287 716,00
78 009,00
0,00
2 075,00
431 322,70
118 163,47

406 275,52
106 552,99
44 110,44
0,00
12 243,04
20 455 574,36

Total crédits inscrits après DM
0,00
0,00

Total crédits inscrits après DM
0,00
0,00

83 135 597,31

BUDGETS ANNEXES DEPENSES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

Fonctionnement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	RB		3 045,00	0,00	0,00	3 045,00	0,00	0,00	3 045,00
		60612	Energie - Electricité	RB		28 420,00	0,00	0,00	28 420,00	0,00	0,00	28 420,00
		60621	Combustibles	BM		40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
		60621	Combustibles	RB		40 600,00	0,00	0,00	40 600,00	0,00	0,00	40 600,00
		60622	Carburants	BM		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		60622	Carburants	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60622	Carburants	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60623	Alimentation	BM		300,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00
		60632	Fournitures de petit équipement	BM		95 000,00	0,00	0,00	95 000,00	0,00	0,00	95 000,00
		60636	Habillement et vêtements de travail	BM		1 800,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00
		60636	Habillement et vêtements de travail	BMG		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
		6064.1	FOURNITURES ADMINISTRATIVES HT	BMG		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
		60668	Autres produits pharmaceutiques	BM		175 600,00	0,00	0,00	175 600,00	0,00	0,00	175 700,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BMG		9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
		61521	TERRAINS	RB		3 660,00	0,00	0,00	3 660,00	0,00	0,00	360,00

		615221	BATIMENTS PUBLICS	BM		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	3 000,00
		61551	Matériel roulant	BM		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
		61551	Matériel roulant	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		61551	Matériel roulant	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		61558	Autres biens mobiliers	BM		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
		61558	Autres biens mobiliers	RB		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
		6156	Maintenance	BFI		37 000,00	0,00	0,00	37 000,00	0,00	0,00	37 000,00
		6156	Maintenance	BM		35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00
		6156	Maintenance	RB		13 375,00	0,00	0,00	13 375,00	0,00	0,00	17 175,00
		6161	MULTIRISQUES	BMG		3 100,00	0,00	0,00	3 100,00	0,00	0,00	3 100,00
		6168	AUTRES	BMG		900,00	0,00	0,00	900,00	0,00	0,00	900,00
		6182.1	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BMG		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
		6184.1	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH		15 400,00	0,00	0,00	15 400,00	0,00	4 500,00	19 900,00
		6184.2	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION AVEC TVA	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6188	Autres frais divers	BM		55 000,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00
		6218	Autre personnel extérieur	BFH		6 500,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00
		62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BM		33 000,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00	32 900,00
		6231	Annonces et insertions	BM		100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
		6236	Catalogues et imprimés et publications	BMG		1 300,00	0,00	0,00	1 300,00	0,00	0,00	2 300,00
		6251	Voyages, déplacements et missions	BFH		12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
		6251.1	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6261	Frais d'affranchissement	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
		6262	Frais de télécommunications	BFI		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6281	Concours divers (cotisations...)	BM		780,00	0,00	0,00	780,00	0,00	0,00	780,00

		6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG		42 000,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	41 000,00
		6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH		3 200,00	0,00	0,00	3 200,00	0,00	0,00	3 200,00
		6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	BFH		3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00
		6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH		6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	200,00	6 200,00
		64111	Rémunération principale	BFH		520 000,00	0,00	0,00	520 000,00	0,00	25 000,00	545 000,00
		64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH		26 000,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	0,00	26 000,00
		64113	NBI	BFH		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		64118	Autres indemnités	BFH		120 000,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	7 000,00	127 000,00
		64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH		28 000,00	0,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00
		64131	Rémunérations	BFH		140 000,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	-13 200,00	126 800,00
		6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH		118 400,00	0,00	0,00	118 400,00	0,00	2 500,00	120 900,00
		6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH		180 000,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	3 500,00	183 500,00
		6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH		9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
		6455	Cotisations pour assurance du personnel	BFH		33 000,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00	33 000,00
		6472	Prestations familiales directes	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	BFH		6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
		6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
		6488	AUTRES CHARGES	BFH		17 000,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	17 000,00
		6541	Créances admises en non valeur			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6541	Créances admises en non valeur	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6542	CREANCES ETEINTES	BB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
		6574.1	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	BB		3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00
		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00
		673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB		3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00

		6811	DOTATIONS AMORTISSEMENTS IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES			154 980,84	0,00	0,00	154 980,84	0,00	0,00	154 980,84
		6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
1			**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**		Somme :	**2 100 162,84**	**0,00**	**0,00**	**2 100 162,84**	**0,00**	**29 500,00**	**2 129 662,84**
									Total :	**29 500,00**		
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**BS**	**DM**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Reports**	**DM1**	**Total crédits inscrits après DM**
2	**AIRE DE LA LOZERE**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	RB		52 224,00	0,00	0,00	52 224,00	0,00	0,00	52 224,00
		60612	Energie - Electricité	RB		18 360,00	0,00	0,00	18 360,00	0,00	0,00	18 360,00
		60621	COMBUSTIBLES	RB		25 500,00	0,00	0,00	25 500,00	0,00	0,00	25 500,00
		60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	BMG		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
		611	Contrats de prestations de services	RB		120 360,00	0,00	0,00	120 360,00	0,00	0,00	120 360,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		21 375,00	0,00	0,00	21 375,00	0,00	0,00	21 375,00
		615231	VOIRIES	RB		10 450,00	0,00	0,00	10 450,00	0,00	0,00	10 450,00
		61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
		6156	Maintenance	RB		6 510,00	0,00	0,00	6 510,00	0,00	0,00	6 510,00
		6161	MULTIRISQUES	BMG		210,00	0,00	0,00	210,00	0,00	0,00	210,00
		6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	DID		18 500,00	0,00	0,00	18 500,00	0,00	0,00	18 500,00
		6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG		70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	33 000,00	103 000,00
		63512	Taxes foncières	DID		8 400,00	0,00	0,00	8 400,00	0,00	0,00	8 400,00
		63512	Taxes foncières	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DID		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		6574.3	Subvention CDT - Aire de la Lozère	BC		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6574.3	Subvention CDT - Aire de la Lozère	DAD		78 000,00	0,00	0,00	78 000,00	0,00	0,00	78 000,00
		65888	AUTRES	BB		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
		673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
		6811	DOTATIONS AMORTIS.IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELL			344 784,44	0,00	0,00	344 784,44	0,00	0,00	344 784,44
2			**AIRE DE LA LOZERE**		Somme :	**813 873,44**	**0,00**	**0,00**	**813 873,44**	**0,00**	**33 000,00**	**846 873,44**
									Total :	**33 000,00**		
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**BS**	**DM**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Reports**	**DM1**	**Total crédits inscrits après DM**
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	RB		816,00	0,00	0,00	816,00	0,00	0,00	816,00
		60612	Energie - Electricité	RB		8 160,00	0,00	0,00	8 160,00	0,00	0,00	8 160,00
		60631	FOUNITURES D'ENTRETIEN	BMG		100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		620,00	0,00	0,00	620,00	0,00	0,00	740,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		4 880,00	0,00	0,00	4 880,00	0,00	0,00	4 760,00
		61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
		6161	MULTIRISQUES	BMG		1 100,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00	0,00	1 100,00
		6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG		800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
		63512	Taxes foncières	DID		8 200,00	0,00	0,00	8 200,00	0,00	0,00	8 200,00
		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00
		65888	AUTRES	DID		400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	400,00
		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		6761	DIF./REALISATINS POSITIVES TRANSFEREES EN INVESTIS.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMO.INCORPOREL.ET CORPORELLES			44 675,00	0,00	0,00	44 675,00	0,00	0,00	44 675,00
3			**DOMAINE DES BOISSETS**		Somme :	**70 253,00**	**0,00**	**0,00**	**70 253,00**	**0,00**	**0,00**	**70 253,00**
									Total :	**0,00**		

Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13913	SUBVENTION D'EQUIPEMENT TRANSFEREES AU CPTE RESULTAT			10 616,00	0,00	0,00	10 616,00	0,00	0,00	10 616,00
		2033	Frais d'insertion	BMP		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
		2033	Frais d'insertion	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
		2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	3 608,00	0,00	23 608,00
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT	BM		60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
		2188	Autres	BM		97 000,00	0,00	0,00	97 000,00	155 635,12	0,00	252 635,12
		231318	Autres bâtiments publics			30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
		231318	Autres bâtiments publics	RB		45 000,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	45 000,00
		28188	Autres			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 053,00	1 053,00
1			**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**		Somme :	**270 616,00**	**0,00**	**0,00**	**270 616,00**	**159 243,12**	**1 053,00**	**430 912,12**
									Total :	**160 296,12**		

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
2	**AIRE DE LA LOZERE**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- REGION			302,00	0,00	0,00	302,00	0,00	0,00	302,00
		13913	SUBV.INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU C.R. - DEPARTEMENTS			102 330,00	0,00	0,00	102 330,00	0,00	0,00	102 330,00
		192	DIF./REALISATION D'IMMO.- POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	Frais d'études	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2033	Frais d'insertion	BMP		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
		2033	Frais d'insertion	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
		2314	Constructions sur sol d'autrui			6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
		2314.31	Travaux aménagement Aire	RB		42 750,00	0,00	0,00	42 750,00	0,00	0,00	42 750,00
2			**AIRE DE LA LOZERE**		Somme :	**157 882,00**	**0,00**	**0,00**	**157 882,00**	**0,00**	**0,00**	**157 882,00**
									Total :	**0,00**		

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		192	DIF./REALISATION IMMO POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	Frais d'études	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		3 750,00	0,00	0,00	3 750,00	0,00	0,00	3 750,00
		231314	Bâtiments culturels et sportifs	RB		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	9 672,20	0,00	34 672,20
3			**DOMAINE DES BOISSETS**		Somme :	**28 750,00**	**0,00**	**0,00**	**28 750,00**	**9 672,20**	**0,00**	**38 422,20**
									Total :	**9 672,20**		

BUDGETS ANNEXES RECETTES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

Fonctionnement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYA	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7061	Taxes d'analyse	BM		4 800,00	0,00	0,00	4 800,00	0,00	0,00	4 800,00
		7061.2	Taxes d'analyses - TVA 7%	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7061.3	Taxes d'analyse - TVA 19,6 %	BM		100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
		7061.4	Taxes d'analyses - TVA 10 %	BM		290 000,00	0,00	0,00	290 000,00	0,00	0,00	290 000,00
		7061.7	Taxes d'analyses - TVA 20 %	BM		750 000,00	0,00	0,00	750 000,00	0,00	0,00	750 000,00
		7061.8	Taxes d'analyses ESB - TVA 20 %	BM		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
		7061.9	Taxes d'analyses SATESE-SATEP - TVA 20 %	BM		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
		74718	Autres	BM		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
		74718.1	Participation de l'Etat (TVA 19,60 %)	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		74718.2	Participation de l'Etat - E.S.B. Equarissage	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		74718.4	Participation de l'Etat (TVA 20 %)	BM		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
		74718.5	PARTICIPATION ETAT E.S.B. - TVA 0 %	BM		150,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	150,00
		74718.6	PARTICIPATIONS ETAT AUTRES (TVA 8.5 %)	BM		1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00

		74718.7	Participation de l'Etat - E.S.B. Equarissage (TVA 20 %)	BM		215 000,00	0,00	0,00	215 000,00	0,00	0,00	215 000,00
		74718.8	Participation de l'Etat (TVA 10 %)	BM		150,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	150,00
		74788	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 447,00	28 447,00
		75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi	BM		784 894,84	0,00	0,00	784 894,84	0,00	0,00	784 894,84
		7588	Autres produits divers de gestion courante	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00
		7711	DEDITS ET PENALITES PERCUS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7714	RECOUVREMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICE ANTERIEURS)								1 053,00	1 053,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICE ANTERIEURS)	BM		250,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	250,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICE ANTERIEURS)	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	QUOTE-PART SUBV INVESTIS TRANSFEREES AU CPTE DE RESULTAT			10 616,00	0,00	0,00	10 616,00	0,00	0,00	10 616,00
		7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7811	reprise sur amortissement			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7817	REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
					F	**2 100 162,84**	**0,00**	**0,00**	**2 100 162,84**	**0,00**	**29 500,00**	**2 129 662,84**
									Total :	**29 500,00**		
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**BS**	**DM**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Reports**	**DM1**	**Total crédits inscrits après DM**
2	**AIRE DE LA LOZERE**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7068	Autres redevances et droits	BB		125 000,00	0,00	0,00	125 000,00	0,00	0,00	125 000,00

		757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	BB		145 000,00	0,00	0,00	145 000,00	0,00	42 000,00	187 000,00
		75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi	BB		441 239,44	0,00	0,00	441 239,44	0,00	-9 000,00	432 239,44
		7588	Autres produits divers de gestion courante	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	QUOTE-PART SUBVENTIONS INVESTISS. TRANSFEREES CPTE RESULTAT			102 632,00	0,00	0,00	102 632,00	0,00	0,00	102 632,00
		7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					F	**813 873,44**	**0,00**	**0,00**	**813 873,44**	**0,00**	**33 000,00**	**846 873,44**
									Total :	**33 000,00**		

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		70878	PAR DES TIERS	BB		3 300,00	0,00	0,00	3 300,00	0,00	0,00	3 300,00
		752	Revenus des immeubles	BB		3 810,00	0,00	0,00	3 810,00	0,00	0,00	3 810,00
		75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi	BB		63 141,00	0,00	0,00	63 141,00	0,00	0,00	63 141,00
		7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00
		773	Mandats annulés (sur exerices antérieurs)	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		773	Mandats annulés (sur exerices antérieurs)	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					F	**70 253,00**	**0,00**	**0,00**	**70 253,00**	**0,00**	**0,00**	**70 253,00**
									Total :	**0,00**		

Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	669 534,36	669 534,36
		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1313	SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES-DEPARTEMENTS	BB		85 635,16	0,00	0,00	85 635,16	0,00	-85 635,16	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES			30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2188	Autres	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28051	Concessions et droits similaires			4 385,60	0,00	0,00	4 385,60	0,00	0,00	4 385,60
		281318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS			63 276,00	0,00	0,00	63 276,00	0,00	0,00	63 276,00
		281838	AMORTIS. AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AMORTIS. AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28188	AMORTIS. AUTRES IMMO CORPORELLES			87 319,24	0,00	0,00	87 319,24	0,00	0,00	87 319,24
					I	**270 616,00**	**0,00**	**0,00**	**270 616,00**	**0,00**	**583 899,20**	**854 515,20**
									Total :	**583 899,20**		
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**BS**	**DM**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Reports**	**DM1**	**Total crédits inscrits après DM**
2	**AIRE DE LA LOZERE**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 610 081,39	1 610 081,39
		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		1313	SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES - DEPARTEMENTS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES			3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION			3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
		2314.31	AMENAGEMENT AIRE DE LA LOZERE	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28031	Amortissements des frais d'études			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS			3 333,00	0,00	0,00	3 333,00	0,00	0,00	3 333,00
		28121	Plantations d'arbres et arbustes			3 808,00	0,00	0,00	3 808,00	0,00	0,00	3 808,00
		2814	AMORTISSEMENT CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI			201 551,00	0,00	0,00	201 551,00	0,00	0,00	201 551,00
		2817318	AMORTISSEMENT AUTRES BATIMENTS PUBLICS			134 158,00	0,00	0,00	134 158,00	0,00	0,00	134 158,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS			1 934,44	0,00	0,00	1 934,44	0,00	0,00	1 934,44
					I	**350 784,44**	**0,00**	**0,00**	**350 784,44**	**0,00**	**1 610 081,39**	**1 960 865,83**
									Total :	**1 610 081,39**		

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	DM	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	576 864,95	576 864,95
		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281314	AMORTISSEMENTS BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS			44 535,00	0,00	0,00	44 535,00	0,00	0,00	44 535,00
		281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS			140,00	0,00	0,00	140,00	0,00	0,00	140,00
		28188	AMORTIS. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					I	**44 675,00**	**0,00**	**0,00**	**44 675,00**	**0,00**	**576 864,95**	**621 539,95**
									Total :	**576 864,95**		

Délibération n°CD_18_1044

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 29 juin 2018

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Finances : vote de la taxe d'aménagement sur le département de la Lozère

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 15h00

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 3212-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 28 de la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificatives pour 2010 ;

VU la délibération n°CG_11_5113 du 17 octobre 2011 ;

VU la délibération n°CG_13_4105 du 31 octobre 2013 modifiant le taux ;

VU la délibération n°CP_15_643 du 27 juillet 2015 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°703 intitulé "Finances : vote de la taxe d'aménagement sur le département de la Lozère" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission « Finances et gestion de la collectivité » du 21 juin 2018 ;

VU la non-participation au débat et au vote de Régine BOURGADE, Sophie MALIGE, Henri BOYER, Bruno DURAND, Michel THEROND et Eve BREZET ;

ARTICLE 1

Fixe le taux départemental de la taxe d'aménagement à 1 %, pour une durée de 3 ans, sous réserve d'une décision ultérieure de l'Assemblée modifiant ce taux durant cette période.

ARTICLE 2

Approuve la répartition du taux départemental de la taxe d'aménagement, comme suit :

- Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement : .....0,35 %
- Espaces Naturels Sensibles : .....0,65 %

ARTICLE 3

Décide de ne procéder à exonération totale ou partielle, considérant que seules les exonérations de plein droit seront prises en compte.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_18_1044

Annexe à la délibération n°CD_18_1044 du Conseil Départemental du 29 juin 2018 : rapport n°703 "Finances : vote de la taxe d'aménagement sur le département de la Lozère".

La taxe d'aménagement, créée par la loi de finances pour 2010, regroupe l'ensemble des taxes d'urbanisme dont la taxe départementale pour le financement des CAUE et la Taxe Départementale pour les Espaces Naturels verts Sensibles (TDENS). Elle est applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations nécessitant une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou d'aménager, déclaration préalable).

Cette taxe a été instituée en 2011 sur l'ensemble du territoire départemental au taux de 0,6%, porté, par délibération en date du 31 octobre 2013, à 1% se décomposant comme suit :

- 0,6% pour les espaces naturels verts sensibles
- 0,4% pour le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement

Ce taux a été reconduit en 2015, pour une durée de 3 ans.

Le CAUE de la Lozère est financé par cette taxe départementale collectée et redistribuée par le Département. Depuis 2013, une procédure d'avances remboursables a été mise en place pour permettre le fonctionnement de cette structure. La dette du CAUE devrait être totalement apurée en 2018. Dès lors, le département devra reverser au CAUE, au fur et à mesure des encaissements, le produit de la taxe.

Dans ce contexte, je vous propose de revoir la répartition du montant encaissé en diminuant très légèrement celle du CAUE et en augmentant la part départementale affectée aux espaces naturels sensibles.

Ainsi, il vous est proposé :

- **de maintenir le taux départemental de la taxe d'aménagement à 1 %**, et ce pour une durée de 3 ans sous réserve d'une décision ultérieure de l'Assemblée de modifier ce taux pendant cette période,
- **de modifier sa répartition** comme suit :
  - 0,35 % pour le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (au lieu de 0,40%)
  - 0,65 % pour les espaces naturels sensibles
- de ne décider d'aucune exonération totale ou partielle n'ayant obtenu aucun élément statistique précis permettant d'apprécier l'incidence financière de ces éventuelles exonérations. Seules les exonérations de plein droit seront prises en compte.

Le montant perçu concernant la Taxe d'Aménagement en 2017 s'élevait à 120 613,46 €.

Délibération n°CD_18_1045

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 29 juin 2018

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Gestion de la collectivité : présentation du rapport d'activités 2017 du Département

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances -

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 15h00

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 3121-21 du code général des collectivités locales ;

VU la délibération n°CD_17_1056 du 23 juin 2017 prenant acte du rapport d'activités 2016 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°704 intitulé "Gestion de la collectivité : présentation du rapport d'activités 2017 du Département" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 21 juin 2018 ;

ARTICLE UNIQUE

Prend acte de la présentation par la Présidente du Conseil Départemental, du rapport d'activités 2017 du Département de la Lozère et du débat lié à cette présentation.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_18_1045

Annexe à la délibération n°CD_18_1045 du Conseil Départemental du 29 juin 2018 : rapport n°704 "Gestion de la collectivité : présentation du rapport d'activités 2017 du Département".

Conformément au code général des collectivités (article L 3121-21), la Présidente doit rendre compte au Conseil Départemental, par un rapport spécial qui donne lieu à débat, de la situation du département, de l'activité et du financement des différents services du département.

Dans ce contexte, je vous présente le rapport d'activité 2017, tel que joint en annexe, qui retrace l'activité départementale pour cette période et présente les moyens et ressources déployés pour mettre en œuvre la politique décidée par notre assemblée.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de cette communication.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017

Agir,
en Lozère, naturellement !

lozère
LE DÉPARTEMENT

LA LOZÈRE EN CHIFFRES.....P.3
REGARDS SUR 2017.....P.4
ÉLUS.....P.5
CABINET & COMMUNICATION.....P.7
BUDGET.....P.8
SOLIDARITÉ TERRITORIALE.....P.10
SOLIDARITÉ SOCIALE.....P.14
INFRASTRUCTURES DÉPARTEMENTALES.....P.17
RESSOURCES INTERNES.....P.19
PARTENAIRES.....P.22
LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES.....P.22
ORGANIGRAMME.....P.23

édito

Sophie PANTEL
Présidente du Département

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport d'activités 2017 des services du Département de la Lozère.
Comme vous le savez, l'année écoulée a été très dense pour les services de la collectivité. Vous pourrez ainsi découvrir au fil de ces pages, une liste non exhaustive des événements et dossiers qui ont rythmé ces derniers mois. Toujours dans la poursuite de la loi NOTRe qui a profondément bouleversé l'institution, nous allons encore bien au-delà de nos politiques récurrentes.
Et c'est dans un souci permanent de transparence que nous agissons afin de rendre toutes nos actions lisibles. Les enjeux sont toujours les mêmes: le désenclavement et la démographie. Après des mois de négociation, le plan Très Haut Débit (THD) a été signé en fin d'année 2017. Ce dossier majeur de notre assemblée sera un levier économique et d'attractivité sans précédent. L'attractivité du territoire et l'accueil de nouvelles populations font en effet partie de nos priorités comme en témoignent la refonte du site www.lozerenouvellevie.com, le lancement de la politique jeunesse ou encore l'évolution de Lozère Développement en Agence de l'Attractivité. Nous avons également lancé une Stratégie touristique 2017-2021, en étroite collaboration avec Lozère Tourisme, volontairement orientée en faveur de la promotion du territoire. La Lozère s'est aussi invitée à Lyon lors de "La Lozère pousse le Bouchon", à Marseille et Toulouse avec nos campagnes d'affichages ou encore à Paris lors du Salon de l'Agriculture. Présents hors de nos frontières certes, mais toujours au plus près des lozériennes et des lozériens grâce à nos programmes d'intervention et à nos politiques de proximité assurées dans le cadre de nos compétences obligatoires (solidarité sociale, solidarité territoriale...).

Bonne lecture !

LA LOZÈRE EN CHIFFRES

CINQ GRANDES RÉGIONS

- Aubrac
- Cévennes & Mont Lozère
- Gorges du Tarn & Causses
- Margeride
- Vallée du Lot
- Point culminant - Le Mont Lozère - 1699 m

- 76 889 habitants
- 5 168 km²
- 15 hab/km²
- 13 cantons
- 10 communautés de communes
- 158 communes
- Préfecture : Mende
- Sous préfecture : Florac Trois Rivières

SOLIDARITÉ

- 5 centres médico-sociaux
- 29 maisons de retraite (EHPAD)
- Petite enfance : 16 crèches et micro-crèches
- 48 centres ¨accueil de loisirs sans hébergement¨

ENSEIGNEMENT

- 84 écoles primaires publiques
- 28 écoles primaires privées
- 13 collèges publics, 6 collèges privés
- 5 lycées publics, 5 lycées privés
- 6 lycées professionnels

VOIRIE

- 2 265 km de voiries départementales
- 4 500 km de voies communales
- 156 km de routes nationales
- 69 km d'autoroute
- 24 Centres Techniques du Département
- 4 Unités Techniques du Département

PERSONNES HANDICAPÉES

- 5 foyers d'hébergement d'Etablissements et Services d'Aide par le Travail
- 13 foyers de vie
- 3 foyers d'accueil médicalisé
- 1 établissement d'accueil temporaire et d'urgence

REGARDS SUR 2017

MARS

- Exposition Maisons Paysannes de France
- Réunion du Comité départemental de démographie médicale
- Tempête Zeus : les agents des routes du Département sur le pont !
- Vote du budget primitif
- Convention de ruralité CDEN non signée
- Inauguration de la salle polyvalente et de la nouvelle mairie de Laval du Tarn
- 6 sites lozériens retenus dans l'Appel à projets téléphonie mobile
- Signatures des contrats de ruralité
- Grande campagne d'affichage à Toulouse et Marseille
- Présentation de la stratégie touristique 2017-2021
- Remise de l'ordre du mérite à Sophie Pantel et Francis Courtès
- Salon TAF, visite du secrétaire d'état Jean-Marc TODESCHINI
- Inauguration de la gare multimodale et de l'aire de co-voiturage de Mende
- Remise des nouvelles tenues aux jeunes sapeurs pompiers
- Inauguration des Réserves du Musée de Mende
- Diffusion du reportage Cap Sud-ouest consacré à l'Aubrac sur Fr3 ...

JANVIER

- Reprise de Quézac par Ogeu qui vient tourner sa publicité en Lozère
- Cérémonie des voeux aux forces vives
- Visite des EHPAD de Lozère jusqu'en mars
- Élection du sportif lozérien 2016
- Congrès de la FNACA
- Présentation d'AGT à Polen
- Présentation du dispositif MAIA aux professionnels du secteur Personnes âgées
- Réunions concernant le PPI collèges adap
- Réunions THD...

AVRIL

- Inauguration restructuration et sécurisation de l'AEP du bassin de vie de Langogne
- Réunion d'information publique RD125 à St-Etienne du Valdonnez
- Réunion RN88 à Toulouse
- Joli mois de l'Europe
- 1ère livraison Agrilocal au Collège de Marvejols
- Congrès national USEP
- Poursuite des visites dans les EHPAD à Châteauneuf de R. et Chirac
- Diffusion du magazine «Grandeur nature» sur les transhumances sur Fr2...

FÉVRIER

- Collection patrimoine sur les sources du Tarn
- Présence de la Lozère au salon de l'agriculture
- Visite de la Présidente du Comité Régional du Tourisme
- Accompagnement au transfert de la compétence eau potable et assainissement
- Inauguration de la MSAP de Grandrieu,
- Inauguration de 2 logements sociaux, de l'ancien presbytère et installation du bureau de poste du Pont de Montvert
- AG de Réseau en Scène
- Inauguration de la stèle de St Léger de Peyre
- Reprise du marché aux ovins de Marvejols
- Mise en place du Conseil Territoire de Santé
- Expédition Créative à la Salle Prunet
- Inauguration d'un Salon Patient au service SSR de l'Hôpital de Mende,...

MAI

- Inauguration Madeeli
- Mobilier livré aux cantines scolaires de Ste Enimie et Marvejols
- Tournage Les Animaux de la 8
- Relance de l'association France Alzheimer
- Recrutement des Greeters
- Cérémonie hommage au Conseil national de la Résistance
- Assises nationales des Activités de Pleine nature
- Manifestation la Lozère pousse le Bouchon à Lyon
- René Souchon en dédicace...

JUIN

- Session d'accueil sur l'Accueil de nouvelles populations
- Élections législatives
- Rencontre directeur régional SNCF
- Présentation nouvelle politique jeunesse
- Soirée ambassadeurs
- Fête de la musique dans la cour de l'hôtel du Département
- Sortie du Courrier du Parlement spécial Lozère
- Réunion de la Commission départementale d'insertion plénière
- Réunion anciens conseillers généraux
- Stage national Archives judiciaires
- Remise des prix du Concours "Lozère & moi"
- Accueil de la délégation des chinois de Guizhou
- Le Gardon de Sainte-Croix labellisé rivière en bon état
- Journées d'Education à l'Environnement aux Boissets
- Hackaton de la MDECS
- Inauguration des locaux de Languedoc Lozère Viande
- Remise prix Fondation du Patrimoine
- Transhumance au Mont Lozère
- Inauguration d'Essenciagua
- Trèfle lozérien
- Inauguration de deux commerces à Marvejols (salon de coiffure et esthéticienne)
- Adoption de la motion ZRR
- Premiers emménagements à l'espace Olympe de Gouges pour les agents du Département
- Foire de Lozère à Aumont-Aubrac...

JUILLET

- Réfection des routes pour le Tour de France
- Tournée estivale
- Convention Tripartite entre le Département, l'Université de Montpellier et CANOPE
- Rendez vous à l'Elysée pour les Zones de Revitalisation Rurale
- Lancement des navettes touristiques
- Fit'days à Castanet
- Chantier de la RD25
- Session Accueil
- Projet d'aménagement Parc à Loups
- Inauguration Eglise St Flour du Pompidou
- Signature convention avec les consulaires
- Création du Comité consultatif départemental
- Convention SAFER
- Déplacement de Jacques MEZARD, ministre de la Cohésion des Territoires
- Inauguration du Festival Détours du Monde et de nombreux festivals
- Participation d'une équipe du Département au Marvejols-Mende
- Fête de la Terre
- Nolwenn Leroy tourne son clip «Gemme» dans l'aven Armand...

AOÛT

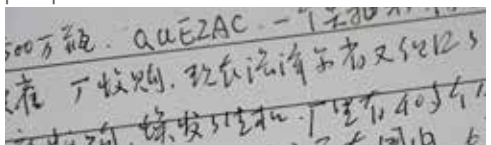
- Remise du Genêt d'or à Michel Benoît
- Lozère Estivale à Aumont-Aubrac
- Visite de l'acteur Alexandre Astier

SEPTEMBRE

- Rentrée des classes et visite collèges de Langogne et Villefort pour Sophie Pantel
- Visite de chantier de la halle sportive de Villefort
- Remise du Pass Jeunesse
- Grand rdv des ambassadeurs
- Convention Pôle Emploi sur l'Accompagnement global
- Rencontre avec la Conseillère Cohésion des territoires de l'Elysée sur les ZRR
- 200 000€ pour la réfection de l'allée Piencourt à Mende
- La Tournée du Bibliobus s'agrandit
- Tour cycliste féminin International au Mont-Lozère
- Journées du patrimoine
- Inauguration Ecole de Chabrits
- Réunion plénière Contrats territoriaux
- Fête des sapeurs-pompiers de Lozère
- 40 ans du Centre hospitalier de Langogne
- 100 ans d'Arcelor Mittal à Saint-Chély d'Apcher
- Repas de rentrée des agents du CD
- Ouverture de saison des Scènes Croisées
- Concours du broutard
- Élections Sénatoriales...

OCTOBRE

- Signature de la convention d'adhésion de la ville de Mende au service CEP de Lozère Energie
- Forum des seniors à l'occasion de la journée des aidants
- Défi Rose
- Lancement du nouveau site web lozerenouvellevie.com
- Inauguration du CT de GRANDRIEU
- Signature convention médecin avec Hugo Savajols
- Rencontre tourisme avec les OT de la région
- Cross ELA
- Conférence des territoires
- Semaine du Goût
- Salon Artisanature
- Réunion du Comité Démographie médicale
- Rencontre régionale des Présidents de Conseil départementaux avec la présidente de Région
- Formation des élus à la tarification incitative
- Tournage de «Mon nom est Marianne» à Laval-Atger
- Tournage de la série «Birth of Hero» au Domaine des Boissets
- Visite des Archives en nocturne pour Halloween
- Présentation du Tour de France 2018 et remise du Vélo d'Or
- Congrès de l'ADF
- Sortie du film Le Semeur tourné en Lozère
- Remise du chèque pour les orphelins des pompiers...



NOVEMBRE

- Réunion d'échange COTITA sur la viabilité hivernale
- Signature officielle sur la Valorisation des engagements ZDZG avec l'ADEME
- Inauguration du chantier RD906
- Inauguration de l'école de Bagnols les Bains
- Semaine de la Mixité
- Pacte territorial d'insertion
- Signature convention CREC
- Journée de l'ESS à Mende
- Remise des prix Sport Adapté à Marvejols
- Rencontre avec le nouveau médecin de Saint Etienne du Valdonnez Dr Elodie Repole soutenue par le Département
- Participation de 2 lozériens à Open international de Course de Cross en Chine
- Travaux sur la RD806 et sur la RD42
- Inauguration de United nothing
- Tournage de Nos terres inconnues en Lozère avec Frédéric Lopez...

DÉCEMBRE

- Visite SEM Abattoir
- Signature Très Haut Débit
- Signature de la convention de partenariat MLI/CCI,
- DSP et travaux pour la station thermale de Bagnols
- AG UMIH (*Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie)*
- Sondage téléphonique prévention déchets auprès des lozériens ...

ÉLUS

CANTON D'AUMONT AUBRAC

Alain ASTRUC

EVE brezet

CANTON DE MENDE SUD

Jean-Claude MOULIN

Françoise AMARGER-BRAJON

CANTON DE CHIRAC

Henri BOYER

Sophie MALIGE

CANTON DE LA CANOURGUE

Jean-Paul POURQUIER

Valérie FABRE

CANTON DE FLORAC

Denis BERTRAND

Guylène PANTEL

CANTON DE ST CHÉLY D'APCHER

Michel THEROND

Christine HUGON

CANTON DE MARVEJOLS

Bernard DURAND

Patricia BREMOND

CANTON DE ST ALBAN/ LIMAGNOLE

Patrice SAINT-LÉGER

Sabine DALLE

CANTON DE GRANDRIEU

Bruno DURAND

Valérie VIGNAL

CANTON DE LANGOGNE

Bernard PALPACUER

Laurence BEAUD

CANTON DE MENDE NORD

Régine BOURGADE

CANTON DE ST ÉTIENNE DU VALDONNEZ

Francis COURTES

Sophie PANTEL

CANTON DU COLLET DE DÈZE

Robert AIGOIN

Michèle MANOA

CABINET & COMMUNICATION **13 agents**

cabinet@lozere.fr communication@lozere.fr

FAITS MARQUANTS

- **386** dotations attribuées pour **26 040 €**
- **79** prêts de tentes
- **50** inaugurations
- **13** remises de prix
- **131** communiqués de presse
- **48** conférences de presse
- **4** newsletters
- **78** insertions presse + 19 semaines couvertes en spots radio sur Totem et 48FM Mende + campagne affichage grand format sur les Ambassadeurs à Toulouse et Marseille (160 faces vues sur 2 semaines)
- **14** sites internet avec, en 2017, l'ouverture du site agrilocal48.fr et la refonte du site lozerenouvellevie.com
- **200 424** visites sur le site lozere.fr soit une moyenne de 550 visites par jour
- Mentions j'aime sur Facebook à **4 514** likes (soit + 1 274 en 2017)
- Organisation ou co-organisation d'événementiels dont La Lozère pousse le Bouchon à Lyon, les Fit'Days et le passage du Tour de France
- Signalétique du nouvel Espace Olympe de Gouges
- Renforcement de la communication pour les Navettes Touristiques
- Visite de l'ensemble des EHPAD à la rencontre des personnels et des résidents
- Déplacements ministériels de Jacques Mézard, Jean-Marc Todeschni, ... et déplacement dans le Lot pour la signature de la DSP Très Haut Débit en présence du Premier Ministre Edouard Philippe et Gouvernement
- participation à **8** tournages de films, clips ou émissions (Riding Zone, Animaux de la 8, le Semeur, Mon nom est Marianne, Nos terres inconnues...)
- Visite des entreprises : United Nothing...

ÉVÈNEMENTIEL 2017

- Cérémonie vœux aux agents **358 agents**
- Congrès Internes médecine de Nancy
- SIA *Salon International de l'Agriculture*
- Le Congrès national USEP
- Bourse aux brochures organisé par Lozère Tourisme
- La Lozère pousse le bouchon à Lyon
- Assises nationales de la randonnée et des activités de pleine nature (avec DAD)
- La Foire de Lozère
- Remise des prix du concours scolaire dans le cadre du nouveau slogan
- Fitdays : soirée de lancement
- Inauguration Église St Flour du Pompidou (après travaux de rénovation)
- Repas de rentrée des agents à l'espace "Olympe de Gouges" **445 agents**

TOURNÉE ESTIVALE

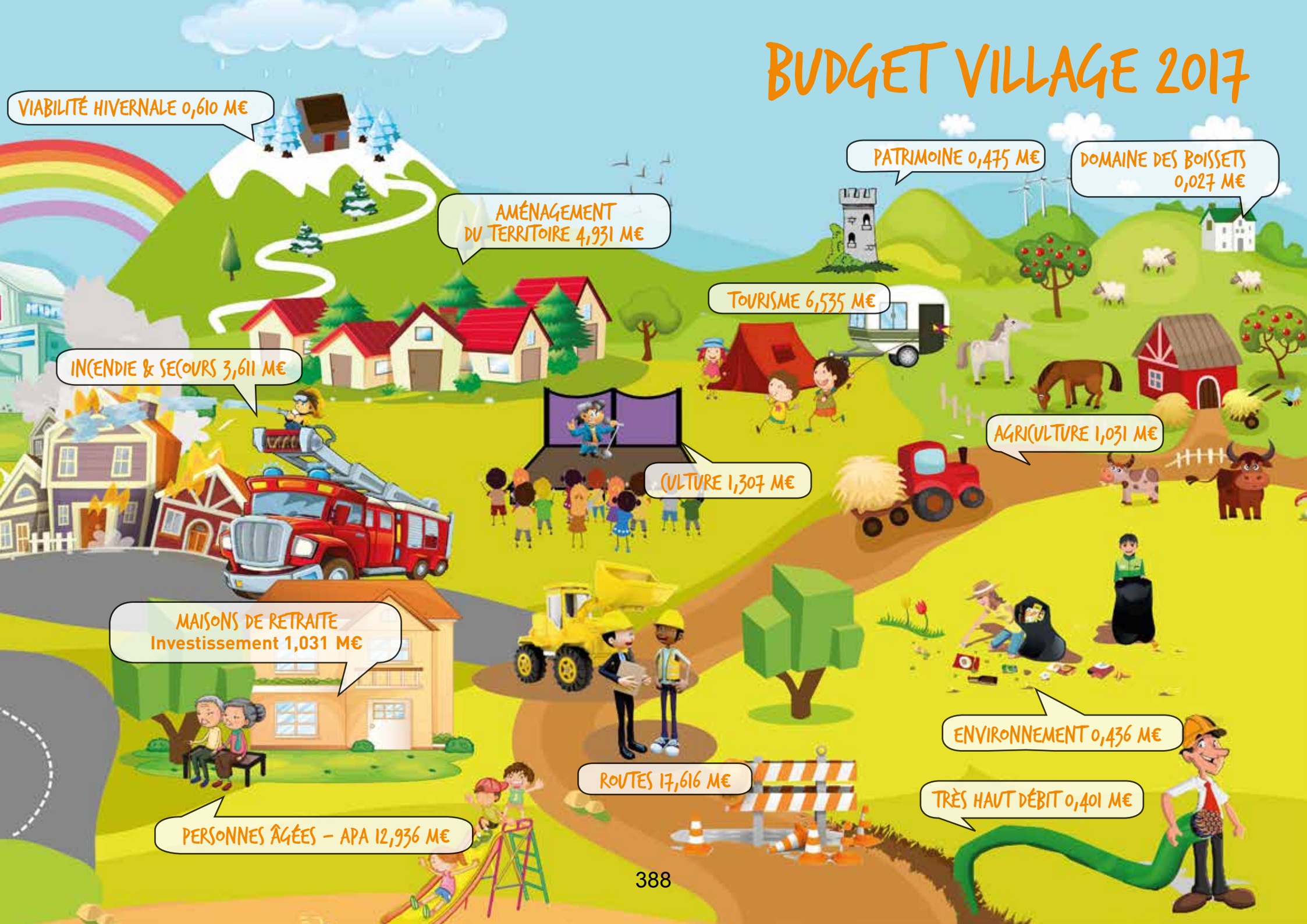
- FIT DAYS AU CHÂTEAU DE CASTANET – 08/07
- FESTIVAL DES MÉTIERS D'ART DU PONT-DE-MONTVERT – 14/07
- TOUR DE FRANCE À AUMONT-AUBRAC – 16/07
- L'AVEN ARMAND –19/07
- MARVEJOLS-MENDE À MENDE – 23/07
- LA MALÈNE – 24/07
- FÊTE DES PÂTURAGES À NASBINALS – 30/07

soit 20 événements sur lesquels le Service Communication a été mobilisé

386

BUDGET VILLAGE 2017

BUDGET VILLAGE 2017



SOLIDARITÉ TERRITORIALE

solidariteterritoriale@lozere.fr

Point d'entrée "collectivités"
04 66 49 95 07
collectivites@lozere.fr

Mission Ingénierie de projet Ingénierie Financière, Urbanisme, Contractualisation

Ingénierie de projets

> **24** projets accompagnés notamment les Pôles de Pleine Nature, le projet de Ligne Verte des Cévennes, la Résidence thermale de Bagnols les bains, le Grand Lac de Naussac, les démarches de redynamisation des centres-bourgs, la réflexion sur les infrastructures sportives du bassin de Florac...

Contractualisation et les aides aux collectivités : collectivites@lozere.fr

- **1ère génération**
  - > **431** dossiers
  - > **13** permanences organisées
- **2ème génération**
  - > vote du règlement en juin
  - > réunion plénière de lancement en septembre
  - > **3** séries de réunions territoriales à l'échelle des 10 communautés de communes pour l'élaboration des nouveaux contrats
  - > **30** permanences organisées pour accompagner au montage des fiches-projets

Politiques du logement

Programme Habiter Mieux
> **127** situations aidées

- Adoption finale et arrêté final du Préfet pour le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public
- Lancement de la révision du schéma départemental d'accueil des gens du voyage en partenariat avec les services de l'État

Mission Europe europe@lozere.fr

> Suivi de la programmation des crédits européens en Lozère : **8 M€ en 2017**
> **3 itinéraires de randonnée** sélectionnés par appels à projets du Massif central : Régordane, GTMC et Stevenson

- 3 jeunes lozériens sont partis effectuer un stage professionnel Erasmus+ de 2 mois en Grèce avec la Mission Locale

DIRECTION DE L'INGÉNIERIE DÉPARTEMENTALE

Ingénierie technique Mission Assainissement, Qualité rivières

> **401** visites d'assistance technique
> **55** bilans «24 heures» diagnostic de fonctionnement des stations
> **150** mesures sur les rivières
> **Déploiement de la campagne de sensibilisation** des abonnés aux services d'assainissement aux bonnes pratiques en termes de **rejets dans les systèmes d'assainissement**
> Lancement de l'**étude préalable** dans le cadre du label **"rivières sauvages"**

Ingénierie technique - Mission Eau potable

> **Assistance technique** à la protection des ressources en eau - **95** collectivités et **555** ressources
> **Appui technique** pour le dépôt de dossier de candidature à l'AAP Protection et qualité de l'eau potable - 34 dossiers produits dont 20 dossiers retenus pour un montant de travaux présenté de **1,93M€**
> **Accompagnement** projets structurants AEP : 5 dossiers : **5,24M€**
> **9 réunions** de sensibilisation des collectivités au transfert des compétences eau et assainissement à l'échelle des communautés de communes
> **Révision de la liste des projets structurants de mobilisation de la ressource en eau**
> **Contribution** et participation à la démarche de définition de la **nouvelle stratégie régionale de l'Eau**

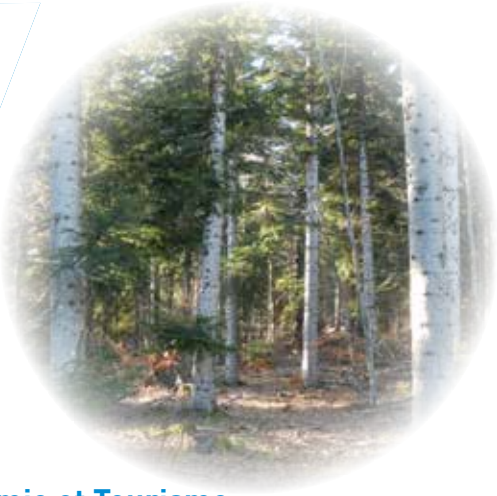
Mission Patrimoine, transition énergétique & SIG

patrimoine_departemental@lozere.fr

> Intégration du bâtiment "Polen" au sein du patrimoine départemental et régularisation foncière de collèges (Saint-Chély d'Apcher, Villefort, Vialas)
> Participation aux ateliers pour l'élaboration du plan régional de gestion des déchets
> **Mise en œuvre du projet Zéro Déchet Zéro Gaspillage** : 2 nouveaux programmes locaux de prévention des déchets, lutte contre le gaspillage alimentaire avec une mission de service civique
> **Mise en œuvre des actions Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte** (TEPCV) : animation du dispositif, sensibilisation dans les collèges...

SOLIDARITÉ TERRITORIALE

solidariteterritoriale@lozere.fr



Mission Agriculture, Forêt, Économie et Tourisme

Agriculture

> Signature de la convention entre la Région et le Département pour financer les organismes agricoles et forestiers
> Mise en place et animation de la plate forme Agrilocal
> Approbation du schéma départemental de desserte externe des massifs forestiers

Tourisme

> Adoption de la Stratégie Touristique Lozère 2017/2021 et mise en œuvre de certaines actions (saisonnalité, tourisme expérientiel..)
> Conventionnement avec les EPCI pour la délégation de l'octroi de l'aide à l'immobilier en vue de co-financer des projets d'hébergements touristiques (gîtes et hôtellerie de plein air)
> Signature des contrats de Délégation de service Public pour la station thermale de Bagnols les Bains et le Parc à loup de Ste Lucie

Interface Région et structures de développement local

Évolutions liées à la loi Notre

> Fusion des associations De Lozère et Lozère Développement
> Signature avec le SMRN 88 de la convention relative au retrait du Département de ce syndicat et intégration en bien de retour du bâtiment POLeN situé sur la ZA de Valcroze à Mende dans le patrimoine du Département

Structures de Développement Local

> Adoption de la charte du PNR Aubrac
> Transformation de l'Entente Vallée du Lot en Syndicat Mixte du Bassin du Lot

DIRECTION DE L 'ATTRACTIVITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT

Mission Accueil, Attractivité, Démographie médicale, Jeunesse

Politique Jeunesse

> Lancement du Pass'Jeunesse
> Vote du répertoire d'actions par l'Assemblée départementale

Démographie médicale

> Participation au congrès national Internes Médecins généralistes à Nancy
> Plan d'actions construit en collaboration du comité Démographie Médicale
> Deux conventions d'engagement signées !

Accueil Nouvelles Populations : vivreenlozere@lozere.fr

> Première participation au SIA
> Tournée estivale
> 48 ambassadeurs de la Lozère et lancement du groupe de réflexion des ambassadeurs économiques
> Implication pour La Lozère pousse le Bouchon à Lyon
> Lancement de la nouvelle version du site Lozère Nouvelle Vie et partenariat avec Pôle Emploi

Mission ENS, activités de pleine nature et Aménagement foncier agricole et forestier

Activités de pleine Nature

> Analyse foncière et balisage de la Grande Traversée du Massif Central pour son inscription au Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires. 220 km analysés, conventionnés et balisés.

Espaces Naturels Sensibles

Soutien d'actions de gestion pour
> La Tourbière de la Cham de Pont
> La préservation des mégalithes des Bondons
> La préservation des tourbières sur l'Aubrac et la Margeride

SOLIDARITÉ TERRITORIALE

solidariteterritoriale@lozere.fr

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ÉDUCATIF & CULTUREL

culture@lozere.fr

Point d'entrée "associations"

Point unique de dépôt de dossiers de demande de financement pour les associations (fonctionnement /investissement) :
1547 *dossiers traités*
Interlocuteur unique
Direction du Développement Éducatif et Culturel
Tel : 04 66 94 01 04 -Fax : 04 66 49 60 95
Courriel : associations@lozere.

Culture

Site consultable à l'adresse : *culture.lozere.fr*

- **Soutien** financier aux structures et acteurs culturels
- **66** associations culturelles soutenues par la Commission Culture en 2017
- **Portail culturel de la Lozère**, mis en ligne en février 2013, qui propose un agenda répertoriant toute la programmation culturelle du département. Mais aussi des articles et reportages photos sur l'actualité culturelle, un quizz pour gagner des places ou des entrées pour divers événements culturels proposés par nos partenaires tout au long de l'année ! Site consultable à l'adresse : culture.lozere.fr

FAITS MARQUANTS

- **À la suite des 1ères rencontres de la Culture, les règlements concernant le paiement des subventions ont été assouplis.**
- **Ouverture de la Forge à Villefort**

Enseignement

- **19** collèges, **3 637** élèves dont 2 531 élèves en collège public et 1 106 élèves en collège privé.
- **Gestion du personnel des collèges** en lien avec les ressources humaines, les principaux et gestionnaires
- **Suivi des dotations** de fonctionnement et des tarifs de restauration
- **Accompagnement financier** des projets d'établissement et poursuite du dispositif "collège au cinéma"
- **Travaux de rénovation** réalisés par l'équipe mobile des collèges
- **Soutien** à l'enseignement supérieur via les antennes universitaires implantées en Lozère

Sports

- **Soutien financier aux manifestations sportives,** au mouvement sportif et aux équipes de niveau national
- **110** associations sportives soutenues par la Commission Sport en 2017

FAIT MARQUANT

- **Soutien à la professionnalisation du club Mende Volley-Lozère.**

Patrimoine

- **Poursuite du Plan objets d'art**, programme financé en partenariat avec la Direction régionale des Affaires Culturelles d'Occitanie. Il s'agit d'interventions de conservation préventive et curative sur les objets d'art des communes du département afin d'aider ces dernières à les sauvegarder
- **Poursuite du programme de restauration** des œuvres d'art des communes
- **Mise en commun des bases** de recensement des objets mobiliers et immobiliers entre la Région et le Département

FAIT MARQUANT

- **Sortie du 4e volume de la collection Patrimoines de Lozère "Le castrum de Calberte"**

SOLIDARITÉ TERRITORIALE

solidariteterritoriale@lozere.fr

DIRECTION DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

archives@lozere.fr

ACTIONS

- **Collecte de 28 ml** d'archives publiques et 3,50 ml d'archives privées.
- **Préservation des fonds** : 47 volumes de la bibliothèque reliés.
- **Numérisation** de la presse ancienne.
- **Accès du public : 1558** séances de travail en salle de lecture.
- **8574** documents communiqués.
- **275** élèves accueillis dans le cadre du service éducatif.
- **Site internet** archives@lozere.fr : plus de 12 millions de pages vues.

FAITS MARQUANTS

- **Mise en place et soutien** à la politique d'archivage de la commune de Marvejols.
- **Suivi de la réforme territoriale** des collectivités.
- **Achèvement du classement des fonds** de l'assistance (1800-1940) et publication du répertoire numérique détaillé de la série X.
- **Développement d'un partenariat** avec Scènes Croisées de Lozère, la Mairie de Mende, le Pays d'Art et d'Histoire, pour l'accueil des enfants dans le cadre des Journées Européennes du Patrimoine.
- **5ème rencontre** interdépartementale sur le classement des fonds judiciaires.
- **Animations culturelles** sur les thématiques d'Halloween, et Fêtez Noël aux archives.

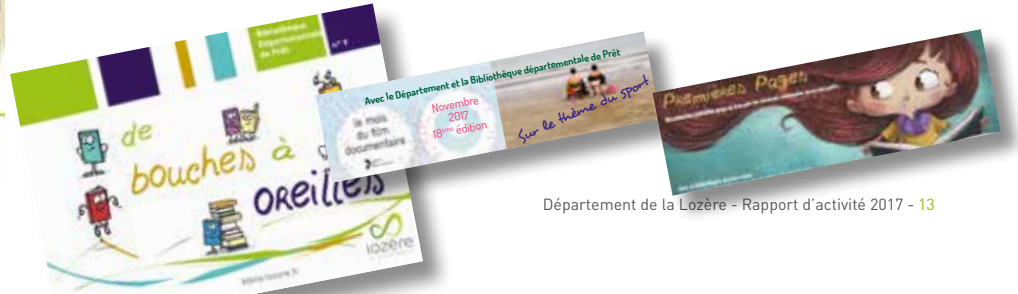
MÉDIATHÈQUE DÉPARTEMENTALE

bibliotheque@lozere.fr

- 193 tournées avec les bibliobus, 29 845 km parcourus
- publication de 2 ″ Bouches à oreilles″ travail des comités de lecture
- Aide à 3 communes (Nasbinals, St Chély d'Apcher, Meyrueis) pour l'aménagement des bibliothèques

FAITS MARQUANTS

- **Adoption du Plan départemental de développement de la Lecture publique**
- **3ème année du Contrat Territoire-Lecture Lozère conclu avec l'État pour les actions d'animation :**
  - > ″Printemps des Poètes″
    6 sites – 6 lectures musicales avec Frédérique Uyas et Adama Bilorou sur la thématique de l'Afrique et de la femme africaine dans la littérature
  - > ″La Caravane des 10 mots ″ sur 2 sites :
    ***Marvejols** : création d'une BD collective ; Intervenant : Xavier Boulot*
    9 participants de 10 à 14 ans
    ***Florac** : Ateliers et création artistique ; Intervenantes : Marlen Sauvage et Sophie Tiers ; 12 personnes.*
  - > ″Le Mois du film documentaire″ - *novembre 2017*
    sur le thème du sport - 9 sites ; 9 programmes autour du sport ; 21 films ; 13 séances
  - > ″Le Cycle des conférences″ *-mi-septembre/octobre*
    16 sites, 8 conférenciers, 8 thématiques abordées – 4 concerts/lecture, 2 ateliers création BD, 1 atelier d'écriture et divers ateliers d'initiation.
  - > ″Formation du réseau″
    9 formations continues de la MDL- 2 sessions formation de base (4 jours), 14 bénévoles formés - 2 formations de 2 jours dans le cadre du cycle de formation sur la petite enfance
- **Labellisation par le ministère de la Culture de l'opération Premières Pages pour les projets d'ateliers, de lecture et de contes proposés aux tout-petits, parents, personnels de la petite enfance et bibliothécaires :**
  70 interventions – 19 sites - 3 intervenantes
  - > ″Premières Pages″
    10 mallettes de livres pour les tout-petits ont été créées et distribuées sur 10 sites - 200 livres



SOLIDARITÉ SOCIALE

social@lozere.fr

Le Programme Départemental d'Insertion et le Pacte Territorial d'Insertion ont pris fin en 2017 et ont été prorogés d'une année pour en permettre la réécriture.
Le Département s'est engagé avec l'Etat dans la Convention d'Appui aux Politiques d'Insertion en 2017 pour trois années.

ACCÈS ET MAINTIEN AU LOGEMENT

- **716 aides** ont été accordées au profit de **684** ménages au titre du FSL

La Commission de Coordination des Actions de Préventions des Expulsions Locatives (CCAPEX) a étudié **363** dossiers au titre de la Prévention des expulsions.

L'action d'accompagnement énergétique a permis de soutenir **13** ménages en situation de précarité énergétique.

DIRECTION DU LIEN SOCIAL

lien_social@lozere.fr

ACTION SOCIALE TERRITORIALISÉE

Sur l'année 2017, afin d'accompagner les personnes :

- **Les assistants sociaux** ont conduit **8 243** entretiens dont 977 en visite à domicile
- **Les conseillers en économie** sociale et familiale ont réalisé **1968** entretiens dont 915 en visite à domicile
- **217 Aides Educative Budgétaire** (AEB) validées en 2017 : dont 120 encore en cours au 31 décembre 2017
- **14 Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé** (MASP) validées en 2017 : dont 11 en cours au 31 décembre 2017
- **11 Mesures d'Accompagnement Social Liés au Logement** (ASLL) validées en 2017
- **59** Nombre de dossiers de surendettement accompagnés par un travailleur social du Département

AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES

- **84 Aides accordées au titre de l'accès aux sports et à la culture** au profit de 33 adultes et 51 enfants
- **57 Secours d'urgence** accordés aux familles
- **10 Soutiens à la mobilité** ont été traités

INSERTION

- Le Département a versé **6 864 515 €** d'allocations rSa pour **1 244** foyers
- **48 contrats** aidés cofinancés par le Département pour les personnes bénéficiaires rSa pour un montant total de **162 422 €**
- **98 aides financières individuelles** ont été accordées pour un montant total de **36 474 €**

Le programme Départemental d'Insertion recence **31 actions** pour un montant total de **812 910€**. Ces actions ont permis de mettre en place 1010 accompagnements. Certaines actions sont cofinancées par du **Fonds Social Européen**

- La Mission Locale Lozère a rencontré **1 448 jeunes** entre 16 et 25 ans. Le Département a versé une subvention de **86 000 €**
- Le Fonds d'Aide aux Jeunes en difficulté a accordé **317 aides** au profit 229 jeunes pour un montant de **39 647 €**
- La Bourse Emploi Formation a accordé **77** bourses au profit de 65 jeunes pour un montant de **61 108 €**

l'Europe s'engage en Occitanie avec le FSE
UNION EUROPÉENNE
Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et inclusion » 2014-2020

ACTIONS DE LA DIRECTION ENFANCE FAMILLE

1- Dispositif

Installation de la Commission d'Examen de la Situation des Enfants Confiés et de leur Statut (CESSEC) en 2017

Création de 2 Maisons d'Assistantes maternelles et 2 lieux de vie

> Meyrueis (mars 2017) pour 12 places
> Massegros en juillet 2017 pour 8 places.

Lieux de vie

> Création du lieu de vie les ˝Drageons à Barjac˝
4 places permanentes + 2 places relais
> Création du lieu de vie ˝ Les enfants du Bouquet ˝ à barre des cévennes.
4 places
> Extension lieu de vie les Pelloux avec création d'une annexe à Mende
5 places Saint Martin de Lansuscle + 5 places à Mende

2 -Convention

> Signature d'une convention ˝cadre ˝ avec le centre hospitalier de Mende, pour favoriser le partenariat (lien CEGGID, maternité /pédiatrie, accouchement sous X...)
> Signature d'un protocole Départemental de coordination pour la prise en charge des mineurs étrangers non accompagnés

3-Action ou événement partenarial

* Dans le cadre du soutien à la parentalité

Partenariat avec le CAMPS, les Crèches pour permettre l'observation d'enfants au sein des structures, qui présenteraient des troubles ou des retards de développement
Éducation Nationale : groupe d'échange autour des parents les plus éloignés de l'école.
Actions de formation continue auprès des équipes des crèches sur les thèmes ˝ le corps et l'intimité˝, ˝ propreté, sommeil et alimentation˝.

INTERVENTIONS AU TITRE DE LA PRÉVENTION ET DE LA SANTÉ

- **629 déclarations** de grossesse traitées par les sages-femmes et 137 consultations de puéricultrices
- **64 séances** de consultations de nourrissons (sur Mende, Florac, Marvejols, St-Chély et Langogne) – 417 examens réalisés
- **675 enfants** vus en bilan école maternelle, soit 94,3 % des enfants inscrits en petite section **235 consultations** de planification dont 52 pour des mineures
- **14 interventions** de formation continue auprès des professionnels de la petite enfance
- **95 visites** à domicile pour l'accompagnement des familles par l'éducatrice de jeunes enfants
- **32 séances** ˝massage – bien-être parents/bébés ˝: à Florac, Langogne, Mende, Saint Chély et Marvejols

- **Actions collectives de prévention autour de la parentalité**
  > Journée de l'Autisme le 31 mars 2017
  > Forum Bien-être des jeunes à Mende le 19/04/17
  > ˝ Educ T parents˝ à Florac le 20/05/17
  > Semaine de la parentalité du 02 au 07/10/17 *(atelier massage organisé à destination des parents dans quelques crèches du Département et un atelier cuisine à Marvejols)*
  > Ateliers Avicenne
  > Contrat Local de Santé à langogne : 8 actions en 2017 *(alimentation, sommeil et acquisition de la propreté)*

- **Lieux d'accueil de la petite enfance**
  > **342 assistants maternels** agréés pour une capacité d'accueil de 1202 places, dont 9 Maisons d'Assistants Maternels
  > **19 Établissements** d'Accueil du Jeune Enfant dont 14 multi-accueils, 4 micro-crèches et une crèche familiale
  > **28 Accueils de Loisirs** Sans Hébergement pour une capacité d'accueil de 980 places

- **Soutien aux familles en difficulté**

- **163 informations préoccupantes** de mineurs en danger ou e risque de danger recueillies et traitées par la cellule de recueil des informations préoccupantes
- **384 Actions Éducatives** auprès des familles
- **4197 heures** d'interventions de Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF)
- **1519 aides financières** accordées aux familles
- **146 mineurs** pris en charge avec une mesure de placement
- **30 contrats** jeunes majeurs

ACTIONS 2017

Accueil unique à la MDA à partir du 1er janvier 2017 (regroupement des services du Département et de la MDPH sur le même site)
- doublement des appels téléphoniques en passant de **6 180 à 12 650** appels
- augmentation des accueils physiques avec 4694 personnes soit **1 375** personnes reçues en plus de 2016.

- **juin** : Mise en œuvre de la Réponse accompagnée pour tous par la Maison Départementale des Personnes Handicapées
- **juillet** : mise en œuvre des nouvelles Cartes Mobilité Inclusion - **808** nouvelles cartes délivrées sur 2017
- **octobre** : installation du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie

1er programme d'actions de la Conférence des Financeurs de la Prévention et de la Perte d'Autonomie, installée fin d'année 2016 :

> Financement de 18 actions portées par le CLIC pour un montant de 21 300 euros
> 12 actions ont été financées dans le cadre d'un appel à projets pour un montant de 95 174,00 euros

> Convention MDPH et service public de l'emploi pour l'accompagnement dans l'emploi des Travailleurs handicapés

> Mise en œuvre de la réforme de la dépendance issue de la loi « Adaptation de la Société au Vieillissement » dans les Établissements d'Hébergement des Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD)

> Construction des 1ers Contrats Pluri Annuels d'Objectifs et de Moyens avec les EHPAD

> 6 octobre 2017 : Organisation du Forum des Séniors et des Aidants à l'occasion de la Journée Nationale des Aidants

DIRECTION DE LA MAISON DE L' AUTONOMIE

mda@lozere.fr

AIDES ET PRESTATIONS ACCORDÉES

PERSONNES ÂGÉES

L'Allocation Personnalisée à l'Autonomie à domicile

- **1827** personnes âgées accompagnées par les référents autonomie pour leur maintien à domicile eu des droits ouverts à l'APA à domicile au cours de l'année
- **1 423** personnes âgées bénéficiaires de l'APA à domicile en décembre 2017
- **4 657 430 €** pris en charge par le Département pour l'année 2017

L'Allocation Personnalisée à l'Autonomie en établissement

- **Près de 1 500** personnes ont perçu l'APA en établissement en Lozère ou hors département
- **5 102 274 €** versés par le Département au titre de l'APA en établissement
- **80** personnes âgées accompagnées dans le cadre de la gestion de cas par l'équipe de la MAIA (Méthode d'Action pour l'intégration des services d'aide et de soin dans le champ de l'autonomie)

PERSONNES HANDICAPÉES

- **2022** personnes ont déposé un dossier en 2017 à la MDPH et ont formulé 5 136 demandes instruites par les équipes de la MDA
- **Près de 550** personnes ont perçu la Prestation de Compensation du Handicap soit **3 626 319 €** pris en charge par le Département
- **95** personnes ont perçu l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne soit **675 846 €** pris en charge par le Département
- **662** droits à l'Allocation Adulte Handicapée accordés
- **342** droits à l'Allocation d'Education pour Enfant Handicapé
- **383** décisions d'orientations en établissement et service médico-social
- **37** séances de la Commission des Droits à l'Autonomie des Personnes Handicapées, pour l'examen de **2 163** dossiers

Aide Sociale

- **270** personnes handicapées ont eu des droits ouverts à l'Aide sociale à l'Hébergement soit **9 797 346 €** d'aide accordées par le Département
- **210** personnes âgées ont eu des droits ouverts à l'Aide sociale à l'Hébergement soit **2 899 350 €** d'aide accordées par le Département
- **28** personnes âgées ou handicapées ont perçu l'Aide sociale à domicile soit **62 710 €** d'aide accordées par le Département

> 9 rapports en commission permanente
> 1 rapport en Conseil départemental

- **Syndicat mixte autoroute numérique A75**
  - Gestion du syndicat 6 délibérations
  - Suivi de la Délégation de Service Public
- **Délégation de service Public Net48**

Suivi et gestion de la DSP et des clients.

- 40 Abonnements professionnels bande passante
- 120 Clients FTTH
- 48 Clients Fibre Noire

Préparation d'un avenant de mise à jour des activités de la DSP (encadrement de la subvention d'équilibre, nouveau business plan et catalogue de service)

- **Téléphonie mobile**

> **34** pylônes de téléphonie mobile en gestion
> **10** interventions vers les opérateurs pour des problèmes d'interruption de services
> **Réponse à l'appel à projets n°2** ˝zones blanches centres bourgs˝ concernant la Tieule
> **Suivi et instruction** du dossier d'évolution du réseau de téléphonie mobile vers la 3G sur les 34 pylônes gérés par le Département et les 23 gérés par les opérateurs
> **Gestion des 27 sites** de téléphonie mobile

Mission Technologies de l'Information et de la Communication

numerique@lozere.fr
5 agents

> **Lancement du marché** de rédaction de plans de prévention pour les sites appartenant au Département
> **Lancement de la consultation** pour sélectionner un maître d'œuvre sur le nouveau projet téléphonie mobile

- **Très Haut Débit (THD)**

> **3 fois 2 jours** de négociation et 2 jours de négociation finale
> **Préparation, participation et suivi** des négociations au sein du groupement de commande avec le Lot et l'Aveyron pour la mise en place d'une délégation de service public sur le projet THD (analyse des offres des candidats)
> **Création du Syndicat Mixte Lozère Numérique intégrant le Département et les communes de Lozère dans le déploiement de la fibre optique sur 100 % du département de la Lozère**
> **Constitution d'un groupement** de commande pour le choix d'un cabinet d'études avec le Lot et l'Aveyron pour le contrôle du projet THD
> **Réponse à 177** demandes de DICT relatives au réseau THD déployé par le Département.

DIRECTION DES MOBILITES, DES AMENAGEMENTS NUMÉRIQUES ET DES TRANSPORTS

Mission Transports et Mobilités

transports@lozere.fr
4 agents

- **Scolaire**

> 4500 élèves transportés / 248 circuits scolaires

- **Elèves handicapés**

> 45 élèves en situation de handicap transportés sur 19 services

- **Navettes estivales et lignes régulières**

> 4 bus ont circulé tous les jours les mois de juillet et août vers les destinations touristiques phares du Département : 3900 passagers
> ligne Florac- Mende fonctionnant tous les jours : plus de 6000 passagers
> ligne Florac - Alès fonctionnant du 15 avril au 30 octobre : 2600 passagers

- **Aires de covoiturage**

> 19 aires de covoiturage, 17 réalisées en 2017

- **Divers**

13 marchés passés - 3170 mandats - 3650 titres - 460 aides versées aux familles
13 rapports présentés devant l'assemblée départementale dont 3 conventions avec la Région Occitanie - 290 lettres (hors publipostage)

Service comptable et financier

6 ETP dont **1/2 ETP** mis à disposition du Parc Technique
infrastructures_comptabilite@lozere.fr

> **Pilotage du budget** de la DGAI, engagement des crédits alloués aux Services et Unités techniques de la DR, liquidation des dépenses, recouvrement des subventions,
> **Administration de 40** structures de gestion - coordination financière des UTCD et fonctionnement du Parc
> **Suivi des AP Routes** - programmes d'achat de matériel et véhicules, 340 chantiers d'investissement routier
> **Suivi d'exécution des marchés voirie** : 40 marchés de Fournitures Courantes et Services, 15 marchés et accords cadres de Prestations Intellectuelles, 19 marchés de travaux dont 11 accords cadres à bons de commandes - voirie, ouvrages d'art, travaux de sécurisation et 8 marchés spécifiques,,
> **540 ordres de services** -notification des prolongations de délais, ajournement des chantiers, paiements, réceptions de chantier, 547 acomptes sur marchés d'investissement, 1 390 mandats, 270 courriers

Syndicat mixte d'Études et de Promotion de l'Axe Toulouse-Lyon

> **Gestion du syndicat** : 6 délibérations et plus de 90 courriers envoyés
> **Achèvement** de l'étude d'impact de la mise en 2x2 voie de la RN88

> Véhicule de 22 places équipé pour transporter 5 vélos sans réservation (au-delà de 5 vélos,

INFRASTRUCTURES DÉPARTEMENTALES

infrastructures@lozere.fr

DIRECTION DES ROUTES

Service Gestion de la Route

gestion_routes@lozere.fr

8 agents

- Organisation et pilotage de la viabilité hivernale : 54 camions équipés, 7 engins spéciaux 12 patrouilles et 4 coordonnateurs mobilisables quotidiennement
- Plus de **131 000** connexions internet sur inforoute48
- Gestion technique de 10 marchés (fourniture de matériaux, locations d'engins, météo) pour le compte des UT
- Pilotage du renouvellement de 1 200 panneaux directionnels, 910 panneaux et panonceaux de police de circulation, 350 balises, 2800 piquets neige et 1 500ml de filets pare-neige
- **132** avis de gestion du domaine public réalisés
- **27** dossiers d'infraction au domaine public,
- **191** avis sur manifestations et 124 arrêtes de circulation
- **10** rapports CP

Service Études, Travaux et Acquisitions Foncières

foncier_routes@lozere.fr

11 agents

- **101** courriers de réponses à des élus ou tiers
- **15** dossiers de subvention auprès de la Région montés
- **4** ouvrages et 4 460 m² de murs réparés ou reconstruits
- sécurisation de 6 falaises
- **176 900 m²** d'enduits et 215 200 m² d'enrobés réalisés
- **10** dossiers de projets d'aménagement en agglomération traités sous le pilotage des communes
- **8** dossiers de modernisation du réseau routier étudiés, 94 avis ou participations à la définition technique de projets réalisés en appui des UT.
- **27** promesses de vente signées, 9 actes administratifs, 45 dossiers confiés à des notaires, 3 conventions

Service Parc Technique Départemental

parc_routes@lozere.fr

21 agents

- **2 265** mandats, gestion technique de 122 marchés
- Entretien et réparation des véhicules : **1 986** interventions de mécanique **643** bons de commande , cela représente **1 161** ordres de réparation.
- **2 662** bons de commandes fournitures nécessaires à l'entretien et au fonctionnement des engins.
- Le programme d'achat 2017 : 2 porteurs 19 tonnes , 1 mini-pelle 5/6 tonnes avec sa remorque, 1 fourgon 7 tonnes, 4 VL, 1 utilitaire, 2 fourgons tôlés, 2 chargeuses-pelleteuses, 1 véhicule utilitaire électrique.
- **340 000 m²** d'enduits réalisés en régie et une moyenne de 11 160 m²/jour
- **4 700 m** de glissières et **1 100 m** d'écran moto posés
- Marquage routier de **721 km** de route
- **1 575** essais et contrôles du laboratoire routier dont 475 carottages
- Les ventes aux enchères des matériels :

  1 porteur 19 tonnes , 3 lots de livres de la bibliothèque départementale (35 cartons, + de 1 000 livres), des lots de petits matériels atelier, des tronçonneuses et débroussailleuse, des anciennes cuves à goudron (7), un fourgon châssis cabine, deux véhicules utilitaires non roulant, un véhicule léger non roulant, des étraves et saleuses usagées.

Depuis le début des ventes en 2015, le montant récupéré s'élève à **118 800 €**

Unités territoriales

4 UTCD, 24 centres , 193 agents

- **259 000** heures sur le terrain dont :
- **29 870** Heures supplémentaires
- **10 450** heures de surveillance et d'entretien du réseau
- **35 220** heures de fauchage
- **45 130** heures de VH
- **4 730** tonnes de sel et 5 175 tonnes de Pouzzolanes pour la viabilité hivernale
- **17 800** heures de visite d'ouvrages
- **510** interventions gérés par les cadres d'astreintes
- gestion des **2 262** kilomètres de RD
- **2 663** tonnes de grave émulsion pour réparer et conforter les chaussées
- **2 825** sacs de ciments mis en œuvre sur les ouvrages
- **105** permissions de voiries et **301** arrêtés de circulation temporaires délivrés

Suivi de l'ensemble des chantiers sur routes départementales

RESSOURCES INTERNES

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

rh@lozere.fr

Mission Gestion administrative du personnel

paye@lozere.fr

carriere@lozere.fr

Au 31 décembre, 670 postes sont inscrits au tableau des effectifs auxquels ils convient d'ajouter 45 assistants familiaux, soit 715 postes.

> Sur l'année 2017, ce sont plus de 2 389 arrêtés administratifs et 9 274 fiches de paye qui ont été établis.

FAITS MARQUANTS

- **Poursuite de la mise en place du protocole relatif à la modernisation des Parcours Professionnels, des carrières et des rémunérations (P.P.C.R.) qui rénove profondément les carrières.**
- **Réalisation de trois CAP suite aux changements impliqués par le PPCR.**

Âge moyen des agents : **46 ans**

Plus de **55%** des agents du Conseil Départemental appartiennent à la filière technique (cette dernière est majoritairement représentée au sein des UTCD et des Collèges).

Les autres filières représentées au sein du Conseil départemental sont

- la filière administrative: 25 %
- la filière sociale et médico-sociale : 9 %
- la filière médico-technique : 2 %
- la filière culturelle: 2 %
- la filière technique : 55 %
- sans catégorie : 7 %

Mission Recrutement – Formations Frais déplacement

rh_formation@lozere.fr

- **2756** équivalent jours formation.
- **41** jurys de recrutement (mobilités internes ou externes)
- **1913** états de frais déplacements contrôlés
- **95 699** titres de restaurant délivrés

Mission Prévention

prevention@lozere.fr

- Renforcement du suivi médical des agents : **1429** consultations ont été réalisées, **86** agents bénéficiant d'un suivi plus personnalisé.
- **40** études et aménagements de postes
- **86** sauveteurs secouristes du travail formés

FAITS MARQUANTS

- **projet ''qualité de vie au travail dans les collèges '' : réalisation et analyse d'un questionnaire adressé à tous les agents des collèges, identification de 4 axes d'amélioration sur le thème de l'équité, réalisation d'un protocole d'organisation, élaboration de fiches de missions.**

ASSEMBLÉES & FINANCES

Assemblées et comptabilité compta_assemblees@lozere.fr

- **15** réunions : 5 réunions du Conseil départemental et 10 réunions de la commission permanente
- **441** délibérations actées
- **46 071** pièces comptables traitées (taux de rejet est de 0,54 %)
- **15 673** titres émis
- **972** dossiers programmés sur les dotations cantonales pour **848 909 €** d'aides allouées
- **57** dossiers programmés sur la dotation exceptionnelle et les subventions diverses pour **119 250 €** d'aides allouées

FAITS MARQUANTS

- **Ouverture de CHORUS PRO pour réception des factures dématérialisées via CHORUS (763 factures)**
- **Lancement du projet de dématérialisation des pièces justificatives des mandats et titres**

Budget budget@lozere.fr

- **Budget Primitif**
  3 Décisions modificatives – Compte administratif
- **Contrôle de gestion** : tableaux mensuels de suivi budgétaire et financier
- **Visas financiers de 237** rapports, 74 ont été modifiés
- **1 085** virements de crédits réalisés, 182 en investissement avec arrêtés signés
- **8 291** immobilisations traitées

Finances

- **Suivi de la dette** du Département (24 emprunts représentant 48 M€)
- **Signature** de 1 contrat de prêts entre le Département et le Crédit Agricole : **5 M€**
- **Signature** du contrat de prêt pour la ligne de trésorerie avec la banque Société Générale : **7 M€**

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES, DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DE LA LOGISTIQUE

Mission Marchés publics

marches@lozere.fr

- **98 procédures** lancées dont 2 en groupement de commandes publiques avec le SDIS
- **194 marchés** notifiés représentant un volume de **30,567 M€** dont 25 marchés à bons de commande sans minimum ni maximum
- **188 avenants** passés
- **1299 Dossiers** de Consultation des Entreprises retirés dont 1045 en version dématérialisée
- **313 offres** reçues dont 77 en version dématérialisée
- **16 commissions** d'appel d'offres
- **21 660 €** : montant représentant le gain obtenu dans le cadre des négociations

Mission Achats et Moyens

achatsmoyens@lozere.fr

- **112 agents** et postes de travail déménagés à Olympe de Gouges entre mai et décembre
- **360 commandes** de fournitures de bureau distribuées aux services
- **276 commandes** de petit matériel et outillage passées pour l'entretien des locaux du Département par l'agent d'entretien, des collèges par l'équipe mobile, et des centres techniques par les agents de la route
- **14 tonnes** de déchets collectés au PTD (tout venant, ferraille,...).

Mission Affaires juridiques

juridique@lozere.fr

- **15 procédures** contentieuses en défense
- **24 procédures** contentieuses en action
- **20 pré-contentieux**
- **diverses analyses** juridiques et conseils auprès des services et directions du Département et des collectivités adhérentes à Lozère Ingénierie
- **21 procédures** de marchés publics lancées pour le compte des collectivités adhérentes à Lozère ingénierie dont 4 sont en cours, représentant 26 marchés notifiés pour un volume total de **1 870 757,50 €**
- **2 procédures** lancées pour le compte du SDIS, et 1 pour la MDPH.
- **appui à la mission** marchés publics pour la passation d'avenants et de marchés publics du département (12)
- **passation des procédures** de délégation de service public et suivi de ces dernières en lien avec les directions opérationnelles

DIRECTION ADJOINTE EN CHARGE DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

informatique@lozere.fr

2 900 demandes d'assistance (tickets) provenant des collèges, du Département de la Lozère, des partenaires externes tels que la mairie, le centre de gestion, le SDIS, Lozère ingénierie, l'ALEC...

- **Logiciels métiers – Hotline / Sites internets**

> Amélioration du système d'information du domaine Autonomie de la MDA grâce à l'évolution du logiciel IODAS et amélioration du suivi des procédures
> Adaptation du système d'information du social pour prise en compte de la loi Adaptation de la Société au Vieillissement et mise en œuvre de la Carte Mobilité Inclusion
> Accompagnement du LDA sur l'accréditation Listeria / Salmonelle (paramétrage logiciel)
> Mise en place du module Énergie pour le service des bâtiments
> Poursuite de l'intégration de 4 nouvelles bibliothèques municipales dans le catalogue collectif
> Mise en œuvre de la nouvelle plate-forme des marchés publics

- **Infrastructure – réseaux / Micro – bureautique**

> Équipement des élèves de 5e avec des tablettes Sqool au collège du Bleymard et au collège du Collet de Dèze
> Remplacement de l'ensemble des postes dans les salles de classes des Collèges lozériens (150 ordinateurs)
> Poursuite du projet de mutualisation du réseau haut débit sur Mende avec une mise en service des 4 sites du CIAS.
> Mise à jour de l'infrastructure Wifi du Département.
> Déménagement des UT Chanac/Langogne

ACTIONS PHARES

- Premier chantier de dématérialisation du processus financier des factures
- Mise en œuvre du logiciel relatif au Pass'Jeunesse
- Mise en œuvre du logiciel relatif aux demandes pour les contrats territoriaux
- Ouverture du site « Lozère Nouvelle Vie » avec de nouveaux services (offres pôle emploi, offre immobilières professionnelles, agenda départemental, etc...)
- Mise à jour du Système d'information consécutif à l'aménagement des services dans les nouveaux locaux Olympe de Gouges
- Augmentation du débit Internet dans les collèges

Service des Bâtiments départementaux

batiments@lozere.fr

Bâtiments d'exploitation de la route
17 200 m² de planchers répartis sur 28 sites
Bâtiments institutionnels
34 000 m² de planchers répartis sur 32 sites
Bâtiments d'enseignement
73 000 m2 de planchers répartis 15 sites

- **Bâtiments institutionnels et de la route**

Travaux les plus importants

> rénovation et agencement de l'annexe du Conseil départemental – Olympe de Gouges
> aménagement du centre technique de Grandrieu
> rénovation du centre technique de Langogne
> climatisation de la maison de la Lozère à Montpellier
> aménagement de bureaux "MAIA" dans les CMS de Mende, Marvejols et St Chély d'Apcher
> réparation des toitures du Domaine des Boissets

Études les plus importantes

> travaux d'accessibilité de la Médiathèque départementale de Lozère
> attribution du marché d'assistant à maîtrise d'ouvrage pour la création d'une annexe pour les Archives départementales et élaboration du programme pour le lancement du marché de maîtrise d'œuvre
> mise en place de la Gestion Technique de Bâtiment dans des bâtiments du département
> couverture de silos à sel au centre technique de la Bastide
> couverture de silos à sel au centre technique de Saint-Chély-d'Apcher

- **Bâtiments d'enseignement**

Travaux les plus importants :

> mise aux normes accessibilité de l'ascenseur du collège de Saint Chély d'Apcher
> phase de Garantie de Parfait Achèvement de la deuxième tranche des travaux des sanitaires et mise en place d'un ascenseur au collège Henri Bourrillon à Mende
> rénovation des façades, amélioration des locaux et création d'un préau au collège du Haut Gévaudan à St Chély d'Apcher
> mise en sécurité du collège de Langogne (SSI, portails)
> remplacement des détecteurs de fumée à la Faculté d'éducation
> travaux sur l'ensemble des collèges dans le cadre du Plan Particulier de Mise en sûreté face aux risques majeurs (PPMS)

Études les plus importantes :

> travaux d'accessibilité dans les collèges de Mende, Villefort, Florac et Ste Enimie
> lancement et attribution des marchés de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'accessibilité dans les collèges du Bleymard, Marvejols, la Canourgue, Vialas, St Étienne Vallée Française et Langogne
> mise en place de GTB dans des bâtiments du département
> lancement et attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du collège de Meyrueis

Équipement matériel et mobilier

> mobilier du réfectoire du collège de Marvejols et de Sainte-Enimie
> fourniture d'un four au collège de Marvejols
> acquisition de rideaux pour le collège de Saint-Chély-d'Apcher

LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES

lda@lozere.fr

25 AGENTS

FAIT MARQUANT 2017

Le LDA a obtenu de la part du Comité Français d'Accréditation (COFRAC) , le renouvellement de toutes ses accréditations et l'extension de celles-ci à de nouveaux paramètres.

Le LDA48 a effectué

- **4184** prélèvements d'eaux de consommation, d'eaux de piscines et baignades, d'eaux de rivières, eaux usées et d'eaux chaudes sanitaires
- **868** prélèvements
- **142** audits
- **44** heures de formation dans le secteur agro-alimentaire
- **165 932** analyses réparties de la façon suivante **:**

> **6 326** analyses de dépistage des encéphalopathies dont 5 268 sur des bovins (ESB ou maladie de la vache folle) et 1 058 sur des ovins et caprins (tremblante).
> **16 035** analyses d'hygiène alimentaire sur des échantillons prélevés chez des artisans (boulangers, bouchers, traiteurs, charcutiers...), dans les abattoirs et dans le cadre de restauration collective ou commerciale.
> **56 412** analyses d'eaux de consommation, d'eaux de piscines et baignades, d'eaux de rivières et eaux usées et d'eaux chaudes sanitaires.
> **24** recherches de cyanobactéries dans les eaux de baignades.
> **84 915** analyses d'immuno-sérologie et de biologie moléculaire pratiquées sur des échantillons prélevés sur des animaux d'élevage, bovins, ovins, caprins et porcins.
> **2 220** analyses de bactériologie vétérinaire pratiquées sur des échantillons prélevés sur des animaux d'élevage, bovins, ovins, caprins et porcins et sur la faune sauvage.

PARTENAIRES

LOZÈRE INGÉNIERIE
Aide allouée par le Département en 2017
30 000 €

LOZÈRE ÉNERGIE
Aide allouée par le Département en 2017
108 000 €

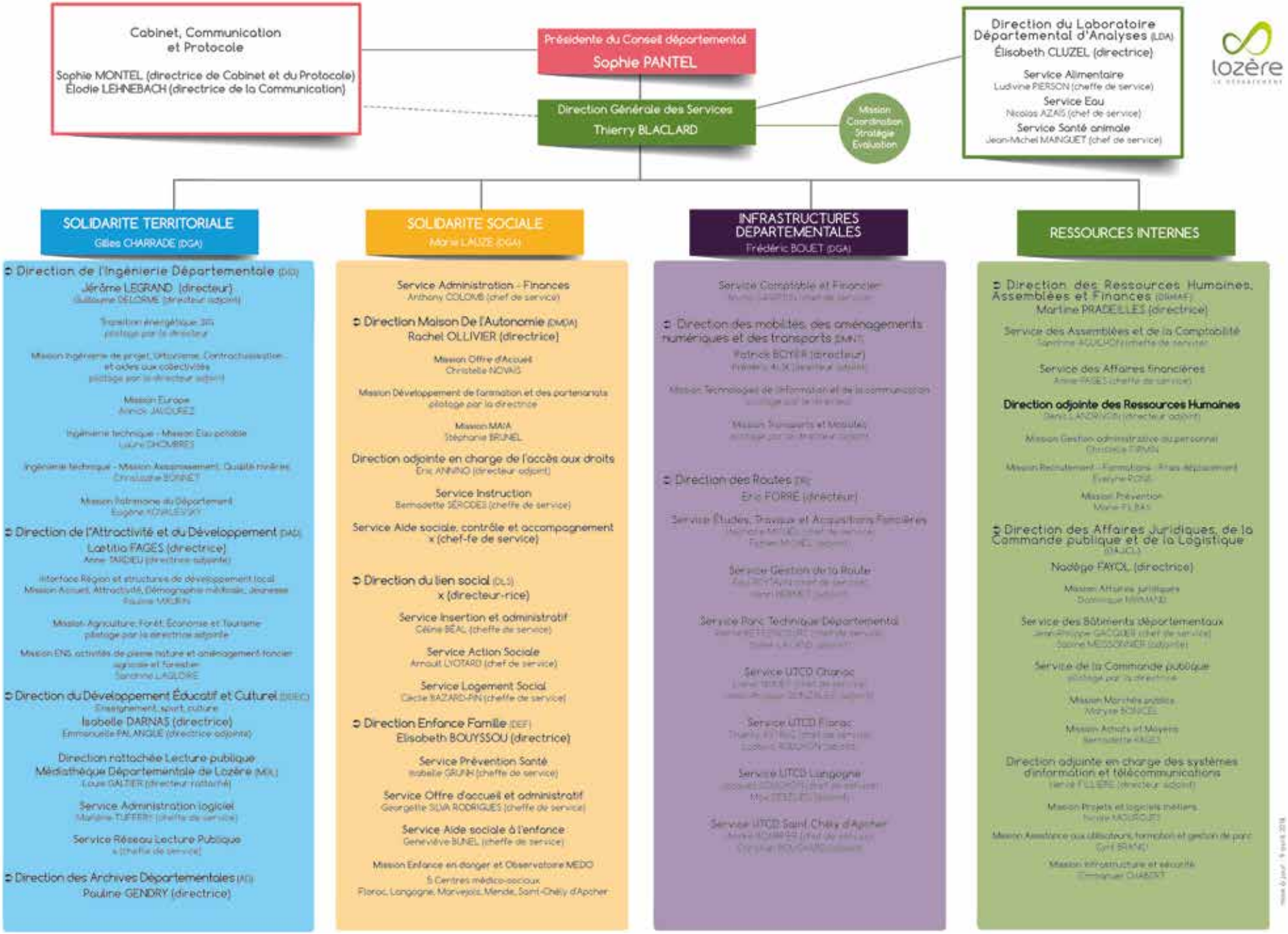
SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
Aide allouée par le Département en 2017
3 600 000 €

LOZÈRE TOURISME
Aide allouée par le Département en 2017
1 194 000 €
AIRE DE LA LOZÈRE 78 000 €
MAISON DE LA LOZÈRE à PARIS 80 000 €

CHAMBRE D'AGRICULTURE
Aide allouée par le Département en 2017
120 000 €

CHAMBRE DES METIERS ET DE L'ARTISANAT
Aide allouée par le Département en 2016
60 000 €

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
Aide allouée par le Département en 2016
60 000 €


Cabinet, Communication et Protocole
Sophie MONTEL (directrice de Cabinet et du Protocole)
Élodie LEHNEBACH (directrice de la Communication)
Présidente du Conseil départemental
Sophie PANTEL
Direction Générale des Services
Thierry BLACLARD
Mission Coordination Stratégie Evaluation
Direction du Laboratoire Départemental d'Analyses (LDA)
Élisabeth CLUZEL (directrice)
Service Alimentaire
Ludivine PIERSON (cheffe de service)
Service Eau
Nicolas AZAÏS (chef de service)
Service Santé animale
Jean-Michel MAINGUET (chef de service)
lozère
SOLIDARITE TERRITORIALE
Gilles CHARRADE (DGA)
Direction de l'Ingénierie Départementale (DID)
Jérôme LEGRAND (directeur)
Guillaume DELORME (directeur adjoint)
Transition énergétique SIG
pilotage par le directeur
Mission Ingénierie de projet, Urbanisme, Contractualisation et aides aux collectivités
pilotage par le directeur adjoint
Mission Europe
Annick JAUDUREZ
Ingénierie technique - Mission Eau potable
Laure DHOMBRES
Ingénierie technique - Mission Assainissement, Qualité rivières
Christophe BONNET
Mission Patrimoine du Département
Eugène KOVALEVSKY
Direction de l'Attractivité et du Développement (DAD)
Laetitia FAGES (directrice)
Anne TARDIEU (directrice adjointe)
Interface Région et structures de développement local
Mission Accueil, Attractivité, Démographie médicale, Jeunesse
Pauline MAURIN
Mission Agriculture, Forêt, Économie et Tourisme
pilotage par la directrice adjointe
Mission ENS, activités de pleine nature et aménagement foncier agricole et forestier
Sandrine LAGLOIRE
Direction du Développement Éducatif et Culturel (DDEC)
Enseignement, sport, culture
Isabelle DARNAS (directrice)
Emmanuelle PALANQUE (directrice adjointe)
Direction rattachée Lecture publique
Médiathèque Départementale de Lozère (MDL)
Louis GALTIER (directeur rattaché)
Service Administration logiciel
Marlène TUFFERY (cheffe de service)
Service Réseau Lecture Publique
x (cheffe de service)
Direction des Archives Départementales (AD)
Pauline GENDRY (directrice)
SOLIDARITE SOCIALE
Marie LAUZE (DGA)
Service Administration - Finances
Anthony COLOMB (chef de service)
Direction Maison De l'Autonomie (DMDA)
Rachel OLLIVIER (directrice)
Mission Offre d'Accueil
Christelle NOVAIS
Mission Développement de l'animation et des partenariats
pilotage par la directrice
Mission MAIA
Stéphanie BRUNEL
Direction adjointe en charge de l'accès aux droits
Eric ANNINO (directeur adjoint)
Service Instruction
Bernadette SÉRODES (cheffe de service)
Service Aide sociale, contrôle et accompagnement
x (chef-fe de service)
Direction du lien social (DLS)
x (directeur-rice)
Service Insertion et administratif
Céline BÉAL (cheffe de service)
Service Action Sociale
Arnault LYOTARD (chef de service)
Service Logement Social
Cécile BAZARD-PIN (cheffe de service)
Direction Enfance Famille (DEF)
Elisabeth BOUYSSOU (directrice)
Service Prévention Santé
Isabelle GRUNH (cheffe de service)
Service Offre d'accueil et administratif
Georgette SILVA RODRIGUES (cheffe de service)
Service Aide sociale à l'enfance
Geneviève BUNEL (cheffe de service)
Mission Enfance en danger et Observatoire MEDO
5 Centres médico-sociaux
Florac, Langogne, Marvejols, Mende, Saint-Chély d'Apcher
INFRASTRUCTURES DEPARTEMENTALES
Frédéric BOUET (DGA)
Service Comptable et Financier
Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports (DMNT)
Patrick BOYER (directeur)
Mission Technologies de l'information et de la communication
pilotage par le directeur
Mission Transports et Mobilités
pilotage par le directeur adjoint
Direction des Routes (DR)
Eric FORRÉ (directeur)
Service Études, Travaux et Acquisitions Foncières
Service Gestion de la Route
Service Parc Technique Départemental
Service UTCD Chanac
Service UTCD Florac
Service UTCD Langogne
Service UTCD Saint-Chély d'Apcher
RESSOURCES INTERNES
Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances (DRHAF)
Martine PRADEILLES (directrice)
Service des Assemblées et de la Comptabilité
Sandrine AGULHON (cheffe de service)
Service des Affaires financières
Anne PAGES (cheffe de service)
Direction adjointe des Ressources Humaines
Mission Gestion administrative du personnel
Christelle FIRMIN
Mission Recrutement - Formations - Frais déplacement
Evelyne RONE
Mission Prévention
Marie FILBAS
Direction des Affaires Juridiques, de la Commande publique et de la Logistique (DAJCL)
Nadège FAYOL (directrice)
Mission Affaires juridiques
Dominique NIRMAND
Service des Bâtiments départementaux
Jean-Philippe GACQUER (chef de service)
Sabine MESSONNIER (adjointe)
Service de la Commande publique
pilotage par la directrice
Mission Marchés publics
Maryse BONICEL
Mission Achats et Moyens
Bernadette FAGES
Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications
Hervé FILLIÈRE (directeur adjoint)
Mission Projets et logiciels métiers
Nicole MOURGUES
Mission Assistance aux utilisateurs, formation et gestion de parc
Cyril BRANDI
Mission Infrastructure et sécurité
Emmanuel CHABERT

Délibération n°CD_18_1047

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 29 juin 2018

Commission : Politiques territoriales et Europe

Objet : Politique territoriale : Approbation du règlement "Animation territoriale"

Dossier suivi par Attractivité et développement - Région et développement local

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 15h00

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 1111-4, L 1111-10, L 1611-4 et L 3212-3 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CD_15_1033 du 26 juin 2015 modifiant le dispositif ;

VU la délibération n°CD_18_1029 du 30 mars 2018 approuvant la politique départementale 2018 « développement local » ;

VU la délibération n°CD_18_1034 du 30 mars 2018 approuvant le budget primitif 2018

CONSIDÉRANT le rapport n°800 intitulé "Politique territoriale : Approbation du règlement "Animation territoriale"" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « Politiques territoriales et Europe » du 22 juin 2018 ;

ARTICLE 1

Prend acte qu'au 1er janvier 2018, ont été constitués le PETR Sud Lozère et le PETR du pays du Gévaudan étant précisé que l'Association territoriale Terre de Vie garde pour l'instant son statut d'association.

ARTICLE 2

Précise que ces PETR auront pour mission de porter leur projet de territoire tout en poursuivant l'accompagnement des projets de développement local du territoire, en lien avec les communautés de communes, et en coordonnant les aides financières de l'Europe, l'État, la Région Occitanie et le Département.

ARTICLE 3

Décide de continuer à soutenir les territoires en apportant une aide aux actions portées par ces trois structures par :

- un cofinancement par le Département à hauteur de 10 % de l'animation du LEADER
- un cofinancement par le Département à hauteur de 5 % de l'animation de l'Accueil dans le cadre du nouvel appel à projet « Relever le défi démographique » lancé par le Massif-Central

ARTICLE 4

Approuve, à cet effet, le règlement Animation territoriale, tel que joint en annexe.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_18_1047

Annexe à la délibération n°CD_18_1047 du Conseil Départemental du 29 juin 2018 : rapport n°800 "Politique territoriale : Approbation du règlement "Animation territoriale"".

Au 1er janvier 2018, 2 pôles d'équilibre territorial et rural (PETR) ont été constitués, il s'agit du PETR Sud Lozère (2 communautés des communes membres) et du PETR du pays du Gévaudan (4 communautés des communes membres). L'Association territoriale Terre de Vie garde pour l'instant son statut d'association.

Dans la continuité de l'association du Pays du Gévaudan-Lozère et de l'association Causse et Cévennes, ces PETR auront pour mission de porter leur projet de territoire tout en poursuivant l'accompagnement des projets de développement local du territoire, en lien avec les communautés de communes, et en coordonnant les aides financières de l'Europe, l'État, la Région Occitanie et le Département.

Le Département souhaite continuer à soutenir les territoires en apportant une aide aux actions portées par ces 3 structures :

- l'animation du LEADER cofinancée par le Département à hauteur de 10 %

- l'animation de l'Accueil cofinancé à hauteur de 5 % par le Département dans le cadre du nouvel appel à projet « Relever le défi démographique » lancé par le Massif-Central

Je vous demande de bien vouloir approuver le règlement Animation territoriale joint en annexe.

ANIMATION TERRITORIALE

Dispositions complémentaires au règlement général d'attribution des subventions

NATURE DES OPERATIONS SUBVENTIONNÉES

Aider les territoires organisés dans la mise en œuvre de leur animation LEADER.
Accompagner les démarches en faveur de l'accueil de nouveaux arrivants aux côtés du programme Massif Central.
Soutenir les actions contribuant au développement territorial.

BENEFICIAIRES

- Association territoriale
- PETR

SUBVENTION

Accompagnement de ces structures sous la forme d'une aide liée aux actions portées par chaque territoire :

• une participation à l'animation et la gestion du programme LEADER à hauteur de 10% des dépenses éligibles au FEADER.
• une participation à l'animation de l'Accueil intitulé « Relever le défi démographique » à hauteur de 5% de dépenses éligibles au Massif-Central,

Dans le cadre de l'appel à projet pluri-annuel de l'accueil, le Département pourra donner un avis de principe pour sa participation financière sur les années futures. Annuellement un rapport sera présenté à l'assemblée départementale pour individualiser la participation financière du Département.

Chaque structure assurant la gestion du LEADER et/ou Accueil Nouvelle populations, aura une convention annuelle récapitulant les aides attribuées par programme.

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ATTRIBUTION

Pour l'animation du Leader

Selon les Règlements (UE) du 17 décembre 2013 :

N°1303/2013 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE, au Fonds de cohésion, au FEADER et au FEAMP

N°1305/2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural et la mesure 19.4 du PDR prévoyant la possibilité de cofinancement additionnel
Les frais d'ingénierie, d'animation, de suivi des projets, et le fonctionnement sont éligibles.

Pour l'Accueil de Nouvelles Populations

L'action doit s'inscrire dans une démarche collective et associer l'ensemble des partenaires départementaux œuvrant dans la démarche d'accueil de nouvelles populations et en complémentarité des actions la Mission Accueil mise en œuvre par le Département.

MOTION n°CD_18_1048

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 29 juin 2018

Objet : Motion de l'Assemblée départementale relative à la rédaction des XIèmes programmes des agences de l'eau Adour-Garonne, Loire-Bretagne et Rhône-Méditerranée-Corse

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 15h00

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

MOTION n°CD_18_1048

CONSIDÉRANT la motion remise en séance ;

L'assemblée départementale réunie en Commission Plénière, après en avoir délibéré,

Lors de notre assemblée du 23 octobre 2017, nous avons adopté la motion relative aux prélèvements sur les Agences de l'eau prévus dans la loi de finances pour 2018. Pour rappel, un prélèvement de 15% du budget annuel des agences était prévu pour financer l'Agence Française pour la Biodiversité.

Aussi, en décembre 2017, nous avons décidé d'organiser les assises départementales de l'eau en étroite collaboration avec la Préfecture de la Lozère. Ces assises ont remporté un franc succès avec plus de 150 participants. Nous donnerons une suite, toujours en collaboration avec les services de l'Etat en Lozère, dans les prochaines semaines. Lors de cet événement, bon nombre de collectivités ont manifesté une réelle inquiétude quant au financement de leurs projets, par les 3 agences qui construisent, chacune, leur XIème programme 2019-2020, lesquels seront adoptés, en comité de bassin au cours des mois de septembre-octobre.

Au niveau national, les Assises nationales de l'eau ont été lancées le 27 avril par Sébastien LECORNU, secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat, Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire . Lors de son lancement il a exprimé les mots suivants : "Le Gouvernement souhaite mobiliser de nouvelles capacités financières et d'ingénierie technique pour accompagner les communes dans l'exercice de leur compétence eau et assainissement. Le principal objectif est de préparer un plan de lutte contre les fuites visant à relancer l'investissement local et ainsi soutenir l'emploi partout en France et principalement dans les zones rurales et péri-urbaines où les investissements sont les plus nécessaires. Je souhaite que les attentes des élus locaux soient entendues et que ces assises leur donnent de nouveaux leviers pour investir dans le service public de l'eau et de l'assainissement."

Mais les inquiétudes des collectivités demeurent et les 3 agences confirment d'une part, la baisse de moyens financiers, de l'ordre de 25%, et d'autre part, une restriction forte de certains domaines d'intervention.

L'assemblée départementale souhaite voir inscrites dans le XIème programme de chaque agence les 11 mesures ci-après :

- Le Département demande la reconnaissance de la spécificité des têtes de 3 bassins versants et la reconnaissance des aménités qu'il apporte aux territoires en aval, par des dispositifs adaptés à ses problématiques. Ainsi, il est suggéré que le XIème programme des agences de l'eau identifie une spécificité "Territoires en zone de Montagne". A ce titre, ils pourraient bénéficier de soutiens spécifiques notamment sur le volet "sécurisation quantitative des besoins AEP " car les têtes de bassin versant sont identifiées comme étant les territoires les plus exposés au regard du dérèglement climatique.
- Le Département sollicite une association de la strate départementale dans la rédaction et dans la détermination des orientations stratégiques des XIèmes programmes des agences de l'eau.
- Le Département propose le maintien d'un fonds dédié de péréquation financière urbain/rural, pour les territoires situés en zone de montagne, afin que celle-ci soit encore davantage renforcée comparativement au Xème programme.
- Le Département souligne que la conditionnalité des aides des agences de l'eau au transfert de compétences AEP et assainissement n'est pas opportune, en particulier en zone de montagne, compte tenu des délais importants nécessaires pour la mise en place de ce service au niveau communautaire ou supra-communautaire.

- Le Département requiert la rédaction d'un accord-cadre pluri-annuel Agences / Département pour déterminer et coordonner la programmation des dossiers de demande d'aide financière afin que celle-ci soit la plus efficiente possible.
- Le Département souhaite que l'assistance technique qu'il apporte à l'ensemble des collectivités puisse être, à minima, maintenue en termes de missions et de niveau de financement par les agences de l'eau.
- Le Département sollicite les agences de l'eau pour que les EPCI qui s'engagent dans une démarche de transfert de compétences puissent bénéficier d'une aide financière dans la réalisation des études préalables, qu'elles soient externalisées ou réalisées en régie,
- Le Département attire l'attention des agences, en soulignant les propos de M. LECORNU, sur la nécessité de mettre en place des dispositifs d'accompagnement des collectivités visant à assurer le renouvellement de leur patrimoine AEP et Assainissement (celui-ci étant inassumable par le seul prix de l'eau compte tenu de l'importance de ce patrimoine rapporté au faible nombre d'abonnés).
- Le Département insiste sur la nécessité d'appuyer les collectivités dans la mise en œuvre de périmètres de protection des captages, dès la phase étude.
- Le Département propose que l'APE (Aide à la Performance Epuratoire) soit généralisée et maintenue pour les gestionnaires de STEP afin de reconnaître les efforts consentis en matière de dépollution et de protection des milieux aquatiques dans la gestion des équipements d'assainissement par les gestionnaires.
- Le Département demande que l'Assainissement Non Collectif (ANC) soit soutenu financièrement ainsi que les opérations d'assainissement groupées en non collectif dès lors qu'il existe un SPANC et que leur pertinence est partagée entre financeurs et le SPANC.

Ces 11 mesures votées par notre assemblée seront transmises aux 3 agences de l'eau et aux acteurs de notre territoire siégeant aux conseils d'administration et dans les comités de bassin respectifs.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental

Sophie PANTEL